F

Enseignement, formation, recherche

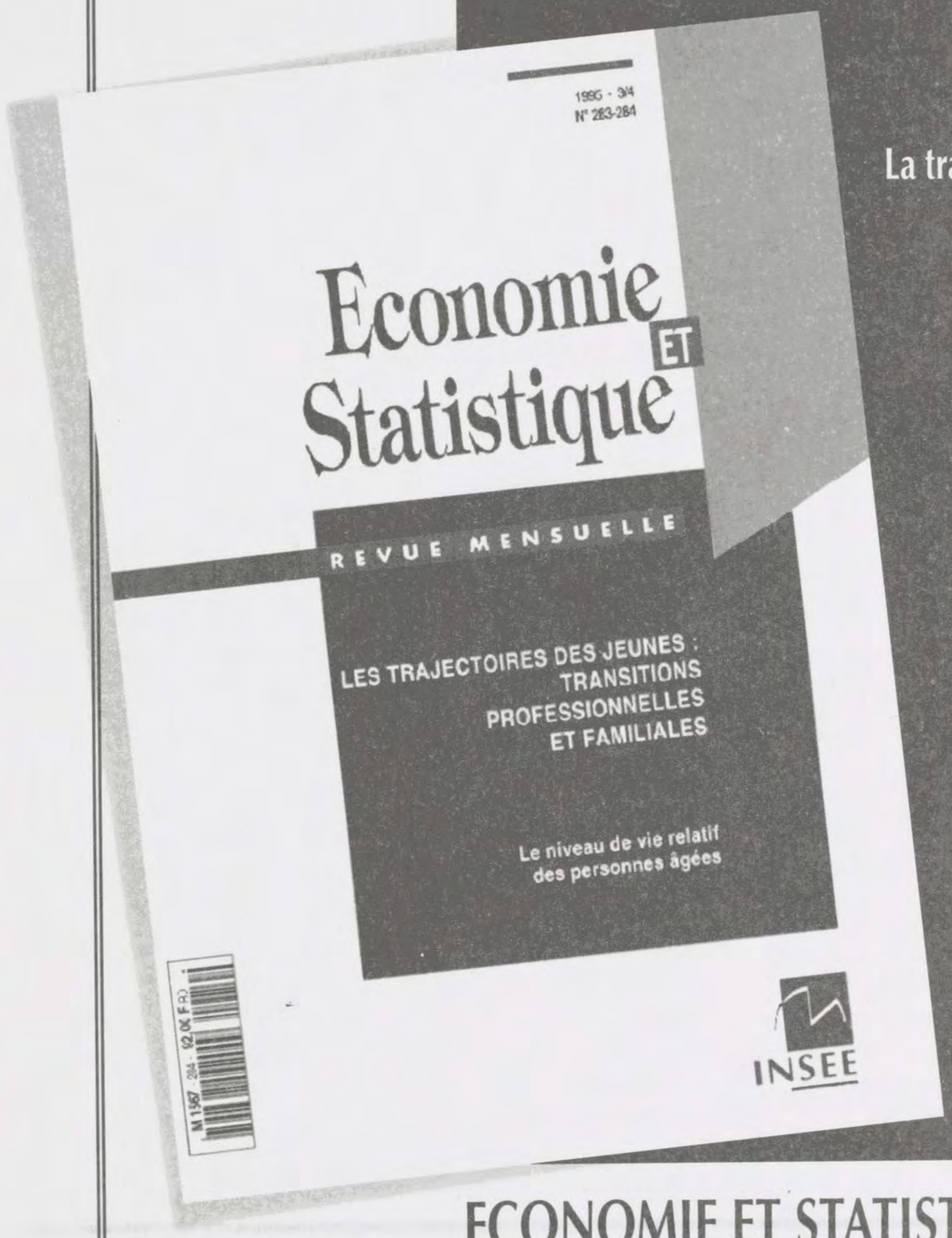
L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles

* 2,23 FF la minute

LES PÉRIODIQUES DE L'INSEE

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

LA REVUE CENTRALE DE L'INSEE



Derniers dossiers parus :

La transition économique des pays de l'Est
L'Union économique et monétaire
Le financement des entreprises
Qualifier le territoire
Les PME
Projections démographiques
Les brevets
Bilan - Formation - Emploi
Les trajectoires des jeunes
Qualité de l'information économique
Les ménages et leurs logements
L'économie de la protection sociale

180 pages - format 21 x 29,7

46 FF* le numéro simple

Également disponible
dans 200 librairies spécialisées.

CREATIONE

ECONOMIE ET STATISTIQUE , c'est...

...la revue de l'INSEE qui présente sous forme d'études et de dossiers, une analyse approfondie des phénomènes économiques nationaux et internationaux, ainsi que les grands thèmes du débat social.

abonnement 1 an (10 numéros).

Bon de commande

à retourner au CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX 01



ECONOMIE ET STATISTIQUE

❑ je commande ..... abonnement(s) à Économie et Statistique

* **Edition sur papier : pour la France : 414FF, pour l'étranger : 518FF, pour l'étranger (par avion) : 633 FF**

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE

Société ..... Tél. .....
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

INSEE

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Niveau des étudiants quittant l'enseignement supérieur en 1993 selon les disciplines générales de l'université.

1. Effectifs d'élèves d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1970-1994.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1960-1994.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe de premier degré. Évolution 1960-1994.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1994.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1994.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, Direction de l'Évaluation et de la Prospective, du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, du ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie et du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.
11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1988-1994.
12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1994.
13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1986-1994.
14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1980-1994.
15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.
16. Écoles dépendant du ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.
17. Formation professionnelle continue : bilan des formations.
18. Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.
19. Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.
20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1993.
21. Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.
22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.
23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).
24. Répartition d'étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.
25. Répartition d'étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.
26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.
27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.
28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.
29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.
30. La dépense globale d'éducation.
31. La dépense intérieure d'éducation.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves et des étudiants, en 1994-1995 et en France métropolitaine, représente 25,4 % de la population totale et près de 89,5 % des jeunes de 2 à 22 ans.

Globalement pendant la dernière décennie, la population scolaire et universitaire s'est accrue de près de 800.000 élèves ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminuait de 700.000 individus.

C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, s'est accru de plus de 8 points.

La combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire aboutit à des variations de population scolaire par degré très contrastées :

— diminution dans les écoles élémentaires, dans les collèges et les lycées professionnels;
— augmentation très sensible dans les lycées d'enseignement général et technologique et surtout dans les niveaux post-baccalauréat.

Ces augmentations correspondent aux grands objectifs de la période :

— extension de la préscolarisation;
— renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1989 à 1994, le nombre d'enseignants de l'enseignement public a augmenté de 6,7 %.

Le budget et le compte de l'éducation

Le budget de l'Éducation nationale en 1994 représentait 20,0 % du budget de l'État et 4,0 % du produit intérieur brut (PIB).

En 1994, la dépense intérieure d'éducation qui totalise la contribution des divers agents économiques, — État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages —, représentait 7,3 % du PIB.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1994, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) a été de 73,7 % et près de 59 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale était de 34 % en 1980-1981 et de 67,1 % en 1994-1995 (70,2 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les jeunes sortant avec un diplôme supérieur au baccalauréat sont de plus en plus nombreux et représentent en 1993 près de 38 % de l'ensemble des sortants; pourtant, un nombre encore important de jeunes, 8,3 %, entre sur le marché du travail sans qualification (ils étaient 15,5 % en 1980).

L'insertion professionnelle des jeunes

Durant l'année 1993, on peut évaluer à 125.000 le nombre de jeunes entrés dans une première étape du crédit formation individualisé (CFI) [formation alternée ou autres mesures]. Au cours de cette année, 110.000 jeunes sont entrés dans une première étape de formation alternée, autant qu'en 1992; la répartition par type d'étape d'entrée est de 43,6 % en mobilisation, 28,1 % en pré-qualification et 28,3 % en qualification. Par ailleurs, 13.480 jeunes sont entrés à la suite d'une formation alternée dans une autre mesure (CES, contrat de qualification, etc.).

L'ensemble de ces actions représentait en 1992 un coût global de 5,4 milliards de francs pour l'État dont 2,5 milliards pour la formation elle-même, 0,7 milliard pour les programmes d'accompagnement et 2,2 milliards pour la rémunération des stagiaires.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir d'enquêtes statistiques exhaustives sous la forme, soit de remontées « papier » soit le plus souvent à partir de remontées d'extraits de fichiers de gestion de la scolarité en établissement. Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Au 1er janvier 1994, 1.058.400 agents du secteur public sont rémunérés au titre des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (hors personnels de la Recherche), soit 1,4 % de plus qu'au 1er janvier 1993 et 6,7 % de plus qu'au 1er janvier 1989. Les femmes sont largement majoritaires (63 %). Leur part varie de 76 % parmi les enseignants du premier degré à 29 % seulement dans l'enseignement supérieur.
Avec 768.100 personnes, les enseignants représentent 73 % de l'effectif total. Les non-enseignants, au nombre de 290.300, sont essentiellement des personnels d'inspection, de direction, d'éducation, d'orientation et des ATOS (administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé). Depuis le 1er janvier 1989, leurs effec-

tifs se sont accrus de 6,0 %, soit une croissance moindre que celle des enseignants (6,9 %).

La majorité des enseignants exercent leur activité dans les établissements des premier et second degrés publics : 301.700 dans le premier degré et 377.200 dans le second degré. Les enseignants du premier degré sont instituteurs ou instituteurs spécialisés (85 %), ou professeurs des écoles (14 %). Les non titulaires représentent moins de 1 % d'entre eux. Dans le second degré, les enseignants sont essentiellement des certifiés ou assimilés (44 %), des PEGC (15 %), des professeurs de LP (15 %), des maîtres auxiliaires (9 %) ou des agrégés et titulaires de chaires supérieures (9 %).

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages), pour ne citer que les principales.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif le calcul s'opère d'une façon générale selon le principe de la non-réinscription. Les sorties d'une classe sont mesurées par différence entre les effectifs inscrits dans cette classe pour l'année scolaire *n*-1, et les effectifs originaires de cette classe réinscrits l'année scolaire *n*, quelle que soit leur destination. Le résultat est d'autant plus précis que l'on connaît mieux les passages de classe à classe et entre filières de formation. Cependant les outils ne sont pas les mêmes pour l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, l'enseignement agricole (qui relève du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation) ou les formations sanitaires et sociales (qui dépendent du ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie).

On estime d'abord les sorties « brutes » de l'enseignement secondaire du ministère de l'Éducation nationale. Puis on met en évidence les entrées dans l'enseignement supérieur, dans l'enseignement agricole et dans les formations sanitaires et sociales, que l'on retranche des sorties brutes. On ajoute ensuite les sorties de ces mêmes enseignements. On obtient ainsi les sorties « nettes » de la formation initiale.

Si l'on considère que l'apprentissage fait partie du système de formation initiale, on déduit les entrées en apprentissage et on ajoute les sorties d'apprentissage pour obtenir les sorties nettes du système éducatif, apprentissage inclus.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

Formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

Formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget des ministères du Travail, du Dialogue social et de la Participation (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :
— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);
— le fonds national de l'emploi (FNE);
— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);
— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);
— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

Formation professionnelle continue financée par les entreprises

La loi du 16 juillet 1971 fait obligation à toutes les entreprises employant plus de 9 salariés, de consacrer au moins 1,1 % de leur masse salariale à la formation continue (1,2 % à compter de 1987). L'accord du 3 juillet 1991 prévoit l'extension de cette obligation aux entreprises de moins de 10 salariés et aux travailleurs indépendants et aux professions libérales.

Celles-ci s'acquittent principalement de cette obligation en organisant elles-mêmes des formations (ex. : le centre de formation de la régie Renault), ou en envoyant leurs salariés suivre des stages dans des centres de formations extérieurs, publics ou privés, au titre du plan de formation de l'entreprise ou des congés individuels de formation, en versant leurs contributions à des organismes chargés de gérer ces sommes pour leur compte (Fonds d'assurance formation, organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation), et en versant une somme égale à 0,3 % de leur masse salariale pour la formation des jeunes demandeurs d'emploi.

Toutefois, à compter de 1985, est offerte aux entreprises une possibilité d'exonération partielle ou totale des versements dus au Trésor public au titre du « 0,2 % », dans le cadre des formations en alternance (stages d'initiation à la vie professionnelle, contrats de qualification et contrats d'adaptation). Les dépenses ainsi engagées par les entreprises pour les jeunes de moins de 26 ans peuvent donner lieu à imputation directe ou à versement à un organisme de mutualisation agréé par l'État (OMA).

Par ailleurs, l'État participe à la rémunération des jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle, et à partir de juillet 1986, les diverses modalités d'accueil des jeunes dans les entreprises offrent la possibilité à l'employeur d'être exonéré partiellement ou totalement des charges sociales afférentes.

Enfin, il faut noter qu'en moyenne, les entreprises dépassent leur obligation légale et financent principalement des formations de perfectionnement de courte durée, dont les cadres et techniciens bénéficient le plus souvent.

Formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert a été réalisé le 1er juin 1983.

Dès lors, une grande partie des actions de formation professionnelle continue, autrefois prises en charge par l'État, sont passées dans le champ de compétence des régions, sous la forme de conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :
— la formation scolaire;
— l'apprentissage;
— la formation professionnelle continue;
— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

● La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde générale et technologique soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) soit vers un CAPA.

Les classes de BEPA ont deux finalités :
— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;
— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et aussi du CAPA en deux ans. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● Les voies générale et technologique

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :
— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);
— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :
— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;
— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;
— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accés aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation), sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation), sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

3. DÉFINITIONS

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine.

CIPPA-MOREA

Cycle d'insertion professionnelle par alternance et module de représentation d'examen par alternance.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Compte économique de l'éducation

Compte satellite de la comptabilité nationale décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance de valeurs et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Le public visé est les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Contrats emploi-solidarité (CES)

Succédant aux différentes formules d'activités d'intérêt collectif réalisées sous forme de stage, les contrats emploi-solidarité, véritables contrats de travail à mi-temps, rémunérés sur la base du SMIC, connaissent une montée en charge progressive depuis le mois de février 1990. Les catégories de bénéficiaires sont

définies à ce jour par les dispositions du décret du 30 juillet 1992. Il s'agit des chômeurs de longue durée, des demandeurs d'emplois âgés de 50 ans ou plus, des allocataires du RMI, des travailleurs handicapés, des jeunes ayant au plus un diplôme de niveau V, des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique et des autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'emploi.

Depuis le mois de juin 1993, dans le cadre des « mesures d'urgence pour l'emploi », le groupe des personnes prioritaires a été redéfini de manière à recentrer le dispositif vers les adultes. Les publics prioritaires comprennent des demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans, les chômeurs inscrits à l'ANPE depuis plus de 3 ans, les bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion sans emploi depuis plus d'un an, les travailleurs reconnus handicapés. Ils intègrent également les jeunes les plus en difficulté (les chômeurs de longue durée ou jeunes issus des quartiers défavorisés ou des zones rurales en difficulté, jeunes bénéficiant du RMI ou vivant dans une famille percevant le RMI et jeunes suivis par les services de la protection judiciaire).

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre un ministère ou une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont maintenant appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, sauf de 1960-1961 à 1975-1976 des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Les actions d'insertion et de formation du FNE (AIF) sont des formations destinées aux chômeurs de longue durée (ayant connu 12 mois de chômage au cours des 18 mois précédant l'entrée en stage). Les AIF visent prioritairement les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans à l'ANPE, les personnes âgées de plus de 50 ans et les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI).

Ce dispositif fait suite à l'ensemble des actions relevant en 1989 du programme FNE-chômeurs de longue durée, de celui des stages modulaires de l'ANPE et de celui des stages de réinsertion en alternance du FFPPS.

Les actions d'insertion et de formation doivent permettre une combinaison des modalités suivantes :

— actions de formation collectives;
— accès individuels à des stages existants;
— actions modularisées pouvant comporter un tronc commun d'évaluation-orientation-redynamisation, un appui personnalisé, des modules de formation et d'accompagnement de la recherche d'emploi.

Par ailleurs le recours à l'alternance est recherché de manière systématique.

Formation des cadres privés d'emploi (FNE)

Ces formations particulières visent à accueillir des cadres privés d'emploi, éprouvant des difficultés importantes de réinsertion professionnelle et pour lesquels les autres dispositifs financés par l'État en faveur des chômeurs ne conviennent pas. Fondées sur un recyclage, un perfectionnement ou une amorce de reconversion, ces actions touchent principalement des cadres moyens.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels ou abandonnant la scolarité du second cycle long avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, instituteurs, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine. Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1994. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED, CIEP).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1982-1983 sont issues des dernières évaluations de l'INSEE fondées sur les recensements de 1982 et de 1990.

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

6e à 3e, fin d'études primaires, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA » (dont les effectifs étaient précédemment associés à ceux des écoles de commerce), d'autre part, les cycles prépara-

toires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités (qui, jusqu'alors, n'étaient pas comptabilisés).

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections A, B, C, D ou E) ou technologique (sections F, G, H) ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

A : littéraire;
B : sciences économiques et sociales;
C : mathématiques et sciences physiques;
D : mathématiques et sciences de la nature;
D' : sciences agronomiques et techniques (lycées agricoles);
E : mathématiques et techniques;
F : technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10), techniques de laboratoire (F5 à F7), médico-social (F8) et arts (F11 et F12);
G : secrétariat (G1), comptabilité (G2) et commerce (G3);
H : techniques informatiques;
BT : brevet de technicien;
BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP)

Ce stage a pour objectif de permettre à des jeunes demandeurs d'emploi non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou titulaires d'un diplôme de l'enseignement général de niveau IV inscrits depuis plus de six mois à l'ANPE, ou jeune inscrit à l'ANPE depuis plus d'un an, de s'initier par une insertion dans l'entreprise aux métiers de celle-ci. Ce stage doit contribuer à la définition d'une orientation et d'une trajectoire d'insertion. Ils durent de 3 à 6 mois. Le jeune a le statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Remplacé par le contrat d'orientation et le contrat local d'orientation (CLO) :

— contrat à durée déterminée de 3 à 6 mois destiné à permettre à des jeunes de moins de 23 ans non qualifiés rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi de s'insérer dans la vie professionnelle. Ils bénéficient de 32 heures d'orientation active par mois;
— le CLO qui se substitue au CES pour les jeunes de 16-17 ans avec les mêmes objectifs.

Stages de mise à niveau (ANPE)

Ce sont des stages de formation destinés à adapter la qualification des demandeurs d'emploi à des postes à pourvoir correspondant à des offres d'emploi déposées à l'ANPE et non satisfaites. L'ANPE organise à l'intention de demandeurs d'emploi dont la qualification est proche de celle requise, des formations spécifiques dont le coût est partagé entre les pouvoirs publics et l'entreprise, qui s'engage de plus à réserver ses offres à ces demandeurs.

Remplacé en 1991 par les stages d'accès à l'emploi (SAE). Trois types de SAE :

— après un stage d'adaptation, le demandeur d'emploi est embauché (97 % des personnes formées);
— après un stage d'adaptation, un salarié en place dans l'entreprise pourvoira un poste de travail vacant dans cette entreprise;
— l'emploi libéré par le salarié en place dans l'entreprise (cf. alinéa ci-dessus) sera pris par un autre demandeur d'emploi.

Stages de reclassement professionnel (ANPE)

Les stages de reclassement professionnel visent à prévenir le risque de chômage de longue durée pour des demandeurs d'emploi de plus de 25 ans, dotés d'une expérience professionnelle. Ce sont des formations courtes axées sur le maintien, l'élargissement ou la modernisation des compétences.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Travaux d'utilité collective (TUC)

Ces travaux d'abord réservés aux jeunes de 16 à 21 ans sans emploi ont été étendus en 1985 aux demandeurs d'emploi de 21 à 25 ans en chômage depuis plus d'un an. Ils n'étaient offerts que par des organismes relevant du secteur non lucratif : collectivités territoriales, établissements publics, associations. Les TUC n'existent plus depuis 1991.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective.

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information.

— Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation : direction de l'Animation, de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).

— INSEE.

Publications :

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1995;

Vade-mecum statistique, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective, 1995 (disquette contenant les principales données chronologiques et régionales sur l'éducation. La disquette contient également le logiciel qui permet de visualiser des tableaux, d'opérer des calculs, de réaliser des graphiques et des cartes, d'imprimer et de transférer des données);

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1995;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1995;

« Le compte économique de la formation professionnelle », DARES.

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1995.

« RP 90 Formation : résultats du sondage au quart », *INSEE-Résultats*, n^{os} 30-31, janvier 1994.

« Les diplômes des Français », *INSEE-Première*, n° 305, mars 1994.

« La formation professionnelle continue », *INSEE-Première*, n° 314, mai 1994.

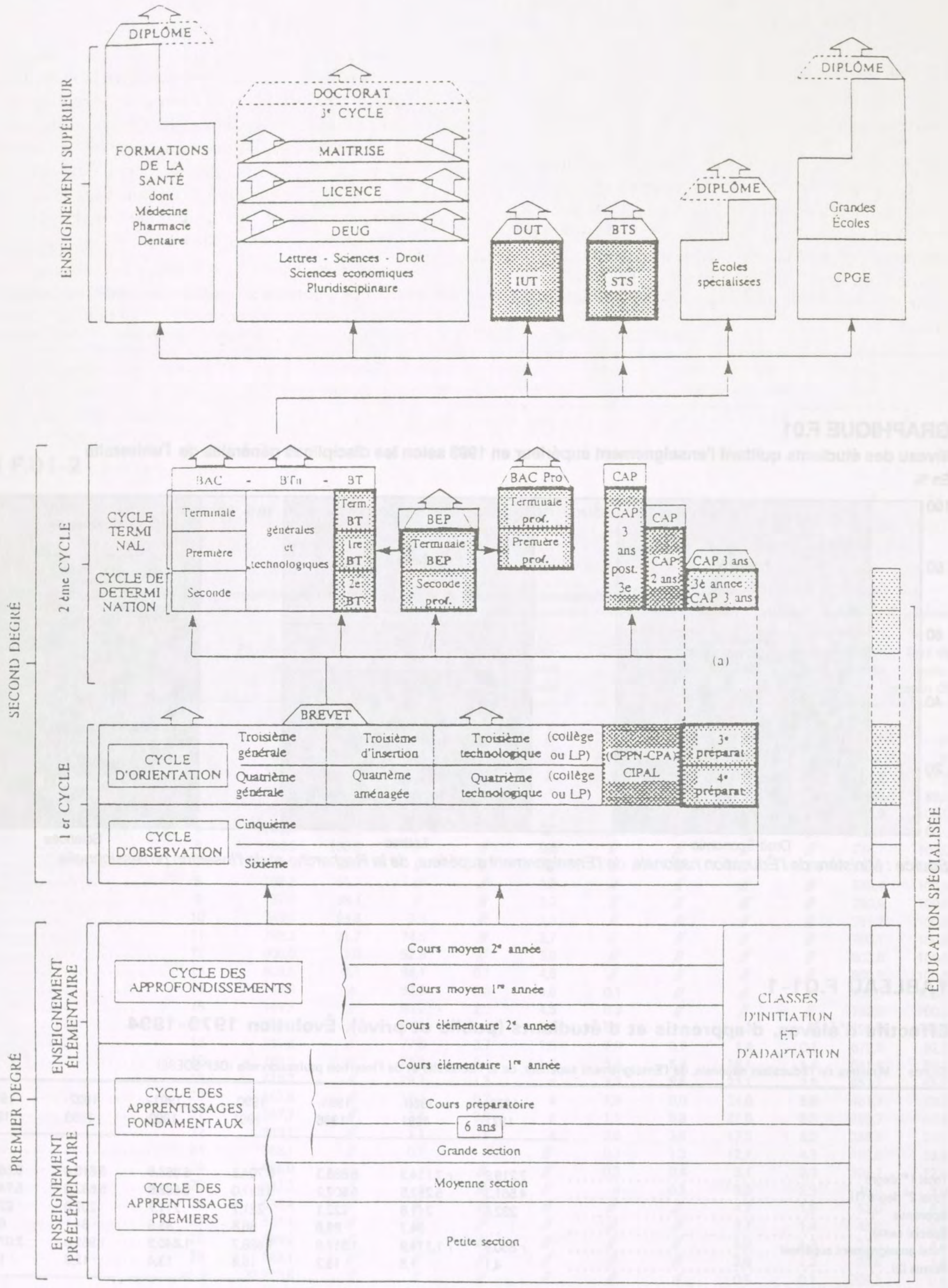
« Les 16-25 ans : plus nombreux à l'école que sur le marché du travail », *INSEE-Première*, n° 323, juin 1994.

« De l'école à l'emploi », *INSEE-Première*, n° 365, mars 1995.

« Les inégalités devant l'école », *INSEE-Première*, n° 400, septembre 1995.

* * *

ENSEIGNEMENT
SOUS TUTELLE DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

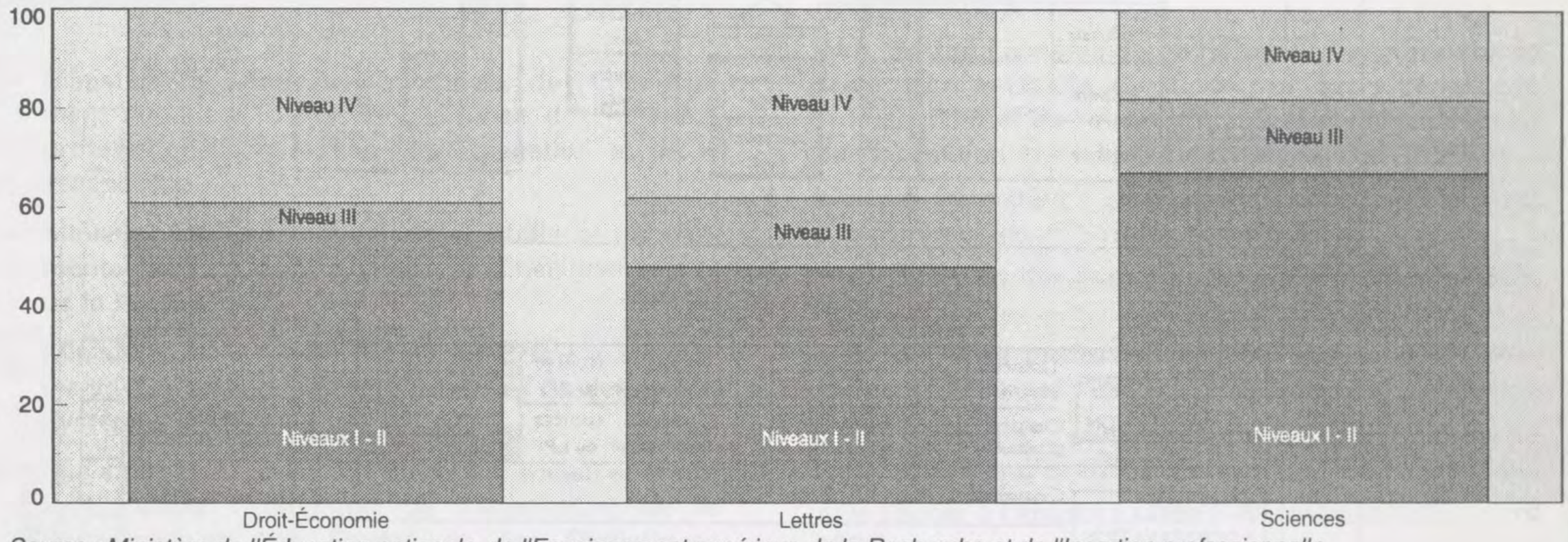


(a) En voie d'extinction

GRAPHIQUE F.01

Niveau des étudiants quittant l'enseignement supérieur en 1993 selon les disciplines générales de l'université

En %



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle.

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1970-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE) *Unité :* Millier

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Total 1er degré	7.219,9	*r* 7.124,3	6.686,3	6.704,8	6.668,6	6.610,0	6.561,7	6.543,4
Total 2e degré (1)	4.561,3	5.252,5	5.607,2	5.637,0	5.662,8	5.692,8	5.740,5	5.719,6
Apprentis	232,6	241,6	222,1	221,7	211,7	207,0	220,9	254,1
Spécial santé	...	94,7	88,6	86,8	85,5	84,1	86,9	86,9
Total enseignement supérieur	*r* 850,6	*r* 1.174,9	1.357,9	1.698,7	1.840,3	1.952,0	2.074,6	2.107,6
Autres (2)	4,1	1,8	15,2	15,8	13,4	12,5	11,9	13,1
Total général	***r* 12.868,5**	***r* 13.889,8**	**13.977,3**	**14.364,8**	**14.482,3**	**14.558,4**	**14.696,5**	**14.724,7**
Population 2-22 ans (3)	17.698,7	17.407,0	17.131,5	16.711,6	16.647,2	16.571,4	16.566,6	16.458,9
Total/population 2-22 ans en %	72,7	79,8	81,6	86,0	87,0	87,9	88,7	89,5

(1) Y compris Agriculture .
(2) Préparations diverses et formations complémentaires.
(3) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé). (1)

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Année de naissance	Âge	Population totale	1er degré	2e degré	Agricole 2e degré spécialisé	Enseignement spécialisé	CFA	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée	Taux de scolarisation (2)
1993	0	749,6	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1992	1	744,1	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1991	2	749,2	35,3	///	///	///	///	///	///	///	263,2	35,3
1990	3	752,4	99,3	///	///	///	///	///	///	///	745,4	99,3
1989	4	757,5	101,2	///	///	ε	///	///	///	///	766,9	100,0
1988	5	765,3	101,6	///	///	0,4	///	///	///	///	780,1	100,0
1987	6	766,5	100,6	///	///	0,5	///	///	///	///	774,7	100,0
1986	7	778,3	99,6	///	///	0,9	///	///	///	///	782,2	100,0
1985	8	768,9	98,7	///	///	1,5	///	///	///	///	770,4	100,0
1984	9	757,0	98,4	///	///	2,2	///	///	///	///	760,9	100,0
1983	10	746,6	94,8	3,3	///	2,5	///	///	///	///	751,2	100,0
1982	11	799,2	21,7	74,5	///	2,7	///	///	///	///	790,1	100,0
1981	12	806,0	3,0	92,9	///	3,9	///	///	///	///	803,6	100,0
1980	13	809,5	0,3	94,1	0,1	4,5	///	///	///	///	800,8	100,0
1979	14	766,5	///	93,3	0,8	4,6	0,1	///	///	///	758,0	100,0
1978	15	749,3	///	90,2	2,2	4,5	0,9	///	///	///	732,6	100,0
1977	16	755,8	///	84,0	3,2	2,6	6,2	ε	ε	///	726,8	96,2
1976	17	735,9	///	77,0	3,7	1,5	7,8	0,7	1,4	0,1	678,5	92,2
1975	18	763,3	///	51,1	3,1	1,3	5,4	5,8	16,1	1,4	641,6	84,1
1974	19	815,2	///	29,2	1,5	ε	3,2	8,5	23,1	2,8	557,2	68,3
1973	20	867,8	///	12,0	0,7	ε	1,9	9,0	24,6	5,0	461,7	53,2
1972	21	887,7	///	3,6	0,3	ε	1,1	6,8	21,8	6,9	358,7	40,4
1971	22	889,1	///	1,1	ε	ε	0,6	3,5	17,3	6,2	255,5	28,7
1970	23	868,1	///	0,1	ε	///	0,3	1,3	12,7	4,5	163,6	18,8
1969	24	856,0	///	ε	///	///	0,2	0,4	8,4	2,9	102,7	12,0
1968	25	842,2	///	ε	///	///	ε	0,3	6,3	2,3	75,9	9,0
1967	26	839,4	///	///	///	///	///	///	4,7	1,5	52,0	6,2
1966	27	861,1	///	///	///	///	///	///	3,7	1,4	43,9	5,1
1965	28	869,2	///	///	///	///	///	///	3,0	1,3	37,3	4,3
1964	29	883,1	///	///	///	///	///	///	2,6	1,2	33,8	3,8
et avant (3)	et +	33.803,6	///	///	///	///	///	///	0,5	0,1	209,3	0,6
Total (milliers)		**57.803,6**	**6.509,4**	**5.496,5**	**120,1**	**260,0**	**217,7**	**305,4**	**1.395,1**	**374,1**	**14.678,3**	///
% de la population totale		///	11,3	9,5	0,2	0,4	0,4	0,5	2,4	0,6	///	25,4

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en différent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1960-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Unité : Millier d'élèves

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Enseignement préélementaire public	1.177,9	2.070,5	2.234,0	2.241,0	2.241,6	2.232,5	2.231,0	2.217,3
Enseignement préélémentaire privé	196,2	313,4	329,5	314,7	317,2	317,1	317,5	313,5
Total	**1.374,1**	**2.383,9**	**2.563,5**	**2.555,7**	**2.558,8**	**2.549,6**	**2.548,5**	**2.530,8**
CP-CM2 public	4.112,8	3.946,2	3.413,1	3.455,7	3.427,6	3.391,5	3.358,6	3.365,7
CP-CM2 privé	802,6	668,9	614,2	606,5	600,4	592,7	584,6	581,8
Total	**4.915,4**	**4.615,1**	**4.027,3**	**4.062,2**	**4.028,0**	**3.984,2**	**3.943,2**	**3.947,5**
Initiation, adaptation public	...	27,7	19,7	19,7	17,4	16,1	15,8	14,6
Initiation, adaptation privé	...	2,1	2,0	1,6	1,4	1,7	1,9	2,0
Total	...	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**18,8**	**17,8**	**17,7**	**16,6**
Élémentaire public	4.112,8	3.973,9	3.432,8	3.475,4	3.445,0	3.407,6	3.374,4	3.380,3
Élémentaire privé	802,6	671,0	616,2	608,1	601,8	594,4	586,5	583,8
Total	**4.915,4**	**4.644,9**	**4.049,0**	**4.083,5**	**4.046,8**	**4.002,0**	**3.960,9**	**3.964,1**
Enseignement spécial public	72,9	90,1	69,3	61,7	59,3	55,2	49,4	45,8
Enseignement spécial privé	8,3	5,4	4,5	3,9	3,7	3,2	2,9	2,7
Total (1)	**81,2**	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**63,0**	**58,4**	**52,3**	**48,5**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	5.290,7	6.044,4	5.666,8	5.716,4	5.686,6	5.640,1	5.605,4	5.597,6
Enseignement privé	998,8	984,4	945,7	922,8	919,0	911,5	904,0	897,3
Total	**6.298,5**	**7.028,8**	**6.612,5**	**6.639,2**	**6.605,6**	**6.551,6**	**6.509,4**	**6.494,9**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	5.363,6	6.134,5	5.736,1	5.778,1	5.745,9	5.695,3	5.654,8	5.643,4
Enseignement privé	1.007,1	989,8	950,2	926,7	922,7	914,7	906,9	900,0
Total	**6.370,7**	**7.124,3**	**6.686,3**	**6.704,8**	**6.668,6**	**6.610,0**	**6.561,7**	**6.543,4**

(1) En 1960-1961, classes de perfectionnement seulement ; en 1980-1981, les classes d'adaptation, les classes ordinaires des établissements spéciaux sont comptabilisées avec les classes de l'enseignement ordinaire.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1960-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	5.920	15.721	17.394	18.436	18.589	18.646	18.660	18.646
Écoles primaires	74.268	44.848	41.655	38.227	37.305	36.489	35.974	35.618
dont : à classe unique	19.010	11.433	9.608	7.657	7.181	6.748	6.522	6.375
Écoles d'enseignement spécial	649	133	1.048	...	...	...	...	...
Total	**80.837**	**60.702**	*r* **60.097**	**56.663**	**55.894**	**55.135**	**54.634**	**54.264**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	239	359	382	414	404	395	368	343
Écoles primaires	9.750	6.600	6.150	5.904	5.821	5.746	5.682	5.626
dont : à classe unique	575	343	274	215	206	203	197	196
Écoles d'enseignement spécial	156	19	14	...	...	...	...	...
Total...	**10.145**	**6.978**	**6.546**	**6.318**	**6.225**	**6.141**	**6.050**	**5.969**
Total enseignement public + privé	**90.982**	**67.680**	**66.643**	**62.981**	**62.119**	**61.276**	**60.684**	**60.233**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	20.478	58.402	66.091	68.301	68.763	68.997	69.220	69.354
Écoles primaires	176.335	185.977	175.467	171.868	170.200	168.518	167.208	166.874
dont : classes uniques	18.843	11.433	9.608	7.657	7.181	6.748	6.522	6.375
Écoles d'enseignement spécial	2.147	749	558	...	...	...	...	...
Total	**198.960**	**245.128**	**242.116**	**240.169**	**238.963**	**237.515**	**236.428**	**236.228**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	386	1.067	1.237	1.363	1.367	1.348	1.258	1.187
Écoles primaires	29.792	36.513	36.214	36.337	36.229	36.091	35.953	35.885
dont : classes uniques	738	343	274	215	206	203	197	196
Écoles d'enseignement spécial	479	59	46	...	...	...	...	...
Total	**30.657**	**37.639**	**37.497**	**37.700**	**37.596**	**37.439**	**37.211**	**37.072**
Total enseignement public + privé	**229.617**	**282.767**	**279.613**	**277.869**	**276.559**	**274.954**	**273.639**	**273.300**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	42,9	30,0	28,6	27,9	27,7	27,5	27,4	27,1
Écoles primaires	e 28,0	23,5	21,9	22,5	22,6	22,5	22,5	22,6
Écoles d'enseignement spécial	...	14,6	12,9	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	37,6	29,9	28,8	27,2	27,5	27,3	27,0	26,7
Écoles primaires	e 31,3	26,2	25,2	24,5	24,4	24,3	24,3	24,2
Écoles d'enseignement spécial	...	12,4	9,2	...	...	...	...	...

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1994-1995

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	960.373	916.107	**1.876.480**	16.093	15.462	**31.555**	976.466	931.569	**1.908.035**
En école primaire	174.865	165.988	**340.853**	143.784	138.184	**281.968**	318.649	304.172	**622.821**
Total	**1.135.238**	**1.082.095**	**2.217.333**	**159.877**	**153.646**	**313.523**	**1.295.115**	**1.235.741**	**2.530.856**
Enseignement élémentaire :									
CP	363.650	341.206	**704.856**	57.770	54.284	**112.054**	421.420	395.490	**816.910**
dont : en école maternelle	...	...	**958**	...	...		...	...	**958**
CE1	359.149	339.523	**698.672**	58.771	55.320	**114.091**	417.920	394.843	**812.763**
CE2	340.303	325.592	**665.895**	59.402	56.442	**115.844**	399.705	382.034	**781.739**
CM1	333.366	319.771	**653.137**	60.884	56.906	**117.790**	394.250	376.677	**770.927**
CM2	327.645	315.511	**643.156**	63.447	58.609	**122.056**	391.092	374.120	**765.212**
Total	**1.724.113**	**1.641.603**	**3.365.716**	**300.274**	**281.561**	**581.835**	**2.024.387**	**1.923.164**	**3.947.551**
Classe d'initiation	1.240	1.079	**2.319**	82	80	**162**	1.322	1.159	**2.481**
Classe d'adaptation	7.293	4.949	**12.242**	1.138	724	**1.862**	8.431	5.673	**14.104**
Total enseignement élémentaire	**1.732.646**	**1.647.631**	**3.380.277**	**301.494**	**282.365**	**583.859**	**2.034.140**	**1.929.996**	**3.964.136**
Enseignement spécial 1er degré	27.688	18.153	**45.841**	1.528	1.068	**2.596**	29.216	19.221	**48.437**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2.895.572**	**2.747.879**	**5.643.451**	**462.899**	**437.079**	**899.978**	**3.358.471**	**3.184.958**	**6.543.429**
Sans l'enseignement spécial	**2.867.884**	**2.729.726**	**5.597.610**	**461.371**	**436.011**	**897.382**	**3.329.255**	**3.165.737**	**6.494.992**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE) — *Unité :* Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Premier cycle du second degré :								
Enseignement public	1860,5	2.532,5	2.665,9	2.485,2	2.511,3	2.560,5	2.607,2	2.612,7
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	656,5	667,8	677,5	672,7
Total	**2.353,1**	**3.137,9**	**3.346,9**	**3.134,6**	**3.167,8**	**3.228,3**	**3.284,7**	**3.285,4**
6e à 3e	1.453,2	2.950,4	3.204,8	3.078,4	3.130,0	3.210,3	3.275,9	3.277,5
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	157,9	153,6	153,5	153,3
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	37,8	18,0	8,7	7,9
Second cycle professionnel :								
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	529,4	524,1	530,6	534,2
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	157,8	153,6	151,7	149,8
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**687,2**	**677,7**	**682,3**	**684,0**
dont : 1re et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	114,0	129,4	*r* 142,7	149,9
Second cycle général et technologique :								
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1.243,5	1.247,8	1.224,8	1.203,9	1.180,3
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	328,1	328,0	325,6	319,5
Total	**421,9**	**1.102,6**	**1.207,6**	**1.570,9**	**1.575,9**	**1.552,8**	**1.529,5**	**1.499,8**
Enseignement spécial du second degré :								
Enseignement public	///	122,1	127,1	118,6	*r* 116,8	*r* 117,4	117,7	118,1
Enseignement privé	///	0,9	1,7	2,5	2,5	2,8	3,0	3,2
Total	///	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**119,3**	***r* 120,2**	**120,7**	**121,3**
Enseignement public	2.443,0	3.983,7	4.211,3	4.262,9	4.288,5	4.309,4	4.341,7	4.327,2
Enseignement privé	715,2	1.030,0	1.149,0	1.139,4	1.142,4	1.149,4	1.154,8	1.142,0
Total (sans enseignement spécial)	**3.158,2**	**5.013,7**	**5.360,3**	**5.402,3**	**5.430,9**	**5.458,8**	**5.496,5**	**5.469,2**
Enseignement public	2.443,0	4.105,8	4.338,4	4.381,5	*r* 4.405,3	*r* 4.426,8	4.459,4	4.445,3
Enseignement privé	715,2	1.030,9	1.150,7	1.141,9	1.144,9	1.152,2	1.157,8	1.145,2
Total (avec enseignement spécial)	**3.158,2**	**5.136,7**	**5.489,1**	**5.523,4**	***r* 5.550,2**	***r* 5.579,0**	**5.617,2**	**5.590,5**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1994.

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995
ÉTABLISSEMENTS								
Enseignement public :								
Collèges (CES, CEG) (1)	4.017	4.751	4.795	4.868	4.872	4.881	4.897	4.916
Lycées professionnels (LEP, CET) (2)	1.136	1.311	1.351	1.318	1.297	1.248	1.191	1.166
Lycées (LEGT) (3)	1.159	1.119	1.139	1.269	1.298	1.337	1.389	1.419
Total	**6.312**	**7.181**	**7.285**	**7.455**	**7.467**	**7.466**	**7.477**	**7.501**
Enseignement privé :								
Collèges (ESC, CC) (4)	1.274	1.743	1.854	1.803	1.791	1.792	1.792	1.784
Lycées professionnels (LEP)	1.626	958	865	798	780	762	717	707
Lycées (EST, ET, ES) (5)	1.663	1.181	1.191	1.269	1.268	1.255	1.249	1.220
Total	**4.563**	*r* **3.882**	**3.910**	**3.870**	**3.839**	**3.809**	**3.758**	**3.711**
Total public + privé	**10.875**	**11.063**	**11.195**	**11.325**	**11.306**	**11.275**	**11.235**	**11.212**
CLASSES ET DIVISIONS								
Enseignement public :								
1er cycle (6)	85.534	108.080	109.121	102.100	103.085	105.258	105.853	106.402
2e cycle professionnel	20.003	29.792	25.767	23.157	23.469	24.309	24.615	24.586
2e cycle général et technologique	22.839	24.702	30.962	40.139	41.146	41.305	40.602	39.923
Total	**128.376**	**162.574**	**165.850**	**165.396**	**167.700**	**170.872**	**171.070**	**170.911**
Enseignement privé :								
1er cycle (6)	20.399	25.250	26.782	26.691	26.714	26.988	27.188	27.084
2e cycle professionnel	8.199	10.892	8.192	7.574	7.588	7.447	7.244	7.081
2e cycle général et technologique	7.801	8.202	11.424	12.764	12.831	13.047	12.888	12.402
Total	**36.399**	**44.344**	**46.398**	**47.029**	**47.133**	**47.482**	**47.320**	**46.567**
Total public + privé	**164.775**	**206.918**	**212.248**	**212.425**	**214.833**	**218.354**	**218.390**	**217.478**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
1er cycle (6)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,4	24,3	24,6	24,6
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	22,6	21,6	21,6	21,7
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	30,3	29,7	29,7	29,6
Enseignement privé :								
1er cycle (6)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,6	24,7	24,9	24,8
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	20,8	20,6	20,9	21,2
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,6	25,1	25,3	25,8

(1) CES : Collège d'enseignement secondaire ; CEG : Collège d'enseignement général.
(2) LEP : lycée d'enseignement professionnel ; CET : collège d'enseignement technique.
(3) LEGT : Lycée d'enseignement général et technologique.
(4) ESC : École supérieure de commerce.
(5) EST : École secondaire et technique.
(6) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) et classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et non compris section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) (ex-SES et GCA). et classes-ateliers des collèges.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1994-1995

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Sixième à troisième :									
Sixième	344.904	319.118	**664.022**	86.796	75.112	**161.908**	431.700	394.230	**825.930**
Cinquième	360.226	338.405	**698.631**	90.224	78.886	**169.110**	450.450	417.291	**867.741**
Quatrième :									
Aménagée	7.988	6.649	**14.637**	2.286	1.456	**3.742**	10.274	8.105	**18.379**
Générale	264.583	292.477	**557.060**	74.533	73.163	**147.696**	339.116	365.640	**704.756**
Technologique	40.936	19.134	**60.070**	11.613	6.725	**18.338**	52.549	25.859	**78.408**
Troisième :									
D'insertion	5.820	4.406	**10.226**	987	620	**1.607**	6.807	5.026	**11.833**
Générale	252.585	290.894	**543.479**	72.405	73.746	**146.151**	324.990	364.640	**689.630**
Technologique	38.288	19.188	**57.476**	10.497	6.759	**17.256**	48.785	25.947	**74.732**
Total	**1.315.330**	**1.290.271**	**2.605.601**	**349.341**	**316.467**	**665.808**	**1.664.671**	**1.606.738**	**3.271.409**
Autres niveaux 1er cycle :									
Classe préprofessionnelle de niveau (CPPN)	162	118	**280**	298	124	**422**	460	242	**702**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	4.811	1.906	**6.717**	223	95	**318**	5.034	2.001	**7.035**
Total	**4.973**	**2.024**	**6.997**	**521**	**219**	**740**	**5.494**	2.243	**7.737**
Enseignement spécial :									
SEGPA 1re et 2e années (1)	27.333	17.471	**44.804**	955	652	**1.607**	28.288	18.123	**46.411**
SEGPA Formation professionnelle (1)	35.803	25.446	**61.249**	985	648	**1.633**	36.788	26.094	**62.882**
Total	**63.136**	**42.917**	**106.053**	**1.940**	**1.300**	**3.240**	**65.076**	**44.217**	**109.293**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8.793	3.230	**12.023**	///	///	///	8.793	3.230	**12.023**
Total enseignement spécial	**71.929**	**46.147**	**118.076**	**1.940**	**1.300**	**3.240**	**73.869**	**47.447**	**121.316**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1.392.232**	**1.338.442**	**2.730.674**	**351.802**	**317.986**	**669.788**	**1.744.034**	**1.656.428**	**3.400.462**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1.320.303**	**1.292.295**	**2.612.598**	**349.862**	**316.686**	**666.548**	**1.670.165**	**1.608.981**	**3.279.146**

(1) SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté.

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1994-1995

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	4.501	1.904	**6.405**	1.353	664	**2.017**	5.854	2.568	**8.422**
3e préparatoire	5.328	2.202	**7.530**	1.223	832	**2.055**	6.551	3.034	**9.585**
Troisième année	5.711	2.487	**8.198**	1.293	940	**2.233**	7.004	3.427	**10.431**
Total	**15.540**	**6.593**	**22.133**	**3.869**	**2.436**	**6.305**	**19.409**	**9.029**	**28.438**
CAP en deux ans :									
Première année	8.057	6.832	**14.889**	1.513	3.137	**4.650**	9.570	9.969	**19.539**
Deuxième année	6.112	5.895	**12.007**	1.379	2.743	**4.122**	7.491	8.638	**16.129**
Total	**14.169**	**12.727**	**26.896**	**2.892**	**5.880**	**8.772**	**17.061**	**18.607**	**35.668**
CAP en un an	1.215	548	**1.763**	416	1.718	**2.134**	1.631	2.266	**3.897**
Brevet d'enseignement professionnel :									
Première année (1)	106.132	80.041	**186.173**	23.944	23.937	**47.881**	130.076	103.978	**234.054**
Deuxième année (1)	100.606	78.404	**179.010**	22.339	23.720	**46.059**	122.945	102.124	**225.069**
Total	**206.738**	**158.445**	**365.183**	**46.283**	**47.657**	**93.940**	**253.021**	**206.102**	**459.123**
Mentions complémentaires (2)	3.357	648	**4.005**	462	214	**676**	3.819	862	**4.681**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	33.993	25.990	**59.983**	9.373	10.145	**19.518**	43.366	36.135	**79.501**
Deuxième année (3)	29.966	22.803	**52.769**	7.941	9.330	**17.271**	37.907	32.133	**70.040**
Total	**63.959**	**48.793**	**112.752**	**17.314**	**19.475**	**36.789**	**81.273**	**68.268**	**149.541**
Formations complémentaires :									
CAP en 3 ans post 3e	**382**	**309**	**691**	**413**	**553**	**966**	**795**	**862**	**1.657**
Formations en 1 an (loi quinquennale) (4)	**486**	**310**	**796**	**67**	**111**	**178**	**553**	**421**	**974**
Total	**868**	**619**	**1.487**	**480**	**664**	**1.144**	**1.348**	**1.283**	**2.631**
Total second cycle professionnel	**305.846**	**228.373**	**534.219**	**71.716**	**78.044**	**149.760**	**377.562**	**306.417**	**683.979**
Formations complémentaires post CAP - BEP	2.659	2.112	**4.771**	429	1.020	**1.449**	3.088	3.132	**6.220**
Formations complémentaires post BT et BAC	586	919	**1.505**	179	450	**629**	765	1.369	**2.134**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxiéme année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.
(4) D'autres inscriptions ont eu lieu après le moment du recensement.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1994-1995

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Sciences de la vie et de la terre (SVT)	133.905	202.703	**336.608**	41.016	49.851	**90.867**	174.921	252.554	**427.475**
Technologie des systèmes automatisés (TSA)	37.928	3.231	**41.159**	5.200	586	**5.786**	43.128	3.817	**46.945**
Autres	2.793	9.646	**12.439**	1.961	5.268	**7.229**	4.754	14.914	**19.668**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1.396	1.275	**2.671**	518	776	**1.294**	1.914	2.051	**3.965**
Total	**176.022**	**216.855**	**392.877**	**48.695**	**56.481**	**105.176**	**224.717**	**273.336**	**498.053**
Première :									
L (Littéraire)	10.422	46.087	**56.509**	3.416	11.822	**15.238**	13.838	57.909	**71.747**
ES (Économique et sociale)	22.597	37.727	**60.324**	8.765	11.346	**20.111**	31.362	49.073	**80.435**
S (Scientifique)	68.287	50.585	**118.872**	20.419	13.808	**34.227**	88.706	64.393	**153.099**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2.768	2.418	**5.186**	657	722	**1.379**	3.425	3.140	**6.565**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	17.929	32.373	**50.302**	5.403	7.177	**12.580**	23.332	39.550	**62.882**
STI (Sciences et technologies industrielles)	28.709	1.935	**30.644**	4.366	232	**4.598**	33.075	2.167	**35.242**
SMS (Sciences médico-sociales)	304	7.186	**7.490**	269	4.668	**4.937**	573	11.854	**12.427**
Brevet de technicien	1.437	756	**2.193**	282	560	**842**	1.719	1.316	**3.035**
D'adaptation	13.176	12.844	**26.020**	2.836	4.665	**7.501**	16.012	17.509	**33.521**
Hôtellerie	850	598	**1.448**	271	206	**477**	1.121	804	**1.925**
TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués)	429	805	**1.234**	138	251	**389**	567	1.056	**1.623**
Total	**166.908**	**193.314**	**360.222**	**46.822**	**55.457**	**102.279**	**213.730**	**248.771**	**462.501**
Terminale :									
L (Littéraire)	14.117	60.444	**74.561**	4.631	14.981	**19.612**	18.748	75.425	**94.173**
ES (Économique et sociale)	28.986	47.374	**76.360**	10.428	13.372	**23.800**	39.414	60.746	**100.160**
S (Scientifique)	80.169	54.184	**134.353**	21.495	14.179	**35.674**	101.664	68.363	**170.027**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2.738	2.513	**5.251**	550	635	**1.185**	3.288	3.148	**6.436**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	25.728	48.623	**74.351**	7.383	10.531	**17.914**	33.111	59.154	**92.265**
STI (Sciences et technologies industrielles)	41.382	3.050	**44.432**	5.579	219	**5.798**	46.961	3.269	**50.230**
SMS (Sciences médico-sociales)	348	10.580	**10.928**	211	5.983	**6.194**	559	16.563	**17.122**
Brevet de technicien	2.590	977	**3.567**	227	591	**818**	2.817	1.568	**4.385**
Hôtellerie	1.298	805	**2.103**	413	231	**644**	1.711	1.036	**2.747**
TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués)	457	860	**1.317**	150	236	**386**	607	1.096	**1.703**
Total	**197.813**	**229.410**	**427.223**	**51.067**	**60.958**	**112.025**	**248.880**	**290.368**	**539.248**
Total cycle général et technologique	**540.743**	**639.579**	**1.180.322**	**146.584**	**172.896**	**319.480**	**687.327**	**812.475**	**1.499.802**

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1988-1994 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Année de naissance	Année scolaire							Total entrants
	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	
1969 (860.000) :								
Entrants	72.000	32.500	12.800	—	—	—	—	(2) 337.900
%	8,4	3,8	1,5	—	—	—	—	44,0
1970 (871.000) :								
Entrants	121.500	82.000	37.500	15.300	—	—	—	(2) 408.200
%	14,0	9,4	4,3	1,7	—	—	—	46,9
1971 (893.000) :								
Entrants	149.000	135.000	92.000	42.600	17.100	—	—	451.100
%	16,7	15,1	10,3	4,8	1,9	—	—	50,5
1972 (889.000) :								
Entrants	14.700	162.400	143.000	99.200	45.500	19.000	—	483.800
%	1,7	18,3	16,1	11,2	5,1	2,1	—	54,5
1973 (867.000) :								
Entrants	—	14.500	173.500	144.300	100.200	46.600	20.100	*r* 499.200
%	—	1,7	20,1	16,6	11,6	5,4	2,3	*r* 57,6
1974 (814.000) :								
Entrants	—	—	14.000	178.100	136.000	95.300	47.400	(3) *r* 491.200
%	—	—	1,7	21,9	16,7	11,7	5,8	*r* 60,4
1975 (764.000) :								
Entrants	—	—	—	14.600	177.000	127.900	94.800	(3) 482.000
%	—	—	—	1,9	23,2	16,7	12,4	63,1
1976 (738.000) :								
Entrants	—	—	—	—	14.400	182.400	130.600	///
%	—	—	—	—	1,9	24,7	17,7	///
1977 (757.000) :								
Entrants	—	—	—	—	—	14.700	203.400	///
%	—	—	—	—	—	1,9	26,8	///
1978 (752.000) :								
Entrants	—	—	—	—	—	—	15.800	///
%	—	—	—	—	—	—	2,1	///
Total entrants	**(4) 392.000**	**436.600**	**472.800**	**494.100**	**490.200**	**485.900**	**512.100**	///
Taux d'accès	**44,9**	**49,5**	**54,0**	**58,2**	**60,5**	**62,6**	**67,1**	///

(1) Note de lecture. - Sur les 889.000 enfants de la génération 1972, 14.700 (soit 1,7 %) sont entrés en 1988-1989 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1988 à 1993, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont près de 484.000 jeunes de cette génération, (soit 54,5 %), qui auront accédé au baccalauréat. Les flux d'entrées enregistrées en 1994-1995 (512.100) concernent les générations 1973 à 1978, dans des proportions variables ; la somme s'établit à 67,1 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des «entrants» avant 1988-1989.
(3) Total prévu, compte tenu des élèves qui accéderont au niveau du bac lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1969.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Evolution 1980-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Diplômes du 2e cycle court (1) :							
Certificats d'aptitude professionnelle	235.046	268.064	274.243	254.809	243.281	236.988	240.800
Brevets d'études professionnelles	78.905	109.162	156.543	162.530	165.039	173.384	178.119
Diplômes du 2e cycle long :							
Brevets de technicien	4.521	6.998	8.348	7.901	7.976	7.857	3.882
Baccalauréat :							
Série A	40.391	46.704	63.727	70.174	71.533	*r* 74.431	69.578
Série B	31.521	40.381	60.092	65.408	66.716	*r* 68.391	63.021
Série C	32.658	33.516	56.812	61.278	62.971	*r* 66.438	63.345
Série D et D'	48.545	44.536	58.672	61.635	62.657	*r* 64.280	66.761
Série E	5.823	5.427	7.910	8.616	8.489	*r* 9.624	10.391
Baccalauréat expérimental (2)	831	///	///	///	///	///	///
Baccalauréat de technicien :							
Secteur industriel (F) et autres (3)	26.612	33.179	41.948	44.045	43.496	45.942	51.271
Secteur économique (G)	35.605	48.025	70.249	70.368	74.793	70.939	73.451
Secteur informatique (H)	443	1.282	424	337	212	142	119
Série hôtellière	///	///	///	///	///	///	1.903
Baccalauréat professionnel	///	///	24.116	34.385	44.933	*r* 51.196	59.514

(1) A ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.
(2) Baccalauréat supprimé en 1985.
(3) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1986-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Séries (1)	P : présentés A : admis	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Baccalauréat général :										
	P	67.544	69.003	73.600	77.373	84.991	93.831	99.366	92.356	96.982
A	A	48.420	48.627	55.441	58.057	63.727	70.174	71.533	72.272	69.578
	%	71,7	70,5	75,3	75,0	75,0	74,8	72,0	73,5	71,7
	P	69.041	72.262	77.644	83.612	87.132	85.114	100.552	98.254	93.529
B	A	44.431	46.261	52.971	59.057	60.092	65.408	66.716	67.108	63.021
	%	64,4	64,0	68,2	70,6	69,0	76,8	66,3	68,3	67,4
	P	44.357	45.358	49.807	50.616	66.457	72.654	76.421	78.851	73.760
C	A	34.750	36.259	41.645	48.173	56.812	61.278	62.971	65.358	63.345
	%	78,3	79,9	83,6	85,1	85,5	84,3	82,4	82,9	85,9
	P	63.318	66.351	67.316	70.711	76.696	81.193	82.883	83.010	85.400
D	A	44.511	47.746	49.989	53.379	57.311	60.232	61.048	61.665	64.991
	%	70,3	72,0	74,3	75,5	74,7	74,2	73,7	74,3	76,1
	P	1.806	2.009	2.221	2.040	2.032	2.230	2.410	2.472	2.626
D′	A	1.126	1.224	1.454	1.390	1.361	1.403	1.609	1.592	1.770
	%	62,3	60,9	65,5	68,1	67,0	62,9	66,8	64,4	67,4
	P	7.821	7.783	8.329	9.134	10.176	11.310	12.019	13.027	13.653
E	A	5.680	5.465	6.116	6.845	7.910	8.616	8.489	9.468	10.391
	%	72,6	70,2	73,4	74,9	77,7	76,2	70,6	72,7	76,1
	P	**253.887**	**262.766**	**278.917**	**293.486**	**327.484**	**356.332**	**373.651**	**373.970**	**365.950**
Total	A	**178.918**	**185.582**	**207.616**	**226.901**	**247.213**	**267.111**	**272.366**	**277.463**	**273.096**
	%	**70,5**	**70,6**	**74,4**	**75,8**	**75,5**	**75,0**	**72,9**	**74,2**	**74,6**
Baccalauréat technologique :										
	P	36.960	38.945	39.556	42.163	44.041	45.898	48.163	51.082	54.204
F1 à F7, F9, F10	A	24.459	25.906	27.134	29.377	30.843	32.186	31.655	34.602	37.938
	%	66,2	66,5	68,6	69,7	70,0	70,1	65,7	67,7	70,0
	P	12.011	12.587	12.973	13.258	14.041	14.732	15.110	15.677	16.739
F8	A	8.604	8.783	9.791	9.826	10.140	10.872	10.691	10.165	12.142
	%	71,6	69,8	75,5	74,1	72,2	73,8	70,8	64,8	72,5
	P	80.046	86.314	91.185	98.088	103.704	106.928	109.328	106.270	102.175
G1, G2, G3	A	50.920	55.154	59.937	65.897	70.249	70.368	74.793	70.939	73.451
	%	63,6	63,9	65,7	67,2	67,7	65,8	68,4	66,8	71,9
	P	683	772	845	995	1.125	1.179	1.356	1.475	1.597
F11, F′ 11, F12	A	587	684	719	820	965	987	1.150	1.175	1.191
	%	85,9	88,6	85,1	82,4	85,8	83,7	84,8	79,7	74,6
	P	2.094	1.875	1.262	961	694	547	323	197	153
H	A	1.501	1.235	910	634	424	337	212	142	119
	%	71,7	65,9	72,1	66,0	61,1	61,6	65,6	72,1	77,8
	P	///	///	///	///	///	///	///	///	2.349
Hôtellerie	A	///	///	///	///	///	///	///	///	1.903
	%	///	///	///	///	///	///	///	///	81,0
	P	**131.794**	**140.493**	**145.821**	**155.465**	**163.565**	**169.284**	**174.280**	**174.701**	**177.217**
Total	A	**86.071**	**91.762**	**98.491**	**106.554**	**112.621**	**114.750**	**118.501**	**117.023**	**126.744**
	%	**65,3**	**65,3**	**67,5**	**68,5**	**68,9**	**67,8**	**68,0**	**67,0**	**71,5**
Baccalauréat professionnel :										
	P	///	1.157	8.607	19.587	32.382	46.397	58.835	*r* 70.988	80.024
	A	///	880	6.529	14.315	24.116	34.385	44.933	*r* 51.196	59.154
	%	///	76,0	75,9	73,1	74,5	74,1	76,4	72,1	74,4

(1) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D′ : sciences agronomiques et techniques; E : sciences et techniques; F : technologique et industriel, sciences médico-sociales; G : économie; F11, F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Evolution 1980-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

Préparation	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1993-1994	*dont :* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	///	///	194.331	176.215	157.104	157.593	168.923	45.858
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	///	6.712	10.230	14.614	19.392	26.822	7.618
Mention complémentaire	///	///	///	///	4.599	5.067	6.042	3.403
Total niveau V	222.838	208.739	**201.043**	**186.445**	**176.317**	**182.052**	**201.787**	**56.879**
Brevet professionnel (BP)	///	///	8.802	11.133	12.673	14.735	18.316	7.621
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	///	4.223	5.794	6.843	8.653	12.241	3.498
Total niveau IV	///	///	**13.025**	**16.927**	**19.516**	**23.388**	**30.557**	**11.119**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	///	2.489	3.243	4.575	7.274	2.840
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	///	130	506	969	1.544	704
Autres de niveau III	///	///	///	70	183	307	360	153
Total niveau III	///	///	**1.299**	**2.689**	**3.932**	**5.851**	**9.178**	**3.697**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	///	203	465	795	1.196	118
Autres de niveau I et II	///	///	///	109	363	1.137	2.090	1.013
Total niveau I et II	///	///	///	**312**	**828**	**1.932**	**3.286**	**1.131**
Total apprentis	**222.838**	**208.739**	**215.367**	**206.373**	**200.593**	**213.223**	**244.808**	**72.826**
Classe préparatoire à l'apprentissage	18.744	13.390	6.367	5.682	6.470	7.669	9.312	1.435
Total	**241.582**	**222.129**	**221.734**	**212.055**	**207.063**	**220.892**	**254.120**	**74.261**

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Unités : Etablissement
Elève

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	*dont :* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	103	111	117	117	118	35.624	38.715	41.790	43.604	45.935	13.556
Lycées professionnels agricoles (LPA)	125	118	107	107	103	19.103	17.742	16.859	18.207	18.474	7.039
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	29	23	12	7	4	1.699	1.289	755	451	334	58
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	4	2	2	2	1	194	119	112	76	58	28
Total	**261**	**254**	**238**	**233**	**226**	**56.620**	**57.865**	**59.516**	**62.338**	**64.801**	**20.681**
ENSEIGNEMENT PRIVE :											
Technique	752	718	689	665	///	75.790	74.672	75.974	80.706	///	///
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	///	///	///	///	241	///	///	///	///	48.736	25.072
Rythme approprié (3)	///	///	///	///	411	///	///	///	///	39.254	18.922
Total	///	///	///	///	**652**	///	///	///	///	**87.990**	**43.994**
Total public et privé	**1.037**	**972**	**927**	**898**	**878**	**132.410**	**132.537**	**135.490**	**143.044**	**152.791**	**64.675**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

Source : Service des statistiques des études et des systèmes d'information (SESI).

Formation	Année scolaire 1992-1993			Année scolaire 1993-1994			Année scolaire 1994-1995		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1992	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1993	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1994
Écoles de santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	530	14.853	14200	524	15.398	14.773	505	14.820	15.019
Auxiliaires de puériculture	78	2.742	2.339	83	2.841	2.533	84	2.776	2.676
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Laborantins d'analyse médicale	11	628	288	11	643	257	11	580	285
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	722	225	8	772	214	8	821	232
Infirmiers diplômés d'Etat	354	45.411	11.553	353	49.612	12.074	351	52.103	13.368
Infirmiers de secteur psychiatrique	73	2.754	815	66	1.435	1.106	—	—	1.269
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1.563	2	18	1.540	486	18	1.515	487
Masseurs-kinésithérapeutes	36	5.131	1.528	35	5.112	1.560	35	5.027	1.581
Pédicures-podologues	10	751	441	10	1.066	23	10	1.161	332
Psychomotriciens	6	861	244	6	862	299	6	902	249
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2.503	601	32	2.516	558	32	2.555	550
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	1.089	453	25	1.005	557	26	977	496
Infirmiers de bloc opératoire	21	417	326	21	416	371	21	428	361
Puéricultrices	34	804	683	34	811	741	34	806	760
Cadres infirmiers diplômés d'Etat	28	878	876	29	989	825	29	886	793
Autres cadres (1)	30	408	311	35	422	394	35	374	378
Total écoles de la santé	**(2) 1.294**	**81.515**	**34.885**	**(2) 1.290**	**85.440**	**36.771**	**(2) 1.205**	**85.731**	**38.836**
Écoles sociales :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	**89**	**3.368**	**2.572**	**81**	**2.904**	**2.252**	**89**	**3.036**	**2.616**
Travailleuses familiales	**7**	**315**	**213**	**7**	**447**	**221**	**8**	**277**	**221**
NIVEAU V									
Aides médico-psychologiques	50	3.803	1.407	53	4.392	1.828	54	4.509	1.989
NIVEAU IV									
Moniteurs-éducateurs	47	3.211	1.208	50	3.368	1.381	50	3.401	1.475
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Educateurs de jeunes enfants	25	2.090	861	24	2.129	936	25	2.138	952
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	50	5.272	1.413	53	5.597	1.454	52	5.741	1.537
Educateurs spécialisés	52	7.007	2.298	53	7.212	2.172	53	7.199	2.295
Educateurs techniques spécialisés	31	735	170	31	790	231	30	824	257
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	39	724	479	40	785	535	41	834	603
Total écoles sociales	**390**	**26.525**	**10.621**	**392**	**27.624**	**11.010**	**402**	**27.959**	**11.945**

(1) Cette catégorie comprend principalement les cadres infirmiers psychiatriques et masseurs kinésithérapeutes.
(2) La réforme des études d'infirmiers entraîne un gonflement artificiel et transitoire d'environ 50 écoles : les instituts de formation en soins infirmiers, qui ont encore des élèves de secteur psychiatrique et forment aussi des étudiants infirmiers diplômés d'État, sont recensés deux fois.

TABLEAU F.01-17

Formation professionnelle continue : bilan des formations (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Sources de financement	Unités	1989	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993
Stagiaires en formation (2)						
Entreprises	Millier	3.270	3.387	3.563	3.585	3.608
Prise en charge directe	»	2.472	2.559	2.637	2.622	2.566
Fonds d'assurance-formation	»	565	596	694	772	849
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	22	26	28	31	33
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	211	206	204	161	159
État (hors agents de l'État)	»	1.228	1.521	1.400	1.523	1.596
Régions	»	432	426	466	439	422
Total	»	**4.930**	**5.334**	**5.429**	**5.547**	**5.626**
Heures stagiaires						
Entreprises	Million	252	272	301	300	297
Prise en charge directe	»	116	118	121	129	120
Fonds d'assurance-formation	»	30	32	35	38	47
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	18	22	27	28	29
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	89	100	118	105	101
État (hors agents de l'État)	»	346	386	412	409	475
Régions	»	113	124	136	126	123
Total (3)	»	**711**	**782**	**849**	**835**	**895**
Dépenses						
État (4)	Milliard	20,8	23,5	22,5	23,8	24,9
Régions (5)	»	3,2	3,4	3,3	4,0	4,3
Entreprises (6)	»	35,3	39,1	41,2	44,9	44,8
UNEDIC	»	2,5	3,3	5,0	7,6	12,9
Total	»	**61,8**	**69,3**	**72,0**	**80,3**	**86,9**

(1) L'apprentissage n'est pas compris dans ces données, de même que les stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) et les travaux d'utilité collective (T.U.C.), CRE, CES.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année civile.
(3) L'État, les régions et les entreprises assurent conjointement le financement de la formation d'un certain nombre de stagiaires, ce qui explique que les chiffres d'ensemble ne constituent pas toujours l'addition des lignes précédentes.
(4) Hors dotation de décentralisation (chapitre 43-06) dont le montant est transféré aux régions (1,6 milliard F en 1983 et 2,2 milliards en 1988). Les montants affichés pour l'État correspondent pour l'essentiel aux dépenses constatées dans l'année civile. Les fonds de concours reçus (F.S.E., F.E.O.G.A.) n'ont pas été déduits du montant des dépenses.
(5) Hors dépenses pour l'apprentissage
(6) Y compris le versement des entreprises à l'État, au titre de la participation au financement des actions de formation des jeunes sans emploi (0,3 %).

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

État, régions et entreprises (1)

Unités : Millier de stagiaires
%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Catégorie professionnelle	1989	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993
Ingénieurs et cadres (2)	677	708	831	888	928
%	15	15	16	17	17
Techniciens (2)	1.127	1.224	1.402	1.467	1.450
%	25	26	27	28	27
Ouvriers et employés (2)	2.706	2.779	2.961	2.962	2.954
%	58	59	57	56	55
Total	**4.510**	**4.711**	**5.194**	**5.318**	**5.332**
	100	**100**	**100**	**100**	**100**
Homme	2.965	2.826	3.116	3.292	3.327
%	63	60	60	62	62
Femme	1.745	1.885	2.078	2.026	2.005
%	37	40	40	38	38

(1) Non compris les mesures spécifiques en faveur des jeunes.
(2) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans

Source : Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) :					
Jeunes entrés au cours de l'année (millier)	91	60	40	///	///
Coût pour l'État (milliard)	1,5	0,4	0,3	///	///
Travaux d'utilité collective (TUC) (1) :					
Inscriptions individuelles (millier)	262	50	///	///	///
Coût pour l'État (milliard)	2,8	1,7	///	///	///
Contrat emploi solidarité (CES) et Contrat retour à emploi (CRE) :					
Inscriptions individuelles (millier)	///	249	610	707	886
Coût pour l'État (milliard)	///	2,7	9,6	12,0	16,9

(1) Dispositif n'existant plus en 1991.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1993

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Universités	**852.837**	**960.084**	**1.104.889**	**1.171.852**	**1.225.634**	**1.296.459**	**1.395.103**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799.170	898.179	1.034.995	1.097.559	1.146.891	1.211.618	1.302.302
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53.667	61.905	69.894	74.293	78.743	84.841	92.801
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	///	**54.608**	**64.931**	**80.078**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67.315**	**117.766**	**178.523**	**199.084**	**219.605**	**232.165**	**232.844**
Enseignement public	43.104	67.011	103.158	116.720	131.599	143.455	151.742
Enseignement privé	24.211	50.755	75.365	82.364	88.006	88.710	81.102
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40.123**	**47.334**	**62.811**	**67.465**	**71.961**	**72.445**	**72.573**
Enseignement public	35.429	39.904	52.748	56.344	59.644	60.065	59.532
Enseignement privé	4.694	7.430	10.063	11.121	12.317	12.380	13.041
Préparations intégrées	**2.788**	**2.790**	**3.867**	**3.965**	**3.645**	**3.128**	**2.297**
Ecoles d'ingénieurs	**36.952**	**45.365**	**55.382**	**57.653**	**61.798**	**67.072**	**71.273**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8.330	12.424	16.358	17.325	18.909	21.167	22.264
Enseignement public, indépendantes des universités	20.132	22.616	25.639	26.326	27.776	29.270	31.349
Enseignement privé	8.490	10.325	13.385	14.002	15.113	16.635	17.660
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15.824	26.628	35.215	46.006	53.952	59.721	57.208
Établissements universitaires privés	16.256	18.435	19.162	19.971	21.355	20.279	20.989
Écoles normales d'instituteurs (post-bac),	12.597	17.493	15.007	16.098	///	///	///
Écoles normales supérieures	2.840	2.705	2.596	2.675	2.727	2.742	2.794
Écoles d'architecture	17.000	14.900	14.777	15.702	16.714	17.678	18.304
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15.320	18.370	18.190	23.323	26.034	28.157	30.209
Écoles paramédicales hors université	74.006	61.359	54.984	55.866	58.617	63.406	66.658
Écoles préparant aux fonctions sociales	17.735	16.801	15.160	14.519	14.504	14.899	15.499
Autres écoles de spécialités diverses	11.678	20.291	21.084	21.862	28.062	30.079	31.026
dont : Écoles juridiques et administratives	6.653	6.805	6.718	7.328	8.017	8.530	7.982
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2.230	2.808	2.923	2.852	2.946	2.501
Écoles vétérinaires	1.932	2.372	2.142	2.073	2.012	1.972	1.974
Total enseignement supérieur (1)	**1.145.563**	**1.302.177**	**1.585.289**	**1.698.716**	**1.840.307**	**1.951.994**	**1.854.168**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit	42.625	66.545	**109.170**	23.153	35.879	**59.032**	11.465	12.028	**23.493**	**191.695**
Sciences économiques, administration économique et sociale	37.854	41.457	**79.311**	25.044	28.154	**53.198**	10.815	7.708	**18.523**	**151.032**
Lettres, sciences humaines	73.035	192.938	**265.973**	48.091	130.904	**178.995**	19.352	24.954	**44.306**	**489.274**
Sciences, mathématiques appliquées aux sciences sociales	87.817	54.044	**141.861**	73.479	40.725	**114.204**	31.972	16.056	**48.028**	**304.093**
Médecine	13.492	20.857	**34.349**	12.549	13.525	**26.074**	31.440	23.599	**55.039**	**115.462**
Pharmacie	3.618	7.962	**11.580**	1.686	3.339	**5.025**	4.611	7.840	**12.451**	**29.056**
Odontologie	506	514	**1.020**	2.179	1.777	**3.956**	1.976	1.218	**3.194**	**8.170**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	4.377	2.814	**7.191**	3.309	2.340	**5.649**	413	267	**680**	**13.520**
Instituts universitaires de technologie	58.110	34.691	**92.801**	—	—	—	—	—	—	**92.801**
Total	**321.434**	**421.822**	**743.256**	**189.490**	**256.643**	**446.133**	**112.044**	**93.670**	**205.714**	**1.395.103**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1994-1995

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**36.156**	**22.683**	**58.839**	**8.248**	**4.184**	**12.432**	**44.404**	**26.867**	**71.271**
Education nationale	**34.765**	**22.455**	**57.220**	**8.110**	**4.112**	**12.222**	**42.875**	**26.567**	**69.442**
Première année	17.692	13.365	31.057	4.262	2.167	6.429	21.954	15.532	**37.486**
Deuxième année	15.697	7.187	22.884	2.515	625	3.140	18.212	7.812	**26.024**
DECF (1)	1.376	1.903	3.279	1.333	1.320	2.653	2.709	3.223	**5.932**
Autres ministères	**1.391**	**228**	**1.619**	**138**	**72**	**210**	**1.529**	**300**	**1.829**
Première année	656	76	732	36	9	45	692	85	**777**
Deuxième année	622	64	686	26	9	35	648	73	**721**
Préparation sup BTS (2)	113	88	201	—	—	—	113	88	201
DECF (1)	—	—	—	76	54	130	76	54	**130**
Section de techniciens supérieurs :	**83.847**	**72.044**	**155.891**	**32.076**	**40.402**	**72.478**	**115.923**	**112.446**	**228.369**
Education nationale	**74.714**	**67.963**	**142.677**	**26.274**	**37.543**	**63.817**	**100.988**	**105.506**	**206.494**
Classes de mise à niveau	542	957	1.499	474	583	1.057	1.016	1.540	**2.556**
DPECF (3)	446	621	1.067	518	369	887	964	990	**1.954**
En 1 an (loi quinquennale)	44	44	88	4	17	21	48	61	**109**
Première année	37.554	33.648	71.202	12.249	17.339	29.588	49.803	50.987	**100.790**
Deuxième année	35.091	31.712	66.803	11.896	17.734	29.630	46.987	49.446	**96.433**
Troisième année	89	584	673	12	325	337	101	909	**1.010**
Formations complémentaires (post-BTS)	948	397	1.345	1.121	1.176	2.297	2.069	1.573	3.642
Agriculture	**9.133**	**4.081**	**13.214**	**4.582**	**1.919**	**6.501**	**13.715**	**6.000**	**19.715**
Première année	4.850	2.089	6.939	2.375	960	3.335	7.225	3.049	**10.274**
Deuxième année	4.048	1.857	5.905	2.138	936	3.074	6.186	2.793	**8.979**
En 1 an	122	47	169	69	23	92	191	70	**261**
Formations complémentaires (post-BTS)	113	88	201	///	///	///	113	88	201
Autres ministères	///	///	///	**1.220**	**940**	**2.160**	**1.220**	**940**	**2.160**
Classe de mise à niveau	///	///	///	15	1	16	15	1	**16**
DPECF (3)	///	///	///	23	5	28	23	5	**28**
Première année	///	///	///	842	501	1.343	842	501	**1.343**
Deuxième année	///	///	///	316	360	676	316	360	**676**
Troisième année	///	///	///	—	46	46	—	46	**46**
Formations complémentaires (post-BTS)	///	///	///	24	27	51	24	27	51
Total général	**120.003**	**94.727**	**214.730**	**40.324**	**44.632**	**84.956**	**160.327**	**139.359**	**299.686**

(1) DECF : Diplôme d'études comptables et financières.
(2) Préparation à l'entrée aux grandes écoles après un BTS, organisée par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.
(3) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Garçons	Filles	Total
Écoles d'ingénieurs	55.698	15.575	**71.273**
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	16.674	5.590	**22.264**
Préparations intégrées	1.278	1.019	**2.297**
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	30.515	26.693	**57.208**
Établissements privés d'enseignement universitaire	6.795	14.194	**20.989**
Écoles normales supérieures	1.793	1.001	**2.794**
Instituts universitaires de formation des maîtres	20.660	59.418	**80.078**
Écoles d'architecture	10.749	7.555	**18.304**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	12.333	17.876	**30.209**
Écoles paramédicales hors universités	10.881	55.777	**66.658**
Écoles préparant aux fonctions sociales	2.684	12.815	**15.499**
Écoles juridiques et administratives	3.935	4.047	**7.982**
Écoles de journalisme, et littéraires	763	1.738	**2.501**
Écoles vétérinaires	928	1.046	**1.974**
Autres écoles de spécialités diverses	11.741	6.828	**18.569**
Total	**170.753**	**225.582**	**396.335**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en «sciences».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE) %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences STAPS (1)	Santé	IUT	Ensemble université	CPGE	STS	Autres enseignements
Agriculteurs exploitants	2,8	3,5	3,3	3,6	3,0	4,5	3,4	2,6	3,5	4,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,7	10,6	9,2	8,1	8,6	10,4	9,4	7,6	9,9	14,3
Professions libérales et cadres supérieurs	37,6	33,5	28,7	37,6	51,0	26,4	34,5	50,4	14,3	44,5
Professions intermédiaires	17,8	19,2	22,0	22,8	18,1	23,1	21,0	16,1	17,6	16,3
Employés	12,4	12,2	13,1	11,1	7,4	12,8	11,8	9,1	16,3	10,1
Ouvriers	11,0	13,5	14,9	11,7	7,1	17,6	12,9	6,8	24,5	5,2
Retraités, inactifs	7,7	7,5	8,8	5,1	4,8	5,2	7,0	7,4	13,9	5,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des étudiants français	180.383	137.660	445.481	292.415	128.097	89.443	1.273.479	55.742	135.728	372.000

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE) %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		**Tous cycles**	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	2,6	3,9	2,7	4,0	2,8	3,7	**2,7**	**3,9**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	9,5	9,9	8,7	9,1	8,6	8,7	**9,1**	**9,5**
Professions libérales et cadres supérieurs	33,9	29,5	38,7	34,9	45,6	46,7	**36,8**	**32,8**
Professions intermédiaires	21,3	21,0	21,4	21,5	18,3	18,7	**21,0**	**21,0**
Employés	12,9	13,3	10,7	10,9	8,2	7,3	**11,7**	**12,0**
Ouvriers	13,6	15,4	10,9	12,2	7,4	6,9	**12,0**	**13,6**
Retraités	3,6	3,8	4,4	4,5	6,5	5,6	**4,2**	**4,2**
Inactifs	2,6	3,2	2,5	2,9	2,6	2,4	**2,5**	**3 ,0**
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des élèves français	304.121	404.690	168.532	240.119	78.046	77.971	**550.699**	**722.780**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1989	1990	1991	1992	1993
Capacité en droit	1.146	1.174	1.073	1.100	1.113
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	26.353	27.815	28.977	31.204	32.821
Brevet de technicien supérieur (BTS)	44.796	52.667	57.171	62.171	72.456
Diplôme d'ingénieur	14.899	16.080	16.589	17.847	18.521
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5.183	5.617	6.352	6.559	8.200
DIPLOMES D'ETUDES UNIVERSITAIRES GENERALES (1) :					
Droit	11.614	12.184	13.941	15.068	16.461
Sciences économiques	6.960	7.561	8.443	9.241	10.120
Administration économique et sociale	5.556	6.080	6.490	6.468	7.145
Lettres	35.590	38.732	41.521	42.428	47.851
Sciences	17.075	19.645	22.616	27.338	33.352
Mathématiques appliquées et sciences sociales	878	1.013	1.067	1.121	1.188
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1.749	1.948	1.849	2.050	2.159
LICENCE (2) :					
Droit	10.145	11.284	12.204	14.080	15.177
Sciences économiques	4.897	5.248	5.624	6.540	7.840
Administration économique et sociale	4.316	4.502	5.383	5.992	6.093
Lettres	28.545	31.445	35.948	41.058	47.098
Sciences	14.245	16.423	18.591	21.259	25.288
Mathématiques appliquées et sciences sociales	232	271	335	285	350
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1.560	1.567	1.759	1.813	2.068
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (2) :					
Droit	9.297	9.642	10.711	11.433	12.964
Sciences économiques	6.283	6.991	7.269	7.932	9.229
Administration économique et sociale	2.922	3.397	3.622	4.039	4.639
Lettres	15.066	16.279	18.091	19.796	22.265
Sciences	13.267	14.131	15.663	17.638	19.239
Mathématiques appliquées et sciences sociales	140	189	213	233	234
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	367	369	382	516	636
DIPLÔME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES (3) :					
Droit	2.581	2.794	3.077	3.587	3.876
Sciences économiques	4.693	4.765	5.508	6.288	7.114
Lettres	2.252	2.562	2.875	3.623	4.092
Sciences	2.150	2.495	2.852	3.524	4.123
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	4	—	4	29	46
DIPLÔME D'ETUDES APPROFONDIES (3) :					
Droit	2.635	3.040	3.220	3.636	3.943
Sciences économiques	1.280	1.557	1.603	1.898	2.062
Lettres	5.474	5.843	6.541	7.326	7.489
Sciences	8.419	9.466	9.754	10.745	11.066
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	111	102	96	117
DOCTORAT ET DIPLOME DE DOCTEUR INGENIEUR :					
Droit	401	521	421	434	516
Sciences économiques	275	411	300	313	396
Lettres	1.540	1.513	1.755	1.816	1.864
Sciences	4.605	4.705	4.837	5.224	5.482
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	10	11	14	17	17
DIPLÔMES DE SANTE :					
Diplôme d'état de docteur en médecine	6.200	5.339	5.384	5.403	4.879
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2.097	2.272	2.199	2.337	2.319
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1.173	1.186	1.081	993	1.050

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Diplômes de second cycle.
(3) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1989		1990		1991		*r* 1992		1993	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI + V bis	**96.000**	**12,3**	**92.400**	**11,7**	**88.350**	**11,0**	**79.100**	**9,6**	**64.200**	**8,3**
Niveau : VI	32.500	4,2	27.000	3,4	25.800	3,2	20.000	2,4	...	...
Niveau : V bis	63.500	8,1	65.400	8,3	62.550	7,8	59.100	7,1	...	...
Niveau V	294.500	37,6	274.000	34,7	253.700	31,5	241.500	29,2	202.300	26,1
Niveau IV	**165.700**	**21,2**	**176.000**	**22,3**	**210.150**	**26,1**	**236.100**	**28,5**	**216.400**	**27,9**
Niveau : IV secondaire	65.500	8,4	69.200	8,8	89.250	11,1	111.700	13,5	104.200	13,4
Niveau : IV supérieur	100.200	12,8	106.800	13,5	120.900	15,0	124.400	15,0	112.200	14,5
Niveau III	104.900	13,4	116.300	14,7	122.600	15,2	109.800	13,3	112.000	14,4
Niveaux II et I	121.700	15,5	131.000	16,6	131.200	16,3	160.900	19,4	180.300	23,3
Total secondaire	**456.000**	**58,3**	**435.600**	**55,2**	**431.300**	**53,5**	**432.300**	**52,2**	**370.700**	**47,8**
Total supérieur	**326.800**	**41,7**	**354.100**	**44,8**	**374.700**	**46,5**	**395.100**	**47,8**	**404.500**	**52,2**
Total niveaux	**782.800**	**100,0**	**789.700**	**100,0**	**806.000**	**100,0**	**827.400**	**100,0**	**775.200**	**100,0**

(1) Les résultats de ce tableau comprennent l'enseignement spécial (Section d'Éducation Spécialisée et Écoles Régionales d'Enseignement Adapté) et l'apprentissage éducation nationale et agricole.

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1990		1991		1992		1993		1994	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298.128	74,0	299.766	74,3	300.411	74,7	301.347	75,2	301.699	75,6
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351.461	55,1	358.497	55,2	364.348	55,7	371.435	55,9	377.166	56,1
Enseignants dans le supérieur	46.338	26,8	48.248	27,1	50.331	27,8	52.663	28,3	56.339	29,1
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34.684	60,6	40.236	61,9	36.425	63,0	30.745	62,9	32.944	63,6
Non enseignants	275.299	63,3	281.784	63,7	285.782	64,7	287.792	64,9	290.346	64,8
Total	**1.005.910**	**61,9**	**1.028.531**	**62,1**	**1.037.297**	**62,6**	**1.043.982**	**62,7**	**1.058.494**	**62,9**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRE				
Professeurs des écoles	42.877	47,7	68,8	1
Instituteurs spécialisés	16.841	41,3	63,3	2
Instituteurs	238.464	39,6	77,7	6
Stagiaires	1.689	29,2	81,2	3
Autres titulaires	158	47,2	45,6	5
Total titulaires	**300.029**	**40,8**	**75,6**	**5**
Total non-titulaires	**1.670**	**29,4**	**79,7**	**1**
Total premier degré(1)	**301.699**	**40, 7**	**75,6**	**5**
SECOND DEGRE				
Agrégés et chaires supérieures	32.181	42,5	49,4	7
Certifiés et assimilés	166.778	42,2	59,6	11
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	23.413	41,7	64,0	11
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	55.122	47,4	59,9	12
Professeurs de LP	55.523	44,6	44,0	8
Professeurs des écoles	1.953	48,3	45,2	1
Instituteurs spécialisés	5.069	41,3	46,7	2
Instituteurs	1.473	33,9	50,5	4
Autres enseignants titulaires	532	46,2	39,1	6
Total titulaires	**341.744**	**43,4**	**56,1**	**10**
Maîtres auxiliaires	34.320	32,0	56,6	22
Autres non-titulaires	1.102	40,6	38,1	28
Total non-titulaires	**35.422**	**32,3**	**56,0**	**22**
Total second degré (2)	**377.166**	**42,4**	**56,1**	**11**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE)

	1975	1980	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	474,5	504,8	530,2	565,0
dont : Dépense intérieure :							
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	460,4	492,4	519,3	538,0
En milliards de francs, aux prix de 1994 r	316,7	364,0	466,6	488,7	512,0	526,7	538,0
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	6,8	7,0	7,3	7,3
Dépense intérieure par habitant :							
En francs courants	1.800	3.400	7.500	8.100	8.600	9.000	9.300
En francs, aux prix de 1994 r	6.000	6.800	8.200	8.600	8.900	9.200	9.300
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :							
En francs courants	6.200	11.600	26.400	28.200	29.800	31.300	32.100
En francs, aux prix de 1994 r	20.600	23.300	28.900	29.900	31.000	31.700	32.100
Structure du financement initial (%) :							
État	70,0	69,1	64,2	63,3	63,9	65,2	65,4
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,2	20,3	20,2	19,9
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	1,1	1,1	2,2	2,3
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,9	5,7	5,3	5,3
Ménages	10,7	10,7	10,0	9,5	9,0	7,1	7,1

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1994

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (DEP-SDESE) — *Unité :* Million de francs

	Financeur final (2)							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	70.593	—	**70.593**	43.207	—	6	1.237	**115.043**
2e degré	136.484	6.040	**142.524**	31.810	259	1.680	2.886	**179.159**
Enseignement supérieur	48.492	6.581	**55.073**	4.044	1.819	2.850	4.854	**68.640**
Enseignement artistique	—	942	**942**	4.713	—	9	66	**5.730**
Apprentissage	13	36	**49**	2.608	118	1.848	109	**4.732**
Non ventilé	—	—	**—**	—	—	354	3.662	**4.016**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3.393	24.513	**27.906**	3.889	1.669	21.321	8.614	**63.399**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**258.975**	**38.112**	**297.087**	**90.271**	**3.865**	**28.068**	**21.428**	**440.719**
ACTIVITES ANNEXES								
Administration générale	7.759	560	**8.319**	241	45	—	—	**8.605**
Cantine, internat	11.221	708	**11.929**	9.938	20	92	18.968	**40.947**
Autres	4.443	14	**4.457**	1.408	75	92	109	**6.141**
ACHATS DE BIENS ET SERVICE								
Transport scolaire	465	—	**465**	9.452	—	—	299	**10.216**
Fournitures et livres scolaires	351	—	**351**	1.417	—	—	13.941	**15.709**
Habillement, loisirs scolaires	—	—	**—**	—	—	—	5.230	**5.230**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	10.407	—	**10.407**	—	—	—	—	**10.407**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**293.621**	**39.394**	**333.015**	**112.727**	**4.005**	**28.252**	**59.975**	**537.974**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur; exemple : une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur; les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cyle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement technologique

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement des entreprises et son financement.
7. Dépense intérieure de recherche et développement par branche d'activité.
8. Effectifs de la recherche et développement par branche d'activité.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (direction générale de la Recherche et de la Technologie, Sous-direction des synthèses).

1. PRÉSENTATION

En France, pendant la décennie quatre-vingt, la recherche et développement (R-D) s'est accrue plus rapidement que l'économie : entre 1981 et 1991, la part des dépenses de recherche dans le PIB est passée de 1,93 % à 2,41 %. Les administrations financent la moitié de la recherche mais le poids relatif de ce financement recule lentement sur une longue période. La part de la R-D effectuée dans les entreprises a crû régulièrement au cours de la décennie quatre-vingt, passant de moins de 57 % de l'ensemble à près de 62 %. En 1992, 168,3 milliards de francs de DIRD ont été exécutés dans les administrations et les entreprises françaises par quelques 138.000 chercheurs ou ingénieurs de recherche.

La recherche publique

Les universités (23 % de la recherche publique) et les établissements publics scientifiques et technologiques (21 %), comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), assurent l'essentiel de la recherche fondamentale. Par ailleurs, des établissements publics industriels et commerciaux, tels que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ou l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ainsi que des services administratifs, comme certains du ministère de la Défense, réalisent des travaux de recherche appliquée et de développement expérimental de type industriel ou agronome (atome, espace, armement, cultures marines...).

Les financements publics vers les entreprises correspondent au cinquième des dépenses intérieures de R-D de celles-ci; ils ne comprennent pas l'évaluation du coût pour l'État de la mesure fiscale du crédit d'impôt recherche (CIR) instaurée depuis une dizaine d'années.

Le secteur des entreprises

Depuis une dizaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée — au sens de conventions internationales, c'est-à-dire qui emploient au moins un chercheur à temps plein — a été multiplié par près de 3. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983 avec la mise en place de mesures fiscales en faveur de la recherche dans les entreprises (CIR). Les 3.700 unités qui, aujourd'hui, répondent à ces conditions tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent plus de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. La R-D dans les entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille comme d'activité économique :

— près de 200 unités (5 %), la plupart de grande taille (2.000 salariés ou plus), emploient 50 chercheurs ou plus. Elles effectuent les trois quarts de l'effort de R-D des entreprises et reçoivent plus de 90 % des financements publics pour la recherche des entreprises. À l'opposé, 2.800 unités (76 %) qui emploient chacune moins de 10 chercheurs interviennent pour moins de 9 % dans l'effort total et bénéficient de moins de 3 % des financements publics;

— en termes d'activité économique, six domaines regroupent près des trois quarts des dépenses intérieures de R-D des entreprises : l'électronique, l'aéronautique, la construction automobile, la chimie, la pharmacie et l'énergie. Dans les activités traditionnelles où prédominent souvent les petites et moyennes entreprises, une part appréciable de la recherche est exécutée par les centres techniques professionnels.

Les entreprises françaises financent elles-mêmes plus des deux tiers de leurs recherches, soit sur ressources internes, soit par des contrats de recherche d'entreprise à entreprise.

Les financements publics correspondent à des subventions ou des avances remboursables et surtout à des contrats de recherche des administrations et organismes publics de recherche; plus des deux tiers de ces contrats proviennent du ministère de la Défense. Les financements publics se trouvent ainsi concentrés à 85 % sur la construction aéronautique et la construction de matériel électronique.

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD) et la dépense intérieure de R-D (DIRD).

AVERTISSEMENT

- **Modifications de la méthodologie**

D'importantes modifications sont intervenues dans l'élaboration des statistiques de la recherche et du développement expérimental et, plus particulièrement, dans celles des entreprises à partir de 1992. Elle rendent délicates les comparaisons avec les années antérieures :

— d'importants services administratifs ont changé de nature et ont été reclassés et interrogés avec les entreprises;

— l'enquête auprès des entreprises comporte maintenant une interrogation par sondage des petites entreprises;

— la nouvelle nomenclature NAF a été introduite dès le 1er janvier 1992;

— la couverture de l'enquête auprès des institutions sans but lucratif (ISBL) a été améliorée.

Pour ces raisons, les structures de la recherche par secteur institutionnel ou par branche d'activité, malgré un reclassement en U14, ne sont pas directement comparables, à partir de 1992, à celles des années antérieures.

L'effort national de recherche et développement technologique

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées : État, universités, institutions sans but lucratif;

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations-entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle.

Le compte satellite de la recherche

La Comptabilité nationale appréhende les activités de R-D de deux manières dans le système élargi des comptes :

— dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central, classements des agents économiques et classements des opérations effectuées; seule ici la recherche faisant l'objet d'échanges marchands dits services marchands de recherche est prise en compte dans cette approche;

— dans le compte satellite, qui présente l'ensemble des aspects spécifiques du domaine, y compris la recherche pour compte propre; il décrit l'exécution de la recherche et ses circuits de financement dans une approche compatible avec le cadre central de comptabilité nationale, et selon les principes de mesure proposés par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Articulé sur l'analyse des secteurs institutionnels de production et de financement, il propose quatre descriptions croisant le financement de l'exécution de la R-D ainsi que les dépenses intérieures et les effectifs de R-D avec, respectivement, les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

Il utilise les mêmes classements, par secteur institutionnel, que la Comptabilité nationale et reclasse ainsi parmi les sociétés et quasi-sociétés non financières quelques organismes publics qui tirent le principal de leurs ressources de contrats et prestations de services sur le marché et non de leur subvention budgétaire; c'est en particulier le cas du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Les branches du compte satellite

La branche des services non marchands de recherche rassemble pour la comptabilité nationale les travaux de R-D des administrations publiques et privées, comme ceux du CNRS ou des instituts Pasteur, dont l'essentiel des moyens financiers utilisés pour la recherche provient de subventions budgétaires ou de ressources propres non marchandes.

La répartition de la R-D par branche est, dans le compte satellite, présentée de deux façons :

— par branche de recherche selon l'activité industrielle qui bénéficie directement de ces travaux, ainsi, par exemple, les recherches d'un laboratoire pharmaceutique constitué en entreprise sont ici classées dans la pharmacie et non dans les services marchands en entreprise;

— par branche d'activité de l'unité qui a exécuté les travaux, pour l'exemple cité précédemment ce sont ici les services marchands de recherche; ce dernier classement correspondant au classement usuel des unités par la comptabilité nationale.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les pays de grande taille de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100).

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des recherches exécutées à l'étranger — financements étrangers des recherches exécutées en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des

connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications » (1).

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer des produits nouveaux, d'établir de nouveaux procédés ou améliorer ceux qui existent déjà).

1. Cf. « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de Frascati,* 1993, OCDE.

* * *

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle, sous-direction des synthèses et de la prospective de la recherche civile;

— INSEE.

Publications :

— « Le compte de la recherche », série *INSEE-Méthodes,* n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE;

— *La recherche et le développement dans les entreprises,* résultats 1992, MESR, janvier 1995;

— *Recherche et développement dans les organismes publics,* résultats 1992, MESR, janvier 1995;

— « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de Frascati,* 1993, OCDE;

— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première,* n° 373, avril 1995.

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et développement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

%

	1988	1989	1990	*r* 1991	(1) ■ 1992
Effort global (DIRD/PIB en %) (2)	2,28	2,33	2,42	2,41	2,40
Part de l'effort national financée par les administrations (DNRD)	54	53	53	53	51
Part de l'effort national exécutée par les entreprises (DIRD)	59	60	61	61	63

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental

Source : Ministère l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

Unités : Million de francs
Variation : %

	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	(1) ■ 1992
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**130.000**	**142.900**	**156.800**	**162.800**	**170.900**
Variation annuelle en volume (2)	4,0	6,7	6,4	0,8	2,7
Financement par les administrations (3)	70.700	75.900	83.400	86.900	87.200
Variation annuelle en volume (2)	1,0	4,2	6,6	1,0	— 1,9
Financement par les entreprises	59.300	67.000	73.400	75.900	83.700
Variation annuelle en volume (2)	7,9	9,7	6,3	0,4	7,8
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**130.600**	**143.600**	**157.200**	**163.100**	**168.300**
Variation annuelle en volume (2)	4,7	6,7	6,2	0,6	0,9
Exécution par les administrations (3)	52.900	56.900	62.200	62.800	62.400
Variation annuelle en volume (2)	3,2	4,4	6,0	— 2	— 2,8
Exécution par les entreprises	77.700	86.600	95.000	100.300	105.900
Variation annuelle en volume (2)	5,7	*r* 8,3	6,4	2,4	3,2

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

Unité : Equivalent temps plein

	1988	1989	1990	1991	(2) ■ 1992
Effectif total de Recherche et Développement	**283.100**	**289.300**	**293.000**	**299.200**	**306.700**
Entreprises	145.400	149.800	153.200	156.300	164.400
%	51,4	51,8	52,3	52,2	53,6
État et institutions sans but lucratif (ISBL)	75.500	76.200	76.300	76.800	74.300
Enseignement (3)	62.200	63.300	63.500	66.100	68.000
Effectif des seuls chercheurs et ingénieurs de Recherche et Développement	**115.200**	**120.400**	**124.000**	**129.800**	**137.600**
Entreprises	51.900	54.400	57.100	59.600	64.700
%	45,0	45,0	46,0	45,9	45,4
État et institutions sans but lucratif (ISBL)	25.100	26.200	27.000	28.000	29.400
Enseignement (3)	38.200	39.800	39.900	42.200	43.500

(1) Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche.
(2) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

	DIRD/PIB en %			(1) DIRD (France base 100)			(1) DIRD/habitant (France base 100)		
	1982	1987	1992	1982	1987	1992	1982	1987	1992
États-Unis	2,59	2,84	2,81	648	715	653	152	163	147
Japon	2,22	2,63	2,80	205	243	267	94	110	123
Allemagne (2)	2,52	2,88	2,50	138	146	142	122	133	101
France	**2,06**	**2,27**	**2,40**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni (3)	2,28	2,22	2,12	104	93	78	100	91	77
Italie (4)	0,90	1,19	1,31	40	50	51	39	48	52

(1) Indice de conversion des monnaies établie à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) 1992 : Allemagne réunifiée.
(3) données 1981 et non 1982.
(4) Nouvelle base 1980.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1992 ■ (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle

	Entreprises et centres techniques professionnels *dont le nombre de chercheurs est :*					
	inférieur à 10	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et d'organismes	2.793	434	288	99	92	**3.706**
%	75,3	11,7	7,8	2,7	2,5	**100,0**
Chercheurs	7.347	4.706	7.468	6.219	38.948	**64.688**
%	11,4	7,3	11,5	9,6	60,2	**100,0**
Effectif de recherche et développement	19.392	11.768	19.038	15.515	98.665	**164.378**
%	11,8	7,2	11,6	9,4	60,0	**100,0**
Dépenses intérieures (million de francs)	9.342	6.002	10.642	8.980	70.867	**105.833**
%	8,8	5,7	10,0	8,5	67,0	**100,0**
Financement public (million de francs)	527	404	766	715	18.111	**20.523**
%	2,6	2,0	3,7	3,5	88,2	**100,0**

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	1991	(1) ■ 1992
DIRD de l'industrie : montant total	**77.680**	**86.623**	**94.998**	**100.271**	**105.833**
en % du PIB	1,36	1,41	1,46	*r* 1,48	1,51
Variation (en %) annuelle en volume (2)	5,7	8,3	*r* 6,4	*r* 2,4	3,2
Financement de la DIRD de l'industrie.					
Fonds propres : montant	54.334	60.467	65.631	67.338	73.615
en % du total	70	70	69	67	70
Variation (en %) annuelle en volume (2)	7,2	*r* 8,0	*r* 5,2	— 0,4	6,9
Fonds publics : montant	16.211	16.720	18.775	21.432	19.442
en % du total	21	19	20	21	18
Variation (en %) annuelle en volume (2)	— 1	— 0,1	*r* 9,1	*r* 10,7	— 11,3
Autres fonds : montant (3)	7.156	9.436	10.592	11.501	12.776
en % du total	9	11	11	12	12

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Principalement fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépense intérieure de recherche et développement par branche d'activité (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (compte satellite de la recherche) — *Unité :* Million de francs

Branche	Numéro de secteur	1988		1989		1990		1991		(2) ■ 1992	
		Total	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital
Agriculture	U 01	**358**	42	**331**	29	**341**	32	**320**	36	**296**	41
Industries agricoles et alimentaires	U 02	**855**	130	**1.000**	156	**1.109**	174	**1.193**	165	**1.129**	128
Énergie	U 03	**2.846**	313	**2.964**	262	**2.892**	239	**2.990**	273	**2.676**	255
Biens intermédiaires	U 04	**8.135**	1.071	**8.745**	1.552	**7.898**	1.239	**8.227**	971	**8.723**	837
Biens d'équipement	U 05	**47.040**	3.539	**52.469**	4.426	**57.972**	3.878	**61.216**	3.867	**60.970**	3.564
Biens de consommation courante	U 06	**6.342**	547	**7.133**	848	**7.896**	721	**8.593**	654	**7.482**	658
Bâtiment et génie civil	U 07	**782**	52	**958**	84	**995**	90	**1.152**	93	**1.204**	88
Commerces	U 08	**135**	11	**223**	15	**276**	27	**455**	115	**883**	65
Transports et Télécommunications	U 09	**1.798**	346	**2.064**	446	**2.184**	613	**2.127**	495	**2.728**	449
Services marchands	U 10	**11.668**	1.311	**13.285**	1.360	**16.107**	1.562	**16.505**	1.474	**20.235**	1.691
dont : recherche marchande	S 83	**9.112**	1.046	**10.179**	1.120	**12.662**	1.323	**12.826**	1.207	**13.986**	1.365
Services non marchands	U 14	**50.672**	5.435	**54.381**	8.689	**59.476**	9.589	**60.314**	5.880	**61.934**	5.513
Total		**130.631**	**12.797**	**143.553**	**17.867**	**157.146**	**18.164**	**163.092**	**14.023**	**168.260**	**13.289**

(1) Les branches U 11 : Location et crédit-bail immobiliers, U 12 : Assurances et U 13 : Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau.
(2) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU F.02-8

Effectifs de la recherche et développement par branche d'activité (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Insertion professionnelle (compte satellite de la recherche)

Unité : Equivalent temps plein

Branche	Numéro de secteur	1988		1989		1990		1991		(2) ■ 1992	
		Total	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs
Agriculture	U 01	**982**	193	**866**	163	**802**	183	**759**	159	**696**	168
Industries agricoles et alimentaires	U 02	**2.195**	685	**2.397**	757	**2.446**	792	**2.533**	832	**2.354**	798
Énergie	U 03	**3.381**	1.413	**3.398**	1.383	**3.211**	1.289	**3.278**	1.401	**2.943**	1.382
Biens intermédiaires	U 04	**17.272**	4.217	**17.036**	4.315	**15.523**	4.087	**16.068**	4.381	**16.570**	4.958
Biens d'équipement	U 05	**85.278**	31.334	**86.839**	32.154	**88.539**	33.635	**89.343**	34.686	**89.331**	35.867
Biens de consommation courante	U 06	**12.239**	4.030	**12.631**	4.247	**13.311**	4.574	**14.270**	4.981	**12.090**	4.384
Bâtiments et génie civil	U 07	**1.759**	908	**1.981**	1.069	**2.000**	1.143	**2.137**	1.212	**2.039**	1.187
Commerces	U 08	**309**	125	**485**	208	**557**	219	**753**	326	**1.766**	697
Transports et télécommunications	U 09	**4.783**	2.009	**5.392**	2.420	**4.703**	2.033	**4.800**	2.101	**4.889**	2.094
Services marchands	U 10	**23.349**	9.377	**25.515**	10.517	**28.294**	11.717	**28.378**	12.095	**32.657**	13.787
dont : recherche marchande	S 83	**17.677**	6.055	**18.888**	6.328	**21.231**	7.195	**21.153**	7.222	**22.189**	7.659
Services non marchands	U 14	**131.552**	60.872	**133.425**	63.426	**133.645**	64.290	**136.854**	67.593	**141.373**	72.314
Total		**283.099**	**115.163**	**289.965**	**120.659**	**293.031**	**123.962**	**299.173**	**129.767**	**306.708**	**137.636**

(1) Les branches U 11 : Location et crédit-bail immobiliers, U 12 : Assurances et U 13 : Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau.
(2) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence en 1994.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition des demandes de brevets d'invention par secteurs techniques, pour les résidents en France déposant par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Dépôts de dessins et modèles par la voie nationale.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Industrie. Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1978, année de création de l'Office européen des brevets et de l'Office mondial de la propriété intellectuelle, les dépôts de brevets pour une protection sur le territoire français sont en progression significative. Tandis que les dépôts effectués par les résidents français sont globalement stables, les dépôts effectués par les non-résidents français connaissent une augmentation importante.

La voie européenne demeure la principale voie pour le dépôt de brevets ayant effet en France, mais le nombre des dépôts par cette voie se stabilise depuis 1993 à un niveau nettement inférieur à celui de 1990. Par contre, la voie internationale poursuit sa forte progression (+ 20 % entre 1993 et 1994, + 450 % entre 1985 et 1994), grâce notamment aux dépôts d'origine américaine, et se rapproche de la voie européenne en termes de nombres de dépôts.

On remarque que la majeure partie des dépôts de brevets pour une protection en France provient de déposants étrangers. La part des déposants français, de l'ordre de 20 à 30 %, reste stable depuis 1960.

Les dépôts de marques sont en légère progression par rapport à 1993, mais à des niveaux bien inférieurs à ceux des années 1989-1991. Les résidents français représentent l'essentiel des dépôts, et on note une nette prédominance de la voie nationale sur la voie internationale.

Les dépôts de dessins et modèles (comptabilisés en nombre de reproductions) connaissent une progression qui est due principalement aux déposants étrangers. Les dépôts de dessins et modèles restent en majorité le fait de déposants français, malgré l'augmentation de la part des dépôts d'origine étrangère.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention (1)

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale, la matière est régie par la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 qui a été plusieurs fois modifiée.

Tel a été l'objet de :

- la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 dictée essentiellement par des considérations d'harmonisation avec le droit européen en matière de conditions de brevetabilité, et à l'occasion de laquelle a été instauré un statut des inventions de salariés;
- la loi n° 84-500 du 27 juin 1984 concernant notamment certains compléments à l'action en contrefaçon, et prévoyant une assistance gratuite en faveur des inventeurs démunis de ressource;
- la loi n° 90-510 du 25 juin 1990 « tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets »;
- la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 qui apporte, en particulier, des correctifs à la procédure de délivrance ainsi qu'à la sanction des contrefaçons.

Tous ces textes sont désormais codifiés dans le livre VI du code de la propriété intellectuelle.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses 10 centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications, qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la brevetabilité de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne,

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-sept États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

Par ailleurs, le « brevet communautaire » issu de la procédure de délivrance des brevets européens sera soumis, y compris en ce qui concerne ses effets, à un même corps de règles définies dans la « Convention relative au brevet européen pour le marché commun » (signée à Luxembourg le 15 décembre 1975).

1. L'obtention d'un brevet n'est pas automatique. La demande de brevet fait l'objet d'un examen qui permet d'effectuer la délivrance du brevet si le demandeur poursuit la procédure et paye les redevances exigées. La validité du brevet est subordonnée au paiement de redevances annuelles.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty),

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans plus de quarante pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie internationale.

Ici encore, il faut en principe effectuer autant de formalités que de pays étrangers où l'on entend être protégé.

L'arrangement de Madrid, regroupant une trentaine d'États, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de la protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de vingt ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Notre droit est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité.

- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 19 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, et à moins d'un refus de protection notifié dans les 6 mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des enregistrements de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces enregistrements sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les brevets d'invention sont classés en secteurs techniques selon la classification internationale des brevets (issue de la convention européenne du 19 décembre 1954). Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles (NAP, NAF, CPF), et elle est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe; la dernière mise à jour date du 1er janvier 1995. De ce fait, des comparaisons dans le temps et avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : le sabot de Denver), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : un hublot de poêle à mazout).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile ou leur siège en France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets, la voie européenne et la voie internationale dite PCT.

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie : Institut national de la propriété industrielle.

— INSEE.

Publications :

Législation :

— *Droit pénal propriété industrielle,* Chavanne A., Burst J.-J. Paris, Dalloz, 1993.

— *Traité des dessins et modèles,* Greffe P., Greffe F. Paris, Librairies techniques, 1988.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* Burst J., Kovar R. Paris, Librairies techniques, 1986.

— *Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels,* Pierre J.L., Paris, édition formation entreprise, 1993.

— *Le droit français des signes distinctifs,* Mathely P., Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.

— *Traité des brevets 1844-1968-1978. Washington, Munich, Luxembourg : l'obtention des brevets,* Mousseron J.-M. Paris, Librairies techniques, 1984.

— *Le droit des brevets,* Foyer J., Vivant M., Paris, PUF, 1990.

— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Saint-Gal Y., Paris, Delmas, 1991.

— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* Mathely P., Paris, Librairie du journal des notaires et des avocats, 1992.

— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* Phélip B. Paris, Delmas J., 1989 (encyclopédie Delmas pour la vie des affaires).

Statistiques :

- *Bulletin officiel de la propriété industrielle,* Institut national de la propriété industrielle (annuel).
- *Statistiques annuelles de la propriété industrielle,* partie I : *brevets*; partie II : *marques.*
- « Ten years of the European Patent Office ». *World Patent information,* vol. 10, n° 2, 1988.
- *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.
- *Économie et statistique,* dossier : « Les brevets », n° 275-276, 1994.

Publications diverses :

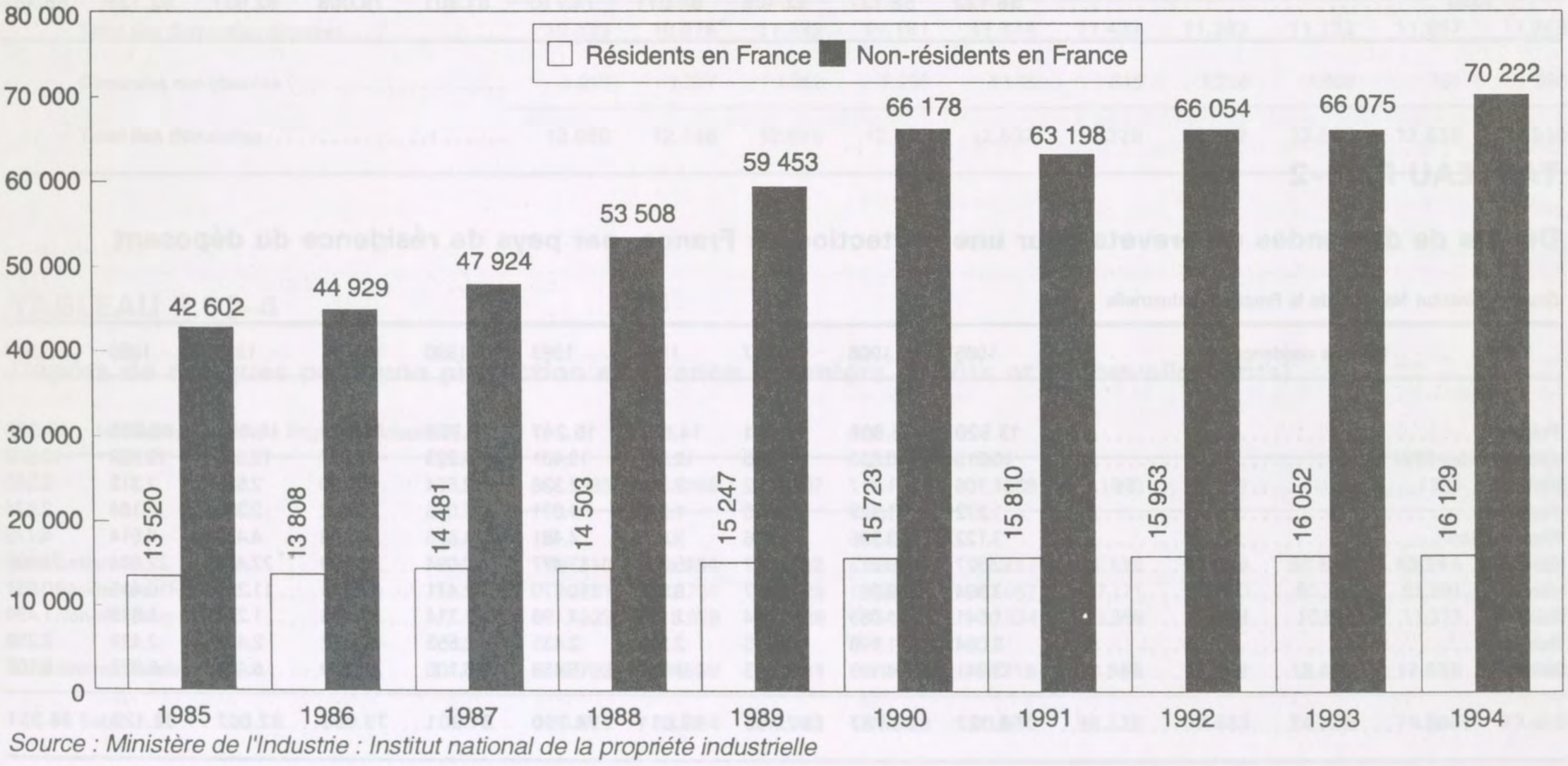
« La place et l'importance des transferts techniques dans les échanges extérieurs ». *Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 20 du 19 août 1982, séance du 8 juin 1982.

« Le marché intérieur français des licences de brevets » (étude n° 7/85). AREPIT-INPI.

*
* *

GRAPHIQUE F.03-1

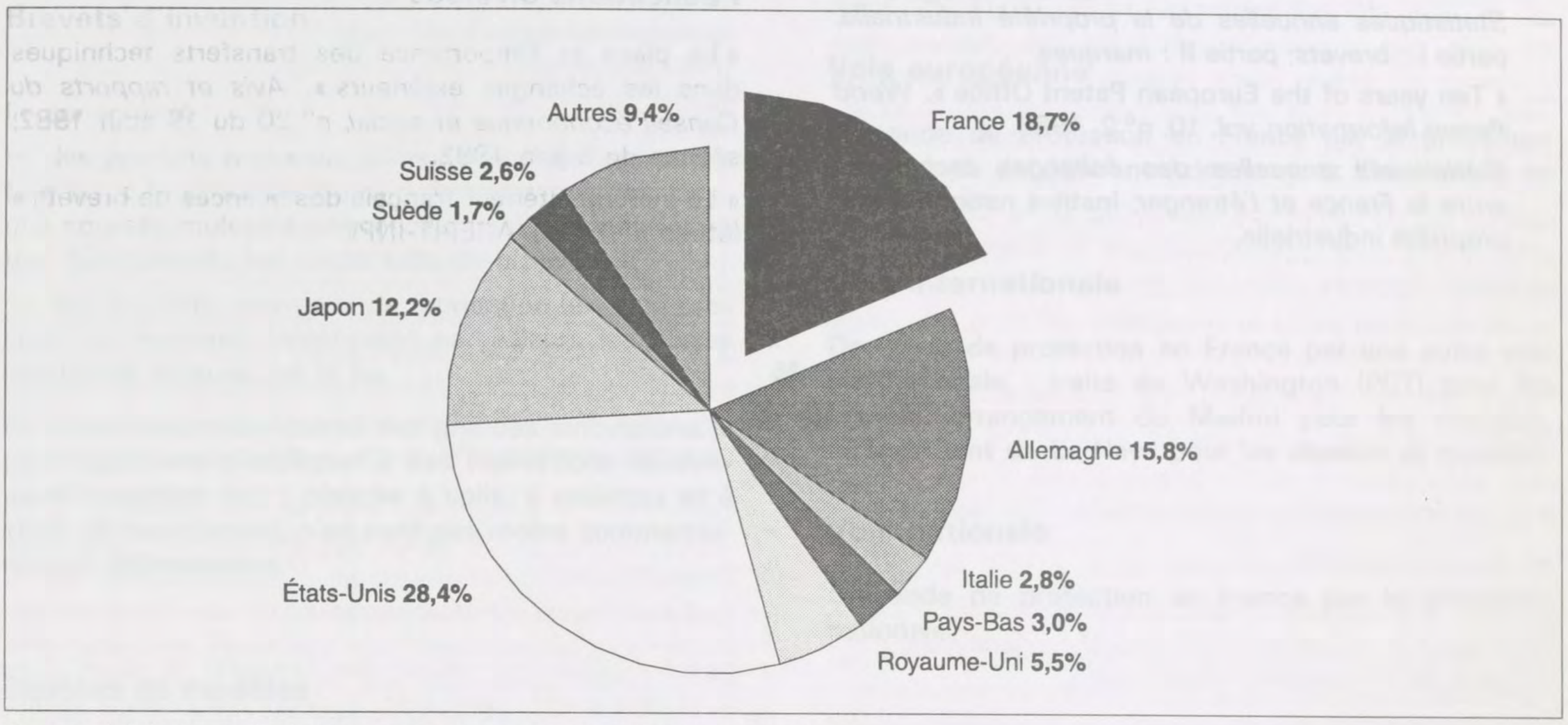
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Ministère de l'Industrie : Institut national de la propriété industrielle

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence en 1994



Source : Ministère de l'Industrie : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Résidents en France	**13.520**	**13.808**	**14.481**	**14.503**	**15.247**	**15.723**	**15.810**	**15.953**	**16.052**	**16.129**
Voie nationale	12.050	12.155	12.695	12.437	12.592	12.378	12.597	12.539	12.638	12.514
Voie européenne	1.271	1.370	1.470	1.604	2.154	2.551	2.249	2.298	1.987	2.078
Voie internationale	199	283	316	462	501	794	964	1.116	1.427	1.537
Non-résidents	**42.602**	**44.929**	**47.924**	**53.508**	**59.463**	**66.178**	**63.198**	**66.054**	**66.075**	**70.222**
Voie nationale	7.543	6.369	5.875	5.194	4.986	4.260	3.908	3.547	3.402	3.525
Voie européenne	29.398	31.835	34.497	38.188	41.731	44.812	39.086	39.009	36.580	35.339
Voie internationale	5.661	6.725	7.552	10.126	12.746	17.106	20.204	23.498	26.093	31.358
Total	**56.122**	**58.737**	**62.405**	**68.011**	**74.710**	**81.901**	**79.008**	**82.007**	**82.127**	**86.351**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
France r	**13.520**	**13.808**	**14.481**	**14.503**	**15.247**	**15.723**	**15.810**	**15.953**	**16.052**	**16.129**
Allemagne (ex-RFA)	10.015	10.833	11.305	12.588	13.461	14.223	12.057	12.858	13.052	13.602
Italie	1.706	1.917	2.092	2.340	2.336	2.554	2.350	2.579	2.312	2.390
Pays-Bas	1.272	1.329	1.415	1.680	1.871	2.085	2.092	2.339	2.164	2.574
Royaume-Uni	3.122	3.396	3.776	3.830	4.461	4.876	4.488	4.458	4.514	4.779
Etats-Unis	12.327	13.213	13.697	15.305	17.477	20.094	20.199	22.468	22.824	24.491
Japon	7.094	6.961	7.887	9.339	10.770	12.471	12.335	11.264	10.415	10.531
Suède	1.041	1.089	1.084	1.178	1.196	1.214	1.255	1.249	1.378	1.494
Suisse	2.084	1.998	2.105	2.324	2.433	2.553	2.322	2.423	2.439	2.259
Autres	3.941	4.193	4.563	4.924	5.458	6.108	6.100	6.416	6.977	8.102
Total r	**56.122**	**58.737**	**62.405**	**68.011**	**74.710**	**81.901**	**79.008**	**82.007**	**82.127**	**86.351**

TABLEAU F.03-3

Répartition des demandes de brevets d'invention par secteurs techniques, pour les résidents en France déposant par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Nécessités courantes de la vie	**2.044**	**2.104**	**2.244**	**2.199**	**2.180**	**2.041**	**1.955**	**1.923**	**2.200**	**2.414**
Activités rurales	396	394	386	354	359	339	303	294	322	318
Alimentation et tabac	181	209	178	183	188	164	151	156	155	151
Objets personnels et ménagers	609	629	659	600	600	551	568	521	620	666
Santé ; sauvegarde et amusements	858	872	1.021	1.062	1.033	987	933	952	1.103	1.279
Techniques industrielles diverses ; transports	**2.630**	**2.602**	**2.749**	**2.803**	**2.673**	**2.687**	**2.760**	**2.811**	**3.038**	**2.921**
Séparation et mélange	330	331	341	363	372	364	384	376	428	431
Façonnage	705	655	687	623	643	674	694	608	682	540
Imprimerie	119	117	155	153	124	122	129	124	137	149
Transports et manutention	1.476	1.499	1.566	1.664	1.534	1.527	1.553	1.703	1.791	1.801
Chimie ; métallurgie	**973**	**1.018**	**1.010**	**1.044**	**1.078**	**1.200**	**1.183**	**1.175**	**1.120**	**1.132**
Chimie	848	909	895	956	970	1.077	1.034	1.029	1.005	1.033
Métallurgie	125	109	115	88	108	123	149	146	115	99
Textiles ; papier	**191**	**160**	**178**	**157**	**176**	**178**	**165**	**145**	**174**	**149**
Textiles et matériaux flexibles (non prévu ailleurs)	171	135	152	135	147	145	140	119	148	127
Papier	20	25	26	22	29	33	25	26	26	22
Constructions fixes	**948**	**889**	**983**	**857**	**951**	**908**	**970**	**840**	**849**	**927**
Travaux publics et bâtiment	897	827	916	818	884	854	882	805	814	892
Exploitation minière	51	62	67	39	67	54	88	35	35	35
Mécanique ; éclairage ; chauffage ; armement ; sautage	**1.492**	**1.475**	**1.494**	**1.405**	**1.441**	**1.469**	**1.465**	**1.457**	**1.600**	**1.440**
Machines motrices, pompes	257	289	256	222	252	278	259	260	274	282
Technologie en général	757	726	735	754	731	766	730	745	786	683
Eclairage et chauffage	400	379	414	355	369	331	377	372	440	357
Armement ; sautage	78	81	89	74	89	94	99	80	100	118
Physique	**1.424**	**1.524**	**1.503**	**1.470**	**1.598**	**1.558**	**1.556**	**1.464**	**1.515**	**1.569**
Instruments	1.352	1.454	1.446	1.366	1.521	1.490	1.495	1.418	1.467	1.513
Science nucléaire	72	70	57	104	77	68	61	46	48	56
Electricité	**1.131**	**1.106**	**1.172**	**1.246**	**1.317**	**1.391**	**1.309**	**1.318**	**1.391**	**1.417**
Electricité	1.131	1.106	1.172	1.246	1.317	1.391	1.309	1.318	1.391	1.417
Total des demandes classées	**10.833**	**10.878**	**11.333**	**11.181**	**11.414**	**11.432**	**11.363**	**11.133**	**11.887**	**11.969**
Demandes non classées	1.217	1.277	1.362	1.256	1.178	946	1.234	1.406	751	550
Total des demandes	**12.050**	**12.155**	**12.695**	**12.437**	**12.592**	**12.378**	**12.597**	**12.539**	**12.638**	**12.519**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Voie nationale	**48.210**	**56.684**	**66.052**	**79.948**	**77.591**	**81.139**	**71.334**	**60.884**	**63.364**	**65.761**
Résidents en France	40.281	47.755	56.423	65.583	67.057	67.771	59.920	50.359	51.991	53.984
Non-résidents	7.929	8.929	9.629	14.365	10.534	13.368	11.414	10.525	11.373	11.777
Voie internationale	**8.703**	**11.530**	**8.701**	**11.178**	**12.719**	**13.986**	**13.149**	**13.635**	**12.938**	**11.639**
Total	**56.913**	**68.214**	**74.753**	**91.126**	**90.310**	**95.125**	**84.483**	**74.519**	**76.302**	**77.400**

TABLEAU F.03-5

Dépôts de dessins et modèles par la voie nationale (en nombre de reproductions)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Résidents en France	15.979	17.103	19.262	22.450	22.930	23.050	26.711	24.718	23.709	25.727
Non-résidents	1.979	2.535	2.599	2.363	2.366	2.245	2.087	3.842	8.673	9.501
Total	**17.958**	**19.638**	**21.861**	**24.813**	**25.296**	**25.295**	**28.798**	**28.560**	**32.382**	**35.228**

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1983	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Recettes	4.501	4.734	5.365	6.802	6.615	7.501	8.670	9.401	9.420	10.209
Dépenses	6.970	8.532	9.549	13.286	11.457	11.265	12.538	13.861	13.338	13.651
Soldes	**−2.469**	**−3.798**	**−4.184**	**−6.484**	**−4.842**	**−3.764**	**−3.868**	**−4.460**	**−3.918**	**−3.442**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays	1992			1993			1994		
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**
UE	5.057	4.829	**228**	4.955	4.272	**683**	5.080	3.905	**1.175**
dont : Royaume-Uni	931	1.573	**−642**	801	1.670	**−869**	974	1.129	**− 115**
Pays-Bas	522	1.383	**−861**	581	826	**−245**	470	725	**−255**
U.E.B.L.	609	501	**108**	732	405	**327**	539	445	**94**
Allemagne	1.212	912	**300**	1.305	810	**495**	1.353	1.014	**339**
Italie	617	270	**347**	623	284	**339**	678	312	**366**
Espagne	1.016	99	**917**	701	139	**562**	754	131	**623**
Etats-Unis	1.627	7.174	**−5.547**	1.749	6.917	**−5.168**	2.372	6.553	**4.181**
Canada	106	82	**24**	146	82	**64**	156	110	**46**
Japon	905	239	**666**	1.014	252	**762**	1.150	435	**715**
Suisse	838	1.145	**−307**	537	1.131	**−594**	564	1.124	**−560**

G

Données économiques générales

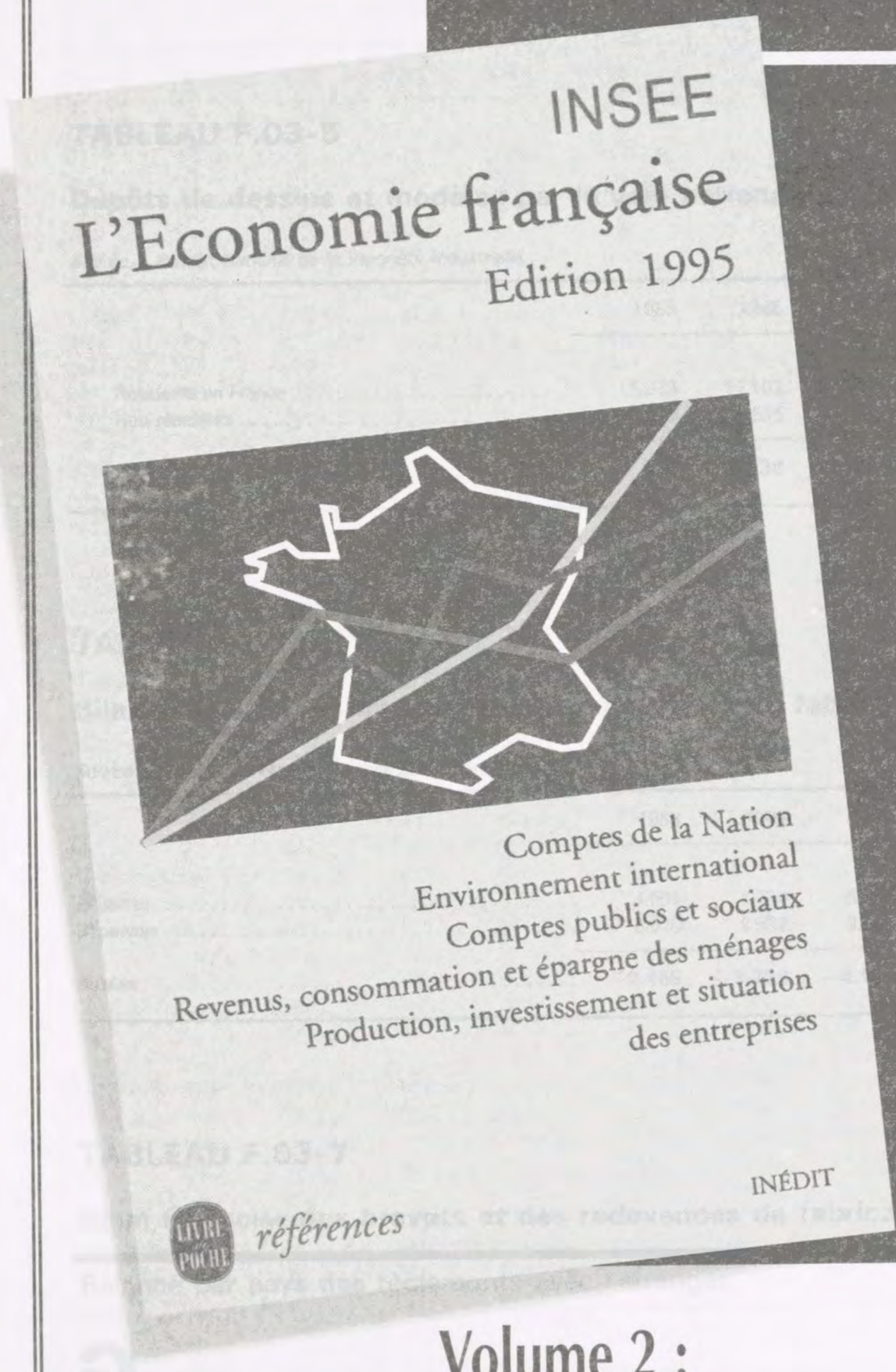
L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles

* 2,23 F la minute

RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION DE 1994

Publié en 2 volumes

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE



Le point sur l'économie française réalisé par les experts de l'INSEE, de la Direction de la Prévision et de la Banque de France.

Volume 1

L'ECONOMIE FRANÇAISE
ÉDITION 1995

Bilan, analyses et tendances
Le rapport sur les comptes de la Nation, 3 dossiers d'actualité : santé, croissance, travail non qualifié.

288 pages - 40 FF
le livre de poche collection "références" Hachette.

Le volume 1 est également vendu dans les librairies par le réseau Hachette.

CREATONE

Volume 2 :

COMPTES ET INDICATEURS ÉCONOMIQUES

... qui présentent tous les résultats détaillés.

413 pages - 228 FF
Format 21 x 29,7

Bon de commande

à retourner à la Direction Régionale de l'INSEE

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

❑ je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de l'ouvrage "l'Economie Française" édition 1995, au prix de 40 FF + participation aux frais d'envoi : France : 10FF par envoi - Etranger : 20FF, par exemplaire

❑ je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de l'ouvrage "Comptes et Indicateurs Economiques" au prix de 228 FF + participation aux frais d'envoi : France : 10FF par envoi - Etranger : 20FF, par exemplaire

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE. Date : Signature :

Société ..... Tél. .....

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

INSEE

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services : indices de volume.
3. Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche.
4. Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche.
5. Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel.
6. Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel.
8. Principaux agrégats par habitant.
9. Quelques ratios sur les comptes nationaux.
10. Départements d'outre-mer : ressources et emplois de biens et services aux prix courants.
11. Départements d'outre-mer : principaux agrégats par habitant aux prix courants.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA).
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB à prix constants.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la Division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après une brève mais sévère récession, l'économie française a renoué avec la croissance en 1994 : en moyenne annuelle, le produit intérieur brut a augmenté en volume de 2,6 %. D'abord industrielle, la reprise s'est propagée aux autres secteurs tout au long de l'année, sans réelles tensions sur les prix ou les capacités de production. Les sociétés ont conservé une capacité de financement élevée. La réduction du taux d'épargne des ménages a permis une reprise, encore modeste, de leur consommation, après la stagnation exceptionnelle de 1993.

Le mouvement économique des deux dernières années en France apparaît aujourd'hui très contrasté : après avoir reculé de 1,4 % en 1993, le Produit Intérieur Brut (PIB) augmente de 2,6 % en 1994. Comptablement, ce retournement de quatre points est dû aux composantes traditionnellement les plus fluctuantes de la demande finale : l'investissement et les stocks. En 1994 en effet, la formation brute de capital fixe, tous secteurs confondus, cesse de reculer, et surtout le déstockage se réduit dans des proportions considérables. Ce ressaisissement des entreprises françaises a pu s'amorcer fin 1993 dans l'industrie grâce à la bonne compétitivité des produits face à l'accélération de la demande étrangère. La reprise de la production manufacturière, après s'être auto-entretenue, se propage en 1994 aux autres secteurs de l'économie, sans réelles tensions sur les prix, les salaires ou les capacités de production.

Le rebond de l'activité entraîne pratiquement sans délai de fortes créations d'emplois : l'augmentation de la masse salariale, associée à un recul du taux d'épargne, permet un redémarrage de la consommation des ménages. L'excédent brut d'exploitation des entreprises se redresse et leurs résultats bénéficient de l'allègement des frais financiers. L'accroissement de recettes fiscales, dû pour une part à la reprise de l'activité, et diverses mesures d'économie contribuent à la stabilisation du déficit public, pourtant alourdi par l'annulation de la dette des pays africains.

2. MÉTHODOLOGIE

Généralités

La comptabilité nationale est une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux français sont établis selon le système élargi de comptabilité nationale (SECN). Ce système, mis au point au début des années soixante-dix (1) a été utilisé pendant une dizaine d'années pour élaborer les comptes de la France métropolitaine et ceux des quatre départements d'outre-mer. En 1987, l'INSEE a publié une nouvelle série de comptes pour la métropole — la « base 1980 » — qui utilise un cadre légèrement rénové (1). L'un comme l'autre s'articulent aux systèmes internationaux de l'ONU et de l'Union européenne (1). Le système « base 1980 » anticipe sur certaines révisions, qui ont été apportées au système de l'ONU (SCN 1993). Les résultats détaillés sont présentés chaque année dans le « Rapport sur les comptes de la Nation », pour ce qui concerne les comptes de la France métropolitaine, et dans des documents spécifiques pour les comptes de chacun des quatre départements d'outre-mer.

Principales notions

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur leur territoire qualifié de « territoire économique ». Jusqu'à présent, les territoires économiques considérés ont été les suivants :

— pour la France métropolitaine : le territoire géographique correspondant, y compris les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France. Par ailleurs, pour des raisons statistiques, le territoire de la principauté de Monaco a été inclus dans le territoire économique.

— pour chacun des quatre départements français d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion, le territoire géographique de chacun de ces départements.

Pour chacune de ces économies, les concepts principaux — qui sous-tendent toute la description que font les comptes nationaux — sont ceux de production, de revenu et d'épargne. En effet, la production mesure la création de biens et services sur le territoire économique et donc l'essentiel de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande, sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. Dans le même temps, la production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, celles qui ont leur centre d'intérêt économique sur le territoire économique. Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, on utilise trois types de regroupements :

— les secteurs institutionnels regroupent des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages,...) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion — matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète — et d'une autonomie de décision;

— les branches sont constituées des unités de production homogène impliquées dans les diverses activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité;

— les produits, enfin, sont définis en référence à une nomenclature de produits.

À l'heure actuelle, les comptes nationaux français utilisent des nomenclatures dérivées de la Nomenclature d'activités et de produits (NAP).

Dans une analyse plus globale, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur net (PIN) ou le produit intérieur brut (PIB), selon que l'on déduit ou non la consommation de capital fixe (cf. définitions). Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque sans double compte.

(1) Cf. sources de documentation.

Ceci impose de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut : il ne saurait être question d'y rapporter la production totale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité concernée; il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même dès lors que l'on s'intéresse à chacun des secteurs institutionnels précédemment définis. En effet, bon nombre de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique
— c'est le cas de la rémunération des salariés, de certains impôts et des subventions d'exploitation, d'autres pour diverses raisons : rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices sur le revenu, cotisations et prestations sociales.

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et de revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Pour les ménages, par contre, une part importante du revenu est consacrée à la consommation finale, c'est-à-dire à des utilisations finales non productives. De même, par convention, les administrations publiques et privées sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif. Le détail est décrit dans le compte financier.

La consommation de capital fixe, à laquelle il a été fait allusion à plusieurs reprises, est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie de ce qu'il est convenu d'appeler le cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ceux-ci présentent des informations plus spécifiques de chacun des domaines étudiés et présentées selon une forme adaptée aux besoins d'analyse. Ils font l'objet de publications séparées.

Les résultats

Les comptes nationaux font l'objet, pour chaque année, de plusieurs évaluations successives. Les versions provisoires reposent largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles sources statistiques, les comptes sont révisés. Pour la métropole, les révisions conduisent à deux versions semi-définitives puis à un compte définitif qui ne peut être révisé que lors d'un changement de base ultérieur. Il en résulte que les trois dernières années font l'objet d'évaluations révisables.

Pour les départements d'outre-mer, la situation est plus variable. On distingue également des versions définitives et des versions non définitives, pour les comptes des années les plus récentes.

Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

— l'évolution des prix, censée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans l'espace et le temps;

— les variations de volume, qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité.

3. DÉFINITIONS

Administrations privées

Le secteur « administrations privées » regroupe les unités institutionnelles résidentes constituées par les organismes privés qui produisent principalement des services non marchands destinés à des groupes particuliers de ménages et/ou à produire sans but lucratif des services marchands réservés aux ménages.

Leurs ressources principales sont constituées des :
— contributions volontaires des ménages;
— revenus de la propriété;
— produits de la vente des services marchands.

Le secteur comprend des unités telles que : cultes, syndicats de travailleurs, comités d'entreprise, partis politiques, fondations à caractère humanitaire.

Les organismes professionnels et le CNPF, bien qu'à but non lucratif, sont au service des entreprises : ils sont classés dans le secteur des sociétés et quasi-sociétés.

Administrations publiques

Le secteur « Administrations publiques » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de produire des services non marchands destinés à toutes les unités ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu ou du patrimoine national.

Leurs ressources principales proviennent de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales obligatoires).

La production des administrations publiques est principalement non marchande. Mais les administrations publiques peuvent comporter aussi des unités de production homogène marchande qui n'ont pas de véritable autonomie de décision. Ces unités de production homogène sont en général de petite taille, ou sinon leur production est principalement destinée à d'autres unités du secteur « Administrations publiques » (ex. : Imprimerie nationale).

Le secteur « Administrations publiques » comprend l'État et tous les organismes à compétence générale qui en dépendent, les collectivités locales et les divers organismes qui en émanent, les organismes avec comptabilité complète et personnalité juridique, produisant des services non marchands et financés par l'État ou les collectivités locales, les régimes d'assurances sociales et les organismes en dépendant (Hôpitaux publics, œuvres sociales).

Capacité de financement

C'est le solde du compte de capital. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente l'excédent des ressources non financières sur les emplois correspondants. S'il apparaît une insuffisance de ressources, la capacité de financement est négative; on utilise alors parfois le terme de besoin de financement.

Comptes à prix constants

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié.

Actuellement les comptes à prix constants sont établis aux prix de l'année précédente et aux prix de 1980.

Consommation de capital fixe

L'usage productif des biens d'équipement s'étend sur plusieurs périodes, mais chaque année, ils perdent de leur valeur du fait de leur usure et de leur obsolescence. Une partie de la valeur des biens et services produits dans l'année doit être affectée au financement de cette consommation de capital fixe pour maintenir à l'identique l'appareil productif. C'est ce qu'indique l'emploi du terme « brut » dans les expressions « Produit intérieur brut », « Valeur ajoutée brute », « Formation brute de capital fixe », etc.

Quand on soustrait la consommation de capital fixe de ces grandeurs, leur valeur est alors dite « nette ».

Compte tenu de la grande difficulté de mesurer la consommation de capital fixe, celle-ci apparaît au pied des comptes qui sont présentés en termes bruts.

On utilise couramment l'expression amortissement à la place de consommation de capital fixe. Dans ce cas, c'est d'amortissement économique qu'il s'agit et non de l'amortissement comptable ou des dotations aux amortissements enregistrés dans les comptes des entreprises et que celles-ci calculent en fonction de règles fiscales. Ces différentes grandeurs ont des significations différentes et l'une ne peut servir à mesurer l'autre.

Consommation finale

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs.

● Consommation finale des ménages

La consommation finale (nationale) retrace l'ensemble de la consommation finale des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut par contre la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique.

Elle est calculée au prix d'acquisition (TVA comprise) pour les produits achetés sur le marché. Prix départ-usine des produits similaires pour l'autoconsommation agricole et alimentaire.

● Consommation finale de services non marchands par les administrations publiques et privées

Elle représente la valeur des services non marchands produits par leurs branches non marchandes, déduction faite des paiements partiels effectués par les ménages pour la fourniture de ces services.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des biens, autre que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés au cours de la période, dans le processus courant de production.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible.

Cotisations sociales effectives

Elles comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations.

Les cotisations sociales effectives reçues par les organismes d'assurance sociale sont partagées en :

— Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs.

— Cotisations sociales à la charge des salariés.

— Cotisations sociales des non-salariés.

Entreprises d'assurance

Le secteur « entreprises d'assurance » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale consiste à assurer, c'est-à-dire transformer des risques individuels en risques collectifs en garantissant le paiement d'une somme (indemnité ou prestation) en cas de réalisation d'un risque.

Leurs ressources principales proviennent de primes contractuelles ou de cotisations sociales volontaires.

Ils se différencient des organismes de sécurité sociale par le fait que les contrats d'assurance sont librement souscrits, ou que, si l'assurance est obligatoire, le choix de l'assureur est libre.

Les deux catégories d'unités de ce secteur sont les organismes d'assurance et de capitalisation et les mutuelles.

Épargne brute

C'est le solde du compte d'utilisation du revenu. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente la part des ressources courantes qui reste disponible pour accumuler des actifs physiques ou financiers.

L'épargne nationale représente la valeur accumulée par l'économie. Elle équivaut à la formation de capital et aux acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

Excédent brut d'exploitation

C'est le solde du compte d'exploitation. Pour chaque secteur ou sous-secteur et branche, il montre ce qui reste de la valeur nouvelle créée par la production (valeur ajoutée) après rémunération du travail salarié et prélèvement fiscal au stade de la production (impôts liés à la production nets de subventions). Il est indépendant de l'origine et de la rémunération des capitaux mis en œuvre.

Exportations (prix FAB)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Elles incluent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire économique.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisées pendant au moins un an dans leur processus de production.

La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages (en dehors des achats de biens d'équipement par les entreprises individuelles) sont traités en consommation finale.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les biens achetés et au prix départ-usine pour les biens produits pour leur propre compte.

Importations (prix CAF)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Elles comprennent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les résidents dans le reste du monde.

Impôts

On distingue trois grandes catégories d'impôts :

- Les impôts liés à la production et à l'importation sont des prélèvements obligatoires frappant les biens et services échangés ou les unités productrices, perçus par les administrations publiques ou les institutions communautaires européennes. Prélevés sur les biens et services, sur leur production et leur importation, ou sur l'emploi de facteurs de production, ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation ou de la perception consécutive de revenus. Ils sont subdivisés en :

— TVA et prélèvements au profit de la Communauté économique européenne.

— Autres impôts liés à la production.

— Droits de douane et assimilés.

- Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine sont tous les versements obligatoires perçus annuellement et prélevés par les administrations publiques sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles. On distingue :

— Impôts sur le bénéfice des sociétés.

Seuls sont pris en compte les bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France ainsi que ceux dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions.

L'impôt sur le bénéfice des sociétés est comptabilisé pour une valeur nette de l'avoir fiscal utilisé par les ménages pour payer l'impôt sur le revenu.

— Impôts sur le revenu.

Il frappe le revenu net global des personnes physiques. Son montant, dans les comptes, est supérieur à celui enregistré dans les statistiques fiscales; la différence est constituée par l'avoir fiscal utilisé pour s'acquitter de l'impôt sur le revenu.

— Autres impôts sur le revenu et le patrimoine.

Il s'agit par exemple d'impôts tels que :

— retenue à la source et prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers;

— vignette automobile payée par les ménages (quand elle est payée par les entreprises, elle est traitée en impôts liés à la production);

— contribution foncière des propriétés bâties et non bâties;

— taxe d'habitation.

- Les impôts en capital sont tous les versements obligatoires perçus par les administrations publiques de manière non périodique sur le capital ou le patrimoine des unités institutionnelles.

Institutions financières

Ce sont des unités institutionnelles résidentes dont la fonction principale est de financer, c'est-à-dire de collecter, transformer et répartir des moyens de financement et/ou de gérer des actifs financiers.

Leurs ressources principales proviennent des engagements financiers contractés : dépôts à vue, bons de caisse, obligations...

Outre les établissements de crédit (dont les sociétés de crédit-bail), le secteur comprend des gestionnaires de portefeuilles (maisons de titre), les agents de change, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, Fonds communs de placement, sociétés d'investissement), des institutions financières spécialisées (Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier, Crédit national, etc.).

Ménages (y compris entreprises individuelles)

Le secteur « Ménages » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale consiste à consommer et éventuellement à produire dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Les entreprises individuelles sont des entreprises non financières qui n'ont pas la forme juridique de sociétés. Elles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur « Ménages ».

Les unités institutionnelles du secteur « Ménages » sont des ensembles de personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs.

Il s'agit de chaque ménage ordinaire (occupants d'une même habitation privée), chaque ensemble d'occupants d'une même habitation mobile et chaque personne physique non comprise dans les catégories précédentes (personnes âgées vivant dans les maisons de retraite, travailleurs logés en foyers, militaires du contingent...).

Leurs ressources principales proviennent de :

— la rémunération des facteurs de production;
— les transferts versés par d'autres secteurs;
— la vente de biens et services marchands non financiers produits par les entrepreneurs individuels ainsi que la production résultant de certaines activités exercées sans constitution d'entreprises individuelles : production de services du logement ou de location d'immeubles à usages industriels et commerciaux, production de bâtiment pour compte propre liée au logement, production des jardins familiaux, production de services domestiques.

Population

Les tableaux des comptes nationaux utilisent plusieurs notions liées à la population :

— la population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité; est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier...); par rapport à la population légale métropolitaine des recensements, la population totale résidente comprend, en plus, les diplomates et militaires français et leurs familles qui n'ont pas de résidence habituelle sur le territoire métropolitain, et, en moins, les diplomates et militaires étrangers et leurs familles qui ont leur résidence habituelle sur le territoire métropolitain;

— la population active résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes de 14 ans et plus qui ont un emploi ou qui sont au chômage (au sens du BIT);

— les personnes qui ont un emploi constituent la population active résidente occupée; ce sont les personnes qui ont une activité, salariée ou non, y compris comme employeur, comme personne à son propre compte, ou comme aide dans l'exploitation familiale (pour autant que l'activité dépasse 15 heures par semaine); on y inclut les personnes absentes de leur travail pour cause de maladie, accident, conflit du travail, congé, absence volontaire, empêchement temporaire de travailler par suite de conditions climatiques ou d'accidents techniques;

— la population active occupée intérieure (emploi intérieur) est constituée de l'ensemble des personnes ayant un emploi dans une unité de production résidente. Elle est constituée des actifs résidents occupés ayant un emploi sur le territoire économique. Elle ne comprend pas les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde.

Production (prix départ-usine hors TVA facturée)

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché.

La production marchande : la production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise au moins à couvrir les coûts de production.

Tous les biens sont considérés comme marchands.

Les services marchands sont tous les services pouvant faire l'objet de vente et d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

La production de services non marchands comprend les services fournis par les administrations publiques et privées à la collectivité dans son ensemble ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit ainsi que les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique.

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés; il ne tient pas compte de la valeur des pro-

duits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur élaboration.

Reste du monde (comptes du)

C'est l'ensemble des comptes qui retracent les flux entre les unités institutionnelles résidentes et les unités non résidentes.

Revenu national disponible brut

Le revenu national disponible brut est la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

C'est le solde du compte de revenu.

Pour les sociétés et quasi-sociétés non financières, les entreprises d'assurances et les institutions financières, il est identique à l'épargne brute.

Pour les ménages, il représente le revenu courant après impôt qui peut être partagé entre consommation finale et épargne. Pour les administrations publiques et privées, il est égal au revenu courant effectif après impôt, majoré de la valeur des services non marchands fournis à titre gratuit; cette valeur doit être retranchée du revenu disponible pour mettre en évidence l'épargne des administrations : c'est ce qui est fait au compte d'utilisation du revenu, sur la ligne « consommation finale ».

Il est aussi égal au produit intérieur, augmenté des transferts courants reçus du reste du monde et diminué de ceux qui sont versés au reste du monde.

Revenu national disponible net

C'est le revenu disponible brut diminué de la consommation de capital fixe.

Sociétés et quasi-sociétés non financières

Ce secteur comprend :

— des sociétés publiques (établissements publics, sociétés d'économie mixte, sociétés à statut spécial comme la régie Renault);

— des sociétés privées qui revêtent des formes juridiques variées mais ne comprennent pas des entreprises individuelles;

— des quasi-sociétés privées (unités résidentes fictives telles que les succursales établies, en France, d'entreprises étrangères);

— des organismes privés sans but lucratif au service des entreprises (syndicats patronaux...);

— des organismes privés sans but lucratif dont les ventes de biens et services constituent au moins 50 % de leurs ressources totales (sociétés de course, associations de tourisme social, d'enseignement marchand, hôpitaux privés non lucratifs, etc.);

— les offices publics d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte.

Valeur ajoutée brute

C'est le solde du compte de production. Égal à l'excédent de la valeur des biens ou services produits sur la valeur des biens et services consommés pour produire, ce solde représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée totale de l'économie nationale, telle qu'elle apparaît au total de la ligne « Valeur ajoutée » du tableau « Entrées-sorties », est l'élément essentiel du produit intérieur brut.

Variation de stocks

Les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de production.

Elle est calculée au prix de production pour les variations de stocks de produits finis ou en cours chez les producteurs, ou au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les variations de stock chez les utilisateurs et les commerçants.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office national statistique des Communautés européennes (OSCE).

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système élargi de comptabilité nationale — méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, n° 44-45.

« Système élargi de comptabilité nationale, base 80 — Méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 140-141.

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, *Études méthodologiques,* série F, n° 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 2^{e} édition, EUROSTAT.

Nomenclature d'activités et de produits 1973, NAP, réimpression 1988.

« Statistiques et indicateurs des régions françaises (SIRF), annexe au projet de loi de finances pour 1995 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 376-377, février 1995.

« Les comptes du commerce en 1991 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 206-207, août 1992.

« Les comptes du commerce en 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 289-290, décembre 1993.

« Les comptes du commerce en 1993 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 355-356, décembre 1994.

« Les comptes nationaux trimestriels, séries longues 1970-1992 en base 1980 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 267-268, octobre 1993.

« Les comptes des services en 1991 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 219 à 221, décembre 1992.

« Les comptes des services en 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 281-282, novembre 1993.

« Les comptes des services en 1993 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 359-360, janvier 1995.

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226, décembre 1992.

« Les comptes régionaux des ménages (1982-1990) », *INSEE-Résultats,* n^{os} 229-230, février 1993.

« Comptes et indicateurs économiques 1992 : rapport sur les comptes de la nation 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 244 à 246, juin 1993.

« Comptes et indicateurs économiques 1993 : rapport sur les comptes de la nation 1993 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 308 à 310, juin 1994.

« Comptes et indicateurs économiques 1994 : rapport sur les comptes de la nation 1994 ». *INSEE-Résultats,* n^{os} 396 à 398, juin 1995.

« Les comptes de la nation en 1994 ». *INSEE-Première,* n° 374, avril 1995.

*
* *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**5.735.092**	**6.159.680**	**6.509.488**	**6.776.231**	**7.010.540**	**7.082.790**	**7.376.050**
Produit intérieur brut marchand	4.821.451	5.198.317	5.493.954	5.699.430	5.864.298	5.868.311	6.105.731
Produit intérieur brut non marchand	913.641	961.363	1.015.534	1.076.801	1.146.242	1.214.479	1.270.319
Importations	**1.217.627**	**1.403.052**	**1.469.802**	**1.514.461**	**1.493.363**	**1.404.152**	**1.522.938**
Total ressources	**6.952.719**	**7.562.732**	**7.979.290**	**8.290.692**	**8.503.903**	**8.486.942**	**8.898.988**
EMPLOIS							
Consommation finale :							
Des ménages	3.429.508	3.655.793	3.861.322	4.037.525	4.189.834	4.291.627	4.433.069
Des administrations publiques (1)	1.058.400	1.106.075	1.170.435	1.238.998	1.320.526	1.405.383	1.444.410
Des administrations privées (2)	14.899	15.955	17.258	18.124	18.556	18.509	18.914
Total consommation finale	**4.502.807**	**4.777.823**	**5.049.015**	**5.294.647**	**5.528.916**	**5.715.519**	**5.896.393**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	641.273	717.827	766.255	789.095	769.213	715.434	711.991
Des administrations publiques (3)	188.556	205.077	212.033	230.440	242.317	241.684	250.837
Des administrations privées	3.756	4.022	4.340	4.563	4.672	4.687	4.793
Des institutions financières (4)	24.340	22.575	23.844	29.645	17.119	8.589	12.648
Des entreprises d'assurances (5)	9.850	12.545	15.680	14.374	11.621	10.792	10.488
Des ménages [hors EI] (6)	320.538	352.506	369.206	368.805	356.985	338.036	347.286
Total formation brute de capital fixe	**1.188.313**	**1.314.552**	**1.391.358**	**1.436.922**	**1.401.927**	**1.319.222**	**1.338.043**
Variation des stocks	**40.295**	**59.270**	**70.945**	**21.061**	**— 14.875**	**— 106.541**	**— 19.309**
Exportations	**1.221.304**	**1.411.087**	**1.467.972**	**1.538.062**	**1.587.935**	**1.558.742**	**1.683.861**
Total emplois	**6.952.719**	**7.562.732**	**7.979.290**	**8.290.692**	**8.503.903**	**8.486.942**	**8.898.988**

(1) Les administrations publiques comprennent l'État, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale [y compris les hôpitaux publics et les hôpitaux privés participant au service public hospitalier], ainsi que divers établissements à compétence générale ou spécifique qui sont l'émanation directe de l'État ou des collectivités locales [ODAC et ODAL].
(2) Les administrations privées comprennent, pour l'essentiel, les comités de bienfaisance. Comme pour les administrations publiques, leur consommation finale mesure le coût que représente pour elles la fourniture gratuite de services à la collectivité (ou à des groupes particuliers au sein de cette collectivité).
(3) Les achats et biens durables à usage militaire par les administrations publiques sont, par convention, traités en consommation intermédiaire de ces administrations : ils ne figurent donc pas dans leur formation brute de capital fixe.
(4) Les institutions financières comprennent les établissements de crédits bancaires et assimilés [Banque de France et Fonds de stabilisation des changes, banques et autres établissements de crédit de caractère bancaire, Caisse des dépôts et consignations et les autres institutions financières [établissements de crédit non bancaires, autres institutions financières non bancaires et organismes de placements collectifs en valeurs mobilières]. L'investissement financé par le crédit-bail est comptabilisé chez l'utilisateur et non plus chez le financeur.
(5) Les entreprises d'assurances comprennent les organismes d'assurances-dommages, d'assurance-vie et capitalisation.
(6) La formation brute de capital fixe des ménages, hors entreprises individuelles, correspond à leurs investissements en logements.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services. Indices de volume

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	104,3	103,9	102,4	100,8	101,2	98,6	102,6
Produit intérieur brut marchand	104,6	104,5	102,6	100,4	100,9	97,9	102,5
Produit intérieur brut non marchand	102,7	101,1	101,4	102,6	102,5	102,3	102,7
Importations	109,7	108,9	106,2	102,8	101,3	96,6	107,0
Ensemble ressources	**105,2**	**104,8**	**103,1**	**101,1**	**101,2**	**98,2**	**103,3**
EMPLOIS							
Consommation finale totale	103,1	102,3	102,4	101,5	101,7	100,9	101,5
Des ménages	103,1	102,9	102,4	101,2	101,2	100,1	101,6
Des administrations publiques	103,4	100,5	102,0	102,7	103,4	103,3	101,2
Des administrations privées	105,0	103,8	105,7	102,6	99,8	97,5	101,2
Formation brute de capital fixe	109,6	107,6	102,9	99,9	96,6	93,9	100,8
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	109,6	108,5	104,4	99,9	96,5	93,2	99,0
Des administrations publiques	113,8	106,5	100,8	105,3	103,8	99,2	103,5
Des administrations privées	104,6	105,3	105,9	101,5	101,3	100,1	102,3
Des institutions financières	113,8	91,4	104,3	120,4	59,5	51,8	123,9
Des entreprises d'assurances	109,9	124,6	121,2	87,7	76,7	92,3	96,9
Des ménages [hors EI]	107,1	107,1	100,3	95,8	96,0	93,7	102,4
Exportations	108,1	110,7	105,1	104,2	105,0	98,9	106,4
Ensemble emplois	**105,2**	**104,8**	**103,1**	**101,1**	**101,2**	**98,2**	**103,3**

TABLEAU G.01-3

Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche

Source : INSEE

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Agriculture, sylviculture, pêche	191.278	215.282	221.865	204.699	198.285	165.023	177.196
Industries agro-alimentaires	154.706	170.340	178.907	184.029	190.376	198.842	198.717
Energie	229.701	229.991	243.507	267.594	279.528	288.816	291.280
Industries des biens intermédiaires	356.229	387.181	396.012	392.843	390.586	360.469	383.087
Industries des biens d'équipement professionnel	289.965	310.954	331.597	335.599	330.138	307.162	303.831
Industries des biens d'équipement ménager	11.556	11.139	11.708	12.233	12.389	11.797	10.934
Industries des matériels de transport terrestre	99.971	108.015	110.364	105.169	109.927	100.867	117.555
Industries des biens de consommation	257.234	266.998	290.901	297.305	311.491	315.456	317.498
Bâtiment, génie civil et agricole	309.643	320.643	335.812	357.518	357.036	344.028	335.104
Commerce	606.590	654.640	696.204	720.015	724.772	734.665	755.105
Transports et Télécommunications	334.976	357.487	378.473	397.426	417.515	414.816	427.520
Services marchands	1.006.572	1.136.522	1.241.276	1.310.428	1.369.150	1.385.579	1.428.546
Location immobilière	441.841	479.962	519.490	560.183	605.792	650.960	689.137
Assurances	53.135	60.507	41.953	48.870	41.920	42.444	47.043
Organismes financiers	250.530	254.529	245.401	248.090	257.064	300.566	338.291
Branches non marchandes	913.641	961.363	1.015.534	1.076.801	1.146.242	1.214.479	1.270.319
Ajustement pour services bancaires imputés	— 262.490	— 279.423	— 278.020	— 269.336	— 263.193	— 278.625	— 268.446
Total des valeurs ajoutées	**5.245.078**	**5.646.130**	**5.980.984**	**6.249.466**	**6.479.018**	**6.557.344**	**6.822.717**
TVA	**479.572**	**502.698**	**517.561**	**514.827**	**520.879**	**515.065**	**542.940**
Droits de douane	**10.747**	**11.030**	**10.946**	**11.954**	**10.644**	**10.381**	**10.393**
Subventions à l'importation	**— 305**	**— 178**	**— 3**	**— 16**	**— 1**	**—**	**—**
Produit intérieur brut	**5.735.092**	**6.159.680**	**6.509.488**	**6.776.231**	**7.010.540**	**7.082.790**	**7.376.050**

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Agriculture, sylviculture, pêche	100,4	102,5	103,3	93,9	110,8	92,6	101,7
Industries agricoles et alimentaires	103,5	105,6	99,9	101,5	96,9	101,2	100,5
Energie	100,8	98,1	100,4	105,8	101,5	99,8	99,4
Industries des biens intermédiaires	107,3	105,2	102,7	98,2	99,9	93,0	104,9
Industries des biens d'équipement professionnel	105,7	105,0	102,8	99,1	99,5	92,8	101,9
Industries des biens d'équipement ménager	111,2	116,5	104,1	107,8	105,1	96,1	107,3
Industries des matériels de transport terrestre	106,8	104,4	98,4	92,1	101,5	86,0	111,6
Industries des biens de consommation	104,2	103,5	102,8	97,8	99,4	97,0	102,2
Bâtiment , génie civil et agricole	108,2	104,5	102,4	100,2	96,7	93,1	97,3
Commerce	102,0	103,9	103,2	100,2	99,0	98,3	100,7
Transports et télécommunications	109,3	107,4	104,5	102,7	102,8	99,2	102,3
Services marchands	106,1	107,5	103,4	101,0	100,4	98,3	100,6
Location immobilière	103,4	103,5	103,6	102,8	103,1	103,2	103,2
Assurances	98,5	101,2	104,3	121,5	111,4	86,7	115,3
Organismes financiers	96,1	96,5	90,9	96,8	98,7	112,6	108,1
Branches non marchandes	102,7	101,1	101,4	102,6	102,5	102,3	102,7
Ajustement pour services bancaires imputés	102,4	101,5	94,7	93,2	93,9	101,8	92,6
Ensemble des valeurs ajoutées	**104,2**	**104,0**	**102,5**	**101,1**	**101,3**	**98,7**	**102,5**
TVA	106,0	103,7	101,6	97,3	100,0	97,4	103,4
Droits de douane	109,8	109,1	106,6	105,2	101,4	99,7	105,0
Subventions à l'importation	112,3	90,2	94,4	100,0	12,5	100,0	—
Produit intérieur brut	104,3	103,9	102,4	100,8	101,2	98,6	102,6

TABLEAU G.01-5

Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel

Source : INSEE

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Sociétés et quasi-sociétés non financières	585.341	600.949	596.019	654.281	676.286	653.007	716.289
Institutions financières	87.309	99.934	105.749	73.873	109.045	144.356	161.378
Entreprises d'assurances	— 7.808	— 3.485	— 26.682	— 25.267	— 31.528	— 30.744	— 30.332
Administrations publiques	1.169.273	1.255.262	1.331.172	1.331.585	1.284.105	1.219.068	1.291.656
Administrations privées	26.586	27.288	29.837	31.218	34.166	35.118	35.688
Ménages	3.852.962	4.139.399	4.412.886	4.649.725	4.852.626	4.978.463	5.121.607
Total	**5.713.663**	**6.119.347**	**6.448.981**	**6.715.415**	**6.924.700**	**6.999.268**	**7.296.286**

TABLEAU G.01-6

Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Sociétés et quasi-sociétés non financières	124,7	102,7	99,2	109,8	103,4	96,6	109,7
Institutions financières	72,0	114,5	105,8	69,9	147,6	132,4	111,8
Entreprises d'assurances	123,1	44,6	765,6	94,7	124,8	97,5	98,7
Administrations publiques	108,0	107,4	106,0	100,0	96,4	94,9	106,0
Administrations privées	112,5	102,6	109,3	104,6	109,4	102,8	101,6
Ménages	106,2	107,4	106,6	105,4	104,4	102,6	102,9
Ensemble	**107,4**	**107,1**	**105,4**	**104,1**	**103,1**	**101,1**	**104,2**

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Valeur ajoutée brute	5.245.078	5.646.130	5.980.984	6.249.466	6.479.018	6.557.344	6.822.717
Excédent brut d'exploitation	2.011.116	2.201.341	2.290.749	2.393.336	2.479.868	2.497.684	2.632.728
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	1.022.900	1.110.989	1.143.430	1.206.989	1.226.945	1.209.115	1.236.457
Ménages	999.406	1.110.354	1.177.393	1.210.751	1.258.033	1.268.366	1.321.455
Revenu disponible brut	5.713.663	6.119.347	6.448.981	6.715.415	6.924.700	6.999.268	7.296.286
dont : Administrations publiques	1.169.273	1.255.262	1.331.172	1.331.585	1.284.105	1.219.068	1.291.656
Ménages	3.852.962	4.139.399	4.412.886	4.649.725	4.852.626	4.978.463	5.121.607
Consommation finale	4.502.807	4.777.823	5.049.015	5.294.647	5.528.916	5.715.519	5.896.393
dont : Administrations publiques	1.058.400	1.106.075	1.170.435	1.238.998	1.320.526	1.405.383	1.444.410
Ménages	3.429.508	3.655.793	3.861.322	4.037.525	4.189.834	4.291.627	4.433.069
Epargne brute	1.210.856	1.341.524	1.399.966	1.420.768	1.395.784	1.283.749	1.399.893
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	585.341	600.949	596.019	654.281	676.286	653.007	716.289
Institutions financières	87.309	99.934	105.749	73.873	109.045	144.356	161.378
Entreprises d'assurances	— 7.808	— 3.485	— 26.682	— 25.267	— 31.528	— 30.744	— 30.332
Administrations publiques	110.873	149.187	160.737	92.587	— 36.421	— 186.315	— 152.754
Administrations privées	11.687	11.333	12.579	13.094	15.610	16.609	16.774
Ménages	423.454	483.606	551.564	612.200	662.792	686.836	688.538
Formation brute de capital fixe	1.188.313	1.314.552	1.391.358	1.436.922	1.401.927	1.319.222	1.338.043
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	561.491	620.492	666.971	694.316	687.695	630.888	624.676
Institutions financières	24.340	22.575	23.844	29.645	17.119	8.589	12.648
Entreprises d'assurances	9.850	12.545	15.680	14.374	11.621	10.792	10.488
Administrations publiques	188.556	205.077	212.033	230.440	242.317	241.684	250.837
Administrations privées	3.756	4.022	4.340	4.563	4.672	4.687	4.793
Ménages	400.320	449.841	468.490	463.584	438.503	422.582	434.601
Capacité de financement	— 16.682	— 36.278	— 83.544	— 40.511	9.909	68.767	49.409
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	— 45.331	— 91.541	— 149.296	— 96.016	— 24.189	140.851	137.935
Institutions financières	54.280	61.455	64.948	5.568	46.859	84.272	99.171
Entreprises d'assurances	— 18.546	— 17.276	—44.012	— 40.993	— 45.547	— 42.488	— 41.794
Administrations publiques	— 94.891	— 75.214	—101.089	— 147.078	— 283.552	— 435.132	— 442.086
Administrations privées	9.900	9.518	11.152	12.286	14.866	15.766	16.068
Ménages	77.906	76.780	134.753	225.722	301.472	305.498	280.115

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
PIB (prix courants)	102.197	109.169	114.735	118.766	122.191	122.849	127.386
PIB (prix de 1980)	59.113	61.293	62.485	62.619	63.112	61.884	63.272
Revenu national disponible brut	101.815	108.454	113.668	117.700	120.695	121.400	126.008
Revenu disponible brut des ménages	68.658	73.363	77.781	81.495	84.579	86.350	88.451
Consommation des ménages (prix courants)	61.112	64.792	68.059	70.765	73.027	74.437	76.560
Consommation des ménages (prix de 1980)	35.693	36.585	37.366	37.659	37.962	37.851	38.244
Epargne brute des ménages	7.546	8.571	9.722	10.730	11.552	11.913	11.891
Capacité de financement des ménages	1.388	1.361	2.375	3.956	5.255	5.299	4.838

TABLEAU G.01-9

Quelques ratios sur les comptes nationaux

Evaluations de base 1980

Source : INSEE

%

	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Taux d'épargne des ménages	11,0	11,7	12,5	13,2	13,7	13,8	13,4
Taux d'épargne financière des ménages	2,0	1,9	3,1	4,9	6,2	6,1	5,5
Taux d'investissement des sociétés non financières	18,2	18,7	18,9	18,8	18,1	16,7	16,1
Taux d'autofinancement des sociétés non financières	93,0	87,3	80,8	87,8	96,7	124,6	121,7
Taux des prélèvements obligatoires	43,8	43,7	43,7	43,9	43,6	43,9	44,2
Taux des prélèvements fiscaux	24,9	24,5	24,4	24,7	24,2	24,3	25,0
Taux des prélèvements sociaux	19,0	19,2	19,3	19,2	19,4	19,6	19,3
Besoin de financement des administrations publiques/PIB	1,7	1,2	1,6	2,2	4,0	6,1	6,0
Capacité de financement de la nation/PIB	— 0,3	— 0,6	— 1,3	— 0,6	0,1	1,0	0,7

TABLEAU G.01-10

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
GUADELOUPE					
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	12.294	13.025	14.062	15.200	16.415
Importations de biens et services	6.430	7.380	8.077	9.651	9.580
Total	**18.724**	**20.405**	**22.139**	**24.851**	**25.995**
EMPLOIS					
Consommation finale	**14.718**	**15.892**	**17.133**	**18.792**	**19.417**
Ménages	10.803	11.736	12.580	13.996	14.227
Administrations publiques	3.814	4.074	4.450	4.680	5.085
Administrations privées	102	82	103	116	105
Formation brute de capital fixe	**3.056**	**3.576**	**4.109**	**5.155**	**5.413**
des ménages (hors entreprises individuelles)	401	565	610	686	679
des autres secteurs	2.655	3.011	3.499	4.469	4.734
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	1.612	2.083	2.340	2.956	2.974
Administrations publiques	972	849	1.066	1.410	1.645
Administrations privées	6	5	6	7	6
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	66	74	88	96	109
Variations de stocks	**251**	**—99**	**112**	**161**	**166**
Exportations de biens et services	**698**	**1.036**	**784**	**744**	**998**
Total	**18.724**	**20.405**	**22.139**	**24.852**	**25.995**
MARTINIQUE					
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	15.759	16.896	18.086	19.320	20.786
Importations de biens et services	6.622	7.923	8.460	9.728	9.798
Total	**22.381**	**24.819**	**26.546**	**29.048**	**30.584**
EMPLOIS					
Consommation finale	**17.614**	**19.329**	**42.438**	**21.825**	**23.438**
Ménages	12.921	14.249	15.107	16.083	17.398
Administrations publiques	4.649	5.036	5.403	5.742	5.976
Administrations privées	44	43	39	64	64
Formation brute de capital fixe	**3.467**	**4.022**	**4.268**	**5.157**	**5.328**
des ménages (hors entreprises individuelles)	558	572	579	586	607
des autres secteurs	2.909	3.450	3.689	4.571	4.721
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	2.189	2.500	2.665	3.283	3.128
Administrations publiques	674	907	977	1.238	1.526
Administrations privées	7	6	7	8	8
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	39	37	39	42	59
Variations de stocks	**120**	**215**	**297**	**372**	**289**
Exportations de biens et services	**1.181**	**1.253**	**1.432**	**1.630**	**1.529**
Total	**22.381**	**24.819**	**24.819**	**29.048**	**30.584**

TABLEAU G.01-10 (suite et fin)

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques)

Unité : Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
REUNION					
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	21.899	23.604	25.613	28.374	31.339
Importations de biens et services	8.932	10.249	11.349	11.557	11.647
Total	**30.831**	**33.853**	**36.962**	**39.931**	**42.986**
EMPLOIS					
Consommation finale	**23.527**	**25.384**	**28.323**	**30.677**	**32.431**
Ménages	17.112	18.541	20.953	22.674	23.486
Administrations publiques	6.092	6.521	7.142	7.699	8.637
Administrations privées	323	322	228	304	308
Formation brute de capital fixe	**5.964**	**7.066**	**7.124**	**8.262**	**9.310**
des ménages (hors entreprises individuelles)	2.052	2.224	2.000	1.794	1.931
des autres secteurs	3.912	4.842	5.124	6.468	7.379
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	2.428	2.955	2.865	3.701	3.754
Administrations publiques	1.457	1.848	2.227	2.696	3.409
Administrations privées	20	19	17	19	20
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	7	20	15	52	196
Variations de stocks	**344**	**402**	**469**	**—72**	**362**
Exportations de biens et services	**996**	**1.001**	**1.048**	**1.064**	**883**
Total	**30.831**	**33.853**	**36.962**	**39.931**	**42.986**
GUYANE					
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	3.681	4.929	5.684	6.526	7.404
Importations de biens et services	3.225	5.677	6.834	7.461	8.707
Total	**6.906**	**10.606**	**12.518**	**13.987**	**16.111**
EMPLOIS					
Consommation finale	**4.408**	**5.108**	**5.864**	**6.487**	**6.995**
Ménages	2.824	3.311	3.811	4.169	4.403
Administrations publiques	1.573	1.779	2.027	2.286	2.548
Administrations privées....	11	18	26	32	44
Formation brute de capital fixe	**1.292**	**1.725**	**2.530**	**3.121**	**2.997**
des ménages (hors entreprises individuelles)	177	176	205	261	235
des autres secteurs	1.115	1.549	2.325	2.860	2.762
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	—	—	—	—	1.660
Administrations publiques	—	—	—	—	1.091
Administrations privées	—	—	—	—	—
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	—	—	—	—	11
Variation de stock	**11**	**52**	**90**	**—12**	**114**
Exportations de biens et services	**1.194**	**3.721**	**4.034**	**4.391**	**6.004**
Total	**6.906**	**10.606**	**12.518**	**13.987**	**16.111**

TABLEAU G.01-11

Principaux agrégats par habitant : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques)

Unité : Franc

Année	Guadeloupe			Martinique			Réunion			Guyane		
	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages
1983	24.831	24.689	23.844	30.867	28.283	27.409	26.026	25.341	22.395	27.287	23.578	22.580
1984	26.147	25.031	24.381	32.433	29.373	28.492	28.888	27.215	24.315	30.130	24.825	22.777
1985	27.769	26.802	26.224	36.619	32.856	31.884	31.154	29.361	26.386	34.950	26.231	23.858
1986	30.438	28.301	27.109	40.103	34.975	33.952	33.820	31.193	28.078	30.431	27.603	24.995
1987	33.461	29.753	29.403	45.194	37.737	37.055	38.562	33.407	30.133	36.812	31.913	28.243
1988	35.357	32.045	38.679	48.123	41.273	40.585	40.689	34.189	31.962	48.041	35.549	32.269
1989	37.025	34.207	39.774	50.746	44.178	42.386	43.383	38.534	35.489	51.575	39.800	34.581
1990	39.278	36.835	36.165	54.552	48.629	44.725	47.226	40.871	37.740	56.849	43.606	36.315
1991	40.880	38.452	35.431	56.724	50.025	47.476	51.237	46.362	38.397	62.101	45.355	36.930

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA)

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1993

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE)

Unité : Milliard de SPA

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible e	Consommation finale nationale	Epargne nationale nette e	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (—) de financement de la nation
UE (à 15)	**e 5.870,0**	...	**e 4.710,7**	...	**e 1.088,6**	..
Allemagne	1.392,0	1.180,6	1.081,9	98,7	306,1	— 20,7
Autriche	141,6	121,2	105,2	16,0	34,8	— 0,7
Belgique	181,0	162,7	139,8	22,9	32,0	8,0
Danemark	92,4	**79,9**	72,6	7,3	12,7	3,3
Espagne	482,6	424,7	389,7	35,0	96,1	— 3,0
Finlande	e 72,9	55,4	e 58,4	— 3,0	e 10,4	e — 0,7
France	**999,5**	**856,1**	**802,2**	**53,9**	**175,5**	**10,9**
Grèce	103,6	...	93,2	...	e 20,8	...
Irlande	45,7	38,1	32,9	5,2	6,6	3,7
Italie	942,7	804,0	750,1	53,9	159,2	11,6
Luxembourg	10,1	10,7	6,8	3,9	2,7	2,1
Pays-Bas	249,3	216,9	188,4	28,8	48,5	8,5
Portugal	108,0	...	e 89,6	...	e 27,8	...
Royaume-Uni	912,7	809,6	787,3	22,3	137,4	— 20,5
Suède	135,9	110,3	112,7	— 2,4	18,3	— 1,5
Japon	2.370,2	2.020,1	1.595,6	424,4	e 719,3	...
Etats-Unis	e 5.799,0	5.076,1	4.915,7	158,2	954,2	— 85,5

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi

Année 1993

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE) — *Unité :* SPA

		Par habitant		Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
UE (à 15)	**e 15.850,0**	...	**e 12.719,6**	**e 9.918,1**	**e 24.944,7**
Allemagne	17.147,3	**14.543,0**	13.326,7	e 11.117,4	24.661,7
Autriche	17.717,7	15.168,9	13.166,8	9.773,6	25.476,0
Belgique	17.945,6	16.133,6	13.858,0	11.120,0	32.573,6
Danemark	17.815,0	15.401,2	13.990,5	9.373,0	22.296,5
Espagne	12.330,4	10.849,9	9.956,7	7.796,7	24.173,1
France	**17.434,3**	**14.933,0**	**13.992,8**	**10.622,4**	**27.143,6**
Finlande	e 14.387,0	10.937,7	e 11.526,2	e 8.161,1	e 23.711,3
Grèce	9.998,0	...	8.993,4	7.491,7	e 16.528,6
Irlande	12.825,9	10.686,9	9.227,9	7.175,6	25.764,0
Italie	16.227,7	13.840,4	12.912,1	10.041,6	26.562,8
Luxembourg	25.421,5	26.847,3	17.161,9	13.934,7	30.285,0
Pays-Bas	16.308,0	14.184,9	12.319,7	9.946,1	28.679,8
Portugal	10.934,9	...	e 9.076,9	e 7.200,2	e 16.023,7
Royaume-Uni	15.716,8	13.942,4	13.557,7	10.098,0	23.489,7
Suède	e 15.590,1	12.653,0	e 12.924,4	e 8.562,4	21.824,1
Japon	e 19.011,0	16.202,8	e 12.798,6	e 10.974,2	e 24.933,8
Etats-Unis	e 22.451,6	19.652,7	19.031,8	15.192,4	e 33.298,3

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du P.I.B. à prix constants

Sources : O.C.D.E.
I.N.S.E.E.

%

	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
France	**2,5**	**0,8**	**1,3**	**−1,5**	**2,7**
Allemagne (1)	5,9	5,1	1,4	−1,7	2,4
Royaume-Uni	0,4	−2,0	−0,5	2,2	3,8
U.E (à 12)	***r* 2,9**	**1,5**	**0,8**	**−0,5**	...
Etats-Unis	1,2	−0,6	2,3	3,1	4,1
Japon (2)	4,9	4,3	1,1	−0,2	0,5
O.C.D.E	***r* 2,6**	**1,0**	**1,6**	**1,2**	...

(1) Ex-RFA avant 1990
(2) P.N.B.

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon les régimes d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant la taille de l'effectif et quelques critères.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.

15 A. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et les transports.

15 B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires. Commerce.

15 C. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires. Services.

16. Répartition sectorielle des groupes : « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirene et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après avoir baissé entre le 1er janvier 1993 et le 1er janvier 1994 de 1,5 %, le nombre d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services s'inscrit à nouveau en hausse entre le 1er janvier 1994 et le 1er janvier 1995 (+ 1,5 %), conduisant à une quasi-stabilité entre le 1er janvier 1993 et le 1er janvier 1995. Sur l'ensemble de la période, les entreprises employeuses sont en augmentation (+ 0,7 %). Mais ce sont surtout les entreprises pluri-régionales et quasi-monorégionales qui connaissent l'évolution la plus favorable (respectivement + 4 % et + 2,3 %).

En revanche, en ce qui concerne les entreprises pluri-établissements, l'amélioration constatée en 1994 ne compense pas la baisse de 1993.

Après trois années de baisse consécutives, les créations d'entreprises connaissent en 1994 une progression qui leur permet de retrouver leur niveau de 1990.

L'amélioration constatée en 1994 concerne tous les types de création mais elle est plus sensible pour les créations pures (+ 7,5 % entre 1993 et 1994) et pour les réactivations (+ 12 %).

En revanche, les reprises d'entreprises, qui nécessitent une mise de fonds initiale plus importante que les créations nouvelles, connaissent une progression plus faible (+ 3 %).

Tous les secteurs d'activité profitent de la hausse du nombre de créations d'entreprises, mais plus particulièrement la construction (+ 12,4 %), les industries agro-alimentaires (IAA) (+ 12 %), les services aux ménages (+ 8 %) et le commerce (+ 7 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture mais à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les autres entreprises que nous appellerons par la suite entreprises ICS (pour « industrie, commerce et services »).

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

En 1993, de nouvelles séries ont été mises en place à la suite du changement de nomenclature. Les chiffres présentés concernent les stocks d'entreprises au 1er janvier 1993, 1994 et 1995. Ces données n'ont pas pour l'instant fait l'objet de correction pour tenir compte du retard avec lequel sont connues les cessations d'entreprises.

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Une nouvelle définition des établissements de l'industrie, du commerce et des services a été adoptée. Elle concerne tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

Cette définition implique qu'on retient non seulement les établissements d'entreprises, mais aussi ceux des organismes quand ils ont une activité marchande.

Les données concernant les établissements se trouvent modifiées en conséquence.

La création d'entreprise

De nouvelles séries de créations d'entreprises ont été mises en place à partir du 1er janvier 1993. Les données concernant les années antérieures ont été rétropolées pour tenir compte des nouveaux concepts. On inclut dorénavant dans les créations d'entreprises tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité. Cette dernière peut intervenir à diverses occasions : la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les données présentées ici surestiment donc les créations nouvelles d'environ 10 %. Elles n'ont pas été corrigées du biais calculé dans l'étude des créateurs de 1990-1991.

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— les répertoires : le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements) et le Répertoire informatique des métiers (RIM), gérés par l'INSEE, recensent les entreprises et les établissements du système productif;
— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes;
— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux) et des BNC (bénéfices non commerciaux), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)*; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation interadministrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi des numéros SIREN à 9 chiffres qui caractérisent les entreprises, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale;
  — leur catégorie juridique;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — le nombre de leurs établissements.
— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue par ailleurs les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement) des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination interadministrative).
Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.

Il oublie en revanche une partie des établissements secondaires des administrations publiques, et ne peut pas couvrir en totalité les organismes privés.

À noter que SIRENE surestime d'environ 12 % les nombres d'entreprises et d'établissements du système productif, car le circuit interadministratif de mise à jour du répertoire est sujet à de nombreuses défaillances s'agissant de l'enregistrement des cessations. Le taux d'unités indûment répertoriées en état d'activité dans SIRENE a toutefois tendance à diminuer, suite aux importantes opérations d'amélioration de la qualité poursuivies par l'INSEE.

Le Répertoire informatique des métiers (RIM) qui est, comme SIRENE, un registre administratif, répertorie quant à lui les entreprises artisanales et les artisans immatriculés par les chambres de métiers. Son contenu informatif est sensiblement le même que celui de SIRENE. Il s'y ajoute le code APRM (activité principale au Répertoire des métiers) qui caractérise l'activité au titre de laquelle l'unité a été immatriculée au registre des métiers.

L'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration du répertoire SIRENE qui ont pour conséquences de diminuer le taux d'unités répertoriées à tort en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus; on distingue quatre catégories principales :

— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC);
— les bénéfices agricoles;
— les bénéfices non commerciaux (BNC);
— les régimes micro.

Seules les sources fiscales BIC et BNC sont exploitées statistiquement. Elles couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand hors agriculture. Mais cette enquête annuelle n'est pas complètement exhaustive. Sont exclues les unités exonérées d'impôt. De plus, il y a structurellement un pourcentage élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

On distingue, dans les BIC, deux grands régimes d'imposition :

● Le régime du forfait, en usage pour les entreprises réalisant moins de 500.000 F de chiffre d'affaires TTC

(ou moins de 150.000 F pour les prestataires de services) et pour celles n'ayant pas opté pour le régime réel. Les informations saisies sont en nombre limité;

● Le régime du bénéfice réel « simplifié » ou « normal » :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre la limite du forfait (500.000 F) et 3.500.000 F (ces seuils sont fixés à 150.000 F et 1.000.000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal,

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 3.500.000 F (soit 1.000.000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps. Elle s'oriente vers une plus grande proportion d'unités au régime simplifié d'imposition du fait de la stabilité du seuil limite des forfaits.

— le régime micro s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas 70.000 F, qui relèvent de la franchise de TVA et qui relèvent du forfait.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. On distingue de même un régime forfaitaire (évaluation administrative) et un régime réel (déclaration contrôlée). Les fichiers correspondants sont exploités statistiquement depuis 1984. Ils concernent environ 400.000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable *n* ne sont disponibles qu'avec un décalage d'au moins trois ans (soit $n + 3$). C'est le cas, en particulier, des données sur la concentration; en revanche, celles relatives aux structures de la population (des entreprises), moins sensibles aux traitements de SUSE, sont mobilisables un an plus tôt (soit $n + 2$).

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 45.000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon, complété tous les ans par les créations récentes, est tiré parmi la population des entreprises imposées au bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer l'imposition à la TVA.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînes, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année $n - 1$ par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1985.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes; influence mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision, la société tête du groupe; le lien de dépendance est mesuré par la part du capital détenu.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Le répertoire SIRENE : objectif qualité », *Courrier des statistiques,* n° 46, avril 1988;

« Petites entreprises de l'artisanat, du commerce et des services », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 110, 1988;

Enquête annuelle d'entreprise (Traits fondamentaux du système industriel français), publication annuelle du ministère de l'Industrie;

« Les sources statistiques sur les entreprises », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 117 (1988);

« Le poids des groupes dans l'économie française de 1980 à 1984 : un léger recul », *Premiers résultats,* n° 87, mars 1987;

« Tableaux de financement des sociétés, 1986 », série *INSEE-Méthode;*

« Comptes et ratios des sociétés. 1986, 1987 et 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 30, 1990;

« Les entreprises des services en 1989 », *INSEE-Résultats,* n^os 131-138, avril 1991;

« Place des groupes dans l'économie française en 1987 », *INSEE-Résultats,* n^os 138-139, juin 1991;

« Les entreprises de commerce en 1989. Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise », *INSEE-Résultats,* n^os 146-147, août 1991;

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 119, avril 1991;

« La France des entreprises », numéro spécial, *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;

« Petites entreprises de l'artisanat, du commerce et des services », *INSEE-Résultats,* n^os 185-186, mai 1992;

« Les industries agro-alimentaires en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 191, août 1992.

« Les industries agro-alimentaires en 1992 », *INSEE-Résultats,* n° 252, juillet 1993.

« Les industries agro-alimentaires en 1994 », *INSEE-Résultats,* n^os 413-414, septembre 1995.

« Les entreprises des services en 1990 », *INSEE-Résultats,* n^os 224-225, décembre 1992;

« Les entreprises des services en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 253-254, août 1993.

« Les comptes des services en 1992 », *INSEE-Résultats,* n° 281-282, novembre 1993.

« Les entreprises de services en 1992 », *INSEE-Résultats,* n^os 319-320, août 1994.

« Les entreprises de services en 1993 », *INSEE-Résultats,* n^os 421-422, septembre 1995.

« Les entreprises du commerce en 1990 », *INSEE-Résultats,* n^os 233-234, février 1993.

« Les entreprises du commerce en 1991 », *INSEE-Résultats,* n^os 269-270, octobre 1993.

« Les comptes du commerce en 1992 », *INSEE-Résultats,* n^os 289-290, décembre 1993.

« Les comptes du commerce en 1993 », *INSEE-Résultats,* n^os 355-356, décembre 1994.

* * *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	**Total**
Situation au 1er janvier 1993 (r)					
Organismes publics	68	37	13	1	**119**
Organismes privés	102	86	23	—	**211**
Entreprises	1.941	1.053	182	2	**3.180**
Entreprises agricoles	750	68	3	—	**821**
Entreprises financières	23	18	2	—	**43**
Entreprises ICS (industrie, commerce et service)	1.168	968	177	2	**2.316**
Total	**2.111**	**1.177**	**218**	**3**	**3.510**
Situation au 1er janvier 1994					
Organismes publics	52	35	14	1	**101**
Organismes privés	100	85	23	—	**207**
Entreprises	1.904	1.031	179	2	**3.116**
Entreprises agricoles	729	61	3	—	**793**
Entreprises financières	24	17	2	—	**43**
Entreprises ICS (industrie, commerce et service)	1.151	952	174	2	**2.280**
Total	**2.056**	**1.151**	**215**	**3**	**3.425**
Situation au 1er janvier 1995					
Organismes publics	56	36	13	1	**106**
Organismes privés	107	93	22	—	**223**
Entreprises	1.887	1.058	173	2	**3.120**
Entreprises agricoles	704	54	2	—	**761**
Entreprises financières	25	18	2	—	**45**
Entreprises ICS (industrie, commerce et service)	1.158	986	169	2	**2.314**
Total	**2.050**	**1.187**	**209**	**3**	**3.449**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

	1993	1994	1995
Employeurs	1.148	1.129	1.157
Non-employeurs	1.168	1.151	1.158
Mono-établissements	2.166	2.134	2.167
Pluri-établissements	150	146	147
Monorégionales	2.273	2.237	2.270
Quasi monorégionales	10	10	10
Plurirégionales	33	33	34
Ensemble	**2.316**	**2.280**	**2.314**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) *Unité :* Millier

Activités	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1.999	2.000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1993 (r)								
Industries agricoles et alimentaires	21,10	46,10	6,30	1,20	0,20	0,12	0,01	**75,00**
Autres industries	75,60	85,30	34,20	8,20	1,70	0,79	0,15	**205,90**
Construction	157,30	149,90	22,50	2,50	0,30	0,14	0,03	**332,70**
Commerce et réparations	316,60	291,80	40,70	5,20	0,70	0,24	0,07	**655,30**
Transports et communications	55,30	28,50	8,00	1,60	0,30	0,09	0,03	**93,80**
Hôtels et restaurants	97,00	94,20	8,60	0,70	0,10	0,04	0,02	**200,70**
Services aux entreprises	186,90	132,40	19,80	3,30	0,60	0,30	0,05	**343,30**
Services aux particuliers	257,80	139,80	9,40	1,60	0,20	0,07	0,01	**408,90**
Total	**1.167,60**	**968,00**	**149,50**	**24,30**	**4,10**	**1,77**	**0,36**	**2.315,60**
Situation au 1er janvier 1994								
Industries agricoles et alimentaires	20,90	45,40	6,20	1,20	0,20	0,12	0,01	**74,00**
Autres industries	73,00	83,10	33,10	7,90	1,70	0,77	0,16	**199,70**
Construction	149,00	143,70	21,50	2,30	0,30	0,13	0,02	**317,00**
Commerce et réparations	308,20	287,40	39,80	5,00	0,70	0,23	0,07	**641,40**
Transports et communications	53,60	28,30	7,90	1,60	0,30	0,09	0,03	**91,80**
Hôtels et restaurants	95,20	95,40	8,70	0,70	0,10	0,04	0,02	**200,10**
Services aux entreprises	191,10	131,50	20,00	3,30	0,60	0,31	0,05	**346,90**
Services aux particuliers	260,10	137,70	9,50	1,60	0,20	0,07	0,01	**409,20**
Total	**1.151,10**	**952,50**	**146,70**	**23,60**	**4,10**	**1,76**	**0,35**	**2.280,10**
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	20,20	45,70	6,00	1,20	0,20	0,12	0,01	**73,40**
Autres industries	71,80	85,10	31,60	7,40	1,60	0,73	0,14	**198,40**
Construction	145,30	148,70	20,80	2,10	0,30	0,12	0,02	**317,30**
Commerce et réparations	307,10	296,40	38,80	4,80	0,60	0,23	0,06	**648,00**
Transports et communications	53,00	28,70	7,70	1,50	0,30	0,08	0,02	**91,30**
Hôtels et restaurants	91,50	101,30	8,40	0,70	0,10	0,04	0,02	**202,10**
Services aux entreprises	201,50	138,00	19,90	3,20	0,70	0,29	0,06	**363,60**
Services aux particuliers	267,30	142,00	9,20	1,40	0,20	0,06	0,01	**420,20**
Total	**1.157,70**	**985,90**	**142,40**	**22,30**	**4,00**	**1,67**	**0,33**	**2.314,30**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1.999	2.000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1993 (r)								
Industries agricoles et alimentaires	24,10	50,30	6,60	1,60	0,32	0,07	—	**83,00**
Autres industries	95,40	99,10	39,70	10,16	2,21	0,89	0,08	**247,55**
Construction	163,00	154,00	24,40	3,20	0,36	0,07	—	**345,04**
Commerce et réparations	366,90	361,40	48,70	6,10	0,76	0,12	0,01	**783,98**
Transports et télécommunications	62,70	40,40	12,60	2,60	0,41	0,15	0,01	**118,88**
Hôtels et restaurants	113,00	110,10	13,40	1,20	0,09	0,02	—	**237,81**
Services aux entreprises	230,10	161,20	27,30	5,10	0,97	0,28	0,01	**424,96**
Services aux particuliers	290,60	167,20	17,50	4,00	0,35	0,06	0,01	**479,72**
Total	**1.345,80**	**1.143,70**	**190,20**	**33,96**	**5,48**	**1,67**	**0,13**	**2.720,94**
Situation au 1er janvier 1994								
Industries agricoles et alimentaires	23,90	49,60	6,60	1,60	0,32	0,06	—	**82,08**
Autres industries	92,80	96,50	38,80	9,80	2,23	0,87	0,08	**241,08**
Construction	154,20	147,90	23,50	3,00	0,34	0,07	—	**329,01**
Commerce et réparations	355,60	358,30	47,90	6,00	0,77	0,11	—	**768,68**
Transports et télécommunications	59,40	38,60	12,10	2,60	0,40	0,13	0,01	**113,25**
Hôtels et restaurants	105,40	110,90	13,30	1,20	0,08	0,02	—	**230,91**
Services aux entreprises	227,90	160,90	28,20	5,70	1,00	0,22	0,02	**423,94**
Services aux particuliers	279,90	168,70	18,00	4,10	0,36	0,06	—	**471,13**
Total	**1.299,10**	**1.131,40**	**188,40**	**34,00**	5,50	**1,55**	**0,12**	**2.660,07**
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	23,20	50,10	6,40	1,50	0,30	0,07	—	**81,57**
Autres industries	91,20	98,60	37,40	9,20	2,10	0,85	0,07	**239,42**
Construction	150,40	152,90	22,90	2,80	0,29	0,06	—	**329,35**
Commerce et réparations	352,50	369,00	46,60	5,80	0,70	0,11	—	**774,71**
Transports et télécommunications	59,40	39,60	12,10	2,50	0,40	0,13	0,01	**114,14**
Hôtels et restaurants	102,00	117,60	13,00	1,20	0,07	0,02	—	**233,89**
Services aux entreprises	236,70	167,00	27,50	5,60	1,00	0,23	0,05	**438,08**
Services aux particuliers	289,00	178,10	17,90	3,90	0,37	0,05	—	**489,32**
Total	**1.304,40**	**1.172,90**	**183,80**	**32,50**	5,23	**1,52**	**0,14**	**2.700,49**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

Activités	Personnes physiques				Personnes morales			Total
	Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales	Sociétés de fait	
Situation au 1er janvier 1993 (r)								
Industries agricoles et alimentaires	47,00	2,20	3,40	0,40	19,30	2,30	0,70	**75,30**
Autres industries	26,00	6,80	51,30	2,00	117,30	0,50	2,10	**206,00**
Construction	43,00	5,10	191,20	1,50	84,30	0,40	7,10	**332,60**
Commerce et réparations	88,70	251,10	21,80	26,10	257,60	3,10	6,60	**655,00**
Transports et communications	5,70	29,10	24,30	1,30	32,10	0,70	0,50	**93,70**
Hôtels et restaurants	9,70	125,50	0,50	1,50	59,80	0,10	3,70	**200,80**
Services aux entreprises	6,10	29,30	12,90	102,70	170,40	17,90	4,10	**343,40**
Services aux particuliers	40,90	17,20	28,00	263,10	44,60	7,00	8,00	**408,80**
Total	**267,10**	**466,30**	**333,40**	**398,60**	**785,40**	**32,00**	**32,80**	**2.315,60**
Situation au 1er janvier 1994								
Industries agricoles et alimentaires	45,20	2,10	3,50	0,40	19,90	2,30	0,70	**74,10**
Autres industries	23,90	5,60	48,60	1,90	117,40	0,40	1,80	**199,60**
Construction	38,50	4,00	180,60	1,30	85,90	0,40	6,30	**317,00**
Commerce et réparations	85,10	236,50	20,60	25,10	265,10	3,10	6,00	**641,50**
Transports et communications	5,40	27,30	23,90	1,30	32,80	0,70	0,40	**91,80**
Hôtels et restaurants	9,60	121,20	0,30	1,40	64,20	0,10	3,30	**200,10**
Services aux entreprises	5,70	26,10	12,40	102,50	177,80	18,40	4,00	**346,90**
Services aux paticuliers	40,50	16,20	25,70	263,90	47,50	7,30	8,00	**409,10**
Total	**253,90**	**439,00**	**315,60**	**397,80**	**810,60**	**32,70**	**30,50**	**2.280,10**
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	44,00	2,20	3,70	0,30	20,50	2,20	0,70	**73,60**
Autres industries	22,80	5,20	48,40	2,00	117,90	0,40	1,60	**198,30**
Construction	35,80	3,60	181,90	1,20	88,90	0,30	5,70	**317,40**
Commerce et réparations	83,50	234,40	20,40	25,00	276,40	2,90	5,30	**647,90**
Transports et communications	5,30	26,80	24,00	1,30	32,80	0,60	0,30	**91,10**
Hôtels et restaurants	9,70	119,50	0,20	1,40	68,20	0,10	3,10	**202,20**
Services aux entreprises	5,80	26,80	13,00	107,40	188,30	18,50	3,80	**363,60**
Services aux paticuliers	40,60	16,10	26,40	271,90	49,80	7,40	8,00	**420,20**
Total	**247,50**	**434,60**	**318,00**	**410,50**	**842,80**	**32,40**	**28,50**	**2.314,30**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité	1990	1991	1992	1993	1994
Créations totales					
Industries agricoles et alimentaires	7.273	6.552	6.353	6.570	7.359
Autres industries	23.629	20.618	20.120	18.629	19.691
Construction	43.565	39.888	36.700	33.587	37.745
Commerce et réparations	91.813	83.282	83.500	87.801	93.977
Transports et communications	12.827	11.627	11.454	10.392	11.143
Hôtels et restaurants	34.037	31.189	31.127	31.043	32.147
Services aux entreprises	56.335	51.138	48.703	47.962	51.626
Services aux particuliers	39.416	34.682	36.685	37.582	40.497
Total	**308.895**	**278.976**	**274.642**	**273.566**	**294.185**
Créations nouvelles					
Industries agricoles et alimentaires	2.491	2.141	2.178	2.203	2.485
Autres industries	17.087	14.552	13.955	12.638	13.583
Construction	31.233	27.735	23.982	20.797	23.605
Commerce et réparations	55.134	49.655	49.300	53.736	57.614
Transports et communications	9.863	8.822	8.335	7.352	7.979
Hôtels et restaurants	8.310	7.648	8.107	8.724	8.628
Services aux entreprises	48.843	43.781	41.041	39.511	42.359
Services aux particuliers	28.330	24.433	25.798	26.036	27.569
Total	**201.291**	**178.767**	**172.696**	**170.997**	**183.822**
Reprises					
Industries agricoles et alimentaires	3.248	3.025	2.761	2.883	3.145
Autres industries	3.559	3.295	3.184	3.109	2.994
Construction	3.921	3.979	4.099	3.804	3.642
Commerce et réparations	20.460	17.778	17.527	16.544	17.094
Transports et communications	1.017	871	930	918	850
Hôtels et restaurants	17.623	15.846	15.213	14.472	15.298
Services aux entreprises	1.781	1.652	1.845	1.965	1.912
Services aux particuliers	4.663	4.278	4.394	4.422	4.728
Total	**56.272**	**50.724**	**49.953**	**48.117**	**49.663**
Réactivations					
Industries agricoles et alimentaires	1.595	1.386	1.414	1.484	1.729
Autres industries	2.983	2.771	2.981	2.866	3.114
Construction	8.411	8.174	8.619	8.971	10.498
Commerce et réparations	16.219	15.849	16.673	17.517	19.269
Transports et communications	1.947	1.934	2.189	2.122	2.314
Hôtels et restaurants	8.104	7.695	7.807	7.846	8.221
Services aux entreprises	5.711	5.705	5.817	6.479	7.355
Services aux particuliers	6.423	5.971	6.493	7.122	8.200
Total	**51.393**	**49.485**	**51.993**	**54.407**	**60.700**

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique

Année 1994

Source : INSEE (SIRENE) *Unité :* Entreprise

Activité	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	**Total**
	Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	3.522	616	1.034	36	2.013	28	110	**7.359**
Autres industries	1.376	738	6.673	455	10.298	34	117	**19.691**
Construction	1.090	302	25.040	71	10.807	25	410	**37.745**
Commerce et réparations	5.816	43.255	2.672	8.580	32.965	152	537	**93.977**
Transports et communications	228	5.042	2.154	190	3.466	37	26	**11.143**
Hôtels et restaurants	1.120	20.732	—	261	9.458	40	536	**32.147**
Services aux entreprises	498	5.545	2.723	17.814	23.583	1.146	317	**51.626**
Services aux particuliers	1.988	3.481	3.661	24.010	6.348	415	594	**40.497**
Total	**15.638**	**79.711**	**43.957**	**51.417**	**98.938**	**1.877**	**2.647**	**294.185**

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES (1)	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
Industrie		**7.428**	**8.281**	**9.443**	**10.078**	**8.746**
Agro-alimentaire	EB	1.438	1.383	1.478	1.450	1.510
Biens intermédiaires et énergie	EF + EG	*r* 1.854	2.210	2.583	2.820	2.175
Biens d'équipement	EE	*r* 1.329	1.540	1.861	2.230	1.775
Biens de consommation	EC	*r* 2.807	3.148	3.520	3.578	3.286
Construction	EH	*r* 10.182	10.768	11.506	11.689	10.289
Commerce (2)	EJ	*r* 15.013	15.915	16.743	16.786	16.181
Transports	EK	2.126	2.311	2.398	2.618	2.387
Immobilier	EM	1.375	1.986	2.632	3.259	3.447
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	4.848	5.823	6.964	7.392	6.827
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	6.685	7.405	7.874	8.660	8.746

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon les régimes d'imposition et la forme juridique

Année 1992

Source : INSEE (SUSE)

Unité : million de Francs.

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (1)
Bénéfice réel normal :			
Personnes physiques	124.517	419.315	354.373
Sociétés en participation	2.556	2.723	32.709
Sociétés en nom collectif	16.052	388.431	690.287
SARL	288.785	2.203.980	1.619.798
SA	141.651	7.085.980	8.640.804
Autres formes juridiques	34.668	1.478.377	1.344.559
Régime simplifié :			
Personnes physiques	671.813	543.687	397.257
Sociétés en participation	575	381	297
Sociétés en nom collectif	8.432	8.767	6.658
SARL	137.275	293.115	127.832
SA	3.356	6.769	2.929
Autres formes juridiques	24.582	18.427	14.882
Forfaits	193.959	—	32.152
Total BIC (2)	**1.648.221**	**12.449.952**	**13.264.537**
Bénéfices non commerciaux :			
Personnes physiques	371.575	252.957	194.012
Sociétés civiles	13.278	76.746	39.481
Autres formes juridiques	10.338	13.447	7.645
Total BNC (2)	**395.191**	**343.150**	**241.138**

(1) Chiffre d'affaires hors taxes.
(2) Bénéfice industriel et commercial et bénéfice non commercial.

TABLEAU G.02-10

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1992

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NAP	Nombre d'entreprises				Effectif total (1)			
		Régime d'imposition			Total	Régime d'imposition			Total
		BRN	RSI	FORF		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	U 01	6.603	16.920	6.234	**29.757**	73.741	28.996	6.234	**108.971**
Industries agricoles et alimentaires	U 02	13.766	33.636	3.608	**51.010**	470.909	104.863	3.608	**579.380**
Energie	U 03	831	486	46	**1.363**	243.455	485	46	**243.986**
Industrie des biens intermédiaires	U 04	25.016	13.093	1.998	**40.107**	1.107.177	28.484	1.998	**1.137.659**
Biens d'équipement professionnels	U 05A	19.528	13.988	923	**34.439**	983.511	28.855	923	**1.013.289**
Biens d'équipement ménagers	U 05B	441	240	20	**701**	53.599	359	20	**53.978**
Matériel de transport terrestre	U 05C	1.672	708	51	**2.431**	354.657	1.476	51	**356.184**
Biens de consommation courante	U 06	34.245	33.843	7.146	**75.234**	988.651	65.027	7.146	**1.060.824**
Bâtiment, génie civil et agricole	U 07	57.479	174.564	34.271	**266.314**	1.035.631	369.173	34.271	**1.439.075**
Commerce	U 08	174.901	198.579	54.829	**428.309**	1.996.925	311.333	54.829	**2.363.087**
Transports et télécommunication	U 09	26.656	38.766	8.659	**74.081**	1.299.360	51.214	8.659	**1.359.233**
Services marchands	U 10	208.372	256.391	53.259	**518.022**	2.412.456	501.812	53.259	**2.967.527**
Location et crédit bail immobiliers	U 11	21.139	60.654	17.391	**99.184**	106.087	63.637	17.391	**187.115**
Services non marchands	U 14	1.547	1.062	40	**2.649**	24.642	1.634	40	**26.316**
Non déterminé		16.035	3.103	5.484	**24.622**	557.575	3.159	5.484	**566.218**
Total		**608.231**	**846.033**	**193.959**	**1.648.223**	**11.708.376**	**1.560.507**	**193.959**	**13.462.842**
Exercice 1991		**573.561**	**801.740**	**241.554**	**1.616.855**	**11.612.675**	**1.517.404**	**241.554**	**13.371.633**
Exercice 1990		**568.814**	**785.499**	**306.357**	**1.660.670**	**11.590.012**	**1.486.992**	**306.357**	**13.383.361**

(1) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels.
(2) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.

TABLEAU G.02-10 (suite et fin)

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1992

Source : INSEE (SUSE)

Unité : million de francs

Secteur	Code NAP	Chiffre d'affaires (HT)			
		Régime d'imposition			Total
		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	U 01	51.172	8.478	550	**60.200**
Industries agricoles et alimentaires	U 02	759.485	33.743	879	**794.107**
Energie	U 03	530.399	201	4	**530.604**
Industrie des biens intermédiaires	U 04	989.043	10.269	345	**999.657**
Biens d'équipement professionnels	U 05A	876.867	10.932	152	**887.951**
Biens d'équipement ménagers	U 05B	57.115	176	3	**57.294**
Matériel de transport terrestre	U 05C	483.830	587	9	**484.426**
Biens de consommation courante	U 06	838.434	19.780	1.063	**859.277**
Bâtiment, génie civil et agricole	U 07	631.310	113.302	6.563	**751.175**
Commerce	U 08	3.599.837	170.808	10.679	**3.781.324**
Transports et télécommunication	U 09	738.274	14.461	969	**753.704**
Services marchands	U 10	1.909.606	156.211	9.437	**2.075.254**
Location et crédit bail immobiliers	U 11	156.725	9.828	907	**167.460**
Services non marchands	U 14	12.869	436	5	**13.310**
Non déterminé		1.047.595	643	589	**1.048.827**
Total		**12.682.561**	**549.855**	**32.154**	**13.264.570**
Exercice 1991		**12.060.322**	**525.410**	**44.853**	**12.624.220**
Exercice 1990		**11.567.065**	**507.867**	**52.409**	**12.119.785**

(1) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant la taille de l'effectif et quelques critères

Année 1992

Source : INSEE (SUSE)

Unité : million de francs

Tranche d'effectifs	Nombre d' entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation
0	126.229	—	482.594	185.031	46.258
1	59.342	59.342	108.637	8.429	8.621
2 à 4	144.179	420.335	481.462	19.416	34.330
5 à 9	133.612	902.337	825.681	33.738	58.495
10 à 19	62.838	859.359	808.312	34.077	60.672
20 à 49	55.046	1.718.141	1.727.762	70.973	167.749
50 à 99	13.632	956.554	992.619	48.728	99.329
100 à 199	7.239	1.000.835	1.108.262	55.003	135.019
200 à 499	3.970	1.201.613	1.250.901	75.244	204.515
500 à 999	1.235	853.564	964.595	64.018	142.576
1.000 à 1.999	550	765.303	921.234	60.385	179.927
2.000 à 4.999	261	792.133	1.020.624	59.242	191.976
5.000 à 9.999	54	354.191	492.551	25.873	60.789
10.000 à 19.999	21	281.952	285.386	16.845	69.471
20.000 à 49.999	18	575.899	652.331	61.448	138.289
50.000 et plus	5	837.355	559.611	98.977	82.042
Total	**608.231**	**11.578.913**	**12.682.562**	**917.425**	**1.680.058**

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1992

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	454.917	4.707.256
Production vendue de biens	950.907	4.127.623
Production vendue de services	274.234	3.833.319
Chiffre d'affaires net	**1.680.058**	**12.668.198**
Production stockée		13.914
Production immobilisée		75.539
Subventions d'exploitation		62.909
Reprises et transferts de charges		382.882
Autres produits		219.658
Total des produits d'exploitation		**13.423.100**
Charges		
Achats de marchandises		3.686.928
Variations de stock (marchandises)		6.587
Achats matières premières, autres approvisionnements		2.054.011
Variations de stock (matières premières, autres)		4.175
Autres achats et charges externes		3.124.798
Impôts, taxes et versements assimilés		312.077
Salaires et traitements		1.650.966
Charges sociales		732.467
Immobilisations : dotation amortissements		529.575
Immobilisations : dotation aux provisions		21.266
Actif circulant : dotation aux provisions		142.794
Risques, charges : dotation aux provisions		478.218
Autres charges		194.346
Total des charges d'exploitation		**12.938.208**
Résultat d'exploitation		**484.892**
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		20.301
Perte supportée ou bénéfice transféré		18.773

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	306.106
Produits des autres valeurs	841.726
Autres intérêts et produits assimilés	487.656
Reprises provisions, transferts charges	67.265
Différences positives de change	112.930
Produits nets sur cessions de valeurs	88.325
Total des produits financiers	**1.904.008**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	181.807
Intérêts et charges assimilées	1.774.711
Différences négatives de change	118.391
Charges nettes sur cessions de valeurs	45.275
Total des charges financières	**2.120.184**
Résultat financier	−216.176
Résultat courant avant impôts	270.244
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	110.618
Produits exceptionnels sur opération en capital	545.540
Reprises provisions, transferts charges	114.658
Total des produits exceptionnels	**770.816**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	122.796
Charges exceptionnelles sur opération en capital	425.152
Dotations aux amortissements, provisions	167.467
Total des charges exceptionnelles	**715.415**
Résultat exceptionnel	55.401
Participation des salariés	19.038
Impôts sur les bénéfices	115.116
Total des produits	**16.118.225**
Total des charges	**15.926.734**
Bénéfice ou perte	**191.491**

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1992

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	12.598	
Immobilisations :		
Fond commercial	204.937	10.802
Autres incorporelles	229.316	117.845
Immobilisations corporelles	5.973.321	2.406.601
Immobilisations financières	15.610.148	522.612
Total	**22.017.722**	**3.057.860**
Actif circulant :		
Stocks :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1.127.820	61.517
Stocks marchandises	580.268	30.552
Avances, acomptes sur commandes	81.263	237
Clients et comptes rattachés	2.393.679	137.504
Autres créances	2.444.591	30.680
Valeurs mobilières de placement	2.350.090	14.818
Disponibilités	2.462.104	216
Compte de régularisation :		
Charges constatées d'avance	799.954	2.027
Total	**12.239.769**	**277.551**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	113.937	
Primes de remboursement des obligations	29.481	
Ecart de conversion actif	38.961	
Total actif brut	**34.452.468**	
Total général (actif net)	**31.117.057**	

PASSIF	
Capitaux propres :	
Capital social (individuel)	2.235.602
Primes émission, fusion	1.010.878
Ecarts de réévaluation	69.293
Réserves	1.528.853
Report à nouveau	—134.743
Résultat de l'exercice	191.491
Subventions investissement	70.714
Provisions réglementées	171.564
Total	**5.143.652**
Autres fonds propres	390.919
Provisions risques, charges	2.352.513
Dettes :	
Emprunts, dettes assimilées	17.621.558
dont : Concours bancaires courants, soldes créditeurs	2.520.751
Avances, acomptes sur commandes	439.312
Dettes fournisseurs	1.710.212
Autres dettes	2.520.662
Compte de régularisation :	
Produits constatés d'avance	891.149
Total	**23.182.893**
Ecarts de conversion passif	47.080
Total général	**31.117.057**

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1993

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Numéros de la NAP	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Production de combustibles, minéraux solides, cokéfaction	04	26	19.371	6.818
Production de pétrole et de gaz naturel	05	142	32.084	230.656
Production et distribution d'électricité	06	833	124.385	193.136
Distribution de gaz	07	65	27.978	51.561
Distribution d'eau et chauffage urbain	08	297	39.870	48.354
Extraction et préparation de minerai de fer	09	9	15	11
Sidérurgie	10	55	48.215	62.996
Première transformation de l'acier	11	316	28.032	25.139
Extraction et préparation de minerais non ferreux	12	26	791	731
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	13	335	43.363	76.303
Production de minéraux divers	14	268	10.320	7.814
Production de matériaux de construction et de céramique	15	7.525	123.661	107.666
Industrie du verre	16	1.146	54.678	38.516
Industrie chimique de base	17	1.146	104.552	186.082
Parachimie	18	1.762	113.961	159.143
Industrie pharmaceutique	19	595	82.239	130.673
Fonderie	20	570	44.432	24.954
Travail des métaux	21	22.312	337.768	200.786
Fabrication de machines agricoles	22	3.477	26.115	22.577
Fabrication de machines-outils	23	1.595	38.552	24.173
Production d'équipement industriel	24	9.498	223.847	165.954
Fabrication de matériel de manutention	25	1.351	50.570	45.329
Industrie de l'armement	26	24	4.300	4.192
Fabrication de machines de bureaux	27	900	59.004	82.829
Fabrication de matériel électrique	28	4.435	197.006	155.460
Fabrication de matériel électronique	29	5.241	219.211	194.549
Fabrication d'équipement ménager	30	323	38.276	30.525
Construction de véhicules automobiles	31	2.431	355.486	484.373
Construction navale	32	654	12.817	11.223
Construction aéronautique	33	364	108.799	158.882
Fabrication d'instruments et matériels de précision	34	7.278	75.527	48.544
Industries de la viande	35	3.026	107.625	165.991
Industrie laitière	36	1.143	71.641	166.154
Fabrication de conserves	37	1.254	46.657	49.328
Boulangerie, pâtisserie	38	39.550	143.766	63.627
Travail du grain	39	2.233	55.101	111.575
Fabrication de produits alimentaires divers	40	2.164	62.910	106.787
Fabrication de boissons et alcools	41	1.631	48.289	90.702
Transformation du tabac	42	9	5.904	39.753
Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques	43	21	3.980	3.432
Industrie textile	44	5.496	168.999	115.232
Industrie du cuir	45	2.080	23.986	13.746
Industrie de la chaussure	46	756	40.710	21.186
Industrie de l'habillement	47	11.446	137.509	76.468
Travail mécanique du bois	48	7.436	83.892	55.607
Industrie de l'ameublement	49	16.878	84.503	47.622
Industrie du papier et du carton	50	1.627	108.663	108.495
Imprimerie, presse, édition	51	19.016	209.736	184.477
Industrie du caoutchouc	52	710	79.840	50.061
Transformation des matières plastiques	53	4.041	135.829	105.451
Industries diverses	54	9.769	79.050	51.217

NB.— Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1993

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Numéros de la NAP	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Production de combustibles, minéraux solides, cokéfaction	04	93	100	99	100
Production de pétrole et de gaz naturel	05	67	98	65	96
Production et distribution d'électricité	06	96	96	96	96
Distribution de gaz	07	99	100	98	98
Distribution d'eau et chauffage urbain	08	50	88	50	85
Extraction et préparation de minerai de fer	09	100	100	100	100
Sidérurgie	10	71	98	65	99
Première transformation de l'acier	11	28	78	31	82
Extraction et préparation de minerais non ferreux	12	93	100	88	99
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	13	46	90	45	90
Production de minéraux divers	14	52	85	59	83
Production de matériaux de construction et de céramique	15	12	38	7	26
Industrie du verre	16	37	77	33	79
Industrie chimique de base	17	31	73	35	69
Parachimie	18	14	66	16	55
Industrie pharmaceutique	19	12	71	9	66
Fonderie	20	28	71	20	67
Travail des métaux	21	4	9	4	5
Fabrication de machines agricoles	22	24	46	16	40
Fabrication de machines-outils	23	13	49	9	48
Production d'équipement industriel	24	8	24	5	17
Fabrication de matériel de manutention	25	23	56	17	49
Industrie de l'armement	26	67	100	75	98
Fabrication de machines de bureaux	27	75	90	69	84
Fabrication de matériel électrique	28	26	60	22	48
Fabrication de matériel électronique	29	26	65	21	51
Fabrication d'équipement ménager	30	36	92	39	94
Construction de véhicules automobiles	31	59	80	45	70
Construction navale	32	60	79	46	74
Construction aéronautique	33	65	95	54	91
Fabrication d'instruments et matériels de précision	34	15	39	14	35
Industries de la viande	35	8	44	6	29
Industrie laitière	36	13	64	16	63
Fabrication de conserves	37	18	57	15	61
Boulangerie, pâtisserie	38	5	8	4	6
Travail du grain	39	16	51	13	43
Fabrication de produits alimentaires divers	40	23	71	19	61
Fabrication de boissons et alcools	41	18	78	22	65
Transformation du tabac	42	100	100	99	99
Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques	43	91	99	87	100
Industrie textile	44	7	23	9	17
Industrie du cuir	45	22	53	17	38
Industrie de la chaussure	46	31	69	15	65
Industrie de l'habillement	47	4	17	4	8
Travail mécanique du bois	48	9	15	5	9
Industrie de l'ameublement	49	7	27	5	17
Industrie du papier et du carton	50	11	51	10	36
Imprimerie, presse, édition	51	6	21	4	16
Industrie du caoutchouc	52	49	82	51	80
Transformation des matières plastiques	53	6	25	7	19
Industries diverses	54	7	30	5	27

NB.— Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1993

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Numéros de la NAP	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Bâtiment, génie civil et agricole				
Industrie de mise en oeuvre du bâtiment, génie civil	55	266.314	1.237.000	732.369
Transports				
Transports ferroviaires	68	40	198.926	55.751
Transports routiers	69	64.501	380.205	194.182
Navigation intérieure	70	1.424	2.038	1.787
Transports maritimes et navigation côtière	71	532	14.768	26.419
Transports aériens	72	299	57.631	66.310
Activités annexes des transports	73	1.280	46.381	45.962
Auxiliaires de transport et agences de voyage	74	5.483	143.488	148.179
Postes et télécommunications	75	522	466.365	209.418
Holdings				
Holdings	76	10.339	36.641	96.738
Services				
Récupération	56	3.778	18.541	21.148
Réparation et commerce automobile	65	61.667	305.567	471.438
Réparations diverses	66	15.184	21.796	11.248
Hôtels, cafés, restaurants	67	160.714	474.600	207.715
Etudes, conseil et assistance	77	78.240	984.491	595.022
Auxiliaires financiers d'assurances	78	9.442	40.174	50.623
Promoteurs et sociétés immobilières	79	53.438	89.089	175.840
Location et crédit-bail mobiliers	80	14.355	55.616	136.655
Recherche	83	531	15.330	13.030
Services récréatifs, culturels, sportifs	86	15.315	103.591	120.910
Commerce				
Commerce de gros alimentaire	57	24.610	234.749	897.256
Commerce de gros non alimentaire	58	24.708	252.848	505.291
Commerce de gros interindustriel	59	30.800	375.013	720.250
Intermédiaires du commerce	60	9.990	53.677	187.822
Commerce de détail, alimentation, grande surface	61	4.228	381.307	623.990
Commerce de détail alimentaire de proximité	62	100.454	155.615	174.226
Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	63	2.274	56.543	63.079
Commerce de détail non alimentaire spécialisé	64	231.245	587.611	594.193
Assurances, banques				
Assurances	88	667	117.961	480.290
Banques	89	7.386	414.352	541.981

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1993

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Numéros de la NAP	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en%		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Bâtiment, génie civil et agricole					
Industrie de mise en oeuvre du bâtiment, génie civil	55	4	7	4	5
Transports					
Transports ferroviaires	68	99	99	100	100
Transports routiers	69	10	10	13	14
Navigation intérieure	70	54	78	50	80
Transports maritimes et navigation côtière	71	47	95	54	93
Transports aériens	72	84	95	88	96
Activités annexes des transports	73	39	76	31	70
Auxiliaires de transport et agences de voyage	74	11	36	12	38
Postes et télécommunications	75	97	99	98	98
Holdings					
Holdings	76	51	66	13	29
Services					
Récupération	56	9	33	5	16
Réparation et commerce automobile	65	9	15	2	2
Réparations diverses	66	6	8	10	14
Hôtels, cafés, restaurants	67	4	11	5	14
Etudes, conseil et assistance	77	4	9	13	14
Auxiliaires financiers d'assurances	78	17	48	20	33
Promoteurs et sociétés immobilières	79	6	14	4	4
Location et crédit-bail mobiliers	80	17	59	11	42
Recherche	83	29	82	31	79
Services récréatifs, culturels, sportifs	86	43	59	22	34
Commerce					
Commerce de gros alimentaire	57	4	17	4	7
Commerce de gros non alimentaire	58	12	16	5	7
Commerce de gros interindustriel	59	4	10	4	4
Intermédiaires du commerce	60	14	56	7	30
Commerce de détail, alimentation, grande surface	61	21	55	20	53
Commerce de détail alimentaire de proximité	62	4	7	4	6
Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	63	40	79	43	80
Commerce de détail non alimentaire spécialisé	64	4	7	4	5
Assurances, banques					
Assurances	88	19	79	27	79
Banques	89	52	80	32	56

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et les transports

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1985

Secteur d'activité	Numéros de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
Activités industrielles	**04 à 54**	**120**	**124**	**126**	**127**	**124**
Combustibles minéraux solides	04	72	60	62	50	58
Pétrole et gaz naturel	05	67	72	74	68	69
dont : Produits pétroliers raffinés	05 B	67	73	74	67	69
Production et distribution d'électricité	06	116	122	138	150	164
Distribution de gaz	07	76	79	94	98	95
Distribution d'eau et de chauffage urbain	08	132	146	158	173	191
Sidérurgie	10	87	77	71	66	57
Première transformation de l'acier	11	121	115	112	103	89
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	13	130	116	103	104	94
Production de minéraux divers	14	101	104	109	106	103
Matériaux de construction et de céramique	15	137	148	155	148	142
Industrie du verre	16	124	128	127	128	120
Industrie chimique de base	17	111	111	112	111	110
Chimie minérale	17 A	105	110	113	105	100
Chimie organique	17 B	114	111	112	113	113
Parachimie	18	132	139	145	150	152
Industrie pharmaceutique	19	146	150	163	175	183
Fonderie	20	126	127	123	121	113
Travail de métaux	21	139	149	147	145	137
Production de machines agricoles	22	119	122	110	102	102
Fabrication de machines-outils	23	134	141	133	127	107
Production d'équipement industriel	24	127	138	139	137	129
Matériel de manutention et de génie civil	25	135	146	135	127	116
Machines de bureau et matériel informatique	27	121	121	120	114	90
Fabrication de matériel électrique	28	129	140	142	146	144
Matériel électronique professionnel	29 A	131	140	134	134	133
Matériel électronique ménager	29 B	145	163	155	166	158
Fabrication d'équipement ménager	30	125	129	136	140	137
Construction automobile	31	151	155	154	162	147
Construction aéronautique	33	138	144	161	145	145
Instruments et matériel de précision	34	137	142	144	145	146
Industrie de la viande	35	120	124	128	138	133
Industrie laitière	36	115	113	113	117	116
Fabrication de conserves	37	122	128	138	139	144
Travail du grain	39	116	116	121	125	127
Produits alimentaires divers	40	103	100	106	110	114
Fabrication de boissons et alcools	41	141	150	157	157	158
Fils et fibres synthétiques et artificiels	43	92	80	72	72	47
Industrie textile	44	110	113	112	112	107
Matières textiles naturelles préparées	44 A	100	95	91	89	83
Ouvrages textiles en filés	44 B	115	121	122	123	119
Industrie du cuir	45	117	119	106	107	101
Industrie de la chaussure	46	95	102	106	99	96
Industrie de l'habillement	47	115	119	119	120	119
Travail mécanique du bois	48	131	141	141	140	137
Industrie de l'ameublement	49	130	135	137	138	138
Industrie du papier et du carton	50	131	134	134	133	125
Imprimerie, presse, édition	51	141	151	152	153	151
Industrie du caoutchouc	52	122	123	126	130	124
Transformation des matières plastiques	53	141	151	156	159	155
Industries diverses	54	127	132	133	139	139
Bâtiment et travaux publics (BTP)	**55**	**142**	**151**	**159**	**160**	**155**
Industries de travaux publics	55 A	145	151	163	168	164
Industrie du bâtiment	55 B	140	151	158	156	151
Activités industrielles et BTP. Ensemble	**04 à 55**	**122**	**126**	**129**	**130**	**126**
Transports	**68 à 74**	**124**	**131**	**136**	**141**	**145**
dont : Transports routiers et urbains	69	128	139	147	153	155
Transports routiers de marchandises	69 A	133	144	155	157	159
Autres transports	69 B	122	132	138	148	151
Navigation intérieure	70	130	138	142	144	139
Transports maritimes	71	113	109	117	115	104
Transports aériens	72	127	139	147	148	149
Services annexes des transports	73	119	129	139	148	151
Auxiliaires de transports	74	133	138	140	145	136

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires. Commerce (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Secteur d'activité	Numéros de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
Commerce :	**57 à 64**					
Commerce de gros	**57 à 59**	**123**	**127**	**127**	**127**	**127**
Commerce de gros alimentaire	57	117	119	120	122	120
Commerce de gros lié à l'agriculture	5701, 5702	113	113	112	115	111
Commerce de gros des viandes	5704	117	117	120	122	121
Commerce de gros des produits frais	5703 5705 à 5707	114	118	122	117	118
Commerce de gros de boissons	5708, 5709	121	127	126	129	127
Commerce de gros d'épicerie et de produits divers	5710, 5711	123	128	131	136	132
Commerce de gros non alimentaire	58	135	142	144	147	149
Commerce de gros de matériel d'équipement	5801 à 5804	137	143	141	142	144
Commerce de gros de textile, habillement, chaussures	5805, 5806	122	128	127	127	123
Commerce de gros de produits de la chimie et parachimie	5807 à 5809	140	149	157	165	173
Commerce de gros de produits divers	5810 à 5812	136	144	149	151	153
Commerce de gros inter-industriel	59	125	129	126	122	123
Commerce de gros de produits énergétiques, minerais	5903, 5904	99	105	110	107	120
Commerce de gros de matières premières et biens intermédiaires	5901, 5902 5905 à 5908 5914	*r* 137	134	128	124	120
Commerce de gros de biens d'équipement et fournitures diverses	5909 à 5913	*r* 139	143	137	133	130
Commerce de détail	**61 à 64**	106	112	115	117	120
Commerce de détail alimentaire	61, 62	107	111	115	119	121
Alimentaire grande surface, concentré	61, 6221, 6222, 6230	107	113	118	123	126
Magasins populaires	6102	105	109	111	109	109
Supermarchés et hypermarchés	6101, 6103	108	113	119	124	128
Succursales ou coopérateurs	6221, 6222, 6230	105	107	110	104	95
Alimentaire petite surface, spécialisée	6211, 6212, 6241 à 6246	104	107	107	107	105
Alimentaire petite surface non spécialisé	6211, 6212	102	104	104	102	99
Alimentaire spécialisé hors commerce de viande	6241, 6242 6244 à 6246	105	112	115	116	116
Boucheries, charcuteries	6243	105	106	104	103	101
Commerce de détail non alimentaire	63, 64	106	112	115	116	118
Non alimentaire non spécialisé	63	105	109	110	113	113
Grands magasins	6301	104	108	108	109	104
Vente par correspondance	6304	104	107	111	117	123
Autre commerce non alimentaire non spécialisé	6302, 6303, 6305	107	113	112	114	115
Non alimentaire spécialisé	64	106	112	115	116	119
Equipement de la personne	6411 à 6414	105	109	111	112	111
Entretien et équipement du foyer	6421 à 6425	106	111	111	111	112
Pharmacies	6430	108	112	119	122	133
Hygiène, culture, loisirs, sports	6440, 6441, 6443, 6444, 6447	109	118	123	128	132
Produits divers	6442,6445, 6446, 6449	107	116	122	117	118

(1) Commerce de gros : base 100 en 1985, commerce de détail : base 100 en 1988.

TABLEAU G.02-15C

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires. Services (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Secteur d'activité	Numéros de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
Services :	**(2) 65 à 87**					
	65, 67					
Services aux ménages	**8701 à 8707**	**108**	**112**	**112**	**116**	**112**
Réparations et commerce de l'automobile	65	108	111	109	113	107
Services aux ménages hors automobile	**67, 8701 à 8707**	**108**	**114**	**118**	**122**	**120**
Hôtels, cafés, restaurants	67	109	115	119	123	120
Restauration	6701	109	114	118	119	117
Cantines, traiteurs	6702, 6703	112	125	138	153	156
Débits de boissons	6704 à 6707	105	110	113	121	119
Hôtellerie	6708, 6709	111	116	118	121	115
Services divers marchands	8701 à 8707	106	111	115	120	122
Blanchisserie, teinturerie	8701, 8702	107	111	117	121	124
Coiffure	8703	105	110	114	119	121
Services funéraires	8705	104	107	113	117	119
Autres services personnels	8704,8706, 8707	109	116	111	125	123
Services aux entreprises	**76, 77, 7901, 7902 7904 à 7906 8001 à 8006 8008,8708 à 8710**	155	169	172	174	172
Prestation temporaire de personnel	7713	254	290	276	278	243
Promoteurs et sociétés immobilières	7901,7902 7904 à 7906	163	172	166	156	155
Promotion immobilière	7901, 7902	151	153	141	121	109
Admin. d'immeubles et d'infrastructure	7904, 7905	158	179	192	201	221
Agences immobilières	7906	179	192	188	182	188
Etudes, conseils, assis. (hors intérim)	7701 à 7712, 7714	145	169	173	175	173
Etudes techniques	7701	134	148	150	149	158
Etudes et travaux informatiques	7703, 7704	159	179	190	194	198
Etudes économiques, conseils en informatique	7702, 7707	142	153	156	156	163
Comptabilité et analyse financière	7709	147	163	176	189	192
Publicité	7710, 7711	152	165	164	164	152
Autres services aux entreprises	7712, 7714	138	152	166	169	171
Location mobilière	8001 à 8006, 8008	167	187	204	222	224
Location de matériel de bureau	8003	146	155	158	191	199
Location de voitures	8004	179	211	243	277	285
Location de biens de consommation	8006	135	148	167	177	177
Autres locations	8001,8002, 8005,8008	181	200	213	212	207
Nettoyage et assainissement	8708 à 8710	128	140	153	167	179
Services de nettoyage	8708	123	132	143	152	158
Enlèvement des ordures, assainissement	8709, 8710	137	155	172	195	220

(1) Services aux ménages : base 1988, services aux entreprises : base 1985
(2) A l'exclusion des classes 68 à 74 : Transports, qui figurent dans le tableau G.02-15A.

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Année 1992

Source : INSEE

Secteur	Le « contour élargi » des groupes		Le « noyau dur » des groupes							Effectif salarié en milliers		
						Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur						
	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	**Total**	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	369	12	250	11	137	**29**	—	27	2	1	9	1
Industries agricoles et alimentaires	1.373	257	1.025	234	348	**244**	1	195	48	8	169	57
Production et distribution d'énergie	240	233	174	230	53	**17**	3	10	4	179	39	11
Industrie des biens intermédiaires	2.905	644	2.282	614	714	**441**	7	288	146	143	318	153
Industrie des biens d'équipement	2.193	964	1.762	929	683	**460**	10	267	183	255	401	273
Industrie des biens de consommation	2.195	386	1.770	362	719	**484**	1	351	132	21	228	112
Bâtiment, génie civil et agricole	1.557	309	1.397	302	224	**120**	—	107	13	1	292	10
Commerce	5.394	687	4.498	655	1.470	**725**	2	567	156	16	534	105
Transports et télécommunications	1.886	970	1.486	946	348	**146**	9	114	23	784	146	17
Services marchands	13.652	878	10.592	825	2.687	**925**	16	763	146	76	587	161
Location et crédit-bail	2.195	16	1.622	11	668	**39**	—	32	7	2	8	—
Assurances	245	96	207	93	76	**41**	5	18	18	37	46	10
Organismes financiers	2.510	369	1.950	363	695	**163**	13	107	43	142	208	14
Services non marchands	188	36	140	34	72	**18**	5	9	4	27	5	2
Activité non déclarée	77	—	61	—	53	**8**	—	—	8	—	—	—
Total	**36.979**	**5.857**	**29.216**	**5.609**	**8.947**	**3.860**	**72**	**2.855**	**933**	**1.692**	**2.990**	**926**

(1) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Année 1992

Source : INSEE

	Nombre de groupes	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (1)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Micro-groupes (2) : 0 à 499 salariés	2.586	379	597	398
Petits groupes : 500 à 1.999 salariés	923	910	1.241	659
Moyens groupes : 2.000 à 9.999 salariés	273	1.093	1.520	1.267
Grands groupes : 10.000 salariés et plus	78	3.225	3.641	4.186
Total	**3.860**	**5.607**	**6.999**	**6.510**

(1) Les ressources élargies sont la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(2) La forte augmentation du nombre de micro-groupes par rapport à 1991 est principalement concentrée dans deux activités : commerce et services marchands. La baisse des capitaux propres et autres fonds propres des micro-groupes est liée à des restructurations d'entreprises dans le secteur des assurances.

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Année 1992

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi »
Nombre d'entreprises	29.216	36.979	79
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	5.608	5.857	96
Ressources élargies :			
Valeur (en milliards de francs)	6.999	7.366	95
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	6.509	6.763	96
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	4.313	4.632	93

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique (1)

Source : INSEE (SIRENE) *Unité :* Millier

Activités	Personnes physiques		Personnes morales		Total
	Artisans commerçants	Artisans	Commerciales	Non commerciales	
Situation au 1er janvier 1993 (r)					
Industries agricoles et alimentaires	47,00	3,40	10,10	0,01	**60,51**
Autres industries	26,00	51,30	48,80	—	**126,10**
Construction	43,00	191,20	54,50	0,01	**288,71**
Commerce et réparations	88,70	21,80	37,30	0,01	**147,81**
Transports et communications	5,70	24,30	2,00	—	**32,00**
Hôtels et restaurants	9,70	0,50	0,40	—	**10,60**
Services aux entreprises	6,10	12,90	9,00	—	**28,00**
Services aux particuliers	40,90	28,00	12,30	—	**81,20**
Total	**267,10**	**333,40**	**174,40**	**0,03**	**774,93**
Situation au 1er janvier 1994					
Industries agricoles et alimentaires	45,20	3,50	10,60	0,01	**59,31**
Autres industries	23,90	48,60	49,70	—	**122,20**
Construction	38,50	180,60	57,10	0,01	**276,21**
Commerce et réparations	85,10	20,60	43,60	0,01	**149,31**
Transports et communications	5,40	23,90	2,10	—	**31,40**
Hôtels et restaurants	9,60	0,30	4,90	—	**14,80**
Services aux entreprises	5,70	12,40	10,50	—	**28,60**
Services aux particuliers	40,50	25,70	13,30	—	**79,50**
Total	**253,90**	**315,60**	**191,80**	**0,03**	**761,33**
Situation au 1er janvier 1995					
Industries agricoles et alimentaires	44,00	3,70	11,00	0,01	**58,71**
Autres industries	22,80	48,40	51,20	—	**122,40**
Construction	35,80	181,90	60,60	0,01	**278,31**
Commerce et réparations	83,50	20,40	48,20	0,01	**152,11**
Transports et communications	5,30	24,00	2,50	—	**31,80**
Hôtels et restaurants	9,70	0,20	5,40	—	**15,30**
Services aux entreprises	5,80	13,00	11,60	—	**30,40**
Services aux particuliers	40,60	26,40	14,20	0,01	**81,21**
Total	**247,50**	**318,00**	**204,70**	**0,04**	**770,24**

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

L'INSEE vous informe 24 h sur 24 :
pour toute la France, le 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
* 2,23 F la minute

LES DISQUETTES DE L'INSEE

LES COMPTES NATIONAUX

SÉRIES RÉTROSPECTIVES SUR 25 ANS

Les comptes nationaux annuels :

Les séries de 1970 à 1994
(sur 1 disquette)

Le tableau des entrées-sorties au niveau 90 de 1977 à 1994
(sur 3 disquettes)

Les comptes de secteurs institutionnels de 1970 à 1994
(sur 1 disquette)

Les équilibres "ressources-emploi"
des produits de niveau fin
(sur 3 disquettes : de 1977 à 1990 et de 1991 à 1994)

Les comptes de patrimoine de 1970 à 1994
(sur 2 disquettes : de 1970 à 1990 et de 1991 à 1994)

Les comptes nationaux trimestriels :
(1500 séries mises à jour chaque trimestre)

Le tableau d'entrée-sortie au niveau 15,
aux prix de l'année 1980 et en valeur
(formule abonnement*)

Le tableau économique d'ensemble,
ainsi que quelques données sur l'emploi
(formule abonnement*)

Ces disquettes* sont en vente dans les directions régionales de l'INSEE
* disquette 3"1/2, format ASCII, lisible sur tableur



25 ans de comptes nationaux annuels

(1) 41 17 37 05 pour plus d'information

1500 séries de comptes nationaux trimestriels*

(1) 41 17 60 48 pour plus d'information

** mises à jour chaque trimestre.*

Formules d'abonnement :
- 4 envois par an : environ 90 jours après la fin du trimestre avec toutes les données du trimestre.
- 8 envois par an : chaque trimestre un premier envoi après 50 jours et un second après 90 jours environ, le premier envoi ne contenant que les données aux prix de 1980.

INSEE

CREATONE

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indicateurs économiques. Production et facteurs de production.
2. Contributions à la croissance du PIB.
3. Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production.
4. Les coûts, les prix.
5. Comptes des secteurs institutionnels.
6. Échanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité.
7. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre a pour objectif de donner une vision d'ensemble des grandes évolutions macro-économiques sur 20 ans. On a rassemblé dans ce chapitre des données et ratios de la comptabilité nationale, en complément au chapitre G.01, ainsi que des indicateurs économiques et sociaux concernant notamment la population, l'emploi, les salaires, les prix, et quelques indicateurs financiers et monétaires. Nous avons choisi de rassembler des séries « classiques » qu'il est en principe possible de suivre sur longue période. En général, on trouve ces indicateurs dans d'autres chapitres dont nous indiquons la référence en note pour les lecteurs qui souhaitent une information plus importante sur la méthodologie et les définitions.

Ce chapitre constitue ainsi un très bref résumé du volume « Comptes et indicateurs économiques » du Rapport sur les comptes de la Nation 1994.

Nous n'avons pas porté l'ensemble des données annuelles mais nous avons gardé des années de référence qui sont les années de base de la comptabilité nationale (1971, 1980).

Nous ne rappelons pas dans ce chapitre la méthodologie de la Comptabilité nationale qui figure déjà au chapitre G.01. Pour les indices et indicateurs divers, on a indiqué les chapitres de l'Annuaire dans lesquels on peut trouver des précisions supplémentaires.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats et ratios est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Contributions à la croissance du PIB

Dans le tableau « ressources-emplois », on a l'égalité : PIB = somme des emplois finals (consommations finales + FBCF + exportations) — importations.

La contribution d'une composante des emplois finals à la croissance du PIB est le rapport, exprimé en %, de la variation en volume de cette composante entre les années $n-1$ et n à la valeur du PIB à l'année $n-1$. Par construction, la somme algébrique de ces contributions est égale au taux de croissance du PIB entre les années $n-1$ et n.

Productivité

La production résulte de la mise en œuvre de facteurs de production (travail des hommes, capital productif tels que bâtiments et machines). Les différentes mesures de la productivité visent à évaluer la contribution de ces facteurs dans l'accroissement de la production. On calcule plusieurs indicateurs de la productivité : productivité horaire apparente du travail, productivité du capital et productivité totale des facteurs.

On trouvera dans ce chapitre des données concernant la productivité horaire apparente pour l'ensemble de l'économie et par grande branche.

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur). Ce dernier est évalué par la somme des heures travaillées par les salariés, les non-salariés, les inactifs, et les multi-actifs agricoles et le volume d'heures travaillées « au noir ».

La croissance de la productivité horaire apparente du travail résulte souvent d'une plus grande consommation de capital et le qualificatif « apparente » prévient qu'il ne faut pas en attribuer les causes à la seule productivité du travail.

Taux d'utilisation (TU) des facteurs de production

Les taux d'utilisation des capacités de production sont calculés à partir des enquêtes auprès des entreprises. Ils peuvent être interprétés comme un indicateur du degré effectif d'utilisation des équipements ou comme un indicateur de tension.

Ils sont calculés par la formule : TU = 1/ (1 + APAE/ 100) où APAE est la marge de capacité de production disponible avec embauche, évaluée par les entreprises.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Le mouvement économique en France 1949-1979, INSEE, mai 1981.

Rapport sur les comptes de la Nation 1994 : « L'économie française » — édition 1995 — et « Comptes et indicateurs économiques » — *INSEE-Résultats,* n° 396-397-398, juin 1995 — (déjà cité au chapitre G.01);

INSEE-Cadrage : ETC (Extraits et tableaux des comptes de la Nation) 88, ETC 89, ETC 90, ETC 91, ETC 92, ETC 93, ETC 94;

« 20 ans de comptes nationaux 1970-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 27-28.

« Les comptes nationaux trimestriels - séries longues 1970-1993 en base 1980 », *INSEE-Résultats,* n° 352-353, décembre 1994.

* * *

TABLEAU G.03-1

Indicateurs économiques

Production et facteurs de production

Source : INSEE

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	*p* 1994
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB (1) [prix de l'année précédente]										
PIB total	4,9	1,4	2,2	4,3	3,9	2,4	*r* 0,8	*r* 1,2	*r* —1,4	2,6
PIB marchand	5,1	1,4	2,4	4,6	4,5	2,6	*r* 0,4	*r* 0,9	—2,1	2,5
PART DES GRANDES BRANCHES DANS LA VALEUR AJOUTÉE (2) [% par rapport au total, prix courants]										
Agriculture (U 01)	7,2	4,6	3,9	3,6	3,8	3,7	3,3	3,1	2,5	2,6
Industrie (total) [U 02 à U 06]	32,6	29,4	26,7	26,7	26,4	26,2	25,4	25,2	24,5	23,8
dont : industrie manufacturière (U 04 à U 06)	23,8	21,7	19,1	19,3	19,2	19,1	18,1	17,8	16,7	16,7
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	8,4	7,6	5,7	5,9	5,5	5,5	5,7	5,7	5,5	4,9
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	30,4	33,1	36,6	37,1	37,9	38,7	38,7	38,8	38,5	38,3
Locations immobilières (U 11)	6,7	7,1	8,2	8,5	8,6	8,8	9,2	9,4	10,0	10,1
Assurance et organismes financiers (U 12-U 13)	4,2	4,8	6,1	5,8	5,5	4,7	4,6	4,5	4,8	5,6
Services non marchands (U 14)	13,9	17,5	17,9	17,4	17,1	17,1	17,3	17,6	18,4	18,6
Branche unité fictive (3)	— 3,4	— 4,2	— 5,0	— 5,0	— 4,9	— 4,6	— 4,3	— 4,3	— 4,3	—3,9
INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (4)	79,9	100,9	102,9	107,8	112,1	114,3	114,1	113,0	*r* 108,9	113,3
FACTEURS DE PRODUCTION										
Population, emploi, chômage :										
Population totale résidente en millier (5)	*r* 51.016	*r* 53.731	*r* 55.682	55.966	56.270	56.577	56.893	57.217	57.530	57.779
Population active totale en millier (6)	21.592	23.504	24.450	24.547	24.723	24.853	*r* 25.032	*r* 25.121	*r* 25.228	25.486
Population active occupée en millier (7)	20.736	21.747	21.631	21.830	22.146	22.397	22.442	*r* 22.306	*r* 22.078	22.109
Chômeurs (7)	585	1.492	2.567	2.456	2.323	2.205	2.349	*r* 2.590	*r* 2.930	3.165
Taux de chômage au sens du BIT (7)	2,7	6,4	10,5	10,0	9,4	8,9	9,4	10,3	11,6	12,4
Productivité horaire apparente du travail	4,7	1,6	1,6	3,0	2,9	2,1	*r* 1,2	2,5	*r* 1,2	2,6
Taux d'utilisation des capacités de production (ensemble de l'industrie)	*r* 85,4	85,8	84,8	86,6	88,1	87,3	84,1	82,5	*r* 79,8	82,0

(1) Le taux de croissance aux prix de l'année précédente (ou croissance en volume) est l'évolution en % de l'agrégat considéré entre l'année n et l'année n—1. La valeur portée dans l'année 1971 représente l'évolution de 1971 par rapport à 1970.
(2) On trouvera les données en valeur absolue dans le chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(3) Branche unité fictive : il s'agit des services bancaires imputés qui ne peuvent être ventilés et qui sont déduits de la valeur ajoutée. Pour plus de précision, se reporter au volume des méthodes du système élargi de la comptabilité nationale.
(4) On reprend ici la moyenne annuelle des indices trimestriels bruts (voir chapitre K.01 : Industrie-Données générales).
(5) Il s'agit de la population totale résidente comprenant les personnes résidant habituellement en France et les militaires français hors métropole au 1er janvier.
(6) Y compris les militaires du contingent.
(7) Population active occupée = population active totale — militaires du contingent — chômeurs. Les chômeurs sont comptabilisés « au sens du BIT ». On a donc des évaluations différentes de celles figurant au chapitre C.01 : Population active, emploi.

TABLEAU G.03-2

Contributions à la croissance du PIB

Prix de l'année précédente

Source : INSEE (Comptes nationaux)

%

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Contributions à la croissance du PIB										
Consommation finale :										
des ménages	3,0	0,8	*r* 1,6	*r* 1,8	1,7	1,4	0,7	0,7	0,1	0,9
des administrations publiques	0,6	0,4	0,5	0,6	0,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,2
des administrations privées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Formation brute de capital fixe	1,7	0,6	0,9	1,9	1,6	0,6	—	−0,7	−1,2	0,2
dont : Sociétés et quasi-sociétés (SQS) et entreprises individuelles (EI)non financières	1,3	− 0,6	0,6	1,0	1,0	0,5	—	−0,4	−0,7	−0,1
Variation des stocks	− 1,0	− 0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	−0,7	− 0,3	−1,3	1,2
Échanges extérieurs de biens et services	0,5	− 0,3	*r* − 1,0	*r* − 0,2	0,3	−0,2	0,3	0,9	0,4	0,1
dont : Exportations	1,6	0,6	0,6	1,7	2,2	*r* 1,2	0,9	1,2	−0,3	1,5
Importations	− 1,1	− 0,8	*r* −1,6	*r* − 1,9	− 1,9	− 1,4	− 0,6	−0,3	0,7	−1,4
Taux de croissance du PIB	**4,9**	**1,4**	**2,2**	**4,3**	**3,9**	**2,4**	**0,8**	**1,2**	**−1,4**	**2,6**

TABLEAU G.03-3

Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Valeur ajoutée en prix 1980 par heure de travail										
Productivité horaire apparente du travail par grande branche (évolution en % par rapport à l'année précédente)										
Ensemble des branches (U 01 à U 14)	4,7	1,6	1,6	3,0	2,9	2,1	1,2	2,5	1,2	2,6
Agriculture, sylviculture, pêche (U 01)	5,9	0,6	5,9	2,6	8,5	8,0	3,1	12,9	−1,7	7,1
Industrie (total) [U 02 à U 06]	5,2	0,8	1,7	6,5	4,2	1,7	0,6	3,5	1,8	6,4
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	6,7	1,0	2,8	7,3	4,7	1,7	− 0,7	3,8	0,2	8,3
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	3,9	2,4	0,5	4,2	2,3	2,1	1,3	−0,6	−0,9	0,8
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	4,9	1,6	1,1	2,1	3,0	1,5	0,8	1,9	—	−0,8
Assurance et organismes financiers (U 12-U 13)	6,8	11,0	4,7	− 4,1	− 4,4	−10,5	−2,0	−2,0	16,1	7,7
Services non marchands (U 14)	2,0	1,1	0,2	1,4	0,2	2,3	—	0,2	0,9	0,9
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie (en %)										
Ensemble de l'industrie (U 02 à U 06)	85,4	85,8	84,8	86,6	88,1	87,3	84,1	82,5	79,8	82,0
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	85,8	85,8	85,3	87,2	89,0	87,9	84,5	82,6	79,6	82,4
Industries agricoles et alimentaires (U 02)	84,1	*r* 85,7	83,0	83,6	84,1	85,0	83,3	82,3	81,0	79,6
Biens intermédiaires (U 04)	88,7	87,1	86,8	89,3	90,7	89,6	87,6	85,4	82,0	84,8
Biens d'équipement (U 05)	84,8	85,5	85,3	87,8	89,7	88,8	83,9	81,4	78,3	82,2
Biens de consommation (U 06)	83,3	*r* 84,6	83,0	82,8	85,0	84,2	81,3	80,8	79,0	80,0

TABLEAU G.03-4

Les coûts, les prix

Sources : INSEE
Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
SALAIRES, RÉMUNÉRATIONS										
SMIC horaire (1)										
Valeur en francs du SMIC horaire brut	3,76	13,80	27,60	28,35	29,54	30,80	32,30	33,58	34,45	35,20
Evolution par rapport à l'année précédente en % (francs courants) : (francs courants) :										
SMIC horaire brut	10,0	15,6	4,0	2,7	4,2	4,3	4,9	4,0	2,6	2,2
SMIC horaire net	...	...	3,1	2,1	3,0	4,3	6,5	3,5	2,1	1,8
Salaire net annuel moyen par salarié (en francs) (1) (r)	17.788	52.724	90.562	94.213	97.073	102.170	106.962	110.286	112.446	114.314
Indice du taux de salaire horaire brut des ouvriers (secteurs non agricoles) (2) [base 100 en juillet1991]	///	///	84,5	87,4	90,8	95,3	99,6	103,6	106,4	108,6
PRIX										
Évolution moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation des ménages - France entière (3)	5,5	13,6	3,1	2,7	3,6	3,4	3,2	2,4	2,1	1,7
Indice des prix de vente industriels des biens intermédiaires [base 100 en 1985)	///	*r* 65,1	97,8	102,8	108,4	107,1	105,8	104,0	101,1	102,5
Indice des prix des matières premières importées [base 100 en 1980] (4)	36,2	100,0	115,3	143,4	160,0	126,3	116,3	103,4	101,7	121,3
Variation du prix des exportations (5) [par rapport à l'année précédente]	5,1	11,7	— 0,3	2,6	4,4	— 1,0	*r* 0,6	*r* —1,7	*r* —0,7	1,6
Variation du prix des importations (5) [par rapport à l'année précédente]	4,4	19,9	— 1,2	1,4	5,8	— 1,4	0,2	*r* —2,6	*r* —2,7	1,4

(1) Des précisions sur ces indicateurs sont données au chapitre C.03 : Revenus, salaires.
(2) Indices calculés par le ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation (Enquête ACEMO - Voir chapitre C03 «Revenus, salaires»).
(3) Pour plus de précisions sur les indices se reporter aux chapitres H01 et H03. Cette évolution diffère de celle donnée au chapitre H03 qui concerne la variation de l'indice en glissement. À compter de 1991, le calcul est fait à partir de l'indice des prix rénové (265 postes) base 100.
(4) Indices calculés par la Direction générale des Douanes et Droits indirects. Indices de prix internationaux, convertis en francs, à partir de la structure des importations de l'année 1977 pour l'indice de 1971 et depuis 1978, de la structure des importations actualisée annuellement.
(5) Variation calculée pour les besoins de la comptabilité nationale en rapprochant les volumes des valeurs.

TABLEAU G.03-5

Comptes des secteurs institutionnels

Indicateurs et ratios divers (1)

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Ménages **Evolution en % par rapport à l'année précédente (prix courants)**										
Revenu disponible brut (RDB)	10,5	13,0	3,7	6,2	7,4	6,6	5,4	4,4	2,6	2,9
Salaires nets/RDB avant impôts	47,1	47,1	42,8	42,6	41,8	41,9	41,4	40,9	40,2	39,8
Prestations sociales/RDB avant impôts	21,8	26,9	31,2	31,6	31,1	31,0	31,1	31,6	32,7	32,7
Excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles/RDB avant impôts	22,1	16,5	14,9	14,6	15,3	15,2	14,2	13,8	12,9	12,9
Taux d'épargne des ménages (2)	18,2	17,6	10,8	11,0	11,7	12,5	13,2	13,7	13,8	13,4
Taux d'épargne financière des ménages (2)	5,2	5,1	1,6	2,0	1,9	3,1	4,9	6,2	6,1	5,5
Sociétés non financières (3)										
Taux de marge (4)	31,1	25,8	31,9	33,2	33,5	32,5	32,7	32,4	32,0	31,8
Taux d'investissement (5)	22,2	19,4	17,6	18,2	18,7	18,9	18,8	18,1	16,7	16,1
Taux d'autofinancement (6)	69,4	55,9	88,7	93,0	87,3	80,8	87,8	96,7	124,6	121,7
Administrations publiques										
Taux des prélèvements obligatoires (7)	34,5	41,7	44,5	43,8	43,7	43,7	43,9	43,6	43,9	44,2
dont : Taux des prélèvements fiscaux (impôts)	...	...	25,4	24,9	24,5	24,4	24,7	24,2	24,3	25,0
Taux des prélèvements sociaux	...	...	19,1	19,0	19,2	19,3	19,2	19,4	19,6	19,3
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques [en millions de F] (8)	5.317	— 500	— 100.393	— 94.891	— 75.214	—101.089	—147.078	—283.552	—435.132	—442.086
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques/PIB	0,6	—	— 1,9	— 1,7	— 1,2	*r* — 1,6	— 2,2	— 4,1	—6,1	—6,0

(1) On trouvera les définitions des agrégats de la comptabilité nationale et des secteurs institutionnels au chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(2) Taux d'épargne = épargne brute/revenu disponible brut.
(3) Seulement sociétés et quasi-sociétés non financières, non compris les entreprises individuelles.
(4) Taux de marge = excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée.
(5) Taux d'investissement = FBCF/valeur ajoutée.
(6) Taux d'autofinancement (au sens large) = (épargne brute + transferts en capital) / (FBCF + variations de stocks + acquisitions de terrains et d'actifs incorporels).
(7) Taux de prélèvements obligatoires = (impôts sur la production, impôts sur le revenu, le patrimoine et le capital, cotisations sociales)/PIB.
(8) La capacité ou le besoin de financement des administrations publiques est le solde entre les dépenses et les recettes dans le compte de ces organismes.

TABLEAU G.03-6

Echanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité

Sources : INSEE (Comptes nationaux)
OCDE
Direction de la prévision

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Echanges extérieurs (% d'évolution par rapport à l'année précédente) [prix de 1980]										
Importations (1)	6,3	2,5	7,7	8,6	8,1	6,1	3,0	1,0	— 3,3	6,6
Exportations (1)	9,2	2,7	3,1	8,1	10,2	5,4	4,1	4,9	—0,3	5,8
Importations/PIB marchand [en %] (1)	*r* 17,6	27,1	*r* 24,5	25,3	27,0	26,8	26,6	25,5	23,9	24,9
Exportations/PIB marchand [en %] (1)	18,7	25,6	24,7	25,3	27,1	26,7	27,0	27,1	26,6	27,6
Solde de la balance commerciale des biens et services (en million de francs aux prix courants)	**9.600**	**— 34.369**	**7.034**	**3.677**	**8.035**	**— 1.830**	**23.601**	**94.572**	**154.590**	**160.923**
Taux de couverture (2)										
Total des biens et services	107,1	94,6	100,6	100,3	100,6	99,9	101,6	106,3	111,0	110,6
dont : Total des biens (U 01 à U 06)	96,9	84,8	93,1	93,3	92,4	92,1	93,5	98,3	102,7	102,5
Total des services (U 09 à U 13)	176,3	185,5	151,1	148,7	158,9	150,5	151,0	151,8	152,7	152,9
Indicateurs de compétitivité										
Terme de l'échange (3)										
Ensemble des produits	...	...	*r* 111,9	*r* 112,1	*r* 109,9	110,0	110,6	111,7	113,4	113,5
Produits manufacturés	...	...	106,2	106,0	104,9	*r* 105,7	105,7	106,2	108,5	107,9
Taux de pénétration étrangère [produits manufacturés U 04 à U 06] (4)	...	...	126,0	132,0	136,6	*r* 140,9	144,9	146,2	147,5	152,2

(1) Pour l'ensemble des biens et services.
(2) Taux de couverture en volume = rapport entre l'indice de volume des exportations FAB et l'indice de volume des importations CAF
(3) Terme de l'échange = indice des prix des exportations FAB/indice des prix des importations CAF, indice base 100 en 1980.
(4) Le taux de pénétration étrangère est le rapport entre le volume des importations aux prix de 1980 et le volume de la demande intérieure aux prix de 1980. C'est-à-dire : Taux de pénétration étrangère = part des importations CAF au prix de 1980/(importations + production de produits manufacturés aux prix de 1980 — exportations).

TABLEAU G.03-7

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE

	1971	1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Taux d'intérêt à long terme (1)										
France	**8,4**	**13,8**	**10,2**	**9,2**	**9,2**	**10,4**	**9,5**	**9,0**	**7,0**	**7,5**
Allemagne	8,0	8,4	6,2	6,5	7,0	8,8	8,5	7,9	6,5	6,9
Italie	7,0	15,3	10,6	10,5	11,6	11,9	11,4	11,9	9,6	9,0
Royaume-Uni	8,8	13,8	9,5	9,4	9,6	11,1	9,9	9,1	7,9	8,0
Etats-Unis	5,7	10,8	8,6	9,0	8,6	8,7	8,2	7,5	6,5	7,4
Japon	7,3	9,2	4,2	4,3	5,1	7,4	6,5	5,2	4,3	4,2
Taux du marché monétaire à trois mois										
France	**6,3**	**12,2**	**8,3**	**7,9**	**9,4**	**10,3**	**9,6**	**10,3**	**8,6**	**5,8**
Allemagne	7,1	9,5	4,0	4,3	7,1	8,5	9,2	9,5	7,3	5,4
Italie	5,8	16,8	11,3	10,8	12,6	12,0	12,0	14,4	10,7	8,6
Royaume-Uni	///	16,6	9,7	10,3	13,9	14,8	11,5	9,6	5,9	5,5
Etats-Unis	5,0	13,1	5,8	6,7	8,1	7,5	5,4	3,4	3,0	4,2
Japon	///	10,9	4,2	4,5	5,4	7,7	7,4	4,5	3,0	2,2

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public.

H

Prix

L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles

* 2,23 FF la minute

LES PÉRIODIQUES DE L'INSEE

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE



6000 séries sur :
indices courants,
démographie,
emploi, chômage,
salaires,
sécurité sociale,
agriculture,
production industrielle,
chiffres d'affaires,
prix de vente industriels,
prix à la consommation,
échanges extérieurs,
finances, bourse,
statistiques internationales.

135 pages - format 21 x 29,7

33 FF* le numéro

Vendu dans les directions régionales
de l'INSEE ou par abonnement

CREATONE

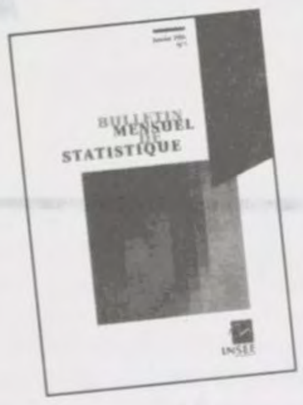
Le nouveau BMS ...

... c'est l'essentiel de l'information chiffrée du système statistique public ; un outil indispensable qui vous permet de disposer des principaux indicateurs économiques et sociaux français ou étrangers dans une seule publication pour la révision des contrats, des prix ou des charges sociales. Des notes méthodologiques et des tableaux rétrospectifs complètent l'information publiée chaque mois.

abonnement 1 an (12 numéros).

Bon de commande

à retourner au CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX 01



BMS - Bulletin Mensuel de Statistique

❑ je commande ..... abonnement(s) au BMS

Edition sur papier : pour la France : 346FF, pour l'étranger : 433FF, pour l'étranger (par avion) : 562 FF

(tarifs applicables du 1er janvier au 31 décembre 1996)

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE

Société ..... Tél. .....
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

INSEE

Chapitre H.01

Indices de prix à la consommation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation.

1. Évolution des indices de prix à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon.
2. Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.
3. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages. Série France entière.
4. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier.
5. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.
6. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.
7. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La croissance des prix à la consommation de l'ensemble des ménages a été en glissement annuel de 1,6 % en 1994 après 2,1 % en 1993. En moyenne annuelle l'évolution est de 1,7 % au lieu de 2,1 % en 1993. L'inflation n'a jamais été aussi faible depuis 1956 où les prix étaient encadrés.

Après une forte décélération des prix en 1992, une relative stabilité en 1993, l'année 1994 a débuté par une décélération de 0,4 point entre décembre 1993 et avril 1994; l'inflation s'est ensuite maintenue à un palier.

La France se distingue de ses voisins européens avec la hausse la plus faible. La RFA termine l'année 1994 à 2,7 %. Par ailleurs les USA atteignent une hausse également de 2,7 % en décembre. La Suisse avec 0,4 %, le Canada avec 0,2 % et le Japon avec 0,5 % ont les taux d'inflation les plus bas.

Les prix des produits manufacturés ont fortement décéléré. Entre décembre 1993 et mars 1994, le glissement sur douze mois est passé de 1,1 % à 0,3 % pour osciller ensuite entre 0,5 % et 0,3 % et terminer à 0,3 % en décembre, niveau exceptionnellement bas. Cette décélération est liée pour partie à la mesure gouvernementale du 4 février 1994 sur les automobiles. Par ailleurs, de nombreux produits sont en baisse et l'habillement s'est maintenu à + 0,5 % comme en 1993.

La hausse des tarifs publics a été plus modérée qu'en 1993 en dehors du tabac qui a augmenté de 19,9 % après 19,1 % en 1993. Les services publics sont en hausse de 1,5 % au lieu de 2,4 % en 1993.

Contrairement à 1993, année de forte hausse des produits énergétiques avec + 6,6 %, en 1994 l'indice de l'énergie est en baisse de 0,2 % en raison de moindres hausses de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et de la baisse du dollar.

Les services du secteur privé et les loyers poursuivent leur décélération. Les loyers sont aussi passés de + 3,3 % en décembre 1993 à + 2,7 % en décembre 1994. Les services du secteur privé n'ont cessé de décélérer tout au long de l'année; de 4,8 % en décembre 1992, le glissement annuel en décembre 1994 est de 2,5 %. L'évolution de certains services sur un an reste cependant encore élevée. L'eau et le chauffage urbain continuent d'augmenter fortement : 10,1 % de hausse en 1994 après 8,3 % en 1993.

Les prix de l'alimentation n'ont cessé d'augmenter en 1994, passant de + 0,4 % en 1993 à + 1,0 % à la fin de 1994. Cette hausse provient essentiellement de la remontée des prix des matières premières telles que le café et les oléagineux. Par ailleurs, de nombreux produits sont en baisse.

La santé a également fortement augmenté en 1994 : + 2,8 % après + 0,5 % en 1993. Il faut remonter à 1988 pour retrouver une hausse équivalente. Des revalorisations sont intervenues dans toutes les professions, médecins, dentistes, transports sanitaires, laboratoires, auxiliaires médicaux.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1)
(Base 100 : année 1990)

L'indice base 100 en 1990 prend la suite de l'indice « des 296 postes » mis en service en 1971, d'abord avec la référence (1970 = 100), puis en juillet 1983 avec la référence (1980 = 100). Se proposant de décrire encore plus fidèlement l'évolution des prix à la consommation, et d'autre part de se rapprocher des pratiques internationales, le nouvel indice apporte par rapport à son prédécesseur les aménagements suivants :

1° Calcul de deux indices, l'un (nouveau) correspondant à la population de référence « tous ménages », l'autre correspondant à la population de référence traditionnelle « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ».

2° Pour l'indice « tous ménages », mise en service d'une nouvelle nomenclature en 265 postes, récapitulée selon plusieurs grilles de lecture nouvelles.

3° Modifications de traitement sur plusieurs sous-ensembles de l'indice général :

— nouveau traitement des produits frais;

— mensualisation des relevés de prix pour les vêtements de dessus et les loyers;

— prise en compte des soldes dans le suivi des prix des vêtements de dessus.

4° Élargissement du champ suivi à 6 nouveaux postes « services ».

● Un indice « tous ménages »

La population de référence de l'indice base 1980 (les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé) ne représente qu'une part faible et décroissante de l'ensemble des ménages résidents en France (25 % au recensement de 1990). Ceci affaiblissait la comparabilité de l'indice des prix français par rapport aux indices des prix étrangers.

L'indice base 1990 consacre la distinction définitive entre un indice servant à l'information publique, aux comparaisons internationales et aux travaux scientifiques d'une part, et un indice destiné à la revalorisation du SMIC et des contrats privés d'autre part (tableau 1). Deux indices parfaitement cohérents sont publiés chaque mois qui se rapportent l'un à l'ensemble des ménages, l'autre aux ménages urbains ouvriers et employés.

1. Pour plus d'information voir le BMS de février 1993.

Tableau 1. — **Utilisation des indices des prix à la consommation base 1990**

Population de référence	Couverture en termes de produits	Utilisations
Ensemble des ménages.	Y compris tabac.	Information publique. Comparaisons internationales. Travaux scientifiques.
	Hors tabac.	Revalorisation des contrats privés.
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé.	Hors tabac.	Revalorisation du SMIC. Revalorisation des contrats privés.

Quelles sont les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés ? Par grand poste budgétaire, la réponse est fournie dans le tableau 2 : les ménages urbains ouvriers et employés consomment proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, pour leur logement... et un peu moins pour leurs dépenses de santé, de transports, de vacances... En fait, les pondérations ne diffèrent significativement entre les deux populations de référence que pour une vingtaine de postes sur 265. On peut donc s'attendre en base 1990 à des différences très faibles entre les évolutions des indices d'ensemble afférents aux deux populations de référence.

Tableau 2. — **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Postes budgétaires	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1993	1994	1993	1994
1. Alimentation, boissons, tabac	22,50	22,06	24,30	23,91
dont tabac (1-4)	(1,49)	(1,71)	(2,31)	(2,65)
2. Habillement et chaussures	7,66	7,42	7,74	7,49
3. Logement, chauffage, éclairage	10,66	10,87	12,63	12,93
4. Meubles, matériel de ménage, entretien de la maison	8,70	8,41	8,02	7,71
5. Santé	8,85	9,11	7,97	8,17
6. Transports et communications	18,71	19,33	17,82	18,37
7. Loisirs, spectacles, enseignement, culture	8,51	8,22	8,15	7,91
8. Autres biens et services	14,41	14,58	13,37	13,51
dont restaurants, cafés (8-31)	(6,62)	(6,66)	(6,53)	(6,58)
dont hôtels, voyages, hébergement vacances (8-32 + 8-4)	(1,97)	(2,01)	(1,33)	(1,35)
	100,00	100,00	100,00	100,00

● **Le traitement des prix des produits frais**

Comme c'est le cas de plusieurs postes de l'indice, les prix des produits frais (légumes, fruits, produits de la mer, fleurs) sont sujets à des variations saisonnières. En revanche, une chose est propre à ces produits frais : les quantités consommées par les ménages varient beaucoup d'un mois à l'autre; en outre, certaines variétés disparaissent des points de vente pendant plusieurs mois de l'année (fraises, abricots, poires).

Comme la plupart de leurs homologues étrangers, les statisticiens français suivent les évolutions des prix de ces produits frais selon une technique adaptée à ce problème particulier, celle du « panier mensuel variable ». Mais jusqu'alors, et ceci est une particularité de l'indice français (1980 = 100), ils appliquaient aux indices « produits frais » un lissage par moyenne mobile sur douze mois.

Dans son esprit, le nouveau traitement des prix des produits frais dans l'indice (1990 = 100) consiste à aller jusqu'au bout de la logique du panier variable et à abandonner le lissage sur douze mois. Simulé depuis janvier 1990 pour chaque poste « produits frais », ce nouveau traitement fournit deux enseignements :

— en glissement sur douze mois, les nouveaux indices des prix des produits frais fournissent presque exactement les mêmes indications que les anciens indices;
— les nouveaux indices des prix des produits frais (1990 = 100) comporteront des variations mensuelles nettement plus fortes que les anciens indices des prix des mêmes produits frais.

● **Mensualisation de l'indice des loyers et des relevés de prix des vêtements. Prise en compte des soldes**

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon (élargi en 1990-1991) de 6 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induit des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisent pas l'évolution réelle des prix du mois. Le nouvel indice comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième

mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice (1980 = 100), les vêtements « de dessus » (c'est-à-dire hors bonneterie, chemiserie et sous-vêtements) faisaient partie des variétés dites « trimestrielles », dont l'INSEE ne relève les prix que pour 1/3 de l'échantillon par roulement chaque mois (de la sorte, chaque point de vente est visité une fois par trimestre).

Dans l'indice (1990 = 100), les relevés de prix des vêtements de dessus sont effectués tous les mois pour tout l'échantillon. Cela permet une correspondance plus claire entre les dates de changement de collection et l'impact indiciaire des évolutions de prix qui les accompagnent. Le suivi mensuel permet en outre de prendre en compte le phénomène des soldes, chose impossible avec l'ancien suivi trimestriel. L'introduction des soldes dans l'indice permet là encore de mieux faire « coller » les variations mensuelles de ce dernier aux mouvements de prix observés chaque mois par les consommateurs. Si les réductions pour soldes varient d'une année sur l'autre, ce phénomène pourra être pris en compte dans l'évolution de l'indice des prix annuel.

Après les deux mensualisations — loyers et vêtements de dessus —, les variétés trimestrielles ne représentent plus que 17 % de la pondération de l'indice (ameublement, électroménager, livres, hôtels...), contre près de 30 % dans l'indice (1980 = 100).

● Champ théorique de l'indice des prix à la consommation

Les biens et services qui ont un prix et qui relèvent du champ théorique de l'indice des prix « à la consommation » ne constituent qu'un sous-ensemble des dépenses figurant dans le budget des ménages français.

Sont exclues du champ théorique de l'indice, des dépenses telles l'achat de logements ou de valeurs mobilières (opérations d'investissement), les annuités de remboursement accompagnant les acquisitions de logements ou de biens durables (opérations financières), les versements pour la retraite (opérations d'épargne), les impôts directs, les cotisations sociales, les intérêts versés, ainsi que les dons ou pensions versées à d'autres ménages (opérations de répartition).

Le champ théorique de l'indice des prix est constitué par la « consommation des ménages au sens des comptes nationaux », concept autour duquel arrivent à peu près à se rejoindre la plupart des pays développés. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions : exclusion des achats de biens d'occasion, prise en compte des primes nettes des indemnités reçues en ce qui concerne les assurances, des paris nets des gains en ce qui concerne les jeux de hasard, etc. L'autoconsommation par les ménages de produits alimentaires (jardins familiaux) ou de services de logements (rendus par les propriétaires à eux-mêmes) ne relève pas non plus du champ théorique de l'indice, car les prix de tels services sont bien évidemment fictifs.

Ce champ théorique étant acquis, il restait dans l'indice (1980 = 100) un défaut de couverture, parce que le suivi des prix de certains services pose de difficiles problèmes conceptuels (qu'est-ce que l'évolution des prix des services d'assurances ?), ou d'ordre organisationnel (certains organismes ou professions ne rentrent pas aisément dans le dispositif de suivi des prix), ou encore d'ordre économique (la collecte a toujours un coût). Dans l'indice (1980 = 100), ce défaut représentait un peu moins de 9 % de la consommation totale des ménages.

En 1993, dans l'indice (1990 = 100) celui-ci représente moins de 8 %; il est composé de la façon suivante :

Services juridiques (notaires, avocats, conseils...)	0,5 %
Jeux de hasard (primes moins gains)	0,3 %
Services des assurances (primes moins indemnités)	1,8 %
Services domestiques	0,9 %
Hôpitaux et cliniques privées, cures	1,3 %
Établissements pour personnes âgées	0,9 %
Paiements partiels de services non marchands (crèches, enseignement, santé...)	1,6 %
Services divers	0,4 %
	7,7 %

● 6 nouveaux postes « services »

Sur les 265 postes de la nomenclature rénovée de l'indice (1990 = 100), six accueillent des postes nouvellement couverts : transports aériens, transports maritimes et côtiers, locations de voiture, transports par ambulance, services funéraires et services vétérinaires. La pondération de ces six postes est de l'ordre de 1,2 %, ce qui a fait passer le taux de couverture de l'indice de 91,1 % à 92,3 %.

● Des séries depuis 1990 pour les nouveaux indices « tous ménages »

Les indices « tous ménages », avec leurs nouvelles nomenclatures et les nouveaux traitements qu'ils incorporent n'ont pas été publiés avant janvier 1993 : il est donc normal que l'INSEE présente des séries rétrospectives depuis le mois de janvier 1990, le premier de la nouvelle année de référence.

En fait, cet objectif n'est pas entièrement accessible, car le dispositif de collecte des prix et de calcul des indices n'a pas été organisé dès 1990 pour accueillir les nouveaux traitements.

Les indices de prix « tous ménages » en 265 postes ont été recalculés rétroactivement depuis janvier 1990.

La mensualisation de l'indice des loyers a été reconstituée *a posteriori* depuis janvier 1990.

Le nouveau traitement des produits frais a été appliqué depuis janvier 1990 aux relevés de prix « produits frais » effectués depuis cette date.

En revanche, la mensualisation des relevés de l'habillement n'a commencé sur le terrain qu'en janvier 1992, de même que le relevé des prix soldés des vêtements de dessus et la collecte des prix des 6 nouveaux postes « services ».

● **Sur 1992, les indices (1990 = 100) pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé sont recalculés :**

— L'indice des prix à la consommation des ménages urbains ouvriers et employés a été publié dans le BMS jusqu'en janvier 1993 (indice de décembre 1992), en base 100 en 1980, à traitement constant, c'est-à-dire en ne prenant en compte pratiquement aucune des innovations de la base 1990.

La seule exception concerne la prise en compte, dès janvier 1992, dans l'indice (1980 = 100) de la *mensualisation des relevés de l'habillement* (vêtements de dessus et chaussures), car l'accueil mensuel des enquêteurs par les commerçants avait besoin d'être vérifié et rodé sans attendre janvier 1993.

— À partir de janvier 1993, l'indice (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés prend en compte les mêmes innovations que l'indice « tous ménages » : outre la mensualisation des relevés des vêtements de dessus et chaussures déjà effective depuis janvier 1992, il incorpore les soldes, la mensualisation des loyers, le nouveau traitement des produits frais et les indices des nouveaux postes « services ».

L'évolution de l'indice des prix (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés au cours de l'année 1992 ne respecte pas exactement le profil 1992 de l'indice (1980 = 100) qui aura constitué l'indice « officiel » pendant l'année 1992. Des écarts peuvent être constatés certains mois, notamment en périodes de soldes sur les vêtements de dessus, ou encore des variations brutales de prix des produits frais.

● **Raccordements des séries (1990 = 100) avec les séries (1980 = 100) antérieurement publiées pour l'indice des ménages urbains ouvriers et employés**

L'utilisation du « coefficient de raccordement » a pour seul intérêt de continuer à faire vivre la référence juridique constituée par l'indice (1980 = 100) après l'abandon de cet indice par l'INSEE, dans le cas sans doute fréquent où les contractants n'éprouveront pas l'envie de remplacer dans leur contrat la référence à l'indice (1980 = 100) par une référence à l'indice (1990 = 100).

On notera que ce « coefficient de raccordement » peut faire l'objet d'estimations légèrement différentes si on compare les niveaux des indices (1980 = 100) et (1990 = 100) à des dates différentes de la date anniversaire des contrats. Une période de comparaison fréquemment invoquée est l'année 1990. En effet, sur cette année, le niveau de l'indice (1990 = 100) est 100,0 et le coefficient de raccordement se déduit immédiatement du niveau moyen en 1990 de l'indice (1980 = 100) :

$$\frac{\text{indice 1990 (1980 = 100)}}{\text{indice 1990 (1990 = 100)}} = \frac{183,6}{100,0} = 1,836$$

Ce coefficient de raccordement commode diffère légèrement de celui calculé en juillet 1992 parce que les évolutions mensuelles de 1990 à 1992 ne sont pas strictement identiques entre l'indice (1980 = 100) et l'indice (1990 = 100).

Des coefficients de raccordement entre indices (1980 = 100) et indices (1990 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1990, soit sur un mois quelconque de 1992, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

22. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques
(Base 100 en 1990)

L'INSEE calcule divers indices de prix des spécialités pharmaceutiques choisies parmi celles qui donnent lieu aux dépenses les plus importantes.

On a retenu les prix à l'officine, c'est-à-dire sans déduire les remboursements de la Sécurité sociale.

L'élaboration des indices de prix à la consommation (1990 = 100) repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 800 produits (grand public, remboursable à 100 %, 70 % et 40 %).

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 au 1er janvier 1970 s'effectuera en prenant pour coefficient 1,195 pour les spécialités remboursables et 2,085 pour les spécialités non remboursables.

23. Indices des prix des véhicules
(Base 100 en 1990)

Depuis février 1993 l'INSEE publie un indice mensuel des prix d'achat de véhicules, base 100 en 1990, qui comprend 5 rubriques :

— automobiles;
— motocycles;
— cycles;
— caravanes;
— ensemble.

L'observation couvre les achats d'automobiles des ménages vivant en France métropolitaine. Les prix observés sont les prix TTC incluant le transport et la préparation du véhicule.

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire systématique.

L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 en 1980 s'effectue en prenant le coefficient 1,783 pour les automobiles.

24. Départements et territoires d'outre-mer

Les indices des prix des départements d'outre-mer ont fait l'objet d'une rénovation simultanément à celle de l'indice métropolitain. Désormais ils sont complètement harmonisés avec ce dernier; ils possèdent :

— la même population de référence (ensemble des ménages);

— une couverture de la consommation identique;
— la même nomenclature de produits;
— la même date de diffusion (année 1990);
— une méthodologie générale et des traitements particuliers (produits frais par exemple) identiques.

Le lecteur peut donc se reporter au texte relatif à l'indice national des prix en métropole.

Les pondérations de chacun des indices ont été calculées à partir des résultats actualisés des enquêtes « Budget de famille » réalisées au milieu des années 1980.

En plus des indices d'ensemble avec ou sans tabac, les séries publiées sont celles des regroupements de produits servant à l'analyse conjoncturelle.

Le lecteur qui souhaite poursuivre la série des indices d'ensemble dans leur ancienne base doit multiplier les nouveaux indices publiés par les coefficients de raccordement suivants :

— Guadeloupe : 2,256;
— Martinique : 2,200;
— Guyane : 1,997;
— Réunion : 2,209.

L'indice des prix de détail à la consommation en Nouvelle-Calédonie a été mis en place en août 1975 par la Direction territoriale des statistiques et des études économiques (DTSEE), celui de la Polynésie française en novembre 1972 (nouvelle base 100 en décembre 1988, base 100 précédente en décembre 1980) par l'Institut territorial de la statistique et des études économiques (ITSTAT).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France entière : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour l'agglomération parisienne, les séries principales calculées dans le cadre de l'indice national.

Pour une présentation générale de l'indice des prix :

— « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », INSEE 1987.

Pour une présentation générale de la rénovation :

— Un nouvel indice des prix à la consommation (1990 = 100). Les *Notes bleues de Bercy,* n° 2, 1-15 novembre 1992.
— Le *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, février 1993.

Pour une présentation détaillée des innovations introduites dans le nouvel indice des prix (1990 = 100), 5 notes techniques sont disponibles dans les directions régionales de l'INSEE ou auprès de la division « prix à la consommation » de l'institut.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

Note méthodologique concernant l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier. — Extrait de *Économie et statistique,* n° 21, mars 1971, INSEE; *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1971, INSEE.

Note méthodologique concernant l'indice des « 259 articles ». — Extrait de *Études statistiques,* n° 2, avril-juin 1964 (supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique*). — Supplément méthodologique au *Bulletin mensuel de statistique,* décembre 1965.

Note méthodologique concernant l'indice des « 250 articles ». — Extrait de *Études statistiques,* n° 4, 1957. *Bulletin hebdomadaire de statistique* du 24 août 1957.

Note méthodologique concernant l'indice des « 213 articles ». — Extrait du *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, supplément octobre-décembre 1950.

« Elaboration et calcul de l'indice des prix à la consommation », *Économie et statistique,* n° 65 de mars 1975.

« L'indice des prix de la Martinique : méthodes, bilan (1979-1984) et perspectives », *Les Dossiers Antilles-Guyane,* n° 10, 1985.

« L'indice des prix à la consommation des ménages urbains de condition moyenne. Base 100 en 1978 », *Documents,* n° 33, 1980 (Réunion).

« Décélération des prix à la consommation en 1993 », *INSEE-Première,* n° 298, février 1994.

« Prix à la consommation : présentation et précision du nouvel indice », *Économie et statistique,* n° 267, juillet 1993.

« La comparaison France-Allemagne », *Économie et statistique,* n^{os} 275-276, 1994.

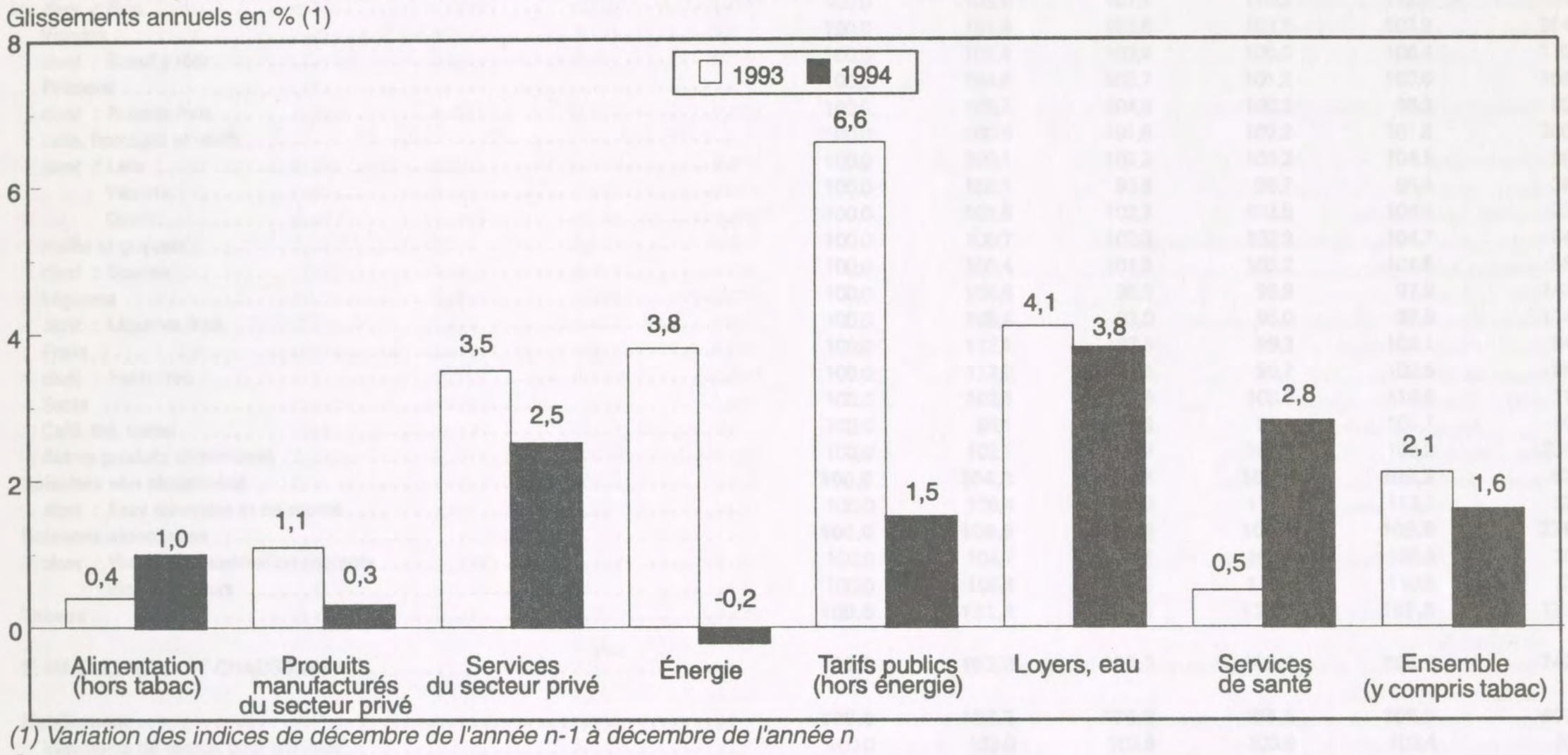
« Baisse de l'inflation en 1994 », *INSEE-Première,* n° 367, mars 1995.

*
* *

GRAPHIQUE H.01

Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 265 postes)

Glissements annuels en % (1)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n

Source : Insee

TABLEAU H.01-1

Evolution des indices de prix à la consommation en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Union européenne (à 12) (2)	**4,4**	**5,2**	**5,7**	**4,8**	**3,6**	**3,4**	**3,1**
Allemagne (ex République fédérale d')	1,8	3,0	2,8	4,2	3,7	3,7	2,7
Belgique	1,9	3,6	3,5	2,8	2,4	2,7	1,9
Espagne	5,8	6,9	6,5	5,6	5,3	4,9	4,3
France (3)	**3,1**	**3,6**	**3,4**	**3,1**	**1,9**	**2,1**	**1,6**
Italie	5,5	6,5	6,4	6,0	4,7	4,3	*p* 4,2
Pays-Bas	1,2	1,3	2,6	4,9	2,6	2,6	2,6
Royaume-Uni	6,8	7,7	9,3	4,5	2,6	1,9	2,9
Etats-Unis d'Amérique	4,2	4,6	6,1	3,1	2,9	2,7	2,7
Japon	1,0	2,6	3,8	2,7	1,2	1,0	0,5

(1) Variation des indices de décembre de l'année n — 1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Union européenne (à 15) en 1994.
(3) A partir de 1991, indice des prix à la consommation des ménages en 265 postes.

TABLEAU H.01-2

Evolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Glissements annuels (1)

Source : INSEE

%

	Indice en 296 postes Base 100 en 1980			Indice en 265 postes Base 100 en 1990			
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Alimentation (hors tabac)	2,4	5,0	3,0	2,7	—	0,4	1,0
Produits manufacturés du secteur privé	2,3	2,0	2,0	2,9	1,4	1,1	0,3
Services du secteur privé	5,2	4,9	5,4	4,9	4,8	3,5	2,5
Energie	0,6	5,5	6,4	— 0,8	— 1,8	3,8	— 0,2
Tarifs publics (hors énergie)	3,7	1,1	1,0	3,3	3,9	6,6	1,5
Loyers, eau	5,9	5,3	4,5	5,6	5,7	4,1	3,8
Services de santé	3,6	— 1,6	2,1	0,8	1,8	0,5	2,8
Ensemble (y compris tabac)	**3,1**	**3,6**	**3,4**	**3,1**	**1,9**	2,1	1,6
Ensemble hors énergie	**3,3**	**3,4**	**3,1**	**3,4**	**2,2**	2,0	1,7

(1) Variation des indices de décembre de l'année n — 1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense).

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1990	1991	1992	1993	1994	Pondération
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**100,0**	**103,2**	**105,7**	**107,9**	**109,7**	**10.000**
ENSEMBLE HORS TABAC	100,0	103,2	105,6	107,5	109,0	9.829
1. ALIMENTATION, BOISSONS, TABAC	**100,0**	**102,9**	**104,2**	**105,4**	**107,5**	**2.206**
Produits alimentaires	**100,0**	**102,8**	**103,0**	**102,8**	**103,7**	**1.746**
Pains et céréales	100,0	103,4	106,8	109,2	110,4	227
dont : Pain	100,0	103,4	107,1	110,2	112,3	74
Viandes	100,0	101,4	103,5	103,5	103,8	564
dont : Boeuf à rôtir	100,0	101,4	103,4	105,0	106,4	110
Poissons	100,0	104,8	103,7	101,2	100,0	105
dont : Poisson frais	100,0	105,7	104,8	100,2	98,3	50
Laits, fromages et oeufs	100,0	100,5	101,6	102,2	101,8	260
dont : Laits	100,0	100,1	102,3	103,2	104,1	58
Yaourts	100,0	100,1	99,6	98,7	95,8	36
Oeufs	100,0	101,6	102,7	103,5	104,4	22
Huiles et graisses	100,0	100,7	102,3	102,9	104,7	64
dont : Beurres	100,0	100,4	101,5	102,2	101,5	38
Légumes	100,0	104,8	95,0	95,9	97,9	147
dont : Légumes frais	100,0	105,4	93,0	95,0	97,9	114
Fruits	100,0	112,1	107,5	99,3	103,1	94
dont : Fruits frais	100,0	112,9	107,6	98,7	102,5	86
Sucre	100,0	102,5	105,6	108,7	110,8	11
Café, thé, cacao	100,0	95,1	93,3	91,4	101,7	40
Autres produits alimentaires	100,0	102,1	104,9	106,1	106,2	234
Boissons non alcoolisées	**100,0**	**104,3**	**108,1**	**109,8**	**109,3**	**63**
dont : Eaux minérales et de source	100,0	106,4	110,3	113,3	113,7	32
Boissons alcoolisées	**100,0**	**104,8**	**108,3**	**108,6**	**109,5**	**226**
dont : Vins de consommation courante	100,0	104,7	107,1	106,4	105,8	30
Vins supérieurs	100,0	106,3	111,3	110,4	110,3	72
Tabacs	**100,0**	**101,3**	**112,1**	**133,7**	**155,9**	**171**
2. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,0**	**103,3**	**105,3**	**106,4**	**106,9**	**742**
Habillement	**100,0**	**103,3**	**105,2**	**106,5**	**106,9**	**602**
Vêtements de dessus pour hommes	100,0	103,0	103,9	103,6	103,4	92
Vêtements de dessus pour femmes	100,0	102,5	102,9	103,5	104,3	159
Vêtements de dessus pour enfants	100,0	102,7	103,4	104,8	103,9	47
Lingerie, bonneterie pour hommes	100,0	103,6	106,2	107,7	108,0	69
Lingerie, bonneterie pour femmes	100,0	104,4	108,0	110,3	111,3	126
Lingerie, bonneterie pour enfants	100,0	103,4	106,1	108,3	108,4	47
Vêtements de travail, accessoires du vêtement, tissus	100,0	103,7	106,9	109,0	110,2	62
Chaussures	**100,0**	**103,2**	**105,6**	**105,9**	**106,3**	**133**
Réparation d'articles d'habillement et de chaussures	**100,0**	**104,4**	**108,6**	**112,4**	**115,0**	**7**
3. LOGEMENT, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE	**100,0**	**104,6**	**108,0**	**111,3**	**113,7**	**1.087**
Logement et eau	**100,0**	**105,1**	**111,2**	**116,6**	**121,2**	**634**
Logement	100,0	105,0	110,3	115,1	118,4	542
dont : Loyers des résidences principales	100,0	105,0	110,3	115,1	118,4	513
Chauffage, éclairage	**100,0**	**103,8**	**103,2**	**103,8**	**103,4**	**453**
Électricité	100,0	102,8	105,1	106,5	107,1	260
Gaz	100,0	108,3	107,6	106,0	105,1	112
dont : Gaz de ville	100,0	106,2	104,9	102,4	101,1	82
Fiouls domestiques	100,0	100,7	91,1	92,0	88,8	73
4. MEUBLES, MATÉRIELS ET ARTICLES DE MÉNAGE, ENTRETIEN DE LA MAISON	**100,0**	**103,4**	**106,3**	**108,3**	**109,4**	**841**
Meubles, tapis, revêtements de sols	**100,0**	**103,3**	**106,0**	**107,7**	**108,7**	**204**
Articles de ménage en textiles, autres articles d'ameublement	**100,0**	**104,2**	**107,7**	**109,6**	**111,4**	**92**
Gros appareils ménagers	**100,0**	**100,6**	**100,5**	**99,9**	**98,4**	**115**
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**100,0**	**105,2**	**110,0**	**113,3**	**115,0**	**97**
Entretien courant de la maison	**100,0**	**103,8**	**107,2**	**110,0**	**111,9**	**333**
Articles de ménage non-durables	100,0	102,6	103,9	104,8	105,1	132
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	100,0	101,9	103,1	104,1	104,5	41
Services pour l'habitation	100,0	105,0	110,4	114,7	117,9	201
dont : Services d'entretien du logement	100,0	105,2	110,8	114,9	118,0	148

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 1)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1990	1991	1992	1993	1994	Pondération
5. SANTÉ	**100,0**	**100,9**	**102,4**	**103,5**	**104,6**	**911**
Produits pharmaceutiques	**100,0**	**100,2**	**101,0**	**102,0**	**102,3**	**320**
dont : Spécialités pharmaceutiques	100,0	99,9	100,2	100,9	101,1	300
Appareils thérapeutiques	**100,0**	**104,7**	**109,2**	**113,0**	**115,0**	**49**
Médecins, auxiliaires médicaux	**100,0**	**100,9**	**102,7**	**103,5**	**105,1**	**542**
dont : Services des médecins	100,0	101,8	104,9	106,5	108,7	283
Dentistes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,6	112
6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**100,0**	**103,0**	**105,4**	**108,9**	**111,3**	**1.933**
Achats de véhicules	**100,0**	**102,4**	**103,9**	**106,3**	**106,3**	**424**
dont : Automobiles	100,0	102,3	103,6	106,0	105,9	400
Utilisation des véhicules	**100,0**	**103,5**	**106,2**	**110,6**	**114,5**	**1.038**
Pneus, pièces et accessoires, réparations des véhicules	100,0	105,8	111,7	116,9	120,8	529
Essences, lubrifiants	100,0	100,6	98,7	102,2	105,9	425
dont : Essences	100,0	100,3	98,3	101,9	105,6	396
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	100,0	106,2	112,2	116,2	120,7	84
dont : Péages, parkings	100,0	106,9	114,4	119,0	125,1	52
Services de transport	**100,0**	**104,5**	**108,9**	**113,1**	**114,8**	**278**
dont : Transports ferroviaires	100,0	103,6	107,1	110,2	111,1	74
Transports aériens	///	///	113,9	115,8	114,4	65
Communications	**100,0**	**100,3**	**100,8**	**101,4**	**102,9**	**193**
dont : Services de télécommunications	100,0	99,9	99,6	99,2	99,9	160
Services postaux	100,0	102,4	106,8	112,8	118,7	33
7. LOISIRS, SPECTACLES, ENSEIGNEMENT, CULTURE	**100,0**	**102,5**	**105,2**	**106,5**	**106,9**	**822**
Appareils et accessoires de loisirs	**100,0**	**100,8**	**102,0**	**101,5**	**100,4**	**409**
Radio, télévision	100,0	95,8	91,5	87,5	82,8	87
Photographie, musique, autres biens durables	100,0	98,5	97,1	96,5	96,9	36
Autres articles récréatifs	100,0	103,3	107,1	107,8	107,5	256
dont : Disques, bandes et cassettes enregistrées	100,0	103,7	108,4	111,5	112,5	57
Loisirs, spectacles, culture	**100,0**	**103,4**	**107,4**	**111,2**	**113,4**	**184**
Livres, quotidiens, périodiques	**100,0**	**104,7**	**109,3**	**111,9**	**113,4**	**181**
Enseignement	**100,0**	**105,6**	**110,2**	**114,6**	**118,1**	**48**
8. AUTRES BIENS ET SERVICES	**100,0**	**104,4**	**108,5**	**111,9**	**114,2**	**1.458**
Soins et produits personnels	**100,0**	**104,4**	**108,4**	**111,6**	**113,0**	**295**
Coiffure, beauté	100,0	105,1	109,6	113,9	116,8	110
Articles pour les soins personnels	100,0	104,0	107,6	110,2	110,8	185
Autres articles personnels	**100,0**	**101,3**	**101,7**	**101,7**	**102,8**	**168**
Horlogerie, bijouterie	100,0	98,7	95,8	93,4	94,4	81
Maroquinerie, autres	100,0	103,8	107,3	109,1	109,9	59
Papeterie, autres fournitures	100,0	103,4	107,1	110,2	112,3	28
Restaurants, cafés, hôtels	**100,0**	**105,1**	**109,8**	**113,8**	**116,4**	**854**
Restaurants et cafés	100,0	104,9	109,3	113,3	116,1	666
dont : Repas traditionnel dans un restaurant	100,0	104,9	108,9	111,9	113,8	309
Hôtels, services de logement analogues	100,0	106,0	111,5	115,7	117,8	188
dont : Location de chambres d'hôtel	100,0	106,9	112,2	115,8	117,3	85
Voyages organisés	**100,0**	**104,5**	**109,7**	**112,8**	**114,6**	**13**
Services financiers	**100,0**	**103,5**	**108,9**	**115,7**	**119,3**	**56**
Autres services aux ménages	**100,0**	**105,5**	**112,8**	**116,8**	**120,7**	**72**
dont : Services funéraires	///	///	109,8	114,3	119,5	35
ANALYSE CONJONCTURELLE						
Alimentation (hors tabac)	100,0	103,0	103,7	103,6	104,5	2.035
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	102,7	104,8	106,1	106,6	3.399
Services du secteur privé	100,0	105,3	110,5	114,9	118,1	1.929
Energie	100,0	102,1	100,8	102,8	104,4	849
dont : produits pétroliers	100,0	101,2	98,1	101,1	103,6	499
Tarifs publics hors énergie	100,0	101,8	106,3	113,3	119,7	641
dont : services publics	100,0	102,1	104,4	107,1	108,8	470
Loyers, eau	100,0	105,1	111,2	116,6	121,3	605

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 2 et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1990	1991	1992	1993	1994	Pondération
REGROUPEMENTS PARTICULIERS						
Ensemble hors tabac et alcools	100,0	103,2	105,5	107,4	108,9	9.534
Ensemble hors énergie	100,0	103,3	106,1	108,3	110,1	9.151
Ensemble hors produits frais	100,0	103,0	105,8	108,2	110,0	9.734
Ensemble non alimentaire	100,0	103,3	106,2	109,1	111,1	7.965
Ensemble des produits vendus par le commerce de détail	100,0	102,9	104,3	104,8	105,4	4.261
Alimentation plus restaurants, cantines, cafés	100,0	103,4	105,0	105,9	107,1	2.701
Alimentation hors produits frais	100,0	102,0	104,1	104,7	105,3	1.769
Produits manufacturés, hors tabac et eau	100,0	102,6	104,0	105,5	106,2	4.248
Services hors loyers	100,0	104,1	108,5	112,1	115,1	3.033
Services y compris eau	100,0	104,3	108,8	112,6	115,6	3.546
INDICES DIVERS :						
Ensemble y compris loyers fictifs	100,0	103,4	106,1	108,5	110,5	10.000
Supercarburant avec plomb	100,0	100,6	98,8	102,4	106,0	///
Supercarburant sans plomb, indice d'octane 98	100,0	98,2	96,1	98,9	102,7	///
Gazole	100,0	101,4	97,8	103,5	109,6	///
Fioul domestique (10.000 l)	100,0	101,4	91,3	92,0	88,6	///

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains			Ménages parisiens		
	1993	1994	Pondération	1993	1994	Pondération
Ensemble hors tabac	**107,5**	**109,1**	**9.735**	**107,9**	**109,4**	**9.730**
Ensemble y compris tabac	108,0	110,0	10.000	108,4	110,4	10.000
Alimentation	103,5	104,3	2.126	104,2	105,0	1.995
Pains et céréales	109,2	110,3	207	110,2	111,5	188
Viandes et poissons	103,1	103,2	715	104,0	104,3	664
Oeufs, laits, corps gras	102,3	102,4	349	103,5	103,6	311
Légumes et fruits	97,1	99,7	248	97,2	99,7	259
Autres produits alimentaires	103,8	105,3	324	105,4	106,5	291
Boissons	109,1	110,1	283	109,7	110,3	282
Produits manufacturés	105,5	106,2	4.171	105,4	106,0	3.862
Habillement et textiles	106,6	106,9	743	107,0	107,7	718
Autres produits manufacturés	105,2	106,0	3.386	104,9	105,5	3.144
Services	112,9	116,1	3.438	113,0	115,9	3.873
Services relatifs au logement	116,1	120,3	962	117,0	120,4	1.036
dont : Loyers, eau	116,2	120,6	895	117,0	120,5	966
Soins personnels et de l'habillement	113,9	116,9	114	113,4	116,1	130
Services de santé	103,5	105,2	518	103,4	104,9	509
Transports publics	113,7	116,1	242	115,0	117,5	380
Services d'utilisation de véhicules privés	120,4	126,4	280	120,8	127,5	287
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	113,6	116,5	762	113,3	115,8	936
Autres services	109,9	112,4	560	108,1	110,4	595

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Situation en décembre

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Spécialités pharmaceutiques	1990	1991	1992	1993	1994
Remboursables par la Sécurité sociale	100,0	98,0	98,0	98,2	98,0
Non remboursables par la Sécurité sociale	103,2	121,5	132,8	138,9	144,0

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

	1991	1992	1993	1994	Pondération
Guadeloupe					
Alimentation (hors tabac)	102,0	103,6	105,9	108,0	3.088
Produits manufacturés du secteur privé	103,4	107,0	109,5	109,7	3.083
Services du secteur privé	104,3	107,8	109,9	112,7	1.634
Energie	101,5	103,9	102,8	105,2	768
Tarifs publics	110,5	119,7	118,7	119,6	352
Loyers, eau	103,5	109,5	113,9	117,9	840
Services de santé	104,8	107,2	108,8	110,9	235
Ensemble	**103,1**	**106,3**	**108,3**	**110,1**	**10.000**
Ensemble hors tabac	**103,1**	**106,3**	**108,3**	**110,1**	**9.926**
Martinique					
Alimentation (hors tabac)	102,9	106,4	109,0	110,9	3.118
Produits manufacturés du secteur privé	103,1	105,9	108,1	107,7	2.980
Services du secteur privé	105,3	111,2	117,2	125,2	1.735
Energie	101,4	101,9	104,7	108,8	800
Tarifs publics	110,1	113,9	114,2	121,0	313
Loyers, eau	103,3	108,2	114,3	117,8	773
Services de santé	98,0	106,8	116,5	117,6	281
Ensemble	**103,3**	**107,0**	**110,7**	**113,3**	**10.000**
Ensemble hors tabac	**103,3**	**107,0**	**110,7**	**113,3**	**9.927**
Guyane					
Alimentation (hors tabac)	100,7	102,4	103,6	105,2	2.873
Produits manufacturés du secteur privé	103,2	106,2	107,7	107,4	2.608
Services du secteur privé	106,1	112,0	118,5	121,9	1.703
Energie	103,8	102,1	104,2	107,1	737
Tarifs publics	103,9	109,6	113,4	115,6	488
Loyers, eau	101,4	105,9	110,9	113,9	1.326
Services de santé	108,0	113,1	119,9	122,0	265
Ensemble	**102,3**	**104,9**	**107,3**	**108,9**	**10.000**
Ensemble hors tabac	**102,3**	**104,8**	**107,2**	**108,8**	**9.887**
Réunion					
Alimentation (hors tabac)	104,6	106,9	110,8	111,7	2.747
Produits manufacturés du secteur privé	103,6	107,0	109,9	111,3	3.444
Services du secteur privé	104,4	108,5	113,5	118,5	1.360
Energie	105,2	105,0	106,1	109,6	755
Tarifs publics	105,0	108,2	111,6	114,9	464
Loyers, eau	104,0	111,6	121,7	125,7	1.009
Services de santé	101,5	104,8	107,8	110,0	221
Ensemble	**104,1**	**107,3**	**111,3**	**113,5**	**10.000**
Ensemble hors tabac	**104,1**	**107,2**	**111,2**	**113,4**	**9.885**

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

(Moyennes annuelles)

Sources : Services territoriaux de statistique

	1989	1990	1991	1992	(1) 1993	(1) 1994	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en août 1975							
Ensemble	**263,0**	**269,7**	**279,5**	**287,4**	**295,7**	**104,9**	**10.000**
dont : Alimentation-Boissons	253,2	253,7	261,8	268,8	...	...	3.700
Habillement-Textiles	250,9	251,9	248,3	250,1	...	...	700
Autres produits manufacturés	276,3	283,1	294,7	298,4	...	...	2.750
Services	265,9	281,9	295,4	310,2	...	...	2.850
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988							
Ensemble	**101,6**	**103,0**	**103,7**	**105,5**	**107,1**	**108,7**	**10.000**
dont : Alimentation-Boissons	102,3	104,2	103,5	104,5	106,5	...	3.208
Habillement-Textiles	100,0	99,5	99,5	99,9	99,8	...	629
Autres produits manufacturés	101,6	103,2	105,1	106,7	108,3	...	3.035
Services	101,2	102,4	103,4	106,3	107,9	...	3.128

(1) Nouvelle base décembre 1992.

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.

2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyen de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique.
6. Tarifs des taxis à Paris.
7. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (EDF, gaz,...), les services (péages, transports publics, poste, eau,...), la santé (médecins, transports sanitaires,...), etc.
Les tableaux 2 à 7 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

*
* *

TABLEAU H.02-1

Prix moyens de vente au détail en métropole

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits	Unités	1993	1994
Pains et céréales			
Pain de campagne fabrication maison	kg	16,93	17,25
Pain baguette	»	14,65	■ 15,06
Pain parisien	»	11,17	11,45
Eclair individuel	pièce	6,39	6,46
Pain au chocolat	pièce	■ 3,51	3,61
Croissant ordinaire	pièce	■ 3,08	3,14
Farine de blé type 45	kg	5,86	■ 5,46
Pâtes supérieures	500 g	5,21	■ 5,03
Pâtes aux oeufs	250 g	4,90	■ 4,52
Riz long pré-traité ou étuvé	kg	17,33	■ 14,80
Viandes			
Boeuf			
Filet	kg	■ 152,61	154,75
Faux-filet	»	■ 95,88	97,37
Rumsteck	»	■ 94,46	95,67
Entrecôte	»	■ 85,86	86,90
Bifteck dans la bavette	»	■ 86,64	88,81
Côte avec os	»	■ 76,17	77,36
Macreuse à braiser	»	48,74	49,39
Bifteck haché	»	■ 59,91	60,86
Veau			
Côtes premières avec os	kg	■ 82,13	83,27
Escalope	»	103,33	104,90
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	92,26	94,67
Agneau			
Epaule avec os	kg	51,75	51,06
Côtes premières	»	■ 75,41	76,75
Côtes découvertes	»	73,62	72,50
Gigot racourci	»	■ 68,05	68,04
Cheval	»		
Bifteck 1re catégorie ou dans la bavette	kg	■ 82,96	84,11
Porc			
Rôti dans le filet	kg	■ 51,34	50,27
Côtes premières	»	■ 41,84	41,16
Echine avec os	»	■ 39,25	38,91
Jambon choix vendu sous plastique de 2 à 6 tranches	»	78,53	■ 73,67
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	kg	18,42	■ 17,84
Lapin entier	»	42,47	■ 41,49
Triperie			
Foie de veau frais	kg	■ 141,18	142,43
Foie de génisse frais	»	35,30	35,74
Rognons de porc	»	■ 29,45	29,45
Poissons			
Poissons frais			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	120,75	115,84
Cabillaud en tranche	»	65,94	65,87
Filet de cabillaud	»	70,77	67,36
Filet de merlan	»	73,27	69,89
Lieu noir en tranche	»	43,70	42,17
Limande-sole	»	59,91	59,89
Merluchon ou colinot	»	63,28	61,07
Roussette	»	53,32	55,05
Saumon d'élevage	»	61,95	60,43
Sole n° 3 ou 4	»	101,16	93,95
Thon rouge	»	66,44	73,70
Truite grise ou rose ou saumonée	»	41,64	42,14
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé	400 g	22,47	21,60
Thon au naturel en boîte	160 g	8,08	7,96
Crustacés et mollusques frais			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	40,36	40,40
Crevettes grises	»	95,58	98,50
Crevettes roses de Norvège	»	69,61	68,04
Crevettes roses d'Afrique	»	121,25	125,02
Huîtres creuses de claires cat. 3-4	douzaine	28,91	28,54
Langoustines crues	kg	85,68	87,65
Moules de bouchot	»	18,19	18,29
Tourteaux	»	38,52	38,44
Lait, fromages et oeufs			
Lait pasteurisé entier	litre	■ 5,45	■ 5,55
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	■ 3,90	■ 3,89
Yaourts nature	les 4	5,30	■ 5,12
Yaourts aromatisés	les 8	9,03	■ 8,43
Petits suisses nature 40% M.G	180 g	■ 4,00	■ 3,85
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	10,08	■ 10,03
Rocquefort	kg	101,26	101,16
Saint-Paulin	»	37,71	■ 37,83
Emmental français	»	48,74	■ 48,58
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,85	■ 7,75
Oeufs en boîte de 12, calibre 60-65	la boîte	12,99	13,13
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	29,34	29,18
Huile 100% arachide	»	12,68	■ 13,56
Huile de tournesol	»	9,08	9,64
Margarine au tournesol	250 g	■ 4,79	4,92
Beurre extra-fin	»	■ 8,88	■ 8,77
Légumes			
Légumes frais			
Ail	kg	34,57	33,21
Artichauts	»	16,46	15,17
Asperges	»	30,16	31,19
Carottes	»	5,84	5,81
Champignons de Paris	»	23,89	24,06
Concombres		10,84	10,75
Courgettes	»	9,67	10,06
Endives	»	12,51	11,12
Haricots verts extra-fins	»	27,62	27,70
Oignons	»	6,04	6,74
Poireaux	»	9,82	9,81
Poivrons verts	»	14,60	16,84
Pommes de terre anciennes à chair ferme	»	6,53	7,24
Pommes de terre anciennes Bintjes ou ordinaires	»	3,07	3,86
Pommes de terre nouvelles	»	6,25	7,18
Radis roses	botte	5,23	5,53
Tomates	kg	11,07	12,16
Choux-fleur	pièce	10,73	9,97
Batavia	»	4,83	5,16
Chicorée frisée	»	8,81	8,86
Laitue	»	4,33	4,70
Scarole	»	8,19	8,29
Légumes en conserve			
Petits pois extra-fins en boîte	560 g	6,52	■ 6,39
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	■ 4,84	4,84
Concentré de tomates 28% en boîte	70 g	■ 1,17	1,13
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	11,12	10,69
Maïs doux en grains en boîte	285 g	5,53	5,34
Fruits frais			
Abricots	kg	18,74	15,19
Avocat	pièce	4,99	5,14
Bananes	kg	11,19	11,28
Brugnons	»	15,81	15,37

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix moyens de vente au détail en métropole

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits	Unités	1993	1994
Cerises	kg	23,41	23,09
Citrons	»	12,27	13,34
Clémentines	»	11,73	10,96
Fraises	»	30,12	30,18
Melons	»	13,27	13,95
Oranges Navel	»	8,60	8,92
Autres oranges	»	8,95	9,49
Pamplemousses	»	11,96	11,70
Pêches chair blanche	»	14,89	14,72
Pêches chair jaune	»	13,70	13,44
Poires	»	9,94	10,63
Pommes Golden	»	8,23	9,55
Pommes reinettes	»	9,50	11,46
Pommes rouges	»	9,10	10,75
Prunes	»	13,68	13,77
Raisins Chasselas	»	15,50	19,89
Raisins Italia ou Idéal	»	10,38	11,23
Raisins Muscat Hambourg	»	16,21	20,36
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	7,41	■ 7,58
Café moulu non décaféiné	250 g	6,30	■ 7,27
Café moulu 100% arabica	»	10,73	■ 12,29
Confiture de fraises extra en pot	450 g	7,85	■ 7,93
Chocolat au lait en tablette	100 g	4,71	■ 4,45
Chocolat noir en tablette	»	3,81	■ 3,64
Sel fin iodé fluoré ou non	500 g	3,74	■ 3,89
Potage poireau pomme de terre	le sachet	2,89	■ 3,00
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200g	5,48	■ 5,23
Boissons			
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	3,27	■ 3,10
Vin rouge de table 12°	litre	7,93	7,89
Vin rouge de table 11°	»	7,21	■ 7,04
Bière blonde de luxe en pack (6x33 cl)	le pack	■ 16,51	■ 16,63
Apéritifs anisés 45°	litre	■ 85,56	■ 90,52
Whisky	75 cl	■ 85,05	■ 86,34
Cognac trois étoiles	70 cl	■ 92,37	94,01
Habillement, chaussures			
Costume homme en pure laine vierge	2 pièces	2.075,29	2.014,26
Jupe pure laine de forme droite ou avec quelques plis	pièce	546,34	■ 538,95
Pantalon jean pour enfant en coton	»	176,91	■ 166,19
Chemise de ville pour homme en coton	»	300,68	■ 275,78
Slip pour homme en coton, imprimé ou rayé	»	50,31	■ 46,72
Mi-chaussettes homme en acrylique et polyamide «style Jacquard»	la paire	35,54	■ 32,54
Pull-over homme en pure laine, tricot fin et décolleté en V	pièce	398,27	■ 384,06
Collant ordinaire sans gousset	»	11,67	(1) ///
Collant voile avec élasthanne		///	(2) 20,79
Chaussures ville homme basses, en cuir, semelle cuir	»	588,63	■ 578,59
Escarpins classiques femme, en cuir,semelle cuir	»	525,83	■ 516,90
Ressemelage complet en synthétique de chaussures pour homme	»	143,97	136,13
Logement,chauffage,éclairage			
Eau distribuée, abonnement inclus,T.T.C	les 120 m^3	■ 1.372,56	1.556,92
Gaz butane comprimé,sans consigne	13 kg	93,83	■ 94,01
Fioul domestique (à domicile)	1000 l	2.059,31	■ 1.987,40
Entretien de la maison			
Pile ronde alcaline type LR20	pièce	11,72	■ 11,81
Ampoule électrique ordinaire de 75 W	»	5,44	■ 5,25
Papier aluminium en rouleau	20 m	■ 13,11	■ 12,48
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	■ 57,13	■ 56,65
Poudre de lavage pour lave-vaisselle	3 kg	■ 48,39	■ 48,44
Eau de Javel concentrée en berlingot	pièce	■ 1,68	■ 1,70
Travaux de plomberie T.T.C	heure	■ 175,39	181,39
Blanchissage d'un drap blanc	pièce	11,61	12,04
Nettoyage d'un pantalon pour homme	»	27,93	28,40
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 145 X 13	pièce	411,44	■ 389,02
Mécanique automobile : main d'oeuvre T.T.C	heure	183,27	193,58
Carrosserie automobile : main d'oeuvre T.T.C	»	188,54	199,44
Contrôle technique : pour un véhicule de plus de 5 ans	forfait	301,19	301,84
Essence super avec plomb	litre	5,50	5,69
Gazole	»	3,68	3,89
Essence super sans plomb : octane 98	»	5,17	5,37
Leçon d'auto-école pour permis B	heure	148,07	150,74
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mm	pièce	■ 41,58	■ 39,21
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	32,57	32,17
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier , format 10 x 15	»	■ 82,50	■ 80,89
Tatouage d'un chien au dermographe, avec anesthésie	»	284,38	293,99
Fleurs et plantes			
Azalée diamètre 35 cm environ	le pot	80,04	80,71
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	65,26	64,37
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	67,13	67,19
Oeuillets en bouquet	la tige	3,55	3,40
Rose à l'unité	»	14,84	14,87
Roses en bouquet	la fleur	5,00	4,90
Tulipes en bouquet	»	4,16	4,11
Soins et produits personnels			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	■ 93,94	95,80
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	■ 187,52	192,38
Shampooing, coupe, permanente traitante et brushing pour femme	»	■ 293,07	299,90
Dentifrice au fluor en tube de 75 ml	»	■ 11,04	11,04
Mouchoirs en papier blanc en boîte	les 100	6,22	5,92
Cahier d'écolier 200 pages, format 17 x 22, couverture cartonnée rigide	pièce	18,18	15,85
Cartouches de stylo petit format	les 6	3,05	3,24
Restaurants, cafés, hôtels			
Repas dans un restaurant universitaire	pièce	12,10	12,47
Tasse de café au comptoir	»	■ 5,04	5,33
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	14,29	14,80
Apéritif anisé au comptoir	2 cl	■ 8,90	9,31
Chambre d'hôtel **, avec bain pour deux personnes	pièce	■ 272,17	276,32

(1) Série supprimée en 1994.
(2) Série introduite en 1994.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France — *Unité :* Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1990 15 Novembre	1991 15 Février	1991 2 Août	1992 13 Avril	1992 2 Octobre	1994 1er Mai (2)	1995 2 Mars (3)
Tarif « B0 » :							
Prix de l'énergie	0,2706	0,2755	0,2798	0,2715	0,2653	0,2588	0,2555
Prime fixe annuelle (4)	210,41	210,41	210,41	210,41	210,41	206,48	206,51
Tarif « B1 » :							
Prix de l'énergie	0,1766	0,1815	0,1862	0,1817	0,1783	0,1754	0,1733
Prime fixe annuelle (4)	847,08	848,47	848,47	794,29	772,77	747,45	747,45
Tarif « B2 » :							
Prix de l'énergie	0,1656	0,1701	0,1749	0,1758	0,1677	0,1647	0,1630
Prime fixe annuelle (4)	1.141,43	1.152,19	1.152,19	1.104,08	1.082,56	1.056,60	1.056,60

(1) Taxes comprises.
(2) Y compris TVA : 5% sur prime fixe et 18,6% sur l'énergie.
(3) Y compris TVA : 18,6% sur prime fixe et énergie.
(4) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France — *Unités :* Abonnements : en francs par mois ; Énergie : en francs par kWh

	1990 20 Avril	1991 1er Mars	1991 1er Août	1992 25 Février	1993 20 Février	1994 10 Mars	(1) 1995 1er Août
ABONNEMENTS							
Option de base :							
3 KVA	13,25	13,71	13,94	14,12	14,19	14,27	14,51
6 KVA	35,05	35,83	36,43	36,48	36,03	36,25	36,86
9 KVA	68,78	69,32	70,50	70,50	72,00	73,36	74,60
12 KVA	101,99	102,36	104,10	104,03	107,37	109,87	111,72
15 KVA	135,21	135,41	137,70	137,56	142,74	146,37	148,84
18 KVA	168,43	168,45	171,30	171,09	178,11	182,88	185,96
Option « Heures creuses » :							
6 KVA	64,83	66,83	67,96	68,61	68,05	68,02	69,17
9 KVA	108,67	111,78	113,67	114,87	117,13	118,46	120,46
12 KVA	153,90	157,91	160,58	162,25	166,91	169,45	172,31
15 KVA	199,12	204,05	207,50	209,62	216,69	220,43	224,15
18 KVA	244,35	250,18	254,41	257,00	266,48	271,42	276,00
24 KVA	374,36	383,67	390,16	394,45	404,42	408,52	415,41
30 KVA	504,37	517,16	525,92	531,90	542,37	545,61	554,81
36 KVA	634,38	650,66	661,67	669,35	680,31	682,71	694,22
Option « Effacement jours de pointe » :							
12 KVA	64,83	66,83	67,96	68,61	68,05	68,02	69,17
15 KVA	64,83	66,83	67,96	68,61	68,05	68,02	69,17
18 KVA	64,83	66,83	67,96	68,61	68,05	68,02	69,17
36 KVA	244,35	250,18	254,41	257,00	266,48	271,42	276,00
ÉNERGIE							
Option de base (simple tarif) :							
3 KVA	0,8331	0,8491	0,8617	0,8728	0,8804	0,8823	0,8972
Autres puissances	0,7063	0,7238	0,7346	0,7460	0,7560	0,7575	0,7703
Option « Heures creuses » (double tarif) :							
Heures pleines	0,7063	0,7238	0,7346	0,7460	0,7560	0,7575	0,7703
Heures creuses	0,4009	0,4109	0,4169	0,4234	0,4299	0,4310	0,4383
Option « Effacement jours de pointe » :							
Heures normales	0,4478	0,4592	0,4660	0,4733	0,4814	0,4842	0,4924
Pointe mobile	3,8801	3,8994	3,9575	3,9797	3,9315	3,8611	3,9262

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité :* Franc

Nature du service	19 Août 1991	10 Août 1992	5 Juillet 1993	1er Août 1994	1er Août 1995
Service postal					
Lettre missive :					
Jusqu'à 20 grammes :					
— courrier normal	2,20	2,20	2,40	2,40	2,40
— courrier urgent	2,50	2,50	2,80	2,80	2,80
De 500 g à 1 kg urgent	20,00	20,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustrée simple tarif normal (1)	2,20	2,20	2,40	2,40	2,40
Coliéco de 1 kg recommandé R1(2)	26,50	29,50	32,00	32,00	32,00
Colissimo (3) :					
Départemental :					
— jusqu'à 250 g	(4) 13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
— jusqu'à 500 g	(4) 16,00	17,00	18,00	18,00	18,00
Extra-départemental :					
— jusqu'à 250 g	(4) 17,00	17,00	17,00	17,00	17,00
— jusqu'à 500 g	(4) 23,00	25,00	25,00	25,00	25,00
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :					
— lettre R1	14,50	15,00	16,00	16,00	16,00
— paquet R1	8,50	9,50	10,00	10,00	10,00
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin	2,50	2,50	2,80	2,80	2,80
Service financier	1991	1992	1993	1994	(8) 1995
Chèques postaux					
Droit annuel de tenue de compte	5,00	5,00	5,00	(5) 5,50	6,00
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (6) :					
— jusqu'à 1.000 F	8,30	12,00	(7) 13,50	(5) 13,50	14,00
— de 1.000 F à 10.000 F	11,10	12,00	(7) 13,50	(5) 20,00	20,00
Cartes de paiement					
Carte bleue nationale à débit immédiat	80,00	90,00	(7) 95,00	(5) 100,00	100,00
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	140,00	140,00	(7) 145,00	(5) 150,00	155,00
Mandats					
Mandat-lettre jusqu'à 1.000 F (régime intérieur)	13,00	15,00	(7) 17,00	(5) 20,00	22,00
Mandat-carte jusqu'à 1.000 F (régime intérieur)	17,30	19,50	(7) 22,00	(5) 26,00	28,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Prestation créée le 22 mai 1989.
(4) Date d'effet le 15 juillet 1991.
(5) Date d'effet le 1er août 1994.
(6) Remplace «Mandats ordinaires de versement sur un autre compte» figurant dans l'édition de 1993.
(7) Date d'effet le 1er août 1993.
(8) Date d'effet le 1er août 1995.

TABLEAU H.02-5

Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique

Source : France Télécom

Nature du service	Unité	Ancienne date d'effet	Valeur	Nouvelle date d'effet	Valeur (1)
Abonnement principal annuel :					
Circonscription de Paris	Franc	15 Janvier 1994	540,00	1er août 1995	549,11
Abonnement automatique autres circonscriptions	»	15 Janvier 1994	540,00	1er août 1995	549,11
Communication :					
Unité télécom	»	1er novembre 1987	0,729	1er août 1995	0,742
Conversation locale à partir des postes publics cabines à prépaiement :					
1re impulsion	»	1er janvier 1984	(2) 1,00	1er août 1995	1,017
Les suivantes	»	1er février 1988	0,80	1er août 1995	0,813
Conversation locale à partir d'un poste privé : durée de l'impulsion (3)	Seconde	15 Janvier 1994	180	1er août 1995	180
Communication à grande distance au-delà de 100 km : durée de l'impulsion (3)	»	15 Janvier 1994	19	1er août 1995	21
Minitel :					
Kiosque grand public 36.15 (Télétel 3) :					
Tarif 32 par minute TTC	Franc	1er juillet 1988	0,84	1er août 1995	0,85
Tarif 34 par minute TTC	»	1er juillet 1988	0,99	1er août 1995	1,01
Tarif 36 par minute TTC	»	1er juillet 1988	1,27	1er août 1995	1,29

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995
(2) 0,80 pour les télécartes.
(3) Durée d'une impulsion en seconde facturée à une unité télécom en tarif rouge. La durée est majorée de 50 % au tarif blanc, elle est double au tarif bleu et triple au tarif bleu nuit.

TABLEAU H.02-6

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris — *Unité :* Franc

	1989 15 Février	1990 12 Février	1991 15 Janvier	1992 13 Janvier	1993 15 Janvier	1994 7 Février	1995 6 Janvier
Jour :							
Prise en charge	9,50	10,00	11,00	11,00	12,00	12,00	12,00
Le kilomètre	2,58	2,62	2,62	2,79	3,01	3,23	3,29
Nuit :							
Prise en charge	9,50	10,00	11,00	11,00	12,00	12,00	12,00
Le kilomètre	4,02	4,08	4,08	4,35	4,68	5,10	5,19

TABLEAU H.02-7

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP) — *Unité :* Franc

	1990 1er Août	1991 1er Août	1992 1er Août	1993 1er Mai	1994 1er Août	1995 1er Août
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						
— à l'unité	5,20	5,50	6,00	6,50	7,00	7,50
— au carnet	3,28	3,45	*r* 3,65	3,90	4,10	4,40
Carte orange mensuelle						
	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	270/180	285/190	302/201	312/208	329/219	345/230
Coupon valable dans les zones 1 à 3	378/234	399/247	426/263	458/281	483/296	507/311
Coupon valable dans les zones 1 à 4	556/323	589/342	620/360	656/380	681/395	713/414
Coupon valable dans les zones 1 à 5	692/391	737/416	784/442	818/461	865/487	907/511
Coupon valable dans les zones 1 à 6	712/401	763/429	818/459	888/496	943/526	987/551
Coupon valable dans les zones 1 à 7	812/451	867/481	928/514	1.008/556	1.081/595	1.133/624
Coupon valable dans les zones 1 à 8	912/501	973/534	1.042/571	1.136/620	1.211/660	1.269/692

(1) 1re classe.
(2) 2e classe.

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction

1. Méthodologie.
2. Sources de documentation.
3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels des prix des produits agricoles à la production.
2. Indice sensible annuel des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indice annuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.
4. Indices agrégés des prix de vente industriels.
5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] (base 100 en 1990)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1990 prend la suite de l'indice base 100 en 1980 calculé jusqu'en décembre 1993. Ce changement de base est coordonné au niveau de l'Union européenne.

Ce passage traduit trois changements majeurs :

— refonte du système d'information;

— changement de l'année de référence;

— changement du jeu de pondérations.

Le système d'information

Contrairement à la plupart des indices calculés par l'INSEE, l'IPPAP ne s'appuie pas sur un système homogène d'enquêtes réalisées à son intention. Il nécessite le rassemblement d'une multitude de données de nature variée :

— constatation de prix par les commissions de cotation;

— relevés de prix sur les marchés;

— interrogation de professionnels;

— consultation de tarifs;

— réalisation d'enquêtes statistiques;

— enregistrement de transactions.

Elles proviennent d'horizons divers :

— organisations professionnelles;

— offices par produits;

— ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

Par rapport à la base 1980, on observe une meilleure couverture des transactions en produits agricoles par les organisations professionnelles. L'INSEE a tiré profit de ce surcroît d'information. Des progrès substantiels ont notamment été réalisés dans les domaines suivants :

Céréales. — Mise en place par l'ONIC d'un dispositif d'enquêtes qui relèvent à présent les prix à l'entrée des organismes stockeurs. Introduction dans le calcul de l'indice du prix du triticale. L'indice des céréales qui repose sur une enquête mensuelle et une enquête trimestrielle fait l'objet d'une révision tous les trois mois.

Pommes de terre. — Introduction dans l'indice de séries relatives aux pommes de terre livrées à l'industrie de transformation et aux variétés à chair ferme.

Vins. — Couverture presque complète des prix à la production des vins AOC commercialisés en vrac et des vins de consommation courante, ainsi que des vins doux naturels. Introduction, dans l'indice, des vins destinés à la fabrication du cognac.

Oléagineux. — L'indice des graines oléagineuses, précédemment regroupées avec les « autres produits végétaux » a été isolé pour tenir compte de l'importance acquise par ces cultures depuis dix ans.

Produits de l'horticulture. — Ce nouveau regroupement est constitué des postes suivants :

— *fleurs coupées* dont la base de données a été renforcée;

— *plants de pépinières* également améliorés et isolés du regroupement « semences et plants » auquel ils participaient dans la base précédente;

— *plantes en pot* absentes de la base précédente;

— *plantes à massif* absentes de la base précédente.

Semences, plants et fourrages. — On a regroupé ici les produits végétaux essentiellement intraconsommés par la branche agriculture. Leur coefficient de pondération est représentatif des livraisons aux non-agriculteurs ou des exportations.

Bovins. — Création d'un indice relatif aux gros bovins maigres.

Ovins. — Recentrage du système d'information sur les cotations couvrant les principales aires de production.

Lait. — Rénovation par le SCEES (Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation) de l'échantillon de l'enquête sur le prix du lait de vache. Adjonction d'un indice du prix du lait de brebis.

Volailles. — Adaptation de la nomenclature de produits et de l'échantillon servant de base à l'enquête sur le prix des volailles de boucherie réalisée par le SCEES.

Les mutations qui touchent l'économie agricole se traduisent au niveau des circuits de commercialisation par un relatif déclin des marchés physiques au profit des filières contractuelles, moins ouvertes à l'observation des prix. Ce phénomène ne peut manquer d'affecter les conditions de réalisation d'un indice de prix et rend nécessaire la mise en place d'enquêtes spécifiques.

Pour la plupart d'entre eux, les prix sont suivis au stade de la production. Toutefois, dans certains secteurs (pommes de terre de conservation, oléagineux, protéagineux, plantes en pot et à massif), l'absence d'information sur le prix perçu par les agriculteurs a rendu nécessaire le suivi de prix au stade expédition (prix au départ de la zone de production) ou même au stade de gros.

L'année de référence

La confection de l'IPPAP nécessite le suivi de près de 3 000 séries de prix dont environ 2 000 pour le seul indice des fruits et légumes réalisé par le SCEES à partir des relevés du Service des nouvelles des marchés (SNM) du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Dans la plupart des cas, ces prix sont eux-mêmes le résultat de synthèses à divers niveaux d'agrégation, de relevés de prix de transactions plus ou moins nombreuses, ces synthèses étant réalisées par les organismes auprès desquels l'INSEE recueille l'information.

Le prix moyen de chaque poste homogène est rapporté au prix moyen correspondant de l'année 1990. Le prix annuel comme l'indice annuel sont calculés par moyenne arithmétique des valeurs mensuelles, pondérées si nécessaire par la part représentative de chaque mois dans la valeur des livraisons de l'année de référence. Toutefois, dans le cas des produits dont le prix est fixé pour la durée de la campagne, le prix annuel

moyen est celui de la seule partie de l'année où le produit est effectivement commercialisé. Cependant, pour assurer tout au long de l'année l'homogénéité de l'indice d'ensemble, chaque indice élémentaire est maintenu durant le restant de la campagne au niveau atteint pendant la période de commercialisation.

Le jeu de pondération

Dans la structure, l'IPPAP est conforme à la Nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973). Toutefois, les fruits et légumes dont les prix sont affectés de mouvements brusques ont été isolés, de façon à permettre le suivi de tendances plus régulières. L'indice des regroupements est calculé par moyenne arithmétique pondérée des indices élémentaires. Le jeu de pondération a été déduit des Comptes de l'agriculture définitifs de l'année 1990.

Les coefficients de pondération sont proportionnels aux livraisons de la branche agriculture, déduction faite de l'autoconsommation et des taxes liées aux produits.

Les produits tels que semences et plants, et animaux maigres, vendus pour l'essentiel au sein de la branche agriculture pour être réintroduits dans le système de production, participent au calcul de l'indice général pour autant qu'ils sortent de la branche. Leur pondération est représentative des ventes à des non-agriculteurs et des exportations.

Les postes pour lesquels les Comptes de l'agriculture ne sont pas assez détaillés, ont été décontractés au prorata d'une production en valeur calculée au moyen des informations disponibles. La pondération des produits pour lesquels aucune donnée de prix n'a pu être trouvée est répartie entre les autres postes participant au même regroupement. Les coefficients de pondération affectés à chaque poste et chaque regroupement sont valables tout le long de l'année. Dans les quatre secteurs suivants :

— pommes de terre;
— fleurs coupées;
— fruits;
— légumes frais.

La forte saisonnalité des arrivages nous a conduits à utiliser la technique du panier variable. Celle-ci consiste, à l'intérieur de chacun de ces regroupements, à appliquer chaque mois un schéma de pondération différent, représentatif du calendrier de commercialisation. Toutefois, le coefficient affecté à chacun de ces quatre regroupements dans le calcul de l'indice général demeure identique tout au long de l'année.

Indice sensible des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens (base 100 en 1962)

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres) et proportionnelles à la valeur des ventes sur les marchés publics en 1962, année de base de l'indice. Dans le cas des fruits et légumes frais et des poissons, des « paniers » de référence — de composition variable pour les différents mois de l'année — ont été constitués, mais la pondération d'ensemble de ces groupes reste constante pour tous les mois de l'année. Les indices mensuels, publiés dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,* représentent le niveau moyen des prix pendant l'ensemble du mois par rapport à la moyenne de l'année 1962 : ils sont corrigés des variations saisonnières. Les indices annuels publiés ici ne sont donc pas, en général, les moyennes arithmétiques simples des indices mensuels (1).

Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles [IPPINEA] (base 100 en 1975)

Cet indice décrit l'évolution des prix des produits industriels achetés par l'ensemble des exploitants agricoles pour les besoins de leurs exploitations. Les produits d'origine agricole (les céréales achetées pour l'alimentation des animaux, par exemple), ainsi que les services qui ne sont pas directement liés à la distribution du produit, sont donc exclus du champ de l'indice; par exemple, de l'ensemble des dépenses d'entretien et de réparation, ne sont retenus que les achats de pièces de rechange et de matériaux et, pareillement, les frais de vétérinaire, de ferrage des animaux ne sont pas représentés, alors que les consommations de produits vétérinaires et de fers à cheval le sont.

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres); elles ont été déterminées à partir des consommations de l'agriculture française au cours de l'année 1975.

Les prix utilisés dans le calcul de l'indice doivent être ceux effectivement payés par l'utilisateur, hors TVA.

Pour chaque article, on a défini un échantillon de points de vente témoins répartis sur l'ensemble du territoire : dans cet échantillon sont représentées les différentes sources d'approvisionnement (coopératives agricoles d'approvisionnement, négociants, etc.). Toutefois, il n'est pas procédé à des relevés de prix régionaux pour les matériels, dont les prix sont observés au stade « départ usine ».

Indices de prix de vente industriels

On distingue les :

- **Industries agro-alimentaires**

La mise en place des indices de prix de vente industriels dans les industries agro-alimentaires a débuté en 1977, l'année de base retenue alors était 1976 pour la plupart des branches couvertes, exceptionnellement 1977 ou 1978. L'ensemble des indices a ensuite été publié avec une année de base commune : 1982. Depuis le mois de septembre 1987, tous les indices sont calculés en année de référence 1985. A l'occasion de ce changement de référence, de nouvelles séries d'indices (viande fraîche, viande de poulet et de lapin, pains divers et viennoiserie industriels) ont été introduites, permettant la publication d'un indice synthétique de l'ensemble des produits des industries alimentaires. De plus, il a été procédé alors à une réactualisation des pondérations correspondant aux ventes réalisées par les producteurs français sur le marché intérieur. Par contre, les pondérations relatives aux entreprises à l'intérieur de l'échantillon (pour chaque produit)

1. La présentation de cet indice a été faite dans le n° 4 d'*Études statistiques* de 1964.

ne sont actualisées qu'à l'occasion de changements de base effectués à des dates différentes selon les branches.

La démarche adoptée pour le choix de produits-témoins et l'observation de leurs prix est analogue à celle qui est utilisée pour l'élaboration des indices de prix à la production dans les autres branches industrielles décrites ci-après.

- **Industries hors champ agro-alimentaire**

La mise sur pied d'indices de prix de vente industriels se heurte à deux difficultés majeures :

— d'une part, la stabilité des produits industriels est parfois de courte durée alors que le calcul d'indices impose de disposer d'informations comparables dans le temps. Comme lors de l'observation des prix à la consommation, on retrouve les phénomènes liés à la mode (industries de l'habillement, chaussures, etc.), phénomènes qui se répercutent très en amont. À cela vient s'ajouter l'existence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués;

— d'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit peuvent être observés.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'INSEE et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

La mise en place des indices se fait progressivement, branche professionnelle par branche professionnelle. Dans chacune d'elles, un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, quelque 4.000 entreprises auront été concernées.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix de l'échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. Deux modalités de diffusion sont prévues : à destination des entreprises de la branche et de leur organisme professionnel d'une part, dans un niveau très détaillé; par le canal du *Bulletin mensuel de statistique* d'autre part, et suivant plusieurs niveaux d'agrégation depuis le numéro de février 1986 (niveaux 100, 40 ou 15 de la NAP selon le type de produit pour les indices les plus agrégés; par niveau 600 et par famille de produits pour les indices les plus détaillés).

Le calcul des indices des prix de vente industriels dans les industries hors champ agro-alimentaire est fait selon la formule de Laspeyres : la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production française vendue sur le marché intérieur au cours de l'année de référence; pour certains produits toutefois, la part des constructeurs français dans le marché intérieur est insuffisamment représentative de celui-ci : sont alors observés aussi des prix à l'importation.

En ce qui concerne les taxes, on se conforme aux recommandations de l'OSCE qui préconise de suivre des prix hors TVA mais y compris les taxes spécifiques. En pratique, le problème ne se pose que pour les prix du gaz distribué (hors ventes aux ménages), qui incluent la taxe intérieure sur le gaz naturel (TIGN), lorsqu'elle s'applique, ce qui est effectif depuis 1986, et pour les prix du fioul lourd, base 1979, qui incluent la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Les pondérations sont en valeurs et restent fixes plusieurs années. Les années de base pour le calcul des pondérations sont diverses, dans la mesure où les indices ont été mis sur pied les uns après les autres. En revanche, l'année de référence (moyenne des indices = 100) est maintenant commune (1990) pour tous les indices de base antérieure à 1991. Des précisions sur le changement d'année de référence de 1985 en 1990 figurent au BMS n° 3 de 1995. En particulier, les coefficients de raccord à appliquer aux anciennes valeurs des indices pour obtenir des séries cohérentes se trouvent p. 133 à 143 de ce numéro.

Les indices sont calculés mensuellement pour l'essentiel.

La mise en place de ces nouveaux indices a commencé en 1977 et devrait se terminer fin des années 1990.

Dans ce chapitre ne sont présentées que des données agrégées. Vous trouverez la totalité des indices dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,* leurs caractéristiques y sont publiées lors de la première publication des résultats concernant une branche donnée. On y trouve une description rapide de l'échantillon (nombre d'entreprises, nombre de produits, etc.), de la nature des prix relevés et un exposé des problèmes particuliers posés par la branche; y figurent aussi la définition du champ, la nomenclature fine, et les pondérations ayant servi au calcul de l'indice. Ces caractéristiques sont, par ailleurs, reprises dans un supplément méthodologique au *Bulletin mensuel de statistique,* paru en février 1987.

Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE.

« Indices de prix à la production des industries agricoles et alimentaires », *Archives et Documents,* n° 129, 1985.

« Les indices des prix d'achat des moyens de production agricole. Méthodologie base 1975 », *Archives et Documents,* n° 39, 1982.

« L'indice des prix des produits agricoles à la production », *Archives et Documents,* n° 222, 1987.

« Méthodologie des indices de prix à la production », supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* 1986.

« Indice sensible des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens, base 100 en 1962 », *Études statistiques,* n° 4, octobre-décembre 1964.

« Indices des prix de vente à la production », Méthodologie-résultats. Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* février 1987.

« Base et référence d'un indice : l'exemple des indices de prix de vente à la production des industries agricoles et alimentaires », *Courrier des statistiques,* n° 44, octobre 1987.

« Indice des prix des produits agricoles à la production : présentation de la base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique,* n° 2, 1994.

*
* *

TABLEAU H.03-1

Indices annuels des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

	Pondération	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
Indice général	**100.000**	**100,0**	**100,3**	**95,4**	**88,7**	**88,8**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**91.210**	**100,0**	**98,3**	**95,6**	**88,5**	**88,3**
● Produits végétaux sans fruits et légumes	**44.161**	**100,0**	**99,7**	**93,3**	**82,1**	**82,2**
Céréales	15.774	100,0	104,2	97,5	88,7	77,4
dont : Blé tendre	9.336	100,0	102,4	99,6	90,7	79,1
Orge de mouture	1.714	100,0	108,6	100,7	91,9	84,5
Maïs	3.043	100,0	111,8	92,9	83,3	71,4
Pommes de terre	1.089	100,0	100,7	74,9	68,5	116,3
Vins	16.606	100,0	98,5	93,1	78,3	86,8
Vins de consommation courante	2.257	100,0	99,3	97,6	89,3	95,8
Vins de qualité	13.137	100,0	97,7	90,0	73,7	83,0
Produits de l'horticulture	2.575	100,0	99,0	97,5	98,9	96,2
Oléagineux	3.571	100,0	88,3	60,5	60,5	57,2
● Produits animaux	**47.049**	**100,0**	**97,0**	**97,8**	**94,4**	**94,1**
Bétail sur pieds	22.082	100,0	94,8	96,8	91,0	91,9
dont : Gros bovins	10.871	100,0	90,9	93,6	96,9	97,6
Veaux de boucherie	2.987	100,0	93,8	96,9	99,1	98,0
Porcs	6.342	100,0	100,3	101,5	74,9	76,6
Ovins	1.263	100,0	102,8	100,6	94,0	98,0
Lait	15.585	100,0	98,6	100,0	100,7	101,5
Volaille, oeufs et lapins	8.418	100,0	99,6	96,0	91,5	87,2
Poulets	2.854	100,0	99,3	97,2	93,1	91,1
Dindes et dindons	1.624	100,0	98,8	97,3	91,0	90,1
Lapins	1.104	100,0	102,5	94,5	83,3	80,2
Oeufs	1.694	100,0	101,3	95,0	93,6	82,3
FRUITS ET LEGUMES	**8.790**	**100,0**	**121,1**	**92,9**	**91,5**	**93,8**
Légumes	4.547	100,0	110,9	92,4	98,6	95,8
Fruits	4.243	100,0	132,0	93,4	83,8	91,6

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de février 1994 (BMS 94-2).

TABLEAU H.03-2

Indice sensible annuel (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE — Base 100 en 1962

	Pondération	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Indice général (2)	**1.000**	**491,5**	**510,7**	**517,7**	**502,2**	**478,9**	**489,9**
Viandes et abats	318	449,6	405,6	402,8	426,8	423,5	408,8
dont : Boeuf	121	482,9	423,8	418,2	466,1	493,5	461,7
Veau	70	513,5	448,9	446,1	489,5	466,1	449,7
Mouton	38	313,5	292,7	297,9	271,7	267,3	270,9
Porc	67	349,9	343,0	347,6	351,9	309,7	318,9
Lapins et volailles	25	210,5	215,0	199,5	198,2	200,5	214,8
Oeufs	17	191,6	191,4	209,7	196,9	201,5	166,9
Produits laitiers	147	546,4	546,2	540,3	541,2	541,5	546,2
Produits de la pêche	56	1.077,0	1.123,5	1.188,3	1.128,1	1.041,6	1.108,8
Fruits et légumes	190	441,5	479,8	532,4	445,1	438,5	455,7
Fruits et légumes frais	182	442,9	480,1	533,9	447,1	442,0	455,8
Pommes de terre	8	406,9	472,4	495,8	397,1	354,5	455,1

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.
(2) Y compris le vin avec une pondération de 247 dont la série est en cours de révision.

TABLEAU H.03-3

Indice annuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles

Source : INSEE

Base 100 en 1975

	Pondération	1990	1991	1992	1993	1994
Indice général	**1.000**	**245,9**	**249,6**	**252,7**	**251,5**	**252,5**
1. Biens de consommation courante de l'agriculture	754	220,7	221,9	221,8	217,7	216,7
dont : Énergie	54	332,7	326,0	310,9	314,6	307,6
Produits chimiques à usage agricole	292	206,5	207,8	206,0	199,6	202,0
dont : Engrais et amendements calcaires	205	200,1	199,1	194,3	185,6	189,1
dont : Engrais azotés	46	105,7	206,6	195,8	183,6	183,0
Engrais binaires	54	184,1	182,2	179,4	171,0	179,0
Engrais ternaires	78	187,9	184,9	180,1	171,1	173,5
Produits de protection des cultures	64	204,5	210,0	212,7	213,5	212,7
Aliments des animaux	326	201,6	201,4	204,3	199,1	194,9
dont : Aliments pour bovins	79	230,7	226,9	240,9	238,8	233,3
Aliments pour porcins	103	181,1	178,2	178,3	171,8	168,0
Aliments pour volailles	99	197,8	198,2	194,8	189,7	185,8
2. Biens d'investissements de l'agriculture	246	323,0	334,8	347,2	355,1	362,2
dont : Équipements	201	313,2	324,9	337,2	345,2	353,0
dont : Tracteurs	80	316,7	330,1	346,9	355,5	365,4
Matériel de récolte	44	316,3	325,4	334,2	341,7	348,8
Matériel de culture	42	314,5	328,9	342,0	349,4	351,1

TABLEAU H.03-4A

Indices agrégés de prix de vente industriels (hors taxes) (1)

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Sources : INSEE et Service des nouvelles du marché du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

Référence 100 en 1985

Intitulé du produit	N° de NAP	Pondération	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Produits des industries agricoles et alimentaires	**U 02**	**10.000**	**106,1**	**106,7**	**108,6**	**107,5**	**107,4**
Viandes et produits laitiers	T 02	4.899	105,7	103,8	106,6	103,4	100,8
Viandes et conserves de viande (2)	35	2.871	104,4	102,2	105,5	100,3	97,0
Lait et produits laitiers	36	2.028	107,7	106,3	108,1	107,7	106,1
Autres produits des industries alimentaires	T 03	5.101	106,4	109,3	110,7	111,4	113,8
Conserves	37	571	99,6	103,7	101,7	101,2	101,4
Pain et pâtisserie industriels (3)	38	181	117,0	118,1	118,8	123,6	126,1
Produits du travail du grain	39	1.712	100,3	101,2	101,9	99,2	97,0
Produits alimentaires divers	40	1.338	97,7	99,5	100,3	103,3	109,6
Huiles et corps gras	401	272	71,1	72,0	70,3	72,8	82,1
Sucre	402	317	113,5	114,7	116,2	117,9	120,0
Produits alimentaires divers	403	749	100,8	103,0	104,5	108,2	115,2
Boissons et alcools	41	1.046	122,4	128,6	131,9	132,3	132,8
Produits à base de tabac	42	253	133,9	141,7	152,8	165,2	190,6

(1) L'année de référence est celle pour laquelle tous les indices sont égaux à 100. Les pondérations publiées ici sont fixées pour une période de 5 ans. Voir la présentation détaillée des indices dans le supplément méthodologique au BMS paru en février 1987.
(2) Non compris les « cuirots et peaux brutes » dont le poids est négligeable.
(3) Uniquement partie industrielle du 3820.

TABLEAU H.03-4B

Indices agrégés de prix de vente industriels (hors taxes) (1)

Industries hors IAA

Source : INSEE

Intitulé du produit	N° de NAP	Pondération	Référence 100 en 1990				
			1990	1991	1992	1993	1994
PRODUITS ÉNERGÉTIQUES	U03	1.000	100,0	101,6	100,6	102,9	105,1
Combustibles minéraux solides et coke	T04	13	100,0	100,9	102,1	102,7	100,3
Produits pétroliers raffinés et gaz naturel	T05	626	100,0	100,8	97,2	99,1	101,0
Électricité (CVS), gaz industriel, eau et chauffage urbain	T06	361	100,0	103,1	106,5	109,4	112,3
BIENS INTERMÉDIAIRES	U04	1.000	100,0	98,8	97,4	94,9	95,9
Métaux ferreux	T07	116	100,0	91,1	88,8	85,5	89,9
Métaux non ferreux	T08	53	100,0	89,6	83,3	77,7	86,0
Matériaux de construction et minéraux divers	T09	195	100,0	103,6	106,4	108,4	109,5
Minéraux divers	14	11	100,0	102,8	105,8	107,7	107,7
Matériaux de construction et céramique	15	184	100,0	103,6	106,4	108,5	109,6
Produits de l'industrie du verre	T10	47	100,0	102,1	100,2	99,0	98,2
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T11	155	100,0	96,1	90,4	84,4	87,2
Produits chimiques de base	17	150	100,0	96,1	90,3	84,3	87,3
Chimie minérale	17.1	63	100,0	99,4	96,1	88,2	87,9
Chimie organique	17.2	87	100,0	93,7	86,2	81,6	86,9
Fils et fibres artificiels et synthétiques	43	5	100,0	94,5	91,7	84,2	83,3
Papier-carton	T21	163	100,0	98,1	96,0	90,8	90,4
Caoutchouc et matières plastiques	T23	213	100,0	102,0	101,9	99,9	98,1
Pneumatiques et autres produits du caoutchouc	52	51	100,0	105,0	107,9	107,2	102,1
Produits de la transformation des matières plastiques	53	162	100,0	101,2	100,0	97,7	96,9
Produits du travail des métaux (partiel)	21 p	58	100,0	103,3	104,9	104,7	103,4
BIENS D'EQUIPEMENT PROFESSIONNELS :							
Machines agricoles	22	1.000	100,0	103,4	105,7	106,9	109,1
Machines-outils	23	1.000	100,0	102,7	104,7	105,8	105,9
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE :							
Produits de la parachimie	18	1.000	100,0	103,5	105,6	107,0	106,9
Produits de l'industrie textile	44	1000	100,0	98,8	98,9	96,5	98,9
Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	44A	301	100,0	93,5	92,1	85,6	90,9
Ouvrages textiles en filés et articles de bonneterie	44B	699	100,0	101,0	101,8	101,1	102,4
Bois, meubles	T20	1.000	100,0	102,8	104,3	104,5	105,9
Produits du travail mécanique du bois	48	523	100,0	101,5	101,7	99,9	101,2
Meubles	49	477	100,0	104,6	107,9	110,4	111,9

(1) Changement de référence 1990 = 100, nouvelle pondération calculée à partir de la production par branche issue des comptes nationaux 1990. Voir note de présentation dans le BMS n° 3 de mars 1995.

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE

Base 100 : 4e trimestre 1953

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
1er trimestre	908	929	939	972	1.006	1.022	1.016
2e trimestre	912	924	951	992	1.002	1.012	1.018
3e trimestre	919	929	956	996	1.008	1.017	1.020
4e trimestre	919	927	952	1.002	1.005	1.016	1.019
Moyenne annuelle	**914,5**	**927,3**	**949,5**	**990,5**	**1.005,3**	**1.016,8**	**1.018,3**

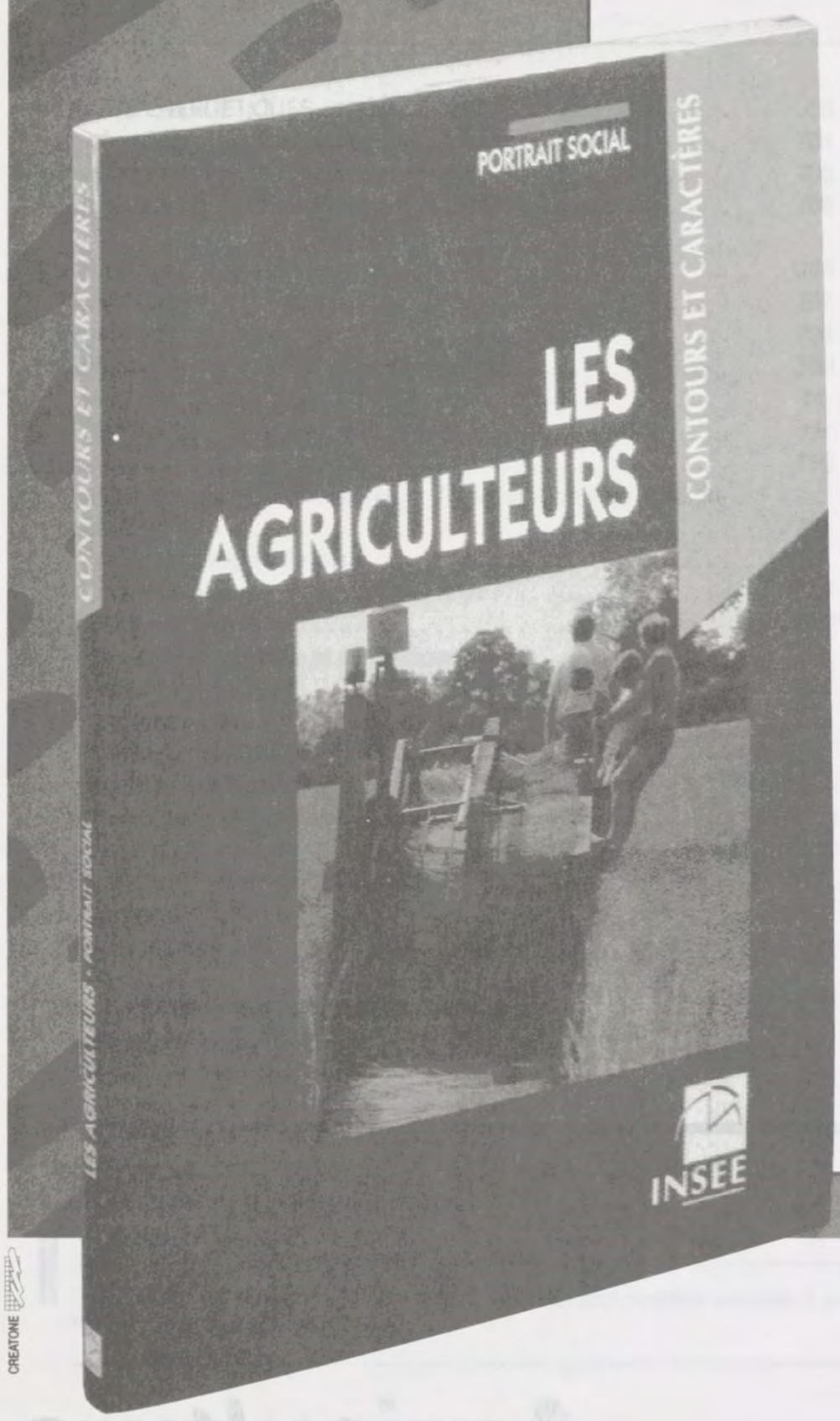
I

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

Un ouvrage de référence, un outil d'analyse

Egalement vendu en librairie

LES AGRICULTEURS
PORTRAIT CONTRASTÉ D'UN MONDE ÉCLATÉ EN PLEINE MUTATION.



Une étude sur l'un des grands dossiers qui font l'actualité

• *Un peu plus d'un million d'actifs vivent aujourd'hui de l'agriculture, soit 1 actif sur 20, contre 1 sur 4 en 1954. Cet effondrement démographique participe à la mutation profonde du groupe social des agriculteurs. Modes de vie et de consommation se rapprochent de ceux des citadins, tandis que se maintiennent des comportements distinctifs vis-à-vis de la famille, du mariage ou de la politique. En même temps s'accomplit, non sans turbulences, une intégration dans la dimension européenne.*

• *L'INSEE propose ici en 57 fiches un portrait social du groupe des agriculteurs. Famille, activité et formation, travail des femmes à l'extérieur, vie sociale, loisirs et vacances, patrimoine et endettement, place de la France agricole dans l'Europe, sont les principaux thèmes abordés.*

La collection Contours et Caractères a déjà présenté d'autres groupes sociaux :

• *Les étrangers en France, les citadins et les ruraux, les familles nombreuses, les jeunes de 15 à 24 ans, les personnes âgées, les femmes, les enfants de moins de 6 ans.*

EDITION 93
160 pages, format 16 x 24, **80 FF** *
* + une participation aux frais d'envoi :
de 10 FF par envoi pour la france,
de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

CREATONE

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

INSEE

▼ LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INSEE

❑ Je commande ..... ouvrage(s) "LES AGRICULTEURS"
au prix unitaire de 80 FF*

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

avril 1994

COLLECTION CONTOURS ET CARACTERES

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1993 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union Européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union Européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18. Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles.
23. Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants.
24. Comptes de la branche agriculture : livraisons aux prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est réalisée à partir d'un document de synthèse (encore connu sous le nom « d'État 6 ») à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du pays et contribuent à l'amélioration des principaux postes de la statistique agricole (superficies des productions végétales, effectif du cheptel, rendement de certaines cultures, résultats financiers des exploitations agricoles, etc.).

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en 1955, 1970, 1979 et 1988, enquêtes par sondage au 1/10 en 1963, au 1/20 en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990 et 1993.

Recensements et enquêtes structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Depuis 1967, la CE s'est dotée d'une information économique propre à accompagner la politique de structures agricoles de la Communauté. Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés ainsi que l'harmonisation des nomenclatures et des périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes structures sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste - Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

---

1. Marge brute standard.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

— les pertes sur le champ;
— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;
— les parties de produits inutilisables;
— les produits fatals.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature d'activités et de produits — NAP 1973 — déjà utilisée pour les comptes en base 1971.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont désormais évalués selon les méthodes définies pour la base 1980. L'année de référence des prix, qui sert de base aux évaluations à prix constants, est l'année 1980. Les comptes des années écoulées antérieures à $n - 3$ sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

En raison de sa création récente sous sa forme actuelle, la statistique agricole des DOM est encore loin d'être aussi complète que celle de la France métropolitaine.

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n^{os} 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en œuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier

instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques).

— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole :*

— *Données :* les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA et de l'agriculture;

— *Cahiers* (trimestriel);

— *Études;*

— *Conjoncture :* note de conjoncture générale et notes de conjoncture spécialisée;

— *Le Bulletin* et *Aviculture* (séries mensuelles);

— *Graph Agri* (annuel);

— *Graph Agri Europe, région* (apériodique);

— L'*Annuaire de statistique agricole* est maintenant présenté sous forme de 4 tomes par ailleurs publiés dans les sous-familles Données chiffrées agriculture ou IAA;

Statistiques générales sur l'agriculture (Données chiffrées agriculture);

Production des IAA en 19.. - Enquêtes de branches (Données chiffrées IAA);

Statistique agricole annuelle (Données chiffrées agriculture);

Statistiques forestières (Données chiffrées agriculture).

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux « Prosper » (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES - INSEE - INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

Banque de données Agristat :

Agristat est une banque de données agricole socio-économique et statistique gérée par le SCEES.

Agristat contient actuellement 600.000 séries chronologiques portant sur divers thèmes,

dont :

— la production agricole depuis 1969;

— les comptes départementaux de l'agriculture depuis 1970;

— le réseau d'information comptable agricole depuis 1968;

— la valeur vénale des terres depuis 1950;

— la conjoncture : séries mensuelles qui peuvent remonter jusqu'à 1949.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« L'agriculture en 1994 », *INSEE-Première,* n° 387, juin 1995;

« L'agriculture en 1993 », *INSEE-Première,* n° 316, mai 1994.

« L'agriculture en 1992 », *INSEE-Première,* n° 233, novembre 1992;

« Les comptes de l'agriculture française en 19.. », *INSEE-Résultats,* série Économie générale (annuel);

« Les comptes de l'agriculture de 1970 à 1988, séries de comptabilité nationale », *INSEE-Résultats* n° 18, série Système productif n° 7;

« L'agriculture dans la comptabilité nationale de 1959 à 1983 », *Archives et Documents,* n° 108;

« Prix de gros des fruits et légumes », *Archives et Documents,* n° 65;

« Les agriculteurs » *Contours et caractères,* INSEE, mars 1993.

« Les agriculteurs : un groupe social en mutation », *INSEE-Première,* n° 272, juillet 1993.

Dossiers « L'agriculture dans la CEE » :

— Tome 1 : « 25 ans de production », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 104;

— Tome 2 : « Emploi et activité », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 108;

— Tome 3 : « Coûts de production », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 112;
— Tome 4 : « Atlas des régions de l'Europe verte », *INSEE-Résultats,* n° 54, série Système productif n° 24;
— Tome 5 : « Les échanges extérieurs, de produits agro-alimentaires », *INSEE-Résultats,* n° 187, série Système productif n° 50;

« Le vin en 1993 », *INSEE-Première,* n° 334, juillet 1994.

« Une exploitation agricole sur trois est tenue par un plus de 60 ans », *Économie et Statistique,* n° 185 (février 1986);

« Héritage et propriété des exploitations agricoles », *Économie et Statistique,* n° 207 (février 1988);

« Les comptes de l'agriculture pour 1987 », *Économie et Statistique,* n° 212 (juillet-août 1988);

« Exploitations agricoles : prédominance du patrimoine au sud, de l'entreprise au nord », *Économie et Statistique,* n° 214 (octobre 1988);

« Agriculture », *Économie et Statistique,* n° 226 (novembre 1989).

Inventaire communal de 1988 :

Communoscope :
— 96 fascicules départementaux (métropole et DOM),
— 1 fascicule « France métropolitaine et régions »;
Cartovision : 95 fascicules départementaux (métropole et DOM);
INSEE-Cadrage n° 1 : l'inventaire communal 1988;
INSEE-Résultats, démographie - société : l'équipement des départements :
— tome 1 : les commerces et les services,
— tome 2 : les équipements de santé, d'enseignement, sportifs, culturels, etc.;
Fiches communales : tous les équipements de la commune en neuf pages;
Listes de communes : listes disponibles à la demande, pour connaître les zones d'attraction.

Divers :

« Rapport sur la viticulture. Bilan de la campagne 1991-1992 et perspectives de la campagne 1992-1993 ». Direction générale des impôts, Ministère du Budget, 1993.

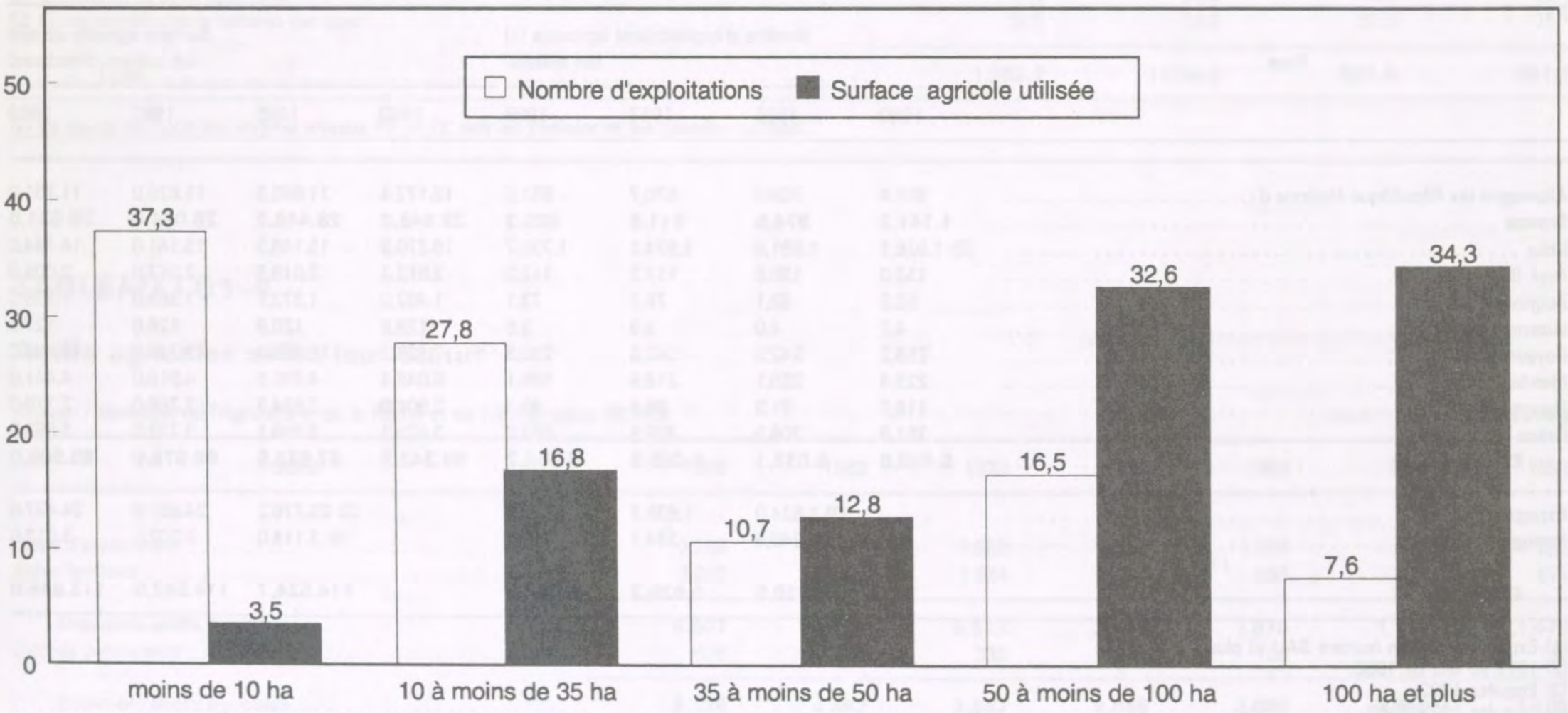
« La Contribution de l'agriculture au grands équilibres de la Nation », Conseil économique et social. *Journal officiel.* Lois et rapports n° 11, 25 juin 1993.

* * *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1993 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(3) SAU
	1955	(2) 1963	1970	1979	1988	1990	1993	1993
Moins de 10 ha	1.299	930	702	524	390	346	299	998
10 à moins de 35 ha	831	775	639	475	345	295	223	4.727
35 à moins de 50 ha	83	104	115	116	110	103	86	3.589
50 à moins de 100 ha	75	85	101	114	128	131	132	9.164
100 ha et plus	20	24	30	35	44	48	61	9.635
Ensemble	**2.307**	**1.917**	**1.588**	**1.263**	**1.017**	**924**	**801**	**28.114**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Evaluation tenant compte du fait que le département de la Seine avait été exclu du champ de l'enquête.
(3) Surface agricole utilisée.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union Européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)				Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)			
	1980	1985	1987	1989	1980	1985	1987	1989
Allemagne (ex République fédérale d')	807,4	703,9	670,7	631,5	12.172,4	11.865,3	11.826,0	11.751,0
France	**1.141,3**	**974,5**	**911,8**	**925,3**	**28.845,0**	**28.446,2**	**28.024,0**	**28.531,0**
Italie	(2) 1.926,1	1.891,8	1.974,1	1.735,7	16.270,9	15.148,5	15.141,0	14.484,0
Pays-Bas	132,0	120,8	117,2	112,2	2.013,2	2.019,5	2.017,0	2.005,0
Belgique	92,3	82,1	78,7	73,1	1.407,0	1.373,7	1.363,0	1.338,0
Luxembourg	4,7	4,0	3,9	3,6	129,8	125,9	126,0	127,0
Royaume-Uni	259,2	242,5	242,8	236,3	17.123,2	16.826,4	16.746,0	16.496,0
Irlande	223,4	220,1	216,9	169,1	5.048,4	4.995,6	4.916,0	4.441,0
Danemark	119,7	91,3	85,9	80,4	2.904,0	2.834,3	2.798,0	2.779,0
Grèce	751,9	706,3	703,5	683,0	3.429,3	3.998,1	3.722,0	3.553,0
Europe des 10	**5.458,0**	**5.037,1**	**5.005,5**	**4.650,2**	**89.343,2**	**87.633,5**	**86.679,0**	**85.505,0**
Espagne	...	(3) 1.524,0	1.539,7	1.372,6	...	(3) 23.776,2	24.681,0	24.427,0
Portugal	...	(4) 349,5	384,1	415,4	...	(4) 3.115,0	3.202,0	3.913,0
Europe des 12	...	**6.910,6**	**6.929,3**	**6.438,2**	...	**114.524,7**	**114.562,0**	**113.845,0**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus.
(2) 1977 au lieu de 1980.
(3) Enquête 1982.
(4) Enquête 1979-1980.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, SCEES (Recensements agricoles et enquête de structures) *Unité :* millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1990	1993
1 Grandes cultures (1)	159,6	184,0	169,9	154,2
28 Maraîchage	19,2	19,3	21,0	15,8
29 Fleurs et horticulture diverse	11,1	10,3	9,2	7,6
37 Vins de qualité	67,9	64,0	61,9	56,5
38 Autre viticulture	75,6	53,3	44,4	38,3
39 Fruits et autres cultures permanentes	41,8	33,4	31,7	29,4
41 Bovins lait	250,1	147,9	126,2	92,3
42 Bovins élevage et viande	81,0	96,5	99,8	88,8
43 Bovins lait, élevage et viande	48,4	25,7	24,1	22,8
44 Ovins, caprins et autres herbivores	115,6	115,0	100,8	96,1
50 Granivores	16,2	15,9	13,9	12,9
60 Polyculture	107,3	67,3	59,2	49,6
71 Polyélevage à orientation herbivores	92,5	50,7	45,0	36,1
72 Polyélevage à orientation granivores	20,9	13,1	13,1	11,7
81 Grandes cultures et herbivores	116,7	83,5	72,5	63,4
82 Autres combinaisons cultures-élevages	38,9	36,6	30,8	25,7
Total	**1.262,7**	**1.016,6**	**923,6**	**801,3**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (SCEES) *Unité :* Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1990	1993
Chefs d'exploitation	2.284	1.899	1.588	1.263	1.017	924	801
Aides familiaux	3.223	2.522	1.924	1.192	853	794	671
Ensemble actifs familiaux	**5.507**	**4.421**	**3.512**	**2.455**	**1.870**	**1.718**	**1.472**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	140	136
Ensemble actifs agricoles	**6.136**	**4.892**	**3.847**	**2.666**	**2.026**	**1.858**	**1.608**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1993

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (SCEES) : Enquête structure des exploitations agricoles 1993 — *Unité :* Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	Total
Hommes								
Chefs d'exploitation	—	6,4	89,7	154,6	152,9	150,6	89,2	643,4
Conjoints	—	0,1	4,3	15,1	15,8	44,6	33,7	113,5
Autres membres	209,0	182,2	69,9	24,4	15,2	41,4	68,7	610,7
Total de la population agricole familiale masculine	**209,0**	**188,7**	**163,8**	**194,1**	**183,9**	**236,6**	**191,5**	**1.367,7**
Femmes								
Chefs d'exploitation	—	0,8	9,9	22,2	31,8	65,2	28,0	157,9
Conjoints	—	6,6	78,5	128,7	130,6	91,3	52,1	487,7
Autres membres	197,0	147,2	35,3	13,7	15,7	45,5	89,2	543,6
Total de la population agricole familiale féminine	**197,0**	**154,6**	**123,7**	**164,6**	**178,1**	**201,9**	**169,3**	**1.189,2**
Ensemble								
Chefs d'exploitation	—	7,3	99,6	176,7	184,7	215,9	117,2	801,4
Conjoints	—	6,7	82,7	143,8	146,4	135,9	85,7	601,2
Autres membres	406,0	329,4	105,2	38,1	30,9	86,8	157,8	1.154,3
Total de la population agricole familiale	**406,0**	**343,3**	**287,5**	**358,7**	**362,0**	**438,6**	**360,8**	**2.556,9**

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17.472	17.999	18.029	18.046	18.246	18.302
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12.850	11.373	11.210	11.096	10.753	10.626
Vignes	1.157	957	951	948	940	933
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	237	241	244	242
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31.744**	**30.584**	**30.447**	**30.351**	**30.203**	**30.123**
Peupleraies	215	231	230	230	233	231
Superficies boisées (4)	14.399	14.589	14.620	14.640	14.711	14.781
Territoire agricole non cultivé	2.757	2.920	2.971	2.987	3.005	3.013
Etangs en rapport	118	134	134	135	137	138
Territoire non agricole	5.686	6.460	6.517	6.576	6.630	6.633
Surface totale (5)	**54.919**	**54.919**	**54.919**	**54.919**	**54.919**	**54.919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9.892	9.058	9.226	9.341	8.540	8.167
Oléagineux	506	1.913	1.855	1.727	1.457	1.853
Betteraves industrielles	549	475	457	461	441	437
Plantes à fibres	53	62	43	37	42	56
Cultures industrielles diverses	23	15	16	17	17	15
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	23	24	26	26
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1.166	1.147	1.178	1.200	1.127
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	86	76	71	64
Fourrages annuels	1.410	1.848	1.734	1.591	1.547	1.533
Prairies artificielles et temporaires	3.560	2.839	2.830	2.768	2.799	2.818
Semences et plants divers	80	52	59	62	58	51
Jardins familiaux	251	229	227	227	223	221
Jachères	221	224	319	530	1.818	1.927
Total des terres arables	**17.472**	**17.999**	**18.029**	**18.046**	**18.246**	**18.302**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1991	1992	1993	1994
Ensemble	**7.200**	**20.700**	**19.900**	**19.700**	**19.100**	**18.300**	**18.000**
Terres labourables	7.600	22.300	22.100	21.900	21.200	20.300	20.000
Prairies naturelles	6.700	18.800	16.100	15.800	15.300	*r* 14.600	14.400
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	296	275	273	263	253	249
En franc constant	100	123	62	59	56	53	51

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports
Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF)

Type de matériel	1980	1990	1991	1992	1993	1994
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58.784	37.232	29.455	23.620	23.064	...
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4.773	2.976	2.312	1.593	1.169	1.155
Ventes de ramasseuses-presses neuves (1)	14.041	7.706	7.430	6.691	6.243	6.234

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Eléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais.

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979 / 80	1989 / 90	1990 / 91	1991 / 92	1992 / 93	1993 / 94
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1.549,5	2.040,6	1.942,5	2.043,7	1.685,3	1.742,8
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	271,5	239,1	176,7	142,8
Potasse	399,6	606,9	612,3	601,6	439,9	464,9
Total	**2.444,7**	**2.968,2**	**2.826,3**	**2.884,4**	**2.301,9**	**2.350,5**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	550,3	525,0	468,9	478,7
Anhydride phosphorique	1.488,3	1.174,0	1.077,5	1.013,8	852,6	871,4
Potasse	1.386,3	1.341,8	1.229,7	1.139,5	907,8	910,5
Total	**3.546,5**	**3.135,1**	**2.857,5**	**2.678,3**	**2.229,3**	**2.260,6**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2.221,4	2.660,0	2.492,8	2.568,7	2.154,2	2.221,6
Anhydride phosphorique	1.983,9	1.494,7	1.348,9	1.252,9	1.029,3	1.014,1
Potasse	1.785,9	1.948,7	1.841,9	1.741,1	1.347,7	1.375,4
Poids total	**5.991,2**	**6.103,3**	**5.683,7**	**5.562,7**	**4.531,2**	**4.611,1**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1989	1990	1991	1992	1993
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						
— En cours	214	110	268	309	318	286
— Terminées	458	916	960	983	1.027	1.162
Opérations du remembrement normal :						
— En cours	785	821	806	773	796	769
— Terminées	10.484	12.492	12.758	13.017	13.253	13.496
Ensemble des opérations de remembrement :						
— En cours	**999**	**931**	**1.074**	**1.082**	**1.114**	**1.055**
— Terminées	**10.942**	**13.408**	**13.718**	**14.001**	**14.280**	**14.658**

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi)

	1980	1990	1991	1992	1993	1994
GAEC agréés dans l'année						
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2.791	4.065	3.738	2.517	2.351	2.449
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	282	198	195	228
GAEC en fonctionnement						
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18.593	46.136	48.094	48.347	47.497	47.447
Superficie exploitée totale (milliers d'hectares)	1.397	3.340	3.505	3.556	3.532	3.593

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole — *Unité :* Million de francs

Nature des opérations	1987	1988	(2) ■1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ressources collectées dans le public								
Dépôts de fonds :								
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	209.046	223.351	244.189	259.548	248.076	255.558	265.742	278.735
Autres dépôts	298.123	346.813	381.089	489.849	545.904	618.231	674.323	733.241
Emprunts	253.811	256.675	282.340	274.931	274.430	272.622	277.457	272.341
Prêts en cours (3)								
Court terme	117.412	138.373	169.454	178.535	185.777	187.941	**990.198**	**987.416**
Moyen et long termes	491.409	559.989	649.919	738.223	*r* 779.640	802.203		
Total	**654.930**	**698.362**	**819.373**	**916.758**	**965.417**	**990.144**		
Ensemble des encours par agent économique								
Sociétés agricoles	62.963	65.727	70.016	74.552	81.334	79.554	69.523	68.346
Entrepreneurs individuels agricoles	143.921	148.284	149.985	153.151	152.009	148.341	135.649	133.099
Sociétés non agricoles	43.772	59.918	86.784	119.447	143.132	153.368	158.588	150.206
Entrepreneurs individuels non agricoles	67.884	80.048	92.482	103.053	107.937	108.855	103.281	107.223
Collectivités publiques	34.158	39.386	48.085	56.799	60.695	67.640	64.119	74.955
Particuliers	230.411	267.206	300.010	330.034	343.080	350.817	364.570	367.783
Divers (prêts CNCA, CR)	12.325	16.891	24.999	28.700	20.155	30.456	22.212	21.126
Total hors filiales	**595.434**	**677.460**	**772.361**	**865.736**	**908.342**	**939.031**	**917.942**	**922.738**
Autres prêts	37.066	53.088	64.323	71.629	79.853	72.266	94.932	86.168
Total Crédit agricole	**632.500**	**730.548**	**836.684**	**937.365**	**988.195**	**1.011.297**	**1.012.874**	**1.008.906**

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Les données 1989 ne sont pas comparables aux données des années précédentes, les comptes annuels étant consolidés en 1989 pour la première fois.
(3) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993 , le détail entre court, moyen et long termes n'est plus possible.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Direction des affaires financières et économiques) — *Unité :* Million de francs

Affectation de la dépense	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Ensemble des concours à l'agriculture (1)					
Activités agricoles productives	51.664	57.996	63.589	84.036	71.751
Industries agroalimentaires	1.094	998	1.003	1.064	842
Activités hippiques	581	647	637	899	768
Forêt productive	672	672	616	586	488
Espace rural et forestier	2.513	2.818	3.484	3.827	3.815
Recherche et enseignement	6.870	7.434	8.112	8.651	9.053
Services généraux	5.269	5.509	5.848	6.104	6.343
Protection sociale et solidarité	64.090	66.264	69.884	73.695	74.052
Total	**132.753**	**142.338**	**153.174**	**178.862**	**167.112**
Concours à l'agriculture productive (2)					
Installation et modernisation des exploitations	6.611	5.374	5.733	5.985	5.783
Régularisation des marchés et orientation des productions	41.390	48.259	51.850	67.324	53.167
Maîtrise de l'offre	2.549	3.017	4.141	5.741	7.420
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	2.146	2.138	2.293	3.734	3.949
Aides transitoires non liées aux produits	462	752	598	571	501
Calamités agricoles	1.266	1.249	698	299	479
Lutte contre les maladies	262	274	295	340	274
Autres	1.168	336	346	314	318
Total	**55.854**	**61.399**	**65.954**	**84.307**	**71.891**

(1) Concours nets de taxes de co-responsabilité céréalière et laitière (taxes supprimées en 1994).
(2) Concours bruts. Ce deuxième tableau correspond au montant brut de la ligne «activités agricoles productives».

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union Européenne

Année 1994

Unités : Productions agricoles : Millier de tonnes
Cheptel : Millier de têtes
Vin : Millier d'hectolitres

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel				(1) Principales productions végétales				
	Bovins		Porcs	Ovins	(2) Céréales	Oléagineux	(3) Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	dont vaches laitières							
Allemagne (4)	15.793	5.232	24.764	2.270	36.329	3.206	2.344	2.959	9.970
Belgique	3.109	696	6.865	121	2.094	17	1.525	712	2
Danemark	2.082	717	10.864	92	7.800	429	196	(5) 45	—
Espagne	5.060	1.339	18.332	23.383	15.276	1.060	10.183	3.790	28.602
France	**20.470**	**4.745**	**13.475**	**10.377**	**53.649**	**4.152**	**5.704**	**3.369**	**53.284**
Grèce	608	216	1.121	10.029	4.964	(6) 475	4.012	2.491	3.378
Irlande	6.410	1.269	1.498	5.772	1.475	17	(7) 225	(7) 18	—
Italie	7.304	2.070	8.000	10.670	18.979	1.278	12.179	6.715	62.618
Luxembourg	204	49	76	6	134	4	2	(8) 14	170
Pays-Bas	4.588	1.757	13.931	1.200	1.401	8	(7) 3.881	(7) 741	—
Portugal	1.263	356	2.416	3.416	1.558	(9) 46	(10) 1.975	568	4.871
Royaume-Uni	11.857	2.736	7.673	29.615	19.946	1.448	4.022	522	18
Europe des 12	**78.747**	**21.181**	**109.016**	**96.951**	**163.604**	...	...	...	**163.913**
Autriche	2.329	810	3.729	342	3.860	404	467	631	1.865
Finlande	1.186	413	1.295	(9) 80	2.196	(9) 127	182	**15**	—
Suède (11)	1.826	509	2.328	(9) 483	3.006	195	210	**33**	—
Europe des 15	**84.087**	**22.913**	**116.368**	**97.855**	**172.667**	...	...	...	**165.778**

(1) Chiffres de l'année 1994 sauf pour les légumes frais, fruits frais (en général 1993).
(2) Y compris riz.
(3) Non compris jardins.
(4) Y compris l'ex-RDA, sauf pour la production de vin.
(5) 1990.
(6) 1989.
(7) 1992.
(8) 1995.
(9) 1993.
(10) 1991.
(11) Recensement de juin pour les cheptels.

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Blé :							
Blé tendre	S	4.473,9	4.751,5	4.653,3	4.658,0	4.291,7	4.345,2
	R	5,2	6,6	6,8	6,6	6,6	6,8
	P	23.356,9	31.373,6	31.798,4	30.655,4	28.332,4	29.504,9
Blé dur	S	116,0	395,3	491,5	423,7	222,4	234,9
	R	3,7	5,0	5,2	4,5	4,0	4,4
	P	424,1	1.972,2	2.546,2	1.890,4	888,2	1.043,9
Ensemble	S	4.590,0	5.146,9	5.144,8	5.081,7	4.514,1	4.580,1
	R	5,2	6,5	6,7	6,4	6,5	6,7
	P	23.781,0	33.345,8	34.344,6	32.545,8	29.220,6	30.548,8
Seigle	S	128,9	64,6	59,0	53,8	44,7	44,8
	R	3,2	3,6	3,7	3,8	3,9	3,9
	P	408,5	235,4	218,2	206,3	176,5	175,8
Orge (2)	S	2.646,8	1.758,4	1.749,9	1.800,0	1.621,9	1.404,7
	R	4,4	5,7	6,1	5,8	5,5	5,4
	P	11.692,3	9.995,7	10.643,3	10.486,3	8.985,8	7.645,6
Avoine	S	531,7	217,2	*r* 177,0	167,7	173,9	166,0
	R	3,6	3,9	4,1	4,1	4,2	4,1
	P	1.923,7	839,5	726,1	694,1	726,3	685,0
Maïs	S	1.753,6	1.561,9	1.769,0	1.870,9	1.848,4	1.660,3
	R	5,3	6,0	7,3	8,0	8,0	7,8
	P	9.323,4	9.400,5	12.873,2	14.900,1	14.867,2	12.943,0
Riz	S	6,6	20,4	21,3	23,9	25,7	27,2
	R	3,8	5,9	5,3	5,2	5,0	4,6
	P	25,2	121,3	113,9	125,4	127,7	124,3

S : surface; R : rendement à l'hectare; P : production.
(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Colza	S	390,3	679,6	719,7	*r* 665,0	550,2	679,0
	R	2,8	2,9	3,2	2,7	2,8	2,6
	P	1.092,9	1.975,6	2.294,5	*r* 1.795,1	1.562,2	1.793,4
Tournesol	S	102,9	1.145,0	1.068,8	*r* 979,0	786,0	986,0
	R	2,4	2,1	2,4	2,2	2,1	2,1
	P	245,4	2.430,0	2.607,6	*r* 2.115,9	1.642,9	2.052,5
Betteraves industrielles	S	549,3	475,0	457,4	460,7	441,4	437,0
	R	51,8	66,8	64,5	68,8	72,1	66,4
	P	28.442,4	31.746,3	29.520,2	31.685,2	31.805,2	29.036,5
Lin textile (1)	S	46,3	58,7	39,4	32,8	36,5	49,5
	R	6,6	6,2	6,8	5,7	6,1	6,3
	P	304,5	364,1	266,5	187,9	222,1	311,4
Tabac	S	18,6	10,8	11,6	11,1	10,8	10,3
	R	2,5	2,6	2,5	2,2	2,4	2,6
	P	46,3	27,6	29,3	24,4	25,8	27,2
Pommes de terre :							
Primeurs (2)	S	31,5	21,4	22,0	24,2	24,1	22,7
	R	*r* 19,4	20,4	20,2	23,0	20,5	19,2
	P	600,7	436,9	443,9	557,2	492,9	435,8
De conservation	S	158,0	97,2	100,7	110,2	92,3	96,7
	R	31,4	30,2	34,4	38,6	38,5	35,3
	P	4.960,4	2.931,2	3.467,9	4.256,0	3.549,9	3.410,8

S : surface; R : rendement à l'hectare; P : production.
(1) Lin textile : en paille rouie non battue.
(2) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Produit	Unités	1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Raisins de cuve :							
Surface (1)	10^3 hectares	1.081,2	891,1	885,8	891,5	886,6	883,8
Rendement à l'hectare	Quintal	80	90	61	88	74	77
Production	10^3 quintaux	86.762,5	80.596,8	53.823,0	78.757,4	65.350,3	68.490,0
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13.319	23.520	16.442	23.832	22.810	22.502
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1.918	641	374	648	591	548
Vins pour eaux de vie AOC	»	8.350	13.171	4.065	13.375	7.538	10.213
Vins de pays et autres vins	»	45.582	28.205	21.831	27.072	22.382	21.586
Total	»	**69.169**	**65.537**	**42.712**	**64.927**	**53.321**	**54.850**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	469	444	564	489	554	504
Autres choux	148	125	130	131	129	126
Endives	141	247	259	243	263	232
Poireaux	211	196	203	212	211	219
Salades	432	486	481	488	507	505
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	308	343	299	305	330
Tomates	851	838	828	777	756	799
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	595	528	570	590
Oignons	138	239	239	248	252	264
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	201	301	288	274	310
Petits pois (grains)	165	205	191	192	178	194

(1) Production des exploitations agricoles hors jardins par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Fruit à noyau :						
Abricots	81	110	107	167	78	155
Cerises	113	82	56	74	70	77
Pêches et nectarines	460	492	407	530	411	528
Pêches	402	354	279	349	277	331
Nectarines et brugnons	58	138	128	181	135	197
Prunes	154	192	118	315	189	221
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	331	225	393	250	343
Pommes de table	1.769	1.895	1.290	2.411	2.084	2.166
Pommes à cidre	1.100	431	383	537	411	496
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	59	79	83	75
Cassis	4	6	5	9	11	8
Framboises	7	6	6	9	9	9
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	29	20	29	22
Fraises	82	88	81	81	83	83
Noix	31	25	16	24	19	27
Raisin de table	185	123	70	80	95	69

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Espèce bovine	21.418	21.127	20.687	20.503	20.515
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5.647	5.572	5.298	5.232	5.203
Vaches laitières	5.323	5.059	4.788	4.689	4.667
Vaches nourrices	3.700	3.788	3.964	4.000	4.025
Espèce porcine	12.240	12.404	13.000	13.394	13.684
dont : Truies de plus de 50 kg	1.207	1.247	1.315	1.326	1.347
Espèce caprine	1.236	1.221	1.180	1.162	1.151
Espèce ovine	11.483	11.120	10.891	10.672	10.619
dont : Brebis mères	7.412	7.256	7.022	6.981	6.958
Espèces chevaline et asine	335	340	341	345	344
Poules et poulets (en millions)	199	207	210	217	218
dont : Poules pondeuses d'oeufs de consommation (en millions)	46	47	48	48	48
Lapins	16.538	16.970	17.434	17.329	15.346
dont : Lapines reproductrices	2.201	2.212	2.271	2.150	1.979

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
A. PRODUCTION INDIGENE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]					
Espèce bovine :					
Adultes	1.599	1.714	1.763	1.565	1.482
Veaux de boucherie	313	312	316	344	339
Espèces ovine et caprine	177	170	156	155	147
Espèce porcine r	1.727	1.773	1.859	2.017	2.116
Espèce chevaline	10	10	10	9	8
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS					
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :					
Vaches laitières	257.468	250.084	245.866	242.255	245.848
Brebis laitières	2.333	1.936	*r* 2.022	1.993	2.044
Chèvres laitières	4.345	4.255	*r* 4.244	4.075	4.069
Oeufs					
Oeufs de consommation [en millions d'oeufs] (1)	10.193	10.581	10.980	11.247	11.553

(1) Oeufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Produits	Numéro de la NAP	Importations (CAF)				Exportations (FAB)			
		1991	1992	*r* 1993	*p* 1994	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
TOTAL AGRICULTURE (Classes 00 et 01)		**44.674**	**41.293**	**38.205**	**43.828**	**76.306**	**77.808**	**74.739**	**67.026**
Produits agricoles exclusivement importés	**00**	**9.811**	**8.803**	**9.238**	**11.915**	**835**	**834**	**1.280**	**1.656**
Fruits tropicaux, café, cacao	0015	7.513	6.624	7.185	9.198	665	606	1.019	1.337
Oléagineux tropicaux	0025	211	300	211	313	10	62	64	91
Plantes textiles tropicales	0026	1.085	886	869	1.211	97	117	136	181
Caoutchouc naturel brut	0027	954	954	946	1.165	42	34	51	37
Produits animaux importés/exportés divers	0099	48	39	27	28	21	15	10	10
Céréales	**0100**	**1.341**	**1.007**	**1.379**	**1.319**	**28.298**	**33.052**	**32.972**	**24.098**
Blé tendre	0101	187	207	286	266	13.812	14.703	16.605	10.659
Blé dur	0102	14	4	186	292	1.888	2.710	1.217	450
Orge	0103	392	255	160	72	3.983	4.904	4.410	2.986
Avoine	0104	7	—	9	34	156	136	115	149
Maïs	0105	629	442	620	544	8.010	10.124	10.135	9.309
Autres céréales	0106	112	99	118	111	449	475	490	545
Fruits et légumes frais et secs	**0110**	**17.173**	**15.913**	**14.109**	**15.065**	**13.656**	**10.769**	**10.418**	**10.611**
Pommes de terre	0111	891	595	429	637	900	622	703	1.027
Légumes frais	0112	5.390	5.113	4.847	4.924	3.843	3.431	3.380	3.384
Légumes secs	0113	520	499	453	491	2.533	1.973	1.974	1.051
Fruits	0114	10.372	9.706	8.380	9.013	6.380	4.743	4.361	5.149
Plantes industrielles	**0120**	**1.953**	**2.105**	**2.099**	**2.995**	**6.004**	**5.103**	**3.018**	**2.816**
Oléagineux autres que tropicaux	0122	1.021	1.037	1.151	1.997	5.579	4.675	2.460	2.315
Tabac	0123	599	731	648	733	243	257	324	314
Autres plantes industrielles	0124	333	337	300	265	182	171	234	187
Vins	**0130**	**2.270**	**2.273**	**2.041**	**2.297**	**16.028**	**16.043**	**14.753**	**15.083**
Vins de consommation courante	0131	1.189	1.130	474	991	3.315	3.334	2.826	3.006
Vins de qualité produits dans des régions déterminées	0132	1.081	1.143	1.567	1.306	12.713	12.709	11.927	12.077
Autres produits végétaux	**0140**	**5.800**	**5.190**	**4.508**	**4.426**	**1.642**	**1.744**	**1.652**	**1.684**
Plants de pépinières	0141	642	552	397	375	327	324	216	213
Fleurs et plantes	0142	3.773	3.424	2.884	2.886	397	416	370	403
Autres produits végétaux	0143	1.385	1.214	1.227	1.165	918	1.004	1.066	1.068
Animaux vivants	**0150-0160**	**3.639**	**3.275**	**2.883**	**3.225**	**8.963**	**9.482**	**9.880**	**10.247**
Gros bovins	0151	922	656	833	1.205	5.826	6.236	4.971	5.139
Veaux	0152	377	411	449	484	1.595	1.697	3.296	3.559
Porcins	0153	951	914	439	356	188	267	256	253
Equins	0154	364	301	203	246	412	343	237	302
Ovins caprins	0155	709	704	563	524	465	452	351	304
Volailles	0161	109	96	96	99	369	409	459	540
Animaux divers	0162	207	193	300	311	108	78	310	150
Produits animaux divers	**0170**	**2.687**	**2.727**	**1.702**	**2.586**	**880**	**781**	**766**	**831**
Oeufs	0172	259	265	246	238	360	345	404	347
Produits animaux divers	0173	2.428	2.462	1.702	2.348	520	436	362	484

TABLEAU I.01-23

Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
COMPTE DE PRODUCTION					
Livraisons de la branche	**329.706**	**326.359**	**308.946**	**280.873**	**285.238**
Consommations intermédiaires (1)	136.576	135.286	134.821	131.368	133.301
Valeur ajoutée brute des livraisons	193.130	191.073	174.125	149.505	151.937
Valeur ajoutée brute de la production	199.351	182.145	178.100	148.205	156.938
COMPTE D'EXPLOITATION					
Valeur ajoutée brute des livraisons	193.130	191.073	174.125	149.505	151.937
Subventions d'exploitation	13.375	12.927	18.176	37.522	44.133
dont aides nouvelles	—	—	6.993	27.046	34.349
Autres	—	—	11.183	10.476	9.784
Total des ressources	**206.505**	**204.000**	**192.301**	**187.027**	**196.070**
Salaires	20.012	20.752	21.354	21.802	21.950
Cotisations sociales (2)	6.555	6.666	6.889	7.093	6.377
Impôts liés à la production	7.864	6.083	4.693	2.661	2.221
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172.074	170.499	159.365	155.471	165.522
Total des emplois	**206.505**	**204.000**	**192.301**	**187.027**	**196.070**
Excédent brut d'exploitation de la production	178.295	161.571	163.340	154.171	170.523
COMPTE DE REVENU (optique livraisons)					
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172.074	170.499	159.365	155.471	165.522
Indemnités d'assurances	3.984	3.729	4.478	4.808	4.798
Prestations sociales (4)	18.226	18.645	19.186	19.973	20.093
Transferts courants divers reçus	32	—	—	—	—
Total des ressources	**194.316**	**192.873**	**183.029**	**180.252**	**190.413**
Intérêts	12.731	12.586	13.505	13.370	12.915
Primes d'assurances	6.228	6.208	7.066	7.350	7.700
Charges locatives (5)	10.395	9.618	9.866	9.974	9.854
Impôts fonciers sur terres exploitées en faire-valoir direct	3.694	3.021	3.121	2.928	2.626
Cotisations sociales au profit des exploitants	15.805	16.737	17.005	17.498	16.616
Transferts courants divers versés	207	84	322	202	38
Revenu brut agricole	145.256	144.619	132.144	128.930	140.664
Total des emplois	**194.316**	**192.873**	**183.029**	**180.252**	**190.413**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Les cotisations sociales du compte d'exploitation comprennent la part patronale des versements aux assurances sociales et aux caisses de prestations familiales effectuées par les exploitants employant une main-d'oeuvre salariée.
(3) L'excédent brut d'exploitation des livraisons s'obtient en retranchant du solde du compte d'exploitation la production de biens d'investissements agricoles (plantation de nouveaux vergers et vignobles) et la variation des stocks à la propriété.
(4) Les prestations et cotisations sociales du compte de revenu représentent les transferts sociaux qui concernent les exploitants agricoles au titre de l'assurance maladie, du régime vieillesse et des prestations familiales.
(5) Fermages et métayages proprement dits et partie récupérable des impôts fonciers payés par les propriétaires bailleurs.

TABLEAU I.01-24

Comptes de la branche agriculture : livraisons (1) aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Produits	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Blé tendre	31.976	29.924	28.824	21.615	20.176
Blé dur	3.136	3.504	2.893	1.243	930
Orge	7.393	7.841	7.792	5.252	4.064
Avoine	295	223	235	191	168
Maïs	10.342	11.725	13.813	10.472	8.592
Autres céréales	783	868	999	804	664
Céréales	**53.925**	**54.085**	**54.556**	**39.577**	**34.594**
Pommes de terre	4.151	4.487	3.276	3.318	5.093
Légumes frais	18.363	20.499	18.150	18.449	19.026
Légumes secs (y compris protéagineux)	5.645	4.947	5.536	3.262	2.895
Fruits	15.042	16.005	11.947	10.643	12.810
Fruits et légumes	**43.201**	**45.938**	**38.909**	**35.672**	**39.824**
Betteraves industrielles	8.339	8.019	8.181	8.298	8.051
Oléagineux	11.613	10.753	5.148	4.690	5.617
Tabac	680	673	668	630	651
Autres plantes industrielles	555	560	404	498	698
Plantes industrielles	**21.187**	**20.005**	**14.401**	**14.116**	**15.017**
Vins courants	11.771	10.611	9.200	9.575	9.229
Vins de qualité	42.380	39.893	32.195	30.458	35.393
Vins	**54.151**	**50.504**	**41.395**	**40.033**	**44.622**
Plants de pépinières	2.385	2.475	2.592	2.640	2.611
Fleurs et plantes	5.790	5.988	5.879	5.992	5.764
Autres produits végétaux	450	707	986	879	915
Produits végétaux divers	**8.625**	**9.170**	**9.457**	**9.511**	**9.290**
Total des livraisons végétales	**181.089**	**179.702**	**158.718**	**138.909**	**143.347**
Gros bovins	34.440	33.919	35.630	33.667	32.378
Veaux	11.029	10.231	10.626	10.271	9.920
Porcins	20.127	20.638	21.877	17.771	18.814
Équins	391	307	296	272	254
Ovins, caprins	4.001	3.943	3.450	3.197	3.111
Bétail	**69.988**	**69.038**	**71.879**	**65.178**	**64.477**
Volailles	17.778	18.944	19.656	18.796	19.511
Animaux divers	3.493	3.679	3.621	3.225	3.102
Autres animaux	**21.271**	**22.623**	**23.277**	**22.021**	**22.613**
Lait	52.295	49.661	50.194	49.992	50.434
Oeufs	5.360	5.690	5.337	5.247	4.885
Produits animaux divers	742	650	671	665	665
Autres produits animaux	**58.397**	**56.001**	**56.202**	**55.904**	**55.984**
Total des livraisons animales	**149.656**	**147.662**	**151.358**	**143.103**	**143.074**
TOTAL	**330.745**	**327.364**	**310.076**	**282.012**	**286.421**

(1) Les livraisons de la branche agriculture comprennent l'ensemble des ventes de produits agricoles hors de la branche, l'autoconsommation des ménages d'agriculteurs et les produits agricoles cédés aux salariés. La production totale de la branche comprend en outre la production consommée à l'intérieur de la branche, la variation des stocks de produits agricoles et la formation brute de capital fixe en cheptel de souche et de trait et en plantations.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques).
Enquête structures DOM 1993

Unité : Superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée									
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 à moins de 20	20 et plus	**Total**
Guadeloupe										
Nombre d'exploitations	1.392	3.488	3.267	2.029	1.219	851	1.421	327	128	**14.122**
Superficie agricole utilisée	182	1.986	4.586	4.786	4.074	3.701	9.716	4.319	7.800	**41.150**
Guyane										
Nombre d'exploitations	32	593	1.329	874	378	203	230	82	129	**3.850**
Superficie agricole utilisée	2	364	1.699	1.924	1.201	876	1.528	1.105	13.591	**22.290**
Martinique										
Nombre d'exploitations	2.396	3.101	1.662	1.149	646	303	500	202	211	**10.170**
Superficie agricole utilisée	342	1.622	2.294	2.679	2.116	1.322	3.308	2.661	14.776	**31.120**
Réunion										
Nombre d'exploitations	2.360	2.396	1.984	1.707	928	658	1.874	508	193	**12.608**
Superficie agricole utilisée	135	1.273	2.583	3.918	3.112	2.808	11.920	6.718	12.891	**45.358**

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques) *Unité :* Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	1992	1993	1992	1993	1992	1993	1992	1993
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	29.703	28.957	16.950	16.916	10.071	10.538	43.759	43.578
Surfaces toujours couvertes d'herbe	23.350	23.850	18.356	14.356	9.350	10.200	11.900	12.390
Cultures fruitières (2)	451	447	805	926	1.916	1.867	3.475	3.651
Vigne	—	—	—	—	—	—	—	60
Cultures florales	68	71	403	401	10	21	220	220
Jardins familiaux	320	320	1.770	1.730	302	305	390	320
Pépinières	15	15	16	21	25	16	—	—
Superficie agricole utilisée	**53.907**	**53.660**	**38.300**	**34.350**	**21.674**	**22.947**	**59.804**	**60.219**
Territoire agricole non cultivé	12.180	12.180	11.800	14.670	6.500	6.800	62.406	62.019
Superficies boisées	66.300	66.300	46.500	47.500	7.300.000	7.300.000	88.430	88.430
Territoire non agricole	38.113	38.360	13.400	13.480	1.025.226		41.360	41.332
Surface totale (3)	**170.500**	**170.500**	**110.000**	**110.000**	**8.353.400**	**7.329.747**	**252.000**	**252.000**
II. Répartition des terres arables								
Culures industrielles	16.804	16.150	3.254	3.271	105	154	33.112	32.810
dont : Canne à sucre	16.650	16.000	3.223	3.230	90	85	31.000	30.900
Cultures fruitières semi-permanentes	7.344	6.726	9.104	9.333	341	606	1.530	1.730
dont : Banane (4)	7.066	6.450	8.500	8.715	200	480	800	900
Ananas	265	263	600	600	70	85	700	800
Cultures légumières	3.855	3.881	4.012	3.717	5.505	4.555	5.130	5.030
Céréales	—	—	—	—	3.710	4.020	2.640	2.340
Cultures fourragères	300	300	30	60	10	203	—	—
Jachères	1.400	1.900	540	520	400	1.000	1.347	1.668
Autres	—	—	10	15	—	—	—	—
Total des terres arables	**29.703**	**28.957**	**16.950**	**16.916**	**10.071**	**10.538**	**43.759**	**43.578**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de stucture.
(3) La surface totale de la Guyane a été modifiée d'après de nouvelles estimations de l'IGN.
(4) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	1992	1993	1992	1993	1992	1993	1992	1993
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	516.012	785.560	212.229	229.988	3.200	1.250	1.972.697	1.703.586
Sucre produit (tonnes)	25.823	...	6.443	...	—	—	226.700	...
Rhum (hl d'alcool pur)	60.000	...	74.800	...	1.500	...	52.534	...
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	147.396	132.494	227.937	213.957	1.080	3.760	—	—
Exportation (tonnes nettes)	*r* 118.789	105.862	198.200	196.708	—	—	—	—
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	12.860	13.230	7.450	6.000	1.470	2.285	—	—
Malanga	1.400	1.368	240	160	32	40	—	—
Madère	1.570	1.530	11.800	13.700	8.175	6.225	—	—
Manioc	1.684	1.593	250	250	23.350	16.777	1.563	1.282
Patate douce	5.130	5.450	1.840	770	459	344	227	219
Aubergine	150	180	40	40	58	47	3.270	2.956
Banane légume	6.540	6.878	14.000	12.000	2.600	3.620	—	—
Carotte	480	499	600	500	—	—	1.502	1.041
Chou pommé	2.898	2.860	2.250	1.800	2.100	1.620	8.452	7.383
Concombre	4.296	4.290	3.600	3.000	2.116	3.716	892	392
Haricot vert	1.097	1.010	865	685	3.144	3.144	2.599	1.334
Salade	2.756	2.956	4.300	4.260	689	836	5.781	3.437
EFFECTIFS DU CHEPTEL								
Bovins	56.100	56.100	34.700	30.000	10.164	8.294	23.000	25.340
Porcins	47.513	49.369	26.100	22.000	10.666	9.180	92.250	85.920
Ovins	3.510	3.250	39.200	28.000	4.420	3.120	2.300	1.880
Caprins	39.500	39.750	19.500	16.000	1.500	1.125	31.400	31.520
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins	3.270	3.104	2.500	2.300	350	283	1.182	1.193
Porcins	1.082	1.067	2.020	1.800	773	929	9.912	10.186
Ovins - Caprins	288	283	460	440	21	17	80	75
Volailles	1.138	1.167	1.284	1.284	785	623	15.829	18.000
Lait de vache (hl)	5.310	3.983	23.000	22.000	1.487	2.757	247.125	265.557
Oeufs de consommation (milliers d'unités)	38.374	31.976	30.600	30.200	8.235	13.640	91.806	74.381
IMPORTATIONS D'ENGRAIS								
Engrais naturels	31	...	926	...	9	...	18	...
Engrais simples	2.137	...	36.694	...	1.516	...	5.001	...
Azotés	1.893	...	17.324	...	1.093	...	3.209	...
Phosphatés	21	...	110	...	409	...	639	...
Potassiques	223	...	19.260	...	14	...	1.153	...
Engrais composés	15.385	...	8.683	...	1.179	...	28.007	...
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	845	810	923	933	325	350	1.623	1.750

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1994.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières, bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières).

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a produit 32,3 millions de m^3 de bois ronds en 1993. Les grumes, qui représentent 19,7 millions de m^3, diminuent de 8,4 % par rapport à l'année précédente.

Les bois d'industrie, qui comptent pour 9,8 millions de m^3 dont 9,3 millions de m^3 de bois de trituration régressent de 11 %. Le bois de feu commercialisé, 2,8 millions de m^3, conserve son niveau de 1993.

Au total les quantités exploitées baissent de 9 %. L'année 1994 devrait marquer la fin de cette période de recul.

La production totale des sciages, bois sous rails et merrains s'élève à 9 millions de m^3 de sciages, en baisse de 8 % par rapport à 1993. Cette diminution se ressent sur tous les produits.

La balance du commerce extérieur en 1994 se dégrade un peu. Le déficit est de 12 milliards de francs contre 10,3 milliards de francs en 1993, chiffre à relativiser, les exportations augmentant plus que les importations en part relative.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Pour permettre au lecteur de se faire une idée des changements, nous avons pour 1991 mis les résultats des deux séries. Dans la nouvelle série la rubrique « feuillus en voie d'enrésinement » posant des problèmes de classement a été supprimée, elle sera remplacée par un nouveau type qui sera inclus dès l'année prochaine après validation.

Les bois et forêts proprement dits sont répartis, selon les grandes catégories d'essences, en bois et forêts de feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

Les peupleraies comprennent les peupleraies en plein ou associées avec une culture agricole et les alignements.

Les superficies forestières se répartissent en deux grands groupes selon qu'elles sont soumises ou non au régime forestier.

En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées (le plus connu étant le plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 ha d'un seul tenant).

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion sont données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1979 sur 10 régions. Depuis 1984, cette enquête a été étendue aux autres régions de manière à couvrir toute la France métropolitaine. De plus, l'inventaire forestier national renseigne sur la répartition par catégorie d'essence, par type de peuplement et par type de forêt.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois dans ce chapitre, un état des ventes de bois sur pied par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains, à l'exception de la Moselle et de l'Alsace où les bois sont vendus abattus et façonnés. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et aussi sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé) est appréhendé, par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs au bois, aux autres produits d'exploitation forestière et aux produits dérivés résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la production française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois brut et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : $m^3(r)$]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête, or elle est estimée à 15 millions de m^3;

— le mode de calcul en équivalent de bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois et forêts

L'enquête sur l'utilisation du territoire considère comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé d'arbres d'espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est d'au moins 10 %. On sépare ces superficies boisées en bois et forêts proprement dits (0,50 hectare et plus) et en superficies boisées hors forêts (5 ares à 0,50 hectare).

Bois rond

Tout bois abattu et façonné en grume, bille, rondin ou bûche, avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ou ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu). NAP 0210 (NAF 02.OA);

— l'exploitation forestière, ou ensemble des opérations conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, de rondins, éventuellement de plaquettes. NAP 0220 (NAF 02.OB);

— la scierie, fournissant des bois sciés de diverses sortes et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés. NAP 4801 (NAF 20.10);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

Il définit un ensemble de règles relatives à la gestion, par l'Office national des forêts (ONF), des forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de surfaces non boisées telles que les zones de restauration de terrains ou les zones de montagne. Il existe cependant de notables exceptions à la règle de soumission au régime forestier, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières »;

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt;

— Office national des Forêts;

— Inventaire forestier national.

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées, *Statistiques forestières* (annuel);

Enquête annuelle de branche : production de bois et sciages (annuel);

Enquête annuelle d'entreprise : exploitations forestières et scieries (annuel);

L'utilisation du territoire (annuel).

— Agreste, séries, *Commerce extérieur Bois et Dérivés* (trimestriel);

— Agreste, *Graph forêt bois 1994.*

Direction de l'Espace rural et de la Forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel);

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel);

Inventaire forestier national :

— *Atlas forestier du Nord-Est, du Sud-Est, du Sud-Ouest.*

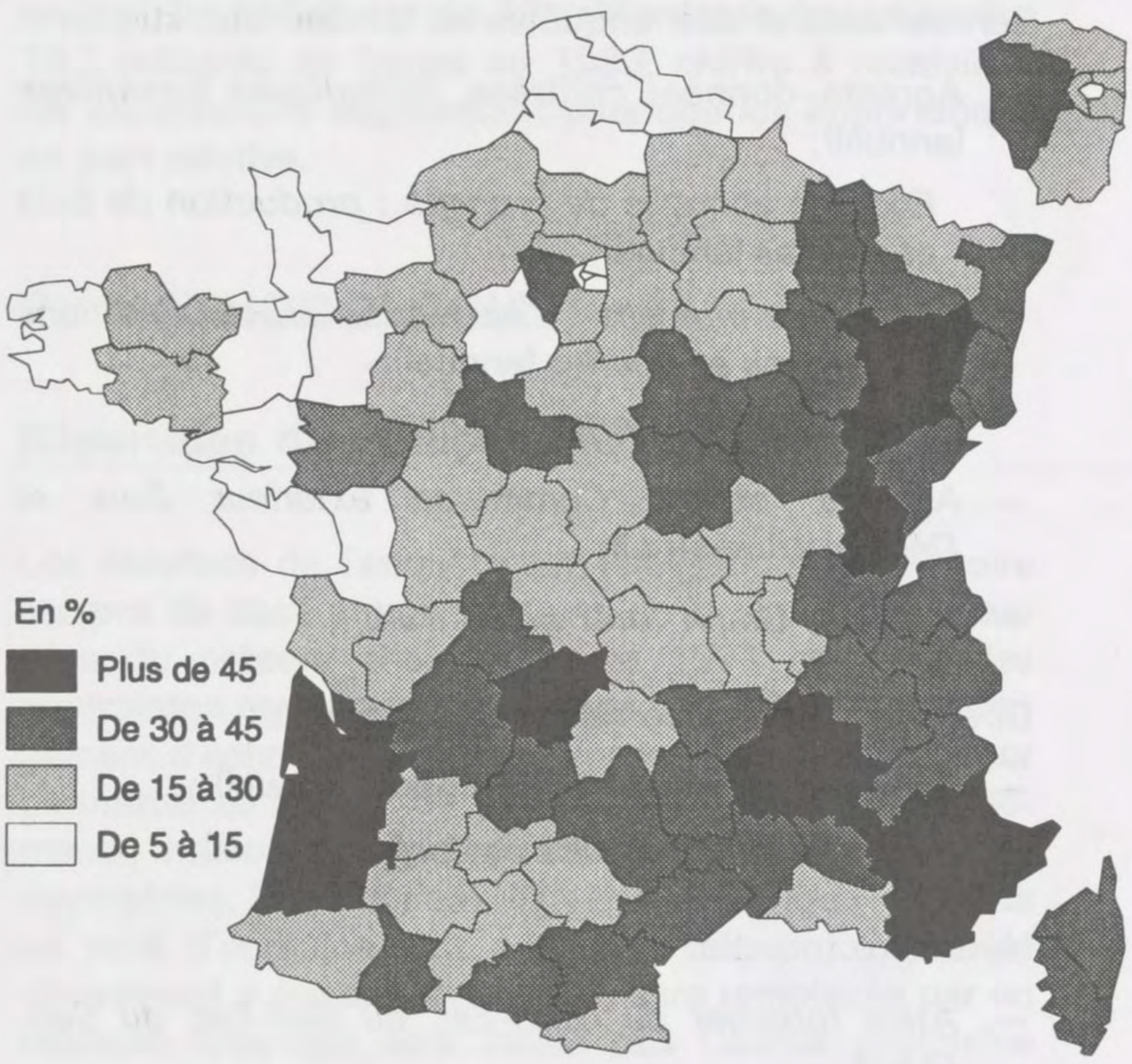
Office national des Forêts :

— *Rapport annuel de gestion.*

*
* *

CARTE I. 02

Taux de boisement par département en 1994



Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
DAFE - SCEES

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES — *Unité :* Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13.985,5	14.433,7	14.407,2	14.591,2	14.721,1
Feuillus	8.547,6	9.071,2	9.090,1	9.228,1	9.335,2
Conifères	4.109,5	4.030,4	4.047,7	4.057,9	4.093,1
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	...	...	...	...
Mixte	1.277,9	1.332,1	1.269,4	1.305,2	1.292,8
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1.195,8	1.184,6	1.307,4	1.016,0
Peupleraies	280,0	226,9	232,1	239,9	245,0
Total	**15.195,4**	**15.856,4**	**15.823,9**	**16.138,5**	**15.982,1**

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts — *Unité :* Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1991	1992	1993	1994
ÉTAT :					
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés situés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1.717	1.745	1.747	1.747	1.752
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	33	33	33	33
Total (2)	**1.737**	**1.778**	**1.780**	1.780	1.785
DÉPARTEMENTS :					
Forêts départementales (2)	21	27	27	27	28
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :					
Forêts communales et sectionales	2.426	2.513	2.519	2.534	2.542
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et appartenant à des caisses d'épargne	60	77	78	82	86
Total (2)	**2.486**	**2.590**	2.597	2.616	2.628
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	20	19	14	16
Total général au 31 décembre	**4.254**	**4.415**	4.423	4.437	4.457

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre 1994

Source : Office national des Forêts — *Unité :* Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1993	1994	1993	1994	1993	1994	1993	1994
	Guadeloupe		Guyane		Martinique		(1) Réunion	
Superficies domaniales (2)	1,5	1,5	7.513,8	7.450,9	2,0	2,0	2,4	2,4
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	—	8,7	1,1	1,1	7,4	7,4
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	—	—	8,7	—	0,7	0,7	0,8	0,8
Forêts particulières sous contrat	—	—	48,5	—	—	—	—	—
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	—	—	1,9	1,8	0,4	0,4
Ancien domaine colonial	27,8	27,8	—	—	9,7	9,7	91,1	91,1
Total	**38,2**	**38,2**	**7.571,0**	**7.459,6**	**15,4**	15,3	**102,1**	**102,1**

(1) Chiffres au 31/12/1993.
(2) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Nombre d'incendies	6.429	4.353	3.043	2.837	6.743	5.881	3.888	4.008	4.765	4.750
Surface sinistrée (en hectares)	57.368	51.880	14.109	6.701	75.566	72.625	10.130	16.607	16.695	24.460

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Direction de l'Espace rural et de la Forêt.

Unité : Millier d'hectares

	1947 à 1971	*r* 1972 à 1986	1989	1990	1991	1992	1993
Type d'essence :							
Pins maritimes	•	94,4	7,2	6,9	9,1	5,1	0,6
Autres pins	•	73,1	5,0	4,4	5,3	3,5	1,0
Autres conifères	•	278,3	10,0	9,5	9,9	6,7	2,5
Peupliers	•	52,9	3,5	3,4	4,6	3,8	1,1
Autres feuillus	•	44,8	7,4	7,5	9,4	8,1	2,4
Total	•	**543,5**	**33,2**	**31,7**	**38,3**	**27,2**	**7,6**
Nature du boisement :							
Boisement	496,7	148,8	8,5	7,8	9,4	8,6	2,5
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	347,8	21,0	20,5	23,9	14,9	4,2
Plantations hors forêts (2)	116,0	47,0	3,7	3,4	5,0	3,7	1,1
Total	**1.446,7**	**543,6**	**33,2**	**31,7**	**38,3**	**27,2**	**7,8**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Direction de l'Espace rural et de la Forêt.

	1985		1989		1990		1991		1992	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total
Nombre	**403**	**609**	**367**	**572**	**392**	**597**	**373**	**535**	**368**	**531**
Superficie [en hectares] (2)	**1.201**	**1.301**	**1.284**	**1.363**	**1.352**	**1.441**	**1.397**	**1.523**	**1.398**	**1.532**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	461	518	503	568	556	626	598	683
Autres plants	690	715	823	845	849	873	841	897	800	849
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,8**	**94,5**	**91,4**	**94,1**	**105,2**	**108,2**	**108,2**	**111,2**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,3	2,6
Autres plants :										
— feuillus	18,4	18,5	31,5	31,7	33,4	34,3	41,9	42,8	41,0	42,1
— conifères	65	67,7	58,7	61,1	56,2	57,9	61,2	63,1	64,9	66,5

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachère non comprise.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois sur pied

Source : Office national des Forêts

	1980	1987	1988	1989	1990	1991	*r* 1992	1993
Volume [millier de m^3 de bois sur pied] (2) :								
Feuillus	2.648	4.040	4.038	3.633	4.388	3.765	3.496	3.593
Conifères	3.578	4.353	4.363	4.098	4.198	4.230	4.075	4.323
Houppiers et taillis (3)	2.460	2.997	3.064	2.850	3.310	3.560	3.057	3.072
Total	**8.686**	**11.390**	**11.465**	**10.581**	**11.896**	**11.555**	**10.628**	**10.988**
Valeur [million de francs] (4)	1.548	1.988	2.031	2.140	2.176	2.068	1.649	1.929

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Produits vendus et produits délivrés (coupes affouagères délivrées aux communes propriétaires de forêts soumises).
(3) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(4) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES

Activité	Numéro de NAP	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (2)	Chiffre d'affaires net (3)	Exportations	Investissements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	0220	192	3.680	3.470	487	60
Scierie	4801	956	17.688	11.609	2.012	482
Total		**1.148**	**21.368**	**15.079**	**2.499**	**542**

(1) Entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAP 0220) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES (à partir de 1986)

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

Produit	1980	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Bois d'oeuvre (grumes)							
Chêne	3.446	3.169	3.215	3.120	3.151	3.073	2.680
Hêtre	1.987	2.047	2.169	2.582	2.289	2.056	1.886
Peuplier	1.770	1.862	3.258	3.409	3.237	2.857	2.477
Feuillus divers	1.186	846	1.098	1.046	1.047	1.057	990
Total feuillus	**8.389**	**7.925**	**9.740**	**10.157**	**9.724**	**9.043**	**8.033**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4.862	5.135	6.120	6.495	5.801	5.519	5.400
Pin et autres conifères	5.678	5.653	7.056	7.693	7.325	6.932	6.262
Total conifères	**10.540**	**10.788**	**13.176**	**14.189**	**13.127**	**12.451**	**11.662**
Ensemble des bois d'oeuvre (1)	**18.929**	**18.713**	**22.916**	**24.346**	**22.851**	**21.494**	**19.695**
Bois d'industrie							
Feuillus durs	4.652	3.860	3.901	3.678	3.756	3.774	3.093
Feuillus tendres	1.480	1.093	1.474	1.285	1.448	1.458	1.383
Sapin, épicéa, mélèze	478	1.021	1.322	1.228	1.256	1.356	1.375
Pin maritime	1.798	2.068	2.666	2.168	2.471	2.571	2.309
Autres conifères	779	1.118	1.450	1.399	1.438	1.472	1.117
Total trituration (2)	**9.187**	**9.160**	**10.813**	**9.757**	**10.369**	**10.631**	**9.277**
Mines feuillus	61	54	30	32	24	36	17
Mines conifères	260	159	59	70	63	45	35
Bois ronds divers feuillus	320	227	238	199	207	191	239
Bois ronds divers conifères	69	88	145	147	140	133	180
Poteaux (conifères)	149	76	76	82	100	88	123
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**548**	**530**	**534**	**493**	**594**
Ensemble des bois d'industrie	**10.046**	**9.765**	**11.361**	**10.287**	**10.903**	**11.124**	**9.871**
Bois de feu commercialisé (3)							
Total bois de feu commercialisé (3)	**1.358**	**2.077**	**2.653**	**2.541**	**2.702**	**2.738**	**2.755**

(1) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(2) Papeterie et fabrique de panneaux.
(3) A partir de 1986 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Guadeloupe	0,5	3,6	0,5	1,3	0,6	0,1	0,6	0,6	0,3
Guyane	120,0	94,4	101,3	80,2	91,0	92,8	*r* 68,0	50,0	51,0
Martinique	0,8	2,8	3,5	1,6	1,8	2,6	0,8	2,4	2,1
Réunion	3,0	4,4	4,0	3,9	5,0	5,5	5,7	8,7	7,2

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAP 4801) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES (à partir de 1986)

Unité : Millier de m^3 de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Sciages (1)							
Chêne	1.124	1.057	1.098	1.051	1.026	985	887
Hêtre	856	738	864	966	907	802	727
Peuplier	488	572	939	923	878	804	714
Feuillus divers	582	362	390	363	354	335	315
Total feuillus	**3.050**	**2.729**	**3.291**	**3.303**	**3.165**	**2.926**	**2.643**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3.009	3.166	3.586	3.656	3.561	3.434	3.382
Pin et autres conifères	2.672	2.532	3.154	3.299	3.206	3.126	2.784
Total conifères	**5.681**	**5.698**	**6.740**	**6.955**	**6.767**	**6.560**	**6.166**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées	**8.731**	**8.427**	**10.032**	**10.258**	**9.932**	**9.486**	**8.809**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	468	514	451	414	323
Autres produits de scierie							
Traverses :							
— chêne	183	100	118	137	160	152	...
— autres	62	46	37	51	69	46	...
Appareils de voie	76	42	24	33	45	42	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**179**	**221**	**274**	**240**	**168**
Merrains	18	12	26	33	31	27	19
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :							
— pour trituration	2.376	2.714	3.574	3.617	3.743	3.784	3.624
— autres	388	412	315	353	348	350	343

(1) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau 8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES — *Unité :* Million de francs

	Exportations		Importations	
	1993	1994	1993	1994
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères	127	160	112	138
Feuillus	1.163	1.277	1.107	1.693
Sciages de conifères	385	440	1.710	2.287
Sciages de feuillus	1.118	1.341	1.239	1.526
Traverses	146	148	21	26
Plaquettes, particules et délignures	124	137	189	242
Autres produits (1)	181	245	131	144
Total	**3.244**	**3.748**	**4.509**	**6.056**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	458	558	319	407
Panneaux contreplaqués	2.004	2.368	1.937	2.070
Autres produits du travail mécanique du bois	2.331	2.799	2.379	2.646
Meubles et sièges en bois	3.195	3.573	5.298	5.707
Pâtes et vieux papiers	1.205	1.881	4.632	6.383
Papiers et cartons	12.033	14.702	14.873	17.335
Total	**21.226**	**25.881**	**29.438**	**34.548**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	71	71	20	24
Térébenthine, colophanes et dérivés	156	162	308	370
Liège et ouvrages en liège	100	103	822	987
Total	**327**	**336**	**1.150**	**1.381**
Ensemble des produits	**24.797**	**29.965**	**35.097**	**41.985**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	**Total**
PRODUCTION				
Bois d'oeuvre	8.033	11.662	—	**19.695**
Bois d'industrie	4.732	5.139	—	**9.871**
Bois de trituration et dérivés	4.476	4.801	—	**9.277**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	256	338	—	**594**
Bois de feu	—	—	2.755	**2.755**
Total de la production	**12.765**	**16.801**	**2.755**	**32.321**
IMPORTATIONS				
Bois d'oeuvre	2.214	2.780	575	**5.569**
Bois d'industrie	2.978	6.590	23.884	**33.451**
Bois de trituration et dérivés	2.972	6.550	23.884	**33.406**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	5	40	—	**45**
Bois de feu	—	—	10	**10**
Total des importations	**5.192**	**9.370**	**24.469**	**39.030**
EXPORTATIONS				
Bois d'oeuvre	1.939	725	457	**3.121**
Bois d'industrie	1.703	1.874	16.512	**20.089**
Bois de trituration et dérivés	1.626	1.793	16.512	**19.931**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	77	81	—	**158**
Bois de feu	—	—	285	**285**
Total des exportations	**3.642**	**2.599**	**17.254**	**23.495**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'oeuvre	8.307	13.717	118	**22.142**
Bois d'industrie	6.007	9.855	7.372	**23.234**
Bois de trituration et dérivés	5.822	9.558	7.372	**22.752**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	185	297	—	**482**
Bois de feu	—	—	2.480	**2.480**
Total de la consommation apparente	**14.314**	**23.572**	**9.970**	**47.856**

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, direction des Pêches maritimes et des Cultures marines.

1. PRÉSENTATION

Le déficit du commerce extérieur des produits de la mer n'a cessé de croître au cours des années 1980, passant de 7 milliards de francs constants en 1980 à 11 milliards de francs en 1990. Après un maximum de 11 milliards de francs constants en 1991, le déficit du commerce extérieur diminue en 1992 et passe à 9,4 milliards de francs en 1993. Le déficit des échanges en volume est également en forte baisse en 1993 en raison d'un ralentissement des importations conjugué à une progression des exportations.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond aux numéros 0310 à 0320 de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués au 31 décembre de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent au poids de produits au moment du débarquement.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées, ... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines. Les quantités débarquées désignent le poids des prises mis à terre.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation :

— Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines;

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM);

Comité national des Pêches maritimes (CNPM);

Comité interprofessionnel de la conchyliculture;

Laboratoires de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

Annuaire des statistiques de la Pêche, Eurostat.

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes en 1992, Comité central des Pêches maritimes.

Le commerce extérieur des produits de la mer, CNPM-FIOM (annuel).

Statistiques des Pêches, captures et quantités débarquées en 1990, FAO, édition 1992, volume 69.

Statistiques des Pêches. Produits en 1990, FAO, édition 1992, volume 70.

*
* *

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout (1)

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines.
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.).

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navire

	1990	1991	1992	1993	1994	(2) 1995
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6.557	5.445	5.227	5.124	5.021	4.876
Puissance	405.908	359.152	350.162	*r* 346.301	344.447	339.640
Tonnage	27.479	23.454	22.904	22.629	22.541	21.990
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	765	745	740	691	661
Puissance	157.013	145.790	143.751	142.841	135.620	130.799
Tonnage	20.842	19.253	18.974	18.819	17.610	16.950
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1.022	981	980	976	946	932
Puissance	338.054	332.040	333.776	332.404	325.127	322.177
Tonnage	58.599	58.203	59.329	59.400	58.308	57.614
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	105	98	99	93	91
Puissance	66.546	59.247	55.993	56.612	54.122	52.615
Tonnage	21.697	18.931	17.713	17.946	16.655	16.104
38 mètres et plus :						
Nombre	100	*r* 97	89	82	78	79
Puissance	172.793	*r* 176.199	165.745	155.847	151.331	153.755
Tonnage	71.154	*r* 72.071	68.276	65.026	63.859	65.314
Total :						
Nombre	**8.651**	***r* 7.393**	**7.139**	**7.021**	**6.829**	**6.639**
Puissance	**1.140.314**	***r* 1.072.428**	**1.049.427**	**1.034.005**	**1.010.647**	**998.986**
Tonnage	**199.772**	***r* 191.912**	**187.196**	**183.820**	**178.973**	**177.972**

(1) Navires en activité ou armés au moins un jour pendant l'année indiquée en tête de colonne ou celle qui la précède.
(2) Flotte au 31/08/1995.

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines,
Bureau Central des Statistiques.

Unité : Marin

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Grande pêche	521	406	370	523	531	580	441	381	449	500
Pêche au large	3.296	3.326	3.143	3.301	3.323	3.385	2.915	2.730	2.310	2.170
Pêche côtière	2.067	2.079	2.339	2.340	2.558	2.603	2.502	2.326	2.158	1.987
Petite pêche (1)	12.514	12.354	11.996	12.315	11.938	13.201	10.630	10.401	9.624	10.799
Total	**18.398**	**18.165**	**17.848**	**18.479**	**18.350**	**19.769**	**16.488**	**15.838**	**14.541**	**15.456**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines,
Bureau Central des Statistiques.

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1991		1992		1993		1994	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16.233	256.958	10.115	179.914	11.643	179.023	13.353	178.915	12.266	161.036
Eglefin	3.330	34.860	2.291	23.981	2.369	21.144	3.481	19.123	3.600	20.405
Lieu noir	33.138	206.401	21.584	165.711	14.387	98.195	23.765	110.042	21.961	114.323
Lieu jaune	5.057	85.250	4.609	94.240	3.980	80.002	3.172	59.164	3.825	64.987
Merlan	22.602	202.183	22.686	214.810	20.375	165.577	22.199	151.857	25.394	160.584
Merlu	19.487	530.323	20.729	597.357	17.285	502.069	14.651	393.220	14.336	306.343
Chinchard	7.697	31.768	8.622	35.935	8.099	38.282	6.678	26.838	6.163	23.882
Maquereau	14.400	58.959	14.467	65.788	11.856	57.867	12.502	48.276	14.255	48.653
Plie	7.636	47.365	6.360	53.658	4.881	37.955	4.930	40.456	4.528	36.045
Sole	7.888	398.652	8.229	400.852	8.599	420.057	9.018	426.771	9.509	427.048
Cardine	5.115	108.429	4.428	104.938	4.702	110.644	4.232	87.999	3.683	69.294
Baudroie	16.309	442.712	13.595	426.642	11.755	371.862	10.972	289.480	12.505	297.657
Hareng	11.157	17.518	7.250	11.546	6.486	9.933	6.164	8.741	5.395	9.071
Anchois	14.887	112.930	11.876	118.510	18.635	157.996	25.650	295.135	22.071	192.792
Sardine	21.709	78.974	26.603	118.574	22.636	91.208	21.809	81.270	20.168	64.470
Limande	1.520	13.138	1.488	12.832	1.494	12.036	2.997	43.439	1.236	9.947
Bar	2.910	258.099	3.056	253.412	2.951	217.677	2.680	164.570	2.508	140.935
Sprat	224	255	870	2.574	95	147	35	48	283	570
Turbot	1.015	73.784	1.018	71.519	937	64.517	1.066	62.162	1.665	52.779
Langoustine	9.110	371.355	7.666	341.053	9.530	376.604	9.342	339.707	9.628	332.226
Langouste-homard	246	28.834	238	27.395	436	62.063	197	22.088	214	24.196
Crevette grise	252	21.454	542	24.768	1.124	18.912	506	21.449	531	21.552

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1993

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	5.371	124.369	20.168	261.782	14.797	137.413
Baudroie	8.239	293.567	1.221	75.394	— 7.018	— 218.173
Cabillaud, morue	48.493	904.777	3.673	95.279	— 44.820	— 809.498
Cardine	79	1.533	1.772	51.403	1.693	49.870
Dorade	1.233	28.926	951	28.811	— 282	— 115
Églefin	1.808	35.154	135	1.157	— 1.673	— 33.997
Flétan	4.846	64.248	32	1.743	— 4.814	— 62.505
Hareng	17.803	100.027	9.061	28.435	— 8.742	— 71.592
Lieu Alaska, jaune	24.568	272.101	1.811	26.603	— 22.757	— 245.498
Lieu noir	27.267	272.743	698	6.487	— 26.569	— 266.256
Lingues	2.930	34.061	122	3.127	— 2.808	— 30.934
Maquereau	29.332	99.884	9.141	39.872	— 20.192	— 60.012
Merlan	5.282	65.881	1.976	40.452	— 3.306	— 25.429
Merlu	23.785	260.661	3.922	104.815	— 19.863	— 155.846
Plie	577	16.341	956	8.370	379	— 7.971
Sardine	25.641	214.949	2.050	21.744	— 23.591	— 193.205
Sole	6.234	264.781	2.224	116.236	— 4.010	— 148.545
Sprat	30	399	37	173	7	— 226
Thon	78.878	1.031.334	185.621	913.330	106.743	— 118.004

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Production nationale						
Quantité	769,4	733,2	808,4	790,2	801,4	834,4
Valeur	8,9	8,6	8,8	8,6	8,6	8,4
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	729,2	784,1	863,2	853,3	*r* 876,4	827,9
Valeur importée	14,9	15,4	16,0	16,5	15,5	14,1
Exportations :						
Quantité exportée	257,0	311,3	341,2	334,4	*r* 363,5	393,0
Valeur exportée	4,9	5,5	5,4	5,2	*r* 5,0	4,7
Solde :						
Quantité	− 472,2	− 472,8	− 522,0	− 518,9	*r* − 512,9	− 434,9
Valeur	− 10,0	− 9,9	− 10,6	− 11,3	− 10,5	− 9,4
Consommation apparente (1)						
Quantité	1.241,6	1.206,0	1.330,4	1.309,1	*r* 13.143	1.269,3
Valeur	18,8	18,5	19,4	19,9	*r* 19,1	17,8

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAP classe 35 à 42)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie de la viande : branche et secteur d'établissement.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Fabrication de charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
4. Abattage de volailles : production de la branche.
5. Industrie laitière : branche et secteur d'établissement.
6. Industrie laitière : production de la branche.
7. Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets : production de la branche.
8. Fabrication de conserves : branche et secteur d'établissement.
9. Fabrication de conserves : production des branches.
10. Travail du grain : branche et secteur d'établissement.
11. Travail du grain : production des branches.
12. Fabrication de produits alimentaires divers : branche et secteur d'établissement.
13. Produits alimentaires divers : production des branches.
14. Fabrication de boissons et alcools : branche et secteur d'établissement.
15. Production d'alcool par les distillateurs de profession : production de la branche.
16. Boissons alcoolisées : production ou ventes de la branche.
17. Boissons non alcoolisées : production ou ventes de la branche.
18. Transformation du tabac : production de la branche.
19. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats définitifs de l'indice trimestriel de la production industrielle élaboré par l'INSEE, la production en volume des industries agricoles et alimentaires s'est accrue de 0,8 % en 1993. C'est un résultat assez faible mais positif alors que pour l'ensemble de l'industrie et du bâtiment et des travaux publics, on enregistre une régression de 3,8 %.

La plupart des activités des IAA croissent de façon modérée. La hausse la plus importante concerne le sucre : + 4,2 %. Les huiles et corps gras perdent 13,9 % et le tabac 9 %.

Les échanges extérieurs réalisent de nouveau une remarquable performance en 1993 avec 24,7 milliards de francs, soit + 24,1 % d'augmentation par rapport à l'année précédente.

Ces 4,7 milliards d'excédent proviennent essentiellement de la suppression du déficit sur les viandes et conserves de viandes. Dans ce secteur le solde est en effet devenu positif.

Les excédents les plus importants concernent le lait et les produits laitiers (11,9 milliards de francs) et les boissons et alcools (11,3 milliards). Les conserves et les corps gras alimentaires sont en revanche déficitaires, respectivement de 7,5 et 6,5 milliards.

Notre principal client est l'Allemagne et notre principal fournisseur l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL).

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale ressortit à ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

Les nomenclatures de produits utilisées dans les enquêtes de branches sont très détaillées, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations mises dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branches réalisées dans les IAA sur l'activité de 1993. Ces résultats sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les résultats de ces enquêtes sont classés selon les deux niveaux de détail (classes à 2 chiffres, groupes à 4 chiffres) de la nomenclature d'activités et de produits (NAP). Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1993 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, on a reclassé dans chaque catégorie de produits concernée les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAP.

3. DÉFINITIONS (1)

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

1. Les définitions de produits sont données par référence à la nomenclature d'activités et de produits en vigueur depuis 1973 (NAP 1973) et à un niveau plus fin, en fonction de la nomenclature détaillée de produits (NODEP).

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie de la viande
(NAP classe 35)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et caprins, de porcins, d'équins; abats, comestibles ou non.

— Cuirots et peaux brutes, y compris plumes et crins.

— Charcuterie et conserves de viande dont notamment les conserves et préparations diverses à base de viande de bœuf, de porc, de volaille ou de gibier; les saucisses, les saucissons secs et saucissons cuits, les pâtés, les jambons et épaules cuits; les viandes et abats salés, en saumure, séchés ou fumés; les conserves de foie gras.

— Viandes de volaille et gibiers fraîches, congelées ou surgelées (y compris viande de lapin, foie et autres).

Industrie laitière
(NAP classe 36)

— Laits liquides : lait cru ou traité (pasteurisé, stérilisé, UHT), entier ou écrémé, conditionné ou non, aromatisé ou non, sauf le lait utilisé à la ferme pour l'alimentation des veaux.

— Produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais, fromages frais, crème de lait fraîche ou de longue conservation.

— Beurre, en vrac, conditionné ou anhydre.

— Fromages (sauf les fromages frais).

— Laits concentrés, laits secs : laits concentrés sucrés et non sucrés; laits secs en poudre ou granulés, entiers ou écrémés, sucrés ou non (non compris les laits spéciaux pour bébés, classe 40).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, babeurre, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets.

Fabrication de conserves
(NAP classe 37)

— Conserves de fruits et confitures.

Fruits surgelés, fruits secs et fruits à coque grillés (y compris fruits déshydratés), compotes et purées de fruits en conserve (y compris purée de marron au naturel), conserves de fruits, confitures, marmelades, gelées (y compris crème de marron).

— Conserves de légumes.

Légumes surgelés.

Légumes en conserve (y compris choucroute au naturel, champignons, tomates en conserve et concentré de tomates).

Pommes de terre préparées (déshydratées chips, préfrites...).

— Légumes conservés divers (lyophilisés, conservés au vinaigre, au sel, à l'huile, à l'alcool, en saumure, déshydratés).

— Conserves de poissons.

Poissons, coquillages, crustacés, mollusques; en conserve, surgelés, séchés ou fumés (y compris escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve).

— Plats cuisinés.

Plats préparés à base de pâtes alimentaires.

Plats cuisinés, surgelés ou en conserve contenant de la viande ou du poisson et des légumes (comprend notamment choucroute garnie, couscous complet).

Boulangerie, pâtisserie
(NAP classe 38)

Cette activité n'est mentionnée ici que pour mémoire, l'extrême dispersion de ses fabrications et de ses points de vente l'assimilant autant à un commerce qu'à une industrie.

Travail du grain
(NAP classe 39)

— Farine, y compris les sons et résidus.

— Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle, y compris le pain grillé et le pain d'épices.

— Semoule (y compris gruaux de blé).

— Pâtes alimentaires et couscous (non compris le couscous garni, ni les plats préparés à base de pâtes alimentaires).

— Céréales secondaires transformées (riz, céréales grillées, soufflées, en flocons).

— Malt.

— Produits amylacés (amidons et fécules, malto-dextrine, glucose, amidons et fécules transformés divers).

— Aliments pour animaux (aliments simples d'origine végétale et animale, aliments complets ou complémentaires, aliments d'allaitement, composés minéraux et prémélanges, aliments pour animaux d'agrément).

Fabrication de produits alimentaires divers
(NAP classe 40)

— Corps gras.

Huiles et corps gras bruts (y compris tourteaux).
Huiles raffinées, corps gras raffinés, margarine.
Corps gras animaux (notamment saindoux et suif).

— Sucre.

Notamment le sucre roux, blanc, cristallisé ou en morceaux (y compris mélasse).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : chocolat en tablette, cacao en masse, en poudre, beurre de cacao, chocolat de couverture, confiserie de chocolat, autres produits de chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), fruits confits (notamment marrons glacés), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits).

— Torréfaction et brûlerie de café, thé, chicorée et infusions, préparation d'épices et herbes aromatiques.

Café torréfié et soluble (y compris café décaféiné), mélanges de café et de chicorée, chicorée torréfiée, thé, infusions, épices et herbes aromatiques (y compris les extraits de café, thé et chicorée).

— Fabrication de condiments, vinaigre, sauces préparées.

Moutardes, vinaigres, sauces préparées (émulsionnées, cuisinées...), fruits et légumes condimentaires (notamment cornichons et olives).

— Fabrication d'aliments diététiques, d'aliments pour bébés et de régime.

Laits spéciaux, farines et aliments diversifiés pour nourrissons (notamment préparations élaborées, type « petit pot »).

Produits de régime divers et produits diététiques (notamment aliments de l'effort à teneur garantie en vitamines, aliments hypocaloriques ou à apport lipidique particulier).

— Fabrication d'entremets, desserts ménagers, petits déjeuners.

Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz, de semoule, crème pâtissière; comprend aussi farines à gâteaux et sucres vanillés et vanillinés).

Entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz).

Petits déjeuners.

— Fabrication de bouillons et potages.

Notamment bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes.

— Fabrication de produits alimentaires divers.

Œufs en conserve (notamment poudre d'œuf et œufs cuits).

Levures vivantes (notamment levure de panification, levure-aliment).

Autres produits alimentaires divers (notamment farines de légumes, de fruits et poudres à lever).

Fabrication de boissons et alcools
(NAP classe 41)

— Alcool.

Ce groupe comprend les alcools non dénaturés titrant plus de 80 degrés et les alcools dénaturés.

— Eau-de-vie naturelle.

Ce groupe comprend notamment le cognac, l'armagnac, le calvados, le rhum et les eaux-de-vie de fruits ou de grains.

— Liqueurs et apéritifs alcoolisés autres qu'à base de vin.

Liqueurs digestives (notamment les crèmes de cassis, les fruits à l'alcool et à l'eau-de-vie).
Spiritueux consommés à l'eau (notamment les amers, bitters, gentianes, les spiritueux anisés).

— Apéritifs à base de vin.

Vermouths et autres vins aromatisés.

— Champagne et mousseux.

— Bière (y compris bière sans alcool, gueuze, panaché...).

— Cidre (y compris poiré).

— Jus de fruits et de légumes (y compris jus concentrés et surgelés).

— Boissons non alcoolisées élaborées (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, divers : concentrés de cola, boissons instantanées...).

— Eaux minérales naturelles.

Eaux minérales et eaux de sources (y compris eaux de table).

Transformation du tabac
(NAP classe 42)

Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopération bétail et viandes (FNCBV).
— Syndicat national du commerce de porcs.
— Fédération française des industries charcutières.
— CHASYCA-SYNAVOL.
— Fédération nationale de l'Industrie laitière.
— Fédération nationale des coopératives laitières.
— Syndifrais.
— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.
— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.
— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.
— Bureau national interprofessionnel du pruneau.
— Confédération française de la conserve.
— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.
— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.
— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.
— Office national interprofessionnel des céréales.
— Association nationale de la meunerie française.

— L'Alliance 7.
— Comité français de la semoulerie industrielle.
— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.
— Union des semouliers de maïs.
— Syndicat de la rizerie française.
— Chambre syndicale de la malterie française.
— Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
— Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
— Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
— Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
— Syndicat national des déshydrateurs de France.
— FACCO.
— Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
— Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
— Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
— Fédération nationale des huileries métropolitaines.
— Syndicat des protéines et corps gras animaux.
— Syndicat national des fabricants de sucre de France.
— Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
— Syndicat des fabricants de sucre de l'île de la Réunion.
— Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
— Syndicat des fabricants de chicorée de France.
— Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
— Fédération des industries condimentaires de France.
— Syndicat national des fabricants de vinaigres.
— Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
— Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
— Bureau national interprofessionnel du cognac.
— Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
— Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
— Syndicat national des fabricants de liqueurs.
— Fédération nationale des producteurs de rhum.
— Union des producteurs français de spiritueux.
— Conseil national des vins aromatisés.
— Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
— Association des brasseurs de France.
— Syndicat national des industries cidricoles.
— Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
— Fédération nationale des boissons.
— Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
— Syndicat national des fabricants de sirops.
— Chambre syndicale des eaux minérales.
— Syndicat des eaux de source.
— SEITA.

Publications :

● Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries données chiffrées IAA (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches », Agreste, série données chiffrées IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Les industries agro-alimentaires en ... », *INSEE-Première* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

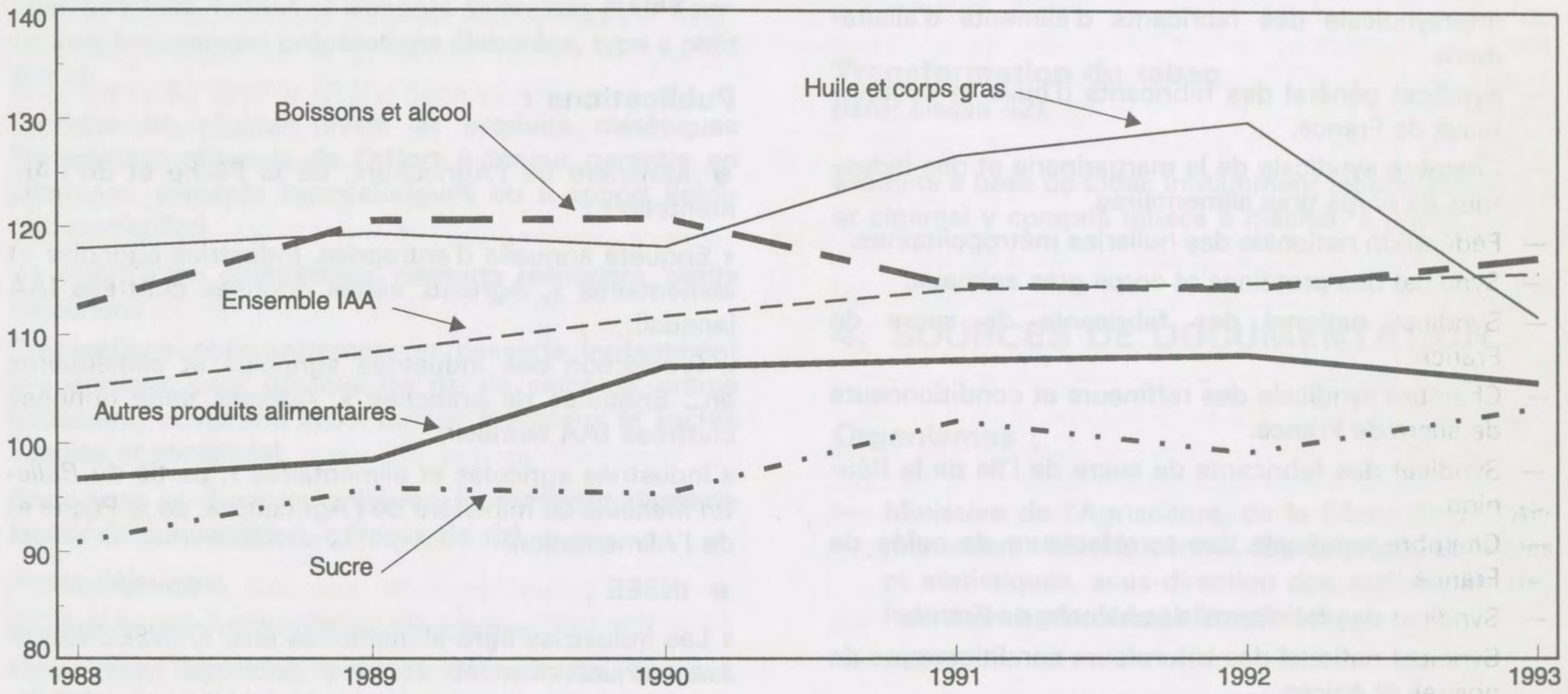
● Divers :

« Comment améliorer la performance de l'agro-alimentaire française à l'export ? Une comparaison France-Pays-Bas-Danemark dans les secteurs du porc et du fromage », Commissariat général au plan; ministère de l'Agriculture, mai 1993.

*
* *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :
moyenne annuelle de l'indice trimestriel (1)



(1) Base 100 en 1985
Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie de la viande (NAP classe 35) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Abattage du bétail	36.499	78.834,3	37.877	4.347,5	1.099,0
Fabrication de charcuterie et de conserves de viandes	37.115	38.926,8	35.687	4.197,5	1.300,9
Abattage de volailles	24.432	28.794,3	25.667	2.856,4	574,6
Total	**98.046**	**146.555,4**	**99.231**	**11.401,4**	**2.974,5**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche (NAP 3502)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Direction des services vétérinaires.
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	1989	1990	1991	1992	1993
Abattage de :					
Gros bovins	1.359,2	1.432,2	1.543,2	1.556,7	1.403,5
Veaux	272,0	278,1	275,6	274,9	259,0
Ovins-caprins	149,4	155,8	148,6	137,6	130,7
Porcins	1.595,8	1.622,4	1.665,1	1.734,1	1.874,6
Equidés	14,3	13,4	14,0	13,0	11,7
Total	**3.390,7**	**3.501,9**	**3.646,5**	**3.716,3**	**3.679,5**
Viandes et abats surgelés et congelés :					
— destinés à la consommation directe	188,1	196,8	171,1	195,0	164,8
— destinés à une transformation ultérieure	203,2	202,6	156,0	230,2	240,6
Total	**391,3**	**399,4**	**327,1**	**425,2**	**405,4**

TABLEAU I.04-3

Fabrication de charcuterie et conserves de viandes : production de la branche (NAP 3504)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	1989	1990	1991	1992	1993
Viande salée, en saumure, séchée, fumée	95,6	100,1	107,8	110,3	117,1
Jambons cuits	192,8	198,9	202,5	200,6	206,5
Epaules cuites et charcuteries cuites diverses	47,2	51,1	55,0	58,0	56,7
Saucissons secs	87,9	85,3	87,5	89,0	92,6
Saucissons cuits et similaires	52,8	56,9	56,7	57,4	63,9
Saucisses et similaires	126,5	131,7	137,7	140,6	148,4
Pâtés	127,8	131,5	135,1	131,4	127,5
Conserves et préparations diverses de viande	108,8	85,8	87,2	85,1	85,8
Total	**839,4**	**841,3**	**869,5**	**872,4**	**898,5**
Conserves de volailles et de gibier (1) r	17,1	17,0	18,6	17,6	19,3

(1) Les conserves de volailles et de gibier sont exprimées en milliers de tonnes demi-brutes.

TABLEAU I.04-4

Abattage de volailles (1) : production de la branche (NAP 3505)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Volailles	1989	1990	1991	1992	1993
Abattage de :					
Poussins, poulets, poules, coqs	839,8	878,0	932,8	976,3	1.037,6
Dindes	358,4	401,0	449,2	519,3	509,7
Pintades, canards, oies	120,0	121,9	132,2	141,0	149,9
Lapins	55,1	54,0	54,7	59,4	64,1
Total	**1.373,3**	**1.454,9**	**1.568,9**	**1.696,0**	**1.761,3**
Viande surgelée et congelée de volailles, lapins, gibier :					
— destinée à la consommation directe	368,2	364,3	466,9	532,4	335,9
— destinée à une transformation ultérieure	27,1	27,8	34,5	51,3	259,6
Total	**395,3**	**392,1**	**501,4**	**583,7**	**595,5**

(1) Y compris lapins.

TABLEAU I.04-5

Industrie laitière (NAP classe 36) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	49.362	115.374,7	51.260	6.544,4	2.854,9
Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets	4.359	5.582,5	4.436	628,6	272,3
Total	**53.721**	**120.957,2**	**55.696**	**7.173,0**	**3.127,2**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-6

Industrie laitière : production de la branche (NAP 3610)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES

	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
I. Collecte						
Lait de vache	10^6 litres	23.023	23.425	22.652	22.374	22.188
Lait de chèvre	»	238	271	266	262	246
Lait de brebis	»	148	172	182	185	187
II. Traitement et transformation						
● Laits liquides.						
Lait cru	10^6 litres	3	3	2	1	1
Lait pasteurisé	»	792	687	601	590	583
Lait stérilisé (sauf aromatisé)	»	330	326	373	360	348
Lait UHT (sauf aromatisé)	»	2.992	3.019	3.210	3.191	3.287
Lait aromatisé	»	47	53	50	49	50
● Produits frais.						
Crème	10^3 tonnes	196	209	224	244	255
Laits fermentés (yaourts et autres)	»	928	951	976	1.028	1.045
Desserts lactés frais	»	305	334	366	369	390
● Beurre	»	439	451	414	392	377
● Fromages.						
Fromage de vache	10^3 tonnes	1.342	1.369	1.400	1.413	1.442
— à pâte molle	»	430	435	454	450	458
— à pâte pressée non cuite	»	196	189	192	193	204
— à pâte pressée cuite	»	251	255	252	263	271
— à pâte persillée	»	33	32	31	31	32
— frais	»	432	458	471	476	477
Fromage de chèvre et mi-chèvre	»	36	36	33	35	38
Fromage de brebis	»	27	34	37	36	39
Fromage fondu	»	98	99	101	106	116
● Laits concentrés.						
— sucré	10^3 tonnes	43	31	32	32	33
— non sucré	»	50	38	38	45	31
● Laits secs.						
Lait en poudre infantile et alimentaire	»	112	114	135	114	80
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé	»	132	152	197	184	211
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)	»	445	530	407	355	346
— écrémé	»	277	371	258	221	243
— réengraissé (matière grasse déduite)	»	168	159	149	134	103
● Produits dérivés de l'industrie laitière.						
Poudre de babeurre	10^3 tonnes	26	31	26	25	29
Poudre de lactosérum	»	443	416	444	474	479
Lactose	»	14	14	14	17	16
Caséine et caséinates	»	47	27	32	41	31

TABLEAU I.04-7

Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets : production de la branche (NAP 3620)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	1989	1990	1991	1992	1993
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel	54	61	53	55	62
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial	216	230	234	247	262
Total	**270**	**291**	**287**	**302**	**324**

TABLEAU I.04-8

Fabrication de conserves (NAP classe 37) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Conserverie de fruits et confitures	4.051	5.922,0	3.895	486,0	196,9
Conserverie de légumes	14.184	14.094,3	14.742	1.599,2	667,5
Conserverie de poissons	9.243	9.509,5	9.867	1.072,1	272,1
Préparation de plats cuisinés	10.704	9.661,7	12.467	1.475,6	453,7
Total	**38.182**	**39.187,5**	**40.971**	**4.632,9**	**1.590,2**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-9

Fabrication de conserves : production des branches (NAP classe 37)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES.
Organisations professionnelles

Produits (1)	Unités (2)	1989	1990	1991	1992	1993
Conserves de fruits et confitures	10^3 tonnes	380,7	398,2	403,1	406,6	390,3
Compotes et purées de fruits en conserve	»	109,2	122,9	136,3	132,8	133,0
Conserves de fruits	»	112,8	116,4	97,0	111,0	96,2
Confitures	»	158,7	158,9	169,8	162,8	161,1
Fruits surgelés et congelés	»	37,3	44,2	50,9	30,9	...
Conserves de légumes (3)	10^3 tonnes demi-brutes	1.313,5	1.271,7	1.385,3	*r* 1.449,5	1.312,5
dont : Petits pois	»	190,4	175,6	155,4	176,3	166,1
Haricots verts	»	255,4	207,4	294,3	317,5	259,0
Macédoine et mélanges de légumes	»	286,6	293,1	304,2	319,5	271,6
Champignons de couche	»	139,9	155,1	167,9	167,2	161,1
Tomates : Spécialités	»	59,0	51,2	57,4	45,1	50,8
Concentré de tomates	10^3 tonnes	44,0	44,3	40,9	32,6	29,7
Conserves de légumes divers cuisinés sans garniture	»	54,8	49,3	58,2	53,1	51,8
Légumes surgelés et congelés	»	332,1	345,3	376,7	405,9	326,6
Pommes de terre préparées (4)	»	105,4	106,1	118,0	144,8	144,1
Produits surgelés de pommes de terre	»	190,4	216,6	243,3	225,4	242,4
Conserves de poisson	10^3 tonnes demi-brutes	108,0	105,2	111,3	104,1	108,6
Poissons de mer surgelés et congelés	10^3 tonnes	206,1	183,1	(5) 95,9	75,6	78,6
Plats cuisinés	»	298,1	329,4	324,6	*r* 314,5	314,2
Pâtes alimentaires cuisinées	»	90,9	93,7	94,5	96,9	94,9
Autres plats cuisinés	»	207,2	235,7	230,1	*r* 217,6	219,3
Plats cuisinés surgelés et congelés	»	126,7	131,9	134,4	123,8	115,9

(1) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à coeur » égale ou inférieure à — 18 °C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à coeur » égale ou inférieure à — 12 °C.
(2) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(3) L'année indiquée en tête de la colonne est celle de la fin de la campagne. Le total conserves de légumes est calculé hors concentré de tomates du fait de la différence d'unités.
(4) Purée, pommes chips et « produits divers ».
(5) A partir de 1991, très forte diminution due à une baisse importante de thon congelé destiné à une transformation ultérieure.

TABLEAU I.04-10

Travail du grain (NAP classe 39) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Meunerie	5.231	11.305,5	5.663	845,2	230,6
Biscuiterie, biscotterie	15.416	14.490,3	16.429	2.130,3	623,8
Semoulerie (4)	c	c	307	c	c
Fabrication de pâtes alimentaires et de couscous	3.025	5.224,0	2.701	396,5	143,6
Transformation de céréales secondaires	1.109	2.579,3	1.123	158,4	124,2
Malterie	620	2.656,0	634	98,5	30,3
Fabrication de produits amylacés (4)	c	c	4.148	c	c
Fabrication d'aliments pour animaux	17.553	46.268,8	19.078	2.792,8	1.234,7
Total	**47.371**	**89.928,3**	**50.083**	**7.207,6**	**3.080,2**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.
(4) Résultats en partie confidentiels, par application des règles sur le secret statistique. Le total correspond néanmoins à l'ensemble de la branche.

TABLEAU I.04-11

Travail du grain : production des branches (NAP classe 39)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES.
ONIC et Organisations professionnelles.

Unité : Millier de tonnes

	1989	1990	1991	1992	1993
Farine	4.853	5.170	5.391	5.123	5.354
Biscuiterie, biscotterie	557	577	590	594	592
Biscuiterie	444	460	477	*r* 477	475
Biscuits salés	28	27	28	28	30
Biscuits secs	103	102	99	97	92
Biscuits divers	190	206	216	*r* 216	214
Pâtisseries de conservation, pains d'épice	123	127	134	136	139
Biscotterie	113	117	113	*r* 117	117
Semoule	456	458	477	475	479
Pâtes alimentaires et couscous	351	349	364	351	347
Malt d'orge de brasserie	1.168	1.248	1.286	1.257	1.198
Produits amylacés	2.446	2.521	2.677	*r* 2.794	2.948
Aliments composés pour animaux	17.464	18.178	18.983	19.383	20.270
dont : Bovins	3.761	3.959	3.997	3.739	3.839
Porcins	5.134	5.207	5.493	5.904	6.373
Volailles	6.469	6.917	7.398	7.675	7.999
Aliments d'allaitement	676	679	666	609	584
Aliments pour animaux d'agrément	1.100	1.260	1.300	1.365	1.507

TABLEAU I.04-12

Fabrication de produits alimentaires divers (NAP classe 40) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'huiles et corps gras bruts	1.361	2.337,8	1.391	197,1	58,2
Fabrication d'huiles et corps gras raffinés et de margarine	2.668	7.466,5	2.977	527,5	182,3
Total	**4.029**	**9.804,3**	**4.368**	**724,6**	**240,5**
Sucreries, raffineries de sucre	7.753	20.888,3	9.086	1.468,7	769,3
Chocolaterie, confiserie	15.892	20.760,9	17.148	2.430,7	1.033,7
Torréfaction et brûlerie de café, thé, chicorée et infusions, préparations d'épices et herbes aromatiques	6.539	10.837,9	6.220	1.045,4	343,2
Fabrication de condiments, vinaigres, sauces préparées	1.950	3.382,5	2.254	332,5	142,0
Fabrication d'aliments diététiques, aliments pour bébés, produits de régime	2.853	4.424,3	3.389	507,4	154,3
Fabrication d'entremets, desserts ménagers et petits déjeuners	502	560,8	719	100,6	125,4
Fabrication de bouillons et potages	1.404	1.604,0	1.924	266,3	121,8
Fabrication de produits alimentaires divers	6.220	13.897,4	5.069	763,0	496,4
Total	**43.113**	**76.356,1**	**45.809**	**6.914,6**	**3.186,1**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Produits alimentaires divers : production des branches (NAP classe 40)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES.
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	1989	1990	1991	1992	1993
Huiles et corps gras					
Huiles raffinées (1)	558	537	599	624	551
Arachide	91	75	70	66	69
Colza	77	78	112	105	92
Soja	16	17	28	25	27
Tournesol	317	342	332	373	320
Autres	57	25	57	55	43
Tourteaux produits par les huileries industrielles	1.342	1.360	1.408	1.477	1.310
dont : Arachide	12	—	—	—	—
Colza	649	534	561	466	301
Soja	183	199	125	189	302
Tournesol	495	626	719	820	706
Margarine, produits blancs et graisses alimentaires	159	156	153	153	147
Suifs	141	150	●	●	●
Sucreries, raffineries de sucre					
Sucre de betterave (2)	4.022	3.861	4.357	4.068	4.345
Sucre de canne r	256	224	273	272	254
Chocolaterie, confiserie					
Chocolaterie ensemble	433,8	443,5	490,1	496,0	546,9
Produits demi-finis (3)	151,7	150,2	168,9	163,7	205,8
dont : Cacao en masse	44,3	42,1	51,4	47,0	59,6
Beurre de cacao	13,1	9,9	15,1	14,1	c
Couverture (4)	77,0	75,7	74,3	78,5	105,6
Produits finis	282,1	293,4	321,3	332,4	341,2
dont : Cacao sucré ou granulé	45,2	46,1	49,2	52,6	48,4
Chocolat en tablettes	94,0	93,7	110,6	107,1	109,7
Confiserie de chocolat	113,8	128,7	133,4	143,9	156,8
Confiserie de sucre	168,6	175,1	174,5	*r* 178,1	190,5
dont : Sucres cuits et autres bonbons	68,9	65,5	67,0	*r* 66,5	69,5
Gommes à mâcher	25,9	37,0	36,2	*r* 36,8	40,9
Fruits confits	18,7	17,0	16,9	16,2	15,3
Condiments, vinaigres, sauces préparées					
Moutardes	67,8	67,9	69,3	63,6	67,7
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)	114,2	118,2	111,9	113,8	102,8
Sauces préparées	102,5	104,0	112,3	113,7	117,2
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées	55,4	58,0	61,2	64,3	65,3
Sauces appertisées	35,7	35,9	40,0	38,3	40,6
Fruits et légumes condimentaires	26,8	26,5	28,8	29,9	32,5
Aliments diététiques, aliments pour bébés, produits de régime					
Aliments diététiques de l'enfance	68,6	69,5	71,2	70,6	71,0
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (5)	■ 32,7	33,2	34,0	*r* 34,9	33,6
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (6)	98,2	104,3	111,8	*r* 119,5	118,3
Bouillons et potages					
Bouillons solides	9,5	9,3	10,1	9,2	9,7
Potages déshydratés	23,1	22,6	23,3	22,6	21,1
Soupes et potages surgelés et congelés	3,3	2,0	3,3	2,8	3,6
Produits alimentaires divers					
Ovo-produits	44,1	50,6	71,8	85,3	●
Levure-aliment	6,8	4,0	●	●	●

(1) Y compris les huiles de maïs et de pépins de raisins.
(2) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(3) Y compris cacao en masse et pellicules de cacao.
(4) Y compris imitation du chocolat.
(5) A partir de 1989, non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(6) Y compris les desserts lactés de conserve.

TABLEAU I.04-14

Fabrication de boissons et alcools (NAP classe 41) : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Branche (2)		Secteur d'établissement (2)		
	Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Distillation d'alcool	1.088	2.730,9	1.046	151,8	108,7
Distillation d'eaux-de-vie naturelles	4.241	11.194,3	4.458	756,2	440,2
Production de liqueurs et apéritifs alcoolisés autres qu'à base de vin	4.238	8.184,5	4.670	779,5	137,8
Production d'apéritifs à base de vin	608	1.052,8	833	169,7	35,3
Champagnisation	6.391	13.880,4	7.026	1.343,4	366,3
Brasserie	5.704	11.162,7	6.164	1.022,0	643,6
Cidrerie	637	673,6	757	97,1	38,2
Production de jus de fruits et de légumes	2.211	4.081,3	1.736	239,4	127,7
Fabrication de boissons non alcoolisées élaborées	4.852	10.021,9	4.277	685,4	420,7
Production d'eaux minérales naturelles	8.816	11.760,7	9.620	1.530,7	833,9
Total	**38.786**	**74.743,0**	**40.587**	**6.775,3**	**3.152,5**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour la distribution branche, secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-15

Production d'alcool par les distillateurs de profession : production de la branche (NAP 4101)

Fabrication contrôlée

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Direction générale des Impôts.

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

Quantités d'alcool produites par nature de substance	1989	1990	1991	1992	1993
Betteraves et mélasses	2.747	3.115	3.599	3.571	4.008
Vins (cognac, armagnac, autres)	869	681	843	316	967
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)	496	505	548	377	460
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)	58	60	49	31	112
Produits agricoles divers (1)	171	192	143	62	170
Total alcool agricole	**4.341**	**4.553**	**5.182**	**4.357**	**5.717**
Alcool de synthèse	1.375	1.357	1.074	1.439	1.383
Total alcool	**5.716**	**5.910**	**6.256**	**5.796**	**7.100**

(1) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-16

Boissons alcoolisées : production ou ventes de la branche (NAP 4102 à 4107)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Organisations professionnelles.

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	P ou V (1)	1989	1990	1991	1992	1993
Cognac (alcool pur)	V	496	489	428	414	380
Liqueurs et apéritifs alcoolisés autres qu'à base de vin :						
Liqueurs autres que cassis	P	396	401	377	374	390
Crème de cassis	»	129	133	138	131	141
Spiritueux consommés à l'eau	»	1.547	1.619	1.618	1.625	1.679
Apéritifs à base de vin	»	419	479	460	467	426
Champagne (millier de bouteilles)	V	249	232	214	214	229
Bière	P	18.590	19.109	18.654	18.512	18.291
Cidre	»	1.183	1.058	1.116	941	862

(1) P = Production ; V = Vente.

TABLEAU I.04-17

Boissons non alcoolisées : production ou ventes de la branche (NAP 4108 à 4110)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. SCEES
Organisations professionnelles.

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	P ou V (1)	1989	1990	1991	1992	1993
Jus de fruits	P	1.545	1.678	1.630	1.640	1.617
dont : Pomme	»	367	310	272	326	378
Raisin	»	1.095	1.275	1.266	1.235	1.175
Tomate	»	52	66	69	40	52
Boissons non alcoolisées élaborées						
Boissons gazeuses	P	11.650	13.375	13.700	14.870	15.810
Limonades, sodas	»	4.740	4.865	4.405	4.480	4.630
Colas, tonics, bitters	»	6.910	8.510	9.295	10.390	11.180
Boissons aux fruits	V	6.379	6.095	5.560	5.116	4.543
dont : Orange	»	4.621	4.573	4.167	3.869	3.513
Nectars de fruits	V	531	813	1.186	1.523	1.848
dont : Abricot	»	112	154	184	197	181
Orange	»	189	307	554	772	940
Sirops	P	1.624	1.597	1.634	1.616	1.575
Eaux minérales naturelles (million de litres)	V	5.011	5.217	5.192	...	...
Eaux de source	»	9.600	11.040	11.400	12.770	13.400

(1) P = Production ; V = Vente.

TABLEAU I.04-18

Transformation du tabac : production de la branche (NAP classe 42)

Source : SEITA

Produits	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
Cigares et cigarillos	Million	676	666	677	718	712
Cigarettes	»	54.225	55.495	50.311	53.312	47.912
Cigarettes à filtre	»	31.342	33.408	32.752	35.879	31.622
Cigarettes sans filtre	»	22.883	22.087	17.559	17.433	16.290
Scaferlatis	Tonne	3.859	3.765	3.555	3.729	3.600
Tabacs à priser	»	2	2	3	1	3
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)	»	30	19	16	17	15

TABLEAU I.04-19A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes Nationaux — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de NAP	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Viandes et conserves de viandes	**35**	**24.606**	**23.274**	**23.465**	**24.112**	**23.024**	**24.027**
Viandes fraîches	3502	18.576	17.884	18.384	18.673	18.266	18.538
Cuirots et peaux brutes	3503	2.065	1.401	950	1.005	677	999
Charcuterie et conserves de viandes	3504	2.426	2.548	2.738	2.921	2.583	2.606
Viandes de volaille et gibier	3505	1.539	1.441	1.393	1.513	1.498	1.884
Laits et produits laitiers	**36**	**7.118**	**6.486**	**8.259**	**10.143**	**10.362**	**10.579**
Laits liquides	3611	587	521	592	868	1.058	1.222
Produits laitiers frais	3612	236	381	583	742	971	843
Beurre	3613	1.660	1.302	1.847	2.179	2.476	2.456
Fromages	3614	2.788	2.695	2.887	3.147	3.243	3.237
Laits concentrés, laits secs	3615	900	587	1.303	1.970	1.664	1.705
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	580	552	509	654	372	475
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	367	448	538	583	578	641
Conserves (sauf viandes)	**37**	**13.577**	**14.631**	**15.819**	**14.705**	**13.701**	**14.519**
Conserves de fruits et confitures	3701	2.724	2.918	3.264	3.311	3.128	3.291
Conserves de légumes, surgelés	3702	2.696	2.939	3.170	2.959	2.989	3.491
Conserves de poissons, surgelés	3703	7.950	8.482	9.093	8.163	7.296	7.437
Plats cuisinés, surgelés	3704	207	292	292	272	288	300
Produits du travail du grain	**39**	**9.834**	**10.288**	**11.369**	**11.851**	**11.559**	**11.993**
Farine	3901	171	220	219	239	231	240
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	3.583	3.795	4.100	4.301	4.241	4.381
Semoule	3903	70	57	74	83	93	102
Pâtes alimentaires	3904	573	659	704	721	700	766
Céréales secondaires	3905	1.818	1.845	2.054	2.182	2.139	2.262
Malt	3906	84	50	70	78	55	63
Produits amylacés	3907	1.123	1.199	1.314	1.248	1.246	1.379
Aliments pour animaux	3908	2.412	2.463	2.834	2.999	2.854	2.800
Corps gras	**401**	**10.438**	**9.137**	**9.119**	**8.730**	**9.278**	**10.481**
Sucre	**402**	**1.561**	**1.765**	**1.890**	**1.667**	**1.791**	**1.688**
Produits alimentaires divers	**403**	**10.693**	**10.879**	**11.923**	**12.352**	**12.816**	**14.692**
Chocolaterie, confiserie	4031	4.247	4.519	5.056	5.290	5.479	6.695
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	2.142	1.796	1.911	1.895	2.026	2.372
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	1.624	1.733	1.803	1.852	1.906	2.100
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	697	875	1.014	1.051	998	1.010
Bouillons et potages	4036	172	197	161	103	95	130
Produits alimentaires divers	4037	1.811	1.759	1.978	2.161	2.312	2.385
Boissons et alcools	**41**	**6.513**	**7.355**	**7.304**	**7.817**	**7.402**	**8.038**
Alcool	4101	241	335	340	435	363	480
Eau-de-vie naturelle	4102	2.230	2.651	2.672	2.782	2.660	2.465
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	103	131	130	143	124	170
Apéritifs à base de vin	4104	50	56	61	83	77	80
Champagne et mousseux	4105	36	41	68	48	60	42
Bière	4106	811	1.017	938	930	922	1.048
Cidre	4107	59	53	59	54	64	63
Jus de fruits et légumes	4108	1.873	2.029	2.133	2.393	2.270	2.657
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	1.074	952	845	886	784	944
Eaux minérales naturelles	4110	36	90	58	63	78	89
Produits à base de tabac	**42**	**5.082**	**5.215**	**6.023**	**6.034**	**7.258**	**7.806**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**89.422**	**89.030**	**95.171**	**97.411**	**97.191**	**103.823**

(1) Y compris les produits de la classe 38, pain et pâtisserie.

TABLEAU I.04-19B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de NAP	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Viandes et conserves de viandes	**35**	**19.574**	**19.091**	**20.543**	**22.894**	**23.966**	**25.843**
Viandes fraîches	3502	10.583	9.679	10.568	12.193	12.517	12.850
Cuirots et peaux brutes	3503	2.799	2.499	1.931	2.068	2.011	2.561
Charcuterie et conserves de viandes	3504	1.650	1.808	2.162	2.249	2.579	3.046
Viandes de volaille et gibier	3505	4.542	5.105	5.882	6.384	6.859	7.386
Laits et produits laitiers	**36**	**19.598**	**19.599**	**19.859**	**21.103**	**22.612**	**23.905**
Laits liquides	3611	1.577	1.408	1.505	1.759	1.844	2.235
Produits laitiers frais	3612	881	1.023	1.035	1.159	1.224	1.292
Beurre	3613	2.386	1.800	1.847	1.375	1.543	1.493
Fromages	3614	7.989	8.561	9.123	9.635	10.371	10.798
Laits concentrés, laits secs	3615	4.707	5.027	4.342	4.570	4.873	5.042
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	1.880	1.303	1.496	1.938	1.705	1.736
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	178	477	511	667	1.052	1.309
Conserves (sauf viandes)	**37**	**4.728**	**5.009**	**5.713**	**5.752**	**6.060**	**6.491**
Conserves de fruits et confitures	3701	770	854	1.053	1.123	1.265	1.598
Conserves de légumes, surgelés	3702	2.472	2.571	3.108	3.148	3.272	3.221
Conserves de poissons, surgelés	3703	1.380	1.449	1.427	1.331	1.379	1.547
Plats cuisinés, surgelés	3704	106	135	125	150	144	125
Produits du travail du grain	**39**	**14.437**	**14.809**	**16.384**	**17.867**	**18.103**	**18.483**
Farine	3901	2.384	2.093	2.043	2.091	2.270	2.015
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	1.881	2.482	2.898	3.371	3.582	4.281
Semoule	3903	106	110	123	126	147	137
Pâtes alimentaires	3904	162	181	202	205	189	235
Céréales secondaires	3905	908	915	1.133	1.307	1.362	1.480
Malt	3906	1.966	2.036	2.070	2.062	1.860	1.628
Produits amylacés	3907	1.923	1.935	2.282	2.419	2.554	2.691
Aliments pour animaux	3908	5.107	5.057	5.633	6.286	6.139	6.016
Corps gras	**401**	**2.952**	**2.647**	**2.714**	**2.753**	**2.590**	**3.342**
Sucre	**402**	**10.047**	**8.334**	**7.686**	**7.647**	**7.312**	**7.941**
Produits alimentaires divers	**403**	**8.819**	**11.105**	**12.773**	**13.691**	**15.025**	**17.916**
Chocolaterie, confiserie	4031	2.963	*r* 3.533	3.796	3.908	4.503	6.047
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	1.257	984	886	863	1.837	2.196
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	569	581	620	638	767	876
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	1.523	1.667	1.812	1.868	1.953	2.067
Bouillons et potages	4036	105	108	114	105	119	216
Produits alimentaires divers	4037	2.402	4.232	5.545	6.309	5.846	6.514
Boissons et alcools	**41**	**22.492**	**24.272**	**24.753**	**24.571**	**24.744**	**26.379**
Alcool	4101	688	927	976	1.147	1.226	1.194
Eau-de-vie naturelle	4102	9.355	9.942	10.361	10.337	10.410	11.154
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	1.401	1.384	1.378	1.475	1.451	1.592
Apéritifs à base de vin	4104	224	202	187	196	212	196
Champagne et mousseux	4105	7.195	7.391	6.967	6.335	6.643	6.919
Bière	4106	453	575	595	617	597	649
Cidre	4107	202	201	226	221	75	78
Jus de fruits et légumes	4108	360	440	513	526	467	479
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	488	1.128	1.509	1.584	1.579	1.686
Eaux minérales naturelles	4110	2.126	2.082	2.041	2.133	2.084	2.432
Produits à base de tabac	**42**	**671**	**726**	**921**	**1.010**	**806**	**920**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**103.318**	**105.592**	**111.346**	**117.288**	**121.218**	**131.220**

(1) Y compris les produits de la classe 38 : pain et pâtisserie.

J

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1994.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8. Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 42 Mtep (dont 8 % de nucléaire) en 1973 à 113,8 Mtep (dont 70 % de nucléaire) en 1994, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et permettent aujourd'hui d'économiser, annuellement, environ 28 Mtep par rapport à la situation de 1973.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a eu un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1993, elle n'a crû que de + 1,2 % par an (avec + 0,9 % seulement entre 1979 et 1993). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, a chuté de 20 % environ entre 1973 et 1994.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui est passé de 22,5 % en 1973 à 51,6 % en 1994.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (69 % en 1973, 41 % en 1994) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (15 % en 1973, 6 % en 1994), au profit du gaz naturel (7,3 % en 1973, 13 % en 1994) et surtout de l'électricité primaire (7,3 % en 1973, 37,8 % en 1994), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente aujourd'hui les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 38 % en 1973 et de 28 % en 1994. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 38 % en 1973, puis à 45,2 % en 1994. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 21 % en 1973 et 25,3 % en 1994.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente ». En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

L'Observatoire de l'Énergie, créé en 1982, a pris en charge l'établissement des bilans énergétiques annuels, globaux et détaillés, élaborés antérieurement par le Commissariat général du plan. Il s'agit des bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé.

C'est ainsi que, jusqu'à l'édition 1983 de cet annuaire, les bilans énergétiques y ont été présentés en « tec » (tonne d'équivalent charbon). Les organismes internationaux (ONU, OCDE, OSCE) élaborent, actuellement, leurs statistiques en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). En France, les bilans de l'énergie sont établis en tep. Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature

1. Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

différentes, de nouveaux coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (1) exprimé en gigajoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

MWh = million de wattheures.
PCS = pouvoir calorifique supérieur (1).
PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1992 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

3. DÉFINITIONS

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations
— exportations — stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie.
Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

— Publication mensuelle :
Le tableau de bord de l'énergie, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

— Publications annuelles :
Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Dunod.
Tableaux des consommations d'énergie en France, Observatoire de l'Énergie, Documentation française.
Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

(1) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Prix des énergies, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Statistiques énergétiques Europe, dépliant mémento, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les consommations d'énergie dans l'industrie, ministère de l'Industrie. SESSI.

— Publications non périodiques :

Méthodes de comptabilité de l'énergie, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

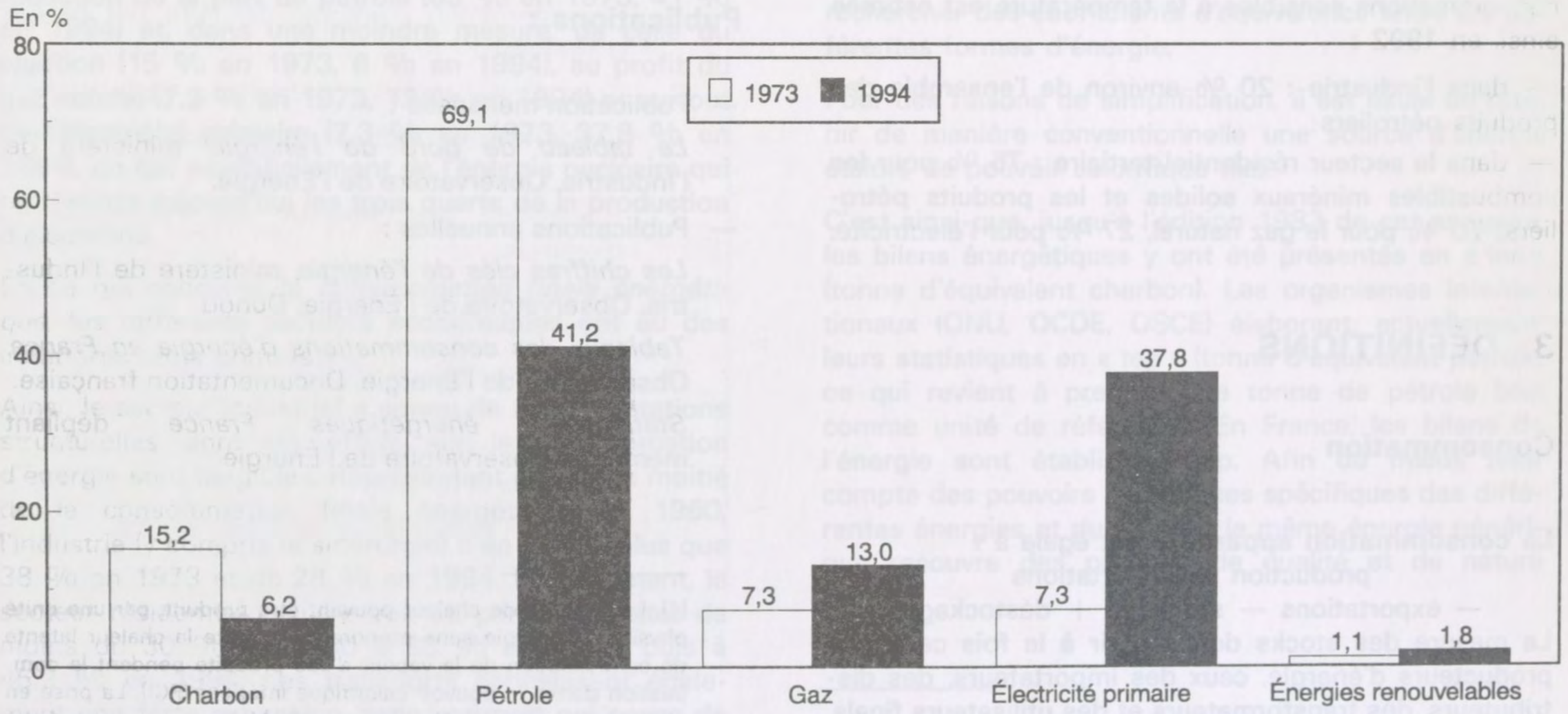
La politique énergétique de la France, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

— Minitel : 36-17 code ENERSTAT, Observatoire de l'Énergie.

* * *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1995)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	**Total**
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production	Consommation		
ANNÉE 1993 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	6,2	///	2,8	0,5	2,9	///	96,9	///	4,2	**113,5**
Importations	8,8	0,5	78,3	28,6	25,7	///	0,8	///	///	**142,7**
Exportations	— 0,4	— 0,4	///	— 17,3	— 0,5	///	— 14,5	///	///	**— 33,1**
Variation de stocks	— 0,4	0,2	0,4	///	0,8	///	///	///	///	**1,0**
Total disponibilités	**14,2**	**0,3**	**81,5**	**11,8**	**28,9**	///	**83,2**	///	**4,2**	**224,1**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	80,7	— 75,5	///	///	— 0,4	0,8	///	**5,6**
Production d'électricité thermique	4,9	///	///	0,8	0,5	0,8	— 7,5	///	0,1	**— 0,4**
Usages internes de la branche	5,3	— 4,6	— 0,1	0,3	0,2	— 0,7	///	10,2	///	**10,6**
Pertes et ajustement	0,4	0,2	0,9	1,5	0,5	0,1	///	6,2	///	**9,8**
Total (A)	**10,6**	**— 4,4**	**81,5**	**— 72,9**	**1,2**	**0,2**	**— 7,9**	**17,2**	**0,1**	**25,6**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,1	3,5	///	0,2	0,5	— 0,4	///	2,2	///	**7,1**
Industrie	1,7	0,5	///	9,1	9,4	0,1	///	24,4	0,6	**45,8**
Résidentiel Tertiaire	0,8	0,5	///	17,7	15,8	—	///	45,3	3,5	**83,6**
Agriculture	///	///	///	2,5	0,2	///	///	0,5	///	**3,2**
Transports	///	///	///	46,0	///	///	///	1,9	///	**47,9**
Total (B)	**3,6**	**4,5**	///	**75,5**	**25,9**	**— 0,3**	///	**74,3**	**4,1**	**187,6**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,2**	///	**9,7**	**2,1**	**0,1**	///	///	///	**12,1**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A + B + C)	**14,2**	**0,3**	**81,5**	**12,3**	**29,2**	—	///	**83,6**	**4,2**	**225,3**
dont : correct. climat. (2)	—	—	—	0,5	0,3	—	///	0,4	///	1,2
ANNÉE 1994 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	5,4	///	2,8	0,7	2,9	///	97,8	///	4,2	**113,8**
Importations	7,7	0,6	76,2	29,6	26,7	///	0,8	///	///	**141,6**
Exportations	— 0,3	— 0,3	///	— 18,3	— 0,6	///	— 14,9	///	///	**— 34,4**
Variation de stocks	0,7	0,1	— 0,4	0,5	— 1,3	///	///	///	///	**— 0,4**
Total disponibilités	**13,5**	**0,4**	**78,6**	**12,5**	**27,7**	///	**83,7**	///	**4,2**	**220,6**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	79,1	— 73,5	///	///	— 0,4	0,8	///	**6,0**
Production d'électricité thermique	5,0	///	///	0,7	0,4	0,8	— 7,3	///	0,1	**— 0,3**
Usages internes de la branche	5,0	— 4,3	— 0,1	0,3	0,2	— 0,7	///	9,8	///	**10,2**
Pertes et ajustement	— 0,2	0,1	— 0,4	1,4	0,5	0,3	///	6,4	///	**8,1**
Total (A)	**9,8**	**— 4,2**	**78,6**	**— 71,1**	**1,1**	**0,4**	**— 7,7**	**17,0**	**0,1**	**24,0**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,2	3,6	///	0,2	0,5	— 0,5	///	2,3	///	**7,3**
Industrie	1,8	0,5	///	9,1	9,4	///	///	24,5	0,6	**45,9**
Résidentiel Tertiaire	0,8	0,4	///	18,1	16,2	///	///	47,3	3,5	**86,3**
Agriculture	///	///	///	2,4	0,2	///	///	0,5	///	**3,1**
Transports	///	///	///	46,4	///	///	///	1,9	///	**48,3**
Total (B)	**3,8**	**4,5**	///	**76,2**	**26,3**	**— 0,5**	///	**76,5**	**4,1**	**190,9**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,2**	///	**9,9**	**2,1**	**0,1**	///	///	///	**12,3**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A + B + C)	**13,6**	**0,5**	**78,6**	**15,0**	**29,5**	—	///	**85,8**	**4,2**	**227,2**
dont : correct. climat. (2)	0,1	0,1	—	2,5	1,8	—	///	2,1	—	**6,6**

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 0,97 en 1993 et 0,85 en 1994.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif employé (2)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif employé (3)	Rémunérations / effectif (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de houille, lignite, tourbe et minerais d'uranium ;	10.1Z à 10.3Z, 12.0Z							
Extraction d'hydrocarbures ; services annexes	11.1Z, 11.2Z	20.084	7.907,5	24.604	202,7	1.256,5	21.249,1	20
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	23.1Z, 23.3Z	13.500	24.475,6	12.361	201,7	7.269,7	22.470,4	8
Raffinage de pétrole	23.2Z	19.081	188.562,1	20.851	250,2	5.072,4	210.569,6	46
Production et distribution d'éléctricité	40.1Z	125.484	194.139,8	124.310	182,6	37.044,2	197.518,3	32
Production et distribution de combustibles gazeux	40.2Z	27.370	52.144,6	27.334	180,8	6.227,2	50.661,3	5
Production et distribution de chaleur	40.3Z	12.000	11.490,3	12.437	144,4	399,7	11.948,3	49
Total		**217.519**	**478.719,9**	**221.897**	**190,6**	**57.269,7**	**514.417,0**	**160**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Effectif contribuant directement à l'activité considérée.
(3) Entreprises employant 20 personnes et plus.

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1995)

Unité : Million de tep

	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	7,4	6,8	6,2	5,4
Pétrole	2,2	2,2	3,4	3,5	3,4	3,4	3,3	3,5
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,8	2,9	2,9
Hydraulique	10,7	15,0	14,3	12,9	13,8	16,2	15,2	18,0
Nucléaire	3,3	8,9	49,7	69,7	73,5	*r* 75,1	81,7	79,8
Énergies renouvelables	2,0	3,0	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Total	**41,8**	**48,9**	**86,7**	**100,5**	**105,2**	***r* 108,5**	**113,5**	**113,8**
Consommation réelle (1) d'énergie primaire	185,5	200,6	197,3	210,2	219,8	*r* 225,1	224,1	220,6

(1) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : Million de tep

Énergie	1973		1979		1985	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993		*p* 1994
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Charbon	27,8	15,2	31,8	15,9	24,1	19,1	20,1	17,9	14,5	14,1	6,2
Pétrole	126,6	69,1	118,9	59,5	84,3	91,3	91,2	96,2	93,8	93,6	41,2
Gaz	13,3	7,3	21,0	10,5	23,3	26,4	27,5	28,2	29,2	29,5	13,0
Électricité primaire	13,3	7,3	25,1	12,6	58,0	73,9	75,0	79,8	83,6	85,8	37,8
Énergies renouvelables	2,0	1,1	3,0	1,5	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	1,8
Total	**183,0**	**100,0**	**199,8**	**100,0**	**193,6**	**214,9**	**218,0**	**226,3**	**225,3**	**227,2**	**100,0**
dont : Usages non énergétiques	10,9	6,0	12,0	6,0	11,7	12,4	13,0	14,4	12,1	12,3	5,4

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1995)

%

Énergie	1973	1979	1980	1985	1988	1989	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* **1994**
Charbon	61,5	41,8	42,0	44,7	47,3	42,6	40,7	36,5	38,3	42,3	**39,1**
Pétrole	1,7	1,8	2,1	3,9	4,4	4,2	3,9	3,7	3,5	3,5	**3,8**
Gaz	46,4	30,7	29,3	18,7	11,3	10,7	9,9	10,2	9,9	10,0	**10,4**
Électricité	105,0	95,0	97,7	108,8	111,7	113,5	114,0	115,6	115,0	116,4	**116,8**
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**
Ensemble	**22,5**	**24,4**	**27,4**	**43,9**	**48,3**	**47,2**	**47,8**	**47,8**	**48,2**	**50,6**	**51,6**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) * 100.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1995)

Unité : Million de tep

Secteur	1973		1979		1980	1985	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	9,3	13,1	7,9	12,5	9,3	8,4	8,1	7,5	7,1	7,3	3,8
Industrie	44,2	29,0	46,4	28,0	43,1	40,6	44,8	45,5	45,4	45,8	45,9	24,0
Résidentiel-Tertiaire	58,6	38,4	65,8	39,7	66,3	68,5	78,1	79,1	83,2	83,6	86,3	45,2
Agriculture	3,1	2,1	3,4	2,0	3,2	3,1	3,3	3,4	3,5	3,2	3,1	1,6
Transports	32,4	21,2	37,1	22,4	36,9	37,1	45,3	46,3	47,5	47,9	48,3	25,3
Total	**152,4**	**100,0**	**165,8**	**100,0**	**162,0**	**158,6**	**179,9**	**182,4**	**187,1**	**187,6**	**190,9**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unité : Million de tep cumulées

Secteur	1980	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Industrie	3,76	9,70	9,38	7,66	7,82	6,59
Résidentiel (2)	12,80	18,29	19,40	18,93	19,37	19,79
Transports (3)	1,15	3,05	2,60	2,32	1,67	1,16
Total	**17,71**	**31,04**	**31,38**	**28,91**	**28,86**	**27,54**

(1) Sont indiquées, en fin de chaque année, et pour chacun des secteurs, les économies d'énergie réalisées entre l'année de référence, 1973, et l'année courante. Le total ne comprend pas les économies d'énergies du tertiaire et celles sur les usages du résidentiel autres que le chauffage.
(2) Seules les consommations de chauffage sont prises en compte pour ce calcul.
(3) Calculé sur la consommation finale des transports hors soutes.

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Amérique du Nord	**1.693,9**	**1.845,0**	**1.997,9**	**2.081,0**	**2.119,8**	**2.152,4**	**2.145,4**	**2.135,4**
dont : États-Unis	1.446,9	1.520,5	1.564,9	1.617,1	1.650,7	1.664,2	1.648,4	1.616,7
Canada	198,0	210,1	241,1	274,0	274,1	285,2	293,5	315,1
Mexique	49,0	114,4	191,9	189,9	195,0	203,0	203,6	203,6
Amérique latine	...	...	...	**306,6**	**332,6**	**350,0**	**370,9**	**382,7**
Europe de l'Ouest	**468,8**	**641,0**	**826,7**	**864,6**	**858,0**	**871,3**	**881,0**	**895,3**
dont : Union Européenne	440,4	569,7	721,6	713,5	700,6	703,1	696,7	703,9
France (1)	**36,3**	**41,2**	**86,1**	**102,5**	**104,8**	**109,7**	**111,6**	**118,5**
Allemagne (2)	171,6	181,2	207,9	199,8	184,8	166,3	160,7	149,4
Royaume-Uni	108,7	192,9	236,8	208,7	207,9	213,7	210,9	219,7
Italie	21,8	20,7	22,9	25,4	25,5	26,2	27,5	28,6
Espagne	11,4	15,7	26,5	31,5	31,2	31,2	30,9	30,1
Europe de l'Est	...	...	...	**1.915,6**	**1.841,7**	**1.740,0**	**1.578,2**	**1.475,9**
dont : URSS (ex-)	...	...	...	1.648,8	1.610,9	1.523,9	1.368,7	1.268,9
Afrique	...	...	...	**479,9**	**510,4**	**525,5**	**522,7**	**528,3**
Asie	...	...	...	**2.100,0**	**2.176,5**	**2.205,6**	**2.312,2**	**2.411,5**
dont : Chine	...	...	...	679,5	693,6	700,6	716,2	740,9
Japon	29,5	39,3	62,2	64,9	68,9	72,7	76,1	83,9
Moyen-Orient	...	...	...	924,6	958,1	947,6	1.017,7	1.070,9
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,2**	**156,6**	**169,6**	**175,6**	**182,9**	**186,4**
Monde	...	...	...	**7.904,3**	**8.088,5**	**8.020,5**	**7.993,2**	**8.015,5**

(1) Les écarts avec la série officielle française (voir tableau J.01-3) tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(2) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Amérique du Nord	**1.939,6**	**2.148,1**	**2.077,3**	**2.297,3**	**2.257,9**	**2.302,4**	**2.323,7**	**2.383,9**	**2.428,0**
dont : États-Unis	1.723,2	1.869,7	1.771,2	1.956,4	1.920,6	1.959,4	1.973,6	2.028,6	2.060,4
Canada	161,1	190,9	193,4	218,3	210,2	209,7	214,0	220,7	228,0
Mexique	55,3	87,5	112,6	122,7	127,1	133,4	136,1	134,6	139,6
Amérique latine	**164,4**	**215,3**	**227,2**	**261,1**	**265,7**	**273,4**	**288,5**	**290,2**	...
Europe de l'Ouest	**1.221,6**	**1.330,9**	**1.320,6**	**1.409,3**	**1.420,0**	**1.451,5**	**1.437,8**	**1.440,8**	**1.438,0**
dont : Union Européenne	1.161,2	1.260,3	1.236,6	1.313,3	1.318,4	1.348,3	1.333,2	1.332,6	...
France	**176,8**	**190,3**	**200,7**	**218,3**	**221,2**	**232,5**	**228,8**	**233,8**	**222,4**
Allemagne (1)	338,2	372,4	359,8	359,9	355,1	347,3	340,7	337,2	334,1
Royaume-Uni	220,9	219,9	203,0	210,8	212,2	217,8	214,4	217,0	219,2
Italie	130,5	141,3	136,5	153,4	154,6	158,7	159,0	156,5	154,8
Espagne	52,4	66,9	71,9	86,4	88,0	91,9	94,2	91,0	94,5
Europe de l'Est	**1.114,0**	**1.441,7**	**1.623,7**	**1.736,9**	**1.672,3**	**1.567,9**	**1.438,0**	**1.340,1**	...
dont : URSS (ex-)	851,9	1.090,9	1.254,1	1.368,5	1.340,9	1.267,3	1.155,7	1.063,7	...
Afrique	**89,7**	**125,4**	**178,9**	**202,5**	**208,8**	**213,8**	**214,4**	**219,2**	...
Asie	**845,6**	**1.182,8**	**1.451,4**	**1.810,3**	**1.883,0**	**1.967,2**	**2.060,8**	**2.161,9**	...
dont : Chine	263,6	418,5	517,0	645,6	655,8	680,7	698,6	730,9	...
Japon	324,0	355,3	362,0	410,7	432,6	443,0	453,1	457,4	478,0
Moyen-Orient	65,9	128,1	189,7	239,5	236,4	247,0	270,8	288,5	...
Océanie	**65,7**	**77,6**	**85,3**	**98,8**	**102,1**	**101,5**	**102,8**	**107,5**	**107,5**
Soutes maritimes	**130,8**	**115,5**	**95,6**	**104,7**	**118,6**	**125,0**	**130,6**	**131,5**	...
Monde	**5.571,4**	**6.637,2**	**7.060,0**	**7.920,9**	**7.928,4**	**8.022,7**	**7.996,5**	**8.075,1**	...

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Amérique du Nord	**6,67**	**6,78**	**6,05**	**6,37**	**6,21**	**6,25**	**6,22**	**6,31**
dont : États-Unis	8,13	8,31	7,40	7,86	7,68	7,75	7,72	7,88
Canada	7,14	7,86	7,46	7,97	7,56	7,46	7,52	7,68
Mexique	0,98	1,30	1,45	1,45	1,48	1,52	1,52	1,48
Amérique latine	**0,67**	**0,76**	**0,71**	**0,75**	**0,75**	**0,76**	**0,79**	**0,87**
Europe de l'Ouest	**3,09**	**3,26**	**3,14**	**3,28**	**3,29**	**3,34**	**3,28**	**3,27**
dont : Union Européenne	3,35	3,56	3,45	3,62	3,62	3,68	3,62	3,61
France	**3,39**	**3,55**	**3,63**	**3,87**	**3,90**	**4,07**	**3,99**	**4,05**
Allemagne (1)	4,28	4,77	4,64	4,57	4,47	4,34	4,23	4,15
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,59	3,68	3,70	3,77	3,70	3,75
Italie	2,38	2,51	2,41	2,71	2,72	2,80	2,80	2,74
Espagne	1,51	1,80	1,87	2,22	2,26	2,36	2,41	2,32
Europe de l'Est	...	**3,78**	**4,07**	**4,23**	**4,05**	**3,79**	**3,68**	**3,42**
dont : URSS (ex-)	...	4,13	4,51	4,75	4,62	4,36	3,96	3,63
Afrique	**0,23**	**0,27**	**0,33**	**0,33**	**0,33**	**0,33**	**0,32**	**0,40**
Asie	**0,38**	**0,48**	**0,52**	**0,60**	**0,62**	**0,63**	**0,65**	**0,68**
dont : Chine	0,30	0,43	0,49	0,58	0,58	0,59	0,60	0,62
Japon	2,98	3,07	3,00	3,34	3,50	3,57	3,64	3,67
Moyen-Orient	0,91	1,46	1,74	1,90	1,80	1,82	1,93	1,99
Océanie	**3,99**	**4,40**	**4,48**	**4,90**	**5,00**	**4,91**	**4,91**	**5,09**
Monde	**1,57**	**1,53**	**1,46**	**1,53**	**1,51**	**1,50**	**1,48**	**1,53**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	*r* 1991	1992	*p* 1993
Allemagne (1)	45,0	43,2	50,6	55,5	52,1	47,9	47,2	44,3
Canada	124,1	110,1	124,7	125,4	130,6	135,8	137,1	142,7
États-Unis d'Amérique	84,0	81,3	88,3	82,6	86,0	84,9	83,5	79,7
France (2)	**20,5**	**21,7**	**42,9**	**47,0**	**47,4**	**47,1**	**48,8**	**50,7**
Italie	16,7	14,6	16,9	16,6	16,5	16,5	17,3	18,2
Japon	9,2	11,1	17,3	16,0	16,1	16,4	16,8	18,3
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,6	99,0	98,0	98,1	98,4	101,2
Union Européenne	36,4	44,6	57,7	54,8	53,5	52,5	52,3	52,8

(1) A partir de 1989, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.
(2) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

(NAP : 04)

(NAF : 10 et 23.1)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation finale de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 22,9 Mt en 1994, soit une baisse de 60 % en 24 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,3 Mt), en 1990 (12,9 Mt) et en 1991 (15,5 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 12,7 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie. En 1993 et 1994, la consommation des centrales a stagné à 8,6 Mt, niveau sans doute proche d'un seuil minimum.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 51,4 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 35,6 Mt en 1970; 20,7 Mt en 1980 et 12,7 Mt en 1994, soit une chute de 65 % en 24 ans.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt (43 % du total final) en 1970 à 7,3 Mt (57 % du total final) en 1994. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,6 Mt en 1994 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant à 9,4 Mt en 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle en 1989, 1990, 1991 et 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 avec l'effondrement de la demande.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1994, les États-Unis sont notre premier fournisseur (3,2 Mt), suivi de l'Australie (3,0 Mt), de l'Afrique du Sud (1,7 Mt) et de la Colombie (1,0 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin (1) :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL), qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises et contribue actuellement pour plus de 70 % à la production de Charbonnages de France, avec une production annuelle de 6,4 Mt de charbon. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.

- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central, dans le Dauphiné et en Provence. Cet ensemble a produit 2,6 Mt en 1994.

Pour faire face à sa situation financière difficile, Charbonnages de France a engagé une restructuration qui passe par la fermeture des exploitations déficitaires et la réduction des effectifs.

1. Les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC) ont cessé l'extraction à la fin de l'année 1990.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Charbonnages de France.
- Association technique de l'importation charbonnière.
- Ministère de l'Industrie :
  Observatoire de l'Énergie.
  Service des statistiques industrielles (SESSI).
- OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).
- Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France;

Bilan des combustibles minéraux solides, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie (annuel).

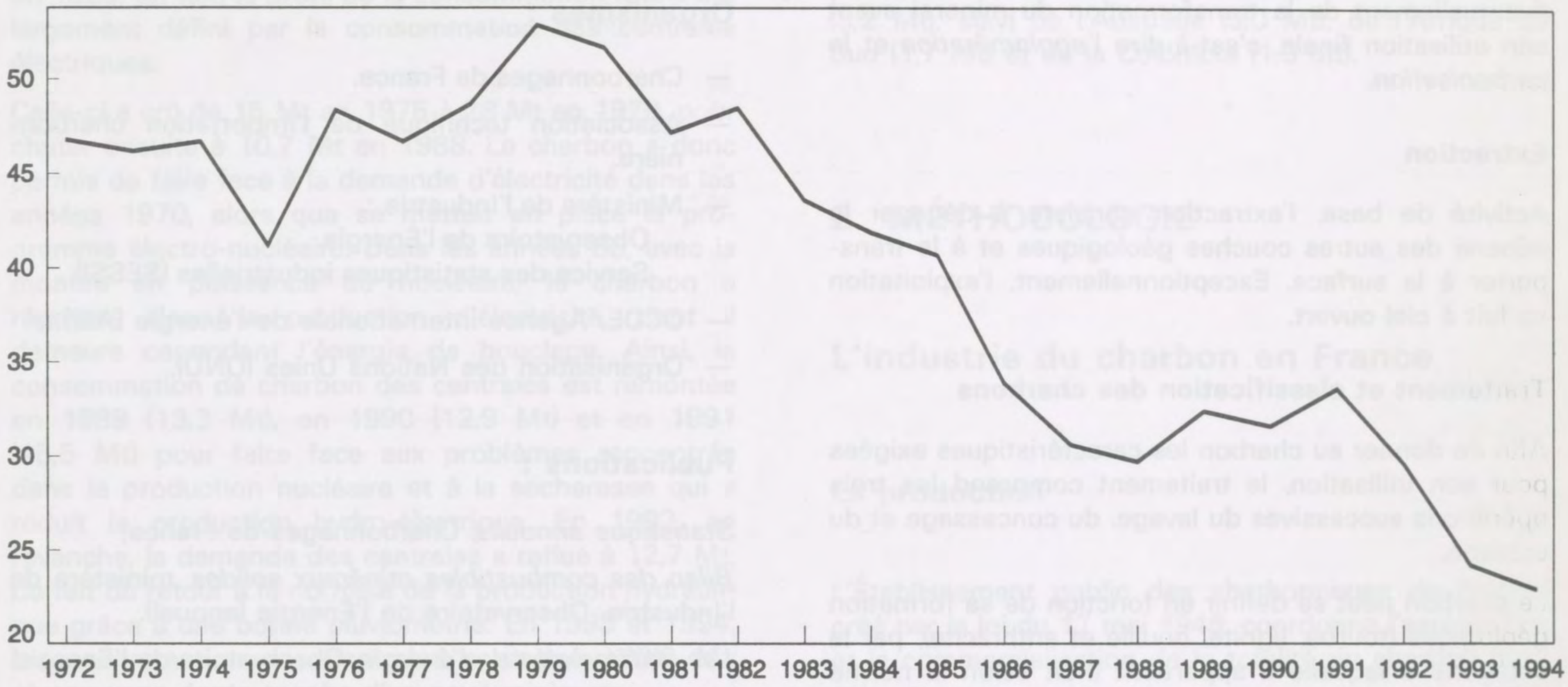
Les chiffres clés de l'énergie. Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, ministère de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de minéraux combustibles solides



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité :* Millier de tonnes

	1970	1980	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Ressources									
Production primaire (2)	40.623	22.778	18.942	14.464	13.532	12.876	11.827	10.669	9.428
Importations	17.600	32.740	21.278	17.717	20.745	22.683	22.732	15.027	13.270
Déstockage	1.388	—	2.218	1.457	—	—	—	—	1.216
Total	**59.611**	**55.518**	**42.438**	**33.638**	**34.277**	**35.559**	**34.559**	**25.696**	**23.914**
Emplois									
Consommation (3)	57.516	51.730	40.740	32.430	31.563	33.581	29.546	24.196	22.922
Branche énergie	23.366	31.559	21.182	15.853	15.614	17.802	14.835	11.393	10.218
Finale	34.150	20.171	19.558	16.577	15.949	15.779	14.771	12.803	12.704
Exportations	2.095	1.309	1.698	1.208	982	1.070	938	1.137	992
Stockage	—	2.479	—	—	1.732	908	4.075	363	—
Total	**59.611**	**55.518**	**42.438**	**33.638**	**34.277**	**35.559**	**34.559**	**25.696**	**23.914**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Sources : Ministère de l'Industrie
Charbonnages de France

Unité : Millier de tonnes

	1960	1970	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Houillères de bassin :												
Nord et Pas-de-Calais	28.940	16.987	4.468	2.385	1.722	1.354	1.137	489	232	—	—	—
Lorraine	14.703	12.788	9.809	9.815	9.897	9.901	8.959	8.815	8.359	8.386	8.085	7.412
Centre-Midi	13.382	9.096	5.438	4.147	4.476	4.135	3.110	3.878	3.656	3.382	2.846	2.839
Autres mines	1.211	1.268	1.005	615	441	414	589	483	573	325	125	—
Total	**58.236**	**40.139**	**20.720**	**16.962**	**16.536**	**15.804**	**13.795**	**13.665**	**12.820**	**12.093**	**11.056**	**10.251**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Association technique de l'importation charbonnière

Unité : Millier de tonnes

Pays	1970	1980	1985	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Total	**17.600**	**32.740**	**21.278**	**20.745**	**22.683**	**22.732**	**15.027**	**13.122**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	11.083	10.023	5.838	3.283	2.388	1.224	885	1.119
dont : Allemagne (1)	9.500	7.980	4.559	2.216	1.557	618	351	283
Belgique-Luxembourg	247	249	613	475	179	190	185	73
Royaume-Uni	500	1.481	280	311	389	223	128	77
Afrique du Sud	111	9.139	6.304	864	935	2.669	2.229	1.732
Australie	46	1.646	2.799	3.552	4.406	4.739	2.800	2.978
États-Unis	3.345	7.534	4.028	6.605	8.751	8.561	4.688	3.218
Pologne	1.533	3.449	1.068	395	230	558	1.168	828
URSS (ex-)	1.454	781	163	777	876	825	318	323

(1) A partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Consommation finale de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1995)

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Sidérurgie	14.349	12.602	9.621	8.661	8.394	8.188	7.540	7.013	7.306
Industrie (2)	4.124	2.743	5.573	4.916	4.713	4.596	4.730	3.552	3.580
Résidentiel -Tertiaire	8.664	5.807	4.204	2.747	2.576	2.743	2.201	2.022	1.602
Transports	52	18	—	—	—	—	—	—	—
Total énergétique	**27.189**	**21.170**	**19.398**	**16.324**	**15.683**	**15.527**	**14.471**	**12.587**	**12.488**
Total non énergétique	**161**	**227**	**211**	**253**	**266**	**252**	**240**	**216**	**216**
Total	**27.350**	**21.397**	**19.609**	**16.577**	**15.949**	**15.779**	**14.711**	**12.803**	**12.704**

(1) Consommation finale non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Sources : Ministère de l'Industrie
Charbonnages de France

Unité : Millier de personnes

	1960	1970	1973	1975	1979	1980	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Total	**219,0**	**123,9**	**92,9**	**86,5**	**65,8**	**64,1**	**48,4**	**26,8**	**23,4**	**20,0**	**18,1**	**16,7**

(1) Personnel minier et non minier.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'énergie (réserves) : «BP Statistical Review of World Energy (juin 1995)»

Unité : million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1994
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)				
	1973	1991	1992	*p* 1993	1973	1991	1992	*p* 1993	
Amérique du Nord	**544,9**	**867,3**	**857,2**	**813,5**	**21,2**	**112,9**	**119,2**	**119,8**	**250.392**
dont : États-Unis	530,1	825,1	823,3	776,4	12,9	78,5	81,7	81,2	240.558
Amérique latine	**7,1**	**33,7**	**33,4**	**31,2**	**0,1**	—	—	—	**10.197**
Europe de l'Ouest	**286,3**	**193,4**	**184,1**	**157,5**	**398,1**	**400,3**	**368,2**	**343,4**	**95.134**
dont : Union Européenne	281,2	190,3	180,9	154,5	390,3	356,9	319,6	298,0	...
Royaume-Uni	130,2	92,7	84,0	67,5	—	—	—	—	2.500
Allemagne (1)	104,4	72,7	72,2	64,2	366,4	279,6	241,8	221,8	80.069
France	**25,7**	**10,1**	**9,5**	**8,6**	**2,8**	**2,0**	**1,6**	**1,7**	**139**
Europe de l'Est	**706,5**	**663,4**	**622,1**	**572,9**	**377,7**	**444,1**	**447,3**	**423,3**	**315.330**
dont : URSS (ex)	510,6	498,0	466,5	422,0	157,0	149,5	161,4	140,6	241.000
Pologne	156,6	140,0	131,3	130,0	39,2	69,4	66,9	68,1	42.100
Afrique	**68,0**	**188,3**	**182,5**	**189,8**	—	—	—	—	**61.129**
dont : Afrique du Sud	62,4	180,4	174,1	182,2	—	—	—	—	55.333
Asie	**572,8**	**1.406,7**	**1.450,0**	**1.499,1**	**12,9**	**51,8**	**52,9**	**54,5**	**220.625**
dont : Chine	417,0	1.087,4	1.116,4	1.154,0	—	—	—	—	114.500
Inde	78,2	229,3	238,3	246,0	3,3	16,0	16,6	18,1	69.947
Océanie	**57,8**	**167,1**	**177,9**	**179,5**	**24,3**	**49,6**	**50,9**	**47,8**	**91.057**
dont : Australie	55,5	164,6	175,1	176,5	24,1	49,4	50,7	47,6	90.940
Monde	**2.243,3**	**3.519,9**	**3.507,1**	**3.443,5**	**834,2**	**1.058,6**	**1.038,6**	**988,9**	**1.043.864**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	1973		1979		1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,9**	**389,26**	**18,1**	**454,54**	**491,43**	**484,32**	**478,55**	**482,64**	**497,41**	**20,9**
dont : États-Unis	311,05	18,1	366,97	19,6	425,66	460,53	456,66	449,99	452,92	469,24	23,1
Canada	15,26	9,5	19,81	10,4	25,84	27,64	24,48	25,58	26,15	24,08	10,9
Mexique	1,82	3,3	2,48	2,8	3,04	3,26	3,18	2,98	3,57	4,10	3,0
Amérique latine	**6,82**	**4,1**	**10,52**	**4,9**	**15,46**	**18,37**	**17,63**	**18,93**	**18,60**	**17,10**	**5,9**
Europe de l'Ouest	**299,32**	**24,5**	**309,31**	**23,2**	**328,23**	**320,25**	**317,72**	**306,31**	**280,66**	**260,84**	**18,1**
dont : Union Européenne	292,93	25,2	301,53	23,9	314,43	303,83	299,49	287,39	262,35	243,50	18,3
France	**29,24**	**16,5**	**32,43**	**17,0**	**25,15**	**20,84**	**20,21**	**21,38**	**18,60**	**14,95**	**6,4**
Allemagne (2)	139,37	41,2	138,07	37,1	145,23	135,88	128,53	114,68	104,44	97,89	29,0
Royaume-Uni	76,43	34,6	74,24	33,8	61,98	62,92	64,03	63,51	56,05	49,90	23,0
Italie	8,10	6,2	10,43	7,4	15,28	13,75	14,63	13,80	12,19	10,66	6,8
Espagne	9,03	17,2	10,78	16,1	19,54	19,70	19,42	20,06	20,44	19,04	20,9
Europe de l'Est	**462,56**	**41,5**	**520,00**	**36,1**	**504,52**	**493,75**	**449,20**	**408,80**	**393,00**	**376,10**	**28,1**
dont : URSS (ex-)	304,29	35,7	304,29	27,9	294,60	306,00	288,80	257,60	246,50	233,80	32,0
Afrique	**39,90**	**44,5**	**49,40**	**39,4**	**77,84**	**84,98**	**87,70**	**87,90**	**82,70**	**82,50**	**37,6**
Asie	**336,90**	**39,8**	**464,46**	**39,3**	**639,77**	**764,53**	**789,11**	**819,15**	**835,49**	**866,43**	**40,1**
dont : Chine	204,02	77,4	311,88	74,5	414,41	500,57	515,40	532,10	540,90	558,90	76,5
Japon	57,86	17,9	51,22	14,4	72,98	73,24	73,91	76,65	75,19	76,83	16,8
Moyen-Orient	0,70	1,1	0,59	0,5	2,46	2,93	3,40	3,60	4,40	4,40	1,5
Océanie	**23,85**	**36,3**	**25,67**	**33,1**	**31,20**	**36,16**	**36,66**	**37,90**	**38,12**	**38,84**	**36,1**
Monde	**1.497,50**	**26,9**	**1.768,61**	**26,6**	**2.051,54**	**2.209,48**	**2.182,28**	**2.157,58**	**2.131,22**	**2.139,14**	**26,5**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Amérique du Nord	**1,128**	**1,229**	**1,325**	**1,363**	**1,331**	**1,298**	**1,292**	**1,317**
dont : États-Unis	1,468	1,631	1,779	1,851	1,827	1,781	1,772	1,822
Canada	0,676	0,816	0,996	1,009	0,881	0,910	0,919	0,838
Mexique	0,032	0,037	0,039	0,039	0,037	0,034	0,040	0,045
Amérique latine	**0,028**	**0,037**	**0,048**	**0,053**	**0,050**	**0,053**	**0,051**	**0,051**
Europe de l'Ouest	**0,757**	**0,758**	**0,781**	**0,746**	**0,735**	**0,704**	**0,641**	**0,592**
dont : Union Européenne	0,845	0,852	0,877	0,838	0,822	0,785	0,713	0,659
France	**0,561**	**0,605**	**0,455**	**0,369**	**0,356**	**0,375**	**0,324**	**0,259**
Allemagne (2)	1,765	1,767	1,871	1,727	1,620	1,434	1,296	1,206
Royaume-Uni	1,359	1,320	1,095	1,099	1,115	1,099	0,966	0,863
Italie	0,148	0,185	0,270	0,243	0,258	0,243	0,214	0,187
Espagne	0,259	0,290	0,508	0,507	0,498	0,514	0,523	0,486
Europe de l'Est	...	**1,365**	**1,264**	**1,201**	**1,088**	**0,987**	**1,005**	**0,959**
dont : URSS (ex-)	...	1,153	1,060	1,063	0,996	0,885	0,844	0,798
Afrique	**0,103**	**0,108**	**0,144**	**0,140**	**0,140**	**0,136**	**0,125**	**0,151**
Asie	**0,153**	**0,187**	**0,230**	**0,255**	**0,258**	**0,264**	**0,264**	**0,274**
dont : Chine	0,231	0,322	0,394	0,447	0,455	0,463	0,465	0,476
Japon	0,532	0,442	0,604	0,595	0,598	0,619	0,605	0,616
Moyen-Orient	0,010	0,007	0,023	0,023	0,026	0,026	0,031	0,030
Océanie	**1,447**	**1,454**	**1,637**	**1,795**	**1,794**	**1,832**	**1,821**	**1,839**
Monde	**0,422**	**0,407**	**0,425**	**0,427**	**0,415**	**0,403**	**0,394**	**0,405**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris les nouveaux Länder.

Chapitre J.03

Pétrole

(NAP : 05)
(NAF : 11 et 23.2)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité, ce qui concourt à une baisse de la demande de pétrole qui passe de près de 15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985. Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports, de sorte que ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la *mer du Nord* (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

Ainsi, en 1994, le pétrole représente environ 40 % de la consommation d'énergie primaire, 20 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie) et 21 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le secteur des transports recouvre, à lui seul, 50 % de la demande de pétrole. Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent près de 61 % de la consommation française de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, la part du Proche-Orient est descendue à 46 %, celle de la mer du Nord est montée à 24 % (contre 18 % en 1993 et 14 % en 1992). Néanmoins à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Aujourd'hui, les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation, qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1982 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, Elf Aquitaine et Total se classent dans les dix premiers rangs mondiaux parmi l'ensemble des compagnies pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf Aquitaine est implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman) et en Indonésie. Les deux grands groupes continuent cependant à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Elf et Total, des filiales de groupes étrangers (Esso, Mobil, BP, Shell, ...).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 1994 environ 19.000 points de vente (— 5 % par rapport à 1993).

Description des activités

Exploration — Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 40 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350.000 tonnes, voire 550.000 tonnes.

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie :
- Direction des Hydrocarbures (DHYCA).
- Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.

— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).

— Comité professionnel du pétrole (CPDP).

— Institut français du pétrole (IFP).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

L'industrie pétrolière en 1994, ministère de l'Industrie, Direction des hydrocarbures;

Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bilans de l'énergie, ministère de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

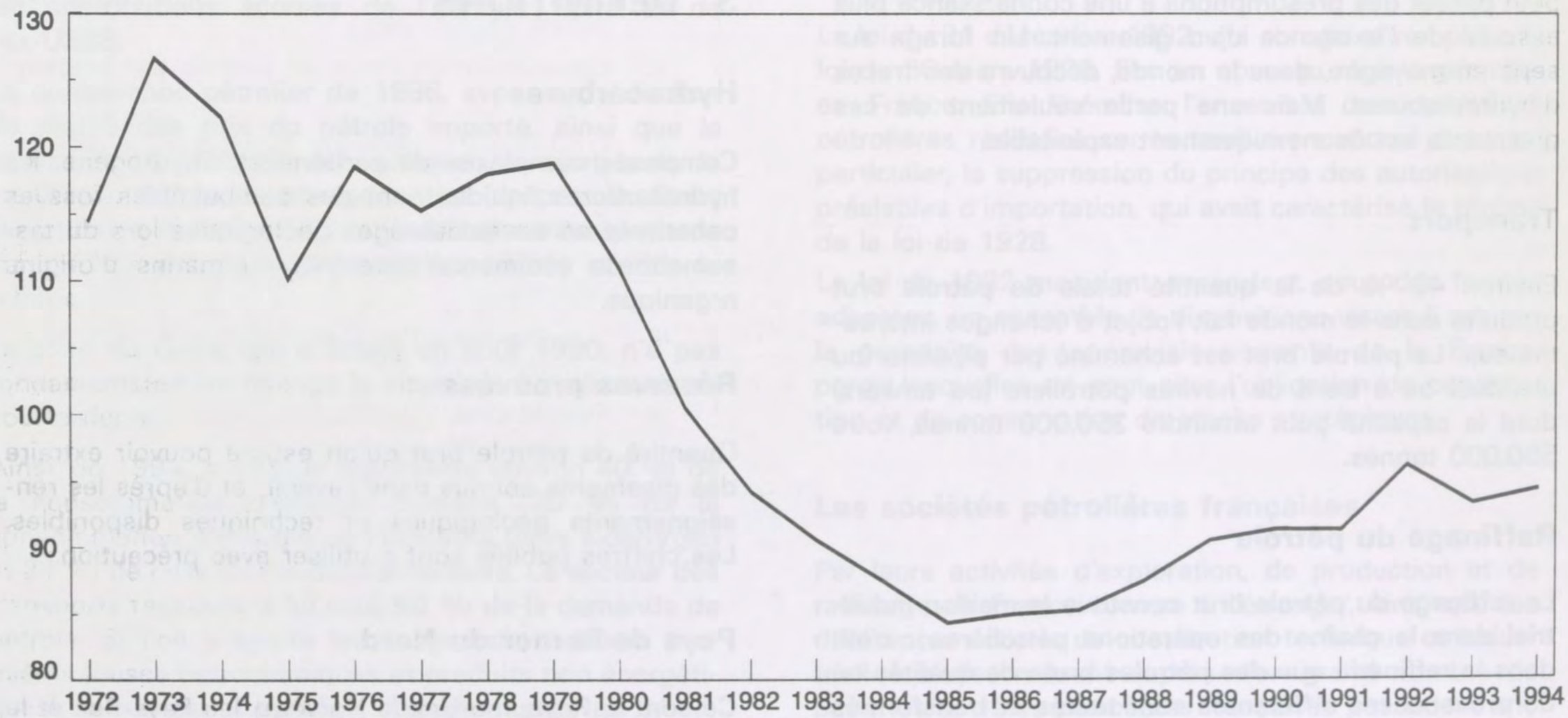
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel);

La note DHYCA, ministère de l'Industrie (mensuel);

Serveur minitel : 3614 PETROLINFO, ministère de l'Industrie, Direction des Hydrocarbures.

*
* *

GRAPHIQUE J.03
Consommation française de pétrole
Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité :* Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Ressources								
Production primaire :								
Pétrole brut (PB)	1.320	1.190	2.642	3.024	2.952	2.866	2.752	2.769
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	503	503	514	628
Importations :								
Pétrole brut (PB)	134.920	127.120	73.896	73.310	75.544	74.362	78.278	76.543
Produits raffinés (PR)	6.350	10.210	18.460	26.709	29.222	32.336	28.300	30.089
Déstockage :								
Pétrole brut (PB)	—	—	463	—	—	164	413	—
Produits raffinés (PR)	—	—	1.897	765	—	507	23	467
Total	**143.490**	**139.420**	**98.017**	**104.221**	**108.221**	**110.738**	**110.280**	**110.496**
Emplois								
Consommation :	128.450	119.230	86.123	89.385	92.061	95.740	92.810	92.082
Branche énergie	26.420	22.202	8.959	8.070	7.953	10.110	7.924	7.367
Finale	102.030	97.028	77.164	81.315	84.108	85.630	84.886	84.715
Exportations :								
Pétrole brut (PB)	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits raffinés (PR)	12.970	16.460	11.894	14.417	14.109	14.998	17.470	18.067
Stockage :								
Pétrole brut (PB)	1.140	750	—	419	71	—	—	347
Produits raffinés (PR)	930	2.980	—	—	1.980	—	—	—
Total	**143.490**	**139.420**	**98.017**	**104.221**	**108.221**	**110.738**	**110.280**	**110.496**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Industrie (Direction des Hydrocarbures) — *Unité :* Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,3**	**75,5**	**74,4**	**78,3**	**76,5**
dont : Proche-Orient	96,4	95,8	21,7	31,6	36,8	34,4	39,2	34,8
dont : Arabie Saoudite	30,2	45,3	6,0	15,1	20,6	20,3	22,0	22,5
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	—	—	—	—
Iran	10,8	6,8	4,1	9,0	8,4	7,5	11,9	7,5
Afrique du Nord	17,9	9,7	8,6	7,2	8,3	7,1	4,9	4,8
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,1	3,0	2,2	1,3	2,1
Libye	6,5	4,1	3,1	3,0	3,9	3,1	2,2	2,0
Afrique noire	15,0	11,0	14,1	13,8	13,8	12,0	9,8	11,6
dont : Nigeria	12,6	9,7	8,1	3,1	4,2	4,5	5,5	8,2
Mer du Nord (2)	0,2	4,1	19,1	10,4	10,3	10,4	14,9	10,9
URSS (ex-)	3,4	5,1	4,1	6,3	3,2	7,1	7,2	5,3
Mexique	—	—	2,7	2,5	1,9	1,6	1,3	0,6

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni et Norvège.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières

Source : Chambre syndicale du raffinage

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993	*p* 1994
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13
Capacité de raffinage	153.885	166.840	108.772	84.595	84.595	85.445	83.985	84.496
Brut traité (1)	134.958	127.642	76.878	75.350	78.751	76.506	80.698	78.625
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	93,1	89,5	96,1	93,0
Produits finis sortis de raffinerie (total) (2)	127.505	120.788	75.118	72.851	75.408	*r* 73.379	75.181	73.686

(1) Y compris le façonnage.
(2) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Produits pétroliers raffinés	**117.332**	**110.649**	**77.581**	**82.250**	**86.840**	**86.961**	**85.270**	**85.254**
dont : Carburant-auto	15.772	17.701	18.006	18.231	17.876	17.597	17.069	16.489
Carburéacteur	1.812	2.466	2.588	3.735	3.679	4.136	4.247	4.405
Gazole	6.533	9.233	10.906	17.461	18.729	19.824	20.711	21.735
Fioul domestique	37.217	30.592	20.712	17.052	18.035	17.894	17.293	16.015
Fioul lourd	34.131	28.984	8.155	6.238	7.896	6.297	5.253	4.657
GPL (1)	2.696	3.084	2.934	2.797	3.014	2.969	2.998	2.813
Bitumes	3.395	2.917	2.192	3.012	3.076	3.068	2.893	3.209
Matières premières pétrochimiques	5.423	7.014	7.121	7.911	8.575	9.250	9.582	10.381
Soutes	5.523	4.897	2.469	2.614	2.716	2.624	2.552	2.275

(1) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Sidérurgie	2.457	1.768	420	340	201	210	161	169
Industrie	23.509	20.747	10.234	9.129	9.010	8.199	7.972	7.932
Résidentiel-Tertiaire	33.655	27.186	20.079	16.328	17.617	17.750	17.098	15.854
Agriculture	2.845	2.920	2.659	2.690	2.757	2.692	2.424	2.322
Transports	30.434	34.957	34.563	42.525	43.508	44.682	45.078	45.268
Total énergétique	**92.900**	**87.578**	**67.955**	**71.012**	**73.093**	**73.533**	**72.733**	**71.545**
Total non énergétique	**9.130**	**9.450**	**9.209**	**10.303**	**11.015**	**12.097**	**12.153**	**13.170**
Total	**102.030**	**97.028**	**77.164**	**81.315**	**84.108**	**85.630**	**84.886**	**84.715**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Sources : Petroleum Economist (production)
Oil and Gas Journal (réserves).

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)							Réserves prouvées au 1er janvier 1995
	1973	1979	1985	1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994	
Amérique du Nord	**608,4**	**553,1**	**577,3**	**515,6**	**489,8**	**481,7**	**474,9**	**3.819**
dont : États-Unis	514,3	470,3	493,0	422,1	410,5	399,0	388,6	3.132
Canada	94,1	82,8	84,3	93,5	79,3	82,7	86,3	687
Amérique latine	**264,2**	**276,8**	**337,6**	**387,4**	**404,7**	**415,7**	**425,8**	**17.609**
dont : Vénézuela	175,4	123,9	90,8	122,5	129,6	134,0	138,0	8.796
Mexique	23,2	80,0	148,2	155,3	157,1	158,4	158,9	6.927
Proche-Orient	**1.051,7**	**1.073,3**	**512,5**	**809,2**	**912,8**	**943,4**	**956,5**	**90.081**
dont : Arabie saoudite (1) (2)	378,4	475,1	169,1	410,0	444,6	433,3	427,5	35.635
Iran (1)	293,9	159,5	110,3	166,7	174,7	177,8	178,0	12.176
Irak (1)	99,4	170,3	69,1	14,9	25,9	22,1	24,5	13.643
Koweït (1) (2)	151,9	125,1	49,6	9,6	54,7	96,0	103,7	13.165
Émirats arabes unis (1)	76,2	88,7	62,6	117,9	115,2	111,9	113,6	13.384
Afrique	**292,2**	**352,2**	**262,7**	**336,3**	**332,8**	**327,5**	**328,7**	**8.482**
dont : Nigeria (1)	101,3	113,6	74,6	96,5	96,7	94,8	93,1	2.442
Libye (1)	104,6	100,8	50,1	74,0	70,8	67,1	67,6	3.111
Algérie (1)	51,2	56,9	48,9	58,5	56,3	56,3	55,7	1.255
Égypte	13,5	26,0	45,1	45,6	46,0	47,5	46,5	445
Europe occidentale	**15,5**	**114,6**	**189,4**	**212,6**	**229,8**	**243,5**	**276,1**	**2.261**
dont : Royaume-Uni	0,1	77,9	127,6	91,1	94,3	100,1	126,8	616
Norvège	1,6	23,3	38,3	92,4	106,6	115,0	119,3	1.285
Extrême-Orient / Océanie (3)	**109,8**	**141,8**	**154,2**	**186,5**	**186,9**	**186,7**	**192,1**	**2.791**
dont : Indonésie (1)	66,4	78,1	61,1	78,9	74,1	74,3	74,2	788
Europe orientale	**450,0**	**608,3**	**616,6**	**527,6**	**460,4**	**404,4**	**364,0**	**8.076**
dont : URSS (ex-)	427,3	586,0	595,4	515,4	448,1	392,0	351,8	7.776
Chine	**53,0**	**106,1**	**124,8**	**138,6**	**141,6**	**144,8**	**146,9**	**3.274**
Monde	**2.844,8**	**3.199,2**	**2.775,1**	**3.151,4**	**3.158,8**	**3.147,6**	**3.165,0**	**136.393**
dont : OPEP	1.541,8	1.537,6	825,1	1.234,7	1.296,7	1.304,1	1.313,5	105.083

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP au 1er janvier 1993.
(2) Y compris la moitié de la production de la zone partagée (ex zone neutre).
(3) Non compris la Chine.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	1973		1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**922,92**	**47,6**	**1.017,04**	**47,3**	**865,81**	**951,63**	**917,57**	**902,56**	**920,57**	**933,55**	**39,2**
dont : États-Unis	809,74	47,0	870,71	46,6	724,56	791,52	756,60	741,85	757,29	789,61	37,9
Canada	81,14	50,4	92,16	48,3	70,39	80,32	78,08	72,93	74,70	76,36	34,6
Mexique	32,05	58,0	54,17	61,9	70,86	79,79	82,90	87,78	88,58	87,58	65,1
Amérique latine	**126,81**	**77,1**	**159,62**	**74,1**	**145,29**	**158,61**	**161,50**	**164,62**	**176,00**	**174,30**	**60,1**
Europe de l'Ouest	**726,81**	**59,5**	**718,82**	**54,0**	**564,40**	**595,25**	**601,67**	**619,71**	**625,49**	**622,86**	**43,2**
dont : Union Européenne	689,93	59,4	680,46	54,0	525,09	551,54	555,41	573,56	578,85	573,16	43,0
France	**124,41**	**70,4**	**117,55**	**61,8**	**85,56**	**89,35**	**89,15**	**92,17**	**88,53**	**89,47**	**38,3**
Allemagne (1)	162,18	48,0	165,08	44,3	124,39	121,70	126,89	132,63	134,56	135,54	40,2
Royaume-Uni	111,59	50,5	94,82	43,1	78,15	81,23	81,59	82,42	84,47	83,21	38,3
Italie	100,18	76,8	100,08	70,8	83,46	93,21	91,52	92,98	94,93	92,66	59,2
Espagne	38,42	73,3	49,08	73,4	39,87	45,62	46,83	48,78	50,93	48,62	53,4
Europe de l'Est	**394,43**	**35,4**	**530,85**	**36,8**	**532,29**	**524,44**	**490,30**	**475,70**	**397,80**	**342,00**	**25,5**
dont : URSS (ex-)	321,12	37,7	425,60	39,0	439,60	435,00	408,50	405,80	333,80	278,80	26,2
Afrique	**40,49**	**45,2**	**65,36**	**52,1**	**82,45**	**90,57**	**88,40**	**86,90**	**90,00**	**91,70**	**41,8**
Asie	**456,62**	**54,0**	**600,41**	**50,8**	**612,83**	**732,46**	**778,19**	**803,97**	**868,12**	**914,37**	**42,3**
dont : Chine	52,70	20,0	92,40	22,1	93,66	113,82	114,60	124,30	132,50	144,00	19,7
Japon	252,60	78,0	259,21	73,0	204,06	240,13	253,49	254,27	261,62	255,87	55,9
Moyen-Orient	43,92	66,7	84,45	65,9	135,00	148,78	156,50	152,80	173,00	183,50	63,6
Océanie	**31,36**	**47,7**	**36,25**	**46,7**	**31,47**	**35,58**	**36,33**	**34,96**	**35,80**	**38,65**	**36,0**
Soutes maritimes	**130,75**	///	**118,64**	///	**88,05**	**104,04**	**113,39**	**127,56**	**130,58**	**131,63**	///
Monde	**2.830,19**	**50,8**	**3.246,99**	**48,9**	**2.922,59**	**3.192,58**	**3.187,35**	**3.215,98**	**3.244,36**	**3.249,06**	**40,2**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) *Unité :* Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Amérique du Nord	**3,172**	**3,210**	**2,523**	**2,639**	**2,522**	**2,448**	**2,464**	**2,473**
dont : États-Unis	3,821	3,869	3,028	3,182	3,027	2,936	2,963	2,988
Canada	3,597	3,796	2,714	2,934	2,810	2,594	2,627	2,656
Mexique	0,567	0,802	0,909	0,944	0,962	0,999	0,989	0,960
Amérique latine	**0,513**	**0,566**	**0,453**	**0,458**	**0,458**	**0,459**	**0,482**	**0,520**
Europe de l'Ouest	**1,838**	**1,760**	**1,343**	**1,387**	**1,392**	**1,425**	**1,429**	**1,415**
dont : Union Européenne	1,991	1,923	1,464	1,520	1,524	1,566	1,573	1,552
France	**2,387**	**2,193**	**1,548**	**1,584**	**1,571**	**1,615**	**1,543**	**1,551**
Allemagne (1)	2,054	2,113	1,603	1,547	1,599	1,658	1,670	1,670
Royaume-Uni	1,985	1,686	1,380	1,419	1,421	1,426	1,456	1,439
Italie	1,830	1,777	1,473	1,644	1,613	1,638	1,670	1,624
Espagne	1,104	1,323	1,036	1,173	1,202	1,250	1,303	1,242
Europe de l'Est	...	**1,393**	**1,334**	**1,276**	**1,187**	**1,149**	**1,017**	**0,872**
dont : URSS (ex-)	...	1,612	1,581	1,510	1,409	1,395	1,143	0,952
Afrique	**0,105**	**0,143**	**0,152**	**0,149**	**0,141**	**0,135**	**0,136**	**0,167**
Asie	**0,207**	**0,241**	**0,220**	**0,244**	**0,255**	**0,259**	**0,275**	**0,289**
dont : Chine	0,060	0,095	0,089	0,102	0,101	0,108	0,114	0,123
Japon	2,325	2,237	1,690	1,950	2,052	2,052	2,104	2,052
Moyen-Orient	0,610	0,960	1,239	1,181	1,195	1,124	1,236	1,266
Océanie	**1,903**	**2,054**	**1,651**	**1,767**	**1,778**	**1,690**	**1,710**	**1,830**
Monde	**0,798**	**0,746**	**0,606**	**0,617**	**0,605**	**0,601**	**0,599**	**0,615**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1982	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Europe	**2,6**	**2,1**	**2,2**	**9,3**	**10,3**	**10,9**	**11,9**	**13,8**
dont : Norvège	2,3	1,8	1,3	3,0	3,9	4,9	5,1	5,9
Royaume-Uni	—	—	0,3	5,0	5,3	5,3	6,2	7,4
Afrique	**25,9**	**13,2**	**14,3**	**21,7**	**22,5**	**22,6**	**24,5**	**26,5**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Congo	1,4	2,8	3,7	4,7	4,6	4,6	4,8	4,6
Gabon	9,1	6,1	5,6	7,5	8,3	8,1	8,5	9,3
Nigéria	1,8	1,9	2,0	4,3	4,3	4,4	5,8	6,6
Proche-Orient	**14,3**	**10,3**	**10,5**	**14,3**	**15,9**	**15,3**	**15,0**	**14,3**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,3	9,5	12,9	14,4	13,6	13,1	12,3
Amérique	**2,1**	**0,7**	**0,7**	**2,5**	**2,6**	**3,0**	**2,2**	**1,9**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,6**	**1,7**	**1,1**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,3**
Total	**47,8**	**27,9**	**29,4**	**48,9**	**52,4**	**53,1**	**54,8**	**57,8**

Chapitre J.04

Électricité

(NAP : 06)
(NAF : 40.1)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1994, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 388 TWh en 1994. L'électricité représente ainsi 40 % de la consommation finale énergétique; en 1973, cette part était de 22 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Mais l'industrie reste le premier secteur consommateur d'électricité en 1994, avec 33 % de la demande finale (48 % en 1973). Les secteurs résidentiel et tertiaire regroupés représentent 61 % de la consommation finale.

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui est passée de 14 TWh en 1973 à 342 TWh en 1994 s'est donc accompagnée d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 32 TWh en 1994, soit 29 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1994, la production thermique classique représente 7 % de la production totale assurée pour l'essentiel (75 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est maintenant quasiment achevé et la capacité de production (25 GW en 1994) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 18 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a aujourd'hui une puissance maximale de l'ordre de 107 GW, dont 59 GW pour le parc nucléaire (58 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, ainsi que par le développement des exportations qui atteignent près de 67 TWh en 1994 et contribuent au redressement de la balance commerciale. À la fin du siècle, le suréquipement sera cependant résorbé. L'engagement de la construction de la première tranche de la centrale de Civaux en 1991 s'effectue, ainsi, en prévision des besoins pour la fin du siècle.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un KWh sont dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son *transport* et sa *distribution* aux différents usagers.

EDF contrôle ainsi près de 94 % de la production d'électricité, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

Actuellement, EDF exporte environ 16 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Espagne, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de *centrales thermiques ou nucléaires,* etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage — ce sont les usines barrages — ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le cœur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).
Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue aujourd'hui l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides : le surgénérateur.

Le terme de surgénérateur vient de ce que le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France possède aujourd'hui deux surgénérateurs : un prototype de 230 MW. Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule et une unité de grande puissance (1.200 MW), Superphénix, mis en service industriel en 1986 à Creys-Malville.

Les centrales thermiques

Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité. Les centrales thermiques comprennent les centrales classiques et les centrales nucléaires.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400.000 et 225.000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90.000 et 63.000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15.000 à 20.000 volts), irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 25 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants ainsi que les exploitations artisanales et agricoles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie :
- Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
- Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.
— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).
— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, ministère de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

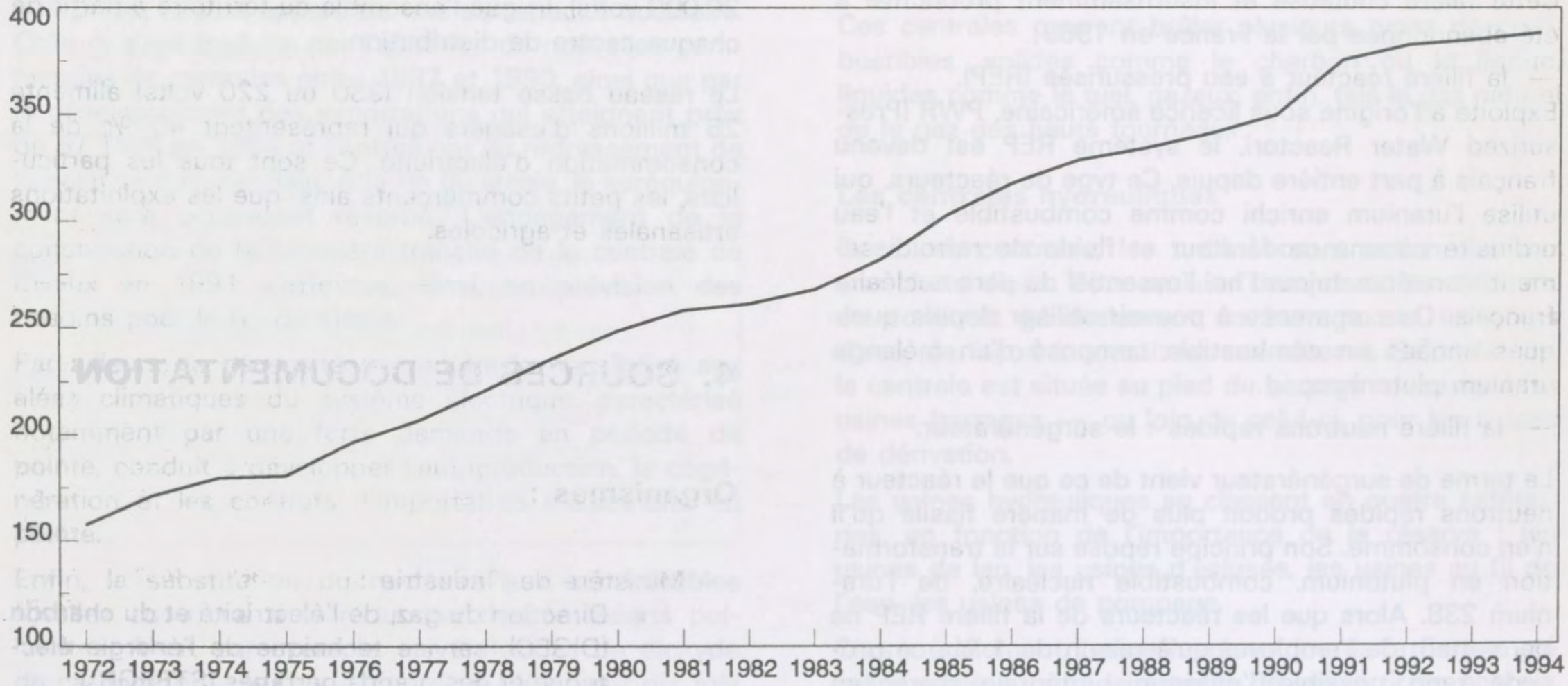
Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport.

* * *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Ressources								
Production nette	**174.480**	**231.013**	**328.560**	**400.246**	**434.108**	**442.147**	**450.583**	**454.476**
dont : Thermique classique	112.968	126.123	52.059	45.085	57.828	48.149	32.916	32.254
Thermique nucléaire	13.969	37.898	213.087	297.949	314.978	321.780	350.046	341.616
Hydraulique (y compris pompage)	47.543	66.932	63.414	57.212	61.302	72.218	67.621	80.606
Importations	**4.654**	**16.431**	**5.520**	**6.674**	**5.516**	**4.737**	**3.663**	**3.718**
Total	**179.134**	**247.444**	**334.080**	**406.920**	**439.624**	**446.884**	**454.246**	**458.194**
Emplois								
Exportations	**7.620**	**10.774**	**28.878**	**52.427**	**58.746**	**58.533**	**65.093**	**66.886**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1.032**	**2.495**	**4.942**	**5.436**	**5.005**	**4.187**	**3.102**
Consommation intérieure	**171.290**	**235.638**	**302.707**	**349.551**	**375.442**	**383.346**	**384.966**	**388.206**
dont : Consommation haute tension (2)	114.818	140.229	165.639	195.068	206.831	213.462	211.048	219.233
Consommation basse tension (3)	45.117	79.150	113.763	127.869	139.630	142.412	145.140	140.570
Pertes de transport et de transformation	11.355	16.259	23.305	26.614	28.981	27.472	28.778	28.403
Total	**179.134**	**247.444**	**334.080**	**406.920**	**439.624**	**446.884**	**454.246**	**458.194**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1985.
(3) Tarif bleu, à partir de 1985

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

	Unités (1)	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2.888	8.034	37.487	55.750	56.780	57.675	59.020	58.515
Centrales thermiques classiques (2)	//	24.232	29.202	27.246	22.673	22.585	22.477	23.460	23.483
dont : EDF	//	17.107	21.972	20.135	16.126	16.098	16.171	17.133	17.044
Charbonnages de France	//	3.788	3.504	3.509	2.883	*r* 2.766	2.531	2.531	2.531
Industrie	//	3.309	3.698	3.574	*r* 3.664	*r* 3.721	3.588	3.587	3.613
Centrales hydrauliques (2)	//	15.967	19.141	21.829	24.987	24.982	25.097	25.165	25.231
dont : EDF	//	14.800	17.815	20.366	23.207	23.194	23.267	23.269	23.285
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	GWh	57.795	62.588	67.730	69.720	70.135	70.361	70.529	69.297
dont : EDF (3)	//	53.956	57.849	62.563	63.470	63.747	63.794	63.811	62.580

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Production nucléaire	**13.969**	**37.898**	**213.087**	**297.949**	**314.978**	**321.780**	**350.046**	**341.616**
Production thermique classique	**112.968**	**126.123**	**52.059**	**45.085**	**57.828**	**48.149**	**32.916**	**32.254**
dont : EDF	83.183	96.016	28.129	25.266	37.668	30.446	12.604	13.108
Charbonnages de France	15.286	17.010	15.059	9.758	10.134	7.268	9.268	8.324
Industrie	14.406	13.068	8.820	9.973	9.946	10.269	10.624	10.346
dont : Charbon	28.224	60.622	38.167	29.351	37.336	32.739	19.690	20.493
Fioul	67.557	50.155	5.271	7.205	12.395	7.299	4.173	3.603
Production hydraulique	**47.543**	**66.992**	**63.414**	**57.212**	**61.302**	**72.218**	**67.621**	**80.606**
dont : EDF (3)	44.464	61.688	58.296	52.063	55.576	65.574	61.343	72.966
Total	**174.480**	**231.013**	**328.560**	**400.246**	**434.108**	**442.147**	**450.583**	**454.476**

(1) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(2) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1980	1985	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Uranium	2,8	12,9	49,1	66,5	69,0	73,3	75,1	81,8	79,9
Charbon	3,5	10,9	5,7	4,3	4,6	6,4	6,0	2,4	2,7
Fioul	14,1	9,6	0,7	1,7	1,1	2,2	1,0	0,3	0,2
Gaz naturel	2,1	1,0	0,2	—	—	—	—	—	—
Divers	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total	**22,9**	**34,8**	**56,0**	**72,9**	**75**	**82,2**	**82,4**	**84,8**	**83,1**

(1) tep = tonne équivalent pétrole.

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques.

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	*r* 1970	1980	*r* 1985	*r* 1989	1990	1991	1992	1993	1994
HAUTE TENSION									
3e catégorie :									
400 kV	4.491	10.187	15.806	18.838	19.019	19.609	20.205	20.295	20.338
225 kV	20.569	24.448	24.848	25.595	25.493	25.596	25.740	25.851	26.021
150 kV	6.865	5.270	3.733	2.478	2.396	2.101	2.063	1.975	1.775
90 kV	9.549	12.146	13.219	15.169	15.713	16.235	16.492	16.775	16.907
63 kV	27.344	*r* 30.985	33.039	35.810	36.376	37.316	37.898	38.215	38.541
Total (1)	**68.818**	***r* 83.036**	**90.645**	**97.890**	**98.997**	**100.857**	**102.398**	**103.111**	**103.582**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387.307**	***r* 487.134**	**538.987**	**565.842**	***r* 574.266**	***r* 580.625**	**582.954**	**586.787**	**596.767**
BASSE TENSION									
1re catégorie (1) total	**558.616**	**625.656**	**645.757**	**651.564**	**656.967**	**657.186**	***r* 664.645**	**665.999**	**662.125**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité :* GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Sidérurgie	11.663	12.558	9.945	10.338	10.210	10.069	9.786	10.400
Industrie	72.328	82.613	86.555	105.204	107.722	111.400	109.860	110.200
Résidentiel-Tertiaire	59.226	102.554	147.920	176.153	192.756	198.088	202.397	203.200
Agriculture	1.129	1.542	1.425	2.050	2.217	2.265	2.235	2.400
Transports	6.399	6.861	7.381	8.003	8.317	8.479	8.321	8.700
Total	**150.745**	**206.128**	**253.226**	**301.748**	**321.222**	**330.301**	**332.599**	**334.900**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Total	**102.828**	**116.500**	**132.227**	**127.663**	**126.739**	**125.163**	**124.255**	**123.932**
dont : EDF	94.429	108.853	124.526	120.263	119.589	118.551	118.395	117.965

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et pays	1979	1985	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	118	*r* 123	*r* 123	*r* 123	123	124
Thermique :								
Guadeloupe (2)	83	246	318	328	332	336	368	389
Guyane	27	71	100	*r* 130	*r* 141	*r* 160	160	160
Martinique	74	214	210	258	258	279	322	321
Réunion	60	97	152	152	172	(3) *r* 249	(3) 249	(3) 249
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	24	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (4)								
Guadeloupe	282	474	(5) 634	747	823	901	960	1.011
Guyane	96	198	298	337	393	432	439	451
Martinique	258	429	615	657	716	761	819	865
Réunion	306	558	(6) 791	882	966	1.068	1.110	1.185
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	39	43	45	45	43	41

(1) MW = million de watts.
(2) Dont géothermie à partir de 1985.
(3) La centrale de Bois Rouge producteur autonome est prise en compte (54 MW).
(4) GWh = milliard de wattheures.
(5) Incidence du cyclone Hugo.
(6) Incidence du cyclone Firinga.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique

Unité : TWh (milliard de kWh)

	1973	1980	1985	1989	1990	1991	*r* 1992	1993	*p* 1994
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**203,2**	**714,0**	**1.459,9**	**1.941,8**	*r* **2.005,6**	*r* **2.100,0**	**2.116,9**	**2.188,8**	**2.214,9**
dont : Union Européenne (à 12)	65,8	166,7	484,4	626,6	*r* **628,3**	*r* **651,7**	677,9	714,4	700,6
dont : Allemagne (1)	12,2	43,9	126,0	149,5	147,2	147,4	158,9	153,5	151,2
Belgique	—	12,5	34,6	41,2	42,7	42,9	43,5	41,9	40,6
France	**14,7**	**61,2**	**224,1**	**303,9**	**314,1**	**331,4**	**338,5**	**368,2**	**360,0**
Royaume-Uni	28,3	38,3	60,7	71,9	66,4	70,6	77,5	90,7	89,5
Espagne	6,4	5,2	28,0	56,1	54,3	55,6	55,8	56,1	55,3
Canada	15,4	40,5	63,6	83,2	76,6	88,4	84,0	97,7	110,6
États-Unis d'Amérique	88,3	265,1	404,0	557,5	606,9	643,5	650,1	647,1	672,5
Japon	9,5	82,8	152,0	186,7	195,8	209,3	215,8	248,7	261,4
URSS (ex-)	12,0	70,4	143,6	212,6	210,4	212,2	208,9	206,4	173,7
Suède	2,1	26,7	58,6	65,6	68,2	76,8	63,5	61,4	73,1
Corée du Sud	—	3,5	16,7	47,4	52,9	56,3	56,5	58,1	58,3

(1) A partir de 1991, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'Énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Unité : KWh par habitant

Pays ou zone	1973	1979	1985	1990	1991	1992	*p* 1993
Amérique du Nord	**7.804**	**8.764**	**9.228**	**10.426**	**10.584**	**10.538**	**10.768**
dont : États-Unis	9.343	10.616	11.129	12.801	13.041	12.989	13.355
Canada	11.355	13.578	16.141	17.328	17.408	17.438	17.388
Mexique	612	861	1.094	1.310	1.332	1.347	1.376
Amérique latine	**659**	**971**	**1.222**	**1.390**	**1.422**	**1.453**	**1.510**
dont : Argentine	1.061	1.355	1.492	1.606	1.674	1.767	1.879
Brésil	628	1.069	1.443	1.673	1.727	1.727	1.785
Afrique	**292**	**391**	**486**	**501**	**495**	**502**	**506**
Asie	**390**	**521**	**633**	**823**	**858**	**895**	**942**
dont : Chine	189	291	392	550	593	651	719
Japon	4.328	5.088	5.565	6.939	7.167	7.201	7.273
Océanie	**5.058**	**6.404**	**7.781**	**9.140**	**9.205**	**9.122**	**9.347**
Europe de l'Est	**3.378**	**4.363**	**5.258**	**5.619**	**5.452**	**5.084**	**4.709**
dont : Ex-URSS	3.804	4.866	5.897	6.366	6.220	5.767	5.235
Europe de l'Ouest	**3.723**	**4.474**	**5.054**	**5.565**	**5.654**	**5.665**	**5.666**
dont : UE à 15	3.914	4.735	5.390	5.993	6.090	6.100	6.093
Espagne	2.133	2.810	3.280	3.884	3.973	4.072	4.032
France	**3.447**	**4.611**	**5.809**	**6.605**	**7.042**	**7.129**	**7.120**
Italie	2.674	3.314	3.695	4.434	4.530	4.600	4.595
Pays-Bas	3.816	4.602	4.698	5.423	5.535	5.656	5.706
Allemagne (1)	4.907	6.027	6.766	6.937	6.737	6.599	6.487
Royaume-Uni	5.018	5.332	5.255	5.764	5.869	5.828	5.875
Suède	9.686	11.641	16.243	16.897	16.954	16.646	16.677
Monde	**1.583**	**1.869**	**2.063**	**2.284**	**2.300**	**2.283**	**2.292**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

Chapitre J.05

Gaz

(NAP : 07)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7. Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation de près de 370 Twh en 1993, le gaz naturel représente aujourd'hui 13,3 % de la demande d'énergie primaire. C'est dans les années 1960 que s'est développé, en France, le marché du gaz. Principalement destiné à la *production* d'électricité, il représentait, en 1960, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électronucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

Le gaz représente aujourd'hui 14 % de la consommation finale énergétique, 21 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,2 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1993, plus de 90 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 56 % entre 1980 et 1993).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elles se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1993, un tiers du gaz importé par la France arrive de l'ex-URSS, un autre tiers d'Algérie et le dernier tiers se répartit entre la Norvège et les Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées au Gaz de France ».

Toutefois, ont été exclues du champ de la nationalisation, « les entreprises gazières dont la production annuelle moyenne de 1942 et 1943 est inférieure à 6 Mm^3/an » (par « production », il faut aussi entendre « *distribution* »).

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, laquelle est actuellement développée sur le territoire national par la Société Elf-Aquitaine, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries) : les services de production de gaz appartenant aux houillères nationales restent en effet leur propriété.

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale échappent à la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

La loi a enfin laissé en dehors de la nationalisation certaines entreprises gazières.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci ne peut cependant être assuré que par un établissement public ou une société nationale dans laquelle la majorité du capital est détenue par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que la Société nationale des gaz du sud-ouest (SNGSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Elf-Aquitaine et 30 % par le Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. En dehors de cette zone, le Gaz de France est titulaire des concessions de transport. Une partie de son réseau est cependant affermée à la Compagnie française du méthane (CFM), filiale commune du Gaz de France (50 %), de la SNEA (P) (40 %) et de Total compagnie française des pétroles (10 %).

Un texte particulier, prévoit par ailleurs, que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées par voie de concession à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions de distribution publique. La loi a prévu certaines exceptions à la nationalisation, rappelées ci-dessus.

D'autre part, la loi du 8 avril 1946 modifiée par celle du 2 août 1949 stipule que « les sociétés de *distribution* à économie mixte dans lesquelles l'État ou les collectivités publiques possèdent la majorité, les régies ou services analogues constitués par les collectivités locales sont maintenus dans leur situation actuelle, le statut de

ces entreprises devant toujours conserver le caractère particulier qui leur a donné naissance, d'après les lois et décrets en vigueur ou futurs ».

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration — Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1.200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1.400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Gaz de France.
- Ministère de l'Industrie :
  - Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).
  - Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).
- Comité professionnel du pétrole.
- OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).
- Organisation des Nations Unies (ONU).

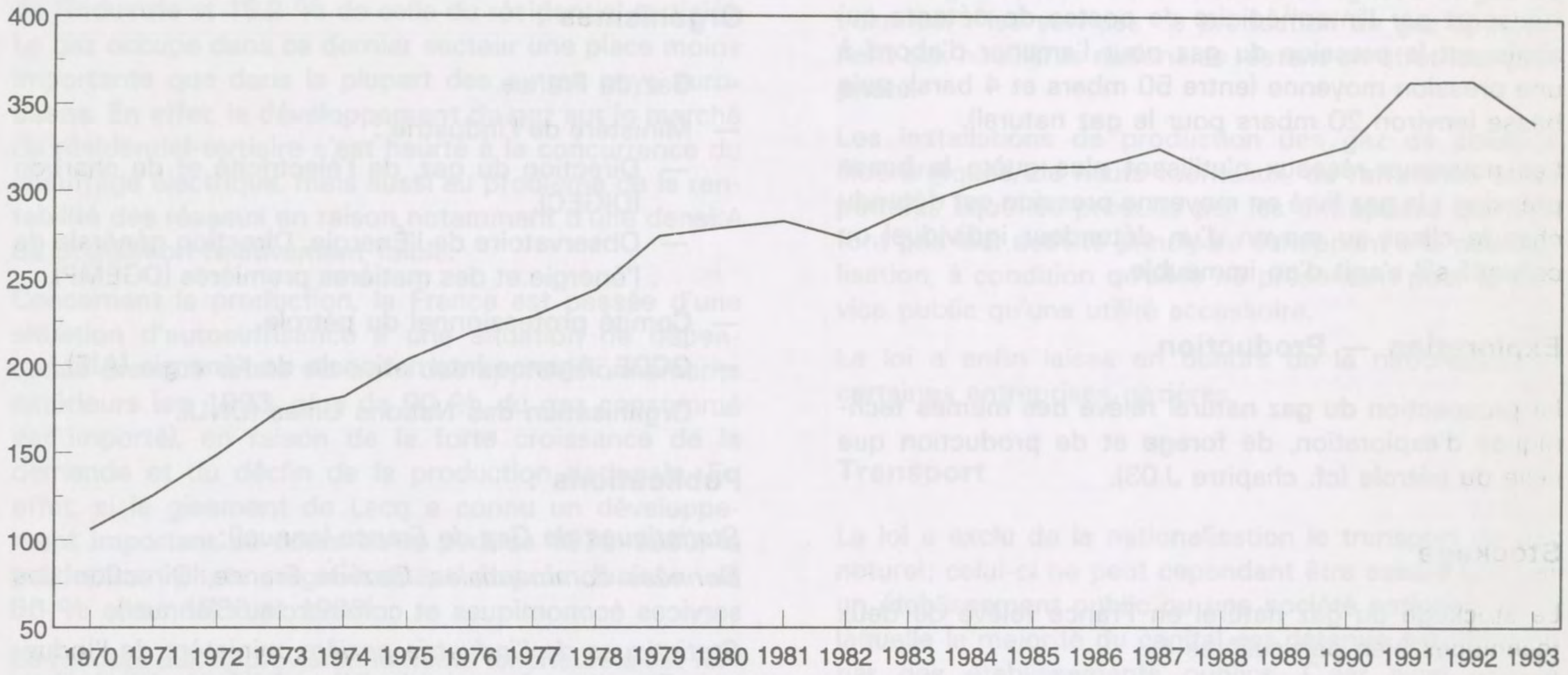
Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);
Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);
Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];
Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);
Bilans de l'énergie, ministère de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unités :* GWh; PCS (1)

	1973	1979	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Ressources								
Production brute (y compris grisou)	81.287	84.080	58.632	33.690	32.509	37.267	35.961	37.263
Importations	98.716	192.080	263.693	295.500	318.765	338.257	355.852	333.515
Déstockage	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**180.003**	**276.160**	**322.325**	**329.190**	**351.274**	**375.524**	**391.813**	**370.778**
Emplois								
Consommation (2)	174.453	274.045	313.643	316.008	326.608	363.745	362.672	**374.218**
dont : Usages domestiques individuels	37.686	69.316	85.942	85.784	85.138	103.343	104.351	**104.223**
Usages domestiques collectif et tertiaire	21.863	50.608	75.732	77.730	78.879	93.343	93.711	**98.131**
Usages industriels	97.924	145.270	146.282	146.342	154.411	161.721	161.489	**163.922**
Exportations	1.021	1.926	2.881	8.377	3.838	5.850	11.941	**6.457**
Stockage	4.529	189	5.801	4.805	20.828	5.929	17.200	**— 9.897**
Total	**180.003**	**276.160**	**322.325**	**329.190**	**351.274**	**375.524**	**391.813**	**370.778**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur
(2) Y compris la consommation finale du secteur 'Énergie'.

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité :* Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993
Canalisations de transport.(1)	17.974	22.678	26.619	30.162	30.295	30.537	30.982
Canalisations de distribution	71.392	84.030	104.226	119.150	121.839	125.406	130.811

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités :* GWh ; PCS (1)

Secteur	1973	1979	1985	1989	*r* 1990	*r* 1991	1992	*p* 1993
Sidérurgie	8.766	12.741	8.906	8.063	8.615	8.364	7.898	7.792
Industrie	43.053	81.850	100.377	110.471	114.934	121.489	120.910	122.078
Résidentiel-Tertiaire	59.888	118.322	162.345	164.462	181.922	196.005	199.648	210.390
Agriculture	500	922	1.431	1.692	2.161	2.556	2.979	2.979
Transports	137	62	16	2	—	—	—	—
Total énergétique	**112.344**	**213.897**	**273.075**	**284.690**	**307.632**	**328.414**	**331.435**	**343.239**
Total non énergétique	**19.369**	**29.254**	**29.870**	**22.034**	**24.645**	**24.023**	**26.291**	**24.675**
Total	**131.713**	**243.151**	**302.945**	**306.724**	**332.277**	**352.437**	**357.726**	**367.914**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1991	*r* 1992	1993
Total (1)	**28.733**	**29.277**	**32.475**	**30.646**	**29.945**	**29.485**	**30.933**	**30.674**
dont : Gaz de France	26.951	27.720	29.025	27.649	26.965	26.509	27.885	27.599

(1) A partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Centre d'information sur le gaz naturel [CEDIGAZ (réserves)]

Pays	Production (million de tep)						Réserves prouvées au 1er janv. 1993 (milliard de m^3) (1)
	1973	1979	1985	1989	1990	1991	
Amérique du Nord	**564**	**522**	**455**	**493**	**508**	**511**	**7.300**
dont : États-Unis	503	455	386	406	419	416	4.650
Canada	61	67	69	87	89	95	2.650
Amérique latine	**26**	**44**	**67**	**73**	**77**	**81**	**7.763**
dont : Vénézuela	7	10	16	17	21	23	3.693
Argentine	6	7	13	17	16	17	752
Mexique	9	18	25	25	25	25	1.984
Europe de l'Ouest	**113**	**158**	**152**	**156**	**157**	**169**	**6.295**
dont : Union Européenne	111	137	128	128	132	144	3.793
Pays-Bas	54	71	61	54	55	62	1.930
Royaume-Uni	24	33	36	37	41	46	540
Allemagne (2)	14	16	12	14	14	14	195
Italie	13	11	12	14	14	14	380
France	**6**	**7**	**5**	**3**	**3**	**3**	**35**
Norvège	—	19	23	27	24	24	2.756
Europe de l'Est (3)	**232**	**381**	**570**	**682**	**691**	**682**	**56.738**
dont : URSS (ex-)	195	336	520	644	660	655	56.000
Roumanie	24	30	33	27	22	18	510
Afrique	**8**	**24**	**43**	**58**	**60**	**66**	**9.785**
dont : Algérie	4	18	31	42	44	48	3.650
Asie	**40**	**81**	**126**	**186**	**196**	**202**	**55.545**
dont : Chine	5	12	11	11	13	13	1.400
Moyen-Orient	24	38	53	85	89	87	44.809
Arabie Séoudite	2	6	18	25	25	27	5.250
Iran	15	15	12	19	24	24	20.700
Émirats arabes unis	1	5	11	18	18	19	5.250
Indonésie	—	11	24	33	36	39	3.180
Océanie	**4**	**8**	**14**	**16**	**21**	**22**	**2.492**
dont : Australie	3	7	11	13	17	18	2.350
Monde	**987**	**1.218**	**1.427**	**1.664**	**1.710**	**1.733**	**145.918**

(1) 1.000 m^3 = 0,9 tep
(2) A partir de 1990, série pour l'Allemagne réunifiée.
(3) Y compris l'ex-RDA jusqu'en 1990.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Pays	1973		1979		1985	1988	1989	*r* 1990	1991	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**552**	**29,4**	**521**	**25,3**	**461**	**483**	**501**	**495**	**516**	**24,1**
dont : États-Unis	515	29,9	477	25,5	413	429	443	439	459	23,7
Canada	37	24,3	44	22,9	48	54	58	56	57	26,8
Amérique latine	**26**	**12,8**	**44**	**15,3**	**67**	**66**	**71**	**78**	**82**	**20,5**
dont : Vénézuela	7	33,0	10	35,7	16	13	15	21	23	**52,1**
Argentine	7	21,2	9	22,9	15	17	19	18	18	42,3
Mexique	9	19,6	18	23,8	25	23	25	28	24	19,0
Europe de l'Ouest	**119**	**10,3**	**180**	**14,5**	**192**	**203**	**214**	**229**	**247**	**17,0**
dont : Union Européenne	116	11,5	174	16,1	184	193	202	215	231	18,0
Pays-Bas	29	45,4	33	47,3	32	30	31	31	34	49,2
Royaume-Uni	25	11,4	40	18,4	47	46	46	47	51	23,3
Allemagne (1)	26	9,8	45	15,9	41	44	47	55	58	16,6
Italie	14	10,9	23	16,0	27	34	37	39	41	26,1
France	**14**	**7,7**	**21**	**10,9**	**25**	**24**	**24**	**25**	**28**	**12,1**
Europe de l'Est (2)	**236**	**19,7**	**363**	**23,6**	**539**	**620**	**635**	**639**	**630**	**39,1**
dont : URSS (ex-)	196	23,0	300	27,5	461	540	555	572	572	43,4
Roumanie	24	52,8	31	50,3	34	32	32	28	22	45,4
Afrique	**3**	**3,8**	**10**	**8,0**	**22**	**25**	**32**	**31**	**32**	**14,9**
dont : Algérie	2	36,5	6	52,4	10	12	16	15	16	10,9
Asie	**33**	**3,9**	**76**	**6,5**	**123**	**171**	**183**	**195**	**204**	**10,6**
dont : Chine	5	1,9	12	2,9	11	12	12	13	13	2,0
Japon	5	1,6	19	5,3	35	38	40	43	46	10,6
Moyen - Orient	17	27,2	32	25,7	51	76	81	84	82	35,0
Iran	8	34,4	11	24,8	12	17	18	22	21	29,9
Émirats arabes unis	1	70,7	3	52,7	9	13	16	15	16	67,9
Océanie	**4**	**5,4**	**8**	**9,8**	**14**	**17**	**17**	**19**	**18**	**17,1**
dont : Australie	3	5,9	7	10,1	11	13	13	15	14	15,6
Monde	**972**	**17,9**	**1.202**	**18,5**	**1.418**	**1.585**	**1.653**	**1.686**	**1.729**	**22,0**

(1) A partir de 1990, série pour l'Allemagne réunifiée.
(2) Y compris l'ex-RDA, jusqu'en 1990.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : Kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	1973	1979	1985	1989	1990	1991
Amérique du Nord	**2.358**	**2.092**	**1.742**	**1.822**	**1.789**	**1.846**
dont : États-Unis	2.428	2.119	1.723	1.782	1.758	1.819
Canada	1.689	1.836	1.917	2.201	2.084	2.100
Amérique latine	**84**	**124**	**165**	**161**	**176**	**182**
dont : Vénézuela	584	769	941	756	1.088	1.158
Argentine	290	334	497	586	543	559
Mexique	160	266	322	299	298	270
Europe de l'Ouest	**313**	**459**	**472**	**517**	**528**	**566**
dont : Union Européenne	374	549	571	619	624	671
Pays-Bas	2.121	2.335	2.233	2.100	2.060	2.285
Royaume-Uni	447	719	823	799	822	867
Allemagne (1)	417	736	667	753	692	723
Italie	260	403	476	640	677	717
France	**260**	**389**	**446**	**436**	**440**	**491**
Europe de l'Est (2)	**622**	**901**	**1.299**	**1.485**	**1.547**	**1.518**
dont : URSS(ex-)	786	1.133	1.660	1.929	1.977	1.966
Roumanie	1.159	1.414	1.512	1.377	1.192	931
Hongrie	350	614	828	885	860	850
Afrique	**9**	**22**	**39**	**51**	**48**	**49**
dont : Algérie	109	329	479	652	586	604
Asie	**15**	**31**	**44**	**61**	**64**	**65**
dont : Chine	6	13	10	11	11	12
Moyen - Orient	230	364	461	639	650	600
Iran	268	284	256	337	404	369
Océanie	**179**	**347**	**583**	**668**	**705**	**681**
dont : Australie	250	479	712	802	866	813
Monde	**248**	**275**	**292**	**318**	**318**	**321**

(1) A partir de 1990, série pour l'Allemagne réunifiée.
(2) Y compris l'ex-RDA, jusqu'en 1989.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	*r* 1990	1991	1992
Europe	**804**	**14.404**	**18.151**	**13.544**	**12.791**	**12.892**
dont : Norvège	—	6.721	8.577	4.826	4.556	4.718
Royaume-Uni	—	5.336	6.998	4.810	4.358	4.116
Pays-Bas	413	1.752	2.176	3.307	3.422	3.660
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**274**	**284**
Amérique	**1.797**	**2.045**	**1.039**	**3.279**	**4.101**	**4.100**
Asie Océanie	**—**	**31**	**267**	**284**	**317**	**292**
Total	**2.656**	**16.555**	**19.543**	**17.382**	**17.483**	**17.568**

K

Industrie et construction

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices trimestriels bruts.
4. Indices de la production industrielle internationale (hors bâtiment).

5A. Résultats des entreprises industrielles (à champ reconstitué) par grands secteurs, en NES 16.

5B. Résultats des entreprises industrielles (à champ reconstitué) par taille d'entreprise.

6. Place de l'investissement industriel par branche.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9 Comparaisons internationales de l'investissement productif.
10. Évolution de la sous-traitance confiée par les entreprises industrielles.
11. Évolution des soldes des investissements par secteur économique.
12. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

En 1994, parmi les pays de l'OCDE, la France est le quatrième producteur industriel — apès les États-Unis, le Japon, l'Allemagne — et le quatrième exportateur industriel mondial. Le volume du commerce mondial augmente fortement, après un ralentissement très marqué en 1993. La reprise en Europe et la croissance américaine expliquent le retour à une forte croissance en 1994.

Les positions acquises à l'étranger par l'industrie française se sont pour l'essentiel renforcées chez nos principaux partenaires, les pays développés de l'OCDE. Ceci est particulièrement vrai pour les investissements au sein de l'Union européenne (63 % des flux entre 1987 et 1993), le meilleur moyen d'accroître rapidement ses parts de marché étant l'achat d'un concurrent étranger. En dehors de l'OCDE, les entreprises françaises se placent essentiellement dans les régions offrant des perspectives de développement, les pays d'Asie en développement rapide et les pays de l'Est, et, dans une moindre mesure, l'Amérique latine. En 1994, le PIB de l'Union européenne à 12 a progressé de 2,7 % et la production industrielle de 4,7 %.

Depuis 1980, le poids de l'industrie française dans l'économie a sensiblement baissé : en terme de valeur ajoutée, sa part dans l'économie est passée de 29,4 % à 23,8 % en 1994. La part de la seule industrie manufacturière est passée de 21,7 % à 16,6 % en 1994. Au sein de l'industrie manufacturière, la part relative des biens intermédiaires et des biens d'équipement a diminué, alors que corrélativement celle du matériel de transport terrestre (incluant l'automobile) et surtout celle des biens de consommation augmentaient.

L'emploi industriel a également nettement diminué : de 1980 à 1994 l'industrie a perdu 1.440.000 emplois dont 1.350.000 pour l'industrie manufacturière. Après une période de reprise de la fin de 1988 à la mi-1991, l'emploi industriel a diminué de nouveau, l'année 1994 ayant seulement marqué un ralentissement de la baisse.

Malgré la montée structurelle du poids des services, l'année 1994 semble avoir marqué le retour de l'industrie comme facteur principal du dynamisme de l'économie. Les branches industrielles ont ainsi contribué pour près de la moitié à la croissance du PIB en 1994.

Les importations de marchandises augmentent le plus fortement (+ 9,2 %). Les importations de produits énergétiques continuent à se réduire (— 4 %). Mais les importations de produits manufacturés (80 % des importations totales) progressent dans toutes les grandes branches d'activités dans un contexte de reconstitution des stocks et de reprise de l'investissement.

L'année 1994 marque également une reprise dynamique des exportations de marchandises (+ 8,9 %). Les exportations de produits manufacturés, qui en couvrent 82 %, augmentent plus fortement encore (+ 11,2 %).

Dans l'ensemble de l'économie, près de 4.000 groupes de toute taille contrôlent près de 30.000 entreprises, soit 1,5 % des 2 millions d'entreprises françaises. Parmi cet ensemble, moins de 10 % sont des grands ou moyens groupes (2.000 et plus d'effectifs salariés) et 67 % sont des micro-groupes (moins de 500 salariés), essentiellement présents dans le commerce et les services. Les grands groupes sont Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Alcatel, Alsthom, Total, Elf-Aquitaine, UAP.

Dans le cadre de l'internationalisation croissante des économies, le mouvement de privatisation est un phénomène mondial : le transfert des activités au secteur privé s'opère dans les pays européens mais touche également l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Europe de l'Est.

La structure de l'industrie française s'est suffisamment modifiée pour donner aux PMI une place majeure dans l'emploi (52 % des postes de travail en 1993 contre 40 % en 1974). Leur place ne cesse de s'accroître. En 1993, les PMI (entreprises industrielles de 20 à 499 salariés) réalisent près de 40 % du chiffre d'affaires total, et emploient plus de la moitié des effectifs des entreprises de 20 salariés et plus. Elles sont très dynamiques à l'exportation et se lancent d'autant plus souvent à l'exportation que leur rythme d'introduction de produits innovants est élevé.

Les grandes entreprises occupent toujours une place dominante dans le tissu industriel national : plus de 56 % des ventes, 60 % des investissements, près de 70 % des exportations.

Les grandes entreprises confient à elles seules, en 1993, 62 % de la sous-traitance industrielle mais leur recours à la sous-traitance, rapporté à la production, n'est guère supérieur à celui des PMI. En moyenne environ quatre entreprises sur cinq utilisent la sous-traitance industrielle.

Les créations et les défaillances d'entreprises restent très sensibles à la conjoncture. L'année 1994, année de reprise de l'économie, a été marquée par un accroissement du nombre des créations nouvelles et une diminution du nombre de défaillances.

Le nombre de salariés de l'industrie concernés par ces défaillances est en nette diminution (un peu moins de 87.000 en 1994 contre plus de 123.000 en 1993). Les entreprises de biens de consommation, en particulier de l'habillement, demeurent particulièrement touchées, de même que les entreprises du travail des métaux et de la mécanique.

2. MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993. Ces nomenclatures remplacent les « Nomenclatures d'activités et de produits » (NAP) de 1973.

Ces nouvelles nomenclatures ont été utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise de 1993 et pour la plupart des enquêtes de branche 1993 ou 1994.

La table de correspondance des nomenclatures utilisées est donnée à la fin du texte du présent chapitre; elle précise la correspondance du code SESSI avec les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF). Celle-ci est présentée dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est la principale source statistique visant à une description complète des structures du système productif.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national de cette enquête réalisée par différents départements ministériels. Il définit le « tronc commun » d'informations qui doit obligatoirement figurer dans les formulaires d'enquête et gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

C'est le Service des statistiques industrielles du ministère de l'Industrie (SESSI) qui réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires du bâtiment et des travaux publics interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, et de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

Les entreprises employant 100 personnes ou plus reçoivent un questionnaire général. Celles employant de 20 à 99 personnes reçoivent un questionnaire simplifié :

— **le questionnaire général** comporte :

- des informations sur l'entreprise :

  — ses caractéristiques générales : forme juridique, modifications de structure, existence de personnel travaillant à domicile, pris en location ou donné en location;

  — le compte de résultat;

  — la liste de ses établissements et pour chacun d'eux, l'effectif annuel moyen;

  — la répartition des ventes — totales et à l'exportation — par activité;

  — la nature des investissements et des cessions au niveau de l'entreprise, le crédit-bail;

  — des caractéristiques diverses (ventilation des achats par produits, opérations de sous-traitance, détail des modifications de structure, investissements anti-pollution, dépenses de publicité).

- des informations sur les établissements :

  — le montant des investissements;

  — les rémunérations;

  — la répartition de l'effectif employé moyen par activité; cet effectif inclut le personnel pris en location et exclut le personnel prêté en location.

— **le questionnaire simplifié** fournit une information moins détaillée sur les établissements : la liste des établissements est complétée par une interrogation sur les effectifs salariés moyens et sur le montant des investissements relatifs à chacun d'entre eux (les rémunérations sont demandées globalement au niveau de l'entreprise).

Les activités déclarées par les entreprises dans l'EAE sont définies par référence à la Nomenclature des activités françaises (NAF) en vigueur depuis le 1er janvier 1993.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE;

— le niveau NAF 90, désigné par un code sur 2 ou 3 positions (2 chiffres et éventuellement une lettre), est défini à partir de regroupements de postes du niveau NAF 700. Il présente 55 rubriques du champ d'enquêtes du SESSI;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre), s'emboîte sur le niveau NAF 90 en 16 postes pour l'industrie;

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres), s'emboîte sur le niveau NAF 40 en 5 postes pour l'industrie.

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI (Service des Statistiques Industrielles du Ministère de l'Industrie) : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique; dans ce cas, la lettre c apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale d'une entreprise industrielle est déterminée à partir des effectifs salariés les plus importants affectés à un niveau d'activité agrégé appelé classe ou niveau 100 de la NAP. Au sein de cette classe, l'activité semi-agrégée la plus importante par les effectifs permet de déterminer l'activité principale de l'entreprise (groupe ou niveau 600). Des règles particulières sont appliquées pour les entreprises ayant à la fois des activités de production industrielle et des activités de commerce ou de service.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprise, correspondant à une même activité, constituent la branche d'activité ou, plus brièvement, la branche.

Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de cession (au niveau agrégé il n'est pas consolidé des facturations internes aux secteurs).

Commerce extérieur

Les données sur le commerce extérieur ne sont pas directement collectées par le ministère de l'Industrie. Les chapitres des statistiques douanières ont été éclatés et leurs constituants regroupés aussi exactement que possible dans les limites des définitions des produits considérés. Cependant, cette approche est assez grossière pour plusieurs raisons. Nous citerons :

— des divergences de nomenclature : la classification douanière est assez différente dans ses principes des classifications des producteurs, ces dernières s'appuyant sur des techniques de fabrication peu maniables pour les douaniers;

— des décalages dans les périodes de comptage;

— des divergences de champ. C'est ainsi que la statistique douanière totalise par exemple le matériel neuf et d'occasion;

— du poids de certains mouvements de caractère spéculatif.

Toutes ces divergences irréductibles doivent inciter le lecteur à interpréter avec prudence les résultats obtenus.

Effectif

Il est appréhendé de deux manières :

— un effectif salarié en fin de période (31 décembre);

— un effectif moyen employé, calculé pour les entreprises employant au moins 20 personnes; il est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé pour les entreprises employant au moins 100 personnes du solde des effectifs pris en location et prêtés en location. La notion d'effectif moyen employé s'appuie sur la norme comptable adoptée dans le cadre du plan comptable de 1982 et modifié en 1986.

C'est l'effectif employé qui est utilisé pour l'élaboration des moyennes (valeur ajoutée ou chiffre d'affaires par personne).

Emploi intérieur

Il comprend toutes les personnes (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'un concept élaboré dans le cadre de la comptabilité nationale. Avec cette notion, on aboutit à une évaluation de la population active différente de celle de l'enquête emploi (voir chapitre C.01 : « Population active, emploi »).

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et/ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes. Elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises; leur ventilation est de plus présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » de ce présent annuaire.

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 20 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation de l'étranger supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 20 et 50 %. Au-dessous de 20 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

C'est la mesure de la rentablité de l'entreprise avant impôt. Il prend en compte la dépréciation du capital. Le résultat net comptable avant impôt est égal à la capacité d'autofinancement plus les impôts sur les bénéfices moins les dotations aux amortissements.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

C'est l'opération par laquelle une entreprise (donneur d'ordres) confie à une autre (preneur d'ordres) le soin

d'éxécuter pour elle et selon un certain cahier des charges préétabli une partie des actes de production ou de services dont elle conserve la responsabilité économique finale.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, Direction de la construction;

— INSEE.

Publications :

— Ministère de l'Industrie :

Le *Bulletin mensuel de statistique industrielle,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« Les structures industrielles françaises (jusqu'en 1973) », enquête annuelle. Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« La situation de l'industrie » (à partir de 1974), *Enquête annuelle d'entreprise,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« L'industrie française », annuel, chiffres-clés, SESSI;

« Le recours à la sous-traitance industrielle », *SESSI-statistiques,* octobre 1995.

« La contrefaçon dans l'industrie », *SESSI-statistiques,* février 1995.

« L'implantation étrangère dans l'industrie », *SESSI-statistiques,* octobre 1995.

« Les marchés de l'environnement », *SESSI-Études,* décembre 1994.

« La plasturgie », *SESSI-Études,* juin 1995.

« Les chiffres-clés des PMI », juin 1995.

« L'industrie dans les régions », SESSI, 1994-1995.

« Uruguay Round : un impact positif sur l'industrie française », le « 4 pages » du SESSI, n° 30, février 1994;

« Le constat des entreprises industrielles. 1993 : l'étiage avant la reprise », le « 4 pages » du SESSI, n° 38, juillet 1994;

« Les consommations d'énergie dans l'industrie », le « 4 pages » du SESSI, n° 39, août 1994.

« La contrefaçon dans l'industrie. 300.000 emplois détruits ». Le « 4 pages » du SESSI, n° 42, octobre 1994.

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation :

Statistique agricole (annuaire, annuaire abrégé, bulletin bimestriel), Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

« Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires » enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports :

Statistique de la construction, bulletin mensuel, Direction de la construction.

— INSEE :

« Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* n° 271-272 de janvier-février 1994.

« Les indices de la production industrielle (base 1980), présentation et résultats 1980-1986 », supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, n° 6 de juin 1987.

« Les indices de la production industrielle (base 1985), présentation et résultats 1980 à 1989 », supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, n° 10 d'octobre 1990.

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État », *INSEE-Résultats,* série système productif, n° 47 d'avril 1992.

« Les comptes de l'industrie en 1990 », *INSEE-Résultats,* série économie générale, n^{os} 40, 41.

« Biens intermédiaires, biens d'équipement professionnel, bilan des années 1978 à 1988 », *INSEE-Résultats,* série système productif, n^{os} 21, 22 de janvier 1990.

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991.

« Les premiers résultats de l'enquête annuelle d'entreprise », le « 4 pages » du SESSI, n° 8 de juillet 1992.

« Les PME en 1991 : le ralentissement », *INSEE-Première,* n° 214, juillet 1992.

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992.

« La poussée des PMI en Europe et l'exception allemande », *INSEE-Première,* n° 246, février 1993.

« Les petites entreprises industrielles en 1991 », *INSEE-Première,* n° 258, mai 1993.

« L'industrie en 1992 : croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993.

« Les comptes de l'industrie de 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

La France et ses régions, INSEE, 1993 (bisannuel).
« L'industrie en 1993 », *INSEE-Première,* n° 319, mai 1994.
« Les industries agro-alimentaires en 1993 », *INSEE-Première,* n° 328, juin 1994.
« L'industrie manufacturière en 1994 », *INSEE-Première,* n° 386, juin 1995.
« Recul des défaillances d'entreprises en 1994 », *INSEE-Première,* n° 416, décembre 1995.
« L'organisation de la production dans l'industrie. Des changements profonds », le « 4 pages » du SESSI, n° 43, janvier 1995.
« L'industrie pour l'emploi », le « 4 pages » du SESSI, n° 45, mars 1995.
« L'innovation technologique dans l'industrie », le « 4 pages » du SESSI, n° 46, avril 1995.
« La production industrielle en 1994. La croissance retrouvée », le « 4 pages » du SESSI, n° 47, avril 1995.
« Les échanges internes aux groupes industriels », le « 4 pages » du SESSI, juin 1995.
« Les premiers résultats de l'enquête annuelle d'entreprise. L'industrie en 1994 : une reprise par l'exportation », le « 4 pages » du SESSI, n° 51, juillet 1995.

* *

REMARQUES AUX LECTEURS

Dans un souci de simplification, les titres des tableaux figurant dans la liste présentée en première page des chapitres K.02 à K.11 ont été conservés bien que la prise en compte de la NAF aurait impliqué de nouveaux libellés.

Ceci s'applique seulement aux tableaux qui portent sur les données de l'enquête annuelle d'entreprise 1993 dans lesquels le code NAF a été précisé.

Par ailleurs, les tableaux des enquêtes de branche ont été dédoublés dans la plupart des cas :

— tableaux A en NAP (sur plusieurs années);
— tableaux B en NAF (pour la dernière année disponible, 1993 ou 1994).

Les libellés de ces tableaux sont annoncés conformément à l'appellation de la NAP.

TABLE DE CORRESPONDANCE DES NOMENCLATURES

	Référence à la NAF « SESSI »	Divisions ou groupes de la NAF
10Z	Extraction de houille, lignite, tourbe et minerais d'uranium	10 et 12
11	Extraction d'hydrocarbures; services annexes	11
13	Extraction de minerais métalliques	13
14	Extraction de produits de carrières et minéraux divers	14
17A	Filature et tissage	17.1 à 17.3
17B	Fabrication d'articles textiles	17.4 et 17.5
17C	Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	17.6 et 17.7
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	18
19	Industrie du cuir et de la chaussure	19
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois non compris le sciage et rabotage du bois : 201A	20
21	Industrie du papier et du carton	21
22	Édition, imprimerie, reproduction	22
23A	Cokéfaction et industrie nucléaire	23.1 et 23.3
23B	Raffinage de pétrole	23.2
24A	Industrie chimique de base, fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	24.1 et 24.7
24B	Parachimie	24.2, 24.3 et 24.6
24C	Industrie pharmaceutique	24.4
24D	Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	24.5
25A	Industrie du caoutchouc	25.1
25B	Transformation des matières plastiques	25.2
26A	Fabrication de verre et d'articles en verre	26.1
26B	Fabrication de carreaux et autres produits en céramique	26.2 et 26.3
26C	Fabrication de matériaux de construction	26.4 à 26.8
27A	Sidérurgie et première transformation de l'acier	27.1 à 27.3
27B	Production de métaux non ferreux	27.4
27C	Fonderie	27.5
28A	Fabrication d'éléments en métal pour la construction	28.1
28B	Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	28.2 et 28.3
28C	Services industriels du travail des métaux	28.4 et 28.5
28D	Fabrication de produits métalliques	28.6 et 28.7
29A	Fabrication d'équipements mécaniques	29.1
29B	Fabrication de machines d'usage général	29.2
29C	Fabrication de machines agricoles	29.3
29D	Fabrication de machines-outils	29.4
29E	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	29.5
29F	Fabrication d'armes et de munitions non compris l'armement : 296A	29.6
29G	Fabrication d'appareils domestiques	29.7
30	Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30
31A	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	31.1
31B	Fabrication de matériel électrique	31.2 à 31.6
32A	Fabrication de composants électroniques	32.1
32B	Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	32.2
32C	Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction du son et de l'image	32.3
33A	Fabrication de matériel médicochirurgical, de mesure et de contrôle	33.1 à 33.3
33B	Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	33.4 et 33.5
34	Industrie automobile	34
35A	Construction navale	35.1
35B	Construction de matériel ferroviaire roulant	35.2
35C	Construction aéronautique et spatiale	35.3
35D	Fabrication de cycles, motocycles et de matériels de transport (non compté ailleurs)	35.4 et 35.5
36A	Fabrication de meubles	36.1
36B	Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	36.2 et 36.3
36C	Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	36.4 à 36.6
40	Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	40
41	Captage, traitement et distribution d'eau	41

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Unités : Valeur ajoutée : milliard de francs courants
Emploi : millier de personnes

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation)

Branche (en NAP)	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	* *r* 1992	* *r* 1993	* 1994
VALEUR AJOUTÉE BRUTE								
Industrie	**931,7**	**1.015,0**	**1.084,3**	**1.140,6**	**1.143,1**	**1.154,5**	**1.095,9**	**1.132,9**
Biens intermédiaires	316,0	356,2	387,2	396,0	392,8	390,6	360,5	383,1
Biens d'équipement professionnel	268,6	290,0	311,0	331,6	335,6	330,1	307,2	303,8
Biens d'équipement ménager	11,3	11,6	11,1	11,7	12,2	12,4	11,8	10,9
Matériels de transport terrestre	88,4	100,0	108,0	110,4	105,2	109,9	100,9	117,6
Biens de consommation courante	247,4	257,2	267,0	290,9	297,3	311,5	315,5	317,5
Industries agricoles et alimentaires	143,7	154,7	170,3	178,9	184,0	190,4	198,8	198,7
Énergie	225,3	229,7	230,0	243,5	267,6	279,5	288,8	291,3
Bâtiment, génie civil et agricole	278,1	309,6	320,6	335,8	357,5	357,0	344,0	335,1
Agriculture, sylviculture et pêche	189,0	191,3	215,3	221,9	204,7	198,3	165,0	177,2
Transports et télécommunications	322,4	335,0	357,5	378,5	397,4	417,5	414,8	427,5
Autres (1)	2.788,2	3.009,8	3.268,1	3.481,8	3.695,2	3.881,8	4.050,0	4.260,0
Total	**4.878,4**	**5.245,1**	**5.646,1**	**5.981,0**	**6.249,5**	**6.479,0**	**6.557,3**	**6.822,7**
EMPLOI INTÉRIEUR								
Industrie	**4.009,4**	**3.947,6**	**3.973,9**	**4.008,8**	**3.942,8**	**3.799,3**	**3.606,1**	**3.503,7**
Biens intermédiaires	1.232,9	1.222,2	1.244,8	1.260,7	1.241,5	1.190,3	1.128,3	1.101,2
Biens d'équipement professionnel	1.092,7	1.071,8	1.079,5	1.098,8	1.095,1	1.057,4	999,2	965,0
Biens d'équipement ménager	63,1	61,8	59,7	58,4	56,5	53,4	50,2	49,0
Matériels de transport terrestre	397,9	387,6	387,8	389,5	383,1	377,2	367,7	358,1
Biens de consommation courante	1.222,8	1.204,2	1.202,1	1.201,4	1.166,6	1.121,0	1.060,7	1.030,4
Industries agricoles et alimentaires	595,0	591,4	590,0	584,7	576,1	568,1	557,2	551,3
Énergie	261,0	253,3	246,5	239,5	233,2	228,9	225,5	222,6
Bâtiment, génie civil et agricole	1.588,4	1.612,3	1.649,5	1.662,2	1.651,4	1.594,3	1.515,6	1.471,8
Agriculture, sylviculture et pêche	1.438,5	1.382,1	1.322,7	1.262,1	1.208,6	1.160,0	1.107,5	1.055,2
Transports et télécommunications	1.256,1	1.268,0	1.274,9	1.292,0	1.300,3	1.292,1	1.276,1	1.267,5
Autres (1)	12.614,9	12.902,4	12.188,8	13.428,2	13.589,1	13.695,6	13.815,7	14.055,2
Total	**21.763,3**	**21.957,1**	**21.246,3**	**22.477,5**	**22.501,5**	**22.338,3**	**22.103,7**	**22.127,3**

* Ces années sont susceptibles de révision.

(1) Branches : commerce, locations immobilières, services marchands, services d'assurances, services des organismes financiers et services non marchands.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1993

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Référence à la NAF (2)	Nombre d'entreprises	Effectifs employés	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	10Z et 11	20	24,6	21.249,1	5.007,0	1.256,5	— 1.064,8
Cokéfaction et industrie nucléaire	23A	8	12,4	22.470,4	6.746,8	7.269,7	— 344,1
Raffinage de pétrole	23B	46	20,9	210.569,6	19.390,1	5.072,4	1.161,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	40	86	164,1	260.127,9	17.571,8	43.671,1	36.315,5
Captage, traitement et distribution d'eau	41	78	31,9	42.098,0	372,5	2.317,5	2.403,2
Total Énergie		**238**	**253,9**	**556.515,0**	**49.088,2**	**59.587,2**	**38.470,9**
Extraction de minerais métalliques	13	6	0,8	464,2	161,6	79,9	— 27,4
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	14	346	25,3	21.092,2	2.196,6	1.584,7	707,8
Filature et tissage	17A	732	60,4	45.046,3	15.430,7	1.412,6	966,5
Fabrication d'articles textiles	17B	519	40,0	27.607,9	6.804,6	1.179,9	1.332,0
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	17C	295	28,4	16.354,1	2.888,8	422,4	684,5
Industrie de l'habillement et des fourrures	18	1.913	121,4	65.646,4	14.395,7	1.255,5	2.759,8
Industrie du cuir et de la chaussure	19	517	51,6	27.501,3	7.175,6	625,3	1.365,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (3)	20	686	43,2	31.066,0	4.264,9	1.001,4	1.188,1
Industrie du papier et du carton	21	655	95,2	95.161,4	24.511,7	4.265,2	425,7
Édition, imprimerie, reproduction	22	1.931	148,5	139.151,4	9.001,5	3.260,5	5.648,5
Industrie chimique de base, fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	24A	253	78,9	143.355,9	63.151,4	7.271,9	— 762,3
Parachimie	24B	366	57,8	75.209,0	23.539,2	3.186,6	3.428,7
Industrie pharmaceutique	24C	308	92,6	148.542,8	28.392,5	5.911,3	13.152,5
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	24D	261	50,5	85.519,4	25.690,8	2.230,1	5.506,0
Industrie du caoutchouc	25A	165	71,3	43.215,9	18.428,8	1.570,8	1.211,1
Transformation des matières plastiques	25B	1.199	115,0	85.899,2	15.037,2	4.303,0	4.203,8
Fabrication de verre et d'articles en verre	26A	207	50,6	36.001,7	11.709,8	1.658,6	2.134,1
Fabrication de carreaux et autres produits en céramique	26B	165	23,7	12.315,1	4.382,8	478,2	408,8
Fabrication de matériaux de construction	26C	618	60,8	62.601,7	6.022,0	2.633,4	4.955,7
Sidérurgie et première transformation de l'acier	27A	125	72,4	82.829,0	38.662,9	3.534,0	— 1.721,9
Production de métaux non ferreux	27B	98	26,7	42.050,9	18.990,4	1.148,8	— 556,9
Fonderie	27C	254	34,8	16.146,5	3.704,6	550,9	81,1
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	28A	547	35,7	26.429,3	2.837,5	747,1	500,2
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	28B	1.069	78,3	49.631,4	8.913,6	1.307,8	2.751,3
Services industriels du travail des métaux	28C	1.877	99,9	52.252,7	6.366,0	2.562,3	880,6
Fabrication de produits métalliques	28D	903	88,0	57.690,7	10.985,8	2.245,2	2.231,9
Fabrication d'équipements mécaniques	29A	385	62,1	49.938,8	21.544,1	1.568,5	1.486,6
Fabrication de machines d'usage général	29B	813	85,4	64.910,2	18.673,5	1.138,7	2.155,4
Fabrication de machines agricoles	29C	201	15,4	13.503,6	3.898,0	342,6	434,5
Fabrication de machines-outils	29D	185	15,6	10.717,3	3.167,2	191,4	111,9
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	29E	747	59,8	47.965,6	22.159,2	946,3	892,3
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	29F	11	0,6	473,1	119,5	8,7	32,7
Fabrication d'appareils domestiques	29G	77	32,4	25.181,0	8.690,2	1.174,1	756,6
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30	74	46,2	69.804,3	28.538,2	3.077,2	— 3.194,4
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	31A	181	25,4	17.187,8	5.473,0	454,1	597,0
Fabrication de matériel électrique	31B	582	128,1	106.823,2	33.249,9	4.295,1	5.445,9
Fabrication de composants électroniques	32A	266	38,0	27.983,4	11.308,7	2.272,0	607,8
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	32B	174	53,1	50.809,6	13.293,0	1.786,2	1.913,1
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	32C	47	13,9	22.704,9	8.712,4	524,5	194,6
Fabrication de matériel médicochirurgical, de mesure et de contrôle	33A	719	103,1	83.622,5	26.712,3	2.366,9	4.061,6
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, horlogerie	33B	190	19,9	10.881,2	3.783,1	373,4	466,3
Industrie automobile	34	540	302,3	413.939,7	156.424,2	18.849,3	— 2.681,0
Construction navale	35A	108	15,0	7.795,9	4.167,2	293,1	— 24,5
Construction de matériel ferroviaire roulant	35B	41	18,3	14.543,0	3.406,2	397,0	508,8
Construction aéronautique et spatiale	35C	92	88,9	87.532,5	41.562,2	2.316,9	676,7
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	35D	56	8,7	5.873,0	2.354,1	221,2	— 5,8
Fabrication de meubles	36A	759	76,9	49.032,0	6.664,2	1.427,1	2.373,3
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	36B	118	9,5	6.053,1	1.941,5	113,5	271,8
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	36C	355	30,5	22.753,7	8.081,4	747,6	1.521,7
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22.736**	**2.900,9**	**2.698.811,8**	**807.570,3**	**101.312,8**	**72.058,1**
Total Industrie y compris Énergie, hors IAA		**22.974**	**3.154,8**	**3.255.326,8**	**856.658,5**	**160.900,0**	**110.529,0**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1993

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Référence à la NAF (2)	Nombre d'entreprises	Effectifs employés	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie des viandes	15.1	990	101,9	152.290,3	16.146,0	3.971,9	2.848,5
Industrie du poisson	15.2	126	14,0	15.014,9	1.497,3	462,5	478,1
Industrie des fruits et légumes	15.3	132	20,4	25.289,2	3.468,7	996,0	1.221,7
Industrie des corps gras	15.4	25	4,8	12.269,8	1.353,2	249,1	201,5
Industrie laitière	15.5	302	59,8	126.500,2	16.094,1	3.951,3	3.485,1
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	97	10,4	24.284,9	9.174,2	1.005,5	1.110,4
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	215	17,1	48.541,0	5.207,3	1.188,4	1.473,7
Autres industries alimentaires	15.8	698	88,5	124.924,6	23.543,6	5.286,2	10.308,4
Industrie des boissons	15.9	272	41,5	83.055,7	23.401,1	3.412,8	7.702,8
Sciage, rabotage et imprégnation du bois	20.1	263	10,5	7.330,7	1.332,2	375,9	152,5
Entreposage frigorifique	63.1D	41	5,3	3.190,2	129,0	213,3	205,8
Total IAA		**3.161**	**374,2**	**622.691,5**	**101.346,7**	**21.112,9**	**29.188,5**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**26.135**	**3.529,0**	**3.878.018,3**	**958.005,2**	**182.012,9**	**139.717,5**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Industrie et du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.
(2) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF. Pour les IAA, la nomenclature est exprimée dans les niveaux 220 et 700 de la NAF, présentée en début d'ouvrage.
(3) Non compris le sciage et le rabotage du bois.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices trimestriels bruts

Pondération : valeur ajoutée 1985 de la branche

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1985

Intitulé	Branche	Pondération	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Industrie (non compris bâtiment et génie civil)	///	***r* 847.035**	**107,8**	**112,1**	**114,3**	**114,1**	***r* 113,0**	**109,0**	**113,3**
Industrie (y compris bâtiment et génie civil)	///	***r* 978.711**	**109,3**	**113,7**	**116,0**	***r* 116,2**	**115,0**	**110,9**	**114,7**
Niveau 15									
Industries agricoles et alimentaires	U 02	81.164	106,0	108,2	*r* 112,3	*r* 113,4	*r* 114,8	116,1	116,4
Énergie	U 03	140.975	105,9	108,5	110,4	118,9	119,7	121,9	121,4
Biens intermédiaires	U 04	225.753	109,9	114,6	*r* 115,4	113,0	*r* 112,6	106,2	114,1
Biens d'équipement professionnel	U 05A	*r* 204.464	106,6	111,6	116,2	113,7	107,6	101,5	103,8
Construction automobile, équipement ménager	U 05B,C	62.548	121,2	129,8	129,1	126,9	130,2	116,9	131,7
Biens de consommation courante	U 06	*r* 132.131	102,8	106,5	107,9	*r* 106,1	*r* 106,1	103,7	107,9
Bâtiment, génie civil et agricole	U 07	131.676	118,9	124,3	127,4	129,5	128,2	123,3	123,6
Niveau 40									
Viandes et produits laitiers	T 02	32.582	106,8	108,4	*r* 112,0	*r* 115,6	*r* 117,5	119,4	121,3
Autres produits agricoles et alimentaires	T 03	48.582	105,5	108,1	*r* 112,5	112,0	113,0	113,9	113,1
Combustibles minéraux solides - Coke	T 04	11.665	81,0	79,7	75,1	71,4	*r* 65,7	61,0	53,5
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	21.974	91,7	89,7	88,5	92,5	89,8	92,6	91,5
Electricité, gaz et eau	T 06	107.336	111,5	115,4	118,8	129,4	131,7	134,4	134,9
Minerais et métaux ferreux. 1re transformation des métaux	T 07	26.844	99,8	100,7	97,8	94,1	89,8	81,9	90,8
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	10.559	108,6	111,6	113,0	110,7	112,6	104,5	110,9
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	23.546	111,8	113,0	114,7	111,5	102,2	94,4	101,8
Produits de l'industrie du verre	T 10	11.470	100,6	103,2	108,9	107,9	108,2	102,6	109,8
Produits chimiques de base - Fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	39.890	109,6	113,5	111,0	111,5	117,1	116,7	125,3
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	38.968	111,7	122,2	128,3	132,9	141,0	145,3	152,6
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	62.351	109,6	117,1	117,7	112,4	*r* 109,1	99,4	107,7
Produits de la mécanique	T 14	*r* 77.401	107,4	114,3	*r* 119,5	*r* 113,3	106,8	99,1	104,6
Matériel électrique et matériel électronique professionnel	T 15A	86.895	104,2	106,3	111,3	107,6	104,3	100,3	100,0
Matériel électrique et électronique ménager	T 15B	9.497	114,6	121,3	129,5	139,8	143,0	138,4	146,9
Matériels de transport terrestre	T 16	53.051	122,4	131,3	129,0	124,6	127,9	113,1	128,9
Construction navale, aéronautique et matériel de l'armement	T 17	40.168	110,0	117,7	120,6	127,8	116,4	108,8	110,3
Produits textiles et d'habillement	T 18	*r* 49.437	89,4	87,3	83,9	79,2	*r* 76,2	70,3	71,7
Cuirs et chaussures	T 19	8.769	80,9	81,5	82,9	78,0	74,2	70,0	68,5
Bois, meuble	T 20	16.159	111,8	116,9	118,4	116,9	*r* 111,9	106,5	109,9
Papier-Carton	T 21	18.590	114,5	119,3	122,3	126,2	132,6	129,1	137,0
Imprimerie-Presse	T 22	18.798	124,2	130,4	135,6	129,7	127,3	124,2	126,9
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	32.503	119,2	126,0	130,2	127,7	130,0	123,6	130,3

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle internationale (hors bâtiment) (1)

Source : Eurostat

Base 100 en 1985

Pays	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Union Européenne à 12	**113,6**	**115,7**	**115,5**	**114,5**	**110,7**
Allemagne	113,1	118,7	122,5	121,2	112,0
Espagne	116,1	116,2	115,3	112,0	106,9
France	**112,1**	**114,2**	**114,2**	**112,9**	**108,6**
Italie	118,7	117,9	115,4	113,6	110,7
Royaume-Uni	109,6	109,3	104,9	104,5	107,0
Belgique	112,7	117,7	115,3	115,3	109,2
Danemark	107,3	107,8	110,2	112,0	108,9
Grèce	105,3	103,3	101,7	100,7	97,9
Irlande	137,3	143,8	148,5	162,0	171,3
Luxembourg	118,7	118,1	118,6	117,6	113,9
Pays-Bas	107,9	110,1	113,2	113,0	112,0
Portugal	124,1	135,3	135,1	132,1	126,0
États-Unis	112,3	112,3	110,2	112,8	117,5
Japon	120,3	125,4	127,7	120,4	115,3

(1) Ce tableau a été révisé d'après l'édition 1995 «Statistiques de base de la Communauté» d'EUROSTAT, chapitre 4 «Énergie et Industrie» tableau 4.1 .

TABLEAU K.01-5 A

Résultats des entreprises industrielles (à champ reconstitué) par grands secteurs, en NES 16 (1)

Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - enquête EAE)

%

	Industries des biens intermédiaires EF	Industries des biens d'équipement EE	Industrie automobile ED	Industries des biens de consommation EC	Industrie EF à EC
Valeur ajoutée hors taxe / Chiffre d'affaires hors taxes					
VAHT / CAHT :					
1993	33,2	36,3	20,4	33,7	32,0
1992	33,5	36,8	22,3	33,3	32,4
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT					
1993	21,3	13,4	19,1	27,9	20,6
1992	24,8	17,4	31,0	27,4	24,1
Frais financiers / Excédent brut d'exploitation					
FRAIS FIN. / EBE :					
1993	43,1	54,1	44,6	21,8	38,3
1992	38,4	38,9	23,0	23,9	32,7
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1993	3,0	2,6	1,7	2,1	2,5
1992	3,2	2,5	1,6	2,2	2,6
Capacité d'autofinancement / Valeur ajoutée hors taxes					
CAF / VAHT :					
1993	10,1	5,5	15,6	17,0	11,1
1992	13,9	9,7	26,6	15,5	14,5
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1993	— 0,5	— 1,0	— 3,0	3,1	— 0,2
1992	0,7	— 0,3	— 0,1	2,9	1,2

(1) Cf. la nouvelle nomenclature présentée dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-5 B

Résultats des entreprises industrielles (à champ reconstitué) par taille d'entreprise

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - enquête EAE) %

Taille	20-49 salariés	50-99 salariés	100-199 salariés	200-499 salariés	PMI (1)	Grandes entreprises (2)	Industrie (3)
Valeur ajoutée hors taxe / Chiffre d'affaires hors taxes							
VAHT / CAHT :							
1993	39,6	37,7	34,8	33,7	36,1	29,8	32,0
1992	39,6	37,4	34,9	33,4	35,9	30,5	32,4
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes							
EBE / VAHT							
1993	17,9	20,3	20,1	23,1	20,6	20,2	20,6
1992	19,4	21,5	22,5	25,2	22,4	25,1	24,1
Frais financiers / Excédent brut d'exploitation							
FRAIS FIN. / EBE :							
1993	26,7	28,0	36,0	30,6	30,4	45,8	38,3
1992	25,7	27,5	34,2	30,0	29,5	35,4	32,7
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes							
FRAIS FIN. / CAHT :							
1993	1,9	2,1	2,5	2,4	2,3	2,8	2,5
1992	2,0	2,2	2,7	2,5	2,4	2,7	2,6
Capacité d'autofinancement / Valeur ajoutée hors taxes							
CAF / VAHT :							
1993	9,8	11,4	9,4	11,2	10,5	11,3	11,1
1992	11,2	11,7	11,2	13,4	12,0	16,5	14,5
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes							
RNC / CAHT :							
1993	1,47	0,91	— 0,01	— 0,09	0,47	— 0,79	— 0,17
1992	1,78	1,20	— 0,04	— 1,33	0,15	0,45	1,24

(1) Entreprises de 20 à 499 salariés.
(2) Entreprises de 500 salariés et plus.
(3) Industrie hors énergie, y compris les hors-tranches.

TABLEAU K.01-6

Place de l'investissement industriel par branche

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) *Unité :* Milliard de francs courants

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
FBCF Totale (1)	**1.391,4**	**1.436,9**	**1.401,9**	**1.319,2**	**1.338,0**
FBCF Productive (2)	805,8	833,1	797,9	734,8	735,1
FBCF Industrielle (3)	224,8	222,7	219,3	176,6	175,1
Industries agro-alimentaires	32,6	35,1	40,5	27,9	26,4
Industries des biens intermédiaires	82,4	79,8	75,6	61,0	60,2
Industries des biens d'équipement	71,6	70,3	69,0	57,7	57,9
Industries des biens de consommation courante	38,2	37,5	34,2	30,0	30,6

(1) FBCF : Formation brute de capital fixe.
(2) FBCF productive = FBCF totale - FBCF (ménages hors Entreprises Individuelles, Administrations publiques et Administrations privées)
(3) Hors énergie.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36 (1)

Investissement / Valeur ajoutée hors taxe, (en %)

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - enquête EAE)

	N° de la NES	1990	1991	1992	1993
Habillement, cuir	C1	6,2	5,7	6,1	5,7
Édition, imprimerie, reproduction	C2	9,3	7,7	6,8	6,0
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	12,4	11,1	12,0	11,2
Industrie des équipements du foyer	C4	11,7	12,2	11,7	9,5
Industrie automobile	D0	25,9	24,7	25,2	24,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	13,6	14,8	11,6	8,0
Industries des équipements mécaniques	E2	9,7	9,0	7,7	6,4
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	10,7	10,5	9,4	9,4
Industries des produits minéraux	F1	17,4	14,7	14,4	12,1
Industrie textile	F2	14,0	12,6	12,3	10,4
Industries du bois et du papier	F3	24,9	21,7	23,6	13,9
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	22,4	19,8	18,2	15,2
Métallurgie et transformation des métaux	F5	16,7	17,4	13,9	12,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	15,2	15,4	14,1	13,1
Ensemble		**17,1**	**16,2**	**15,6**	**14,2**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois en début d'ouvrage.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Crédit national

	Unités	1974	1980	1985	*r* 1990	*r* 1991	1992	1993
Investissement matériel	Md de francs courants	168	334	477	766	789	769	715
Investissement immatériel (2)	»	36	87	185	361	376	400	399
Investissement total (1)	»	204	421	663	1.127	1.166	1.169	1.114
Valeur ajoutée	»	928	1.928	3.139	4.450	4.614	4.719	4.660
Investissement matériel / valeur ajoutée	%	18,1	17,3	15,2	17,2	17,1	16,3	15,4
Investissement immatériel / valeur ajoutée	»	3,8	4,5	5,9	8,1	8,2	8,5	8,6
Investissement immatériel / investissement matériel	»	21,2	25,9	38,8	47,1	47,7	52,0	55,7
Recherche et développement / investissement matériel	»	8,0	9,2	13,0	12,4	12,7	13,8	15,0
Achat de brevets et licences / investissement matériel	»	1,0	1,3	1,8	1,5	1,6	1,8	2,0
Formation / investissement matériel	»	2,5	2,8	4,6	5,1	4,9	5,2	5,9
Dépenses de publicité / investissement matériel	»	5,8	6,1	8,4	15,6	15,3	16,7	17,5
Investissement commercial à l'étranger / investissement matériel	»	0,5	0,5	0,2	1,0	1,0	1,3	1,2
Logiciels / investissement matériel	»	3,2	6,0	10,8	11,5	12,2	13,3	14,1

(1) Investissement total au sens large : investissement matériel + investissement immatériel.
(2) La série des investissements immatériels n'est pas homogène. En 1992, une légère rupture de série est enregistrée dans les dépenses de recherche-développement. Plus important, le changement de méthode de calcul de dépenses de publicité en 1990 a fortement accru leur niveau.

TABLEAU K.01-9

Comparaisons internationales de l'investissement productif (1)

Indices de volume

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Base 100 en 1980

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
France	**108,0**	**118,4**	**128,5**	**134,6**	**135,1**	**128,8**	**119,6**	**119,4**
Allemagne (2)	108,4	114,4	122,9	135,3	145,0	146,5	133,0	133,8
Italie	100,5	112,6	118,9	125,3	125,0	123,7	100,7	100,6
États-Unis	113,7	121,2	123,3	124,8	117,7	120,0	135,0	153,5
Japon	149,2	171,2	199,7	222,4	237,1	226,0	204,9	186,9
Royaume-Uni	153,8	181,2	192,4	186,1	168,4	159,8	158,7	159,2

(1) Formation brute de capital fixe (FBCF) du secteur privé, hors logement.
(2) L'investissement productif pour cette série, est donné pour l'ex-Allemagne de l'Ouest .

TABLEAU K.01-10

Évolution de la sous-traitance confiée par les entreprises industrielles (1)

Entreprises de 20 salariés et plus

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Unité : Milliard de francs

	1974	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Sous-traitance	42,8	107,7	188,2	202,5	214,4	233,0	264,8	291,5	305,2	305,6	290,6
Sous-traitance / ventes (%)	5,1	6,4	7,1	7,7	7,9	7,9	8,2	8,7	8,9	8,9	8,9

(1) Y compris l'énergie.

TABLEAU K.01-11

Évolution des soldes des investissements (1) par secteur économique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (Direction de la Balance des Paiements)

Unité : Million de francs

Secteur	Investissements français à l'étranger				Investissements étrangers en France			
	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994
Agriculture	— 136	— 97	— 29	39	70	44	126	124
Énergie	— 3.550	— 4.661	— 7.801	— 8.850	— 65	2.032	172	— 142
Produits manufacturés	— 45.091	— 36.189	— 17.376	— 20.284	23.950	25.955	15.152	13.981
Bâtiment et génie civil	— 2.735	— 1.279	— 2.118	— 1.624	— 498	246	132	202
Services marchands	— 34.439	— 43.939	— 29.085	— 20.545	19.359	31.829	29.976	26.412
Services non marchands	— 17	— 41	— 90	— 8	— 20	7	25	— 21
Opérations immobilières	— 1.212	— 1.034	— 687	— 1.024	7.215	9.601	8.164	8.325
Holdings	— 26.949	— 10.751	— 11.087	— 7.466	11.359	13.456	14.449	10.573
Indéterminés	— 1.552	— 1.441	— 670	— 647	1.292	1.117	1.125	1.517
Total	— 115.681	— 99.432	— 68.943	— 60.409	62.662	84.287	69.321	60.971

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

TABLEAU K.01-12

Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité

Entreprises de 20 salariés et plus

1er janvier 1993

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (Direction du Trésor)
Ministère de l'Industrie (SESSI)

Secteur	N° de la NAP	Nombre	Effectifs (milliers de pers.)	Indice de pénétration	CAHT (1) (millions de francs)	Indice de pénétration	Investissement (millions de francs)	Indice de pénétration	VAHT (2) (millions de francs)	Indice de pénétration
Sidérurgie	10	11	5	10,4	5.035	8,0	225	7,4	1.192	7,2
Première transformation de l'acier	11	18	4	12,7	4.200	17,4	134	14,2	1.100	15,9
Extraction et préparation de minerais non ferreux	12	1	c	c	c	c	c	c	c	c
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	13	38	11	24,0	18.641	23,9	494	6,2	3.438	17,4
Production de minéraux divers	14	12	2	23,4	2.453	35,4	212	35,0	1.021	32,7
Production de matériaux de construction et de céramique	15	130	23	21,1	23.246	23,4	1.447	23,7	8.170	21,2
Industrie du verre	16	36	10	16,0	6.907	16,4	334	16,5	2.692	14,3
Industrie chimique de base	17	132	39	38,7	81.334	45,1	5.244	44,8	22.183	44,1
Parachimie	18	187	52	46,7	83.338	54,1	3.472	55,4	22.533	51,1
Industrie pharmaceutique	19	108	45	54,8	70.876	57,8	2.434	63,7	21.661	59,0
Fonderie	20	23	6	13,4	3.236	12,3	151	11,6	1.428	12,5
Travail des métaux	21	217	37	13,0	24.406	14,4	1.173	14,9	9.413	13,3
Fabrication de machines agricoles	22	26	5	26,7	5.397	31,9	99	27,7	1.571	32,7
Fabrication de machines-outils	23	82	12	34,2	7.561	35,2	187	32,1	2.930	33,0
Production d'équipement industriel	24	245	53	25,1	47.381	29,7	1.460	31,6	15.952	27,0
Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie	25	68	18	37,2	18.555	43,0	484	39,8	5.081	37,7
Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information	27	33	33	58,7	56.935	72,3	3.159	81,8	21.518	71,7
Fabrication de matériel électronique	28	156	52	30,7	41.728	30,6	1.490	29,5	15.976	30,9
Fabrication de matériel électronique, ménager et professionnel	29	166	52	24,2	57.912	30,9	2.431	33,8	16.166	23,4
Fabrication d'équipement ménager	30	29	16	41,3	14.728	48,8	509	42,8	4.174	41,5
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	31	180	91	21,9	94.036	17,3	5.106	17,5	25.436	19,5
Construction navale	32	4	ε	1,6	158	2,0	4	1,4	56	1,9
Construction aéronautique	33	18	21	14,7	16.177	12,2	546	9,9	7.624	16,8
Fabrication d'instruments et matériels de précision	34	87	21	34,5	15.783	41,1	682	44,5	5.853	37,1
Industrie des fils et fibres artificiels	43	3	c	c	c	c	c	c	c	c
Industrie textile	44	139	27	16,7	18.429	17,0	798	18,5	6.582	18,5
Industrie du cuir	45	12	1	4,7	648	6,0	13	4,9	180	4,4
Industrie de la chaussure	46	18	6	14,0	2.959	14,5	53	12,4	764	10,6
Industrie de l'habillement	47	67	8	6,8	5.583	8,3	187	14,2	1.550	6,7
Travail mécanique du bois	48	51	7	13,4	6.181	16,8	374	21,5	1.732	14,5
Industrie de l'ameublement	49	46	9	13,5	6.236	16,3	176	14,6	2.325	15,8
Industrie du papier et du carton	50	125	41	39,5	48.401	45,6	4.855	56,6	13.656	42,3
Imprimerie, presse, édition	51	134	18	11,1	27.170	18,9	367	9,6	9.985	18,0
Industrie du caoutchouc	52	42	20	25,7	14.019	29,1	863	41,3	5.972	28,4
Transformation des matières plastiques	53	201	34	26,4	30.363	31,0	1.734	33,0	10.539	30,6
Industries diverses	54	74	11	18,1	7.289	18,7	251	17,7	2.819	18,9
Total		**2.919**	**790**	**23,9**	**(3) 867.865**	**28,6**	**(3) 41.223**	**29,5**	**(3) 273.443**	**27,4**

(1) CAHT : chiffre d'affaires hors taxes.
(2) VAHT : valeur ajoutée hors taxes.
(3) Ces totaux comprennent les secrets statistiques.

Chapitre K.02

Minerai de fer et sidérurgie

(NAP : 09, 10 et 11)
(NAF : 27 A)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 10 et 11.

1. Minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques. NAF 27 A.
2. Mines de fer : production de minerais marchands.
3. Sidérurgie : production de fontes brutes et d'aciers bruts.
4. Sidérurgie : production d'aciers fins et spéciaux.
5. Sidérurgie : production de produits finis laminés.
6. Première transformation de l'acier : livraisons des fabricants.

Ce chapitre a été effectué avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

L'année 1993 s'est révélée difficile pour les entreprises sidérurgiques avec des pertes historiques dues à l'effondrement de la demande (biens de consommation et construction automobile, fermeture du marché américain, impact des dévaluations monétaires) et à une profonde dégradation des prix. L'affaiblissement de la demande intérieure a réduit les importations d'acier alors que les exportations sont globalement restées stables permettant un redressement significatif de la balance commerciale. Les investissements ont été consacrés à la modernisation des installations existantes (protection de l'environnement, innovations technologiques) et au développement de l'acier au four électrique.

Le groupe Usinor-Sacilor (numéro trois mondial et leader européen) a choisi de conserver toute la gamme des aciers et, misant sur les produits à haute valeur ajoutée, a restructuré trois pôles de production autour de :

— Sollac pour les produits plats et Europipe pour les tubes soudés;

— Aster (Ascométal, Creusot-Loire Industrie et Unimétal) pour les aciers spéciaux et les produits longs;

— Ugine pour les aciers inoxydables et alliages.

Des accords de coopération sont passés avec d'autres groupes européens (Unimétal avec Arbed, Europipe), et, pour réduire la dette en vue de la privatisation, les cessions d'actifs ont remplacé en 1994 la croissance externe (Saarstahl, SAM à ASW, LME à Beltrame).

Après quatre années de baisse de production, la sidérurgie française retrouve en 1994 croissance et rentabilité grâce à l'augmentation sensible de la demande d'acier (reprise de l'automobile, de la mécanique et des biens d'équipement durables), à l'accroissement des exportations (produits finis en Chine et en Extrême-Orient, demi-produits vers les États-Unis) et à une remontée substantielle des prix de vente. Les installations tournent à plein régime et le plan de restructuration de la sidérurgie européenne est abandonné.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie des métaux ferreux

Elle comprend trois grandes activités :

— la sidérurgie proprement dite, regroupant la production de fonte, d'aciers bruts, de produits finis laminés en aciers courants ou alliés;

— la fabrication de tubes en fonte et en acier;

— la première transformation de l'acier (non CECA) avec l'étirage, le laminage à froid, le profilage, le tréfilage, la production de ferro-alliages et autres produits non CECA.

Sidérurgie

Selon le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), relèvent de la sidérurgie les produits de hauts fourneaux, les cokeries sidérurgiques, les aciers y compris les fours de réduction directe et les installations de coulées continues, les laminoirs à chaud et à froid et les installations en aval (étamage, galvanisation, plombage).

La nomenclature économique se réfère pour la sidérurgie au champ défini par la CECA et distingue les fontes brutes, les aciers bruts et les produits finis sidérurgiques. Toutefois, il convient d'associer à l'activité sidérurgique en aval les activités de fabrication de tubes et de première transformation de l'acier, premiers demandeurs d'acier en France. Ces branches aval comprennent la production de tubes et accessoires en fonte et en acier, d'étirés, de feuillards laminés, de profilés et de fils tréfilés à froid, de ferro-alliages et autres produits non CECA...

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Chambre professionnelle des statistiques de l'acier;

— Syndicat national du tréfilage de l'acier;

— Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier;

— Syndicat national du profilage.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 1, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Annales des mines, revue mensuelle du bureau de documentation minière (un numéro, chaque année, est spécialement consacré aux statistiques minières).

« Remarquable redressement de la production sidérurgique en 1988 », *INSEE-Première,* n° 20, mai 1989.

Sidérurgie, annuaire de l'OSCE.

Sidérurgie, bulletin bimestriel de l'OSCE.

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;

« La sidérurgie face au recul de la demande en 1991 », *INSEE-Première,* n° 205, juin 1992;

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993.

« Les comptes de l'industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n^{os} 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n^os 96-97, août 1994.

« L'acier en France en 1993 », Fédération française de l'acier, juin 1994.

« L'industrie de l'acier en 1994 », Fédération française de l'acier, février 1995.

« L'industrie manufacturière en 1994 », *INSEE-Première,* n° 386, juin 1995.

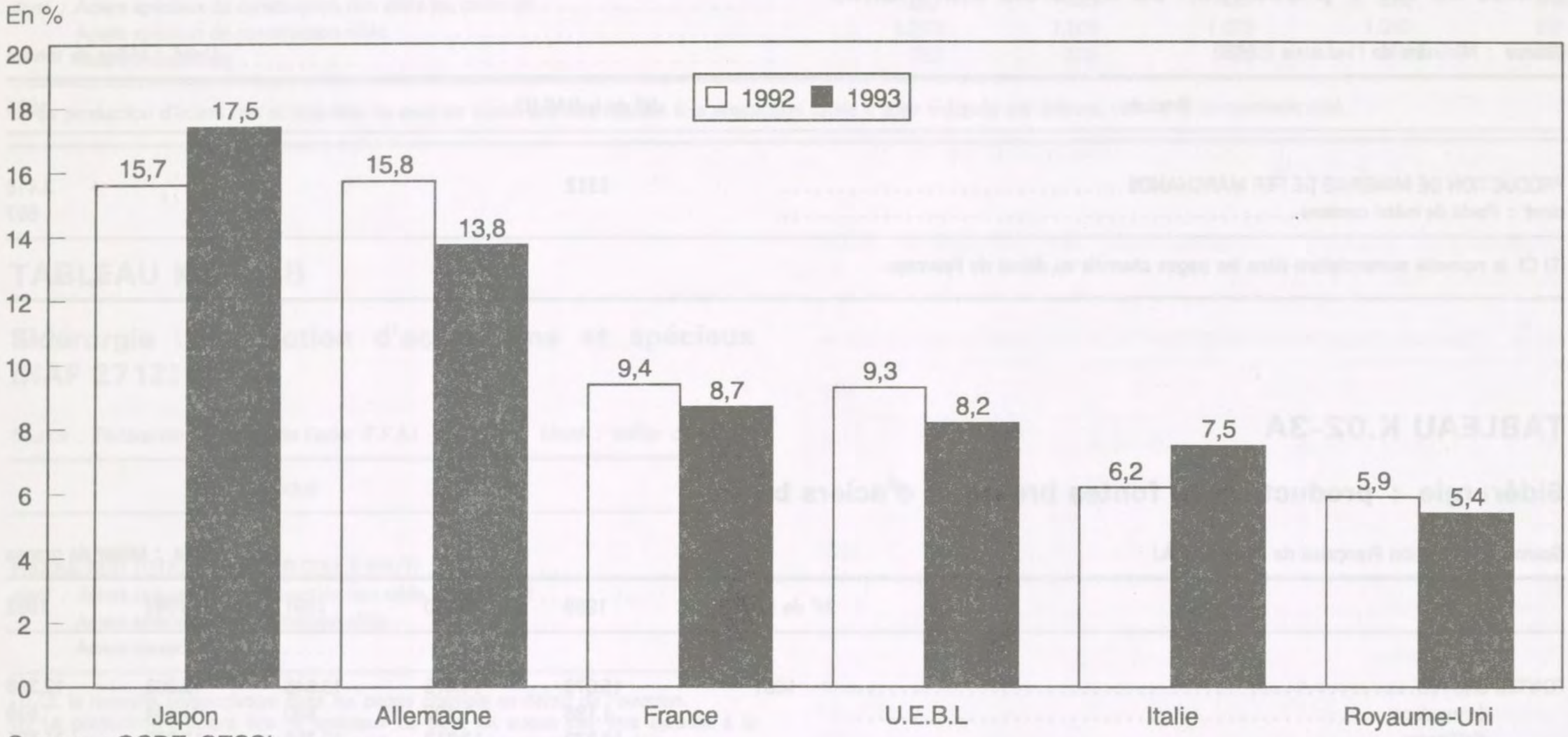
« Les chiffres clés des matières premières minérales », Observatoire des matières premières, Ministère de l'Industrie, édition 1994.

Écomine, Bulletin bimensuel de l'Observatoire des matières premières et du BRGM.

*
* *

GRAPHIQUE K.02

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 10 ET NAP 11)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.02-1

Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Sidérurgie (CECA(2))	271Z	43.402	52.355,5	46.140	8.087,2	2.482,9
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	13.954	12.731,0	15.351	2.247,5	694,4
Étirage à froid	273A	1.079	1.134,4	706	98,7	29,5
Laminage à froid de feuillards	273C	1.591	1.426,8	1.293	169,6	31,0
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2.229	2.736,7	2.230	325,8	107,0
Tréfilage à froid	273G	6.226	3.339,4	5.356	690,9	92,9
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1.742	1.937,3	1.507	253,4	66,6
Total	**27A**	**70.223**	**75.661,1**	**72.583**	**11.873,1**	**3.504,3**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

TABLEAU K.02-2A

Mines de fer : production de minerais marchands

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
PRODUCTION DE MINERAIS DE FER MARCHANDS	0901	9.389	8.725	7.472	5.707	3.549
dont : Poids de métal contenu		2.905	2.655	2.256	1.697	1.024

TABLEAU K.02-2B

Mines de fer : production de minerais marchands

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF (1)	1994
PRODUCTION DE MINERAIS DE FER MARCHANDS	131Z	2.418
dont : Poids de métal contenu		697

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-3A

Sidérurgie : production de fontes brutes et d'aciers bruts

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
FONTES BRUTES	1051	15.070	14.415	13.646	12.803	12.396
de moulage		1.198	1.102	890	(1) 544	515
d'affinage		13.872	13.313	12.756	12.259	11.881
ACIERS BRUTS	1052	19.335	19.015	18.434	17.961	17.106
lingots et coulée continue		19.096	18.761	18.192	17.739	16.908
moulages (2)		239	254	242	222	198

(1) À partir de 1992, non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).
(2) Voir également au tableau K.06-2 la production d'acier moulé (NAP 2001).

TABLEAU K.02-3B

Sidérurgie : production de fontes brutes et d'aciers bruts

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF (1)	1994
FONTES BRUTES	271Z	13.007
de moulage (2)		566
d'affinage		12.441
ACIERS BRUTS	271Z	18.030
lingots et coulée continue		17.818
moulages (3)		212

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Voir également au tableau K.06-2 la production d'acier moulé (NAP 2001) encore en NAP pour 1994.
(3) Non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).

TABLEAU K.02-4A

Sidérurgie : production d'aciers fins et spéciaux [NAP 1052] (1)

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	1989	1990	1991	1992	1993
PRODUCTION TOTALE (EN ACIER COULE BRUT)	2.759	2.606	2.476	2.663	2.571
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)	621	493	467	622	649
Aciers spéciaux de construction alliés	1.210	1.109	1.079	1.050	991
Aciers inoxydables	725	800	776	814	788

(1) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut en aucun cas être ajoutée à la production totale d'acier indiquée par ailleurs, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.02-4B

Sidérurgie : production d'aciers fins et spéciaux [NAF 271Z] (1) (2)

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	1994
PRODUCTION TOTALE (EN ACIER COULÉ BRUT)	3.245
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)	761
Aciers spéciaux de construction alliés	1.325
Aciers inoxydables	922

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut en aucun cas être ajoutée à la production totale d'acier indiquée par ailleurs, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.02-5A

Sidérurgie (acier) : production de produits finis laminés (NAP 1053)

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	1989	1990	1991	1992	1993
PRODUCTION TOTALE (PRODUITS FINIS LAMINES EN ACIER)	17.691	16.774	16.678	16.000	*r* 14.767
Matériel de voie	200	200	236	258	227
dont : rails	169	185	218	224	204
Profilés lourds	728	708	598	555	491
dont : poutrelles	568	572	488	442	446
Autres produits longs	4.937	4.791	4.754	4.585	4.467
dont : fil machine en couronne	2.159	2.098	1.978	1.984	1.948
barres laminées	1.261	1.182	1.124	1.090	1.000
ronds à béton	858	856	978	941	943
Produits plats	11.826	11.075	11.090	10.601	*r* 9.581
dont : feuillards laminés à chaud	193	157	160	144	99
tôles fortes (4,76 mm et plus) àchaud	1.922	1.948	1.799	1.579	4.004
tôles moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud	963	867	880	806	
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir :					
• à chaud	2.015	1.675	1.814	1.849	*r* 5.478
• à froid	6.730	6.395	6.358	6.223	

TABLEAU K.02-5B

Sidérurgie (acier) : production de produits finis laminés (NAF 271Z) (1)

Source : Fédération Française de l'acier (F.F.A.) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	1994
PRODUCTION TOTALE (PRODUITS FINIS LAMINÉS EN ACIER) . . .	16.205
Matériel de voie	195
dont : rails	177
Profilés lourds	423
dont : poutrelles	423
Autres produits longs	4.768
dont : fil machine en couronne	1.929
barres laminées	1.264
ronds à béton	913
Produits plats	10.819
dont : feuillards laminés à chaud	153
tôles fortes (4,76 mm et plus) et moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud	4.275
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir, à chaud et à froid	6.391

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-6

Première transformation de l'acier : livraisons des fabricants

Sources : Fédération Française de l'acier (F.F.A.)
Syndicat de l'industrie des tubes étirés et laminés sans soudure en acier (SITEL) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Tréfilés et dérivés du fil d'acier (1)	1101	922	953	891	842	777	839
Produits du laminage à froid du feuillard d'acier (2)	1102	120	111	98	93	80	94
Étirés et profilés pleins en acier	1103	395	373	351	351	307	383
Profilés plats en acier (3)	1104	431	661	598	595	516	505
Tubes d'acier (4)	1105	1.564	1.487	1.475	1.369	1.213	1.382

(1) Fil de fer ou d'acier obtenu en partant de fils machine laminés à chaud. Les livraisons comprennent tous les produits relevant du tréfilage, fils tréfilés vendus non transformés et tous les produits dérivés. Les ateliers de tréfilage intégrés à d'autres industries ne sont pas compris.
(2) Obtenus à partir de feuillards laminés à chaud.
(3) Y compris les profilés de couverture et bandages.
(4) Ateliers intégrés exclus. Les livraisons des étireurs sont incluses, les livraisons d'ébauches aux étireurs sont exclues.

Chapitre K.03

Minerais, métaux et demi-produits non ferreux

(NAP : 12 et 13)
(NAF : 13 et 27B)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 12.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 13.

1. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux : grandeurs caractéristiques. NAF 13 et NAF 27 B.
2. Métaux non ferreux : principales productions de la branche.
3. Première transformation de métaux non ferreux : livraisons de la branche « demi-produits ».

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En 1993, le marché des métaux non ferreux reste marqué par la crise. Ce secteur est perturbé par une contraction de la demande mondiale conjuguée à l'afflux de produits en provenance de l'Europe de l'Est, notamment de la CEI. L'accroissement des stocks et l'effondrement des cours des métaux ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires (— 12 % par rapport à 1992) et des effectifs (— 2.400 salariés).

Ces mauvais résultats devraient s'estomper, notamment dans le secteur de l'aluminium. Les principaux producteurs occidentaux et russes ont conclu un accord, au premier trimestre 1994, afin de réduire leur production de 10 %. D'autre part le groupe Pechiney a décidé, plutôt que de fermer des usines, d'en réduire la production.

La production de métal à partir de déchets métalliques représente maintenant plus de 30 % de la production totale (jusqu'à 50 % pour le plomb). Cette part devrait continuer à progresser grâce à la prise en compte des questions d'environnement et donc à la nécessité du recyclage. Les producteurs deviennent ainsi moins dépendants des approvisionnements et également moins consommateurs en énergie.

La balance commerciale, si elle reste globalement déficitaire avec un taux de couverture de 83 % en 1993 contre 70 % en 1990, bénéficie néanmoins d'un solde positif pour les demi-produits. La première transformation est un secteur à forte valeur ajoutée bénéficiant d'une haute technologie et d'un savoir-faire français.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

L'industrie des métaux non ferreux (NAF 27B)

Elle regroupe :
— la métallurgie dont on distingue la production de métal par fusion de minerais (dite de première fusion) et la production de métal à partir de déchets métalliques (dite de seconde fusion ou d'affinage) sous forme de lingots bruts ou alliés;
— la première transformation des métaux non ferreux qui recouvre la fabrication de demi-produits (fil machine, fils, barres, profilés, laminés, tubes, poudres, etc.).

Les données extraites de l'enquête annuelle d'entreprise 1993 pour cette activité (NAF 120Z) figurent au chapitre J.01 Énergie (tableau J.01-2).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux;
— Association française interprofessionnelle du cadmium;
— Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs;
— Syndicat général des affineurs de France.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 1, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

Bulletin mensuel de statistique industrielle, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

Annales des mines (mensuel), École des mines, bureau de documentation minière;

Annuaire Minemet, statistiques établies par le groupe Imetal;

Minerals yearbook, publication annuelle de *US Bureau of Mines*;

« La France des entreprises », *INSEE-Entreprise,* novembre 1991;

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : Croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993;

« Les comptes de l'industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

« L'industrie manufacturière en 1994 », *INSEE-Première,* n° 386, juin 1995.

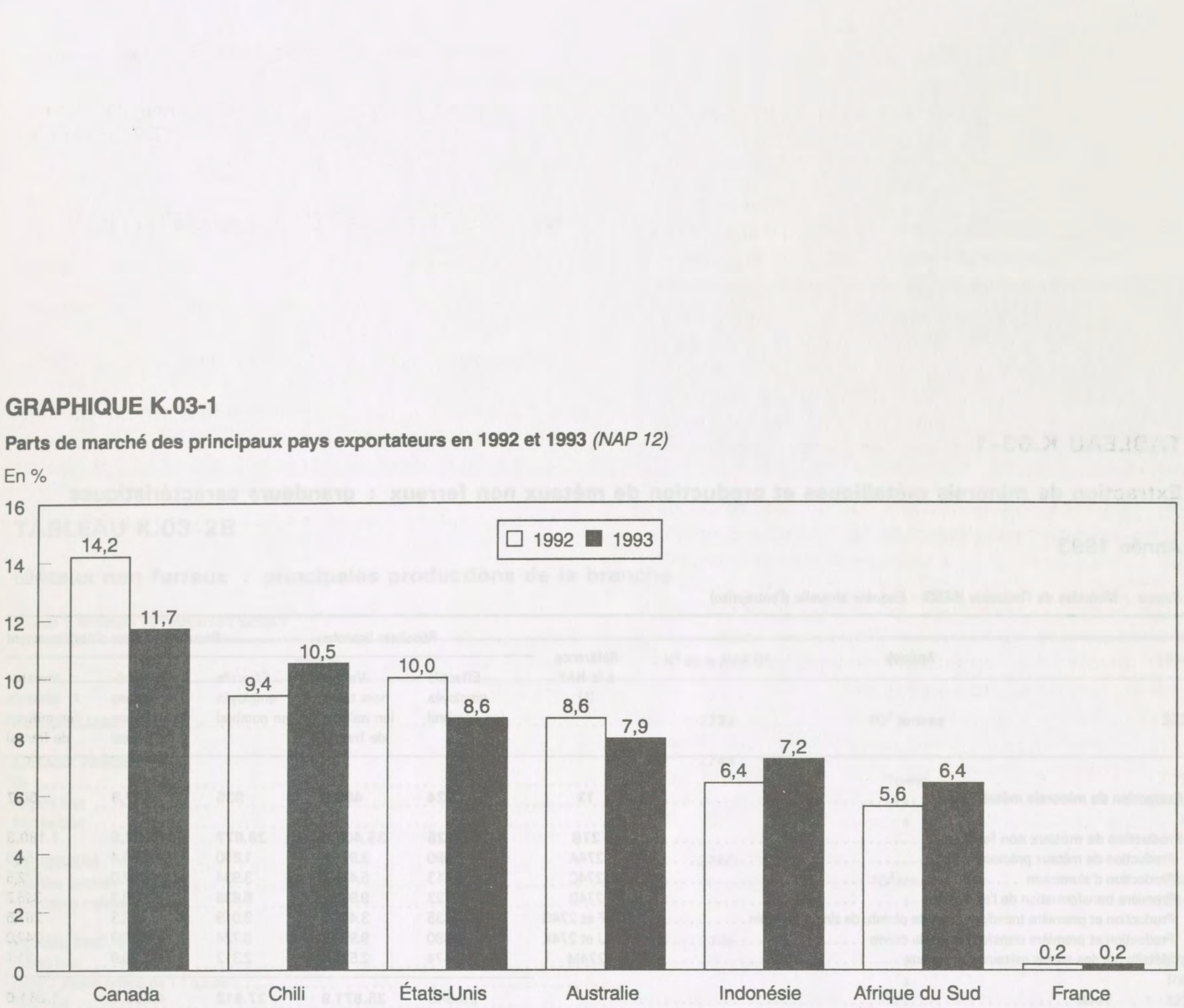
« Les chiffres-clés des métaux non ferreux de A à Z : rapport annuel », Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux, édition 1994.

Écomine, bulletin bimensuel de l'Observatoire des matières premières et du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières).

*
* *

GRAPHIQUE K.03-1

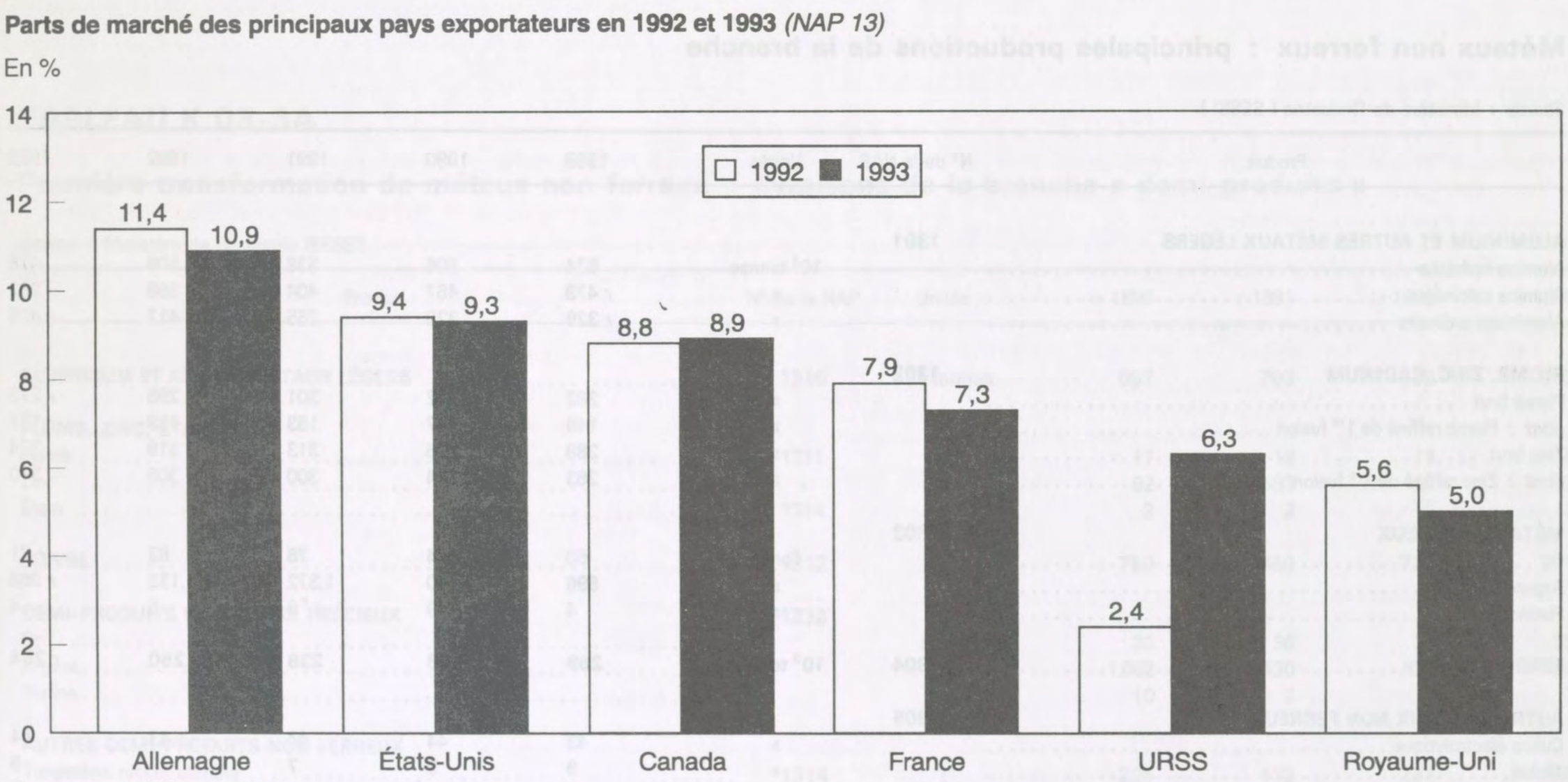
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 12)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.03-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 13)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.03-1

Extraction de minerais métalliques et production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Extraction de minerais métalliques	**13**	**924**	**463,0**	**935**	**147,9**	**80,7**
Production de métaux non ferreux	**27B**	**25.625**	**35.408,9**	**26.677**	**4.107,9**	**1.180,3**
Production de métaux précieux	274A	1.590	3.975,5	1.850	294,4	56,0
Production d'aluminium	274C	3.613	5.478,1	3.934	707,0	172,5
Première transformation de l'aluminium	274D	8.723	9.971,2	8.838	1.326,7	346,2
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2.835	3.486,3	3.019	483,3	267,5
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	6.390	9.972,5	6.724	959,9	247,0
Métallurgie des autres métaux non ferreux	274M	2.474	2.525,3	2.312	336,6	91,1
Total		**26.549**	**35.871,9**	**27.612**	**4.255,8**	**1.261,0**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.03-2A

Métaux non ferreux : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
ALUMINIUM ET AUTRES MÉTAUX LÉGERS	**1301**						
Alumine hydratée		10^3 tonnes	624	606	538	508	476
Alumine calcinée		»	*r* 479	467	404	366	362
Aluminium ordinaire		»	*r* 329	325	255	417	*r* 425
PLOMB, ZINC, CADMIUM	**1302**						
Plomb brut		»	282	272	301	298	*r* 273
dont : Plomb raffiné de 1re fusion		»	149	137	153	139	*r* 131
Zinc brut		»	288	276	313	319	324
dont : Zinc raffiné de 1re fusion		»	263	264	300	305	310
MÉTAUX PRÉCIEUX	**1303**						
Or		Tonne	60	74	78	83	*r* 71
Argent brut		»	896	1.170	1.372	*r* 1.132	*r* 968
Platine brut		»	4	9	8	5	4
FERROALLIAGE	**1304**	**10^3 tonnes**	**269**	**263**	**238**	***r* 250**	***r* 254**
AUTRES MÉTAUX NON FERREUX	**1305**						
Cuivre électrolytique		»	43	44	44	43	44
Nickel		»	9	9	7	7	9

TABLEAU K.03-2B

Métaux non ferreux : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF (1)	Unités	1994
FERROALLIAGE	**273J**	**10^3 tonnes**	**322**
MÉTAUX PRÉCIEUX	**274A**		
Or		Tonne	73
Argent brut		»	1.034
Platine brut		»	4
ALUMINIUM	**274C**		
Alumine calcinée		10^3 tonnes	338
Aluminium ordinaire		»	384
PLOMB, ZINC, ÉTAIN	**274F**		
Plomb brut		»	**276**
dont : Plomb raffiné de 1re fusion		»	105
Zinc brut		»	322
dont : Zinc raffiné de 1re fusion		»	293
AUTRES MÉTAUX NON FERREUX			
Cuivre électrolytique	274J	»	42
Nickel	274M	»	8

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.03-3A

Première transformation de métaux non ferreux : livraisons de la branche « demi-produits »

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unités	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993
ALUMINIUM ET AUTRES MÉTAUX LÉGERS	**1310**	**10^3 tonnes**	**697**	**703**	**696**	**647**
PLOMB, ZINC, ÉTAIN						
Plomb	1311	»	17	19	18	19
Zinc	»	»	92	93	82	82
Étain	1314	»	3	2	2	2
CUIVRE	**1312**	»	**750**	**750**	**727**	**711**
DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX PRÉCIEUX	**1313**					
Or		tonne	30	36	34	33
Argent		»	1.062	1.120	622	484
Platine		»	10	7	7	7
AUTRES DEMI-PRODUITS NON FERREUX						
Tungstène, nickel, chrome	**1314**	»	**205**	**172**	**231**	**225**

TABLEAU K.03-3B

Première transformation de métaux non ferreux : livraisons de la branche « demi-produits »

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF (1)	Unités	1994
DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX PRÉCIEUX	**274A**		
Or		tonne	29
Argent		»	415
Platine		»	3
ALUMINIUM	**274D**	**10^3 tonnes**	**716**
PLOMB, ZINC, ÉTAIN	**274G**		
Plomb		»	21
Zinc		»	92
Étain		»	2
CUIVRE	**274K**	»	**780**
AUTRES DEMI-PRODUITS NON FERREUX	**274M**		
Tungstène, nickel, chrome		tonne	266

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.04

Minéraux divers et matériaux de construction

(NAP : 14 et 15)
(NAF 14, 26 B et 26 C)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 14.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 15.

1. Minéraux divers et matériaux de construction : grandeurs caractéristiques. NAF 14, 26 B, 26 C.
2. Minéraux divers et matériaux de construction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Les produits de carrière et de minéraux divers ainsi que les matériaux de construction et la céramique, pondéreux et de faible valeur unitaire, sont relativement peu échangés au niveau international.

La localisation géographique de ces activités dépend des sources de matières premières mais est également liée aux grandes concentrations de population.

Extraction des produits de carrière et de minéraux divers (NAF 14)

Le solde de la balance commerciale est déficitaire à plus de 260 millions de francs en 1994. Ce résultat est obtenu malgré des points forts comme le calcaire industriel, le gypse et la craie ou les sables et granulats dont le solde est supérieur à 900 millions de francs. Les pierres de construction, les minéraux pour l'industrie chimique, les engrais naturels et les produits divers présentent un négatif supérieur à 1 milliard de francs. La réduction du déficit de plus de 800 à 300 millions de francs pour les seuls phosphates naturels entre 1991 et 1994 est liée au développement des industries aval chez les pays producteurs et à la moindre production de dérivés phosphatés en France. Les pays disposant de ressources en phosphates, les transforment en acide phosphorique et en engrais phosphatés; ils exportent ces produits au détriment d'une partie des phosphates naturels.

Les entreprises de 20 à 49 salariés représentent plus des trois quarts du nombre d'entreprises du secteur en 1993. Une restructuration du secteur est amorcée depuis quelques années autour de quelques groupes : Rocamat, Redland, GSM.

Lié essentiellement à l'activité du BTP, et à un niveau moindre à quelques activités industrielles, comme la chimie minérale ou la production de fonte, et à l'agriculture, le secteur des produits de carrière et minéraux divers a subi une dégradation sensible au cours de l'année 1993 : baisses de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée, des investissements et des effectifs. En 1994 cependant on observe une reprise, plus sensible dans la production de sables et de granulats que dans les autres minéraux divers.

Matériaux de construction et céramique (NAF 26 B et 26 C)

La balance commerciale est déficitaire (173 millions de francs en 1994). Ce résultat global traduit une situation très contrastée selon les activités. La production de plâtres et éléments en plâtre, de chaux et ciments, avec des entreprises aux premiers rangs mondiaux, dégage un excédent de près de 0,9 milliard en 1994. De même, les grands groupes interviennent dans le secteur des réfractaires où la forte propension à exporter (52 %) permet également un excédent de 458 millions.

Par contre, pour les produits en grès, en faïence et autres matières céramiques, le déficit atteint 2,5 milliards du fait principalement de la concurrence italienne et allemande pour les carreaux et appareils sanitaires, et de la concurrence des pays asiatiques et des pays de l'Est pour la vaisselle. Par ailleurs, les tuyaux en grès sont exposés à la vive compétition des tuyaux en plastique et en béton.

L'activité des matériaux de construction représente à elle seule 80 % de la valeur ajoutée du secteur.

Le secteur des céramiques et matériaux de construction souffre de la stagnation quasi générale de l'activité du BTP en Europe. Il amorce toutefois un redressement : une politique de développement de la réhabilitation et de la rénovation compense le recul des constructions neuves.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Produits divers des industries extractives (NAF 14)

Ce secteur des biens intermédiaires recouvre l'extraction et la production de biens très diversifiés liés à trois secteurs d'activités.

- Le BTP, pour l'extraction et la transformation des pierres de construction de toute nature : calcaire, granit, meulière, grès... l'extraction d'ardoises et leur transformation, l'extraction et la production de granulats d'origine alluvionnaire ou à partir de roches calcaires et éruptives.

- L'industrie, pour la production de matériaux de carrière : castines, gypse, calcaires industriels, dolomie... de sables industriels, de soufre (y compris par épuration de gaz naturel ou raffinage de pétrole), de sels (par exploitation de marais salants ou extraction minière y compris par dissolution et pompage), l'extraction d'argiles, de kaolin et de terres réfractaires, de barytine, de spath fluor et de terres colorantes.

- L'agriculture, pour l'extraction de phosphates naturels, de sels de potassium naturels et d'amendements.

Matériaux de construction et céramique (NAF 26 B et 26 C)

Ce secteur regroupe la fabrication des produits céramiques et la production de matériaux de construction. Cette dernière comprend la fabrication de tuiles, briques et produits divers en terre cuite, la fabrication de ciments, chaux, plâtre, béton prêt à l'emploi, mortiers et bétons secs, les ouvrages en béton, fibres-ciment ou plâtre pour la construction, le travail de la pierre, la fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Mines domaniales des potasses d'Alsace;
— Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux non ferreux;
— Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM);
— Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux;
— Confédération des industries céramiques de France;
— Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 1, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

Annales des mines, annuel, École des mines;

Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines;

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : Croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993;

« Les comptes de l'industrie de 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

« L'industrie manufacturière en 1994 », *INSEE-Première,* n° 386, juin 1995.

« Statistiques 1993 UNICEM », Matériaux de construction et produits de carrières, n° 673, novembre 1994.

Les chiffres clés des matières premières minérales, Dunod 1994.

Écomine, bulletin bimensuel de l'observatoire des matières premières et du BRGM.

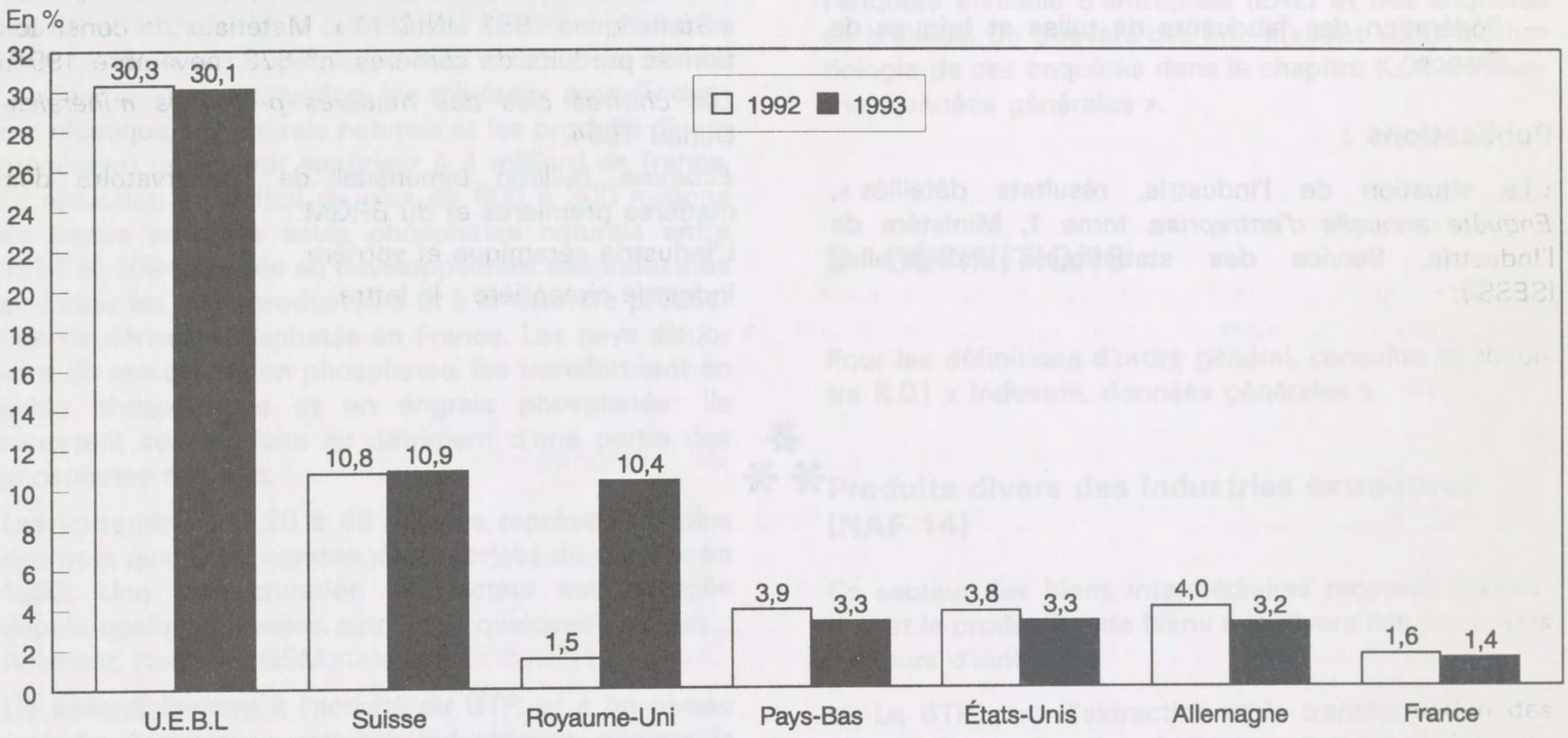
L'industrie céramique et verrière.

Industrie cimentière : la lettre.

* * *

GRAPHIQUE K.04-1

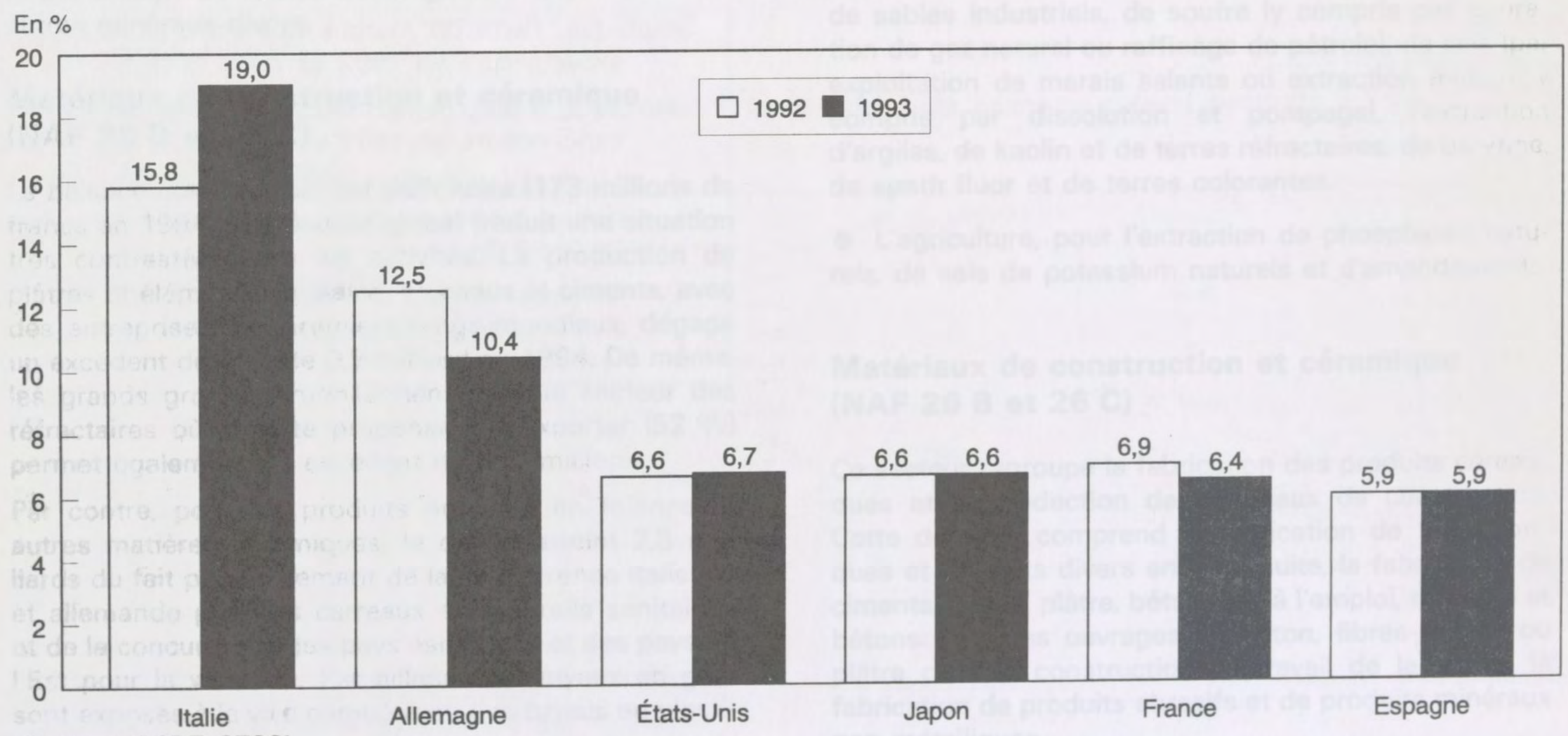
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 14)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 15)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.04-1

Extraction de produits de carrières et minéraux divers, fabrication de carreaux et autres produits en céramique et fabrication de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	**14**	**23.505**	**18.089,5**	**24.857**	**3.524,4**	**1.546,2**
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	3.148	1.647,7	3.318	399,6	109,4
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1.096	1.341,5	1.368	231,6	129,6
Production de sables et de granulats	142A	11.889	10.851,1	13.037	1.739,2	1.015,6
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	1.078	702,2	1.098	149,3	41,2
Extraction de minéraux pour l'industie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	5.533	2.971,1	5.214	877,3	199,4
Activités extractives n.c.a. (2)	145Z	761	575,9	822	127,4	51,0
Fabrication de carreaux et autres produits en céramique	**26B**	**21.848**	**10.409,4**	**22.287**	**2.743,6**	**446,4**
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	7.349	2.422,3	7.324	750,1	82,0
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	4.711	2.021,9	4.880	616,4	89,1
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	565	280,2	625	82,0	8,2
Autres produits céramiques	262G et 262J	363	207,4	301	38,7	9,1
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	4.626	3.285,2	4.507	703,1	116,2
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	4.234	2.192,4	4.650	553,3	141,8
Fabrication de matériaux de construction	**26C**	**55.504**	**53.998,1**	**57.086**	**8.179,1**	**2.546,1**
Fabrication de briques	264A	1.625	1.125,0	1.518	204,4	49,2
Fabrication de tuiles	264B	3.045	2.119,4	3.255	419,4	148,2
Fabrication de produits divers en terre cuite	264C	430	217,9	303	33,7	4,2
Fabrication de ciment	265A	5.957	11.298,9	6.204	1.229,7	704,4
Fabrication de chaux	265C	878	1.365,7	766	109,2	78,0
Fabrication de plâtre	265E	695	608,1	818	131,8	46,7
Fabrication d'éléments en béton pur la construction	266A	17.964	11.168,8	18.830	2.362,9	541,9
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	266C	2.323	3.452,7	2.193	358,9	111,6
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	5.400	9.558,7	5.703	806,8	300,4
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1.597	2.129,7	1.863	309,6	86,8
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	2.670	1.930,4	2.780	387,0	62,6
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	179	93,7	183	21,3	2,4
Travail de la pierre	267Z	4.081	1.979,1	4.043	477,5	74,0
Fabrication de produits abrasifs	268A	2.088	1.298,9	2.567	414,5	124,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a (2)	268C	6.572	5.651,1	6.060	912,4	210,8
Total		**100.857**	**82.497,0**	**104.230**	**14.447,1**	**4.538,7**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre «classe» de la NAF700).

TABLEAU K.04-2

Minéraux divers et matériaux de construction : principales productions de la branche

Sources : SESSI; Mines domaniales des potasses d'Alsace; Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux non ferreux; Chambre syndicale de la sidérurgie française (scories); UNICEM; Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux; Confédération des industries céramiques de France; Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
MINÉRAUX DIVERS								
SELS (CHLORURE DE SODIUM ET SELS DIVERS)	**1401**							
Chlorure de sodium cristallisé		10^3 tonnes	2.779	3.131	2.547	2.860	2.505	2.995
dont : sel de mer		//	1.435	1.889	1.298	1.388	854	1.275
Chlorure de sodium en dissolution		//	3.975	4.305	4.022	4.641	4.857	4.356
MATERIAUX DE CARRIÈRE POUR L'INDUSTRIE	**1402**							
Sables industriels (1)		//	5.907	...	7.050	6.850	6.300	5.506
Sels de potassium naturels :								
Extraction nette : poids de K_2O contenu		//	1.612	1.291	1.395	1.217	1.233	960
Chlorures fabriqués marchands		//	1.502	1.195	1.292	1.128	1.137	890
MINÉRAUX DIVERS : ASPHALTE, TALC, etc.	**1403**							
Talc :								
En roche		//	36	37	29	31	31	21
En poudre		//	280	293	285	310	319	279
Barytine enrichie		Tonne	97	95	91	93	96	68
Spath fluor concentré (en CaF2 contenu)		10^3 tonnes	185	220	190	157	142	124
Quartz et quartzites		//	205	216	324	252	274	233
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE								
SABLES ET GRAVIERS D'ALLUVION	**1501**	10^3 tonnes	**203.820**	**212.520**	**219.252**	**218.672**	**197.140**	**178.200**
dont : Cailloux		//	10.580	9.420	10.189	8.035	7.130	4.990
Gravillons		//	64.450	68.100	69.919	70.147	63.970	57.980
Sables		//	77.410	79.690	83.331	82.459	74.470	67.510
Tout-venant		//	32.390	34.690	34.749	36.346	30.790	26.530
MATÉRIAUX CONCASSÉS DE ROCHE ET DE LAITIER	**1502**	//	**160.080**	**173.428**	**184.105**	**193.079**	**184.200**	**178.660**
dont : Gravillon concassé		//	53.040	54.185	58.474	59.156	57.220	53.880
Sable de concassage		//	24.180	25.685	27.004	29.086	26.860	25.870
Tout-venant concassé		//	32.200	34.753	35.319	35.424	32.270	28.910
PIERRES DE CONSTRUCTION	**1503**							
Granit :								
Blocs bruts et moellons pour construction		m^3	149.700	157.700	*r* 162.000	*r* 169.600	171.100	161.900
Bordures de trottoir		10^3 mètres	235	251	268	253	256	326
Grès, dalles brutes en opus incertum		10^3 m^2	86	87	84	80	79	56
Marbres, blocs bruts		m^3	3.600	3.100	3.700	3.000	2.400	1.600
ARGILES, KAOLINS, TERRES RÉFRACTAIRES	**1504**							
Kaolin (morceaux)		10^3 tonnes	268	281	299	284	265	229
Argiles :								
Crues		//	992	1.126	1.122	1.115	928	1.023
Broyées		//	169	212	206	189	172	150
Calcinées		//	207	219	243	193	167	131
Feldspath brut		//	299	361	396	386	279	274
PLÂTRES ET PRODUITS EN PLÂTRE	**1505**							
Gypse cru		//	5.602	5.663	c	c	c	c
Plâtres de construction		//	3.095	3.018	c	c	c	c
Plâtres spéciaux à mouler		//	255	262	c	c	c	c
Eléments de cloison et de plafond en plâtre		10^3 m^2	124.113	128.839	c	c	c	c
CHAUX ET CIMENTS	**1506**	10^3 tonnes	**25.274**	**25.884**	**26.388**	**25.022**	**21.599**	**20.133**
BETON PRÊT A L'EMPLOI	**1507**	**10^3 m^3**	**30.595**	**33.280**	**35.772**	**35.647**	**32.210**	**28.447**
PRODUITS EN BÉTON	**1508**							
Moellons, parpaings		10^3 tonnes	16.458	16.281	16.040	15.379	13.776	12.441
Dalles, carreaux pour voirie		10^3 m^2	5.498	6.217	6.445	6.642	6.930	7.017
Poutrelles pour planchers préfabriqués		10^3 mètres	41.275	41.188	41.476	39.175	34.264	30.238
Tuyaux cylindriques (armés ou non)		10^3 tonnes	2.445	2.471	2.366	2.430	2.130	2.065

N.B.— Voir note en fin de tableau.

TABLEAU K.04-2 (suite et fin)

Minéraux divers et matériaux de construction : principales productions de la branche

Sources : SESSI; Mines domaniales des potasses d'Alsace; Fédération des chambres syndicales des minerais et métaux non ferreux; Chambre syndicale de la sidérurgie française (scories); UNICEM; Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux; Confédération des industries céramiques de France; Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION DIVERS	**1509**							
Mortiers industriels		10^3 tonnes	1.204	1.225	1.261	1.360	1.326	1.260
TUILES ET BRIQUES	**1510**	**10^3 tonnes**	**5.478**	**5.401**	**5.095**	**4.906**	**4.794**	...
dont : Tuiles		//	2.025	2.084	2.029	2.142	2.002	1.958
Briques pleines ou perforées		//	636	625	556	508	478	463
Blocs		//	376	412	493	533	618	631
Briques creuses		//	2.117	1.959	1.743	1.570	1.464	1.266
Autres		//	125	252	201	143	137	120
Hourdis		//	72	68	61	76	67	58
PRODUITS RÉFRACTAIRES	**1511**	//	**397**	**405**	**404**	**386**	**349**	**349**
PRODUITS EN GRÈS, EN FAÏENCE, EN AUTRES MATIÈRES CÉRAMIQUES	**1512**							
Appareils sanitaires en céramique		//	122	131	132	133	125	125
Carreaux en grès ou en terre commune (émaillés ou non, mosaïques ou non)		10^3 m^2	20.016	...	...	32.884	35.860	35.860
Carreaux de faïence		//	7.082	7.530	7.733	7.643	7.540	7.540
VAISSELLE DE MÉNAGE EN CÉRAMIQUE	**1513**							
Porcelaine		Tonne	16.637	12.585	14.536	12.161	10.195	10.195

(1) Sable pour verrerie, céramique, fonderie, sables industriels divers.

Chapitre K.05

Verre et chimie

(NAP : 16, 17, 18 et 19)
(NAF : 24A, 24B, 24C, 24D et 26A)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 16.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 17.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 18.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 19.

1. Verre : grandeurs caractéristiques. NAF 26 A.
2. Verre : principales productions de la branche.
3. Chimie de base : grandeurs caractéristiques. NAF 24 A.
4. Chimie de base : principales productions de la branche.
5. Parachimie : grandeurs caractéristiques. NAF 24 B et 24 D.
6. Parachimie : principales productions de la branche.
7. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques. NAF 24 C.
8. Industrie pharmaceutique : facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Chimie de base (NAF 24A)

La France se situe au quatrième rang des exportateurs de la chimie, précédée des Pays-Bas, devançant le Japon et le Royaume-Uni, mais loin derrière l'Allemagne et les États-Unis. Sa part de marché mondial se réduit régulièrement tout comme celle des autres grands pays exportateurs.

Le solde du commerce extérieur est déficitaire pour près de 2 milliards de francs en 1994. Ce chiffre global est très constrasté selon les branches. Les produits de la chimie organique de base, les matières plastiques et les caoutchoucs synthétiques et élastomères ont les plus forts excédents. Les engrais ont un déficit important.

La production de la chimie a fortement progressé en 1994 (+ 6 %), progression plus marquée en chimie minérale (plus de 8 %), qui avait subi une dégradation sensible en 1993, qu'en chimie organique (environ 6 %) malgré la bonne performance des matières plastiques. L'amélioration de la chimie minérale reste nettement insuffisante pour atteindre le niveau de 1985. La chute de production a été forte ces dix dernières années dans les engrais et plus particulièrement dans les engrais phosphatés.

Activité fortement capitalistique, la chimie de base a le chiffre d'affaires par personne le plus élevé de l'industrie hors énergie. La valeur ajoutée et les investissements par personne se situent également parmi les meilleurs.

L'activité est très concentrée, les entreprises de plus de 500 salariés, moins de 10 % de l'ensemble, représentant près des 2/3 de l'activité globale : effectifs, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, exportations et investissements.

Parachimie (NAF 24B)

Bien que classée dans les produits intermédiaires la parachimie produit pour la majeure partie des biens qui ne seront plus transformés : produits phytosanitaires, peintures et vernis, explosifs, colles. Une bonne partie des produits photo et cinéma, des préparations antigel ou de dégivrage, des assouplissants ou des réactifs de diagnostic sont conditionnés pour la vente de détail. Reste néanmoins une part importante de produits servant d'additifs à des industries aval très diverses.

La moitié des produits du secteur sont peu échangés. Le taux d'exportation des peintures et des explosifs est inférieur à 20 %, celui des colles à 35 %. Par contre les produits chimiques à usage industriel, les huiles essentielles et les produits photographiques ont un taux d'exportation supérieur à 50 %. Sont régulièrement déficitaires les branches des produits photographiques et des supports vierges d'enregistrement du son et de l'image (— 2,4 milliards de francs) et les peintures (— 0,4 milliard de francs). Le commerce extérieur de ces branches est équilibré par les excédents réalisés par les produits chimiques à usage industriel (+ 2,7 milliards de francs) et les produits phytosanitaires et les huiles essentielles (+ 2 milliards de francs).

Pharmacie (NAF 24C)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et la transformation de ces matières en médicaments après l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché.

Dépendante de l'intervention publique tant en France qu'à l'étranger (réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des achats par la Sécurité sociale) l'activité de l'industrie pharmaceutique est déconnectée de la conjoncture : sur la période 1992-1993 son chiffre d'affaires croît au rythme moyen annuel de 6 %. Cette croissance forte, tirée par la demande des ménages, provient pour la plus grande part de la fixation des prix de lancement à l'occasion de la substitution de médicaments nouveaux à des médicaments anciens. L'effet qualité rétribue ainsi l'effort de recherche auquel les entreprises consacrent 12 % de leur chiffre d'affaires. Ce taux est le troisième de l'industrie derrière la construction aéronautique et le matériel électronique. À la différence de ces deux secteurs, la recherche ne bénéficie quasiment pas de concours publics et est financée par les entreprises.

L'industrie pharmaceutique française est la quatrième du monde derrière les USA, le Japon et l'Allemagne. Cette bonne place est acquise grâce aux implantations en France d'entreprises américaines (22 % des effectifs en France), allemandes (10 %), suisses (7 %) et anglaises (7 %). La moitié seulement de la production est réalisée par des groupes à capitaux français, dont les plus importants sont Rhône-Poulenc, Sanofi, Synthélabo, Servier et Pierre Fabre.

Alors que l'envergure des marchés est mondiale et que les mises de fonds à investir dans la recherche sont considérables, le secteur pharmaceutique est encore étonnamment peu concentré. Les complexes problèmes de bioéthique qui rendent la recherche de plus en plus risquée pourraient être un facteur déterminant de concentration.

Savons, parfums, produits d'entretien (NAF 24D)

La concentration du secteur des savons, parfums et produits d'entretien est assez forte. Les dix premières entreprises réunissent 35 % des effectifs, 38,6 % du chiffre d'affaires et 46,3 % des exportations. La place des groupes est prépondérante : l'Oréal est le numéro un mondial de la parfumerie et Colgate, Henkel, Lever et Procter et Gamble sont les groupes les plus importants de l'activité des produits savonniers et détergents. Le secteur consacre 13 % de son chiffre d'affaires aux dépenses de publicité (27 % du marché publicitaire de l'industrie manufacturière).

65 % du chiffre d'affaires proviennent du secteur de la parfumerie. Depuis 1990 la valorisation des productions de cosmétiques dépasse celle des parfums et eaux de toilette. Les produits d'hygiène représentent le troisième segment de cette branche. Dans chacun d'eux la part des industries du luxe tend à devenir prépondérante. Avec un taux de couverture dépassant les 500 %, le commerce extérieur de la parfumerie est structurellement excédentaire.

Le secteur des produits savonniers est, lui, structurellement déficitaire. Les filiales des multinationales réalisent 46 % des importations et 39 % des exportations. Elles opèrent sur des marchés très peu différenciés au niveau mondial. L'outil de production de ces firmes est le plus souvent spécialisé par pays sur une gamme limitée de produits.

Bien que bénéficiant d'une croissance plus soutenue que celle de l'industrie en général, le secteur n'a pas échappé aux réductions d'effectifs.

L'emploi est globalement très qualifié : ingénieurs, cadres et techniciens représentent un salarié sur trois, contre moins de un sur cinq en moyenne dans l'industrie.

Verre et articles en verre (NAF 26A)

La France, deuxième exportateur mondial après la RFA, enregistre un solde excédentaire, tant avec ses principaux partenaires de l'OCDE qu'avec le reste du monde.

Cette activité industrielle connaît un fort taux de concentration au niveau national comme au niveau mondial. L'industrie française est dominée par les filiales du groupe Saint-Gobain, deuxième producteur mondial de verre plat et premier producteur européen d'emballage en verre, et par les filiales du groupe Danone dans le verre creux. Deux grands groupes américains sont également présents sur le territoire national : PPG dans le verre plat, Corning dans le verre technique et les fibres.

Le verre plat connaît tout au long de 1994 un haut niveau de production, soit une augmentation de 7 % des tonnages produits par rapport à l'année précédente. Cette tendance témoigne de la vitalité d'un de ses deux secteurs clients, l'automobile. Durement touchée par la crise de la construction, la branche vitrage pour le bâtiment enregistre les premiers signes de la reprise. La compétition autour de l'enjeu technologique que constitue la mutation du verre en véritable matériau avancé mobilise d'importantes dépenses de recherche et développement pour les cinq grands opérateurs mondiaux. Ceux-ci réalisent plus de 70 % de la production mondiale de verre plat.

L'année 1994 marque une nette reprise de l'activité verre creux, en particulier pour la verrerie d'emballage. La production enregistre une augmentation de 6,6 % pour le verre d'emballage et de 4 % pour la verrerie de ménage et la cristallerie mécanique. Dans cette activité, l'innovation se concentre sur l'allègement du verre avec une recherche fondamentale sur les propriétés mécaniques. Parallèlement, pour lutter contre les autres matériaux d'emballage, l'industrie du verre creux a intégré depuis longtemps une stratégie de défense de l'environnement. En avance sur les autres industries, les verriers continuent d'étoffer le système de recyclage dans le cadre d'Eco Emballages avec pour objectif un taux de récupération de 65 % en l'an 2000.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Chimie de base (NAF 24A)

Industrie chimique de base. À la suite du changement de nomenclatures, début 1994, des modifications sont intervenues dans le contenu du secteur pour lui donner un périmètre homogène au niveau communautaire. Ainsi, les producteurs d'auxiliaires de carburation et lubrification et d'arômes naturels sont rattachés à la parachimie; ceux qui élaborent des produits de base pour la pharmacie font partie de l'industrie pharmaceutique; les fabricants de mélanges, produits recyclés et résines échangeuses d'ions sont classés avec les producteurs de matières plastiques.

Exception faite des colorants qui regroupent pigments minéraux et matières colorantes organiques et des noirs de carbone classés avec les autres produits inorganiques, la structure de l'industrie chimique de base s'organise entre chimie minérale et chimie organique.

La chimie minérale utilise essentiellement de l'eau, de l'air, du sel, du soufre et des phosphates. Les entreprises qui en font partie fabriquent de l'acide sulfurique et ses dérivés, des produits obtenus par électrolyse comme le chlore et la soude, des gaz comprimés, des produits plus élaborés comme les engrais...

La chimie organique est la chimie du carbone avec essentiellement la pétrochimie et son aval important : les matières plastiques, le caoutchouc synthétique et les élastomères. Les grands intermédiaires de la chimie organique : éthylène, propylène, butadiène et benzène ont pour utilisation principale le polyéthylène, le polypropylène, les PVC et les polystyrènes. Une part importante de la chimie fine comme la production d'arômes synthétiques fait partie de la chimie organique de base.

Parachimie (NAF 24B)

Ce secteur comprend la fabrication de produits agrochimiques, de peintures, vernis et encres d'imprimerie, de produits explosifs, de colles et gélatines, d'huiles essentielles, de produits chimiques pour la photographie, de supports de données, de produits chimiques à usage industriel.

Pharmacie (NAF 24C)

Industrie pharmaceutique. Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et à l'usage de la médecine vétérinaire, y compris d'autres produits pharmaceutiques; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie. Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et, dans le cas de la médecine humaine, ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Savons, parfums, produits d'entretien (NAF 24D)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits

issus de la chimie de base. Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...). Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

Verres et articles en verre (NAF 26A)

Industrie du verre. Elle regroupe plusieurs types de productions aux procédés de fabrication et aux débouchés différents :

— le verre plat comprend trois produits de base (le verre étiré, la glace et les verres coulés) qui servent à la fabrication du verre trempé, de verre feuilleté, de vitrages isolants, de miroirs et de produits spéciaux. Il est fabriqué dans des installations importantes et coûteuses selon le procédé du « float glass », consistant à déverser du four le verre fondu sur un bain métallique d'étain en fusion, sous atmosphère d'azote;

— le verre creux comprend le verre d'emballage (bouteilles, pots, flacons) destiné à l'industrie ainsi que la verrerie de ménage;

— le verre à la main comprend la gobeleterie et le cristal destinés aux ménages;

— le verre technique comprend des articles très élaborés tels que le verre optique, les composants industriels, les cônes et écrans de télévision.

Fibres de verre. Elles sont de deux types : les fibres d'isolation employées dans l'industrie et la construction pour l'isolation thermique et acoustique et les fibres de renforcement utilisées pour consolider les matières plastiques ou minérales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
- Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre ;
- Fédération des cristalleries et verreries d'art à la main ;
- Union des industries chimiques;
- Syndicat national de l'industrie pharmaceutique;
- Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette;
- Association des industries des savons et des détergents;
- Syndicats des producteurs de produits tensio-actifs.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 1, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

« L'industrie chimique de base. Production industrielle », séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Industrie;

« Parachimie : production industrielle », Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Industrie;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

« Industrie pharmaceutique : production industrielle », séries mensuelles, SESSI, ministère de l'Industrie;

« L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », Le 4 pages, SESSI, n° 6, juin 1992;

« Les comptes de la santé », SESSI, La Documentation française;

Chimie, rapport sectoriel annuel de l'OCDE;

L'industrie chimique en France, par Louis Marthey, La Documentation française;

Les leaders de la parfumerie et de la cosmétologie, collection « Analyses de stratégies et structures comparée », Paris, DAFSA, janvier 1989;

« La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », Le 4 pages, SESSI, ministère de l'Industrie, septembre 1991;

« Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le 4 pages, SESSI, n° 50, juin 1995;

« Embellie sur le verre en 1988 », *INSEE-Première,* n° 19, mai 1989;

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;

« Une année contrastée pour la chimie de base », *INSEE-Première,* n° 201, juin 1992;

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : Croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 201, juin 1992;

« Les comptes de l'industrie de 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993;

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994;

« L'industrie du verre creux : En verre et contre tout », le « 4 pages » du SESSI, n° 29, février 1994;

« Le verre plat flotte sur la reprise », Le 4 pages, SESSI, n° 48, mai 1995;

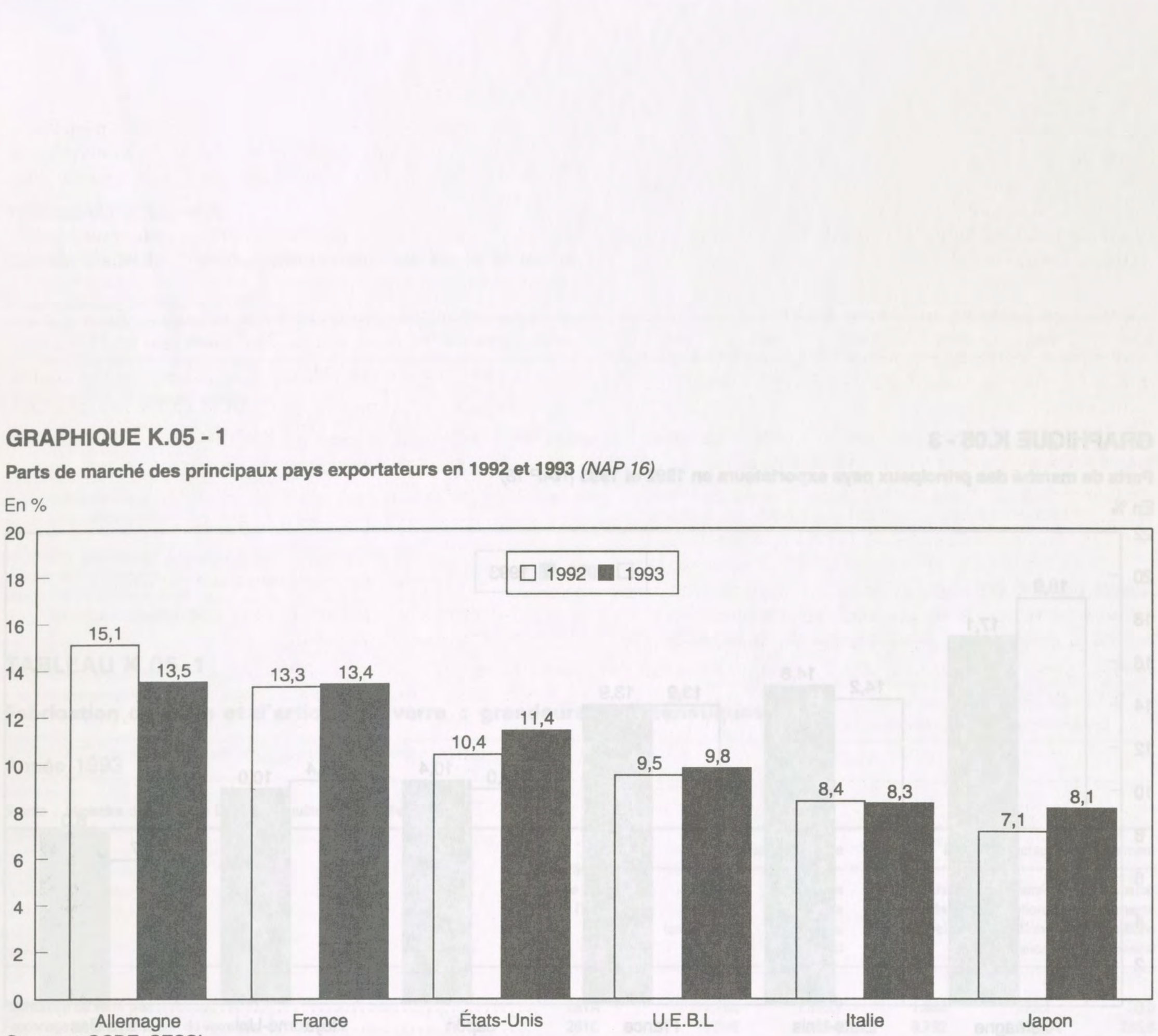
Industrie du verre, Production industrielle, séries mensuelles commentées et trimestrielles, P. Brocard et B. Wichmann, SESSI;

« L'emballage fait bonne contenance », J. Le Muet, P. Crosnier, Le 4 pages, SESSI, n° 14, février 1993.

*
* *

GRAPHIQUE K.05 - 1

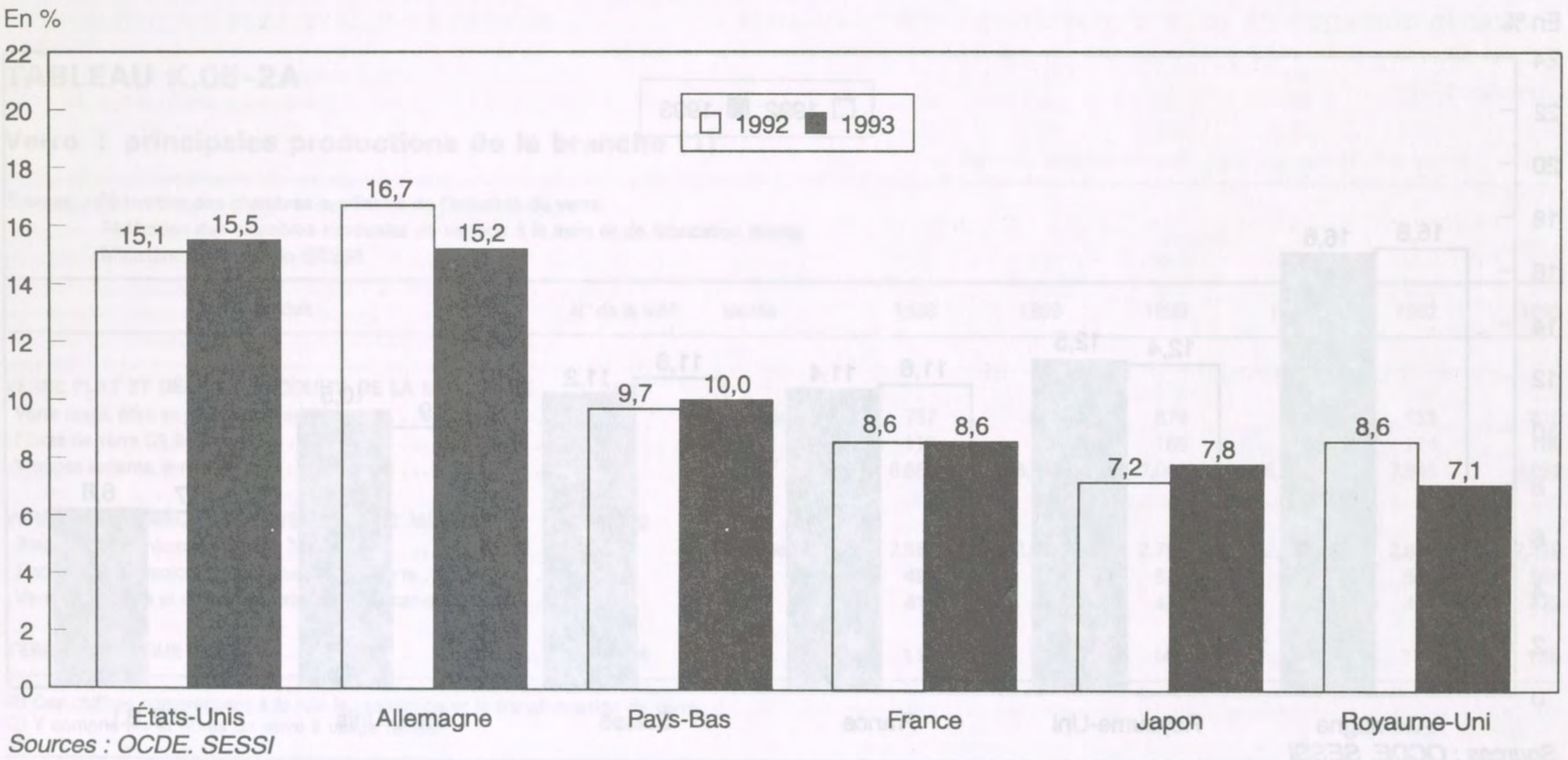
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 16)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.05 - 2

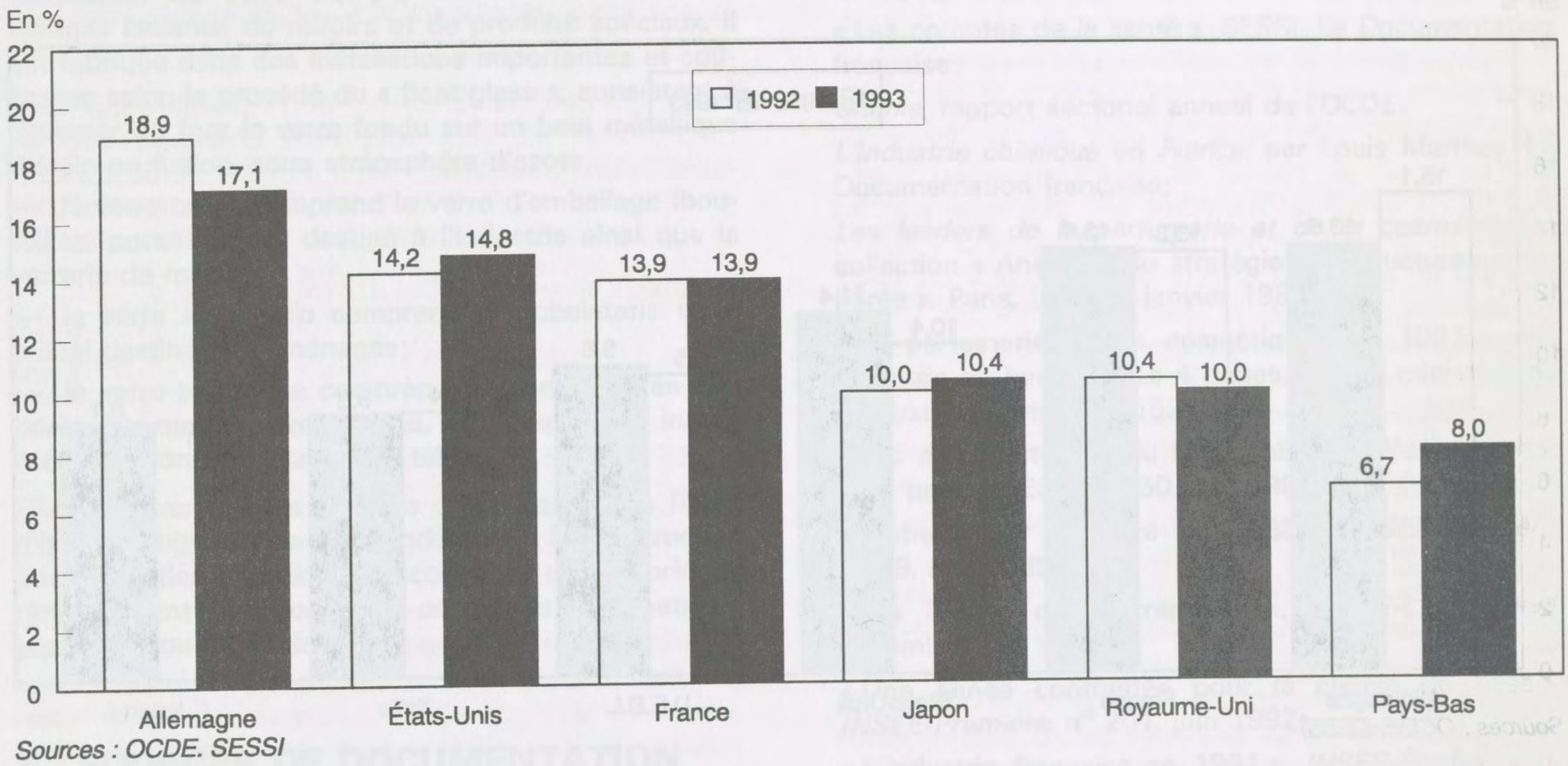
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 17)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.05 - 3

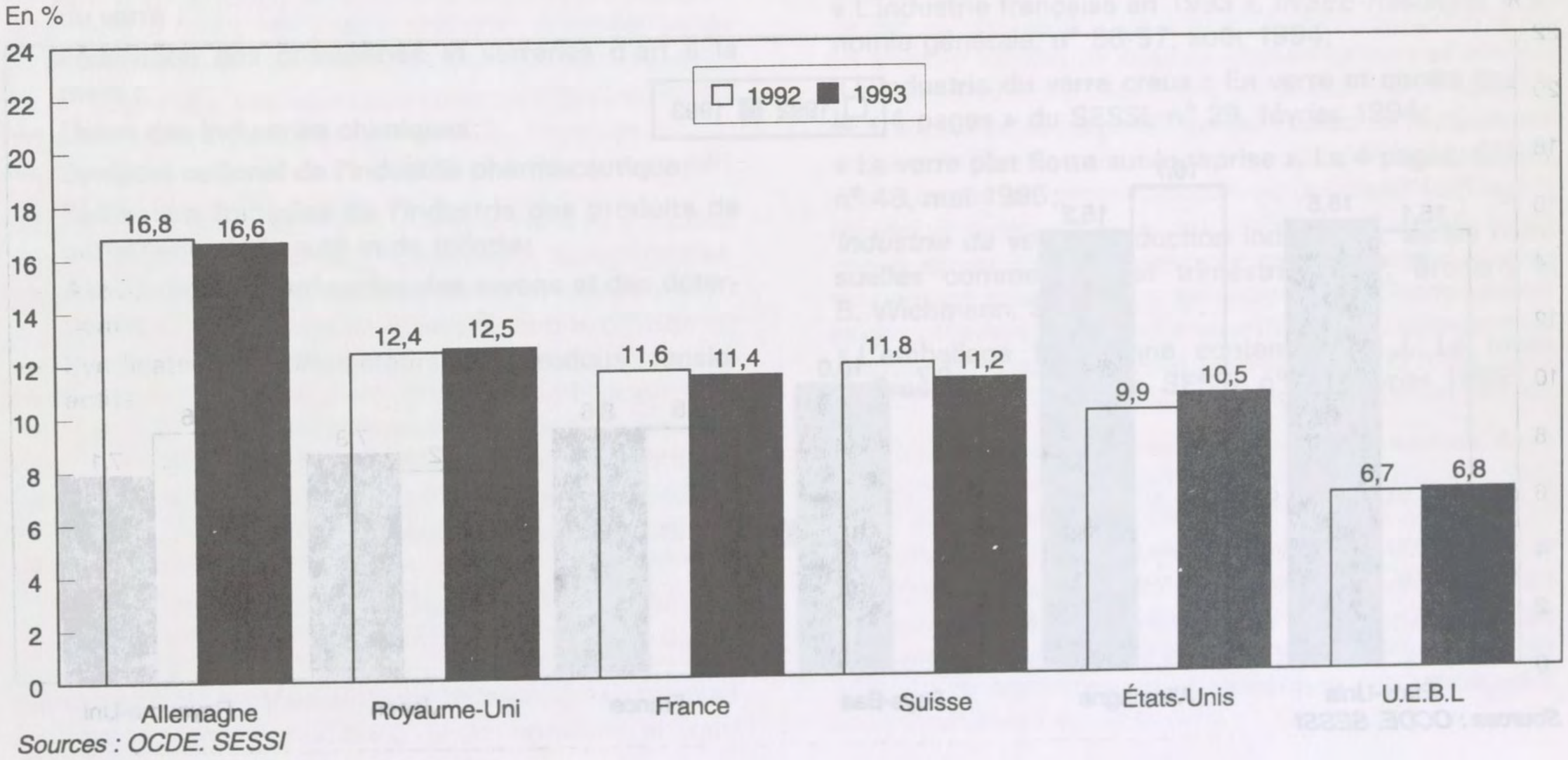
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 18)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.05 - 4

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 19)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.05-1

Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de verre plat	261A	1.762	1.895,7	1.686	273,2	33,0
Façonnage et transformation du verre plat	261C	9.096	6.789,0	9.792	1.295,6	285,6
Fabrication de verre creux	261E	30.053	18.844,8	30.775	4.265,5	999,9
Fabrication de fibres de verre	261G	1.951	1.775,3	2.163	383,7	95,2
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	5.446	3.105,6	5.559	793,3	218,3
Total	**26A**	**48.308**	**32.410,4**	**49.975**	**7.011,3**	**1.632,0**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.05-2A

Verre : principales productions de la branche (1)

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE	**1601**							
Verre coulé, étiré et glace non trempés		10^3 tonnes	787	614	879	842	833	810
Fibres de verre (2), livraisons		»	172	165	165	169	174	166
Vitrages isolants, livraisons		10^3 m^2	6.660	6.760	7.062	8.047	7.945	8.091
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**1602**							
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	2.580	2.659	2.791	2.812	2.858	2.719
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	499	497	512	548	594	504
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	419	437	454	451	431	422
VERRE TECHNIQUE	**1604**	»	**112**	**128**	**140**	**138**	**137**	**135**

(1) Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre.
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.05-2B

Verre : principales productions de la branche (1)

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF (1)	Unités	1994
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE			
Verre coulé, étiré et glace non trempés	261A, 261C	10^3 tonnes	868
Fibres de verre (2), livraisons	261G	»	180
Vitrages isolants, livraisons	261K	10^3 m^2	8.998
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**261E**		
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	2.894
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	543
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	438
VERRE TECHNIQUE	**261J**	»	**154**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre (NAF 26.1).
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.05-3

Industrie chimique de base : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de gaz industriels	241A	4.342	6.726,4	5.100	1.101,8	627,1
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4.279	5.518,9	5.211	929,1	790,2
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	12.113	13.764,6	10.290	1.730,1	894,2
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	24.781	40.539,3	26.886	5.447,4	2.649,9
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	6.841	9.721,3	7.452	1.300,8	251,9
Fabrication de matières plastiques de base	241L	18.501	32.614,6	19.232	3.620,7	1.684,3
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2.852	4.344,7	2.606	413,1	154,5
Total	**24A (2)**	**73.709**	**113.229,8**	**76.777**	**14.543,0**	**7.052,1**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Ce total ne reprend que la partie «Industrie chimique de base» du regroupement SESSI 24A , la partie «fabrication de fibres artificielles ou synthétiques» est reprise dans le tableau K09-1de l'annuaire.

TABLEAU K.05-4A

Chimie de base : principale production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
CHIMIE MINÉRALE								
SOUFRE	**1711**	**10^3 tonnes**	**1.022**	**907**	**919**	**1.167**	**1.034**	**1.106**
ACIDE SULFURIQUE ET PRODUITS DÉRIVÉS	**1712**							
dont : Acide sulfurique		»	4.081	4.187	3.771	3.487	3.020	2.357
Acide chlorhydrique		»	702	694	679	653	621	573
PRODUITS CHIMIQUES FABRIQUÉS PAR ÉLECTROLYSE OU ÉLECTROTHERMIE	**1713**							
dont : Chlore (ou chlore total)		»	1.418	1.448	1.340	1.268	1.405	1.388
Soude caustique (NaOH)		»	1.494	1.537	1.496	1.333	1.477	1.473
GAZ COMPRIMÉS	**1714**							
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	1.745	1.857	1.804	1.992	2.119	2.072
Azote comprimé		»	1.576	1.688	1.614	1.761	1.884	1.939
Hydrogène		»	483	471	471	419	...	384
OPACIFIANTS MINÉRAUX, COMPOSITIONS ET COULEURS POUR ÉMAUX	**1715**							
Oxyde de zinc		10^3 tonnes	41	44	45	40	c	c
ENGRAIS PHOSPHATÉS	**1718**							
Superphosphates (normal et concentré)		»	738	626	639	525	460	c
Superphosphates triples		»	411	344	316	380	202	c
Phosphates moulus		»	622	601	670	532	462	c
Acide phosphorique (usage engrais)		»	406	445	403	338	268	c
AUTRES ENGRAIS	**1719**							
Engrais composés		»	6.057	6.269	6.075	5.454	3.829	3.200
CHIMIE ORGANIQUE								
PRODUITS DE LA CHIMIE ORGANIQUE DE SYNTHÈSE	**1721**							
dont : Éthylène		»	2.446	2.528	2.252	2.421	2.654	2.536
Propylène		»	1.489	1.580	1.437	1.691	1.805	1.651
Butadiène		»	332	329	280	283	333	321
Isobutylène		»	185	191	173	153	156	157
Benzène		»	701	670	648	702	736	729
Styrène		»	578	478	740	c	c	c
MATIÈRES COLORANTES DE SYNTHÈSE	**1722**	»	**46**	**48**	**46**	**47**	**55**	**65**
STÉARINE, GLYCÉRINE, PRODUITS DE BASE POUR DÉTERGENTS	**1723**	»						
dont : Glycérine brute-100% de glycérol distillé		»	27	28	26	18	16	14
Agents de surface organiques		»	280	280	291	323	313	279
dont : Anioniques		»	203	206	211	195	227	180
PRODUITS AUXILIAIRES POUR LES INDUSTRIES DU CUIR ET DU CAOUTCHOUC, MATIÈRES ANIMALES ET VÉGÉTALES TRANSFORMÉES	**1725**							
dont : Noirs de carbone		»	241	270	254	226	232	205
Produits auxilliaires pour carburation et lubrification		»	480	490	517	506	569	649
GOUDRONS ET PRODUITS DE LA DISTILLATION DES GOUDRONS	**1726**							
Goudron brut		»	283	289	278	264	255	230
MATIÈRES PLASTIQUES	**1727**							
Aminoplastes		»	136	145	160	179	160	149
Polyéthylène basse densité		»	956	913	868	926	1.010	968
Polyéthylène haute densité		»	235	246	248	274	330	340
Polypropylène		»	581	702	780	819	897	972
Polystyrène et ses dérivés		»	536	542	542	530	509	481
Polychlorure de vinyle et ses dérivés		»	1.017	1.068	1.033	1.051	1.098	1.176
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE ET AUTRES ÉLASTOMÈRES	**1728**							
Copolymères polybutadiène-styrène		»	225	225	154	146	152	166
Caoutchouc synthétique et élastomères divers		»	344	363	361	325	346	320

TABLEAU K.05-4B

Chimie de base : principale production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF (1)	Unités	1994
CHIMIE MINÉRALE			
MINÉRAUX POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET ENGRAIS NATURELS (2)	**143Z**	**10^3 tonnes**	**1.112**
GAZ INDUSTRIELS	**241A**		
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	2.240
Azote comprimé		»	2.029
Hydrogène		»	506
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES DE BASE	**241E**		
dont : Acide sulfurique		»	2.230
Acide chlorhydrique		»	599
Chlore (ou chlore total)		»	1.476
Soude caustique (NaOH)		»	1.555
PRODUITS AZOTÉS ET ENGRAIS	**241J**		
Superphosphates (normaux et concentrés)		»	439
Superphosphates triples		»	218
Phosphates moulus		»	...
Acide phosphorique (usage engrais)		»	151
Engrais composés		»	3.261
CHIMIE ORGANIQUE			
COKE ET GOUDRONS	**231Z**		
Goudron brut		»	215
COLORANTS ET PIGMENTS	**241C**	»	**57**
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DE BASE	**241G**		
dont : Éthylène		»	2.796
Propylène		»	1.866
Butadiène		»	350
Isobutylène		»	128
Benzène		»	765
Styrène		»	c
MATIÈRES PLASTIQUES DE BASE	**241L**		
Aminoplastes		»	184
Polyéthylène basse densité		»	1.043
Polyéthylène haute densité		»	384
Polypropylène		»	1.124
Polystyrène et ses dérivés		»	533
Polychlorure de vinyle et ses dérivés		»	1.178
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE	**241N**	»	**591**
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN	**245A**	»	
dont : Glycérine brute-100% de glycérol distillé		»	15
Agents de surface organiques		»	c
dont : Anioniques		»	c
PRODUITS AUXILIAIRES POUR LES INDUSTRIES DU CUIR ET DU CAOUTCHOUC, MATIERES ANIMALES ET VEGETALES TRANSFORMEES			
dont : Noirs de carbone	241E	»	235
Produits auxilliaires pour carburation et lubrification	246L	»	572

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Essentiellement les minerais de soufre.

TABLEAU K.05-5

Parachimie et fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Parachimie	**24B**	**53.319**	**64.041,6**	**58.793**	**10.537,3**	**3.130,3**
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	7.678	11.331,1	8.785	1.756,4	668,3
Fabrication de peintures et vernis	243Z	17.069	18.261,4	18.530	3.107,6	793,8
Fabrication de produits explosifs	246A	3.991	2.226,7	4.587	702,9	147,3
Fabrication de colles et gélatines	246C	3.807	4.423,2	5.018	843,1	254,4
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4.211	5.079,7	4.324	829,7	218,4
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	6.232	6.023,1	8.152	1.571,8	296,0
Fabrication de supports de données	246J	1.389	1.398,9	1.551	274,4	139,6
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	8.942	15.297,5	7.846	1.451,4	612,5
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**24D**	**47.417**	**70.033,4**	**50.028**	**8.719,0**	**2.208,6**
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	12.845	20.176,4	13.004	2.394,4	678,1
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34.572	49.857,0	37.024	6.324,6	1.530,5
Total		**100.736**	**134.075,0**	**108.821**	**19.256,3**	**5.338,9**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.05-6A

Parachimie : principales productions de la branche (1)

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	N° de la NAP	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
ALLUMETTES (boîtes et pochettes d')	**1801**	**10^3 pièces**	**287**	**284**	**255**	**209**	...
dont : Boîtes d'allumettes		»	225	215	176	133	...
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	**1803**						
Explosifs en cartouches		10^3 tonnes	18	13	12	16	15
Explosifs en vrac		»	25	26	23	23	21
COLLES	**1804**						
Colles		»	382	430	424	434	444
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**1805**						
dont : Savons de toilette et de parfumerie		»	76	70	70	69	58
Savons de ménage et savons divers		»	50	48	52	39	44
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1.131	1.132	1.129	1.171	1.132
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	236	251	307	340	357
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	**1807**						
Peintures et vernis		»	710	711	680	683	*r* 680
Mastics et enduits		»	191	193	182	188	*r* 168
Encres d'imprimerie		»	68	67	64	69	68
PRODUITS PHYTOSANITAIRES	**1808**	»	**340**	**326**	**315**	**304**	**302**
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	**1809**						
Surfaces sensibles diverses		km^2	322	319	290	283	286

(1) La production de « produits de ménage » et de produits d'entretien n'est pas publiable du fait du secret statistique.

TABLEAU K.05-6B

Parachimie : principales productions de la branche (1)

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	N° de la NAF (2)	Unités	1994
PRODUITS PHYTOSANITAIRES	**242Z**	**10^3 tonnes**	...
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	**243Z**		
Peintures et vernis		»	733
Mastics et enduits		»	155
Encres d'imprimerie		»	77
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**		
dont : Savons de toilette et de parfumerie		»	59
Savons de ménage et savons divers		»	46
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1.035
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	345
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	**246A**		
Explosifs en cartouches		»	16
Explosifs en vrac		»	27
COLLES	**246C**		
Colles		»	438
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	**246G**		
Surfaces sensibles diverses		km^2	235
ALLUMETTES (boîtes et pochettes d')	**366E**	**10^3 pièces**	...
dont : Boîtes d'allumettes		»	...

(1) La production de « produits de ménage » et de produits d'entretien n'est pas publiable du fait du secret statistique.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.05-7

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	10.422	16.193,4	11.462	2.621,4	1.669,8
Fabrication de médicaments	244C	64.819	107.420,4	72.068	13.457,6	3.843,9
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	8.952	7.150,9	7.918	1.287,5	401,7
Total	**24C**	**84.193**	**130.764,7**	**91.448**	**17.366,5**	**5.915,4**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.05-8A

Industrie pharmaceutique : facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	N° de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993
SPECIALITES PHARMACEUTIQUES	1901	80.402	86.490	94.110	102.469	108.596
Médecine humaine		77.018	82.885	90.423	98.544	104.330
Médecine vétérinaire		3.384	3.605	3.687	3.925	4.266
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1902	4.023	4.726	5.217	5.363	5.571

TABLEAU K.05-8B

Industrie pharmaceutique : facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	N° de la NAF(1)	1994
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	**244C**	**110.817**
Médecine humaine		106.315
Médecine vétérinaire		4.502
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	**244D**	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.06

Fonderie et travail des métaux

(NAP : 20 et 21)

(NAF : 27 C, 28 A, 28 B, 28 C, 28 D et 29 F)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 20.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 21.

1. Fonderie et travail des métaux : grandeurs caractéristiques. NAF 27 C, NAF 28 A à D, NAF 29 F.
2. Principales productions des fonderies autonomes et intégrées.
3. Activité de la branche travail des métaux : facturation de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fonderie (NAF 27 C)

La fonderie est située en amont de toutes les branches utilisatrices de pièces métalliques. Les entreprises du secteur fabriquent des produits intermédiaires destinés à être incorporés dans des ensembles complexes, comme les automobiles, les appareils ménagers ou les centrales nucléaires. Les pièces sont fabriquées à la demande et selon les spécifications du client : c'est une industrie de sous-traitance.

La faiblesse de cette industrie vient de sa totale dépendance envers ses secteurs clients et de l'arrivée de matériaux concurrents. La fonderie a dû réduire ses effectifs de moitié en 15 ans et se moderniser (automatisation des productions, CFAO, réduction des coûts de manutention, recyclage des sables usés, respect de l'environnement).

Les industriels dans le grand marché européen doivent faire face à la concurrence de l'Allemagne pour l'acier de haut de gamme, et des pays ibériques et de l'Est pour les produits de qualité courante.

En croissance de 15 % avec 1,3 million de tonnes produites en 1994 (donc 15 % ont été exportées), la fonderie française, grâce à la reprise, a largement retrouvé son niveau de 1992.

Les effectifs se stabilisent en 1994 après une réduction de près de 10 % en 1993.

Les perturbations monétaires et les hausses des matières premières qui ont eu lieu dans le courant de 1994 ont cependant entraîné quelques répercussions sur les prix de vente, dans un contexte de marché à forte concurrence.

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NAF 28 A)

Cette activité est assurée principalement par des entreprises de petite taille : 70 % ont un effectif inférieur à 50 personnes et 4 seulement emploient plus de 500 salariés.

Ces entreprises se situent dans les bassins industriels habituels comme l'Île-de-France, la région Rhône-Alpes et le Nord - Pas-de-Calais, mais aussi dans les régions Centre, Pays de la Loire et Champagne-Ardenne.

Les ossatures de bâtiment représentent la plus grosse part de fabrication de ce secteur. L'ensemble des fermetures métalliques comprend 118 entreprises et réalise un chiffre d'affaires de plus de 6 milliards de francs dont 1,7 pour les portes et fenêtres en aluminium. Cependant ces derniers produits régressent d'environ 10 % par rapport à 1993. Après avoir remplacé le bois, l'aluminium est à son tour de plus en plus concurrencé par le plastique.

Le volume d'activité a peu évolué entre 1992 et 1993; les résultats connus pour 1994 sont légèrement à la baisse.

La consommation d'acier dans le BTP en France a chuté en 1993 pour la troisième année consécutive. Avec un volume de 3,7 millions de tonnes, elle est en repli de près de 12 % par rapport à 1992. Le bâtiment non résidentiel et le génie civil, gros consommateurs d'acier, n'ont pas encore donné des signes tangibles de reprise.

Chaudronnerie (NAF 28 B)

Elle comprend :

— de grandes entreprises de dimension internationale qui interviennent dans les pétroles, la chimie ou le nucléaire civil et qui sont largement présentes à l'exportation;

— un grand nombre de sociétés de taille modeste qui réalisent en particulier des travaux de maintenance ou d'installation de sites industriels.

Les dix premières entreprises du secteur représentent 30 % des ventes et 50 % des exportations. À l'opposé, plus de 1.000 entreprises réalisant des travaux de mécano-soudure comptent de 20 salariés à 50 salariés.

L'année 1993 aura été marquée par la contraction généralisée de l'activité tandis que 1994 a bénéficié du redémarrage enregistré dans la quasi-totalité des secteurs : les carnets de commandes se sont progressivement regarnis, mais dans un climat concurrentiel assez rude et dans un contexte de hausse du prix des matières premières (acier, notamment) qui tend à peser sur les marges des sociétés.

La chaudronnerie est très présente dans les régions à forte tradition industrielle, en Île-de-France, Nord - Pas-de-Calais et Rhône-Alpes, mais également en Lorraine et en Haute-Normandie; elle s'est aussi développée dans les Pays de la Loire et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Distincte de la chaudronnerie, la fabrication de chaudières est assurée en France par un très petit nombre de sociétés de taille importante.

Services industriels du travail des métaux (NAF 28 C)

Caractérisés par la forte proportion de petites entreprises, seulement 9 % d'entre elles ont plus de 100 salariés, ces secteurs de pure sous-traitance ont connu une année 1993 très difficile avec une baisse de 10 % des effectifs et du chiffre d'affaires. L'année 1994 marque un redressement significatif : le secteur automobile, donneur d'ordres principal et dont les ventes ont été dopées par des mesures incitatives, a largement contribué à la hausse enregistrée.

La sous-traitance a profondément évolué : le partenariat s'installe, rendu nécessaire par le développement des techniques favorisant un approvisionnement sur mesure des clients (fabrication en « flux tendu » et livraison « juste-à-temps »). De plus le sous-traitant se voit confier la fabrication de pièces de plus en plus élaborées, prêtes au montage chez le client assembleur.

Si les résultats de l'année 1994 attestent de la reprise, les deux points traditionnellement faibles de la sous-traitance subsistent : un taux d'exportation peu élevé (12 %) sauf pour la forge (régulièrement au-dessus de 25 %) et sans progression notable; un taux d'investissement qui continue de baisser depuis 1991.

Fabrication de produits métalliques (NAF 28 D)

Elle repose essentiellement sur des unités de petite taille : 80 % des entreprises emploient moins de 100 salariés, mais ce sont les 23 grosses entreprises de plus de 500 salariés qui tractent l'activité économique de l'ensemble : avec 30 % du chiffre d'affaires total, elles réalisent 40 % des exportations. Le secteur des articles de ménage occupe une position de leader, grâce aux nombreuses innovations des fabricants d'articles et appareils de cuisson : les exportations en valeur ont progressé de près de 10 % entre 1993 et 1994.

La répartition géographique des effectifs est d'autant plus concentrée sur les pôles les plus industrialisés de l'Hexagone (Île-de-France, 20 %; Rhône-Alpes, 15 %) qu'il s'agit d'activités travaillant en sous-traitance (fabrication de ressorts, outillage mécanique et visserie-boulonnerie). Les pratiques du « juste à temps » imposées par les donneurs d'ordres ou les secteurs clients que sont principalement l'industrie automobile, aéronautique ou le BTP imposent cette proximité.

La fabrication d'emballages métalliques légers, qui représente l'activité principale du secteur, concentre des filiales de grands groupes tels Carnaudmetalbox, Péchiney Emballages Alimentaires et Ferembal.

Préoccupés par des impératifs de recyclage et de surcapacité européenne, les producteurs de boîtes-boisson ont également dû affronter une augmentation de 50 % des cours de l'aluminium en 1994. L'acier, qui se prête aux innovations technologiques améliorant sa légèreté, revient en force face à la concurrence montante du plastique recyclable PET. Le volume de production de la branche emballages métalliques se maintient à un rythme élevé depuis l'été 1994.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industries, données générales ».

- **Flux tendus**

En matière d'approvisionnement, gestion tendant à supprimer les stocks.

- **Juste à temps**

Gestion en flux tendus s'appliquant aux relations sous-traitants/donneurs d'ordre.

Fonderie (NAF 27 C)

Fonderie : C'est la technique qui consiste à chauffer un métal ou un alliage pour le porter à l'état liquide et le couler dans un moule afin d'obtenir après refroidissement la pièce désirée. Cette pièce reprend ainsi fidèlement les formes du modèle original ayant servi à réaliser ce moule. Il est donc possible de réaliser des pièces de dimensions variées et de formes complexes aussi bien extérieurement qu'intérieurement tout en limitant les opérations d'usinage, soudure et montage.

L'industrie de la fonderie comprend la fabrication de pièces moulées en métaux ferreux (fonte, acier), et en métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc...), et alliages.

Fonderie sur modèles : fonderie de sous-traitance, fabrication « sur mesure » à la demande de la clientèle.

Fonderie intégrée : certaines entreprises possèdent des unités de fonderie intégrée pour leur production en aval (automobile par exemple) mais les fonderies autonomes sont majoritaires.

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NAF 28 A)

Fabrication de constructions métalliques : grands ensembles métalliques destinés soit à la construction d'immeubles ou bâtiments industriels (tels les ossatures, hangars...), soit à la réalisation de projets d'infrastructure (barrages, portes-écluses, tabliers de ponts et passerelles, tours, pylônes...). Les entreprises de ce secteur fournissent essentiellement le BTP.

Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques : portes, fenêtres ainsi que leurs cadres et fermetures, destinés aussi bien à la construction individuelle qu'aux bâtiments industriels ou commerciaux.

Chaudronnerie (NAF 28 B)

Cette industrie comprend la fabrication de :
— réservoirs et citernes métalliques;
— bouteilles pour gaz comprimés;
— radiateurs et chaudières pour chauffage central;
— générateurs de vapeur;
— réacteurs nucléaires.

Elle recense également les travaux de réalisation et de montage de matériels chaudronnés pour toutes les industries ainsi que les travaux de tuyauterie sur site industriel : chimie, pétrole, etc.

Services industriels du travail des métaux (NAF 28 C)

Forge, estampage, matriçage : déformation de métaux à chaux ou à froid par choc ou par pression, avec ou sans matrice.

Découpage, emboutissage : mise en forme de feuillards ou de tôles en acier ou en métaux non ferreux.

Métallurgie des poudres : production, exclusivement en sous-traitance, de pièces obtenues par frittage (compactage et cuisson de poudres métalliques).

Traitement et revêtement des métaux : revêtement industriel, traitement thermique, thermochimique, décoration, protection décorative, émaillage à façon pour protection et décoration.

Décolletage : usinage de pièces essentiellement métalliques par enlèvement de copeaux, principalement sur tours automatiques.

Mécanique générale : usinage de pièces sur plan par enlèvement de métal, reconstruction de moteurs thermiques, entretien et réparations mécaniques.

Fabrication de produits métalliques (NAF 28 D)

Elle regroupe 14 activités :

— fabrication de coutellerie;
— fabrication d'outillage à main;
— fabrication d'outillage mécanique;
— fabrication de serrures et ferrures;
— fabrication de fûts et emballages métalliques similaires;
— fabrication d'emballages métalliques légers;
— fabrication d'articles en fils métalliques;
— fabrication de visserie et boulonnerie;
— fabrication de ressorts;
— fabrication de chaînes;
— fabrication d'articles métalliques ménagers;
— fabrication de coffre-forts;
— fabrication de petits articles métalliques;
— fabrication d'autres articles métalliques divers.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);
— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes;
— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface;
— Syndicat des applicateurs en traitement de surface;
— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage;
— Syndicat national du décolletage (SNDEC);
— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge;
— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux;
— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF);
— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR);
— Syndicat des industries mécaniques;
— Syndicat de l'outillage à main et des machines électroportatives (SOMMEP);
— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ);
— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE);
— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM);
— Chambre syndicale de la coutellerie;
— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tomes 1 et 2, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

Bulletin mensuel de statistique industrielle, SESSI;

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;

« La fonderie », *SESSI-Études,* n° 125, juin 1992;

« La fonderie : un renouveau en suspens », le « 4 pages » du SESSI, n° 4, mai 1992;

« La fonderie et le travail des métaux », perspectives sectorielles BIPE;

Hommes et fonderie (mensuel);

« Productivité et compétitivité des fonderies européennes », SGFF, janvier 1993;

« La fonderie française en 1994 », Syndicat général des fondeurs de France (SGFF), avril 1995;

Enquêtes trimestrielles de branche travail des métaux, SESSI;

« La sous-traitance dans le travail des métaux, production industrielle », séries mensuelles et trimestrielles, SESSI;

Le recours à la sous-traitance industrielle (annuel), SESSI.

Chaudronnerie, tôlerie, tuyauterie industrielle (mensuel);

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993;

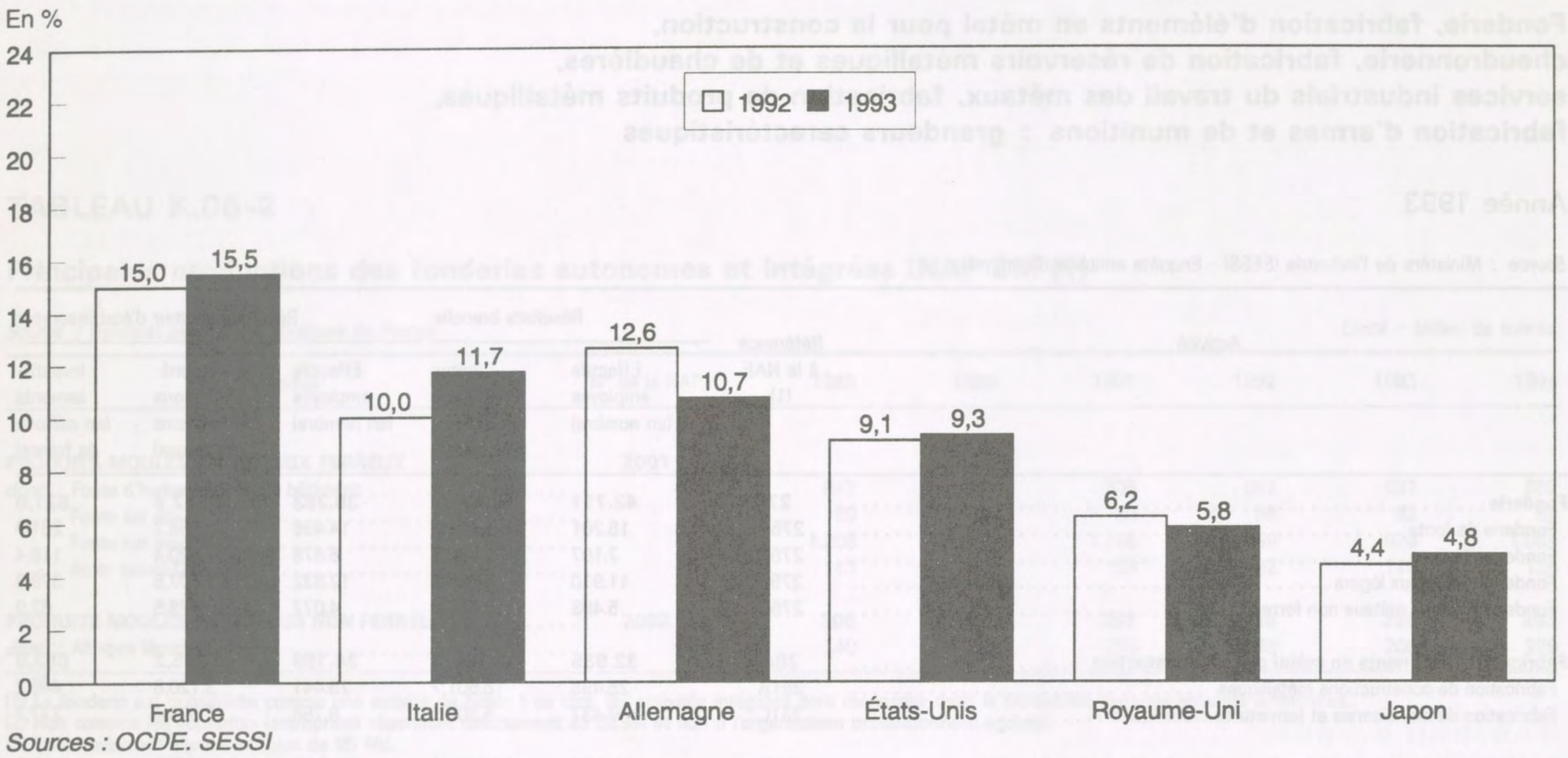
« Les comptes de l'industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993;

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.06 - 1

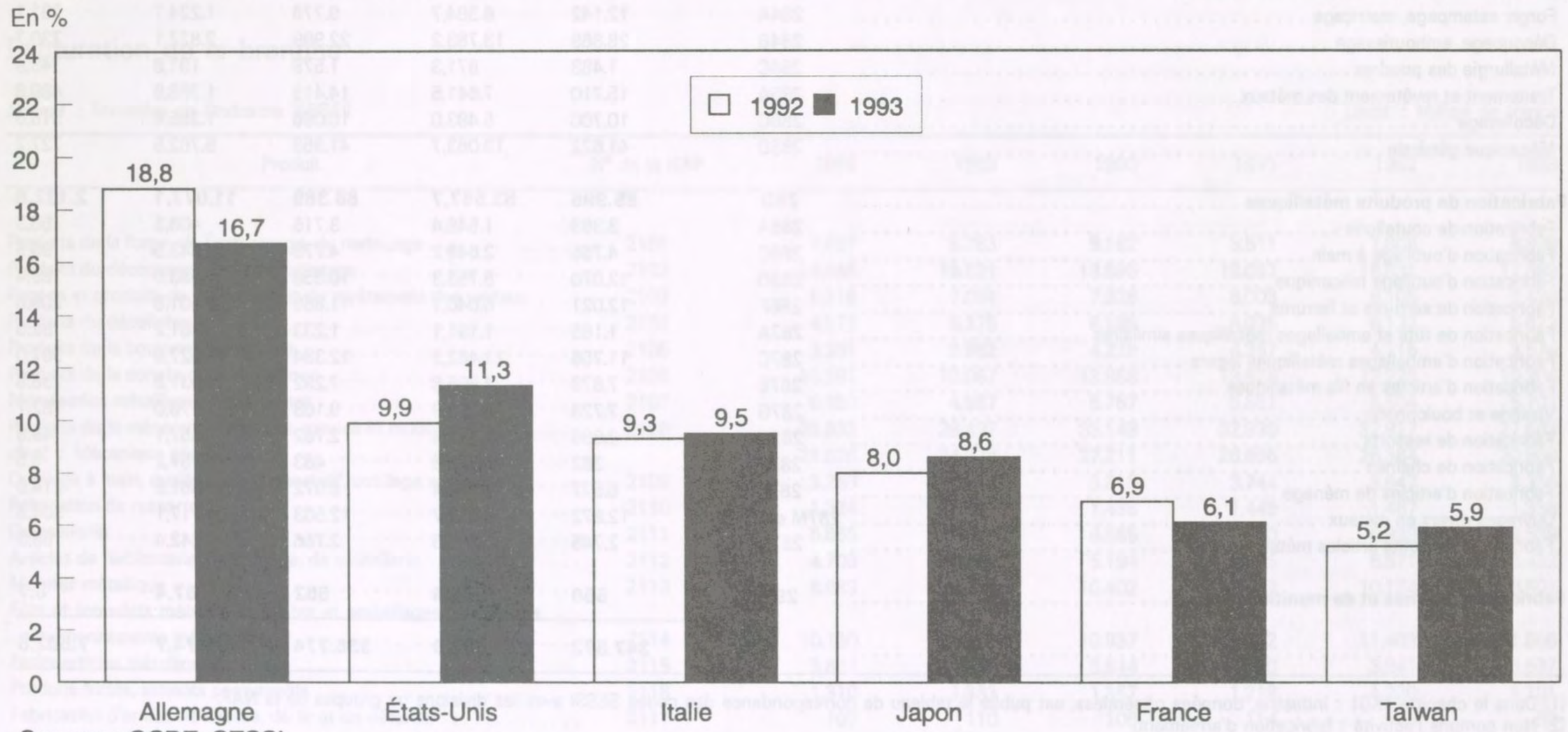
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 20)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.06 - 2

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 20)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.06-1

Fonderie, fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques, fabrication d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fonderie	**27C**	**42.711**	**16.431,7**	**38.283**	**4.562,6**	**821,0**
Fonderie de fonte	275A	18.201	6.179,1	14.496	1.756,2	261,9
Fonderie d'acier	275C	7.107	2.736,7	6.878	820,4	116,4
Fonderie de métaux légers	275E	11.910	5.696,3	12.832	1.507,5	379,8
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	5.493	1.819,6	4.077	478,5	62,9
Fabrication d'éléments en métal pour la constuction	**28A**	**32.935**	**23.805,3**	**34.199**	**4.205,2**	**683,9**
Fabrication de constructions métalliques	281A	25.498	18.501,7	25.441	3.120,8	446,2
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	7.437	5.303,6	8.758	1.084,4	237,7
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	**28B**	**74.855**	**44.387,4**	**76.565**	**10.632,0**	**1.284,9**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	4.316	2.312,7	4.650	575,6	63,7
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	583	460,8	754	130,5	20,5
Fabrication de radiateurs et chaudières pour le chauffage central	282D	9.726	7.408,4	10.988	1.459,9	316,8
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	2.376	2.356,5	2.496	485,1	28,4
Chaudronnerie nucléaire	283B	8.103	7.871,8	8.538	1.642,4	223,9
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	49.751	23.977,2	49.139	6.338,5	631,6
Services industriels du travail des métaux	**28C**	**110.526**	**53.037,4**	**100.786**	**13.130,4**	**2.571,2**
Forge, estampage, matriçage	284A	12.142	6.384,7	9.778	1.224,7	261,1
Découpage, emboutissage	284B	28.869	13.783,2	22.999	2.827,1	730,7
Métallurgie des poudres	284C	1.483	671,3	1.579	191,8	43,8
Traitement et revêtement des métaux	285A	15.710	7.641,5	14.415	1.768,9	489,8
Décolletage	285C	10.700	5.493,0	10.056	1.355,4	318,6
Mécanique générale	285D	41.622	19.063,7	41.959	5.762,5	727,2
Fabrication de produits métalliques	**28D**	**85.995**	**53.567,7**	**86.389**	**11.077,1**	**2.132,8**
Fabrication de coutellerie	286A	3.369	1.546,4	3.715	408,3	56,3
Fabrication d'outillage à main	286C	4.755	2.649,2	4.779	643,5	99,5
Fabrication d'outillage mécanique	286D	12.070	5.753,3	10.558	1.483,0	189,4
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12.021	6.040,1	11.859	1.401,8	209,6
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	1.165	1.191,1	1.233	181,2	32,5
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11.756	11.482,3	12.394	1.527,9	587,0
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7.679	4.905,8	7.292	931,8	138,8
Visserie et boulonnerie	287G	7.728	4.258,9	9.103	1.170,0	182,7
Fabrication de ressorts	287H	2.896	1.344,4	2.762	357,1	49,8
Fabrication de chaînes	287J	362	172,5	463	51,2	9,5
Fabrication d'articles de ménage	287L	6.577	4.474,4	6.972	861,8	214,6
Ouvrages divers en métaux	287M et 287P	12.872	8.432,7	12.503	1.717,1	304,8
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2.745	1.316,6	2.756	342,4	58,3
Fabrication d'armes et de munitions (2)	**29F**	**550**	**365,4**	**552**	**67,4**	**8,7**
Total		**347.572**	**191.594,9**	**336.774**	**43.674,7**	**7.502,5**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Non compris l'activité : fabrication d'armement.

TABLEAU K.06-2

Principales productions des fonderies autonomes et intégrées [NAP 20] (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAP	1989	1990	1991	1992	1993	1994
PRODUITS MOULÉS EN MÉTAUX FERREUX	**2001**						
dont : Fonte d'hydraulique et de bâtiment		642	669	706	656	637	682
Fonte sur album (2)		80	63	89	96	82	67
Fonte sur modèle (2)		1.208	1.186	1.118	1.059	926	1.084
Acier moulé (2)		113	117	109	102	118	136
PRODUITS MOULÉS EN MÉTAUX NON FERREUX (2)	**2002**	**308**	**304**	**298**	**296**	**256**	**293**
dont : Alliages légers (3)		240	235	230	235	200	229

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes.
(2) Non compris les «optants» (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée).
(3) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).

TABLEAU K.06-3A

Activité de la branche travail des métaux [NAP 21]

Facturation de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Produits de la forge, de l'estampage, du matriçage	2101	7.827	8.783	9.162	8.511	7.808	6.899
Produits du découpage, de l'emboutissage	2102	14.646	16.621	18.595	18.037	18.631	17.389
Façons et produits du traitement et du revêtement des métaux	2103	6.218	7.091	7.928	8.003	8.105	7.428
Produits du décolletage	2104	4.572	5.375	6.196	6.035	6.133	5.622
Produits de la boulonnerie, visserie	2105	3.381	3.962	4.239	4.357	4.116	3.574
Produits de la construction métallique	2106	10.591	12.067	13.988	13.625	12.228	10.204
Menuiseries métalliques de bâtiment	2107	6.850	4.987	5.757	5.867	6.504	5.707
Produits de la mécanique générale, moules et modèles	2108	25.933	28.497	33.143	32.930	32.927	27.663
dont : Mécanique générale		21.626	24.076	27.211	26.696	26.364	20.969
Outillage à main, outillage électroportatif, outillage agricole	2109	3.259	3.570	3.818	3.744	3.647	3.356
Fabrication de ressorts	2110	1.324	1.441	1.436	1.449	1.487	1.336
Quincaillerie	2111	5.655	6.049	6.565	6.570	6.939	6.539
Articles de ferblanterie, de ménage, de coutellerie	2112	4.709	4.815	5.194	5.605	5.571	5.432
Mobilier métallique	2113	8.689	9.635	10.402	10.343	10.134	9.501
Fûts et tonnelets métalliques, boîtes et emballages métalliques, conditionnements métalliques	2114	10.180	10.838	10.937	11.542	11.493	11.866
Petits articles métalliques	2115	3.634	3.718	3.944	3.820	3.941	3.537
Produits frittés, aimants permanents	2116	1.310	1.383	1.357	1.219	1.220	1.101
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	2117	107	110	106	114	95	99

TABLEAU K.06-3B

Activité de la branche travail des métaux

Facturation de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de la NAF (1)	1994
Fabrication de constructions métalliques	281A	14.679
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	3.718
Forge, estampage, matriçage	284A	7.100
Découpage, emboutissage	284B	14.945
Métallurgie des poudres	284C	747
Traitement et revêtement des métaux	285A	7.833
Décolletage	285C	6.465
Mécanique générale	285D	20.100
Fabrication de coutellerie	286A	1.230
Fabrication d'outillage à main	286C	2.334
Fabrication d'outillage mécanique	286D	2.302
Fabrication de serrures et ferrures métalliques	*p* 286F	6.795
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	899
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11.443
Fabrication d'articles en fils métalliques	*p* 287E	3.646
Visserie et boulonnerie	*p* 287G	4.362
Fabrication de ressorts	*p* 287H	2.193
Fabrication de chaînes	*p* 287J	c
Fabrication d'articles métalliques ménagers	*p* 287L	4.540
Fabrication de coffre-forts (dont portes blindées)	287M	542
Fabrication de petits articles métalliques	*p* 287N	1.291
Fabrication d'articles métalliques n.c.a. (2)	*p* 287P	6.855
Fabrication de moules et modèles	295N	5.963

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. La lettre «p» devant le code NAF 700 signifie partie de cette classe de la NAF.
(2) Cette classe comprend la fabrication d'échelles et d'escabeaux, de panneaux indicateurs, d'articles de voirie; mais également d'armes blanches (sabres, épées et baïonnettes); et d'éléments de couverture en métal (gouttières, faîtages).

Chapitre K.07

Construction mécanique, électrique et électronique

(NAP : 22 à 25, 27 à 30, et 34)
(NAF : 29 A, 29 B, 29 C, 29 D, 29 E, 29 G, 30, 31 A, 31 B, 32 A, 32 B, 32 C, 33 A, 33 B)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 22, 23, 24, 25 et 34.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 27 à 30.

1. Construction mécanique : grandeurs caractéristiques. NAF 29 A à E, 33 A et 33 B.
2. Construction mécanique : activité de la branche.
3. Construction électrique et électronique : grandeurs caractéristiques. NAF 29 G, NAF 30, NAF 31 A et B, NAF 32 A à C.
4. Livraisons de matériel électroménager au grand public.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication d'équipements mécaniques (NAF 29 A)

Le rythme d'activité de la production d'équipements mécaniques dépend étroitement du niveau général d'investissement, lui-même déterminé par la conjoncture économique d'ensemble. Ainsi le niveau réduit d'activité en 1993 a-t-il particulièrement pénalisé ce secteur.

La reprise de 1994 s'est traduite par un regain d'activité bien marqué à la suite du mouvement de rattrapage des investissements enregistré dans l'industrie manufacturière.

Cependant, l'adaptation permanente du potentiel de production aux fluctuations de la demande demeure un défi pour de nombreuses entreprises du secteur. La hausse actuelle du prix des matières premières est également source de difficultés.

Au niveau européen, l'industrie des équipements mécaniques est nettement dominée par l'Allemagne. Le commerce intercommunautaire est très intense, mais les flux d'achats et de ventes français hors d'Europe ont augmenté au cours des dernières années. Ce secteur compte de nombreuses PMI, et plusieurs intervenants de dimension internationale. Ces entreprises sont en particulier fournisseurs des compagnies pétrolières et participent à divers grands projets d'équipement industriel. La compétitivité nécessite un niveau de recherche-développement élevé et un rythme d'innovation soutenu.

Fabrication de machines d'usage général (NAF 29 B)

Ce secteur très hétéroclite se caractérise par un taux de couverture positif.

L'évolution de l'activité ascenseur, faiblement exportatrice, est liée pour partie à la situation du secteur de la construction. Cependant la baisse du marché de l'équipement neuf a été compensée ces dernières années par la croissance de l'activité service qui représente environ 40 % du chiffre d'affaires du secteur. La production ascensoriste française est dominée par les quatre grands groupes mondiaux qui réalisent les trois quarts des ventes de la branche.

Le secteur français du levage et de la manutention, 4^{e} au niveau mondial, est composé essentiellement de petites et moyennes entreprises, sauf dans le domaine des grues et des chariots où interviennent des grandes sociétés internationales. Le redressement de l'activité observée au cours du second semestre de l'année 1994 traduit la reprise de l'investissement productif.

Le secteur opère une véritable mutation. Celle-ci va s'exercer par une plus grande concentration des entreprises et par une offre d'équipements visant une meilleure flexibilité sur un marché dominé par des grands groupes mondiaux de la mécanique.

Dans le secteur de la manutention, ainsi que dans l'activité matériel aéraulique et frigorifique, 60 % des exportations sont réalisées par les 10 premières entreprises. L'exportation a permis au matériel frigorifique de mieux résister au recul du marché intérieur que le matériel aéraulique. Pourtant les possibilités de développement du marché de la climatisation sont importantes en France, mais les constructeurs japonais sont déjà présents avec 40 % du marché.

Fabrication de machines agricoles (NAF 29 C)

Après une année 1993 difficile, le secteur du machinisme agricole aura connu en 1994 une reprise bien marquée, avec en particulier 20 % d'immatriculations de tracteurs en plus.

Au niveau mondial, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest constituent les principaux marchés du machinisme agricole. Il s'agit toutefois de marchés relativement saturés tandis que les marchés en émergence comme l'Europe de l'Est, l'Asie ou le tiers-monde ne constituent encore qu'une part limitée des débouchés de l'industrie française du matériel agricole.

Au niveau européen, la France représente le premier marché du machinisme agricole mais n'est que le quatrième producteur derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. C'est une industrie très innovatrice.

L'augmentation des surfaces moyennes cultivées par exploitation, de même que les divers types de regroupement entre producteurs se traduisent par une progression de la puissance des matériels utilisés, en particulier pour ce qui concerne les tracteurs.

Pour certaines entreprises, la production de matériels de jardinage — motoculteurs et moto-houes — constitue une voie de diversification par rapport à la production des matériels qui correspondent aux activités agricoles traditionnelles.

La balance du commerce extérieur pour l'ensemble du machinisme agricole est structurellement déficitaire. Le déficit est particulièrement marqué pour le matériel de récolte — il n'y a pas de production de moissonneuses-batteuses en France — et pour les tondeuses à gazon.

Fabrication de machines-outils (NAF 29 D)

Avec moins de 3 % de la production mondiale de machines-outils, la France se situe au huitième rang dans un secteur fortement dominé par le Japon et l'Allemagne.

La baisse de la production française de machines-outils à métaux semble stoppée en 1994, grâce à la reprise de l'investissement productif.

Le tissu industriel hexagonal a été modifié notamment dans le secteur de la machine standard. Une partie des activités de la machine-outil a été reprise par des groupes étrangers. D'autres entreprises ont été rassemblées dans deux pôles moteurs français (Cato et Sfpi). Les PME indépendantes connaissent une santé financière fragile. Les entreprises ont procédé à des réductions importantes d'effectifs et développé le recours à la sous-traitance.

Dans cet environnement très concurrentiel, les entreprises du secteur restent compétitives.

La progression des exportations illustre la reconnaissance technologique des entreprises françaises sur les

marchés étrangers. Mais la balance commerciale reste déficitaire, les importations ayant également augmenté en 1994. L'Allemagne, l'Italie, la Suisse, le Japon représentent plus des trois-quarts des importations.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NAF 29 E)

Le secteur de la fabrication de machines d'usage spécifique se caractérise par la grande diversité de ses produits destinés à l'équipement des industries manufacturières. Son évolution est déterminée par le rythme des investissements.

Certaines composantes de ce secteur (matériels pour le bâtiment et les travaux publics) trouveront le chemin de la croissance dès 1994.

Dans ce secteur, l'industrie européenne, dominée par l'Allemagne, a su, jusqu'à présent, maintenir sa position de chef de file face aux constructeurs de l'Europe de l'Est, fournisseurs de matériels bon marché et à ceux des pays asiatiques très présents sur le segment des produits standards.

Les entreprises françaises intensifient donc leurs efforts pour accroître leur productivité, augmenter leur niveau d'innovation et développer l'internationalisation de leur production. L'adoption d'une stratégie de « niches » comme celle de Sidel, n° 1 mondial des machines à fabriquer les bouteilles en plastique PET, permet à des entreprises moyennes de prospérer.

L'importante pénétration de ce secteur par les capitaux étrangers entraîne un fort taux d'exportation directe des entreprises et un taux de couverture du commerce extérieur largement excédentaire.

Fabrication d'appareils domestiques (NAF 29 G)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée. Des regroupements importants, accompagnés d'une baisse d'effectifs, ont eu lieu ces dernières années afin de permettre aux sociétés d'atteindre une dimension internationale. Devançant les États-Unis et le Japon, l'Union européenne est le plus important producteur d'appareils électroménagers.

Les producteurs français de grands appareils électroménagers ont tous été rachetés par des sociétés étrangères. Les groupes nationaux Seb et Moulinex se positionnent dans le domaine du petit équipement domestique.

Les marchés de certains produits tels que les réfrigérateurs et les lave-linge arrivent à saturation et deviennent de simples marchés de renouvellement.

Pour développer leur marché, les fabricants d'électroménager sont à la poursuite d'innovations technologiques utiles aux consommateurs et à l'environnement (économie d'eau et d'énergie). Ainsi, avec de nouvelles gammes de fours à micro-ondes tri-fonctions, le taux d'équipement en Europe a progressé de 4 % atteignant 42 %. Le marché des aspirateurs s'adapte également aux nouveaux besoins d'entretien de la maison en combinant aspiration et nettoyage-vapeur des sols de toutes natures.

Afin d'améliorer la compétitivité, certains composants sont produits dans des pays à faibles coûts, et des unités de production sont délocalisées à l'étranger.

De nouveaux marchés doivent également être trouvés : Europe centrale et de l'Est, pays du Sud-Est asiatique, Amérique latine...

Fabrication de matériel informatique (NAF 30)

L'industrie de l'informatique est en perpétuel bouleversement.

Alors qu'auparavant cette industrie était tirée par la technologie, aujourd'hui, elle subit les soubresauts du marché. D'une informatique centralisée basée sur des grands systèmes, on passe à une informatique distribuée où de petits systèmes communiquent entre eux par l'intermédiaire des réseaux. L'information devient ainsi plus abondante, plus riche et moins coûteuse.

Ainsi, le marché des micro-ordinateurs, surtout celui destiné au grand public, est en pleine croissance et l'enjeu d'une très vive concurrence entre les constructeurs. Ceux-ci se livrent à une guerre des prix qui diminuent leur marges. Ils tendent à réduire leurs coûts en diminuant leurs stocks, en adoptant la production de masse sur des standards du marché, en produisant à la commande et en faisant appel de plus en plus à des sous-traitants. Ceux-ci doivent donc disposer d'un potentiel productif et d'une capacité d'investir suffisants pour rester dans la course et offrir les prix les plus attractifs.

La puissance grandissante des micro-ordinateurs et la baisse continue de leurs prix ouvrent la porte d'une part au développement du multimédia, d'autre part à la fusion de la téléphonie et de la micro-informatique. D'ores et déjà, le multimédia représente un chiffre d'affaires mondial de l'ordre de 100 milliards de francs pour un parc installé de 6 millions de machines. Il concerne aussi bien le grand public que le secteur professionnel (téléconférence, bornes actives d'information, formation).

Le taux particulièrement faible d'équipement en micro-ordinateurs en France, environ 10 %, offre donc des débouchés importants pour les constructeurs européens comme Bull, Siemens-Nixdorf et Olivetti, alors que les Américains dominent le marché mondial en assurant les deux tiers des ventes.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NAF 31 A)

Les Etats-Unis et l'Allemagne occupent une très large place dans la production mondiale de matériel électrique.

En ce qui concerne précisément l'industrie des moteurs, génératrices et transformateurs, les constructeurs nationaux, avec 33 % de la production destinée à l'exportation, restent très compétitifs sur le plan international. Le commerce extérieur de la France demeure largement excédentaire, le taux de couverture se maintenant autour de 150 %.

Cette activité réalise un chiffre d'affaires total de plus de 21 milliards de F et emploie environ 29 000 personnes. Elle connaît une baisse régulière de ses effec-

tifs depuis de nombreuses années que compense une forte élévation du niveau de qualification.

Ce secteur de haute technologie est structuré autour de grands groupes de taille mondiale (Alcatel-Alsthom, Schneider) qui tiennent solidement le marché intérieur.

Elle est très dépendante des investissements des entreprises et des grands contrats des opérateurs publics (TGV,...).

À partir du milieu de 1994, une sensible amélioration se fait jour, principalement entraînée par la demande étrangère; le marché national, de son côté, reste toujours hésitant, surtout en ce qui concerne les commandes publiques.

Fabrication de matériel électrique (NAF 31 B)

La production mondiale de matériel électrique est largement dominée par les États-Unis et l'Allemagne.

Les constructeurs nationaux restent très compétitifs avec 32 % de leur production à l'exportation. Cette branche d'activité fortement excédentaire dans les échanges extérieurs assure un taux de couverture de 136 %. Elle réalise un chiffre d'affaires total de 95 milliards de francs et emploie 123.000 personnes.

La fabrication de matériel électrique (hors machines tournantes et transformateurs) recouvre, des activités très différentes :

— Le matériel de distribution et de commande électrique haute et basse tension, qui représente 50 % du chiffre d'affaires de la branche. Il dépend principalement des commandes publiques et des investissements industriels;

— Les fils et câbles électriques, qui représentent environ 20 %. Cette branche, pour une bonne part très dépendante des mêmes marchés que la précédente, a connu une baisse qui semble cependant s'être interrompue en 1994.

— Le matériel électrique pour moteurs et véhicules (12 %). Cette branche, liée à l'industrie automobile, a connu un certain raffermissement, suite aux mesures de soutien gouvernementales en faveur de l'automobile.

— Le matériel d'installation et d'éclairage (18 %). Relevant principalement de l'équipement tertiaire et domestique, cette branche bénéficie du redressement du bâtiment et de la consommation des ménages.

Fabrication de matériel électronique (NAF 32 A)

L'électronique française est en passe de regagner, sur le plan international, le terrain perdu lors des trois années de récession de 1991 à 1993. Cette amélioration est surtout imputable aux exportations qui compensent la faiblesse du marché intérieur et réduisent le déficit extérieur du secteur.

Le matériel de télécommunications, un des points forts du secteur, est en pleine mutation. La libéralisation des marchés nationaux entraîne l'internationalisation des activités pour l'acquisition de nouveaux marchés. Il expose nos fabricants à la concurrence étrangère et accroît nos importations. Par ailleurs, l'importance des dépenses de recherche et de développement d'une part, la chute des prix et des coûts d'utilisation des réseaux d'autre part, encouragent la concentration dans la branche. Cet effort d'investissement est indispensable car les produits de télécommunications numériques et portables offrent de réelles potentialités de croissance. La téléphonie classique, bien qu'arrivée à maturité en Europe, aux États-Unis et au Japon, reste encore en pleine expansion en Asie-Pacifique et en Europe de l'Est. La France améliore encore son solde commercial, déjà largement positif, dans cette branche.

La demande de composants électroniques actifs est en forte croissance au point qu'il y a risque de pénurie sur le marché mondial. Celui-ci dépasse les cent milliards de dollars, avec une croissance particulièrement forte en Asie-Pacifique hors Japon. La croissance des chiffres d'affaires en volume est bien supérieure en raison des baisses de prix, freinées cependant par les tensions dues à la sous-capacité de la production. Cette situation s'explique par des applications de plus en plus nombreuses (micro-ordinateurs, décodeurs TV, jeux vidéo, électronique embarquée, téléphonie cellulaire,...) gourmandes en circuits intégrés. Cette croissance exige d'énormes efforts d'investissements et favorise les alliances.

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction du son et de l'image (NAF 32 C)

Ce secteur regroupe une cinquantaine d'entreprises. C'est un des secteurs les plus concentrés des biens de consommation : les six plus grandes entreprises regroupent en effet 75 % des effectifs et réalisent presque 90 % du chiffre d'affaires du secteur. Ces grandes entreprises sont le plus souvent des filiales, installées en France, de grands groupes étrangers.

L'industrie proprement dite des appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image (la branche) emploie environ 12.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'un peu moins de 15 milliards de francs. La production, pour l'essentiel l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, camescopes notamment), est principalement destinée à l'équipement des ménages. Les échanges extérieurs sont déficitaires. Le marché est orienté à la baisse : en particulier, la consommation des ménages qui, en volume, avait décuplé de 1970 à 1990, stagne. L'année 1994 a cependant marqué une légère reprise pour certains biens. Les ventes de téléviseurs couleurs ont ainsi augmenté de 1,4 % grâce aux innovations technologiques : son numérique stéréophonique « NICAM », écran large « 16/9 ». Le taux de couverture des importations par les exportations s'est maintenu à environ 60 %.

Fabrication de matériel médico-chirurgical, de mesure et de contrôle (NAF 33 A)

L'implantation étrangère est très forte dans le secteur du matériel médico-chirurgical. La majeure partie des entreprises de plus de 100 salariés est composée de filiales de grands groupes américains. La part des États-Unis dans le marché mondial est supérieure à 60 %. En France, la petite taille des sociétés indépendantes (90 % de la profession est constituée par des

PME) constitue un handicap pour la recherche et le développement dans un secteur où l'innovation doit développer les transferts technologiques opérés par une médecine mondialement réputée et une recherche fondamentale de très haut niveau. Malgré tout, les entreprises françaises se positionnent sur des produits spécifiques de haute technologie. La fabrication de matériel médico-chirurgical est un des secteurs de l'industrie manufacturière où la valeur ajoutée par tête est importante.

Les États-Unis sont le principal pays producteur au monde d'instruments de mesure et de contrôle. Ils sont suivis par le Japon et par l'Union européenne où l'Allemagne occupe une place prépondérante. En France où les matériels d'aide à la navigation représentent la moitié du chiffre d'affaires du secteur le ralentissement de l'activité économique touchant les domaines de l'électronique civile, et plus encore militaire, a entraîné une baisse des facturations et des prises de commandes. Les capacités financières des entreprises s'en sont trouvées amoindries. Cependant les investissements sont restés au même niveau et ont permis une augmentation de la productivité. Les effectifs, en baisse, restent concentrés en Ile-de-France.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NAF 33 B)

Dans le domaine de la lunetterie les entreprises européennes dominent le secteur à l'échelle mondiale. L'Allemagne est très présente dans la production de lunettes; la France et l'Italie se sont tournées vers la fabrication de montures accessoires de mode. Cependant la concurrence du Japon et des pays nouvellement industrialisés d'Extrême-Orient, très compétitifs en matière de prix, s'intensifie. La lunetterie française est surtout présente dans des entreprises petites et moyennes. Toutefois les quatre premières sociétés de la profession réalisent plus de 50 % du chiffre d'affaires.

Pour les instruments optiques de précision la demande a diminué ces dernières années en raison de la chute des investissements et des dépenses militaires. Les entreprises de ce secteur sont également actives dans le secteur des instruments en général et se concentrent principalement dans le domaine de la technologie des mesures.

Les quelques entreprises européennes qui fabriquent du matériel photographique sont très spécialisées et peuvent difficilement concurrencer les producteurs américains et surtout japonais pour les appareils grand public.

Avec 80 % de la production communautaire l'Allemagne et la France sont les principaux pays horlogers de l'Union européenne. Ils sont concurrencés par les fabricants du Japon, de Chine, de Hong Kong ainsi que par ceux de Suisse. L'industrie horlogère française, essentiellement composée de PME, s'est fortement spécialisée et s'est repositionnée sur des créneaux tels que la montre « haut de la moyenne gamme » et les bracelets de qualité.

Les composants destinés à équiper les montres suisses de marques renommées sont fournis par la France.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication d'équipements mécaniques (NAF 29 A)

Cette activité comprend :

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux, au machinisme agricole et au matériel de travaux publics;

— les turbines thermiques et hydrauliques, équipements de barrages;

— les pompes et compresseurs;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques;

— la robinetterie industrielle et sanitaire;

— les organes mécaniques de transmission;

— les roulements.

Fabrication de machines d'usage général (NAF 29 B)

Cette activité comprend :

— les fours et brûleurs;

— les ascenseurs monte-charges et escaliers mécaniques;

— le matériel de levage et de manutention;

— les équipements aérauliques et frigorifiques industriels;

— les équipements d'emballage et de conditionnement;

— les appareils de pesage;

— les appareils divers d'usage général (appareils de filtration, appareils pour le traitement de surface, extincteurs...).

Fabrication de machines agricoles (NAF 29 C)

Cette activité produit :

— les matériels automoteurs (tracteurs, moissonneuses-batteuses, ensileuses, machines à vendanger, etc.);

— les matériels tractés (charrues, semoirs, presses, etc.);

— les matériels à poste fixe (séchoirs, silos, serres, etc.);

— la plaisance et le jardinage (motoculteurs, tondeuses à gazon, etc.).

Fabrication de machines-outils (NAF 29 D)

Cette activité comprend :

— les machines-outils à métaux;

— les machines-outils à bois;

— les machines-outils à moteur incorporé;

— le matériel de sondage;

— les machines à scier, cliver, polir ou meuler les pierres, le verre, la céramique et autres matières analogues.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NAF 29 E)

Cette activité comprend :

— les machines pour la métallurgie;

— les machines pour l'extraction ou la construction;

— les machines pour l'industrie agro-alimentaire et les grandes cuisines;

— les machines pour les industries textiles;

— les machines pour les industries du papier et du carton;

— les machines d'imprimerie;

— les machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques;

— les moules et modèles;

— les machines spécialisées diverses (de câblerie ou corderie, pour l'assemblage des lampes, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NAF 29 G)

Cette activité comprend :

- L'industrie de l'équipement ménager :
  - — les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle;
  - — les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air;
  - — les divers appareils domestiques tels que machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes;
- Les produits blancs : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle;
- Le petit électroménager : rôtissoires, aspirateurs-cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils;
- Les produits bruns : appareils électro-acoustiques destinés à l'information, la culture ou les loisirs tels que radio-récepteurs, téléviseurs, magnétoscopes et chaînes haute fidélité. Ces produits sont classés en matériel électronique ménager.

Fabrication de matériel informatique (NAF 30)

Cette activité comprend :

- L'industrie de l'informatique :
  - — les machines de bureau : machines à écrire, machines à traitement de textes et à calculer, matériel de reprographie, de micrographie, caisses enregistreuses;
  - — le matériel de traitement de l'information, calculateurs, micro et mini-ordinateurs, unités centrales, unités d'entrée-sortie (imprimantes, consoles-écrans, matériel de saisie et d'interrogation) et unités de mémoire auxiliaires (disques magnétiques, bandes magnétiques);
- Le multimédia : ensemble de matériels et d'applications conjuguant textes, illustrations, photos, vidéo, animations, sons et voix. Le support de ces données est le CD-ROM;
- Les CD-ROM : disque compact qui peut être lu sur n'importe quel micro avec un lecteur adapté. Il possède une grande capacité de stockage, l'équivalent de plus de 1.000 disquettes, d'informations de toute nature;
- Les standards du marché : ce terme désigne les deux types de micro-ordinateurs, incompatibles entre eux, qui se partagent la quasi-totalité du marché mondial. Le premier, PC compatible IBM, de loin le plus important et utilisant les micro-processeurs fabriqués par la firme Intel avec une part de marché de 80 %. Le second, Macintosh d'Apple qui utilise les puces de Motorola.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NAF 31 A)

Cette activité comprend :

- Le matériel électrique de grande puissance ou à haute tension :
  - — moteurs et équipements de traction;
  - — équipements de production de l'électricité;
  - — transformateurs de distribution;
- Le matériel électrique de petite et moyenne puissance :
  - — moteurs et transformateurs de petite et moyenne puissance;
  - — groupes électrogènes fixes ou mobiles de petite et moyenne puissance;
  - — moteurs génératrices et convertisseurs à courant continu.

Fabrication de matériel électrique (NAF 31 B)

Cette activité comprend :

— le matériel de distribution et de commande électrique pour haute et basse tension (y compris l'appareillage électrique d'installation);

— les fils et câbles isolés;

— les accumulateurs et fils électriques;

— les lampes et appareils d'éclairage;

— les matériels électriques pour moteurs et véhicules;

— le matériel électromagnétique industriel;

— les appareils électriques de signalisation, les appareils d'alarme, de détection, les isolateurs, les électrodes, ...

Fabrication de matériel électronique (NAF 32 A)

● Les équipements d'émission et de transmission regroupent :

— le matériel professionnel de radiocommunication, de radiodiffusion et de télévision, ainsi que les appareils de relais, de commande, de mesure ou de signalisation à distance par voie hertzienne;
— le matériel de transmission ou de commutation, postes téléphoniques, télécopieurs, émetteurs et récepteurs de radiotéléphonie fixes ou mobiles.

● Les composants électroniques regroupent :

— les composants passifs et les condensateurs : ils ont pour seule fonction de transmettre un signal (circuits imprimés, ...);
— les composants actifs (semi-conducteurs) : ils peuvent amplifier ou réduire un signal (transistors, circuits intégrés, tubes électroniques, ...).

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement, de reproduction du son et de l'image (NAF 32 C)

Cette activité comprend :

— les récepteurs de radio ou de télévision;

— les magnétoscopes, camescopes, décodeurs d'images;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts, électrophones;

— les machines à dicter, répondeurs téléphoniques;

— les interphones, microphones, hauts-parleurs, amplificateurs du son;

— les pièces et accessoires de ces appareils;

— les antennes et les parties d'antennes;

— le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel médico-chirurgical, de mesure et de contrôle (NAF 33 A)

Cette activité comprend :

— le matériel d'imagerie médicale et de radiologie;

— les appareils médico-chirurgicaux;

— les équipements d'aide à la navigation;

— l'instrumentation scientifique et technique;

— les équipements de contrôle des processus industriels.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NAF 33 B)

Cette activité comprend :

— les lunettes;
— les instruments d'optique;
— le matériel photographique;
— l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie (MICE), Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP);
— Syndicat général de fabricants d'outillage mécanique (SGOM);
— Syndicat des fabricants d'outillage et de produits à base de diamant (SYFODIA);
— Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS);
— Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA);
— Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT);
— Association française des industries de la robinetterie (AFIR);
— Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA);
— Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne;
— Syndicat des constructeurs de compresseurs;
— Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes;
— Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL);
— Association française des constructeurs de pompes;
— Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques;
— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA);
— Syndicat des constructeurs de matériel de génie chimique (SYMAGEC);
— Union des constructeurs de matériel textile de france (UCMTF);
— Union nationale des industries de machines pour chaussures, tannerie et maroquinerie;
— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG);
— Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM);
— Chambre syndicale nationale de la mécanique de haute précision;

— Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA);
— Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains;
— Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques;
— Syndicat du pesage et comptage;
— Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire;
— Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire;
— Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM);
— Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO);
— Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes;
— Syndicat des fabricants du mobilier métallique;
— Fédération des industries électriques et électroniques.

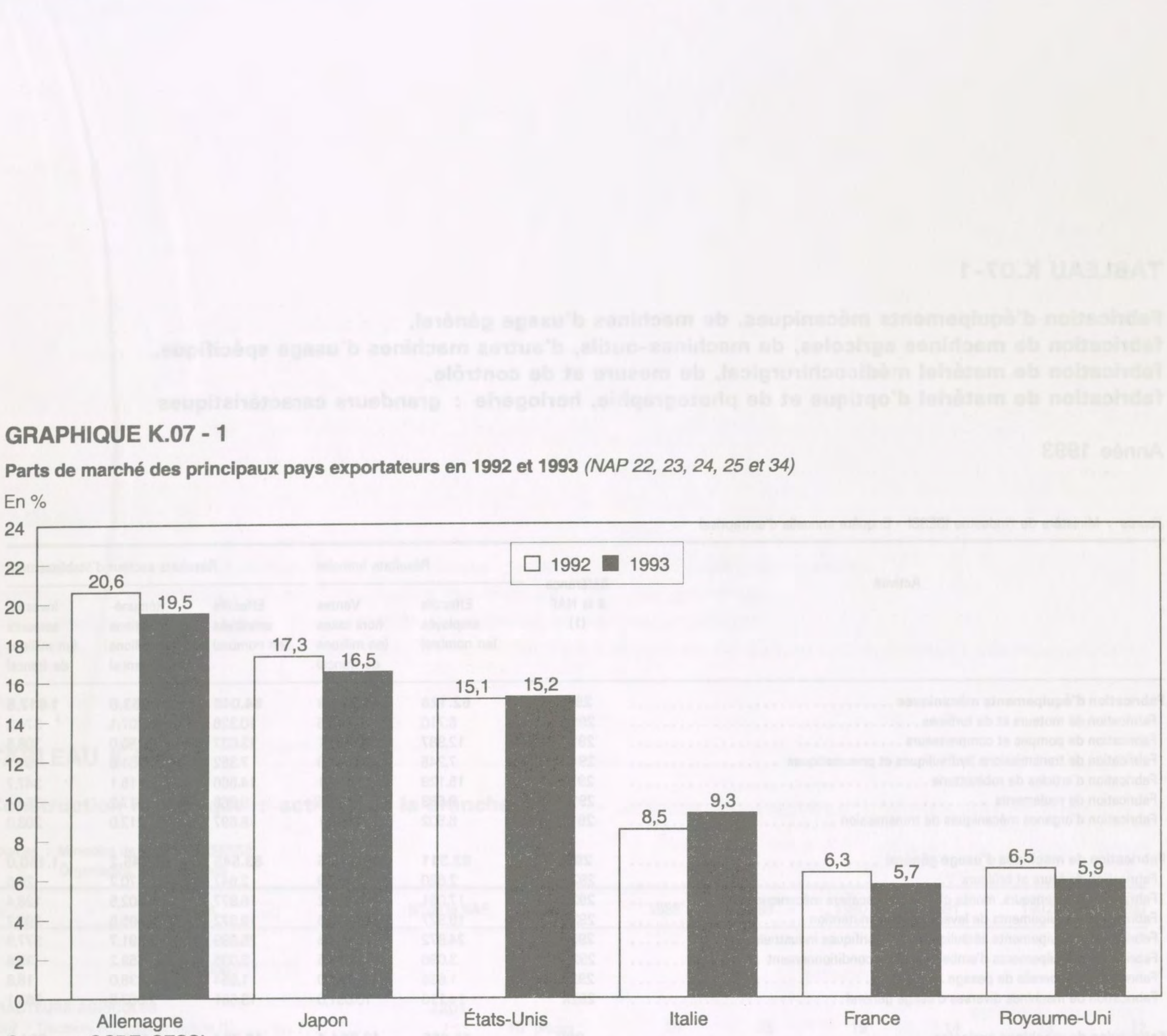
Publications :

— *La situation de l'industrie, résultats détaillés,* Enquête annuelle d'entreprise, t. II, MICE, SESSI;
— *Industrie mécanique,* mensuel;
— « L'industrie française des tracteurs et machines agricoles en 1994 », SYGMA, mars 1995;
— *Tracteurs, machines agricoles,* mensuel;
— Rapport annuel 1994, FIEE (Fédération des Industries Électriques et Électroniques);
— Statistiques annuelles 1994, FIEE;
— Rapport annuel 1994, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications);
— Bilan annuel 1993-1994 de la Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications;
— *Fabrication de matériel médico-chirurgical et des prothèses,* Production industrielle, résultats mensuels et trimestriels, Enquêtes de branche, MICE, SESSI;
— *Les chiffres clés de l'industrie,* 1992, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI), annuel.
— « L'industrie française des roulements : grippage avant une confrontation mondiale », le « 4 pages », SESSI, n° 7, juillet 1992, MICE;
— « *Les achats de progiciels dans l'industrie : chaque année une entreprise sur trois* », le « 4 pages », SESSI, n° 40, septembre 1994;
— « L'industrie phonographique. Les hautes technologies dans le sillage du compact », le « 4 pages », SESSI, n° 53, septembre 1995;
— « La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;
— « L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;
— « Les comptes de l'industrie de 1992 », *INSEE-Résultats,* thème Économie générale, n° 73-74, septembre 1993.
— « L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* Économie générale, n° 96-97, août 1994.
— Rapports sectoriels annuels de l'OCDE;

*
* *

GRAPHIQUE K.07 - 1

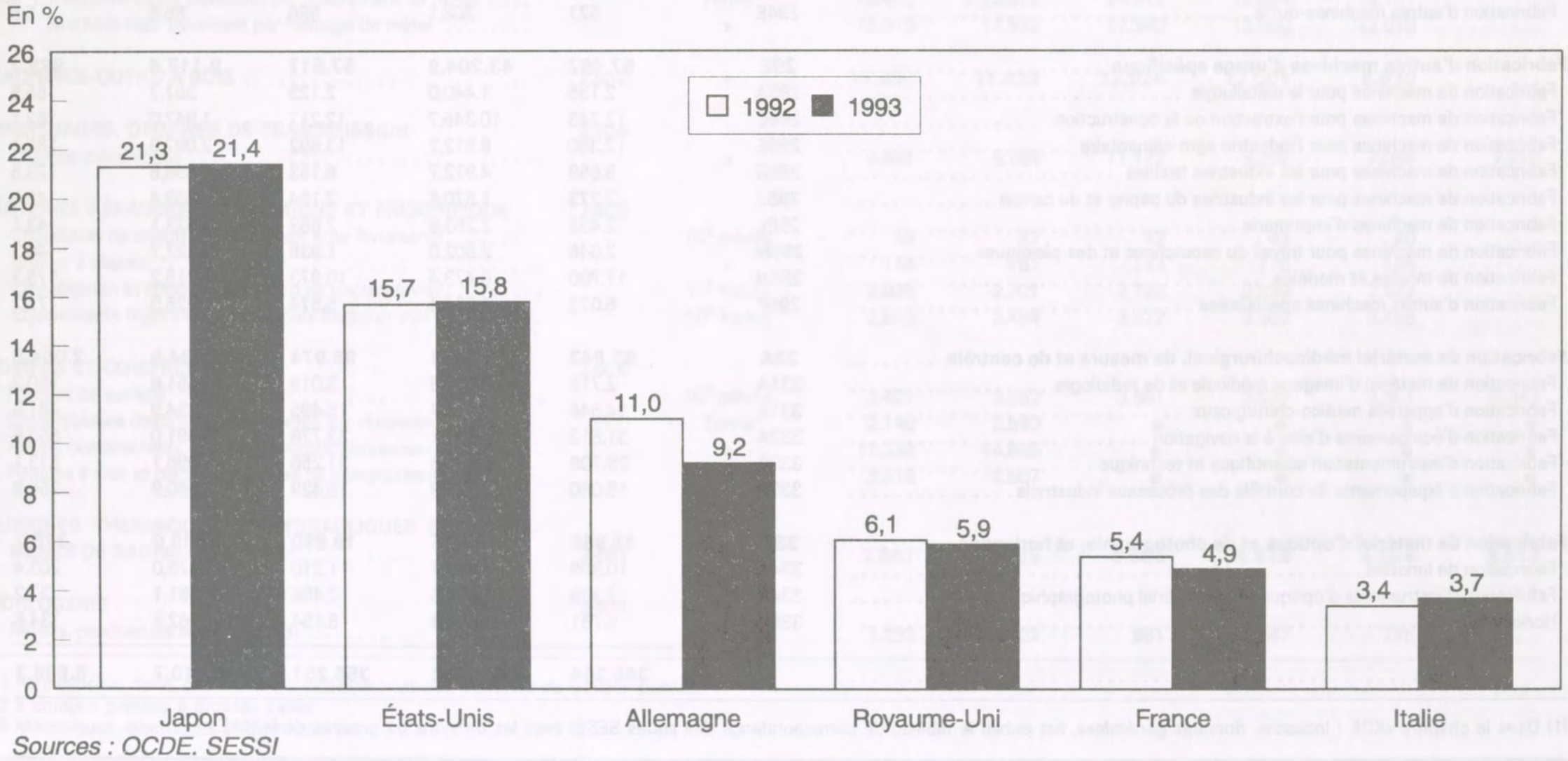
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 22, 23, 24, 25 et 34)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.07 - 2

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 27, 28, 29 et 30)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.07-1

Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, fabrication de machines agricoles, de machines-outils, d'autres machines d'usage spécifique, fabrication de matériel médicochirurgical, de mesure et de contrôle, fabrication de matériel d'optique et de photographie, horlogerie : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication d'équipements mécaniques	**29A**	**62.126**	**46.322,3**	**64.046**	**9.653,0**	**1.617,5**
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	8.710	10.813,6	10.326	1.707,1	374,2
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	12.987	10.422,1	13.037	2.150,0	306,5
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	7.245	3.987,9	7.352	1.051,6	131,7
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	15.129	11.172,1	14.666	2.115,1	347,7
Fabrication de roulements	291H	9.553	5.422,5	9.968	1.417,2	254,4
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	8.502	4.504,1	8.697	1.212,0	203,0
Fabrication de machines d'usage général	**29B**	**83.311**	**60.413,5**	**83.545**	**12.645,2**	**1.150,0**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2.620	2.497,9	2.647	470,2	26,5
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	17.051	10.488,2	16.977	2.502,5	126,4
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	19.927	14.645,6	19.872	2.995,8	296,7
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	24.872	19.434,3	25.899	3.891,7	377,9
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3.096	2.035,5	3.035	459,2	35,6
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1.635	1.281,0	1.554	238,0	18,8
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	14.110	10.031,0	13.561	2.087,8	268,1
Fabrication de machines agricoles	**29C**	**15.955**	**12.304,4**	**16.764**	**2.136,7**	**301,2**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	3.692	3.604,7	4.211	523,0	83,9
Réparation de matériel agricole	293C	434	256,1	354	48,1	4,0
Fabrication de matériel agricole	293D	11.829	8.443,6	12.199	1.565,6	213,3
Fabrication de machines-outils	**29D**	**14.623**	**9.233,5**	**15.515**	**2.404,9**	**214,2**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	8.653	5.235,9	9.046	1.432,7	127,4
Fabrication de machines-outils à bois	294B	1.344	689,5	1.368	183,6	9,9
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	1.211	745,7	1.187	170,4	36,7
Fabrication de matériel de soudage	294D	2.894	2.254,3	3.328	531,6	34,7
Fabrication d'autres machines-outils	294E	521	308,1	586	86,6	5,5
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	**29E**	**57.492**	**43.204,9**	**57.517**	**9.117,4**	**923,7**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	2.185	1.440,0	2.123	367,7	65,5
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	12.743	10.345,7	12.217	1.947,0	162,1
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	12.380	8.812,2	13.692	2.097,8	185,1
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	5.659	4.972,7	6.153	898,6	123,5
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2.273	1.670,6	2.194	363,4	45,0
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2.433	2.253,9	2.653	473,1	43,1
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc et des plastiques	295M	2.046	2.502,0	1.938	327,7	46,9
Fabrication de moules et modèles	295N	11.700	6.473,4	10.973	1.715,2	175,3
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	6.073	4.734,4	5.574	926,9	77,2
Fabrication de matériel médicochirurgical, de mesure et de contrôle	**33A**	**93.842**	**73.775,1**	**98.974**	**17.434,5**	**2.054,5**
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2.716	3.765,8	3.018	651,6	150,2
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	14.546	9.019,7	15.495	2.234,9	481,8
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	31.812	30.007,1	33.776	6.891,0	552,5
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	29.708	18.855,6	31.256	4.996,1	613,1
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	15.060	12.126,9	15.429	2.660,9	256,9
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, et horlogerie	**33B**	**18.955**	**9.998,5**	**19.890**	**2.619,0**	**375,2**
Fabrication de lunettes	334A	10.808	5.493,7	11.210	1.475,0	203,4
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2.366	1.654,5	2.486	381,1	37,2
Horlogerie	335Z	5.781	2.850,3	6.194	762,9	134,6
Total		**346.304**	**255.252,2**	**356.251**	**56.010,7**	**6.636,3**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.07-2A

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Production								
TRACTEURS AGRICOLES	**2201**							
dont : Tracteurs agricoles complets (1)		10^3 pièces	25	25	19	14	13	12
Motoculteurs		»	59	71	66	60	50	54
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	**2202**							
dont : Ramasseuses-presses (2)		»	13	15	12	9	8	7
Tondeuses à gazon		»	279	217	169	144	180	180
Livraisons								
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	**2301**							
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		Tonne	18.408	*r* 22.512	24.912	18.684	13.101	...
Machine-outil travaillant par formage de métal		»	16.915	17.592	17.340	13.980	12.638	...
MACHINES-OUTILS À BOIS	**2302**	»	**11.292**	**11.833**	**12.024**	**12.001**	**8.630**	...
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	**2304**							
Chaînes mécaniques		»	8.441	8.784	11.172	9.396	7.068	7.716
MATERIEL AÉRAULIQUE, THERMIQUE ET FRIGORIFIQUE	**2403**							
Chaudières de chauffage central en acier (livraisons)		10^3 pièces	49	47	42	43	40	...
Brûleur à mazout		»	144	161	173	170	185	...
Climatisation et conditionnement d'air (facturations)		10^6 francs	2.039	2.201	2.793	2.639	2.922	...
Equipements frigorifiques industriels (facturations)		10^6 francs	2.543	3.484	3.522	3.502	3.486	...
POMPES ET COMPRESSEURS	**2406**							
Pompes de surface		10^3 pièces	3.421	3.652	3.661	3.596	3.301	3.943
Compresseurs destinés à être montés sur réservoirs		Tonne	2.140	2.590	●	●	●	●
Autres compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		»	11.339	14.666	●	●	●	●
Pompes à vide et pièces détachées de compresseurs		»	3.618	2.507	●	●	●	●
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	**2407**	**10^6 francs**	**3.567**	**3.095**	**3.685**	**4.624**	**4.044**	**3.612**
HORLOGERIE	**3401**							
Réveils, pendulettes et horloges (3)		10^3 pièces	1.293	1.402	981	947	776	...

(1) A l'exclusion, donc, des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(2) Y compris presses à grosses balles.
(3) Mécaniques, électriques et électroniques.

TABLEAU K.07-2B

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	N° de la NAF(1)	Unités	1994
Production			
TRACTEURS AGRICOLES	**293A**		
dont : Tracteurs agricoles complets (2)		10^3 pièces	16
Motoculteurs		»	61
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	**293C**		
dont : Ramasseuses-presses (3)		»	8
Tondeuses à gazon		»	152
Livraisons			
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	**291A**	**10^6 francs**	**3.876**
POMPES ET COMPRESSEURS	**291C**		
Pompes de surface		10^3 pièces	3.876
Compresseurs destinés à être montés sur réservoirs		Tonne	●
Autres compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		»	●
Pompes à vide et pièces détachées de compresseurs		»	●
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	**291J**		
Chaînes mécaniques		»	...
MATERIEL AÉRAULIQUE, THERMIQUE ET FRIGORIFIQUE	**292F**		
Chaudières de chauffage central en acier (livraisons)		10^3 pièces	...
Brûleur à mazout		»	...
Climatisation et conditionnement d'air (facturations)		10^6 francs	...
Équipements frigorifiques industriels (facturations)		10^6 francs	...
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	**294A**		
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		Tonne	...
Machine-outil travaillant par formage de métal		»	...
MACHINES-OUTILS À BOIS	**294B**	»	...
HORLOGERIE	**335Z**		
Réveils, pendulettes et horloges (4)		10^3 pièces	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) A l'exclusion, donc, des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(3) Y compris presses à grosses balles.
(4) Mécaniques, électriques et électroniques.

TABLEAU K.07-3

Fabrication d'appareils domestiques, machines de bureau et matériel informatique; moteurs, génératrices et transformateurs électriques; matériel électrique; composants électroniques, équipements d'émission et de transmission; appareils de réception, enregistrement et reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication d'appareils domestiques	**29G**	**30.704**	**21.540,2**	**31.036**	**3.724,9**	**1.137,3**
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	27.795	19.672,6	28.584	3.391,4	1.073,3
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	2.909	1.867,6	2.452	333,5	64,0
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**30**	**34.195**	**52.230,8**	**38.149**	**9.573,1**	**2.087,7**
Fabrication de machines de bureau	300A	3.638	6.330,8	3.772	537,8	241,0
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	30.557	45.900,0	34.377	9.035,3	1.846,7
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**31A**	**28.898**	**21.747,2**	**27.219**	**3.729,4**	**471,9**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	17.351	11.893,0	17.000	2.182,1	325,8
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de grande puissance	311B	8.429	8.278,4	7.549	1.186,3	116,8
Fabrication de matériels électriques	311C	3.118	1.575,8	2.670	361,0	29,3
Fabrication de matériel électrique	**31B**	**123.018**	**94.757,2**	**127.012**	**18.290,6**	**4.293,5**
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension	312A	48.946	32.434,4	46.813	6.925,9	1.436,0
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension	312B	11.771	10.230,6	16.710	2.754,4	305,8
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	17.131	19.319,8	18.671	2.634,7	699,4
Fabrication d'accumulateurs et piles électriques	314Z	7.441	5.930,7	8.345	1.178,0	482,1
Fabrication de lampes	315A	2.768	2.017,4	2.887	373,0	60,0
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	594	393,8	398	50,3	17,7
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	7.839	5.298,5	8.014	928,8	187,4
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	16.329	12.460,1	16.146	2.078,6	944,7
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	1.991	803,3	2.021	253,1	32,7
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (non compris ailleurs, dans une autre classe de la NAF700)	316D	8.208	5.868,6	7.007	1.113,8	127,7
Fabrication de composants électroniques	**32A**	**41.658**	**28.430,7**	**41.989**	**6.229,6**	**2.987,2**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	14.206	6.798,0	14.532	1.875,0	448,5
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	27.452	21.632,7	27.457	4.354,6	2.538,7
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	**32B**	**54.658**	**51.537,1**	**54.026**	**10.249,0**	**1.782,3**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	16.825	14.956,8	17.026	3.272,3	392,9
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	37.833	36.580,3	37.000	6.976,7	1.389,4
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement, et de reproduction du son et de l'image	**32C**	**11.989**	**13.403,0**	**12.383**	**1.623,3**	**375,3**
Total		**325.120**	**283.646,2**	**331.814**	**53.419,9**	**13.135,2**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.07-4

Livraisons de matériel électroménager au grand public

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Matériel	N° de la NAP	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Matériel destiné au grand public									
Radio-récepteurs	2921	2.182	1.983	2.039	1.845	c	c	c	c
Téléviseurs	»	2.015	2.081	2.429	2.758	2.549	2.799	2.523	2.796
Electrophones	2922	22	44	48	c	c	c	c	c
Matériel électroménager (1)									
Machines à laver le linge	3001	1.287	1.561	1.670	1.637	1.658	1.713	1.943	2.244
Fer à repasser le linge	3003	3.454	4.461	4.954	5.560	7.616	6.444	6.421	6.865
Cuisinières électriques et mixtes	»	247	280	279	320	c	294	379	444
Réchauds, fours et rôtissoires	»	3.809	4.178	4.430	4.390	3.265	3.588	3.380	3.529
Chauffe-eau à accumulation (2)	»	803	773	762	770	765	756	751	741
Radiateurs	»	4.444	3.693	3.395	3.350	4.422	3.040	2.897	2.593
Aspirateurs	»	2.506	2.266	2.256	2.538	3.468	2.448	2.456	2.208
Moulins à café, batteurs, robots, etc	»	10.912	11.002	11.980	12.312	16.392	14.736	11.413	11.426

(1) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux.
(2) Non compris les chauffe-eau à gaz.

Chapitre K.08

Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique

(NAP : 31, 32 et 33)
(NAF : 34, 35A, 35B, 35C et 35D)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 31.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 32.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 33.

1. Matériel de transport terrestre : grandeurs caractéristiques. NAF 34, NAF 35B et D.
2. Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche.
3. Construction navale : grandeurs caractéristiques. NAF 35A.
4. Production totale des chantiers de construction navale.
5. Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques. NAF 35C.
6. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie automobile (NAF 34)

En 1994, la production française a augmenté de 12 %, mais n'a toutefois pas rattrapé le niveau de 1992; le marché français a lui-même progressé de 14,6 % avec 1,9 million de voitures particulières vendues; cette hausse s'explique essentiellement par la prime à la reprise de 5.000 F et par les remises importantes consenties par les constructeurs. Renault et PSA ont fourni 61 % du marché national.

L'industrie automobile française emploie directement un peu moins de 350.000 personnes, mais les emplois induits sont estimés à 2,6 millions, soit plus du dixième de la population active.

En nombre de véhicules, le taux d'exportation est de 61 %. Il a permis de dégager un excédent commercial de 35 milliards de francs. Les importations directes et la fabrication sur le territoire national de voitures de marque japonaise demeurent limitées jusqu'en 1999 par l'accord CEE-Japon.

En 1994, 49,7 millions de véhicules ont été construits dans le monde (+6,7 % par rapport à 1993). On assiste à la poussée des petits utilitaires (15 millions d'unités produites) principalement en Amérique du Nord-Alena (+16 %, avec près de 50 % de la production mondiale) et en Europe occidentale (+20 %) malgré l'effondrement du marché d'Europe de l'Est (—52 %).

Grâce à la bonne tenue des marchés français et espagnols bénéficiaires de relances gouvernementales, le marché automobile européen a progressé de 5,9 % au cours de l'année 1994 (11,9 millions de véhicules neufs immatriculés). Toutefois les constructeurs estiment la reprise fragile et s'inquiètent de la montée des Coréens (1 % du marché) tandis que les immatriculations des groupes japonais continuent de reculer.

Construction navale (NAF 35A)

En 1993, les livraisons mondiales de navires, les plus fortes depuis dix ans, s'élèvent au nombre de 1.443 (soit 11,9 Mtjbc). Les pétroliers représentent (en jauge brute) la moitié de ce tonnage. Le renouvellement nécessaire de la flotte est entamé. Les capacités physiques de production s'accroissent, particulièrement dans les pays à monnaies dévaluées (Corée du Sud, Finlande).

Cette nouvelle offre (4 Mtjb) dépassera la production de l'Europe occidentale (3,5 Mtjb) qui s'essouffle (hormis l'Italie). Les livraisons de la France sont 2,5 fois inférieures à celles de 1992; la France n'apparaît plus dans les premiers exportateurs, toujours dominés par le Japon (40 %) suivi de l'Allemagne (10 %). Ses compétences permettant la réalisation de navires sophistiqués doivent être avant tout préservées.

Les effectifs de la construction de plaisance, principalement localisés en Poitou-Charentes continuent globalement à diminuer ainsi que le nombre de leurs employeurs qui passe de 129 à 108.

Malgré l'étiage du chiffre d'affaires de la construction de plaisance (2 GF en 1993) la France maintient sa position en tête des fournisseurs de voiliers et d'embarcations gonflables, exporte 45 % de sa production, représente enfin près du tiers du chiffre d'affaires européen.

La construction navale, industrie de main-d'œuvre, se situe dans les industries à faible valeur ajoutée par personne et ne couvre pas ses coûts de production.
Le solde du commerce extérieur s'est stabilisé.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NAF 35B)

Cette industrie est caractérisée par l'importance des marchés publics; la SNCF atteint en 1993 un taux de 49 % des facturations globales. Cependant, le reflux des exportations est de 28 %. Sur le marché intérieur, l'essentiel des livraisons revient aux matériels TGV-Nord et TGV-réseaux tandis que les livraisons de locomotives SYBIC fléchissent. Le matériel voyageurs, s'il progresse pour la société nationale, s'effondre de 57 % pour les autres clients intérieurs (RATP, métros, tramways) malgré les dernières livraisons du VAL de Toulouse et de tramways pour Rouen. Le matériel de marchandises subit toujours le défaut d'étalement des commandes SNCF et se maintient grâce au marché des wagons de particuliers.

Les exportations, après les livraisons exceptionnelles de 1992, sont revenues à 31 % des facturations du secteur. Cette baisse globale entraîne, pour la première fois, un solde négatif de la balance commerciale. Elle recouvre de fortes disparités : le matériel de traction chute de 40 % et le matériel voyageurs de 38 % malgré le début de livraison des métros de Caracas. Par contre, le matériel marchandises progresse de 185 %; il représente 72 % des facturations du secteur avec 997 MF (c'est le record de la décennie) et la tendance reste à la hausse.

Les commandes apparaissent en régression fin 1993 malgré la confirmation des ordres concernant les rames TGV de la ligne Paris-Amsterdam.

Construction aéronautique et spatiale (NAF 35C)

La France, en avance depuis les origines de l'aviation dans les domaines militaire (moteurs, tir à travers l'hélice...) et civil (avions Couzinet, Caravelle...) a su acquérir le savoir-faire commercial qui lui faisait défaut vis-à-vis de ses concurrents américains. Ses propres expériences d'exportateur, difficilement réussies avec Caravelle et Mirage, l'ont amenée à un partenariat bipartite (Concorde, ATR...), puis multipartite (Airbus et Ariane). Malgré la détente Est-Ouest, la coopération dans le domaine militaire n'est pas encore acquise, elle est freinée par la réduction des crédits. Le programme « Rafale » sera préservé grâce à la polyvalence de l'appareil. La crise du transport aérien s'estompe, mais les annulations de commandes pèsent sur les cadences. Avec 30 % du marché, « Airbus » progresse et se place au second rang mondial derrière « Boeing ».

La prééminence des grandes entreprises s'accentue; les quatre premières réalisent plus des 2/3 des ventes et plus de 79 % des exportations de la branche. La place de l'État reste prépondérante, les effets de la crise retardant les privatisations de l'« Aérospatiale » et de la « Snecma » en particulier.

L'industrie aéronautique, malgré l'importance de ses achats due à une sous-traitance croisée pour l'essentiel (plus de 45 % de sa production) et par l'inclusion de la « R&D » dans ses ventes, présente une forte valeur ajoutée par personne. Par contre, son taux d'investissement productif par rapport à la valeur ajoutée (moins de 8 %) s'est considérablement dégradé.

Le solde positif du commerce extérieur a cessé de s'infléchir malgré et à cause de la faiblesse du dollar : diminution des importations en valeur et volume. Les exportations stagnantes (47,5 % du chiffre d'affaires) représentent pourtant le plus fort taux de l'industrie. Il convient de rappeler que la production s'effectue dans le cadre d'accords de coopération européens générateurs de flux d'importations importants.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie automobile (NAF 34)

Cette industrie comprend :

● **La construction automobile :**

— les voitures particulières, comprenant les voitures de tourisme, les voitures de type break;

— les véhicules utilitaires, comprenant les véhicules dérivés (fourgonnettes et camionnettes), les véhicules industriels de plus de cinq tonnes de poids total et les véhicules utilitaires divers (cars, autobus et tracteurs routiers);

— les caravanes et remorques de tourisme;

— les pièces et équipements spécifiques pour automobiles (équipements mécaniques, équipements moteur, du châssis, équipements de carrosserie);

— la carrosserie.

● **Les petites collections :** ensemble de pièces dont la valeur représente moins de 50 % de la valeur du véhicule de base (prix du catalogue hors taxes en France).

Construction navale (NAF 35A)

Ce secteur comprend :

— la construction de bâtiments de guerre de tous types, leur réparation et l'implantation des systèmes d'armes;

— la construction de navires civils (de marine marchande, de pêche, de servitude : remorqueurs, dragues, docks, etc.), de plates-formes de forage en mer, de structures flottantes (docks, caissons, etc.);

— la réparation des navires civils, leur transformation et leur démolition;

— la construction de bateaux de plaisance et de sport de tous types (à voile ou à moteur, hors planche à voile et hors équipements spécifiques), leur réparation et leur aménagement;

— les équipements dits « spécifiques » : les accastillages, les voiles, les moteurs, les hélices, classés selon leur nature.

Les informations publiées dans ce chapitre ne peuvent faire état des données des DCAN (Directions des Constructions et Armes navales) sous statut de la Marine nationale, ceci quel que soit le type de navire.

— AWES : Association des constructeurs de navires ouest-européens.

— jbc : jauge brute compensée. C'est l'unité la plus pertinente d'évaluation de la capacité d'un navire compte tenu de la complexité plus ou moins grande de sa construction.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NAF 35B)

Elle regroupe :

● L'industrie ferroviaire qui comprend la fabrication et la réparation :

— de matériel roulant :

— de traction : locotracteurs, locomotives thermiques, locomotives électriques (dont motrices TGV);

— automoteur : autorails thermiques, automotrices électriques (y compris pour métros et tramways);

— remorqué : voitures de voyageurs et fourgons remorques (TGV, autorails, métros, tramways), wagons pour marchandises de tous types;

— de pièces et d'équipements spécifiques tels que pantographes et bogies; en sont donc exclus les moteurs (électriques ou thermiques) et les transformateurs qui appartiennent à d'autres secteurs, de même que le matériel fixe de chemin de fer.

● Les wagons de particulier : matériel autorisé à circuler sur le réseau mais propriété d'une entreprise privée qui en assure la location (ou sa propre exploitation) et la maintenance.

● Branche/secteur : la filialisation par « GEC ALSTHOM » de sa division ferroviaire (création de « GEC ALSTHOM Transport ») amenuise significativement l'écart existant précédemment entre les données « branche » et les informations sectorielles.

Construction aéronautique et spatiale (NAF 35C)

Elle comprend :

— la construction et la réparation de tous les types de moteurs pour la propulsion des aéronefs, de leurs parties, des rotors et des hélicos;

— la construction et la maintenance de cellules d'aéronefs (avions, hélicoptères, ballons, ailes delta, etc.) et de leurs parties (fuselages, ailes, gouvernes, trains d'atterrissage, etc.);

— la construtions de lanceurs et engins spatiaux (satellites, sondes, navettes, stations orbitales) à l'exclusion des missiles, du lancement et de l'exploitation des satellites qui font partie d'autres secteurs;

Les deux « Ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) » appartenant à l'armée sont exclus de ces statistiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC);
— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles;
— Chambre syndicale des constructeurs de navires;
— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer;
— Fédération des industries d'équipements de véhicules;
— Ministère de l'Industrie, Direction générale des stratégies industrielles SIBBI, sous-direction des chantiers navals;
— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique);
— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 2, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« Construction automobile : trois années de forte croissance », *INSEE-Première,* n° 21, juin 1989.

« Les équipementiers automobiles », *SESSI-Études,* n° 116, janvier 1993, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Statistiques automobiles 1993 : *L'argus,* numéro spécial, octobre 1994.

« Automobile - Carrosserie - Production industrielle », Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Industrie.

Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles.

Rapport d'activité annuel de la Fédération des industries ferroviaires.

La situation de l'industrie, SESSI Paris, MIPTCE (Traits fondamentaux du système industriel français, publications annuelles).

Enquêtes de production (matériel ferroviaire roulant) du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.

Rapport annuel d'activité de la Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).

Dossier de presse annuel de la Fédération des industries nautiques (FIN).

« Construction navale », *Enquête annuelle d'entreprise,* « Industrie » (INSEE).

Statistiques de construction navale (annuel), ministère de l'Industrie, Direction générale des statistiques industrielles, SIBBI, sous-direction des chantiers navals.

Statistiques maritimes françaises (annuel), ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, Direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval.

« Construction aéronautique », *Enquête annuelle d'entreprise,* « Industrie » (INSEE).

Rapport d'activité annuel du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).

L'industrie aéronautique et spatiale dans le monde, Paris, DAFSA, 4e trimestre 1986 (analyse de secteurs).

Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).

L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.

« La France des entreprises », *INSEE-Entreprise,* novembre 1991.

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992.

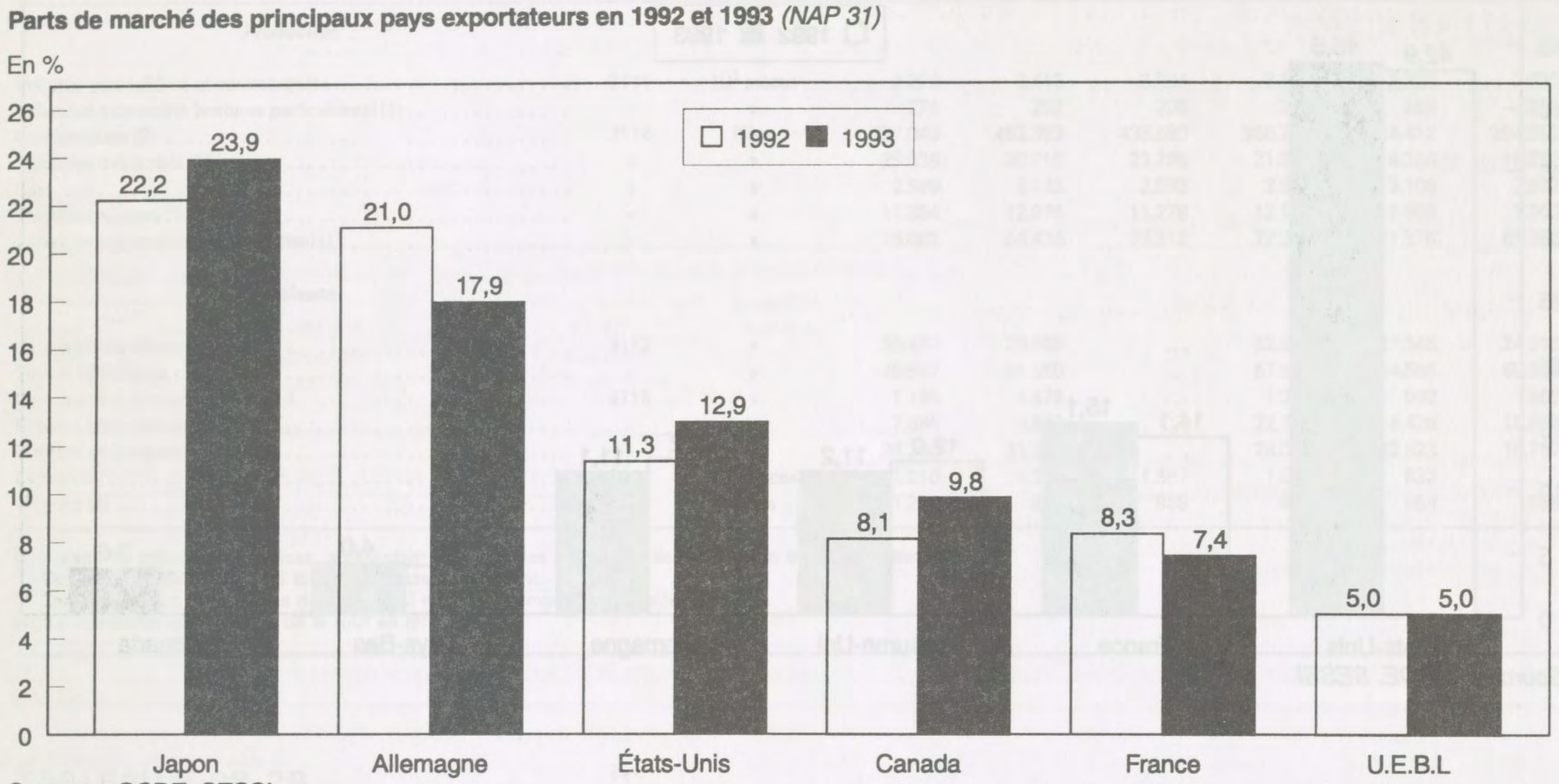
« Les comptes de l'Industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, octobre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.08 - 1

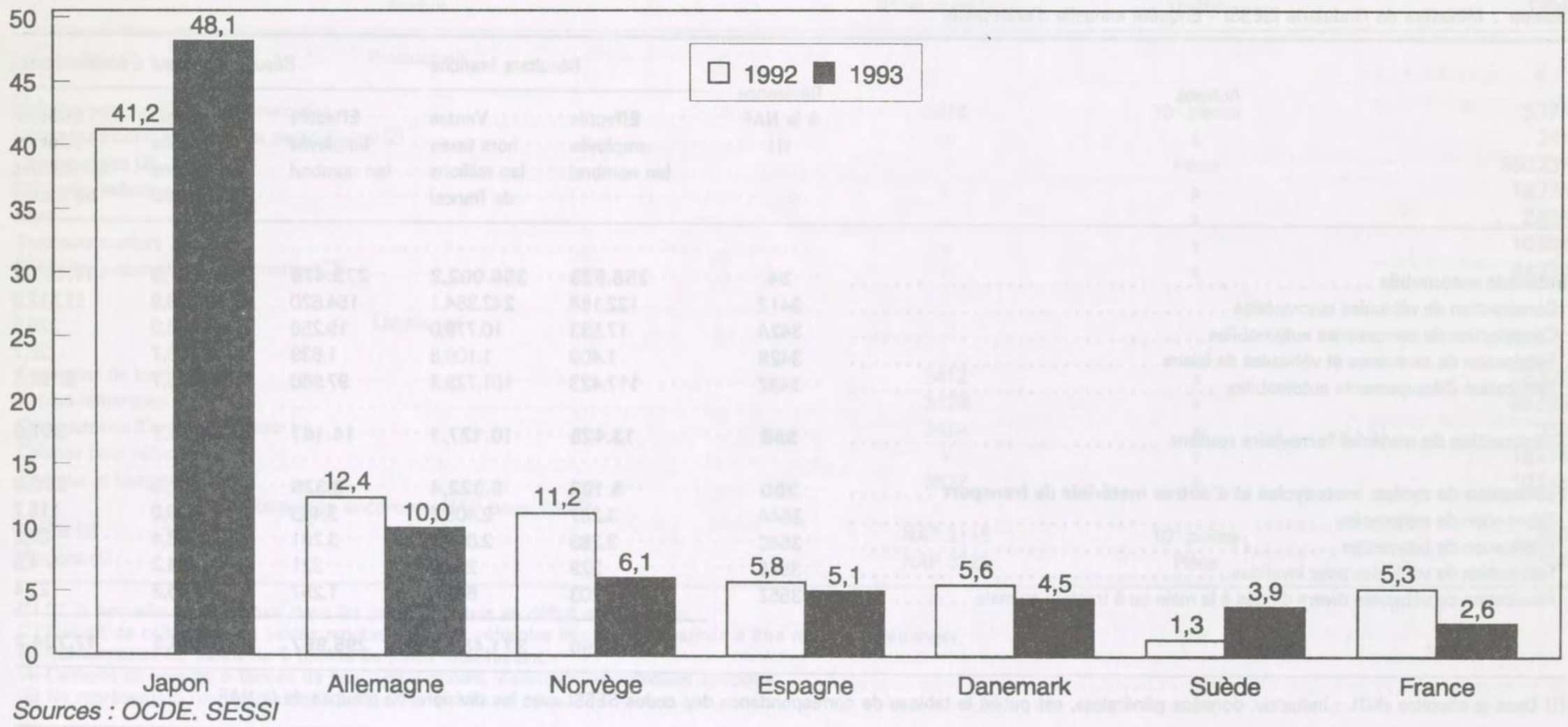
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 31)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.08 - 2

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 32)*

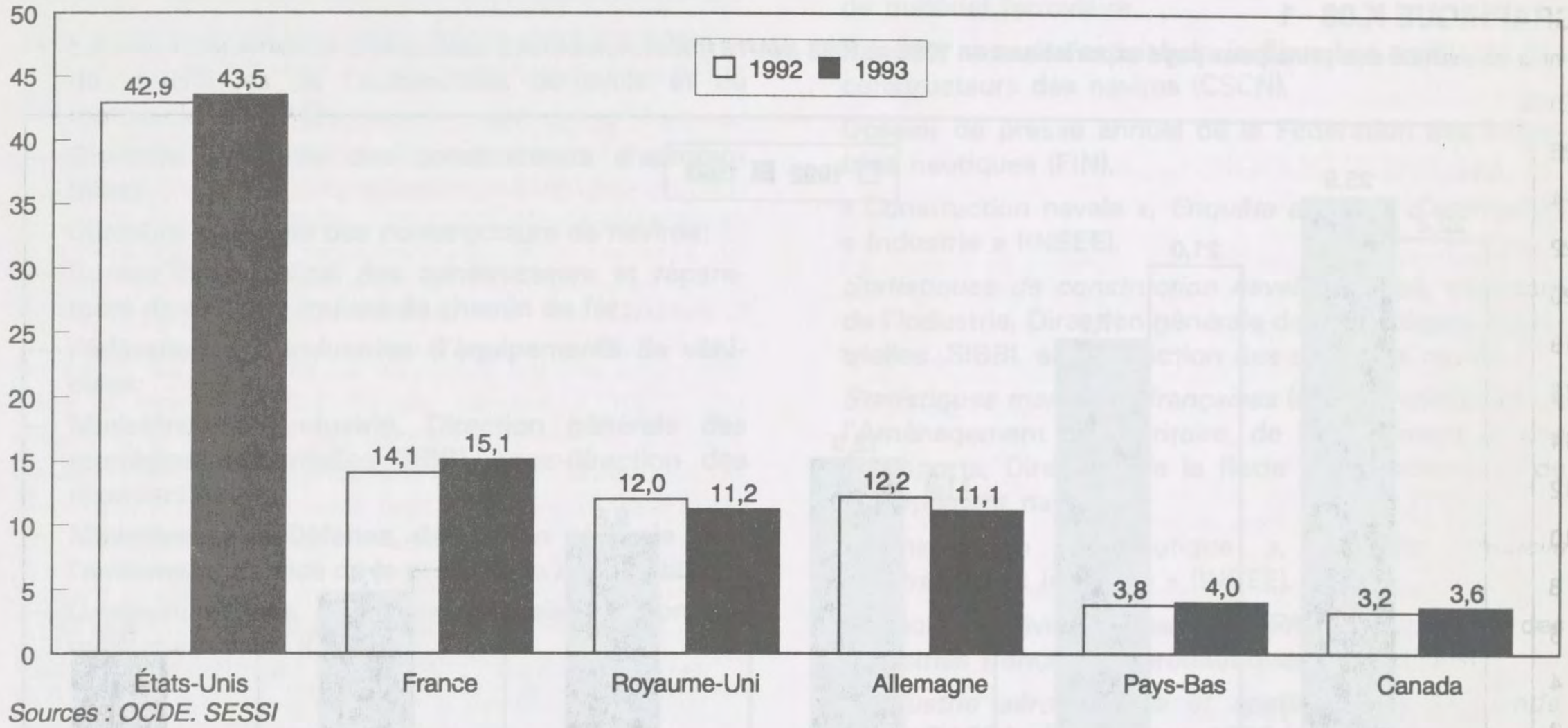


Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.08 - 3

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 33)*

En %



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.08-1

Industrie automobile, construction de matériel ferroviaire roulant, fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Industrie automobile	**34**	**258.523**	**356.002,2**	**273.475**	**37.881,3**	**17.191,7**
Construction de véhicules automobiles	341Z	122.158	242.384,1	154.620	22.199,9	11.812,9
Construction de carrosseries automobiles	342A	17.533	10.779,0	19.256	2.446,0	229,5
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1.409	1.109,8	1.639	178,7	26,7
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	117.423	101.729,3	97.960	13.056,7	5.122,6
Construction de matériel ferroviaire roulant	**35B**	**13.425**	**10.127,1**	**14.167**	**2.016,3**	**331,9**
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	**35D**	**8.102**	**5.322,4**	**8.325**	**967,9**	**210,6**
Fabrication de motocycles	354A	3.287	2.405,1	3.486	400,0	115,7
Fabrication de bicyclettes	354C	3.283	2.047,9	3.261	368,4	68,2
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	329	208,0	321	34,2	4,3
Fabrication de véhicules divers dirigés à la main ou à traction animale	355Z	1.203	661,4	1.257	165,3	22,4
Total		**280.050**	**371.451,7**	**295.967**	**40.865,5**	**17.734,2**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.08-2A

Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche (NAP classe 31)

Sources : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle
Chambre syndicale nationale du cycle et du motocycle
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer

Produit	N° de la NAP	Unités	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Production								
Voitures particulières et commerciales	3111	10^3 pièces	3.228	3.415	3.294	3.190	3.326	2.836
Véhicules incomplets [voitures particulières] (1)	//	»	228	252	208	213	288	266
Camionnettes (2)	3114	Pièce	427.043	462.353	436.680	386.711	404.412	294.552
Véhicules industriels (3)	//	»	29.636	30.716	23.796	21.895	18.336	15.252
Cars	//	»	2.869	3.123	2.993	2.948	3.108	2.952
Tracteurs routiers	//	»	11.864	12.976	11.278	12.108	8.988	7.200
Véhicules incomplets (camionnettes) (1)	//	»	78.892	84.426	79.312	77.251	71.376	63.396
Livraisons								
Caravanes de tourisme	3112	»	30.497	29.958	...	32.909	27.348	24.516
Petites remorques	//	»	49.667	61.550	...	67.354	64.596	60.828
Cars, autobus (Carrosseries pour)	3115	»	1.195	1.476	...	1.300	992	968
Cabines pour véhicules	//	»	7.695	8.882	...	22.729	18.426	15.602
Plateaux et fourgons	//	»	28.360	31.386	...	28.095	22.923	16.757
Cycles (4)	3116	10^3 pièces	1.210	1.370	1.387	1.020	832	...
Wagons (4)	3121	Pièce	1.230	993	989	974	984	696

(1) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger.
(2) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(3) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.
(4) Ne représente qu'une partie de la NAP en référence.

TABLEAU K.08-2B

Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle
Chambre syndicale nationale du cycle et du motocycle
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer

Produit	N° de la NAF (1)	Unités	1994
Production			
Voitures particulières et commerciales	341Z	10^3 pièces	3.176
Véhicules incomplets [voitures particulières] (2)	//	»	241
Camionnettes (3)	//	Pièce	350.232
Véhicules industriels (4)	//	»	19.776
Cars	//	»	2.628
Tracteurs routiers	//	»	10.896
Véhicules incomplets (camionnettes) (2)	//	»	84.336
Livraisons			
Caravanes de tourisme	341Z	»	25.271
Petites remorques	342B	»	88.034
Cars, autobus (Carrosseries pour)	342A	»	318
Cabines pour véhicules	//	»	19.275
Plateaux et fourgons	352Z	»	10.248
(Enquêtes encore en NAP pour 1994)			
Cycles (5)	NAP 3116	10^3 pièces	968
Wagons (5)	NAP 3121	Pièce	504

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger.
(3) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(4) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.
(5) Ne représente qu'une partie de la NAP en référence.

TABLEAU K.08-3

Construction navale : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	1.097	535,6	1.075	135,2	4,9
Construction de navires civils	351B	6.207	3.210,3	6.854	930,2	163,7
Réparation navale	351C	2.725	1.207,0	2.564	339,7	16,0
Construction de bateaux de plaisance	351E	4.381	2.450,9	4.482	498,0	109,1
Total	**35A**	**14.410**	**7.403,8**	**14.975**	**1.903,1**	**293,7**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.08-4

Production totale des chantiers de construction navale (1)

Sources : Ministère de l'Industrie
Service des Industries de Base et des Biens d'Équipement (SERIBE)

Unité : Millier de tonneaux bruts

Intitulé	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Mises sur cales						
Pour armement français	28	17	1	30	10	5
Pour armement étranger	77	4	81	87	246	159
Total	**105**	**21**	**82**	**117**	**256**	**164**
Lancements						
Pour armement français	28	25	17	1	30	10
Pour armement étranger	50	79	73	79	174	159
Total	**78**	**104**	**90**	**80**	**204**	**169**
Livraisons						
Pour armement français	74	4	27	15	1	31
Pour armement étranger	101	49	77	114	39	88
Total (2)	**175**	**53**	**104**	**129**	**40**	**119**
dont : Transbordeurs et paquebots	134	44	75	128	39	1
Autres cargos	31	—	22	—	—	30
Transporteurs de gaz et de produits chimiques	—	—	—	—	—	86
Bateaux de pêche	5	6	4	—	—	—
Autres (caboteurs, dragues, etc.)	4	3	3	1	1	2

(1) Non compris les navires de guerre. Navires civils de 100 tonneaux bruts et plus.
(2) Les fortes variations sont dues à la construction de grands navires comme les paquebots ou les méthaniers qui sont réalisés sur plusieurs années.

TABLEAU K.08-5

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	21.351	17.061,0	24.547	4.580,6	711,2
Construction de cellules d'aéronefs	353B	45.742	44.153,9	48.113	9.314,3	1.066,0
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	9.919	14.137,2	13.090	3.009,7	373,0
Total	**35C**	**77.012**	**75.352,1**	**85.750**	**16.904,6**	**2.150,2**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.08-6

Livraisons (1) et effectifs de la construction aéronautique

Source : Groupement des industries françaises, aéronautiques et spatiales (GIFAS) *Unité :* livraisons : million de francs

Branche de fabrication	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Aéronefs et missiles								
Livraisons	49.926	56.194	58.680	62.891	64.534	66.209	59.871	58.318
Effectifs	58.700	57.300	57.400	57.000	57.200	54.400	51.700	50.500
Propulseurs								
Livraisons	17.688	19.710	24.444	26.003	26.804	24.781	21.679	20.427
Effectifs	26.700	26.900	27.000	27.800	27.000	25.900	24.600	23.500
Équipements								
Livraisons	22.442	24.478	27.725	29.659	29.763	29.163	27.935	26.656
Effectifs	36.900	35.300	35.900	35.900	34.800	31.400	29.300	26.500
Total								
Livraisons	**90.056**	**100.382**	**110.849**	**118.553**	**121.101**	**120.153**	**109.485**	**105.401**
Effectifs	**122.300**	**119.500**	**120.300**	**120.700**	**119.000**	**111.700**	**105.600**	**100.500**

(1) Une erreur dans l'unité des livraisons subsistait dans les annuaires précédents; les livraisons sont exprimées en million de francs, et non en millier.

Chapitre K.09

Textiles et cuirs

(NAP : 43, 44, 45, 46 et 47)
(NAF : 17A, 17B, 17C, 18, 19 et 247Z)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 43.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 44.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 45 et 46.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 47.

1. Fils et fibres artificiels et synthétiques : grandeurs caractéristiques. NAF 247Z.
2. Textile : grandeurs caractéristiques. NAF 17A à 17C.
3. Textile : production de la branche.
4. Habillement : grandeurs caractéristiques. NAF 18.
5. Articles d'habillement : production de la branche.
6. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques. NAF 19.
7. Collecte de peaux brutes.
8. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
9. Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche.
10. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Filature et tissage et fabrication d'articles textiles (NAF 17A et NAF 17B)

La filature et le tissage et la fabrication d'articles textiles représentent les trois quarts de l'industrie textile.

Employant moins de 3,5 % des effectifs et réalisant 2,6 % du chiffre d'affaires de l'industrie française, cette part de l'industrie textile reste constituée principalement de PMI peu capitalistiques. Moins d'un employé sur cinq appartient à une entreprise de plus de 500 personnes contre un employé sur deux dans l'ensemble de l'industrie.

La moitié des effectifs est concentrée dans les régions Nord - Pas-de-Calais et Rhône-Alpes. Les emplois continuent de diminuer à un rythme d'environ 10.000 par an et le chiffre d'affaires du secteur, qui stagnait pratiquement depuis 1986, baisse en 1993 de 10 %. Les diminutions sont plus marquées dans le secteur filature-tissage que dans la fabrication d'articles textiles.

Le taux de valeur ajoutée stagne entre 1992 et 1993; les secteurs possédant les plus forts taux de valeur ajoutée sont en 1993 l'ennoblissement textile (38 %) et la fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement (36 %) alors qu'au contraire la préparation de la laine a le taux le plus faible (13 %).

L'investissement réalisé en 1993 est en nette régression par rapport à 1992 et représente 11 % de la valeur ajoutée comme pour l'ensemble de l'industrie.

La balance des échanges reste excédentaire et s'améliore même entre 1992 et 1993, grâce à l'augmentation du taux de couverture dans le secteur filature-tissage qui passe de 123 % à 130 %, alors que dans la fabrication d'articles textiles il stagne autour de 80 %.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NAF 17C)

L'industrie de la maille complète l'industrie de l'habillement. La maille est un secteur de PMI avec moins de 3 % d'entreprises de plus de 500 salariés et plus de 50 % dans la tranche des 20 à 49 salariés.

Touché par la crise, ce secteur, au cours des 3 dernières années, a perdu plus de 16 % de ses effectifs et a stabilisé son chiffre d'affaires.

L'industrie de la maille, notamment la fabrication d'articles chaussants, est un secteur plus concentré que celui de l'habillement.

Comme l'industrie de l'habillement, l'industrie des pull-overs et articles similaires souffre de la délocalisation, malgré une hausse apparente de la production.

L'industrie des collants, bas et chaussettes connaît un fléchissement de sa production, une baisse de ses effectifs (— 11 %) et de son chiffre d'affaires (— 7 %).

Le déficit des échanges extérieurs s'améliore légèrement, le taux de couverture passant de 42 % en 1993 à 45 % en 1994. Avec 85 % de taux de couverture, le secteur des étoffes à maille présente un commerce extérieur plus favorable que le reste de la profession.

Industrie de l'habillement et des fourrures (NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec près de 2.000 unités de plus de 20 salariés, est une industrie peu concentrée et en profonde mutation. On assiste à une structuration de plus en plus grande de la profession autour de la sous-traitance, et à une internationalisation du processus de fabrication.

Depuis 1980, le nombre d'entreprises a beaucoup diminué, et le secteur ne compte plus que 16 entreprises de plus de 500 salariés contre 46 en 1980.

En 1993, les donneurs d'ordres qui concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits représentent 30 % du nombre des entreprises de plus de 20 salariés de l'habillement (18 % en 1980) et 42 % de l'ensemble du chiffre d'affaires (23 % en 1980). La croissance de ces entreprises va de pair avec la chute du nombre des comptes propres, unités qui réalisent la totalité du processus de fabrication (conception, fabrication, commercialisation) : —28 % entre 1986 et 1992. Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, n'ont pas profité de cette extension de la sous-traitance puisque le nombre stagne (1/3 des entreprises) depuis 1986. Les donneurs d'ordres ont en effet recours à des entreprises étrangères installées dans des pays à bas salaires pour la production à façon.

L'accroissement des exportations ne parvient pas à endiguer la baisse du taux de couverture qui n'est plus que de 59 % en 1994 contre 104 % en 1980.

Industrie du cuir et de la chaussure (NAF 19)

Ce secteur de PMI comprend en amont les tanneries qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux...) et les mégisseries tournées vers les peaux de plus petite superficie (ovins, caprins, reptiles...). Le marché du cuir représente à peu près 10 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine, et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval 443 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquineries et des chaussures pour un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal mais dont le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits sont recherchés.

L'industrie de la chaussure représente à elle seule 67 % de l'ensemble de la filière.
Elle a souffert de la concurrence étrangère et de l'affaiblissement de la demande. Elle a perdu 30 % de ses entreprises et 38 % de ses effectifs salariés depuis 1985. Ce secteur peu diversifié intègre des activités commerciales : 15 % du chiffre d'affaires provient du négoce de produits souvent achetés à l'étranger en complément de gamme. Le taux d'investissement reste à un niveau beaucoup plus faible que celui de l'industrie des biens de consommation courante.

La balance commerciale de l'ensemble de la filière affiche un déficit de 5,6 milliards de francs malgré un redressement du taux de couverture de 5 points. Les principaux concurrents sur le marché français sont l'Italie et les pays du Sud-Est asiatique.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NAF 247Z)

En 1994, le secteur des fils et fibres synthétiques et artificielles poursuivent leur récession.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Filature et tissage et fabrication d'articles textiles (NAF 17A et NAF 17B)

La filature et le tissage comprennent :

— la fabrication de filés, fils et tissus à partir de fibres naturelles, artificielles et synthétiques et de fibres mélangées;

— l'ennoblissement textile.

La fabrication d'articles textiles comprend :

— la fabrication de linge de maison, articles d'ameublement, petits articles textiles de literie, tapis et moquettes, ficellerie et corderie, non-tissés, tulles, dentelles et feutres.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NAF 17C)

L'industrie de la maille regroupe les entreprises fabriquant les étoffes à maille, les articles chaussants (bas, collants, chaussettes), les pull-overs et articles similaires (polos, sweat-shirts et sous-pulls).

Les tee-shirts sont classés dans l'habillement.

Industrie de l'habillement et des fourrures (NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir;
— vêtements de travail;
— vêtements sur mesure;
— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets;
— vêtements de dessus pour femmes et fillettes;
— vêtements de dessous;
— autres vêtements et accessoires;
— fourrures.

La fabrication de tous les autres vêtements à partir d'étoffes en maille, produites par l'entreprise elle-même ou par une autre entreprise, appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques;
— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques;
— Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT);
— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques;
— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL);
— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC);
— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs;
— Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques;
— Syndicat de la filterie française;
— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts;
— Comité de coordination des industries de la mode;
— Fédération des industries diverses de l'habillement;
— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries;
— Conseil national du cuir.

Publications :

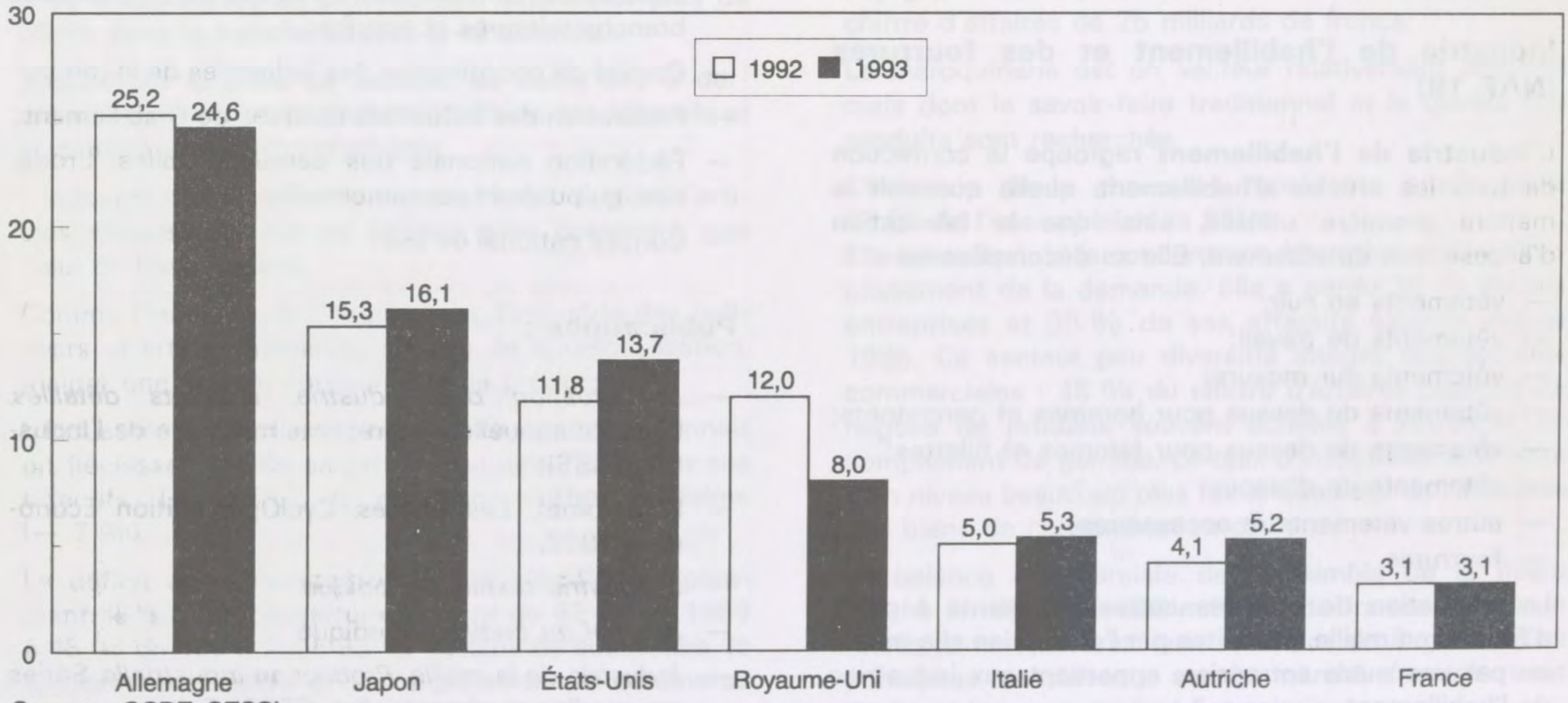
— *La situation de l'industrie, résultats détaillés,* Enquête annuelle d'entreprise, ministère de l'Industrie, SESSI;
— D. Jalomet, *Les textiles,* CyclOpe, édition Economica 1992.
— *L'industrie textile,* périodique.
— *Journal du textile,* périodique.
— *Industrie de la maille, Production industrielle,* Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, Esitex.

— *Le secteur textile-habillement,* E. Hassan et R. Quivaux, Paris, SESSI, mai 1987, Traits fondamentaux du système industriel français, n° 66.
— « L'industrie de l'habillement », *Notes et études documentaires,* n° 4852, La Documentation française, 1988.
— *Les façonniers de l'habillement en 1986,* SESSI, Paris MIAT, 1988. Traits fondamentaux du système industriel français.
— *Industrie de l'habillement, Production industrielle,* Séries trimestrielles, SESSI, MICE.
— *La situation de l'industrie des textiles et de l'habillement* (rapport). Commission des communautés européennes, novembre 1988.
— « L'industrie de l'habillement : une mutation obligée », *Le 4 pages,* SESSI, juin 1991.
— « L'industrie de l'habillement. Entre délocalisation et Sentier », Le « 4 pages », SESSI, n° 33, mai 1994.
— *L'industrie de la chaussure,* SESSI, décembre 1989.
— *Chaussure,* CECOD (Centre d'étude du commerce et de la distribution), Paris, CECOD 1987 (dossiers professionnels).
— *Les leaders de la chaussure en Europe,* collection « Analyse de stratégies et structures comparées », Paris DAFSA, novembre 1988.
— *Industrie de la chaussure en France,* Fédération nationale de la chaussure, février 1989.
— *Industrie du cuir et de la chaussure,* production industrielle, séries mensuelles, trimestrielles et annuelles, SESSI, Conseil national du cuir.
— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le « 4 pages », SESSI, n° 50, juin 1995.
— « Les entreprises à l'épreuve des années 80 », *Étude du système productif français,* août 1989, INSEE, 334 pages;
— « Textile et habillement en 1988 : des résultats contrastés », *INSEE-Première,* n° 24, juin 1989;
— « La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991;
— « L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;
— « L'industrie en 1992 : croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993;
— « Les comptes de l'industrie française en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993;
— « L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994;
— Rapport sectoriel de l'OCDE;

* * *

GRAPHIQUE K.09 - 1

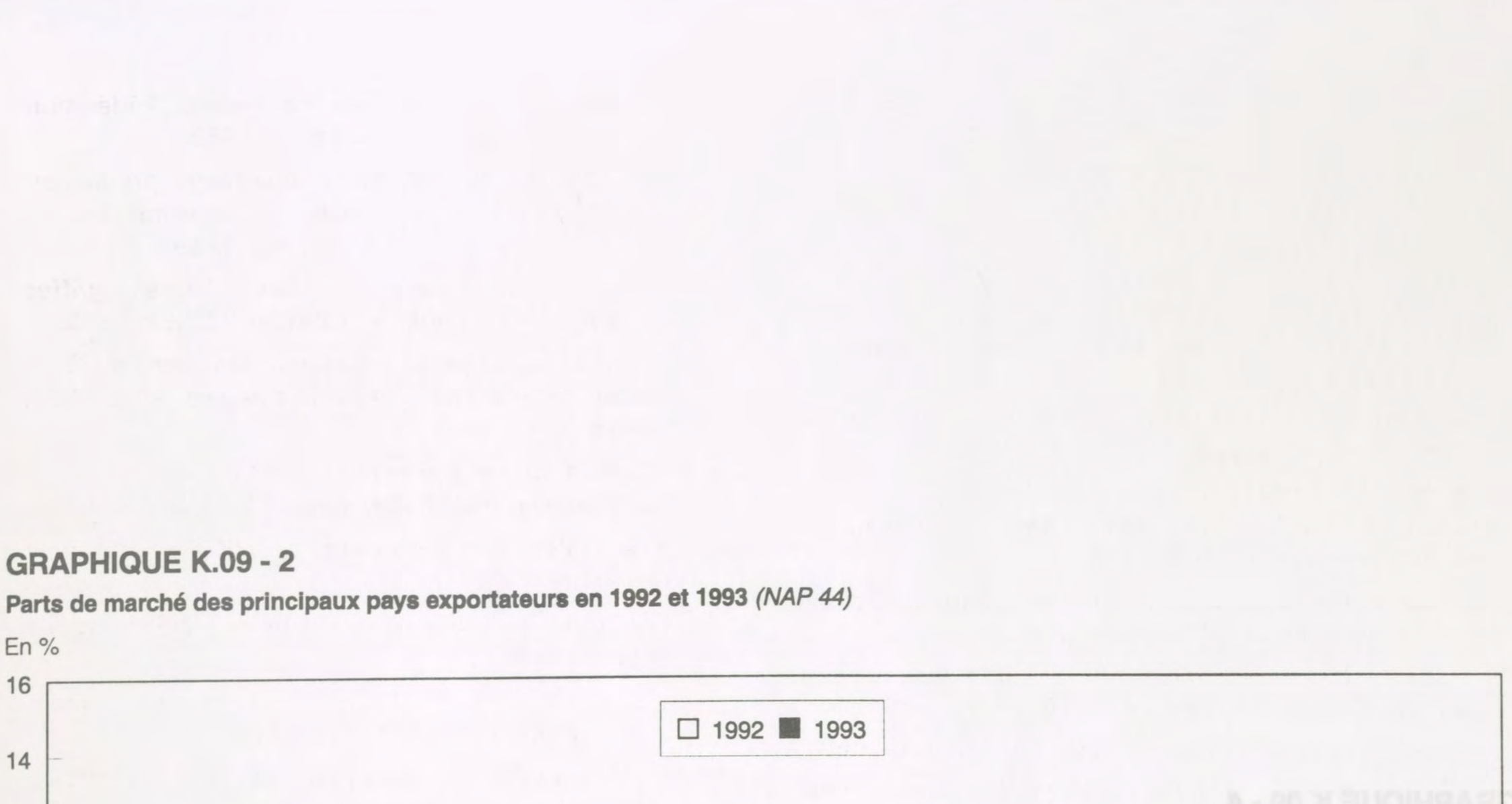
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 43)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.09 - 2

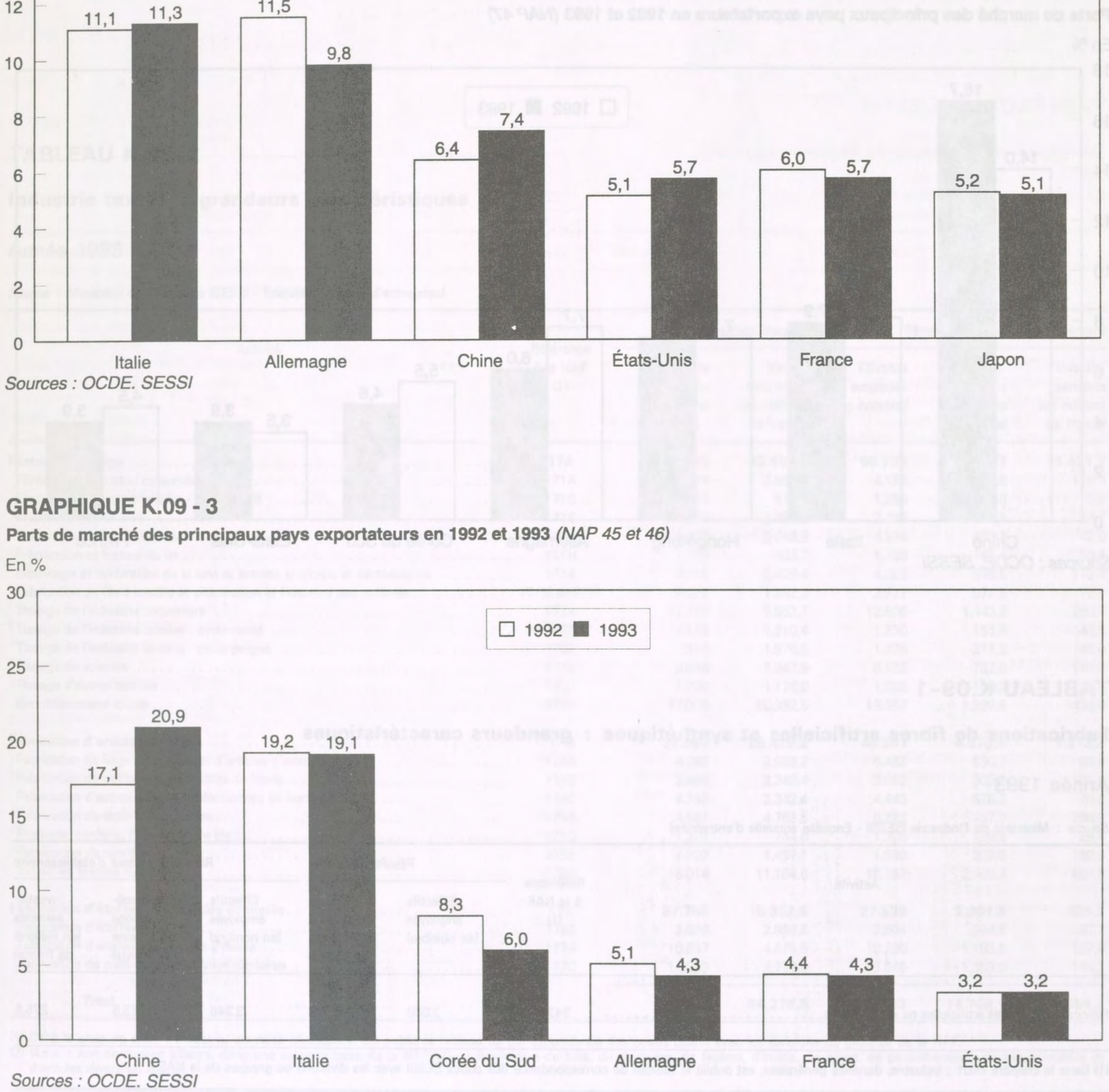
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 44)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.09 - 3

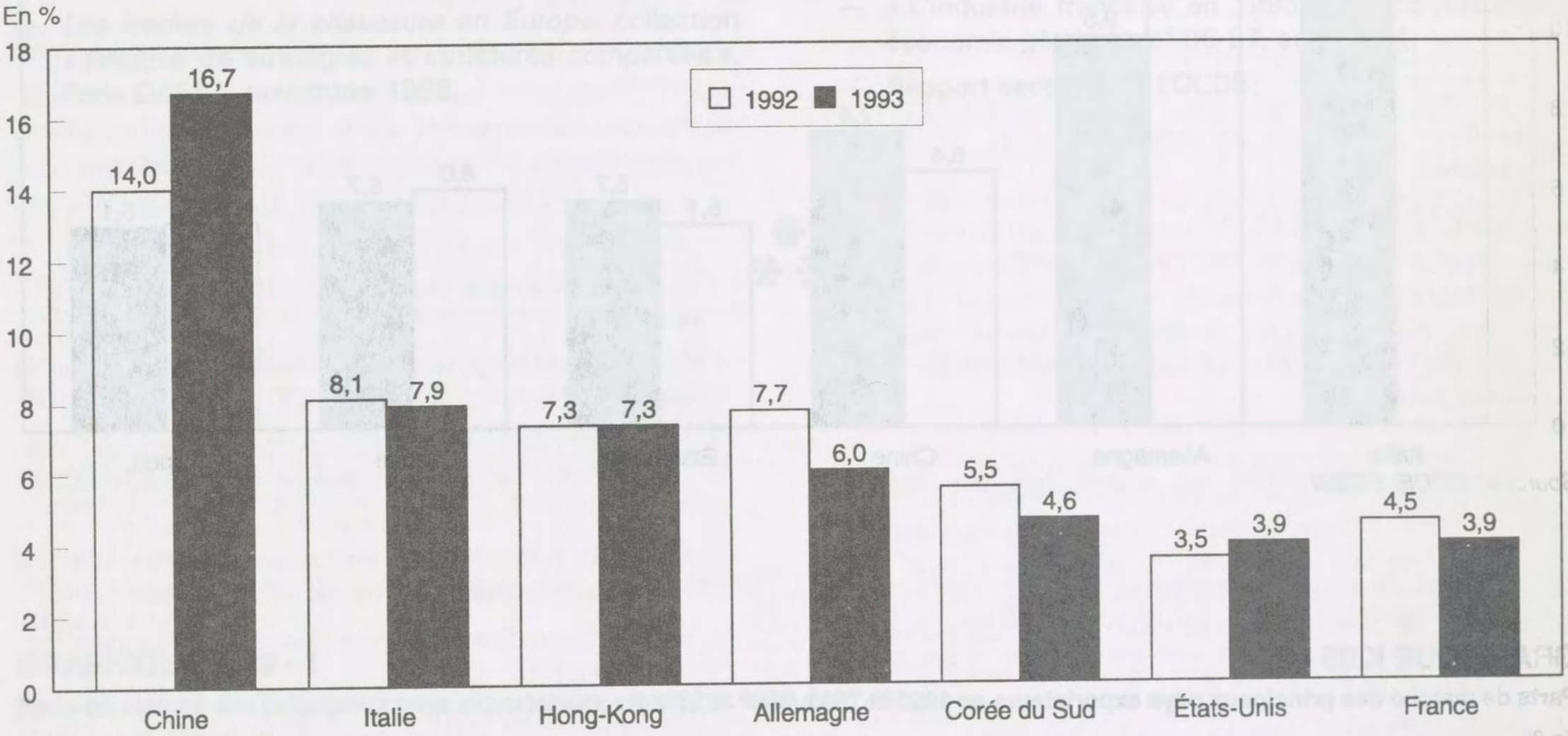
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 45 et 46)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.09 - 4

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 47)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.09-1

Fabrications de fibres artificielles et synthétiques : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	3.000	2.456,9	3.246	513,5	275,5

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.09-2

Industrie textile : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Filature et tissage	**17A**	**60.489**	**43.497,1**	**60.733**	**7.126,7**	**1.431,7**
Filature de l'industrie cotonnière	171A	4.479	2.552,4	4.154	435,0	119,4
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	1.352	519,1	1.285	128,0	9,8
Préparation de la laine	171E	2.470	3.295,3	2.793	354,4	53,7
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171 F	4.330	2.548,6	4.574	480,2	42,0
Préparation et filature du lin	171H	1.755	923,7	1.799	186,4	59,4
Moulinage et texturation de la soie et textiles artificiels et synthétiques	171K	4.015	2.429,4	4.023	396,5	113,9
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	2.372	1.382,2	2.721	377,5	72,1
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	11.797	9.552,7	12.606	1.443,3	260,4
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1.116	1.210,4	1.230	153,4	45,9
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1.912	1.576,9	1.775	211,2	45,0
Tissage de soieries	172G	6.036	5.947,9	6.133	782,0	145,8
Tissage d'autres textiles	172J	1.780	1.176,0	1.683	189,2	24,4
Ennoblissement textile	173Z	17.075	10.382,5	15.957	1.989,6	439,9
Fabrication d'articles textiles	**17B**	**37.593**	**25.429,2**	**40.341**	**4.673,8**	**1.213,3**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4.767	2.668,2	5.483	530,7	68,9
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2.865	2.249,4	3.062	303,8	101,9
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4.346	2.342,4	4.443	528,2	70,8
Fabrication de tapis et moquettes	175A	4.587	4.763,5	6.282	787,3	296,9
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1.307	744,0	1.305	139,5	29,4
Fabrication de non-tissés	175E	1.707	1.497,1	1.599	203,6	180,9
Industries textiles n.c.a. (2)	175G	18.014	11.164,6	18.167	2.180,7	464,5
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	**17C**	**27.705**	**15.352,5**	**27.539**	**2.907,6**	**409,2**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	3.029	2.898,6	2.804	364,8	97,7
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	10.637	4.675,5	10.790	1.183,8	167,4
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	14.039	7.778,4	13.945	1.359,0	144,1
Total		**125.787**	**84.278,8**	**128.613**	**14.708,1**	**3.054,2**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) N.c.a. : non comprises ailleurs, dans une autre «classe de la NAF700» : fabrication de tulle, de dentelles, de feutres, d'ouate, de ruban, de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile.

TABLEAU K.09-3A

Textile : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	N° de la NAP	Unité	1989	1990	1991	1992	1993
LAINE :	4410						
Laine peignée	〃	Tonne	66.240	55.864	64.147	71.468	56.011
Blousses, déchets effilochés	〃	〃	7.262	6.036	5.026	6.495	c
FILS A COUDRE, FILTERIES	4412	〃	...	6.485	5.220	5.678	5.381
FILÉS ET FILS DE LIN ET DE CHANVRE	4413	〃	6.487	5.260	5.327	5.139	6.155
FILÉS DE COTON (1)	4414	〃	182.268	170.125	153.383	149.481	151.773
FILÉS DE LAINE CARDÉE ET PEIGNÉE	4415 et 4416	〃	70.121	59.754	58.271	55.881	47.000
FILS DE TEXTILES ARTIFICIELS OU SYNTHÉTIQUES	4417	〃	34.728	39.465	36.282	46.683	39.224
PRODUITS DES TEINTURES, APPRÊTS ET IMPRESSIONS (2) :	4418						
Produits traités	〃	〃	340.236	322.113	310.854	307.600	290.706
Gravure	〃	Nombre	117.624	124.827	119.965	118.024	118.699
ETOFFES À MAILLES (3)	4420	Tonne	49.049	46.074	41.713	39.239	39.411
CHANDAILS, PULL-OVERS, POLOS, GILETS, ETC., EN BONNETERIE	4421	10^3 pièces	39.531	39.474	38.037	38.110	37.362
AUTRES VÊTEMENTS DE DESSUS, EN BONNETERIE	4422	〃	29.149	30.940	26.895	23.724	22.575
SOUS-VÊTEMENTS DE BONNETERIE	4423	〃	169.122	157.979	128.525	119.682	122.507
ARTICLES CHAUSSANTS DE BONNETERIE :	4424						
Bas	〃	10^3 paires	11.256	8.610	8.876	6.694	7.040
Collants	〃	10^3 pièces	356.599	316.427	335.230	321.622	297.779
Mi-bas, chaussettes	〃	10^3 paires	224.041	224.745	212.973	208.021	177.788
AUTRES ARTICLES DE BONNETERIE :	4425						
Bérets et autres coiffures	〃	10^3 pièces	3.956	3.663	3.455	2.968	2.779
Gants	〃	10^3 paires	1.623	1.438	1.254	1.087	751
Articles divers	〃	10^3 pièces	933	1.210	1.041	865	844
OUVRAGES TISSÉS DES INDUSTRIES COTONNIÈRES ET LINIÈRES	4430	10^6 m^2	840.956	808.929	750.692	735.828	664.759
OUVRAGES TISSÉS DE L'INDUSTRIE LAINIERE	4431	Tonne	39.603	33.083	30.906	30.223	30.266
OUVRAGES TISSÉS DE L'INDUSTRIE DE LA SOIERIE	4432	〃	78.468	80.732	73.104	75.743	70.714
TAPIS :	4434						
Tapis de l'industrie lainière	〃	10^6 m^2	79.462	84.864	82.440	78.742	75.410
dont : Tapis aiguilletés, nappés ou floqués	〃	〃	43.224	43.674	41.441	35.305	34.185
Tapis touffetés	〃	〃	33.154	37.119	34.468	36.309	33.504
PRODUITS DE L'ENDUCTION :	4437						
Tissus enduits de plastiques		10^6 m^2	...	57.742	54.264	74.037	...
Revêtements vinyliques		〃	...	36.610	39.620	46.835	...
PRODUITS DE LA FICELLERIE, CORDERIE FILETS	4439	Tonne	41.040	37.375	29.701	28.118	27.121
PRODUITS DE LA OUATERIE :	4440						
Production de cotons		Tonne	14.353	14.354	15.959	15.148	14.619
dont : Usage médico-chirurgical et hygiène		〃	14.293	14.293	15.929	15.125	14.597
Production d'ouates industrielles		〃	3.127	3.127	3.149	2.196	1.274

(1) Les filés de l'industrie cotonnière comprennent les filés de textiles artificiels et synthétiques des filatures de lin.
(2) Y compris la production des ateliers intégrés.
(3) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

TABLEAU K.09-3B

Textile : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	N° de la NAF (1)	Unité	1994
Filature, tissage, ennoblissement textile			
FILATURE	**17.1**		
Fibres préparées :			
Cardés et peignés de laine	171C, 171F	Tonne	81.290
Cardés et peignés de fibres artificielles ou synthétiques	171K	//	16.280
Fils de coton	171A	//	75.380
Fils de laine	171E	//	15.770
Fils à tricoter	//	//	3.000
Fils de fibres artificielles ou sunthétiques	171K	//	85.940
Fils à coudre	171M	//	5.500
TISSAGE	**17.2**		
Tissu de coton	172A	//	87.290
Tissu éponge	//	//	3.440
Tissu de laine	172C, 172E	//	9.000
Tissu de lin	172J	//	3.640
Tissu en textiles artificiels ou synthétiques	//	//	69.520
Tissu de verre	//	//	37.810
ENNOBLISSEMENT TEXTILE	**17.3**	//	**285.040**
FABRICATION ARTICLES TEXTILES	**17.4, 17.5**		
LINGE DE MAISON	**174A**	**Tonne**	
Couvertures	//	//	4.660
Linge de lit	//	//	21.180
Linge de table	//	//	3.340
Linge de toilette et de cuisine	//	//	4.500
TAPIS, MOQUETTES	**175A**	**10^3 m²**	**91.880**
FICELLES, CORDES ET CORDAGES	**175C**	**Tonne**	**19.980**
OUATES	**175G**	//	**25.100**
HYGIÈNE FÉMININE, INFANTILE	**175G, 212E**	//	**7.790**
Industrie de la maille			
ÉTOFFES À MAILLE (2)	**176Z**	//	
Étoffes à longs poils	//	//	2.055
Étoffes à boucles	//	//	4.585
Velours et peluches	//	//	436
Étoffes pour rideaux et vitrages (fibres artificielles et synthétiques)	//	//	189
Autres étoffes de bonneterie	//	//	43.068
ARTICLES CHAUSSANTS À MAILLE	**177A**		
Collants		10^3 pièces	258.746
Bas et mi-bas		10^3 paires	37.661
Autres articles chaussants		//	151.357
PULL-OVERS ET ARTICLES SIMILAIRES	**177C**	**10^3 pièces**	
Pull-overs, gilets et cardigans		//	33.773
Sweat-shirts		//	4.148
Polos et sous-pulls		//	6.902

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

TABLEAU K.09-4

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	811	619,5	700	83,0	2,6
Fabrication de vêtements de travail	182A	6.176	2.292,9	6.188	573,0	22,2
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	2.041	2.009,9	2.234	523,2	49,5
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	20.737	10.090,2	21.403	2.065,2	180,0
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	37.695	20.920,2	40.417	4.342,3	581,4
Fabrication de vêtements de dessous	182G	33.967	15.536,5	32.495	3.110,9	271,6
Fabrication d'autres vêtements et acessoires	182J	16.759	9.338,5	16.722	1.746,6	172,6
Industrie des fourrures	183Z	881	531,8	714	96,0	3,2
Total	**18**	**119.067**	**61.339,5**	**120.873**	**12.540,2**	**1.283,1**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.09-5A

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Produit	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
VÊTEMENTS MASCULINS :	**4701**						
Vêtements de dessus :							
Costumes, complets et ensembles (2 ou 3 pièces)		1.167	1.431	1.365	1.286	990	725
Vestes seules et blazers		2.275	2.338	2.188	2.275	2.160	2.066
Pantalons (sauf vêtements de travail)		22.775	19.360	17.455	16.052	14.475	13.739
Vêtements administratifs et militaires		4.208	4.360	3.535	3.608	3.553	3.505
Vêtements de sport et de loisirs :							
Shorts, bermudas, etc		1.055	755	1.220	1.056	843	862
Culottes de sport (tennis, football, etc.)		2.061	1.741	1.950	1.402	638	914
Blousons légers et sahariennes		925	748	684	631	441	412
Anoraks et blousons de sport d'hiver		753	722	743	883	649	595
Vêtements de pluie		1.546	1.839	1.656	1.668	1.327	1.068
Vêtements de travail, vêtements professionnels et vêtements de protection		11.898	11.563	12.970	10.644	10.505	9.070
VÊTEMENTS FÉMININS :	**4702**						
Vêtements de dessus :							
Robes		9.734	7.859	6.904	7.390	6.878	6.469
Jupes		12.812	13.704	13.772	15.731	16.502	16.096
Pantalons		11.404	8.385	9.873	12.607	11.789	12.598
Vestes seules et blazers		3.491	3.960	4.361	5.436	5.069	4.914
Costumes, tailleurs et ensembles		3.547	3.955	4.226	4.742	4.159	(3) 3.140
Manteaux et vêtements similaires		1.082	993	950	1.116	1.146	1.000
Vêtements de sport et de loisirs :							
Shorts, bermudas, etc		1.048	885	1.273	1.853	1.650	1.087
Blousons et sahariennes		477	168	150	210	196	122
Maillots de bain		4.014	3.752	4.320	4.704	3.889	3.835
Vêtements de pluie		808	589	411	375	433	c
VÊTEMENTS POUR ENFANTS : (y compris pour bébés de 0 à 18 mois)	**4703**						
Vêtements de dessus :							
Robes		4.228	3.600	3.287	(1) 2.758	2.631	2.318
Jupes		2.557	2.300	1.891	1.791	1.442	1.174
Pantalons (denim, ville et loisirs)		10.192	7.521	4.199	4.297	3.736	3.409
Vêtements de sport et de loisirs :							
Maillots de bain		2.108	2.820	3.245	3.835	2.963	...
Shorts, bermudas, etc		1.735	1.329	1.138	1.123	1.237	1.308
Culottes de sport (tennis, football, etc.)		c	277	c	c	c	c
Blousons légers et sahariennes		879	611	582	409	519	c
Anoraks et blousons de sport d'hiver		c	1.147	1.000	857	946	c
CHEMISERIE, LINGERIE :	**4705**						
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :							
Chemises pour hommes		18.538	15.859	15.399	13.225	8.946	8.567
Chemises pour garçonnets		1.782	1.522	1.136	885	573	468
Pyjamas et pyjavestes		1.632	1.230	c	1.173	1.077	674
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :							
Chemisiers, tuniques pour femmes		10.478	11.333	13.571	15.037	13.438	13.778
Chemisiers, tuniques pour fillettes		2.837	1.988	1.783	1.349	1.148	908
Blouses, tabliers non professionnels		4.193	3.390	2.964	3.201	2.990	2.581
Blouses et tabliers à usage professionnel		6.649	6.266	6.729	6.134	5.783	4.515
Slips		22.593	25.008	c	c	(2) 23.790	(2) 18.529
Jupons, combinaisons		2.342	2.030	c	c	1.877	1.489
Chemises de nuit, nuisettes		3.664	3.206	2.805	2.250	2.253	1.615
Pyjamas		1.371	1.172	c	c	748	955
Robes de chambre, peignoirs (non compris déshabillés)		1.883	1.401	c	1.414	1.361	913

(1) Production en chaîne et trame uniquement, la production en maille étant confidentielle.
(2) Femmes seulement.
(3) Sauf ensemble «pantalon-veste» (production confidentielle).

TABLEAU K.09-5A (suite et fin)

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de pièces

Produit	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
CORSETS, GAINES ET SOUTIENS-GORGE :	**4707**						
Gaines		2.038	1.519	1.439	1.107	1.025	1.436
Combinés		678	453	463	356	241	140
Soutiens-gorge		29.079	28.589	27.644	26.811	24.550	23.272
ACCESSOIRES DIVERS DE L'HABILLEMENT :	**4709**						
Parapluies		2.148	1.626	1.397	1.316	1.073	999
Parasols		857	879	c	940	901	694
Cravates, cravates et pochettes assorties		7.375	8.610	9.115	8.503	10.791	9.089
Echarpes, foulards		6.565	9.033	6.717	6.961	6.702	6.470
Ceintures		3.816	4.037	3.839	3.945	4.856	3.821
Bretelles		2.012	1.253	1.137	1.006	786	523
Gants en tissu		2.108	2.153	2.209	c	1.525	1.862
PELLETERIES ET FOURRURES :	**4710**						
Pelleteries apprêtées, lustrées :							
Peaux		2.096	5.443	1.776	c	c	c
Vêtements et accessoires du vêtement en pelleterie :							
Manteaux		58	12	13	11	9	c
Vestes, trois-quarts		65	50	37	c	c	c
Autres		8	13	5	c	c	c

TABLEAU K.09-5B

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Produit	N° de la NAF (1)	1994
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**	
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		7.274
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		6.149
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**	
Vêtements de dessus :		
Costumes, complets et ensembles		1.376
Vestes seules et blazers		2.775
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		17.707
Vêtements de sport et de loisirs :		
Shorts, bermudas, etc		2.631
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1.377
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		84
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**	
Vêtements de dessus :		
Robes (y compris robes de plage)		8.360
Jupes (non compris jupes de sport)		14.749
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		13.037
Costumes et ensembles		c
Vestes seules et blazers		5.287
Manteaux		c
Vêtements de sport et de loisirs :		
Shorts, bermudas, etc		c
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1.195
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		310
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**	
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :		
Chemises		12.502
Pyjamas		1.661
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :		
Chemisiers		12.200
Slips		42.274
Chemises de nuit		2.017
Pyjamas		1.764
Gaines		955
Soutiens-gorge		28.581
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACESSOIRES	**182J**	
Maillots de bain		12.820
Survêtements de sport		5.361
Cravates, noeuds papillons, foulard-cravates		10.240
Écharpes et foulards		7.088
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		432
Gants autres qu'en cuir		16.000

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.09-6

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	3.211	2.267,4	3.311	381,8	31,1
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11.781	4.918,9	12.691	1.409,3	155,0
Fabrication de chaussures	193Z	34.813	16.102,2	35.567	3.583,0	433,5
Total	**19**	**49.805**	**23.288,5**	**51.569**	**5.374,1**	**619,6**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.

TABLEAU K.09-7A

Collecte de peaux brutes (1) [NAP 5902]

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne de poids frais

Nature des peaux	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Bovins	109.697	103.395	108.000	110.000	105.167	91.486
Veaux, vachettes	25.394	20.265	20.721	19.771	19.897	18.064
Équidés	1.809	1.296	1.012	914	936	704
Ovins	18.357	21.681	21.900	19.170	16.803	16.071
Caprins	223	140	160	230	183	66
Total	**155.480**	**146.777**	**151.793**	**150.085**	**142.986**	**126.391**

(1) Y compris les cuirs chaulés ou picklés (deux phases de préparation des peaux brutes avant tannage). Les entreprises enquêtées ont pour activités l'achat et la vente des peaux brutes, et se classent dans la NAP 5902 et non NAP 3503.

TABLEAU K.09-7B

Collecte de peaux brutes (1)

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne de poids frais

Nature des peaux	N° de la NAF (1)	1994
Bovins	512G	94.888
Veaux, vachettes	//	18.878
Équidés	//	814
Ovins	//	15.279
Caprins	//	63
Total		**129.922**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Y compris les cuirs chaulés ou picklés (deux phases de préparation des peaux brutes avant tannage).

TABLEAU K.09-8A

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche [NAP 4511]

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Unité	1988	1989	1990	1991	1992	1993
TANNERIE-CORROIERIE (Production)							
Bovins	Tonne	11.304	12.360	11.782	11.354	10.745	9.605
Veaux	//	1.872	1.845	1.728	1.776	1.732	1.924
Équidés	//	37	39	23	25	23	11
MÉGISSERIE (Livraisons)							
Moutons, agneaux et regords (1)	10^3 pièces	25.827	21.538	19.407	17.966	14.661	11.424
Caprins (2)	//	4.474	3.348	3.540	2.497	2.075	687
Porcins	//	1.560	1.269	981	606	644	682
Reptiles et autres peaux	10^3 peaux	904	824	596	504	598	744

(1) Peau de jeune agneau mort-né ou tué peu après sa naissance ayant des mèches de laine fine ou bouclée.
(2) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.09-8B

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	N° de la NAF (1)	Unité	1994
TANNERIE-CORROIERIE (Production)			
Bovins	191Z	Tonne	9.371
Veaux	//	//	1.861
Équidés	//	//	14
MÉGISSERIE (Livraisons)			
Moutons, agneaux et regords (2)	//	10^3 pièces	10.376
Caprins (3)	//	//	643
Porcins	//	//	595
Reptiles et autres peaux	//	10^3 peaux	602

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Peau de jeune agneau mort-né ou tué peu après sa naissance ayant des mèches de laine fine ou bouclée.
(3) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.09-9A

Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Article	N° de la NAP	Unité	1988	1989	1990	1991	1992	1993
ARTICLES DE MAROQUINERIE, ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHASSE	4521							
Maroquinerie :								
Sacs à main		10^3 pièces	4.966	5.310	4.864	3.615	4.018	3.619
dont : en cuir		»	3.453	3.945	3.280	2.086	2.195	1.898
Petite maroquinerie		»	19.665	17.316	20.613	18.359	17.825	14.790
dont : en cuir		»	9.728	8.978	9.645	7.082	7.387	5.712
Serviettes		»	652	1.204	1.496	1.243	1.023	997
dont : en cuir		»	280	543	484	345	307	293
Articles pour animaux de compagnie		»	2.228	2.336	2.280	2.866	3.323	2.691
dont : en cuir		»	2.193	2.315	2.121	2.080	2.452	1.657
Ceintures		»	8.948	7.382	9.182	8.211	7.642	7.159
dont : en cuir		»	5.964	4.964	5.533	5.388	5.231	5.270
Objets divers (1)		»	*r* 6.139	*r* 5.362	*r* 6.797	*r* 7.593	7.576	8.373
dont : en cuir		»	*r* 2.006	*r* 1.884	*r* 1.955	*r* 3.289	2.795	3.042
Articles de voyage :								
Malles, attachés-cases et vanity-cases		»	1.484	1.554	1.329	1.210	1.047	1.052
Valises		»	1.510	1.906	2.172	1.608	1.653	1.496
Sacs de voyage et sacs de sport		»	3.925	3.421	4.216	2.381	2.332	2.088
Objets divers (housses, cantines, nécessaires, trousses)		»	2.942	3.646	*r* 3.170	1.426	1.233	1.421
GANTS	4522							
Gants (2)		10^3 paires	1.708	1.537	768	934	786	654
Gants de protection (3)		»	28.873	30.554	30.361	31.178	26.215	20.571
Gants de protection en cuir et en toile		»	7.552	7.752	7.284	5.652	5.450	5.326
Gants de protection en autres matières		»	21.321	22.802	23.077	25.526	20.765	15.245

(1) Articles d'écolier, sacoche, couvre-volant, gainerie.
(2) Y compris les gants de sport.
(3) Gants confectionnés seulement; ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.09-9B

Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Article	N° de la NAF (1)	Unité	1994
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE			
Sacs à main	192Z	10^3 pièces	4.250
dont : en cuir	»	»	2.059
Petite maroquinerie	»	»	8.691
dont : en cuir	»	»	878
Malles, valises et vanity-cases	»	»	2.129
dont : en cuir	»	»	19
Serviettes, cartables, porte-documents	»	»	5.320
dont : en cuir	»	»	1.177
Articles de voyage et sacs de sport	»	»	3.481
Articles divers de maroquinerie	»	»	2.483
dont : en cuir	»	»	706
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	»	5.236
dont : en cuir	»	»	3.442
GANTS			
Gants (2)		10^3 paires	
Gants en maille	182J et 364Z	»	82
Gants en chaîne et trame	182J	»	843
Gants de protection (dont en cuir) (3)	181Z et 268C	»	2.431
Gants de ville et de sport	181Z et 364Z	»	432

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Y compris les gants de sport.
(3) Gants confectionnés seulement; ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.09-10A

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche (NAP 4601)

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	1988	1989	1990	1991	1992	(2) 1993
CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**166.597**	**168.121**	**177.491**	**169.221**	**159.726**	**154.460**
par matière (dessus) :						
Cuir	77.207	78.447	79.009	74.705	73.198	71.266
Matières synthétiques et caoutchouc	25.397	20.803	22.122	19.828	18.564	16.878
Autres	63.993	68.871	76.360	74.688	67.964	66.316
par usage :						
Ville (1)	66.240	65.698	64.051	58.505	58.178	84.088
Sport et détente (1)	40.655	39.670	46.671	41.027	37.522	7.727
Travail, marche, chasse	11.850	12.441	13.603	14.894	13.085	11.860
Usage intérieur	47.851	50.312	53.166	54.795	50.941	50.735

(1) Les ruptures de séries par usage «ville» et «sport et détente» pour les années 1992 et 1993, s'expliquent par le fait qu'un grand nombre de chaussures faites à base de toile ou de matéraiaux autres que le cuir, étaient classées auparavant en usage «sport et détente» et depuis 1993 sont classées en usage «ville».
(2) Pour 1993, la différence des totaux des chaussures, par matière ou par usage, est due à la non prise en compte des chaussures faites sur mesure chez un bottier, dans le total «chaussures par usage».

TABLEAU K.09-10B

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	N° de la NAF (1)	1994
CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**193Z**	**154.898**
par matière (dessus) :		
Cuir		68.702
Matières synthétiques et caoutchouc		16.409
Autres		69.787
par usage :		
Ville		82.622
Sport et détente		7.662
Travail, marche, chasse		12.803
Usage intérieur		51.811

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.10

Bois, papiers, imprimerie

(NAP : 48, 49, 50 et 51)
(NAF : 20, 21, 22 et 36A)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1991 et 1992. NAP 48.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 49.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1991 et 1992. NAP 50.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1991 et 1992. NAP 51.

1. Industrie du bois et de l'ameublement : grandeurs caractéristiques. NAF 20, NAF 36A.
2. Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche.
3. Ameublement : facturations de la branche.
4. Pâtes, papiers et cartons : grandeurs caractéristiques. NAF 21.
5. Pâtes à papier : productions de la branche.
6. Papier-carton : activité de la branche.
7. Imprimerie, presse, édition : grandeurs caractéristiques. NAF 22.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NAF 20)

Le travail du bois met sur le marché des matériaux presque essentiellement destinés à l'ameublement et au bâtiment. Depuis quelques années, le verre, les métaux, mais surtout le PVC, sont utilisés pour la fabrication de produits concurrentiels.

Ce secteur est très atomisé puisque 9 entreprises sur 10 emploient moins de 100 salariés représentant 60 % des effectifs et réalisant 48 % du chiffre d'affaires. De caractère familial et artisanal, il recouvre principalement trois activités qui ont connu des difficultés diverses face à la crise de 1993.

L'industrie des panneaux qui s'est restructurée au sein de groupes européens a fortement investi en 1990 et 1991 (création d'unités de production de nouveaux produits comme les MDF [médium density fireboard]). Ce secteur fortement capitalistique a su résister à une concurrence rendue plus âpre par les dévaluations monétaires de ses concurrents en Europe. Il a lutté contre la contraction du marché français entre 1990 et 1993 en renforçant ses efforts à l'exportation.

L'industrie de fabrication de charpentes et de menuiserie, souffre encore d'une insuffisante modernisation de ses structures industrielles. En 1993, les investissements comparés au chiffre d'affaires n'atteignent pas la moyenne de l'industrie (3,1 % contre 4,2 %). C'est dans la menuiserie que la concurrence des autres matériaux est la plus vive, particulièrement avec le PVC.

Industrie du papier et du carton (NAF 21)

Le marché mondial du papier-carton est dominé par les grands producteurs nord-américains, suédois, finlandais et allemands, qui se partagent près des deux tiers du marché mondial. De 1990 à 1993, l'industrie papetière française a traversé une des plus graves crises de son histoire. En 1994, elle a bénéficié de la reprise économique mondiale qui a entraîné une relance de la consommation de papier-carton, notamment aux USA et au Japon. En Chine et dans les pays de l'Asie du Sud-Est, la demande s'est brusquement accélérée. En 1994, la production française de pâtes a progressé de 9,5 %, celle de papier-carton de 7,9 %. Les papiers pour impression et écriture réalisent les meilleurs résultats (+ 9,9 %) tandis que le papier journal n'augmente que de 4,4 %. Les exportations ont augmenté de 15,2 % et le taux de couverture a atteint 75 %. Dans ce contexte, l'industrie papetière française, qui avait déjà perdu 4,3 milliards de francs en 1993, enregistre, en 1994, un résultat négatif de 1,6 milliard de francs.

Les capacités de production de l'industrie papetière française, bien qu'utilisées pleinement, n'ont pu satisfaire la demande intérieure et extérieure. La tension internationale a engendré une remontée des prix (23 % en moyenne selon l'INSEE), qui demeurent inférieurs à leur niveau de 1989.

Le taux de récupération des vieux papiers, en France, reste faible (34,4 % en 1994) bien que la consommation augmente (+ 7 % en 1994).

Le décret DIB (déchets industriels banals) devrait permettre une amélioration de la situation.

Le papier-carton est le troisième consommateur d'énergie derrière la sidérurgie et la chimie.

Édition, imprimerie et reproduction (NAF 22)

L'imprimerie, la presse et l'édition réalisent en 1994 un chiffre d'affaires de 145 milliards de francs. Le doublement du coût de papier en un an, et la stagnation de la consommation des ménages expliquent la modeste progression de ce chiffre (+ 2 %) par rapport à 1993.

Après trois années de crise, la presse écrite renoue timidement avec la croissance. Son chiffre d'affaires, qui progresse de 2 % en 1994, représente 39 % des ressources de ce secteur des industries de la consommation. Cette amélioration provient essentiellement des recettes publicitaires, même si le niveau des ventes et le volume des diffusions s'élèvent de 2,1 %.

Les industries graphiques, avec 36 % du chiffre d'affaires, constituent le deuxième pôle du secteur. Elles regroupent l'imprimerie de labeur, qui ne connaît pas de progression, le pré-presse qui recule de 1 %, et la finition qui seule affiche un accroissement de 6 %.

La difficulté de ces industries tient à la contraction du marché de l'impression, renforcée par la fragilité financière des entreprises. La modernisation des outils de production imposée par la technique du numérique en est à l'origine.

L'édition du livre poursuit son mouvement de restructuration. L'absorption du groupe Masson par les Presses de la Cité figure parmi les plus importants mouvements de 1994. Le livre consolide sa position face au marché du multimédia. Sa production en titres augmente de 4 % en 1994, son chiffre d'affaires de 2,5 %.

Le chiffre d'affaires de l'édition d'enregistrements sonores s'accroît de 4,5 %.

Fabrication de meubles (NAF 36A)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour 75 % de ses produits. Elle dépend pour le reste des industries de la métallurgie (meubles métalliques), et de la chimie (meubles en matières plastiques).

Les grands distributeurs contrôlent très fortement les nombreux petits fabricants de moyen et bas de gamme. Les groupements d'achat et discompteurs font pression sur les prix et obligent la profession à réduire ses marges.

Ce secteur souffre d'une insuffisante modernisation de son outil de production : le taux d'investissement, en diminution depuis 1989, est un des plus bas de l'industrie. Cette faiblesse de l'investissement n'est pas compensée par un recours à la sous-traitance, contrairement à l'industrie italienne.

Cette industrie est frappée depuis la fin des années 80 par la baisse de la consommation des ménages.

Face à la crise, la profession s'organise, développant certaines stratégies :

— stratégies de concentration, pour atteindre une taille critique sur le marché européen;

— stratégies d'investissement pour adapter l'outil de production, avec en particulier le développement de matériel de conception et de logistique (GPAO et CIAO);

— stratégie de marque, surtout dans la cuisine ou la literie;

— stratégies de diversification tels par exemple les fabricants de meubles de cuisine qui s'orientent de plus en plus vers les meubles de salle de bains;

— stratégies d'exportation : en effet, face à la baisse de la demande intérieure, les industriels ont amélioré leurs performances à l'exportation.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NAF 20)

Cette activité classée dans les biens intermédiaires recouvre l'ensemble des industries de la première et seconde transformation du bois, à l'exception de la scierie. Elle comprend :

— l'imprégnation du bois;

— la fabrication et la transformation de panneaux, bois de placages et contreplaqués (panneaux de particules, panneaux de fibres, panneaux lattés et contreplaqués);

— la fabrication de charpentes et de menuiseries destinées aux bâtiments, y compris les constructions préfabriquées en bois (portes, fenêtres, volets, clôtures, escaliers, panneaux pour parquets, charpentes en lamellé-collé et fermettes, hangars agricoles et abris en bois);

— la fabrication d'emballages en bois (caisses, palettes, emballages légers et articles de tonnellerie);

— la fabrication d'objets divers en bois (tournerie, matériel industriel, agricole et ménager) et la fabrication de cercueils;

— la fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie tels que bouchons, revêtements de sol ou de mur en liège, nattes, paillassons et claies.

Industrie du papier et du carton (NAF 21)

Cette industrie comprend la fabrication de :

- pâte à papier;
- papier et carton;
- carton ondulé;
- cartonnages;
- emballages en papier;
- papier à usage sanitaire ou domestique;
- articles de papeterie (à l'exclusion des articles de papeterie scolaire et commerciale);
- papiers peints;
- articles divers en papier ou en carton.

Édition, imprimerie et reproduction (NAF 22)

Cette activité comprend :

- l'imprimerie de labeur;
- les industries connexes :
  - — reliure et finition;
  - — composition, gravure, photogravure;
- l'édition;
- la presse;
- l'édition de disques, bandes cassettes enregistrées.

Fabrication de meubles (NAF 36A)

Cette activité, classée dans les biens de consommation, regroupe, depuis l'application de la nomenclature européenne, la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres (rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » est fortement modifiée puisqu'elle comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

Cette activité comprend la fabrication de :

- sièges;
- meubles de bureau et de magasin (y compris usines et collectivités);
- meubles de cuisine (y compris salles de bains);
- meubles meublants (salons, chambres, salles à manger);
- meubles de jardin et d'extérieur;
- meubles de complément;
- industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...);
- literie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération nationale du bois;

— Confédération nationale des industries du bois (CNIB);

— Fédération des industries lourdes du bois (FILB);

— Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA);

— Chambre syndicale nationale de la literie;

— Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses;

— Fédération nationale des transformateurs de papier (service social);
— Fédération française de cartonnage;
— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques;
— Syndicat national de l'édition.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 4, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Bulletin mensuel de statistique industrielle, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« Constat sectoriel, biens de consommation courante : étude de la période 1959-1977 », document réalisé par l'INSEE (département Entreprise) à l'occasion de la préparation du VIII[e] plan.

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991.

« L'industrie de l'édition », le « 4 pages », juillet 1991, SESSI.

« La presse fait ses comptes », le « 4 pages », n° 3, mars 1992, SESSI.

« Les industries graphiques, *SESSI-Études,* n° 117, septembre 1992, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Imprimerie et industries graphiques, séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des industries de la communication graphique).

Édition, séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition) - Édition de disques et cassettes, séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

Presse, séries annuelles, SJTI (Service juridique et technique de l'information).

« Le bois-meuble en 1991 : une industrie en voie de modernisation », *INSEE-Première,* n° 215, juillet 1992;

La forêt française : sa situation et son contexte en 1982, M. BARDHOD, Paris, direction des Forêts, 1986.

« Travail mécanique du bois », Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, MI.

« Travail mécanique du bois 1986-1987 », Banque de France.

« Le bois pour le bâtiment », le « 4 pages », n° 52, SESSI, juillet 1995.

« L'industrie papetière en 1994 », COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).

« Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.

« Transformation du papier », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).

« Cartonnage », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).

« Articles de papeterie », Production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.

« L'industrie de l'ameublement - Retrouver ses assises », le « 4 pages » du SESSI, n° 26, septembre 1993.

« Bois-ameublement », Th. Lehoucq, Paris, SESSI, octobre 1988 (Étude sectorielle).

« Ameublement, production industrielle », Série mensuelle et trimestrielle, SESSI, ministère de l'Industrie.

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992;

« L'industrie en 1992 : Croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993.

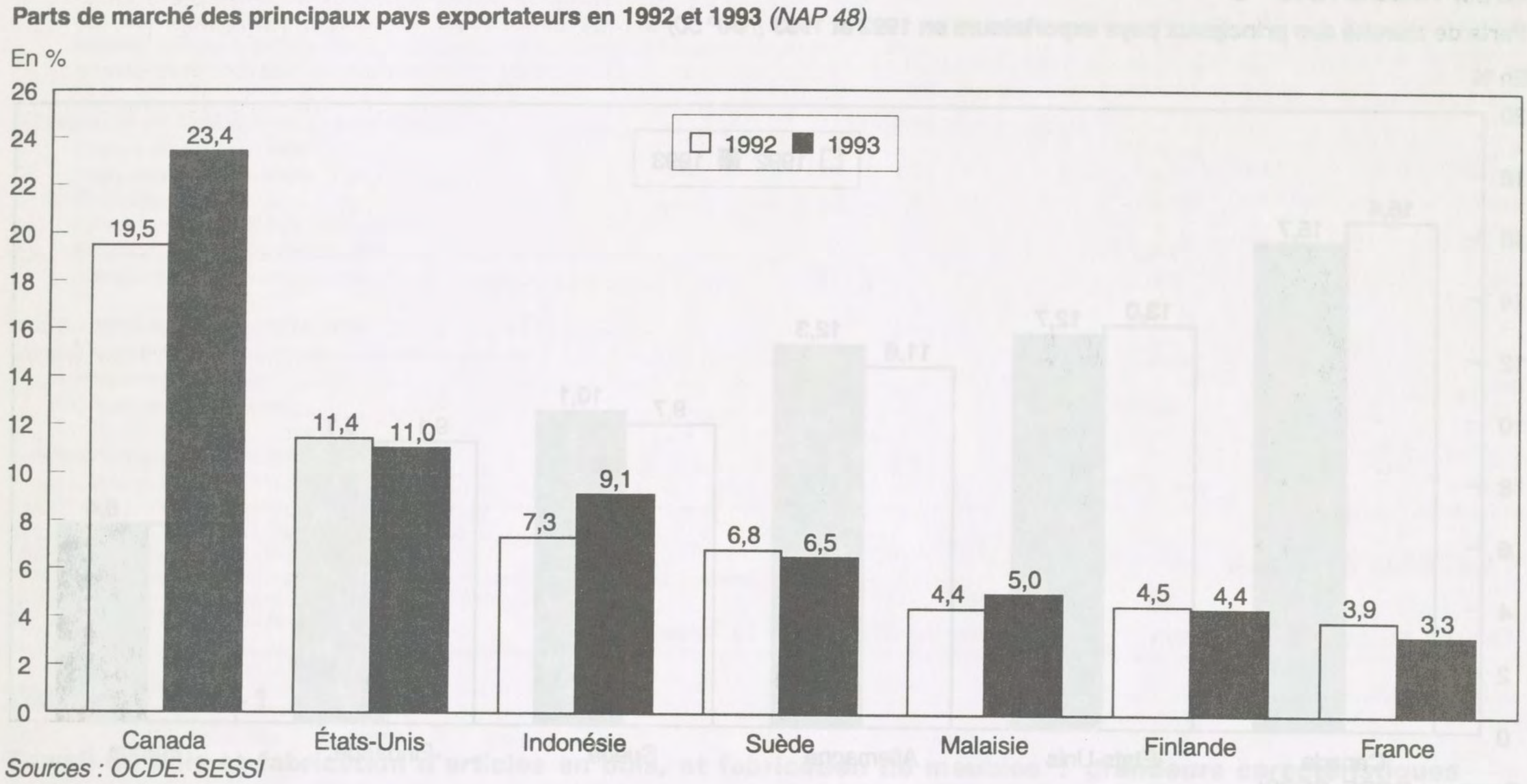
« Les comptes de l'industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 96-97, août 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.10 - 1

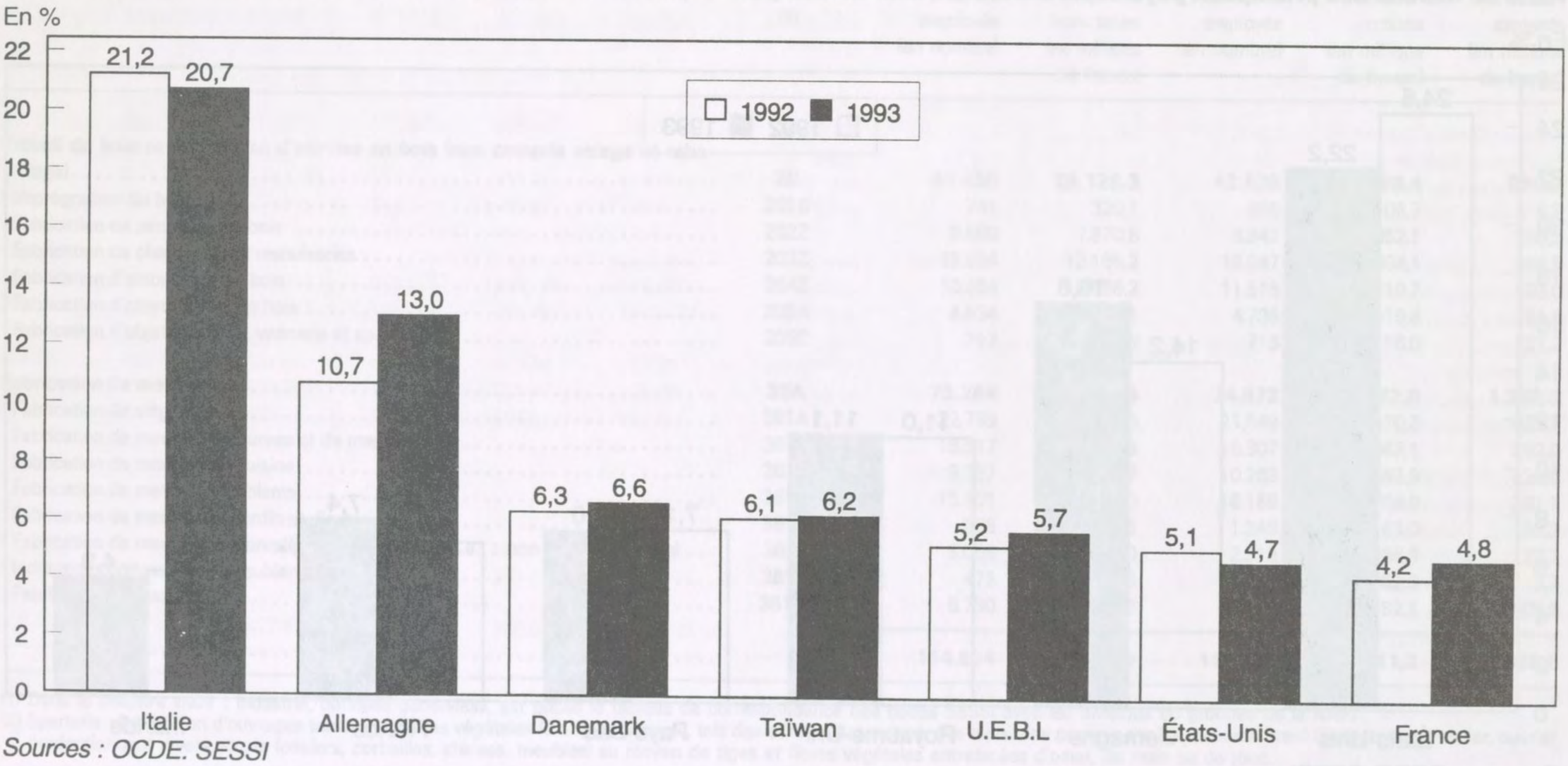
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 48)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.10 - 2

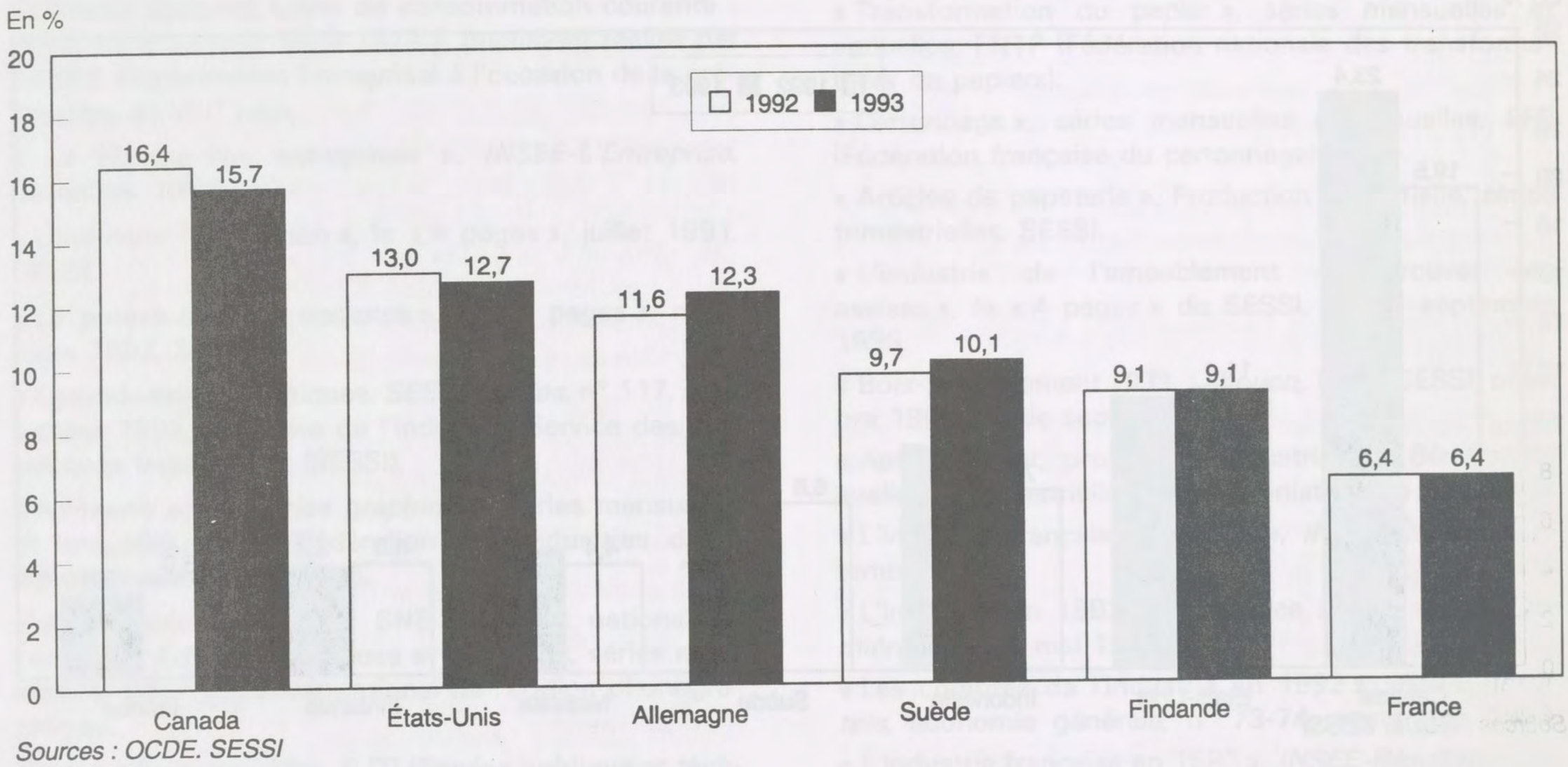
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 49)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.10 - 3

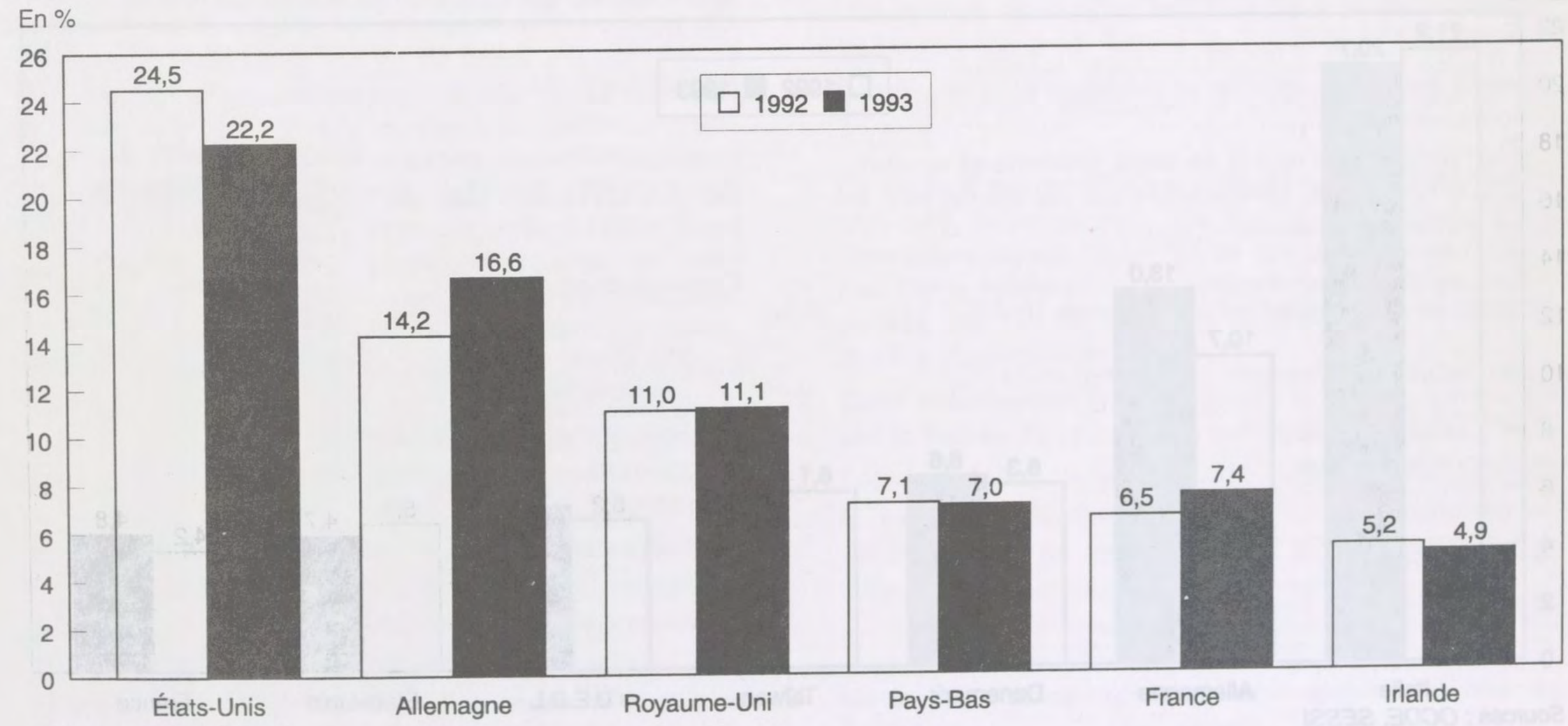
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 50)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.10 - 4

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 51)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.10-1

Travail du bois et fabrication d'articles en bois, et fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Travail du bois et fabrication d'atircles en bois (non compris sciage et rabotage)	**20**	**41.430**	**29.128,3**	**42.828**	**4.788,4**	**990,0**
Imprégnation du bois	201B	741	320,1	865	106,7	8,3
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8.850	7.870,8	8.942	1.052,1	280,2
Fabrication de charpentes et menuiseries	203Z	15.634	12.185,2	16.047	1.804,1	395,5
Fabrication d'emballages en bois	204Z	10.654	5.558,2	11.518	1.219,7	193,0
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4.834	2.485,1	4.738	519,8	91,8
Fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie (2)	205C	717	708,9	718	86,0	21,2
Fabrication de meubles	**36A**	**73.264**	**45.207,6**	**74.872**	**8.622,8**	**1.398,8**
Fabrication de sièges	361A	22.799	15.550,5	21.849	2.370,3	429,7
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	15.517	8.680,6	16.307	2.047,1	292,0
Fabrication de meubles de cuisine	361E	9.557	5.840,7	10.263	1.163,9	228,6
Fabrication de meubles meublants	361G	15.101	8.643,0	16.189	1.769,9	281,1
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	956	650,3	1.249	163,0	36,2
Fabrication de meubles de compléments et divers (n.c.a. : non compris ailleurs)	361J	3.068	1.636,0	2.315	256,9	23,7
Industries connexes de l'ameublement	361K	476	202,9	595	69,6	3,7
Fabrication de matelas	361M	5.790	4.003,6	6.105	782,1	103,8
Total		**114.694**	**74.335,9**	**117.700**	**13.411,2**	**2.388,8**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Sparterie : fabrication d'ouvrages tréssés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc.

TABLEAU K.10-2A

Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unité	1988	1989	1990	1991	1992	1993
ÉLÉMENTS DE CHARPENTE ET MENUISERIE DE BÂTIMENT	4802							
Portes et fenêtres menuisées et posées		10^3 vantaux	6.195	5.896	5.870	5.428	4.680	4.439
Portes planes en bois		10^3 pièces	7.398	7.532	7.303	6.925	5.482	4.817
Profilés pour menuiserie et fermetures de bâtiment		10^3 mètres	1.160	1.056	705	c	c	104
PARQUETS, MOULURES ET BAGUETTES	4803							
Parquets et lambris en bois de résineux		10^3 m^2	31.757	31.728	30.482	28.861	26.680	27.275
Panneaux pour parquets (parquets dits mosaïques)		»	1.548	2.989	c	c	2.257	2.271
Moulures et baguettes		10^3 mètres	220.294	223.105	220.123	198.052	202.946	196.202
PANNEAUX, BOIS DE PLACAGE, BOIS AMELIORÉS ET TRAITÉS	4804							
Bois déroulés ou tranchés (pour placage)		10^3 m^2	72.498	74.888	53.373	62.643	55.309	58.107
Contreplaqués multiplis		10^3 m^3	498	514	496	469	462	473
Panneaux de particules		»	1.613	1.679	1.777	(3) 1.804	(3) 1.525	1.477
Panneaux replaqués à âme épaisse		10^3 m^2	4.291	4.690	5.113	4.472	4.232	3.746
EMBALLAGES	4805							
Emballages légers en bois		Tonne	450.934	481.989	467.839	449.550	414.269	364.377
Caisses en bois		»	112.652	129.396	142.542	133.506	131.864	112.475
Palettes et caisses palettes (y compris plates formes de manutention)		10^3 pièces	29.631	32.834	35.860	36.162	38.464	33.888
Emballages spéciaux en bois		Tonne	50.407	56.920	77.255	87.159	79.769	65.657
Articles de tonnellerie (1)		»	9.132	11.224	14.554	14.569	10.572	11.563
OBJETS DIVERS EN BOIS	4807							
Matériel industriel et agricole en bois :								
Manchisterie industrielle		Tonne	11.693	12.613	13.997	15.312	15.137	13.424
Tournerie industrielle		»	5.448	4.943	7.301	8.462	8.472	11.716
Matériel industriel divers		»	15.140	15.452	15.784	16.440	19.562	19.274
Laines de bois :								
Laine, paille ou fibre de bois		»	(2) 9.764	10.568	11.386	(2) 8.771	16.749	(4) 52.634

(1) Uniquement futailles, tonneaux, foudre.
(2) Uniquement laine, paille ou fibre de bois; la farine de bois est confidentielle.
(3) Sauf panneaux de particules OSB; en 1992 et 1993, panneaux de particules de bois uniquement.
(4) Y compris écorces de bois pour jardins.

TABLEAU K.10-2B

Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF(1)	Unité	1994
SCIAGE, RABOTAGE, IMPRÉGNATION DU BOIS	*p* 201A		
dont : Lames pour parquets en bois de conifère		tonnes	165.554
Lames pour parquets en bois autre que de conifère (2)		m^2	1.630
FABRICATION DE PANNEAUX DE BOIS	202Z		
dont : Contreplaqués multiplis		10^3 m^3	503.917
Panneaux de particules de bois brut		»	1.634.921
Panneaux surfacés mélaminés		»	765.429
Panneaux de fibres «coupe-feu» bruts (qualité M.D.F.) (3)		»	340.399
FABRICATION DE CHARPENTES ET MENUISERIES	203Z		
dont : Fenêtres et portes-fenêtres (4)		10^3 pièces	3.206
Portes menuisées non posées		»	1.049
Blocs-portes		»	1.395
Portes planes tous parements non posées		»	4.669
Panneaux pour parquets dits mosaïques (5)		10^3 m^2	2.737
Panneaux pour parquets contrecollés		»	3.610
FABRICATION D'EMBALLAGES EN BOIS	204Z		
dont : Palettes simples en bois (y compris les palettes perdues)		10^3 pièces	35.348
Palettes-caisses en bois		»	3.698
Caisses, caissettes, cageots		10^3 tonnes	512
FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS	205A		
dont : Cadres en bois		10^3 mètres	8.780

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Sauf lames pour lambris en hêtre ou chêne.
(3) Panneaux de fibres M.D.F. (medium density fireboard) , coupe-feu de densité moyenne.
(4) Non posées par l'entreprise et à l'exclusion des fenêtres de toit.
(5) Panneaux de 8 et 10 mm d'épaisseur.

TABLEAU K.10-3A

Ameublement : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
MEUBLES MEUBLANTS	**4901**	**6.951**	**7.595**	**8.311**	**8.647**	**8.502**	**8.169**
dont : Tables pour salles à manger		570	610	643	667	625	598
Meubles de rangement par éléments juxtaposables ou modulaires		1.151	1.208	1.203	1.236	1.239	1.165
Buffets et bahuts		1.596	1695	1.797	1.886	1.808	1.803
Armoires, coiffeuses, commodes		1.669	1.809	2.058	2.187	2.199	2.173
Lits		945	1.024	1.143	1.200	1.119	1.046
Meubles de complément		863	1.005	1.200	1.223	1.288	1.221
SIÈGES	**4902**	**4.548**	**4.749**	**5.281**	**5.480**	**5.417**	**5.291**
dont : Chaises		705	749	760	812	800	787
Canapés et fauteuils non transformables		1.823	1.894	2.175	2.096	1.921	1.916
Canapés-lits et fauteuils transformables		1.756	1.774	1.969	2.203	2.289	2.207
MEUBLES DE CUISINE ET MEUBLES EN BOIS BLANC	**4903**	**5.617**	**5.956**	**6.190**	**5.861**	**5.672**	**5.499**
dont : Meubles de cuisine par éléments (avec et sans installation)		4.468	4.687	4.778	4.500	4.243	3.949
Tables, sièges et autres meubles de cuisine		498	c	548	386	350	393
Meubles pour salle d'eau		582	700	944	822	917	1.031
Meubles de jardin		23	38	47	46	38	c
LITERIE	**4904**	**4.937**	**5.245**	**5.540**	**5.581**	**5.585**	**5.671**
dont : Sommiers		922	1.037	1.120	1.121	1.092	1.112
Matelas		2.192	2.339	2.400	2.480	2.490	2.527
Petits articles de literie		*r* 1.594	*r* 1.632	1.930	1.981	2.003	2.030
MEUBLES DIVERS	**4905**	**1.990**	**2.162**	**2.539**	**2.675**	**2.711**	**2.589**
MOBILIER FONCTIONNEL NON MÉTALLIQUE	**4906**	**1.739**	**2.148**	**2.547**	**2.767**	**2.645**	**2.516**

TABLEAU K.10-3B

Ameublement : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	N° de la NAF (1)	1994
FABRICATION DE SIÈGES	**361A**	**7.871**
dont : Sièges, avec bâti en métal rembourrés ou non		1.202
Sièges, avec bâti en bois rembourrés ou non		2.829
Sièges transformables		1.875
FABRICATION DE MEUBLES DE BUREAU ET DE MAGASIN	**361C**	**8.700**
dont : Meubles de bureau métalliques		3.199
Meubles de bureau en bois		1.260
Meubles métalliques autres que de bureau		1.437
Meubles en bois autres que de bureau		2.804
FABRICATION DE MEUBLES DE CUISINE ET DE SALLES DE BAIN	**361E**	**5.786**
Meubles en bois pour les cuisines		4.311
Meubles pour les salles de bain		1.475
FABRICATION DE MEUBLES MEUBLANTS	**361G**	**7.680**
dont : Meubles en bois pour chambres à coucher		3.207
Meubles en bois pour salles à manger et séjour		3.259
FABRICATION DE MEUBLES DE JARDIN ET D'EXTÉRIEUR	**361H**	**599**
FABRICATION DE MEUBLES DE COMPLÉMENT	**361J**	**1.641**
INDUSTRIES CONNEXES À L'AMEUBLEMENT (2)	**361K**	**128**
FABRICATION DE MATELAS	**361M**	**4.018**
dont : Sommiers		1.306
Matelas (non compris les matelas non recouverts)		2.501

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Cette classe comprend le laquage, le vernissage, la dorure et la peinture sur meubles; le capitonnage, le gainage et le service des tapissiers décorateurs; et aussi la marqueterie, la sculpture et la gravure sur bois et l'encadrement.

TABLEAU K.10-4

Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de pâte à papier	211A	2.322	2.550,3	1.628	291,8	87,9
Fabrication de papier et de carton	211C	31.011	34.181,1	32.038	5.137,3	1.885,9
Industrie du carton ondulé	212A	16.421	15.427,4	17.065	2.316,6	602,0
Fabrication de cartonnages	212B	15.988	10.203,8	16.349	2.126,1	420,7
Fabrication d'emballages en papier	212C	4.407	3.796,3	4.616	612,3	126,9
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	8.562	10.792,8	9.145	1.387,4	710,0
Fabrication d'articles de papeterie (2)	212G	6.707	5.713,9	6.748	872,3	177,6
Fabrication de papiers peints	212J	1.401	1.126,7	1.536	225,5	54,5
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (3)	212L	6.121	5.030,7	6.322	871,2	188,1
Total	**21**	**92.940**	**88.823,0**	**95.447**	**13.840,5**	**4.253,6**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc); voir 222C « Autre imprimerie, (labeur) », dans K10-7.
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte en papier.

TABLEAU K.10-5A

Pâtes à papier : production de la branche (NAP 5001)

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Fabrication de pâtes à papier	2.191	2.935	2.201	2.452	2.609	2.539
Pâtes mécaniques et mi-chimiques	650	662	667	810	923	936
Pâtes chimiques de bois	1.541	1.611	1.534	1.622	1.686	1.603

TABLEAU K.10-5B

Pâtes à papier : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF (1)	1994
Fabrication de pâtes à papier	211A	2.787
Pâtes mécaniques et mi-chimiques		1.005
Pâtes chimiques de bois		1.782

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.10-6A

Papier-carton : activité de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAP	Unité	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Production								
PAPIERS ET CARTONS	**5002**	**10^3 tonnes**	**6.313**	**6.752**	**7.148**	**7.322**	**7.696**	**7.974**
Papier d'emballage		»	2.313	2.575	2.725	2.714	2.775	2.867
Papier d'impression-écriture		»	2.859	3.029	3.195	3.334	3.615	3.737
dont : Qualité journal		»	373	374	421	511	670	802
Cartons		»	606	606	650	662	674	665
Papiers industriels et spéciaux		»	237	241	249	246	240	240
Papiers domestiques et sanitaires		»	298	301	329	366	392	465
Livraisons								
PRODUITS DE LA TRANSFORMATION DU PAPIER	**5004**							
Papiers peints		10^3 rouleaux	45	41	38	37	36	37
Vente d'articles en papier pour usage domestique ou sanitaire		10^3 tonnes	598	606	612	638	702	704
CARTON ONDULÉ ET PRODUITS EN CARTON ONDULÉ	**5006**	»	**2.011**	**2.132**	**2.214**	**2.259**	**2.330**	**2.070**

TABLEAU K.10-6B

Papier-carton : activité de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI)

Produit	N° de la NAF (1)	Unité	1994
Production			
PAPIERS ET CARTONS	**211C**	**10^3 tonnes**	**8.677**
Papier d'emballage		»	3.073
Papier d'impression-écriture		»	4.112
dont : Qualité journal		»	841
Cartons		»	742
Papiers industriels et spéciaux		»	273
Papiers domestiques et sanitaires		»	477
Livraisons			
INDUSTRIE DU CARTON ONDULÉ ET FABRICATION DE CARTONNAGES	**212A et 212B**	**10^3 tonnes**	**2.213**
PRODUITS DE LA TRANSFORMATION DU PAPIER			
Articles en papier à usage domestique ou sanitaire	212C et 212E	10^3 tonnes	728
Papiers peints	212J	10^3 rouleaux	38

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.10-7

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Édition de livres	221A	13.317	17.822,1	13.834	2.580,7	278,6
Édition de journaux	221C	29.969	25.126,9	31.159	5.877,3	516,9
Édition de revues et périodiques	221E	18.335	27.127,0	18.157	3.909,6	246,2
Édition d'enregistrements sonores	221G	2.658	6.078,6	2.886	587,5	103,3
Autres activités d'édition (2)	221J	644	769,0	660	101,2	3,8
Imprimerie de journaux	222A	2.475	1.599,5	1.970	410,8	14,1
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	60.000	42.972,3	59.081	9.059,8	1.613,0
Reliure et finition	222E	6.529	2.478,1	6.220	739,4	140,4
Composition et photogravure	222G	8.735	4.837,9	8.318	1.473,5	157,6
Autres activités graphiques (3)	222J	794	440,7	901	130,3	12,2
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1.199	1.007,6	1.180	134,8	68,2
Reproduction d'enregistrements vidéo	223C	705	750,8	692	93,0	53,2
Total	**22**	**145.360**	**131.010,5**	**145.058**	**25.097,9**	**3.207,5**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(3) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

Chapitre K.11

Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses

(NAP : 52, 53 et 54)
(NAF : 25A, 25B, 36B et 36C)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 52.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 53.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993. NAP 54.

1. Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : grandeurs caractéristiques. NAF 25A et 25B.
2. Caoutchouc : principales productions de la branche.
3. Production de pneumatiques.
4. Transformations des matières plastiques : principales livraisons de la branche.
5. Industries diverses : grandeurs caractéristiques. NAF 36B et 36C.
6. Industries diverses : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie du caoutchouc (NAF 25A)

L'industrie du caoutchouc a vu son développement lié, en France comme ailleurs, à celui de l'automobile.

La fabrication de pneumatiques et chambres à air représente en France près de 60 % du chiffre d'affaires du secteur. Elle est dominée par Michelin et les filiales de grands groupes mondiaux. La fabrication des ouvrages divers en caoutchouc, activité hétérogène concurrencée par les matières plastiques, en constitue le complément.

Après le fort ralentissement de la demande du début des années 80, l'industrie mondiale des pneumatiques a effectué un important effort d'adaptation. Dans ce contexte très concurrentiel, la compétitivité du pneumatique nécessite une technologie de production de plus en plus sophistiquée avec des efforts considérables en matière de recherche développement. Cet impératif, ajouté à une diminution des marges, a engendré un phénomène de concentration à la fin des années 80. Les trois premiers groupes — le Français Michelin, l'Américain Goodyear et le Japonais Bridgestone — représentent plus de la moitié du marché mondial. Avec les trois suivants — l'Allemand Continental, le Japonais Sumitomo-Dunlop et l'Italien Pirelli — ils réalisent les trois quarts des ventes mondiales.

Le ralentissement de l'activité automobile au niveau mondial depuis 1990 s'est répercuté directement sur ce secteur, en particulier sur les produits de première monte. Cette situation n'a toutefois pas eu d'incidence sur le niveau des investissements ou sur l'effort de recherche et l'amélioration des processus de production. La forte remontée des prix à la deuxième monte a contribué à renforcer la rentabilité. Après cette période de récession, la reprise du marché de l'automobile en 1994 a permis une augmentation de l'activité caoutchouc de 8,9 %.

La France est le 3e exportateur de pneumatiques et ouvrages en caoutchouc derrière l'Allemagne et le Japon. Avec un taux de couverture de 172 %, le commerce extérieur français dégage un solde positif de 8,1 milliards de francs en 1994.

Transformation des matières plastiques (NAF 25B)

La transformation des matières plastiques est un secteur où, au côté de quelques grands groupes de dimension internationale, les PMI sont nombreuses (73 % du chiffre d'affaires en 1993).

Les principaux marchés sont l'automobile, l'emballage, le bâtiment, les industries électriques et électroniques, mais aussi la navigation de plaisance, le sport ou l'aéronautique.

La progression des matériaux composites obtenus par association avec divers composants dont les fibres de verre et de carbone, a permis à la plasturgie de développer de nouvelles applications, en particulier dans le nucléaire, le spatial et le médico-chirurgical.

Les livraisons de pièces pour l'industrie suivent largement les évolutions du marché de l'automobile et ont ainsi subi la contraction de 1993 pour revenir à des niveaux plus élevés en 1994. En tonnage, l'automobile représente 62 % des livraisons de ce secteur.

Dans la fabrication d'éléments pour le bâtiment, les menuiseries en matières plastiques progressent tant dans la rénovation que sur le marché du logement neuf.

L'emballage en matière plastique et la fabrication de produits divers tendent à évoluer vers des productions à valeur ajoutée plus élevée, les produits de bas de gamme étant de plus en plus fabriqués dans des zones de main-d'œuvre bon marché.

Si les échanges commerciaux demeurent déficitaires, les grandes entreprises du secteur se développent pour une part importante en implantant des unités à l'étranger pour approvisionner donneurs d'ordres ou marchés locaux.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NAF 36B)

La fabrication de monnaies et médailles est un secteur extrêmement modeste puisqu'il ne compte que 8 PMI de moins de 200 salariés et occupe 550 personnes localisées à 70 % en Île-de-France et dans les Pays de la Loire.

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle qui travaille l'or, l'argent et le plaqué or. C'est une industrie du luxe où se côtoient des noms prestigieux tels que Cartier ou la Société Van Cleef Arpels par exemple dans la joaillerie, ou Christofle dans l'orfèvrerie. La France doit sa réputation dans ce domaine à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers. Elle a acquis une position de leader mondial pour la confection de pièces uniques. Mais cette image cache une réalité plus terne. La France présente un tissu industriel plus morcelé et plus fragile que celui de ses concurrents européens, allemands ou italiens en particulier. Les exportations ne sont réalisées que par quelques firmes.

Industrie typiquement de main-d'œuvre, elle a peu investi en 1993. L'Île-de-France et Rhône-Alpes concentrent près de 60 % des effectifs. Les importations proviennent de nouveaux producteurs du Sud-Est asiatique mais également des pays européens (Allemagne, Italie et Espagne).

La fabrication d'instruments de musique constitue également un micro-secteur de 16 entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1.500 personnes et 0,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (64 % du chiffre d'affaires), et un taux de valeur ajoutée élevé (56 % du chiffre d'affaires). C'est en Île-de-France que s'exerce l'essentiel de l'activité.

Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses (NAF 36C)

La fabrication d'articles de sport constitue un secteur d'activité de PMI, avec seulement 3 entreprises de plus de 500 salariés qui fabriquent surtout du matériel de sports d'hiver. C'est un secteur concentré en Rhône-Alpes (60 % des effectifs). Cette activité est fortement

exportatrice (50 % du chiffre d'affaires) et le taux de couverture à l'exportation est positif.

La fabrication française de jeux et jouets est devenue une industrie de jouets traditionnels, produits essentiellement en plastique (2 % des jouets sont en bois). Elle est soumise à une concurrence croissante des multinationales américaines ou des produits bas de gamme du Sud-Est asiatique. La créativité, l'innovation, le renouvellement des collections, la recherche et développement, l'investissement leur permettent de tenir leur marché et d'obtenir d'excellents résultats à l'exportation. Ces résultats sont cependant dépendants des fluctuations des monnaies. Ce secteur est également une cible pour les contrefacteurs. Cette industrie se caractérise par la saisonnalité de sa production (80 % des jouets sont vendus à Noël), qui entraîne une logistique complexe, et par la brièveté des cycles de vie des produits. L'apparition de grandes surfaces spécialisées de jouets modifie quelque peu les circuits traditionnels de distribution. L'activité est concentrée en Franche-Comté et Rhône-Alpes (50 % des effectifs).

La brosserie, avec 40 entreprises, développe surtout son activité dans la fabrication de brosses à peindre et de brosses de ménage. Le quart du chiffre d'affaires est généré par une activité de négoce, ce qui est un comportement atypique de l'industrie (hors énergie).

Les activités manufacturières non reprises ailleurs comptent 170 entreprises avec un effectif de 14.000 personnes.

Deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec 3 entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture avec une entreprise de plus de 500 salariés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Industrie du caoutchouc (NAF 25A)

Les industries des pneumatiques et autres produits en caoutchouc comprennent :

— la fabrication de pneumatiques et de chambres à air;

— le rechapage et la réparation industrielle des pneumatiques;

— la fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air).

Transformation des matières plastiques (NAF 25B)

Les produits de la plasturgie peuvent être regroupés en 3 catégories :

— demi-produits, comme les plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés;

— biens intermédiaires, comme les pièces pour l'industrie, les emballages, les éléments pour le bâtiment;

— produits finis, comme les produits de consommation divers.

Depuis le changement de nomenclature en 1993, la fabrication des mélanges est classée avec l'industrie chimique, tandis que les feuilles, pellicules, bandes ou lames en cellulose régénérée sont désormais classées avec les demi-produits.

De même, la fabrication des meubles en matières plastiques relève désormais de l'ameublement et non plus des produits de consommation divers en matière plastique. À l'inverse, la production des éponges synthétiques en fait partie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NAF 36B)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et industries diverses (NAF 36C)

Les industries diverses regroupent de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport;

— fabrication de jeux et jouets;

— fabrication de bijouterie fantaisie;

— fabrication d'articles de brosserie;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat national du caoutchouc et des plastiques;

— Fédération de la plasturgie;

— Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques (CSFT);

— Fédération nationale de la musique.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », *Enquête annuelle d'entreprise,* tome 3, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« Industrie du caoutchouc », Production industrielle, Séries mensuelles commentées, J.-Ph. Chereul et M. Duthoit, SESSI.

« Industrie du caoutchouc », enquête de branche trimestrielle, Ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« Le marché français du pneumatique : étude BVA », *Le journal de l'automobile,* octobre 1994.

« La plasturgie », M. Duthoit et C. Le Corroler, *SESSI-Études,* mai 1995.

« Transformation des matières plastiques », Production industrielle, Séries mensuelles commentées, R.J. Gratiot et O. Roulland, et séries trimestrielles, SESSI, Ministère de l'Industrie.

« Fabrication de jeux et jouets, production industrielle », Série annuelle, Fédération française du jouet.

« Fabrication d'articles de sport, production industrielle », Série annuelle, Fédération française des industries du sport et des loisirs.

« Industrie de la brosserie, production industrielle », Série annuelle, Fédération française de la brosserie.

« Autres activités manufacturières, production industrielle », Série annuelle, SESSI.

« Bijouterie, production industrielle », Série annuelle, BJOCC.

« Fabrication d'instruments de musique », Production industrielle, Série annuelle, SESSI.

Bulletin mensuel de statistique industrielle, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, tome 4, ministère de l'Industrie. Service des statistiques industrielles (SESSI).

« La France des entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991.

« L'industrie française en 1991 », *INSEE-Études,* septembre 1992.

« L'industrie en 1992 : croissance zéro », *INSEE-Première,* n° 259, mai 1993.

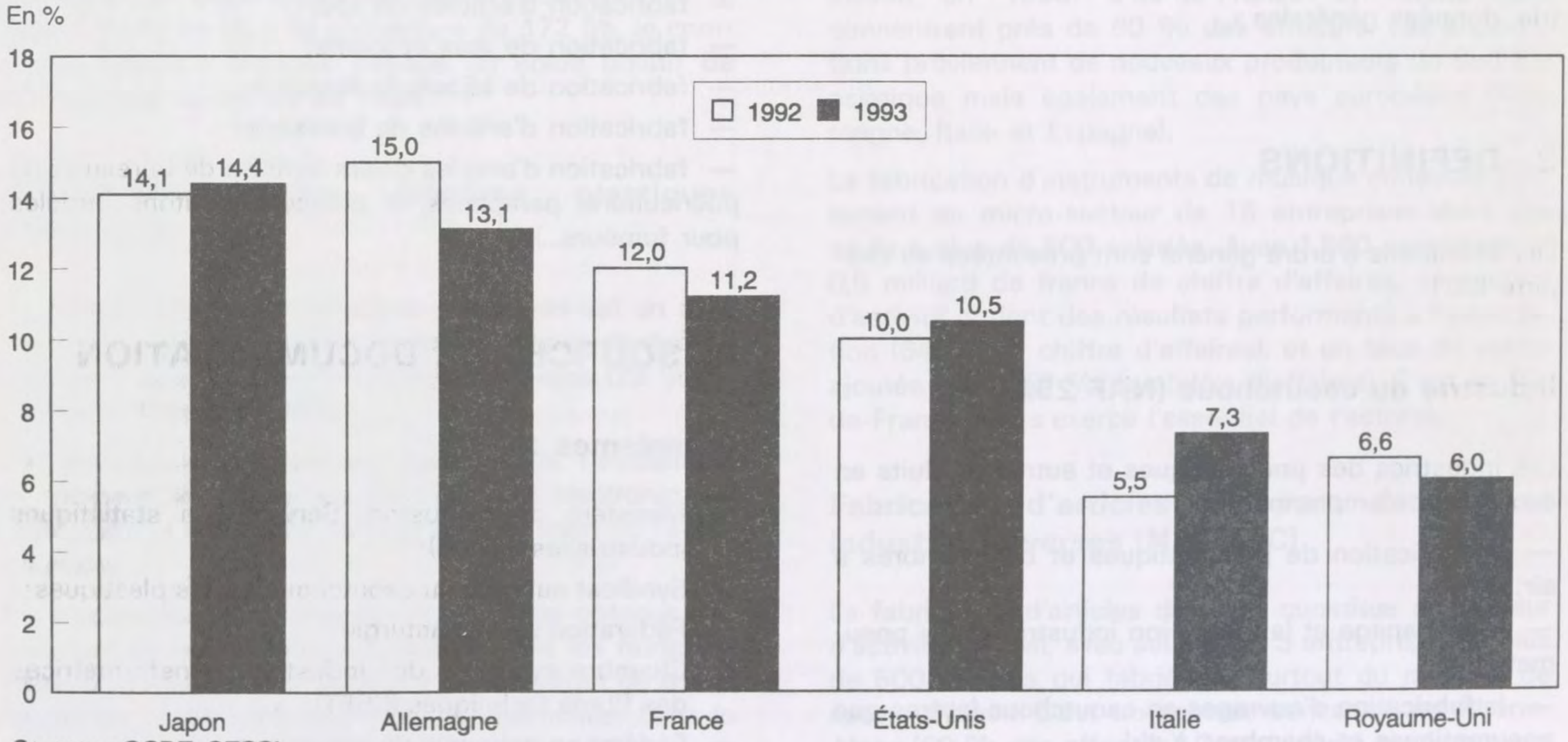
« Les comptes de l'industrie en 1992 », *INSEE-Résultats,* économie générale, n° 73-74, septembre 1993.

« L'industrie française en 1993 », *INSEE-Résultats*, économie générale, n° 96-97, août 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.11 - 1

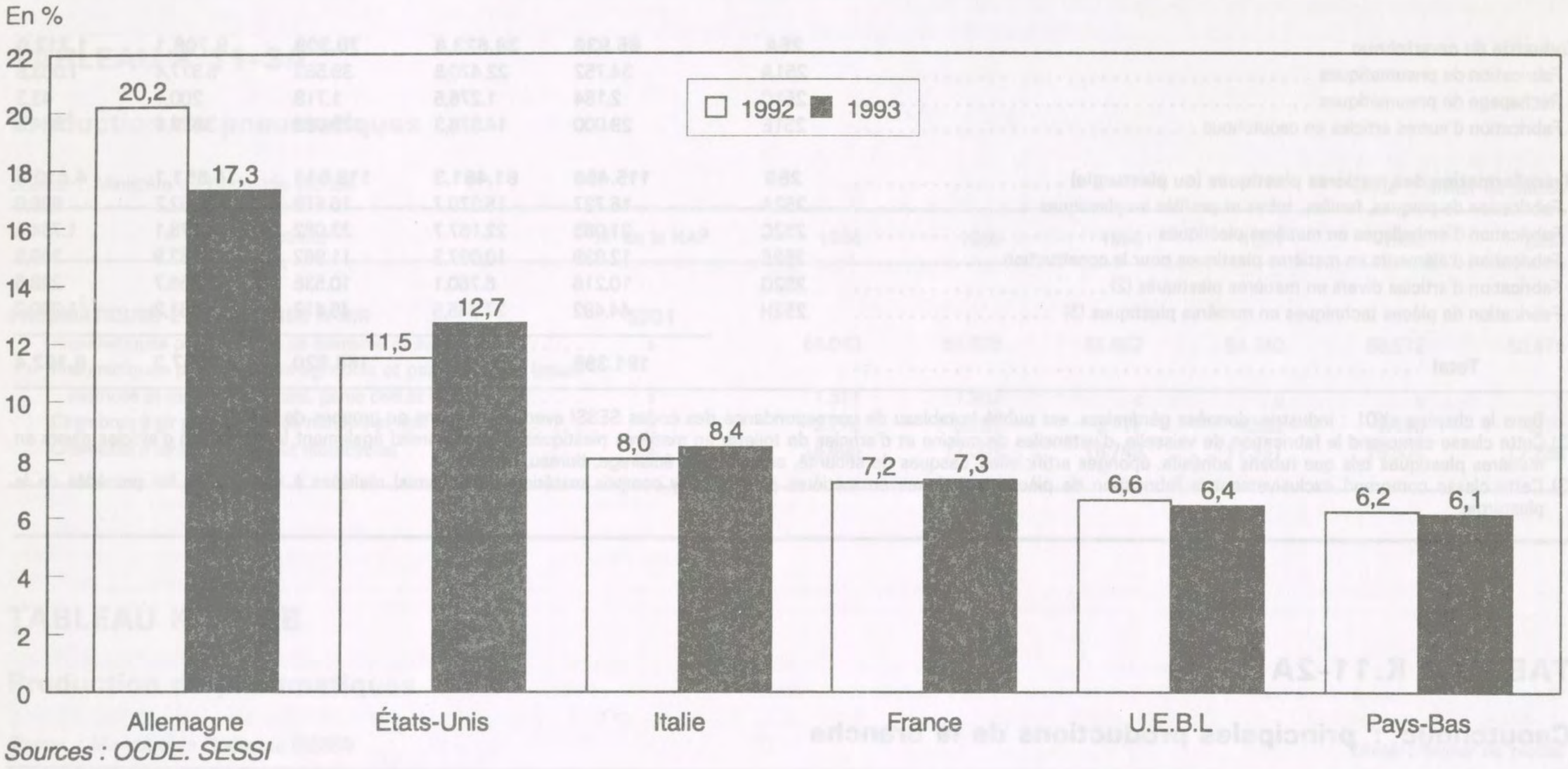
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 52)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.11 - 2

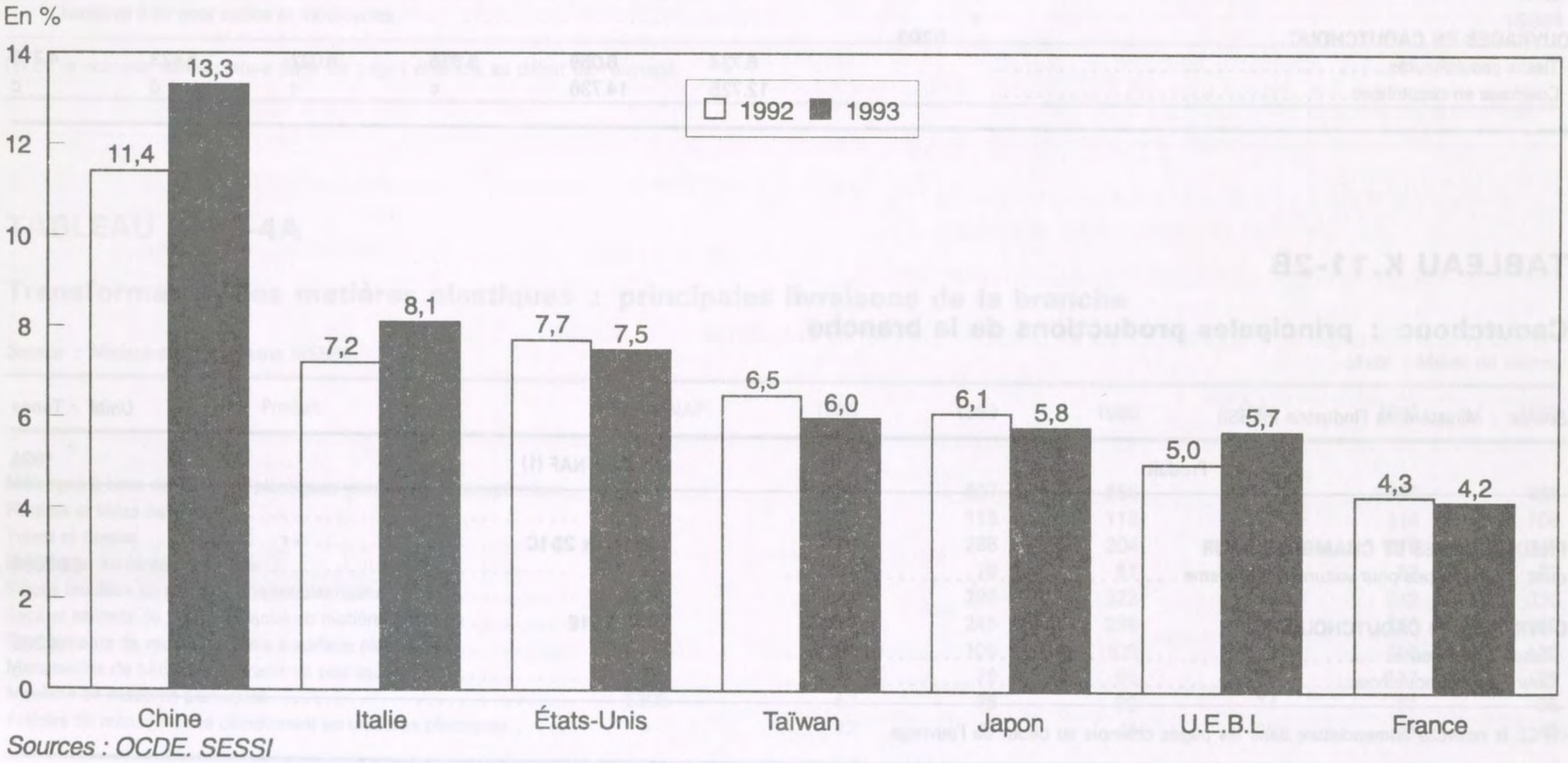
Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 53)*



Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.11 - 3

Parts de marché des principaux pays exportateurs en 1992 et 1993 *(NAP 54)*



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.11-1

Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Industrie du caoutchouc	**25A**	**65.936**	**38.623,6**	**70.309**	**9.706,1**	**1.712,0**
Fabrication de pneumatiques	251A	34.752	22.470,8	39.553	5.877,4	1.003,8
Rechapage de pneumatiques	251C	2.184	1.276,5	1.718	200,1	43,3
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	29.000	14.876,3	29.038	3.628,6	664,9
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**25B**	**115.459**	**81.461,3**	**118.511**	**14.851,1**	**4.410,4**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	16.727	15.370,7	16.519	2.352,2	688,0
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	31.085	22.187,7	33.082	4.178,1	1.734,4
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	12.939	10.097,3	11.962	1.482,9	359,3
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (2)	252G	10.216	6.760,1	10.536	1.356,7	248,5
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (3)	252H	44.492	27.045,5	46.412	5.481,2	1.380,2
Total		**181.395**	**120.084,9**	**188.820**	**24.557,2**	**6.122,4**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(3) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.11-2A

Caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Tonne

Produit	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**5201**						
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		350.042	356.695	336.105	358.815	378.169	343.261
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**5203**						
Tissus caoutchoutés		6.734	6.059	5.936	6.022	5.423	4.718
Courroies en caoutchouc		12.725	14.736	c	c	c	c

TABLEAU K.11-2B

Caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Tonne

Produit	N° de la NAF (1)	1994
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A et 251C**	
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		364.068
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**251E**	
Tissus caoutchoutés		4.269
Courroies en caoutchouc		c

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.11-3A

Production de pneumatiques

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Activité	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**5201**						
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés	»	54.043	61.678	51.662	54.740	56.572	50.475
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil et avions	»	1.511	1.902	c	c	c	c
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers	»	9.772	9.252	5.117	4.532	2.496	1.911
Chambres à air pour cycles et motocycles	»	15.696	17.001	16.749	17.331	19.807	17.288

TABLEAU K.11-3B

Production de pneumatiques

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Activité	N° de la NAF (1)	1994
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A**	
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés	»	53.560
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil et avions	»	c
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers	»	1.493
Chambres à air pour cycles et motocycles	»	16.364

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.11-4A

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N °de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Mélanges à base de matières plastiques vierges et de récupération	5301	510	637	656	668	697	668
Plaques et blocs cellulaires	»	112	115	119	113	114	108
Tubes et tuyaux	»	270	286	304	283	278	247
Profilés en matières plastiques	»	57	79	81	81	87	93
Pièces moulées en matières thermoplastiques	5302	274	298	322	312	342	330
Sacs et sachets de petite capacité en matière plastique	5303	220	245	236	249	250	262
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	5304	101	105	105	104	102	120
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques	»	63	79	95	115	127	133
Meubles en matières plastiques	5305	67	78	90	74	61	55
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	»	43	45	44	39	41	42

TABLEAU K.11-4B

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	N °de la NAF (1)	1994
Plaques et blocs cellulaires	252A	112
Tubes et tuyaux	»	307
Profilés en matières plastiques	»	94
Sacs et sachets de petite capacité en matière plastique	252C	280
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	252E	132
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques	»	152
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	252G	58
Pièces moulées en matières thermoplastiques	252H	325

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.11-5

Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques

Année 1993

Source : Ministère de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Référence à la NAF (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissement		
		Effectifs employés (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	**36B**	**9.175**	**5.691,1**	**9.446**	**1.319,5**	**110,7**
Fabrication de monnaies et médailles	362A	463	223,0	506	73,8	8,9
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	7.258	4.945,5	7.458	1.047,3	82,4
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1.454	522,6	1.482	198,4	19,4
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**36C**	**29.460**	**20.111,9**	**30.776**	**3.824,6**	**751,4**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5.864	5.672,1	6.058	840,9	220,0
Fabrication de jeux et jouets	365Z	5.088	3.810,6	5.493	641,8	112,9
Bijouterie fantaisie	366A	1.770	838,6	1.789	225,0	54,3
Industrie de la brosserie	366C	3.252	1.542,1	3.547	393,0	36,6
Autres activités manufacturières n.c.a. (non comprises ailleurs) (2)	366E	13.486	8.248,5	13.889	1.723,9	327,6
Total		**38.635**	**25.803,0**	**40.222**	**5.144,1**	**862,1**

(1) Dans le chapitre «K01 : Industrie, données générales», est publié le tableau de correspondance des codes SESSI avec les divisions ou groupes de la NAF.
(2) Cette classe comprend notamment la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes; Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie....

TABLEAU K.11-6

Industries diverses : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie (SESSI)
Fédération des industries nautiques

Produit	N° de la NAP	Unité	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Landaus (1)	5401	10^3 pièces	83	92	842	905	773	911
Poussettes (1)	»	»	693	722				
Bateaux de plaisance à voile	5403	Pièce	3.185	3.600	3.666	5.094	5.158	3.772
Bateaux de plaisance à moteur (hors pneumatiques)	»	»	6.471	6.974	6.870	6.123	5.719	5.943
Autres (2)	»	»	44.454	48.943	53.382	49.382	47.149	40.344

(1) Depuis 1990, la production de landaus et de poussettes est regroupée dans une seule rubrique.
(2) Ne comprennent pas les bateaux destinés aux activités sportives comptés avec les articles de sport.

Chapitre K.12

Construction, logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Nombre de logements autorisés et commencés de 1989 à 1994.

1. Bâtiment, travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale du secteur d'entreprise.
2. Bâtiment, travaux publics : production (hors taxes) et investissements du secteur d'entreprise.
3. Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs en métropole selon l'ouvrage.
4. Bâtiment, travaux publics : montant des travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.
5. Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage.
6. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation.
7. Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination.
8. Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.
9. Logements commencés par type de construction.
10. Logements autorisés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales.
11. Statistiques de la construction dans certains pays industrialisés.
12. Investissements en logements (FBCF) par investisseur.
13. Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs.
14. Commercialisation des logements neufs.
15. Le parc locatif social.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la sous-direction de l'information statistique sur la construction (SDISC) du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

1. PRÉSENTATION

Après quatre années de baisse ininterrompue de la construction de logements neufs, 1994 voit le retour — amorcé fin 1993 — d'un rythme de construction supérieur à 300.000 logements mis en chantier par an. Ainsi, 302.200 logements ont été commencés en 1994, soit 17,7 % de plus qu'en 1993. Après s'être manifestée dans un premier temps dans le secteur du logement collectif, cette hausse est relayée par la construction de maisons individuelles (18,9 % de croissance en un an contre 16,6 % pour le collectif).

La progression des autorisations de construire, du fait d'une reprise plus précoce datant du milieu de l'année 1993, apparaît moins ample. 360.500 logements ont été autorisés en un an, soit une hausse de 10,7 % par rapport à 1993.

La relance de la construction de logements sociaux opérée à partir de 1992 avec une augmentation du nombre de PLA (prêt aidé à la location) permet une bonne tenue du niveau de construction des organismes HLM dans un contexte peu dynamique pour le reste de la profession.

31 millions de mètres carrés de locaux à usage non résidentiel ont été mis en chantier en 1994, soit un recul limité de 0,5 %. Les surfaces autorisées connaissent également un léger recul (— 1,1 % par rapport à 1993). Ces résultats sont dus, pour une bonne part, à la reprise de la construction de bâtiments agricoles. En sens inverse, la construction de bureaux continue de reculer fortement.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » (1) dans le secteur du BTP est réalisée par le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, selon les modalités suivantes :

— enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà; avant 1988, l'enquête n'était annuelle que pour les entreprises de plus de 10 salariés, elle ne couvrait l'ensemble du champ que deux fois tous les cinq ans.

Les questionnaires utilisés sont :

— le questionnaire général pour les entreprises de 50 salariés et plus;
— le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de 20 à 49 salariés;
— le questionnaire simplifié pour les artisans (pour les entreprises de 19 salariés et moins).

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second œuvre. D'autre part, les grandes entreprises ont le plus souvent des activités multiples, bâtiment et travaux publics, notamment celles qui sont classées dans le poste « construction d'ossatures », les techniques utilisées étant assez similaires.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une ou plusieurs des activités énumérées ci-après, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « BTP » est secondaire. C'est le cas par exemple d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Construction et transformation de bâtiments. Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées depuis plusieurs années par le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports à l'aide de systèmes informatisés. Ces systèmes, ensembles d'applications cohérentes, forment un réseau d'informations qui a évolué au cours du temps : SICLONE (système d'information sur la construction de logements et de locaux neufs) a remplacé SIROCO-2 (système d'information répertoriant les opérations de construction) au 1er janvier 1986.

SICLONE a eu pour conséquence principale une nouvelle répartition des tâches au sein du réseau, avec un rôle accru des cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement, alors que les concepts et la méthodologie statistique n'ont pas connu d'évolutions sensibles.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis dits « gros permis » au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent au moins à l'une des conditions suivantes :

— création d'un ou plusieurs logements ordinaires;
— création d'au moins 50 m^2 de locaux à usage autre que l'habitation;
— création de logements ou/et de chambres d'habitat communautaire ou d'hébergement.

En conséquence, les opérations comportant uniquement des locaux à usage autre que l'habitation pour une surface totale inférieure à 50 m^2 ne sont plus retenues.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

On a donc exclu du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location);
— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement);

(1) Voir chapitre K.01 « Industrie, données générales ». L'EAE-BTP 1994 est encore en NAP.

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées;
— l'ensemble des logements de fonction;
— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est négligeable (environ 2 % en collectif et 8 % en individuel).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3. DÉFINITIONS

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NAP 55) (1)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend (2) :

● Pour le bâtiment :
— construction d'ossatures autres que métalliques pour les bâtiments;
— installation industrielle, montage-levage;
— installation électrique dans les immeubles;
— construction industrialisée;
— maçonnerie et travaux courants de béton armé;
— génie climatique : chauffage, ventilation, isolation des immeubles;
— menuiserie et serrurerie;
— couverture, plomberie, installations sanitaires;
— aménagements, finitions : plâtrerie, peinture, vitrerie.

● Pour les travaux publics :
— travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie urbaine et rurale, aménagement des parcs et jardins;
— construction de lignes de transport d'électricité;
— travaux d'infrastructure générale : terrassement, travaux souterrains, fluviaux et maritimes, travaux de voies ferrées, pose à longue distance de canalisations et de lignes téléphoniques;
— construction de chaussées;
— forage, sondages de terrains, fondations spéciales;
— construction d'ossatures autres que métalliques pour des ouvrages d'art (ponts, châteaux d'eau, etc.).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE). Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :
— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement;
— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

---

(1) Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
(2) Voir le détail des activités au chapitre nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

On distingue à compter du 1er janvier 1988 deux types d'APL :

— l'APL 1 dite APL forte liée au financement PLA (conventionnement de type PLA);

— l'APL 2 avec l'APL 2B liée au financement Palulos (à l'origine était une prime à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale; actuellement subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux) et l'APL 2A liée au conventionnement sans travaux.

Type de financement

HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.
ILM : Immeuble à Loyer Moyen.
ILN : Immeuble à Loyer Normal.
PC : Prêt Conventionné.
PLA : Prêt Locatif Aidé.
PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.
PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.
PLA Insertion : PLA sans obligation de travaux, réservé aux plus démunis.
PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.
PLS : Prêt Locatif Social.
PSR : Programme Social de relogement.

Type de financement initial

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, Sous-Direction de l'information statistique sur la construction, Direction des affaires économiques et internationales;

— Fédération nationale du bâtiment;

— Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports :

Collections statistiques :

— « Statistiques de la construction », bulletin trimestriel, édité par La Documentation française;

— « Statistiques et études générales » (derniers titres parus) :

N° 158. « Structure du bâtiment et des travaux publics en 1988 (annuel) [enquête réalisée en 1989] »;

N° 159. « Les chantiers des entreprises de bâtiment et travaux publics en 1988 »;

N° 160. « Statistiques de la construction en 1990. — Habitations. — Locaux destinés à des activités autres qu'habitation »;

N° 161. « Statistiques de la construction en 1991. — Habitations. — Locaux destinés à des activités autres qu'habitation ».

N° 162. « Les entreprises du bâtiment et travaux publics en 1989 »;

N° 163. « Statistiques de la construction en 1992. — Habitations. — Locaux destinés à des activités autres qu'habitation »;

N° 164. « Les entreprises du bâtiment et travaux publics en 1990 »;

N° 165. « Les ventes de logements en 1991 »;

N° 166. « Les entreprises de bâtiment et travaux publics en 1991 »;

N° 167. « Statistiques de la construction en 1993 »;

N° 168. « Statistiques sur le logement social. — Le parc HLM au 1er janvier 1992. — Les aides de l'État à la pierre en 1992, le PLA-CDC et d'insertion, le PALULOS, la PAH de 1984 à 1991 »;

N° 169. « Les entreprises de bâtiment et de travaux publics en 1992 »;

N° 170. « 1981-1990 : une décennie de construction neuve dans les grandes villes »;

N° 171. « Statistiques sur le logement social : Le parc locatif social au 1er janvier 1993. — Les aides de l'État à la pierre en 1993, le PLA-CDC, le PLA d'insertion et le PALULOS »;

N° 172. « Statistiques de la construction en 1994 : Logements ordinaires. — Locaux autres qu'habitation. — La construction neuve dans les Dom-Tom en 1993 ».

Notes vertes économiques :

— *Activité et emploi dans le BTP :* analyse détaillée des activités du bâtiment, des travaux publics et de la promotion immobilière;

— *Informations rapides.* Diffusion rapide des premiers résultats d'enquêtes et de travaux statistiques.

Presse spécialisée :

— *Le moniteur des TP et du bâtiment* (hebdomadaire);

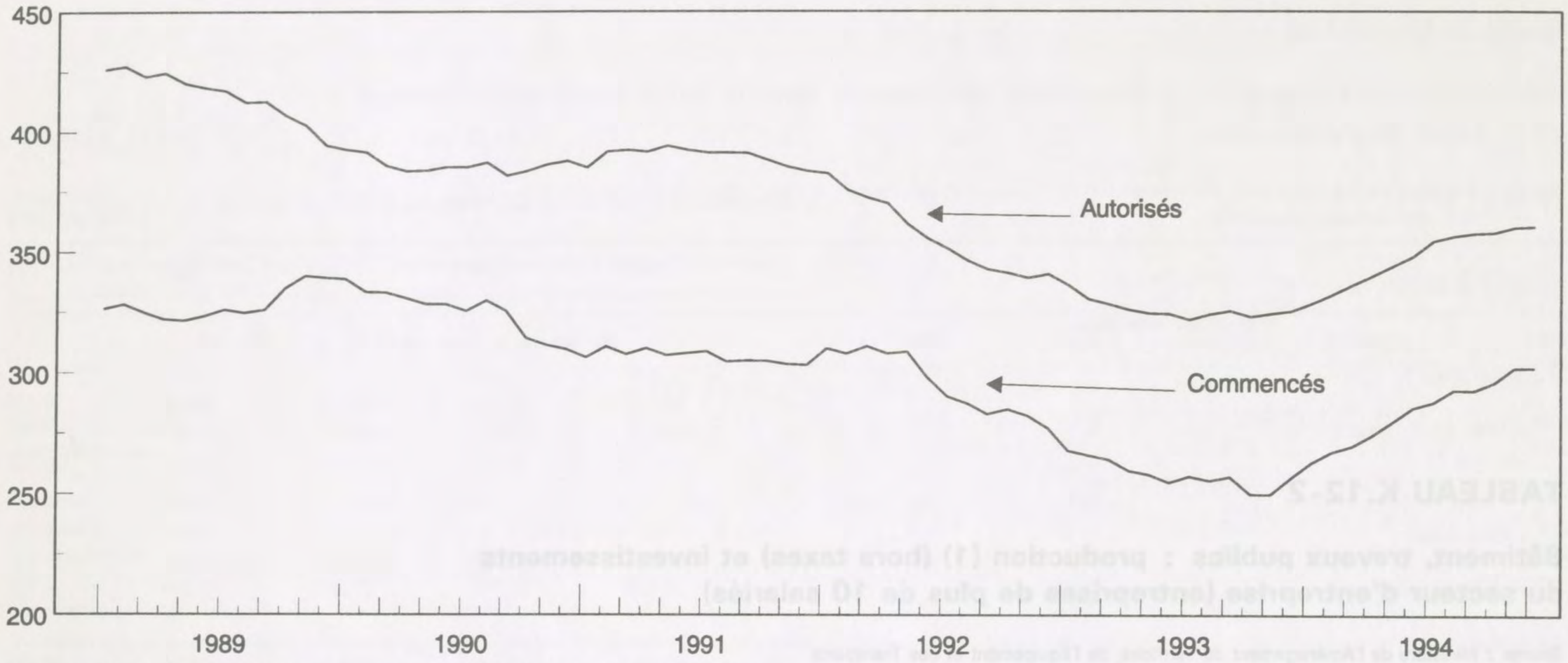
— *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel);

— *Les travaux publics en ...,* de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE K.12

Logements autorisés et commencés (En milliers)
(En année mobile sur 12 mois)



Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports

TABLEAU K.12-1

Bâtiment, travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale du secteur d'entreprise (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité principale de l'entreprise	N° de la NAP	1988		1989		1990		1991		1992	
		Nombre d'entreprises	Effectifs (1)	Nombre d'entreprises	Effectifs (1)	Nombre d'entreprises	Effectifs (1)	Nombre d'entreprises	Effectifs (1)	Nombre d'entreprises	Effectifs (1)
Aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	5510	2.007	95.465	1.847	93.007	2.130	97.309	2.141	93.555	2.030	89.874
Construction de lignes de transport d'électricité	5511	316	39.483	257	35.149	239	35.002	262	32.462	258	32.859
Travaux d'infrastructure générale	5512	621	52.870	586	52.080	653	58.968	678	57.413	652	55.438
Construction de chaussées	5513	184	41.330	178	41.857	153	42.336	182	43.730	186	47.624
Entreprises de forages, sondages; fondations spéciales	5520	85	6.266	80	5.449	78	5.572	71	5.543	80	6.385
Construction d'ossatures autres que métalliques	5530	76	21.336	69	19.892	61	20.927	56	20.661	64	21.401
Installations industrielles, montage-levage	5531	171	8.789	171	8.893	175	8.983	175	12.849	168	9.184
Installation électrique	5540	2.095	108.991	1.899	112.085	2.056	122.431	2.125	120.058	1.985	120.389
Construction industrialisée	5550	289	19.722	323	18.368	301	16.279	235	15.168	231	11.686
Maçonnerie, travaux courants de béton armé	5560	6.211	221.378	5.887	213.076	5.853	221.407	5.803	209.835	5.505	200.674
Génie climatique	5570	1.476	46.524	1.325	46.528	1.377	47.109	1.415	47.863	1.414	49.762
Menuiserie-serrurerie	5571	2.836	70.428	2.631	69.144	2.618	67.914	2.736	68.103	2.950	73.190
Couverture, plomberie et installations sanitaires	5572	2.024	52.178	1.839	49.078	1.976	50.891	1.954	46.283	1.822	47.388
Aménagements, finitions	5573	3.797	110.078	3.684	105.865	4.010	112.206	3.790	106.975	3.672	104.051
Total		**22.188**	**894.838**	**20.776**	**870.471**	**21.680**	**907.334**	**21.623**	**880.498**	**21.017**	**869.905**

(1) Population active totale (salariés et non salariés) au 30 juin de chaque année.

TABLEAU K.12-2

Bâtiment, travaux publics : production (1) (hors taxes) et investissements du secteur d'entreprise (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Unité : Million de francs

Activité principale de l'entreprise	N° de la NAP	1988	1989	1990	1991	1992
Production totale hors taxes						
Aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	5510	46.489	45.812	48.816	49.925	47.564
Construction de lignes de transport d'électricité	5511	15.944	15.692	16.059	15.469	15.715
Travaux d'infrastructure générale	5512	33.397	36.821	44.621	53.764	45.225
Construction de chaussées	5513	27.388	28.203	28.506	30.928	32.533
Entreprises de forages, sondages; fondations spéciales	5520	4.044	4.931	5.232	5.301	5.993
Constructions d'ossatures autres que métalliques	5530	11.149	12.070	14.102	13.679	13.916
Installations industrielles, montage-levage	5531	3.510	3.611	3.899	5.868	4.605
Installation électrique	5540	44.751	51.203	55.745	57.765	57.595
Construction industrialisée	5550	10.749	11.664	9.896	10.033	6.107
Maçonnerie et travaux courants de béton armé	5560	77.920	83.601	96.031	92.787	89.858
Génie climatique	5570	21.004	23.581	25.263	27.268	28.114
Menuiserie-serrurerie	5571	29.683	31.215	32.932	34.079	38.043
Couverture, plomberie et installations sanitaires	5572	20.473	21.195	22.728	21.858	22.457
Aménagements, finitions	5573	38.492	38.337	42.819	43.051	41.760
Total		**384.993**	**407.937**	**446.649**	**461.775**	**449.485**
Investissements bruts [Entreprises et SAM (2)]						
Aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	5510	2.919	3.055	2.768	2.534	2.132
Construction de lignes de transport d'électricité	5511	546	514	585	545	450
Travaux d'infrastructure générale	5512	2.219	2.147	2.079	1.872	1.900
Construction de chaussées	5513	1.434	1.578	1.620	1.068	1.369
Entreprises de forages, sondages; fondations spéciales	5520	257	444	262	416	309
Constructions d'ossatures autres que métalliques	5530	493	1.374	390	261	211
Installations industrielles, montage-levage	5531	151	165	186	373	246
Installation électrique	5540	1.003	1.039	1.328	1.343	1.097
Construction industrialisée	5550	385	330	364	257	129
Maçonnerie et travaux courants de béton armé	5560	2.587	2.859	3.017	2.658	2.110
Génie climatique	5570	404	415	429	521	510
Menuiserie-serrurerie	5571	798	799	899	931	807
Couverture, plomberie et installations sanitaires	5572	442	443	459	465	378
Aménagements, finitions	5573	865	1.040	862	979	816
Total		**14.503**	**16.202**	**15.248**	**14.223**	**12.464**

(1) La production (métropole et hors métropole) du secteur comprend le montant des travaux de bâtiment et de travaux publics exécutés directement et le montant des autres activités.
(2) SAM : Société auxilliaire de matériel.

TABLEAU K.12-3

Bâtiment, travaux publics : montants des travaux directs en métropole selon l'ouvrage (entreprises de plus de 10 salariés) (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Unité : Million de francs

Nature de l'ouvrage	1988	1989	1990	1991	1992
Maisons individuelles	42.690	44.039	42.382	41.645	38.515
Logements collectifs	51.910	52.513	64.421	66.553	70.378
Bâtiments résidentiels	9.321	11.602	11.867	10.525	11.460
Total	**103.921**	**108.154**	**118.670**	**118.723**	**120.353**
Ateliers industriels, usines	42.486	54.285	66.665	63.331	63.705
Bureaux, halls	32.602	40.507	44.368	46.927	43.561
Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche	9.428	9.754	11.421	13.078	15.672
Autres bâtiments	57.346	49.751	47.694	43.922	41.069
Total	**141.862**	**154.297**	**170.148**	**167.258**	**164.007**
Total Bâtiment	**245.783**	**262.451**	**288.818**	**285.981**	**284.360**
Routes et pistes	49.013	45.713	51.623	52.370	53.656
Autres voies de communication	13.232	11.356	15.972	19.023	20.434
Total	**62.245**	**57.069**	**67.595**	**71.393**	**74.090**
Réseau électrique et télécommunications	15.005	14.150	15.592	17.949	17.906
Autres lignes et canalisations	14.337	15.797	17.692	18.793	15.266
Total	**29.342**	**29.947**	**33.284**	**36.742**	**33.172**
Autres ouvrages de travaux publics	8.240	8.442	6.977	7.654	7.751
Total Travaux publics	**99.827**	**95.458**	**107.856**	**115.789**	**115.013**
Total Bâtiment et Travaux publics	**345.610**	**357.909**	**396.674**	**401.770**	**399.373**

(1) La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués sur les résultats.

TABLEAU K.12-4

Bâtiment, travaux publics : montants des travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990	1991	1992
Entreprises artisanales					
0 à 10 salariés :					
Neuf	83.392	99.183	106.320	86.991	79.321
Entretien, amélioration	124.117	134.060	135.156	131.426	145.262
Autres entreprises					
11 à 19 salariés :					
Neuf	26.951	32.823	28.037	29.182	27.775
Entretien, amélioration	26.670	28.740	25.739	31.684	36.191
20 à 49 salariés :					
Neuf	52.534	46.392	61.629	55.795	55.983
Entretien, amélioration	43.139	35.963	47.843	52.350	53.186
50 à 199 salariés :					
Neuf	48.644	53.756	58.428	51.675	46.014
Entretien, amélioration	25.291	28.406	30.526	34.678	36.582
200 salariés et plus :					
Neuf	95.197	102.770	105.589	103.906	89.423
Entretien, amélioration	27.184	29.060	38.883	42.500	54.215
Total entreprises de 11 salariés et plus :					
Neuf	**223.326**	**235.741**	**253.683**	**240.558**	**219.195**
Entretien, amélioration	**122.284**	**122.169**	**142.991**	**161.212**	**180.174**
Total des entreprises :					
Neuf	**306.718**	**334.924**	**360.003**	**327.549**	**298.516**
Entretien, amélioration	**246.401**	**256.229**	**278.147**	**292.638**	**325.436**

TABLEAU K.12-5

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (enquête SICLONE)

%

	1990	1991	1992	1993	1994
Organismes HLM	9,2	11,7	16,0	22,0	19,8
Sociétés d'économie mixte (SEM)	1,8	2,1	2,5	2,9	2,7
Sociétés civiles immobilières (SCI)	31	31,0	27,9	21,5	22,7
Etat et collectivités locales	1,0	1,3	1,7	2,1	1,6
Particuliers	45,5	41,8	40,3	38,7	41,9
Autres sociétés (1)	11,6	12,1	11,6	12,8	11,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**383.510**	**376.881**	**334.852**	**319.744**	**356.034**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.12-6

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (enquête SICLONE)

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1990	1991	1992	1993	1994
1 pièce	46,7	56,2	60,6	58,1	56,6
2 pièces	74,4	71,1	62,6	57,7	64,2
3 pièces	77,1	76,7	68,0	66,0	72,9
4 pièces	79,5	75,2	62,8	63,3	71,5
5 pièces	68,5	61,7	50,5	47,2	56,5
6 pièces et plus	37,3	36,0	30,3	27,4	34,3
Total	**383,5**	**376,9**	**334,8**	**319,7**	**356,0**

TABLEAU K.12-7

Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (enquête SICLONE)

Unité : Millier de logements

Statut d'occupation	1990	1991	1992	1993	1994
Résidences principales					
Occupation personnelle	153,0	134,9	113,8	98,1	121,2
Location vide ou meublée	54,9	69,3	85,5	104,3	108,6
Vente ou location-vente	124,9	127,7	98,8	85,3	96,8
Mixte location et vente (1)	5,5	6,3	5,5	5,2	6,3
Logement de fonction	2,2	2,6	2,5	2,5	2,0
Total	**340,6**	**340,8**	**306,1**	**295,5**	**334,9**
Résidences secondaires					
Occupation personnelle	10,6	10,3	8,9	7,9	7,6
Location vide ou meublée	4,3	5,2	3,9	4,8	3,4
Vente ou location-vente	27,1	19,7	15,0	10,9	9,6
Mixte location et vente (1)	0,7	0,8	0,8	0,5	0,4
Logement de fonction	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total	**42,9**	**36,1**	**28,7**	**24,2**	**21,1**
Ensemble					
Occupation personnelle	163,6	145,2	122,7	106,0	128,8
Location vide ou meublée	59,2	74,5	89,4	109,1	112,0
Vente ou location-vente	152,1	147,4	113,8	96,2	106,4
Mixte location et vente (1)	6,2	7,1	6,3	5,8	6,7
Logement de fonction	2,3	2,7	2,6	2,6	2,1
Total	**383,5**	**376,9**	**334,8**	**319,7**	**356,0**

(1) Opérations destinées en partie à la vente et en partie à la location.

TABLEAU K.12-8

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (enquête SICLONE)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	1990	1991	1992	1993	1994
Bâtiments agricoles	12.434	11.591	10.351	9.957	11.378
Bâtiments industriels	12.273	8.881	6.482	4.503	4.432
Stockages	7.412	6.994	5.315	4.114	4.171
Garages	1.854	1.545	1.584	1.308	948
Commerces	5.554	4.928	4.288	3.054	2.930
Bureaux	6.981	7.808	6.142	4.048	3.179
Autres	5.779	8.556	8.487	8.020	7.510
Total	**52.286**	**50.303**	**42.649**	**35.004**	**34.548**

TABLEAU K.12-9

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et desTransports (enquête SICLONE)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1990	1991	1992	1993	1994
Individuels purs	128,0	116,7	103,5	93,7	112,4
Autres individuels	33,3	33,1	27,3	28,2	32,4
Total individuels	**161,3**	**149,8**	**130,8**	**121,9**	**144,8**
Total collectifs	**144,6**	**145,0**	**141,6**	**130,7**	**152,4**
Total	**305,9**	**294,8**	**272,4**	**252,6**	**297,2**

TABLEAU K.12-10

Logements autorisés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports (enquête SICLONE)

Unité : Logement

	1989	1990	1991	1992	1993
Territoires d'Outre-Mer					
Nouvelle-Calédonie (1)	1.015	1.259	1.042	1.767	2.069
Polynésie française (2)	1.388	1.208	1.020	857	983
Wallis et Futuna (3)	34	90	81	73	55
Collectivités territoriales					
Mayotte	945	920	1.163	1.484	832
Saint-Pierre- et-Miquelon	30	69	62	37	39

(1) Province sud, seulement à partir de 1991.
(2) Îles du Vent : Tahiti et Moorea.
(3) Logements financés (prêts à la construction neuve).

TABLEAU K.12-11

Statistiques de la construction dans certains pays industrialisés

Source : Commission économique pour l'Europe. Bulletin annuel de statistique du logement et de la construction pour l'Europe

Pays	*r* 1990		*r* 1991		*r* 1992		1993	
	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)
Allemagne	5,6	4,1	5,8	4,9	6,1	5,7	6,5	...
Belgique (1)	4,2	4,3	4,8	4,4	5,4	5,0	5,3	4,7
Danemark	3,7	5,3	3,2	...	3,0	...	2,9	...
Espagne	...	...	4,7	...	4,3	5,3	...	5,3
France (1)	**5,1**	**5,4**	**5,1**	**5,3**	**5,0**	**4,8**	**4,8**	**4,4**
Grèce	5,1	...	4,4	...	3,8	...	...	...
Irlande	...	6,0	4,0	5,8	4,3	6,3	...	6,0
Italie (2)	5,2	3,5	5,3	3,6	5,3	3,7	...	...
Luxembourg	...	6,7	...	7,0	...	7,6	...	...
Pays-Bas	5,1	6,8	4,6	5,5	4,8	5,9	4,8	5,5
Portugal	...	...	...	6,8	...	5,6	...	...
Royaume-Uni	3,4	3,6	3,0	3,5	3,0	3,1	2,8	...
Canada	6,7	...	6,0	6,0	6,4	6,0	6,1	6,0
États-Unis	3,9	5,3	3,4	4,3	3,7	4,5	4,0	4,6
Suisse	7,1	7,0	6,4	7,0	...	6,0	...	...
URSS (ex)	...	6,6	...	...	...	...	...	...

(1) Logements commencés.
(2) Série estimée pour les logements autorisés.

TABLEAU K.12-12

Investissements en logements (FBCF (1)), par investisseur

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Million de francs courants

	1989	1990	*r* 1991	* *r* 1992	* 1993	* 1994
Ménages hors E.I. (2)	282.865	293.046	297.127	294.992	280.753	288.140
Sociétés et quasi-sociétés et entreprises individuelles	38.191	39.992	44.375	45.043	47.461	49.970
dont : Organismes d'HLM	23.768	23.526	25.709	28.228	30.546	31.692
Autres secteurs institutionnels (3)	10.161	11.864	11.680	10.733	10.008	11.383
Total	**331.217**	**344.902**	**353.182**	**350.768**	**338.222**	**349.493**
Logements neufs	206.812	213.671	208.807	202.176	186.501	194.271
Gros entretien	124.405	131.231	144.375	148.592	151.721	155.222

* Ces années sont susceptibles de révision.
(1) FBCF : formation brute de capital fixe
(2) E.I. : entreprises individuelles. Pour plus de précision sur les comptes de la Nation, se reporter au chapitre G03.
(3) Institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques et privées.

TABLEAU K.12-13

Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs

Sources : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation)
Banque de France (Direction de la Conjoncture)

Unité : Million de francs

Organismes distributeurs	1989	1990	1991	* 1992	* 1993
Banques (1)	70.819	65.941	50.954	41.218	38.339
Sociétés financières	7.965	5.294	3.609	3.281	4.875
Crédit foncier et comptoir des entrepreneurs	17.325	11.330	13.928	14.879	14.335
Caisse des dépôts et caisses d'épargne	31.041	29.675	29.195	28.419	29.101
Entreprises «1% logement »	9.514	6.557	6.767	7.403	6.481
Divers (2)	2.065	2.046	2.157	1.837	2.153
Total	**138.729**	**120.843**	**106.610**	**97.037**	**95.284**
dont : prêts aidés (3)	42.494	33.866	35.809	37.257	38.613

* Ces années sont susceptibles de révision.
(1) Banques AFB, Banques populaires, Crédit mutuel, Crédit agricole.
(2) Collectivités locales, organismes de sécurité sociale, caisses de retraites complémentaires et assurances.
(3) Prêts assortis de bonifications ou subventions de l'Etat et prêts complémentaires associés.

TABLEAU K.12-14

Commercialisation des logements neufs

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs)

Unité : Millier de logements

Type de construction	(1) Réservations					(2) Stocks				
	1990	1991	1992	1993	1994	1990	1991	1992	1993	1994
Individuel groupé										
Aidé	3,1	1,8	1,1	1,1	1,8	2,7	2,0	1,5	1,4	1,4
Non aidé	13,7	10,8	8,1	7,8	7,6	12,3	13,1	12,0	10,1	8,7
Total	**16,8**	**12,6**	**9,2**	**8,9**	**9,4**	**15,0**	**15,1**	**13,5**	**11,5**	**10,1**
Collectif										
Aidé	4,4	3,0	2,3	3,3	5,2	3,7	3,6	2,8	3,5	4,4
Non aidé	67,1	57,2	50,7	53,5	57,9	67,7	83,0	77,1	64,5	60,1
Total	**71,5**	**60,2**	**53,0**	**56,8**	**63,1**	**71,4**	**86,6**	**79,9**	**68,0**	**64,5**

(1) Logements réservés : logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes, au cours de l'année.
(2) Logements disponibles à la vente : stocks disponibles à la vente à la fin de l'année.

TABLEAU K.12-15

Le parc locatif social

Au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports — *Unité :* Logement

	1994
Année de fin de construction	
Avant 1950	242.611
1951 à 1960	498.066
1961 à 1970	1.099.509
1971 à 1980	1.057.264
1981 à 1990	603.126
1991 et après	142.395
Total	**3.642.971**
Taille des logements	
Une pièce	203.952
Deux pièces	652.872
Trois pièces	1.327.911
Quatre pièces	1.108.734
Cinq pièces et plus	349.502
Total	**3.642.971**

	1994
Type de financement initial (1)	
PLS / PSR	242.105
HLM - O	1.999.481
ILM / ILN	124.769
PLA CDC CFF	768.267
PLI / PLS	17.313
PAP et PC locatif	15.053
PLA insertion	13.369
Autres financements	462.614
Total	**3.642.971**
Type de conventionnement	
Conventionné avec travaux	1.192.798
Conventionné sans travaux	1.112.329
Conventionné PLA et PC	795.686
Total des logements conventionnés	**3.100.813**
Total des logements non conventionnés	**542.158**
Total	**3.642.971**

(1) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie définition du texte.